

LE COMMERCE DES CÉRÉALES DANS LE BASSIN DU BAS-DANUBE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

PAR

EDGARD PATIN

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LE COMMERCE DES CÉRÉALES DANS LE BASSIN DU BAS-DANUBE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

PAR

EDGARD PATIN

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1933



LE COMMERCE DES CÉRÉALES
DANS LE BASSIN
DU BAS-DANUBE

CHAPITRE I

LE TERRITOIRE CARPATHO-DANUBIEN

Sur la rive gauche du Danube, sur un sol argileux, dont la couleur se confond souvent avec celle du fleuve, s'étale le port de Braïla dont le nom évoque la Roumanie et ses richesses agricoles. L'étranger qui aborde la terre roumaine par cette rade est saisi par l'animation du port avec ses navires qui sillonnent le fleuve, lourdement chargés de céréales.

Lorsqu'au mois d'août les grains s'accumulent dans le port pour remplir les nombreux bateaux qui attendent la cargaison pour le Continent, sa vie se réveille, les journées ne connaissent plus d'heure et Braïla ne vit plus que d'un seul rythme : celui de l'afflux de l'orge, du maïs et du blé.

Le marchand de bois, le marchand de quincaillerie, le marchand de denrées, tous dépendent de l'activité du port et celui-ci ne vit que de l'exportation des céréales.

Le passé de Braïla relie ce port au commerce du Levant à tel point que malgré le prodigieux développement qu'il a pu prendre depuis 60 ans, il n'a pas encore perdu tous les aspects d'un port levantin ou méditerranéen.

Anvers, Hambourg ou Londres ne peuvent pas nous servir d'exemple pour nous imaginer, même toute proportion gardée, le port de Braïla.

Blottie sur la rive du Danube, en face du canal de Filipoi, Braïla s'accroche à ses berges, à 17 km. du coude où le Siret se déverse dans le fleuve. La ville s'étend sur les terrasses de la rive gauche où se trouvent les comptoirs et les magasins de céréales.

En ligne droite, le long des berges du fleuve, ils se rangent

côte à côte sur une distance de 4.150 mètres. Aucune baie, aucun canal n'interrompt l'alignement.

En amont du port se trouvent les Docks. Un bassin d'une surface de 8 ha a été creusé pour donner aux navires plus de facilité d'appareillage. C'est là que se trouvent les silos des céréales appartenant à l'Etat et dont la capacité est de 25.000 tonnes¹.

On distingue à Braïla, les docks et le port proprement dit. Dans les docks se trouvent les entrepôts de douane, les entrepôts particuliers des sociétés de navigation entretenant des lignes régulières pour la Mer Noire et les ports danubiens, les entrepôts de transit, les dépôts de charbon et les dépôts de bois.

Les conditions spéciales de chargement et de déchargement pour ces matières facilitent aux navires ces opérations dans le bassin des docks.

L'Occident ignore certainement le travail sous pression qui se fait dans les ports danubiens lors de l'écoulement des récoltes. Les bateaux se chargent à la fois de différents côtés : à babord les élévateurs flottants mécaniques transbordent des céréales venues par péniche de Calarasi, Turnu-Magurele ou d'un autre port danubien.

Sur les pontons, reliant à tribord le *steamer*, avec le quai, fourmillent les chaînes des débardeurs portant les sacs de céréales à dos et déchargeant les milliers de chariots aux petits chevaux forts et vifs.

Les bons prix se paient pendant la « soudure ». Les orges roumaines font prime pour les cargaisons en juillet, août et les premiers jours de septembre.

Le port est en pleine ébullition. Passant par la « *misitie* » — petite ruelle dont l'étroitesse préserve les braillotes du soleil ardent des étés roumains, — nous voyons des hommes d'affaires traiter dans la rue les lots de blé, de maïs et d'orge, s'offrir du fret et conclure de très importantes affaires, dont le chiffre dépasse souvent celui de maintes maisons de commerce d'Occident somptueusement logées. Toute cette animation qui nous saisit au premier abord n'est pourtant qu'un faible reflet de l'activité de ce port

1. La capacité du Silos d'Anvers est également de 25.000 tonnes.

au début du siècle. Quand vous vous adressez à un négociant qui connut cette période prospère, il évoque infailliblement le Braïla d'autrefois, le Braïla de sa jeunesse, ce port qui vit d'immenses fortunes se réaliser, qui connut des dynasties d'exportateurs de céréales de réputation mondiale, qui fut un des principaux artisans de la prospérité de la Roumanie.

L'âme paysanne du peuple roumain le prédispose à l'économie agricole, son passé, le sol sur lequel il vit, le climat qu'il endure a orienté ainsi sa vie.

Lorsque le cheval-vapeur ¹ a fait disparaître les obstacles qui s'opposaient à un contact plus fréquent, plus étroit des pays du Bas-Danube avec l'Occident, lorsque le besoin d'expansion des pays industriels du Continent fit éclore l'idée des échanges internationaux, les pays de l'Est européen ne purent s'adapter aux exigences du moment qu'en mettant en valeur les produits que leur sol recellait en abondance et dont la préparation pour le marché mondial exigeait le moins d'efforts et le moins de temps.

Il est donc naturel que la première matière d'échange que la Roumanie pût offrir aux pays occidentaux conquis par le machinisme, fut son abondante récolte de céréales. Certes, les pays du Bas-Danube n'ont pas été de ceux qui ont excellé à provoquer une expansion commerciale dont le générateur aurait été dans le pays même. Comparés avec les Grecs, les Italiens et plus tard avec les Anglais ou les Hollandais, les habitants des pays du Bas-Danube sont tous d'un esprit plus sédentaire. La générosité du sol, le passé ethnique et la psychologie des peuples qui les habitent, ont fait de ceux-ci plutôt des nations de paysans que des nations de guerriers ou de navigateurs. C'est pourquoi la résistance de ces peuples aux envahisseurs qui convoitaient leur sol, n'a pu, malgré leur vaillance et leur esprit de sacrifice, les préserver toujours du joug de l'étranger.

Mais ce n'est pas ici le lieu d'envisager les problèmes d'ordre ethnique ou national.... Par quel phénomène, grâce à quelle évolution les pays roumains sont-ils devenus un des plus riches greniers à blé de l'Europe ? Telle est la question qui nous importe.

1. Nous empruntons cette notion à M. Francis Delaisi.

1. Coup d'œil d'ensemble sur la morphologie, le climat et la nature du sol¹

Pour comprendre l'évolution de la vie économique du territoire carpatho-danubien, il est indispensable de jeter un rapide coup d'œil sur la situation géographique de ces régions, telle qu'elle résulte de l'enchaînement des faits historiques, telle aussi qu'elle a été déterminée par les conditions physiques — morphologiques ou climatiques — qui sont à la base de son essor et de son développement.

Le territoire qui nous intéresse est drainé par le Danube en aval des Portes de Fer, obstacle naturel, difficile à vaincre. Au nord du fleuve se développent deux régions qui, malgré le contraste qui existe entre la plaine danubienne et les montagnes carpathiques, présentent néanmoins une unité réelle dont les origines remontent au plus lointain passé.

En effet, la grande plaine du Danube, grenier des empires de l'antiquité, du moyen-âge et de nos jours, paraît être séparée du plateau transylvain par la chaîne des Carpathes mêmes. Cette séparation qui ressort des caractères morphologiques du territoire roumain tel qu'il existe dans les limites de ses frontières actuelles ne correspond pas, du point de vue qui nous intéresse, à la réalité des faits. Un lien étroit unit au contraire la vie de la plaine à celle de la montagne. Les incursions de populations étrangères, les dominations successives qui ont tantôt dissocié, tantôt uni ces régions, les soumettant presque toujours à un joug épuisant, n'ont pas empêché la naissance et le développement d'une civilisation commune transmise de génération en génération de part et d'autre des Carpathes.

Cette civilisation s'est cristallisée dans le cadre du réseau hydrographique du Danube : toutes les rivières du terri-

1. Nous nous sommes inspiré dans nos recherches de l'ouvrage fondamental sur la Roumanie dû à l'éminent géographe, Emmanuel de Martonne. *L'Europe Centrale* (Géographie Universelle), t. IV, Paris, 1931.

toire roumain, tous les cours d'eau qui s'échappent des flancs des Carpathes et des plateaux apportent leurs eaux directement ou indirectement au Danube.

Au sud du Danube s'étendent les plaines du territoire bulgare.

Mais contrairement à la Roumanie dont les terres les plus fertiles sont le long du fleuve ou sont drainées par ses affluents, les régions agricoles les plus riches de la Bulgarie ne se développent pas au contact direct du Danube.

Les départements du Nord-Ouest de la Bulgarie, tels que Vratza, Pleven, Trnowo, Russé etc... devraient faire partie de la région délimitée géographiquement par notre sujet. Mais il ne faut pas oublier que la partie Est de la Bulgarie écoule l'excédent de ses céréales par ses deux ports maritimes Varna et Burgas. Leur prépondérance est telle dans le commerce de céréales de la Bulgarie, que ce commerce sur le Danube ne représente pas pour ce pays l'importance qu'il revêt pour la Roumanie, par exemple¹.

En réalité, en parlant du commerce de céréales du Bas-Danube, il convient de placer au premier rang le commerce de céréales de la Roumanie. Ce pays dépend plus que n'importe quel autre pays riverain, de la voie navigable du Danube et le fait que le fleuve tant convoité se déverse dans la Mer Noire, en traversant un territoire qui appartient à l'entité économique et politique de la Roumanie, justifie entièrement l'idée de confondre les deux appellations.

La plaine carpatho-danubienne est située dans la zone du climat tempéré continental, se prêtant à la culture de toutes les céréales sans exception. Malgré les écarts très importants de température, les céréales trouvent dans cette plaine des conditions excellentes de développement.

Les semis d'automne se réveillent de leur sommeil hivernal au début du mois d'avril époque à partir de laquelle leur développement devient plus régulier ; la moisson se fait

1. Jusqu'en 1918 il semble que les statistiques bulgares ne font pas la discrimination entre les produits écoulés par la voie du Danube et ceux qui sont sortis par les ports de la mer Noire. L'existence de chiffres globaux ne nous a donc pas permis d'entrer dans le détail d'une étude qui aurait pourtant présenté un grand intérêt.

au mois de juillet-août. La Roumanie souffre parfois de l'inconvénient des hivers trop durs et la production des blés et des orges d'automne s'en ressent. Les plaines non abritées de l'Est et du Nord-Est du territoire sont surtout exposées dans les hivers secs et froids, au risque de voir la semence détruite. En effet, les vents venant de la steppe ukrainienne empêchent la formation de couches de neige suffisantes pour préserver la plante sommeillante de l'influence des froids excessifs. Les ondulations du sol abritent les terrains de culture d'une façon insuffisante. Il résulte de ce fait que dans des années de grands froids, la semence d'automne est perdue, ce qui exige souvent des réensemblavures.

Ce phénomène est plus rare dans la plaine de Valachie, qui est moins exposée aux influences météorologiques venant des plaines russes et où le relief même constitue pour les cultures, un abri. Les régions situées au-delà des Carpathes sont, en effet, protégées par cet écran montagneux.

La chaleur dont ont besoin les céréales pour éclore est un facteur qu'elles trouvent dans des conditions presque exceptionnelles dans la plaine du Bas-Danube. Tout en se prolongeant souvent au-delà du 1^{er} avril, les hivers ne sont plus assez durs pour ne pas permettre le commencement de la germination. En effet, à partir de cette époque, les minima de température nécessaires à la germination du blé et de l'orge, que Sachs¹ indique comme voisins de 5°, sont rarement et exceptionnellement dépassés. La fonte des neiges permettant le commencement des travaux est en général postérieure au 15 mars, si bien que les labours ne commencent qu'assez tardivement. Aussi les semailles pour le maïs se font seulement dans les premiers jours du mois d'avril, et même plus tard. En effet, pour confier la semence au sol et pour que la germination puisse se faire convenablement, Sachs nous indique pour cette plante, une température minima de 9°4 et elle n'a qu'à gagner si cette température est supérieure.

Or le passage des températures hivernales aux températures estivales se fait d'une façon assez brusque, ce qui

1. C.-V. Garola, *Les Céréales*, Paris, 1914, p. 27.

permet d'ailleurs la collection rapide des sommes de température déterminées par Boussingault¹.

Les blés du Danube atteignent au bout de 60-70 jours, au maximum, la somme de chaleur dont ils ont besoin pour mûrir et qui varie pour cette région entre 2.000 et 2.100°, de même pour les orges qui elles n'ont besoin que d'une somme de température ne dépassant pas 1.900°.

Considérant les conditions excellentes dans lesquelles croît le maïs dans la plaine du Bas-Danube, et tenant compte de la somme de température indiquée pour cette graminée par Boussingault à un minimum de 2.440° et un maximum de 3.060°, nous comprendrons aussi combien les exigences de chaleur sont remplies pour toutes les autres céréales.

La radiation solaire intense dans les pays danubiens et l'abondance de la lumière concourent encore à créer de bonnes conditions de croissance. Toutefois les excès de température auxquels les céréales sont soumises et qui pendant des étés très chauds les exposent à l'« échaudage » d'un côté, et, de l'autre, les gelées dont nous avons parlé et qui malheureusement ne sont pas isolées, s'ajoutent aux risques de la production.

Le climat continental avec ses vents violents, les orages et la grêle, n'est pas toujours favorable au développement uniforme des récoltes.

Par ailleurs les conditions d'humidité sont rarement remplies d'une manière satisfaisante. Nous ne voulons pas entrer dans le détail des recherches faites par Tellriegel, J. B. Lawes et de Haberland pour fixer le volume d'eau nécessaire à chaque plante pour constituer, par l'évaporation, sa matière sèche. Nous retenons de ce phénomène seulement deux faits : le volume des pluies est généralement insuffisant dans les régions danubiennes ; les plantes dépendent pendant le temps de leur éclosion, l'épiage et avant la floraison presque uniquement des réserves d'eau emmagasinées dans le sol par la fonte des précipitations hivernales.

Malgré les conditions climatiques et surtout météoro-

1. *Ibid.*, p. 29.

logiques que l'on doit considérer comme étant plutôt contraires à un rendement régulier de la production céréalière dans les pays danubiens, il faut convenir que la constitution physique du sol est dans la plus grande partie du territoire si favorable au développement des plantes, qu'elle remédie parfois aux inconvénients climatiques mentionnés. En effet, la plaine danubienne fait partie des régions privilégiées de l'Europe.

Entre le versant Sud des Carpathes et le Danube, la plaine comprend des zones étendues de tchernoziom du type le plus pur qui passe dans certaines parties, comme le « Baragan », au tchernoziom dégradé et au sol châtain de caractère steppique. Le tchernoziom proprement dit s'étend sur une bande de territoire longeant le Danube dans le Sud de l'Olténie et de la Valachie ainsi que sur une zone plus septentrionale, dans le Baragan occidental jusqu'à la vallée de la Jalomitza. Une autre enclave de cette terre noire si féconde, occupe partiellement les districts de Buzau et de Râmnicu-Sarat et s'insinue également entre les cours inférieurs du Siret et du Prut. Les grandes zones de tchernoziom de l'Ukraine s'amorcent en territoire roumain dans la partie orientale de la Bessarabie.

C'est précisément cette constitution géologique du sol de la plaine danubienne qui justifie son antique renommée de « grenier de l'Europe ».

La culture extrêmement facile de ces terres est à l'origine de cette réputation méritée. L'effort nécessaire pour préparer les terres à l'emblavure était minime. Pour prendre un élément de comparaison et d'estimation nous croyons devoir insister sur le fait que le « Baragan » était certainement au début du XVIII^e siècle encore en friche ; ce territoire est, en effet, indiqué, d'après les cartes de l'époque, comme étant désert. Le simple fait que ce sol en partie steppique aurait exigé un effort de peu supérieur, suffit pour le laisser en abandon et pour le faire considérer comme inapte à la culture.

L'étude du sol dans les pays du bassin du Bas-Danube repose dans le passé moins sur des méthodes de recherches scientifiques que sur des appréciations expérimentales.

Quand Raïchevich ¹ et Neigebauer ² s'employaient à donner à leurs contemporains une description des qualités agrogéologiques du territoire carpatho-danubien, ils le faisaient en comparant avec les agricultures de leurs pays, celle des riches plaines du Danube. Lorsqu'ils évoquent le rendement de ces terres, ils confirment non pas nos appréciations actuelles sur les qualités du sol dans la plaine du Bas-Danube, mais surtout la réputation ancienne que ce territoire avait acquise antérieurement même à l'époque romaine comme particulièrement favorable à la culture des céréales. Et pourtant ces deux auteurs connaissaient seulement les méthodes primitives de culture alors en usage : le sol n'était que superficiellement labouré, (la profondeur du labour ne dépassait pas 1 zoll 1/2 d'après Neigebauer) ³, la semence n'était que très irrégulièrement recouverte.

Jusqu'à une époque très proche de nous, nous ne pouvons apprécier le sol roumain du point de vue agrolologique qu'au jour de méthodes empiriques. C'est seulement vers 1900 que les premières études scientifiques ont été publiées ⁴.

Des savants roumains tels que MM. G. Murgoci, I. M. Dobrescu, Th. Saidel et d'autres encore, ont établi pour la Roumanie des méthodes analytiques de recherches, qui ont abouti à une classification agrolologique du territoire carpatho-danubien dont nous croyons devoir indiquer les principaux types de sol ⁵ :

1. sols semi-arides, en majorité sablonneux ou argilo-sableux, avec une proportion importante de potasse et un humus réduit à 1, 2,5 %;
2. sols de steppe aride, assez riches en substances nutritives et où l'humus atteint jusqu'à 5 %;
3. sols de tchernoziom; où l'humus atteint jusqu'à 7, 8 % et où l'acide phosphorique est en quantité très réduite ;

1. Raïchevich. *Osservazioni storiche naturali e politiche intorno la Valachia e Moldavia*, Napoli, 1788, pp. 54 et 55.

2. I.-F. Neigebauer, *Die Donaufürstentümer*, Breslau, 1854, p. 42.

3. Le pouce allemand ancien est de 2,8 cm.

4. Voir Carnu-Munțeanu et C. Roman, *Le sol arable de la Roumanie*, Bucarest, 1900.

5. Communication présentée par le Prof.-Dr. I.M. Dobrescu et l'ing. agr. I.-F. Radu, au XIV, Congrès international d'agriculture. *Contributions à l'étude des sols roumains*, Bucarest, 1929, fasc. C.4.

4. terres rouges ou brunes sylvestres, où l'humus varie entre 3, 5 % et où l'acide phosphorique est en quantité très réduite ;
5. terres cendrées ou Podzol.

Sans avoir la prétention de vouloir approfondir ces observations agrogéologiques nous avons cru ne pas pouvoir ignorer les principes de répartition des sols constituant la grande plaine si fertile de la Roumaine et il nous a paru nécessaire d'emprunter une classification organique de la répartition des différentes catégories de terres. .

En examinant le tableau de production que nous reproduisons¹ et en le comparant avec le croquis agrogéologique que l'Institut Géologique de Roumanie a fait dresser, nous retrouvons des éléments fréquents d'interdépendance entre la prépondérance des terres de tchernoziom ou des terres sylvestres et la distribution territoriale des régions céréalières de la Roumanie.

Ainsi dans la plaine valaque le type de terre prédominant reste le tchernoziom. De même ce type de sol se retrouve en Moldavie dans le territoire entre le Siret et le Prut, en Bessarabie dans la presque totalité du territoire, sauf dans sa partie méridionale, occupée par la steppe du Buceag. Le *Baragan* qui longtemps fut considéré comme « loca deserta »² et dont le sol de steppe très sec ne fut mis en valeur que lorsque des méthodes modernes de culture ont été appliquées, est, du point de vue agrogéologique, analogue au Buceag³.

Dans la mesure où ces territoires sont également avantageés au point de vue climatique, ils constituent les zones de production optima pour les céréales, en particulier pour le blé danubien.

La réunion des avantages que présentent la morphologie et le climat et les qualités agronomiques du sol font de ces territoires le domaine par excellence de la production

1. Voir, p. 13.

2. A consulter dans l'ouvrage de M. Antony Babel, *La Bessarabie*, éd. Paris, 1926, p. 64, *Les cartes*, n° 2 et 3 de la *Valachie et de la Moldavie* (xvii^e-xviii^e siècle).

3. Dr G. Bontea. *Influenta conditiilor naturale de productie asupra sistemelor economice in agricultura din stepele românesti*, Bucarest, 1931, . 4 6.

des céréales. M. I. M. Dobrescu a établi à ce sujet un croquis qui nous semble particulièrement intéressant, en envisageant les blés d'automne¹. Les districts présentant les conditions optima de production seraient ceux de Covurlui de Roman, de Iassy et de Dorohoi, le premier situé aux confluents du Siret et du Prut avec le Danube, profite des évaporations atmosphériques du Danube et de la Mer Noire. Les autres, tous dans la Moldavie septentrionale, sont du point de vue agronomique et climatique plus favorisés que les régions de la plaine danubienne. Il devrait s'en suivre la prépondérance de la production des céréales non soumises à l'hivernage. Pourtant ainsi que nous l'avons vu plus haut, les régions donnant la plus grande production de blé ne font partie que de la zone climatique moyenne.

Les éléments déterminant ce fait sont à rechercher dans le domaine agrogéologique.

Le tchernoziom est le sol le plus favorable à toute production agricole, grâce à son pourcentage d'humus. Pourtant nous ne devons pas négliger les conséquences des exploitations épuisantes auxquelles ces terres ont été soumises pendant une assez longue période. Les vingt années qui ont précédé la guerre mondiale, années de production céréalière maxima pour l'Ancien Royaume, ont donné lieu à des efforts de production de la part des exploitants qui ont certainement nui à la valeur des terres. La période de fermages des terres a été particulièrement funeste à la Roumanie. L'exploitation des terres par certains fermiers, avides de bénéfices, fut des plus abusives². « Ils cultivaient presque exclusivement du blé et de l'avoine et sans interruption sur la même superficie, sans engrais, sans rotation de cultures, sans ménagement aucun pour les forces productives du sol ».

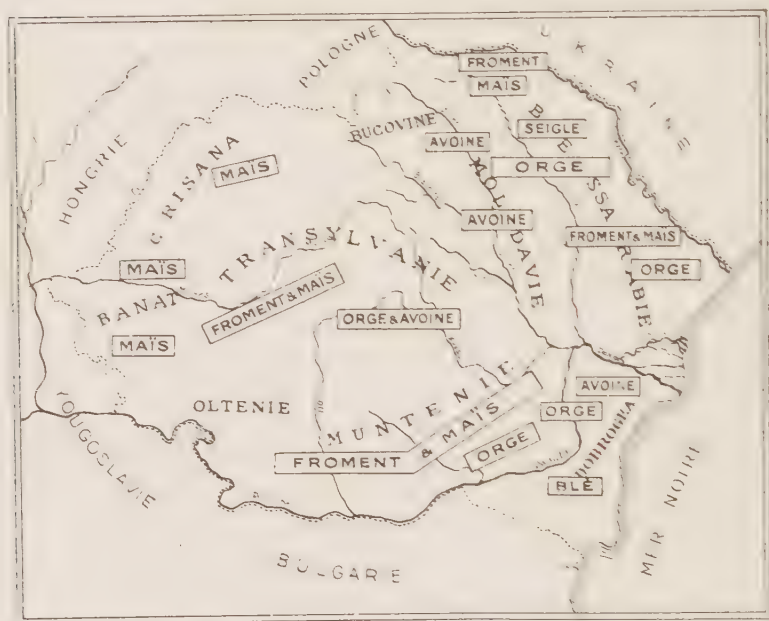
En examinant ainsi aujourd'hui la situation des sols de la Roumanie on doit malheureusement constater que leur usure due à une exploitation abusive qui n'a été soumise

1. Dr J. M. Dobrescu, *Carte agroclimatologique de Roumanie*, annexée au rapport C.4. présenté au XIV^e Congrès international d'agriculture à Bucarest, 1929.

2. Dr Constant Nănescu, *Aperçu rétrospectif sur l'évolution historique de la culture du blé en Roumanie*, 1929, fasc. C.6., p. 16.

à aucune méthode, posera bientôt des problèmes de culture inconnus encore dans les pays du Bas-Danube. La nature agroécologique des pays qui nous intéressent présente donc un intérêt capital pour l'avenir de la production céréalière roumaine.

Quelles sont, en somme, les régions les mieux adaptées à la culture des céréales et les mieux situées pour l'écoulement de ces cultures ?



La Valachie constitue le territoire type destiné à la culture des céréales. Avant la guerre presque 50 % des terres cultivées dans l'Ancien Royaume se trouvaient dans cette province dont certains départements, tels que celui de Ialomitza, Teleorman, contenaient une surface agricole exploitée de plus de 65 % de la superficie totale du territoire.

Le froment est cultivé à peu près sur toute l'étendue du territoire, mais les excédents exportables proviennent surtout des districts d'Oltenie et de Muntenie. La production du maïs qui constitue la plante d'assolement cul-

tivée en alternance avec le blé est surtout très intense dans la Muntenie orientale jusqu'aux portes de Braïla. Le Banat et la Bessarabie produisent aussi des surplus exportables.

L'orge se cultive plus particulièrement dans le Baragan, dans la Dobrogea et le grand pourvoyeur des marchés mondiaux en « Orge Danube » est la Bessarabie.

Les départements les plus productifs, avant-guerre, étaient ceux de ¹ :

Départements ²	Surface cultivée	% du territoire départemental
Ialomitza	437.682 ha.	64,4 %
Constantza	434.919 ha.	63 %
Dolj	403.868 ha.	61 %
Ilfov	325.763 ha.	55 %
Teleorman	318.221 ha.	65,9 %
Vlasca	277.346 ha.	62 %
Romanati	238.573 ha.	52,1 %
Braïla	229.936 ha.	49,5 %
Buzau	201.513 ha.	41 %
R. Sarat	172.550 ha.	52,6 %
Covurlui	164.226 ha.	55 %
Dorohoi	158.713 ha.	56 %
Botosani	151.714 ha.	50 %

En établissant ce tableau nous nous sommes pratiquement dispensé de faire une description géographique et économique des régions céréalières de l'Ancien Royaume. Elles sont toujours échelonnées le long du Danube et elles font partie de la plaine et de la steppe danubienne, excepté les deux départements de Botosani et Dorohoi.

A ces départements s'ajoutent encore ceux de la Bessarabie qui, à de rares exceptions près, sont aussi spécialement prédisposés à la production céréalière et qui fournissent des excédents considérables en céréales.

Sur un territoire de 4.442.200 ha, 2.677.466 ha. sont des terrains de culture, ce qui équivaut à 60,3 % de la superficie totale de cette province ³.

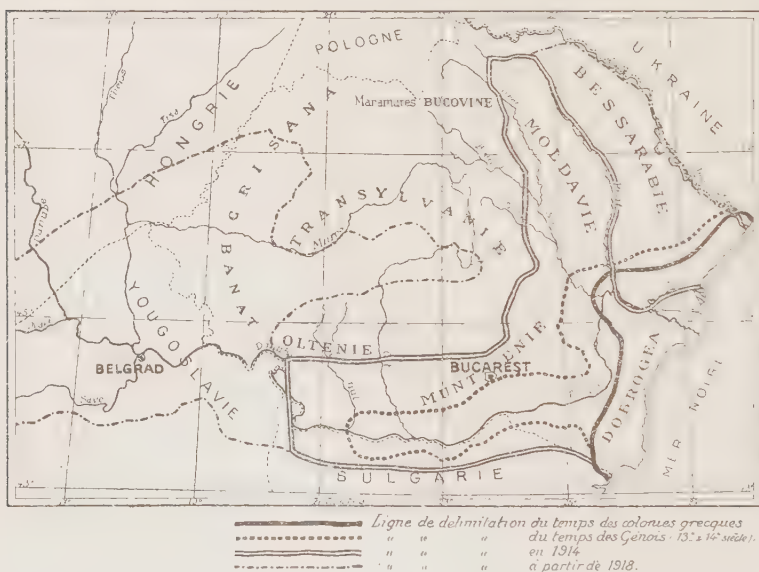
En seconde ligne entrent les régions transcarpathiques, à l'extrémité Ouest et Nord-Ouest desquelles se trouvent là

1. Nous nous sommes servi des chiffres de 1913, car la réorganisation du Royaume de Roumanie consécutive à la réforme administrative de 1929 a modifié les cadres des 71 départements du pays ce qui rend impossible toute comparaison avec les données d'avant-guerre.

2. *Annuaire Statistique de la Roumanie*, 1915-1916, Bucarest 1919, p. 51.

3. *Ibid.*, 1927, Bucarest, pp. 35 et suiv.

où le plateau transylvain descend vers la plaine pannonique, les régions réputées du Banat qui, avec les deux autres régions la « țzara Bârsei » au Nord de la ville de Brasov, et la plaine du Mures constituent les parties les plus fertiles de la Transylvanie : cette province couvrant une superficie de 10.220.000 ha, ne contient que des terrains de culture sur une surface de 2.979.755 ha, ce qui correspond à 29,2 % de son territoire. Son excédent de production en céréales est dû aux améliorations de cultures, plutôt d'espèce que de fait. La Transylvanie et le Banat sont des régions préparées à des cultures spéciales et elles participent, comme telles, au commerce d'exportation de la Roumanie.



A l'Ouest de ces régions, la plaine du Danube-Moyen, abrite les pays exportateurs de céréales de l'Europe Centrale, avant la guerre mondiale, grenier de la monarchie austro-hongroise, qui s'étendent d'un côté dans le secteur délimité par le système fluvial de la Tisa et de l'autre le long du Danube dans le secteur délimité par la Save et la Drave. C'est le Banat et plus à l'Ouest, ainsi que l'appellent ses habitants, « la Batchka ». Ces régions ne peuvent évidemment pas être considérées comme étant géographiquement

et politiquement dépendantes du secteur qui fait le sujet de nos recherches, mais on ne peut pourtant pas nier l'existence, entre les divers pays danubiens, d'une certaine interdépendance économique.

Sur la carte ci-jointe nous nous sommes efforcé de déterminer, en délimitant les zones successivement englobées par l'attraction des ports maritimes, la participation des pays du bassin du Bas-Danube à son commerce des céréales.

A l'origine, seules les régions de l'embouchure du Danube et de la Dobrodja participaient à ce commerce. Il en résulte une extension de cette participation sur l'autre rive du fleuve et nous croyons utile de délimiter les régions intéressées telles qu'elles se présentent à l'heure actuelle et par ordre d'importance.

Par ailleurs il est à remarquer que l'excédent de la production des céréales de la Yougoslavie et même de la Hongrie a changé dans les dernières années sa direction d'écoulement. Les quantités prenant le chemin de Braïla pour s'écouler ensuite par Sulina et la Mer Noire vers les ports de la Méditerranée ont augmenté à tel point que Braïla, jadis port danubien plutôt limité aux transactions nationales, est devenu un port très important de transit pour les céréales yougoslaves et même hongroises.

2. Le Danube

L'évolution de la nature est si lente que les faits géographiques actuels sont, à peu de chose près, les mêmes que ceux qui ont servi de base au développement de l'activité primitive de notre pays. C'est par eux, par les obstacles qu'ils ont opposés, par le secours qu'ils ont apporté, qu'a été conditionnée cette activité.

C'est pourquoi un aperçu physique du territoire que traverse le fleuve et surtout des conditions hydrologiques qui régissent son cours, nous paraît être une indication précieuse pour l'établissement futur des centres qui furent les piliers du commerce de céréales danubien. La partie du fleuve extérieure au territoire carpatho-danubien présente, en effet, des caractéristiques qui la distinguent déjà de la section qui, aujourd'hui, est la base du trapézoïde dans lequel la Roumanie a établi ses frontières.

En franchissant les Portes de Fer, ce fleuve, dont la largeur ne dépassait pas dans la plaine pannonienne une moyenne de deux à trois cents mètres, s'étale dans le large lit que le cours d'eau s'est aménagé. Dans la traversée des Portes de Fer les eaux bouillonnantes du Danube se frayent un passage dont la largeur est parfois réduite à moins de 200 mètres, parmi les écueils et les seuils rocheux. Puis, sur un parcours de 800 km., le fleuve apaisé se traîne dans une large plaine d'inondation pour atteindre la Mer Noire, après avoir contourné les hauteurs de Macin. Il parcourt ainsi la dépression valaque, constituée de puissantes formations néogènes, s'étalant sur une longueur de 600 km. d'Ouest en Est, et sur une largeur de plus de 150 km. Rejeté vers le Sud par ses affluents carpathiques, il se serre contre le bord de la plate-forme bulgare qui le domine. Il reçoit toutes les eaux du territoire roumain qui s'étend sur le quart du bassin de ce fleuve géant et qui occupe toutes ses bouches.

En Olténie, le Danube a déblayé, en déplaçant latérale-

ment son cours, une zone large de 20 à 30 km. En débouchant des Portes de Fer il décrit de vigoureux méandres qui affouillent les rives avec une activité si remarquable qu'en aval de Turnu-Severinu, la falaise de sable sculptée par les eaux, s'écroule dans le fleuve, barrant en période de maigres eaux, le bras qui la ronge. Plus en aval, dans la traversée de la Muntenie, le Danube coule dans un véritable fossé séparant la plaine valaqué du plateau bulgare.

Le grand fleuve, né au cœur même de l'Europe, alimenté dans la première partie de son cours par des affluents descendus des Alpes, a, dans sa traversée du territoire roumain, un régime proche de celui des fleuves russes. Ce régime est d'ailleurs en grande partie fonction du climat de caractère nettement continental mais teinté d'influences méditerranéennes.

En Valachie, les hivers très froids sont relativement secs et la température se maintient pendant trois mois au-dessous de zéro. A Bucarest, le thermomètre accuse en janvier une moyenne de $-3^{\circ}5$. L'enneigement dure environ un mois et demi. Mais la température s'élève rapidement; en avril la moyenne atteint $11^{\circ}3$, de juin à août elle dépasse 20° , avec une moyenne de $22^{\circ}9$ en juillet. La différence moyenne de température entre le mois le plus froid et le mois le plus chaud est à Bucarest de $26^{\circ}6$. En hiver, les précipitations n'atteignent que 19% du total annuel, mais l'évaporation réduite par les basses températures constitue avec les chutes de neige, des réserves pour les plantes et pour les cours d'eau. Au printemps, les plaines danubiennes reçoivent des pluies abondantes caractéristiques des régions méditerranéennes, avec un maximum en mai-juin. Bucarest reçoit en mai 87 mm. d'eau. Mais avec les fortes chaleurs, les pluies diminuent et la sécheresse donne, en automne, un aspect de steppe à la plaine semée de chardons et de chaumes jaunes. Les cours d'eau sont réduits et bientôt, vers la fin d'octobre, apparaissent les premières gelées. Ce régime climatique marque son empreinte sur le régime hydrographique du Danube. Les maigres se produisent en septembre et en octobre, mois au cours desquels le minimum se fait sentir à Giurgiu et

à Braïla. Alors émergent les bancs rocheux des Portes de Fer, les bancs de sable aussi qui nécessitent, sur la plus grande partie du cours du fleuve un balisage fréquemment rectifié. Puis, les eaux remontent un peu à l'entrée de l'hiver mais viennent alors les menaces de gelée, le charriage des glaçons, l'embâcle et enfin la débâcle si périlleuse pour la navigation et qui ne dure jamais moins de quinze jours. A Braïla, le fleuve connaît, en moyenne, quinze jours de gel. Mais les hivers, où le gel empêche toute navigation pendant des mois, ne sont malheureusement pas rares. Le printemps marque la période des hautes eaux avec un maximum en avril. Le tribut des rivières descendues des Carpathes augmente le débit du fleuve de 1.500 m³ entre Tulcea et Orsova. A ce moment les eaux de crue envahissent tout le lit du fleuve, recouvrant de leurs nappes boueuses, lourdes d'alluvions (le trouble atteint 2 gr. par litre aux hautes eaux), « toute la plaine marécageuse de la *balla*, où les têtes de saules géants dépassent seules la mer jaunâtre agitée de remous ¹ ». Au début de l'été encore, les crues torrentielles et brèves de l'Oltu et du Seret gonflent momentanément le débit du Danube.

Quand on suit, à l'heure actuelle, l'évolution du lit et du Delta du Danube, on voit peut-être son rôle depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. D'après les études récentes de l'Ingénieur Vasilescu, celles du capitaine Spratt en 1856 de Hartley ou de E.T. Ward, l'œuvre de la nature dans la transformation de l'aspect géographique et cartographique du Delta du Danube, se révèle impressionnante. Au cours du dernier siècle les alluvions du Danube ont fait reculer la mer de plus de 6 milles marins. Sur la carte dressée par Dimitrie Cantemir en 1717, on ne retrouve pas trace de l'étendue de terre ferme entre le bras d'Otcheacoff et celui de Staroi Stamboul. Le Delta du Danube présente avant 1700 un aspect tout à fait différent de celui d'aujourd'hui. On le comprend en considérant l'accroissement de la charge en alluvions ². D'après Vasilescu elle était pour la période de 1871-1883 de 0,294 kg. pour 1907-1922 de 0,337

1. Em. de Martonne, *L'Europe Centrale*, t. I^{er}, pp. 79 et 80.

2. Le débit solide du fleuve aurait passé d'après Vasilescu de 61.469.000 t. en 1890 à 84.220.000 t. dans la période décennale de 1910-1920.

kg par mètre cube ¹ et il ne serait d'après lui pas trop osé de la supposer encore supérieure pour la période 1923-1932, qui connut des débits solides annuels exceptionnels pendant les années 1925-26 ².

Les transformations se portent particulièrement sur le bras de Kilia qui a la part de beaucoup prépondérante du débit solide total : 65 %. Ces faits permettent d'imaginer combien la physionomie géographique de l'embouchure du Danube, à l'origine de la navigation et du commerce des céréales, devait différer de celle que nous voyons aujourd'hui.

Le problème de l'envasement du chenal navigable ne se posait pas au temps où les trières milésiennes exploraient la région des bouches du Danube, soit à cause du faible tirant d'eau des navires de l'Antiquité, soit même à cause de l'état hydrologique.

Les bancs sans cesse déplacés, les modifications du chenal navigable, les crues formidables, les décrues produisant des diminutions de profondeur, les périodes de gel ont par contre gêné davantage la navigation dans l'Antiquité que de nos jours, car la technique moderne parvient aujourd'hui à remédier, dans une certaine mesure, aux défauts de la nature. Les gués formés aux embouchures des grands confluent du Danube par les alluvions qu'ils apportent dans le fleuve, ont déterminé l'établissement des futures agglomérations urbaines. Par ailleurs, si les gelées nuisaient à la navigation, en couvrant le fleuve d'une épaisse couche de glace, elles facilitaient pendant la période hivernale les communications entre les deux rives. Mais ce moyen de communication ne permettait qu'une circulation d'exception et la navigation était alors, comme aujourd'hui, seule capable de garantir la création et l'évolution d'un commerce stable.

En lisant les récits des anciens navigateurs sur le péril que présentait la navigation sur le grand fleuve, péril qui nous est décrit dans les mêmes termes au temps d'Hérodote qu'au temps de Peyssonel, et en nous souvenant que Bourebista, le grand chef dace, a dû attendre l'hiver pour

1. Grégoire C. Vasilescu, *Le débit solide du Danube*, Bucarest, 1929, voir planche XII.

2. *Ibid.*, op. cit., voir tableau III.

franchir le Danube dans le but d'envahir l'Illyrie romaine, nous comprendrons mieux pourquoi un commerce de céréales établi sur l'utilisation du fleuve comme agent de communication dans le sens que nous concevons aujourd'hui, n'a pu s'épanouir qu'à une époque relativement récente. C'est pourquoi la participation du territoire carpatho-danubien au commerce d'exportation des céréales se limite à l'origine à un contact restreint entre les producteurs habitant les régions avoisinant le littoral pontique et les colons grecs établis dans les agglomérations urbaines naissantes. Pourtant les galères grecques ont pénétré très tôt dans le Danube et il est probable que ces navires à voiles d'un tirant d'eau de quatre à six pieds et jaugeant de 150 à 200 tonnes d'aujourd'hui, ont pu vaincre les obstacles que le fleuve présente dans la section précédant immédiatement son embouchure.

Dans le Delta lui-même, la navigation sur le bras de Kilia était moins pénible même en remontant le courant dont la vitesse est très réduite (0m. 30 par seconde). Les Portes de Fer où la vitesse atteint presque 5 mètres ¹ étaient au contraire une barrière presque infranchissable qui certainement ne permettait pas le passage de navires, même de faible importance, transportant des céréales. L'entrée des divers bras du Danube dans le Delta n'était elle-même pas sans difficulté en raison des flèches de sable. Entre ces extrêmes se place toute une gamme de conditions naturelles plus ou moins favorables à la navigation suivant les saisons, les influences atmosphériques et les caractères hydrologiques. De si vastes étendues d'eau sont plus sensibles aux influences météorologiques que les fleuves occidentaux. Les vents, soufflant généralement du N.N.E. en sens inverse du courant fluvial, peuvent réduire sa rapidité et faciliter la navigation à voile vers l'amont.

Certains vents saisonniers ont aussi leur importance. Ainsi le « Crivat » permet de remonter à voile le Danube au delà de Galatz jusqu'à Silistra, endroit si important pour le rassemblement des céréales. Par ailleurs, quand les

1. Walker D. Hines, *Rapport relatif à la navigation sur le Danube*, Genève, 1925, S.D.N., V. 444 (a) M. 164 (a), p. 135.

vents ne sont pas contraires, le courant des eaux est assez fort pour que la descente des navires se fasse presque sans aucune force motrice et on peut voir encore aujourd'hui sur le Bas-Danube des chalands chargés de céréales se laissant glisser au fil de l'eau et couvrant des cinquantaines de kilomètres sans remorqueur, sans aucun moteur et sans voiles.

Quelques affluents du Danube tels que l'Olt, le Siret et le Prut permettent soit le flottage, soit le transport des marchandises par chalands ; ils constituent par eux-mêmes une voie commerciale facilement utilisable et leur importance économique s'accroît du fait qu'ils rejoignent tous la grande artère fluviale. Il est donc évident que l'étendue et la navigabilité du réseau fluvial qui arrose le territoire carpatho-danubien ont, dès la période la plus reculée, contribué au développement du commerce des céréales.

3. Les origines du commerce de céréales danubien

La production des céréales, liée à l'existence sédentaire des paysans, qui fait encore aujourd'hui la substance de la vie dans ces régions, remonte avant l'époque où les Scythes se sont établis sur ce territoire. Ces populations pour lesquelles la steppe danubienne était au début seulement un territoire de passage, ne s'étaient pas organisées d'une manière permanente pour produire et surtout pour mettre en valeur leur production agricole. La formation d'une économie basée sur la production constante et régulière, dut s'espacer sur une très longue période de telle façon que le contact des peuplades aborigènes avec les premiers artisans du commerce d'exportation de céréales danubiennes ne se produisit que lorsque les navigateurs grecs colonisèrent le littoral du Pont-Euxin. Les témoignages historiques ont certainement à cet égard la plus grande valeur, mais pour analyser la délimitation des régions qui ont constitué le grenier danubien, à l'origine, nous sommes réduit à généraliser, en groupant certains détails, prouvant l'existence d'un système d'échange, qui déjà à ce moment-là, donne de vagues indications sur l'évolution future du commerce de céréales dans le bassin du Bas-Danube.

En réalité c'est par les mêmes voies d'écoulement, c'est dans des conditions naturelles qui n'ont que peu changé depuis, que s'est poursuivi le développement de ce commerce, pour atteindre son apogée au temps de l'Ancien Royaume, au temps de la Roumanie de Charles I^{er}. Pourtant, il devait rester dans son état de stagnation primitif, tant que le réseau routier et par conséquent les conditions de transport n'ont pas évolué et tant que la canalisation de la production agricole par le réseau fluvial vers la mer n'est pas organisée.

L'écoulement des céréales vers les ports devait ensuite s'affranchir des limites imposées par le réseau fluvial na-

vigable, pour permettre, lors de l'avènement du cheval-vapeur, l'accès vers la mer des produits agricoles de tous les points du territoire. Il était donc naturel que la participation à l'écoulement du surplus de production vers d'autres pays consommateurs se fît graduellement et en concordance avec l'évolution des moyens de transport.

L'écoulement des céréales dépend, en effet, de l'acuité de la demande et la satisfaction de cette demande dépend, à son tour, des moyens de pénétration vers les pays de production. La force de rayonnement des ports vers l'hinterland a été longtemps limitée, d'abord par l'absence de routes, et, ensuite, par les obstacles inhérents à un contact de populations et de civilisations variées.

Si en réalité un commerce existait, qui pût être considéré comme à l'origine de la grande exportation des céréales des temps modernes, il est certain que ces débuts étaient très modestes. L'économie primitive qui régissait les rapports des populations encore à l'état semi-nomade, donnait au commerce un caractère purement sporadique. Il est donc impossible de lui assigner aucune limite locale ou régionale, mais les preuves de son existence sont multiples.

Ce qui est déterminant pour la compréhension de l'évolution et de la naissance même de ce commerce c'est moins l'existence d'un excédent de production, que celle d'une demande. Les émigrants grecs, en effet, qui sont les premiers clients étrangers qu'ait connu le producteur agricole du territoire carpatho-danubien, sont venus chercher le blé et l'orge sur les rivages du Pont-Euxin parce que les possibilités de production de leur mère-patrie ne suffisaient plus à satisfaire leurs exigences. L'essor de la civilisation grecque à Millet, à Chios, en Béotie, en Attique avait été si rapide, qu'en l'espace de moins de deux siècles, ces communautés devenaient susceptibles d'entreprendre une œuvre de colonisation et de développer la vie économique des populations voisines. Il est incontestable que l'exiguïté de leur territoire ainsi que le besoin de faire appel au dehors pour se procurer le blé et les autres céréales nécessaires, a déterminé le rôle économique des Milésiens, des Doriens et et des Ioniens sur les côtes de la Mer Noire.

Quoique la production agricole des pays danubiens fut

à ces débuts limitée aux besoins immédiats des habitants, les Grecs, marins et commerçants, réussirent à rassembler les céréales obtenues des populations semi-nomades des rives du Pont-Euxin pour les écouler ensuite vers les grands centres de consommation.

L'établissement progressif de ce système se fit surtout en fonction des conditions géographiques que les futurs maîtres du commerce d'exportation danubien rencontrèrent lors de leur prise de contact avec ce sol qui jusqu'à nos jours devait garder des traces de leur influence.

Le choix du site où sont établies les cités de Tyras¹, Tomis², Callatys³, Dyonisopolis⁴, Halmyris⁵, Istropolis⁶, Axyropolis⁷, Aegyssus⁸ et autres, nous frappe encore aujourd'hui par l'abri qu'ils présentent pour la navigation, par son adaptation au rôle d'échelle susceptible de faciliter le contact avec l'hinterland.

Ces antiques cités ont d'ailleurs survécu aux tourmentes de plusieurs millénaires et leur existence confirme encore aujourd'hui à nos yeux, la perspicacité et l'habileté de ces colons grecs à déterminer les endroits qui répondaient le mieux aux exigences auxquelles devaient satisfaire ces ports.

Le fait que Balcic, l'ancien Dyonisopolis, que Mangalia, l'ancien Callatys, n'ont plus l'importance de Constantza, — l'ancien Tomis — et que Cetatea Alba, l'ancienne Tyras, ne joue plus le même rôle que jadis, ne fait que confirmer nos dires, lorsqu'on analyse les causes pour lesquelles leur activité est actuellement en décadence.

Dans la partie occidentale du Pont-Euxin les bons emplacements d'accostage n'abondent guère. Les embouchures du Danube et toute la côte jusqu'au Dniester, avec ses flèches de sable alternant avec des falaises sont particulièrement inhospitalières. Mais la voie fluviale messagère des

1. Cetatea Alba.
2. Constantza.
3. Près de Mangalia
4. Près de Balcic.
5. Près du lac Razelm.
6. Près du lac Sinoe.
7. Près de Cernavoda.
8. Entre Reni et Isaccea.

produits de l'intérieur vers la mer, incitait à la création de centres commerciaux. Aegyssus la cité milésienne, clé des régions fertiles situées au Nord, entre le fleuve Pyretos (le Prut d'aujourd'hui) et l'Hyerassos (Siret) justifient encore par l'emplacement où elle fut bâtie l'importance qu'elle acquit au temps de sa création. Hystriopolis, la cité grecque située sur les bords du lac Razelm, lac d'eau douce formé probablement par les infiltrations du système hydrographique du Danube, présente des conditions favorables pour la création d'un port, mais les terrains lagunaires ne se prêtaient pas aux cultures, comme ceux des abords de Tomis ou d'autres cités situées plus au Sud, sur un territoire plus accidenté et plus sain.

Tomis apparaît encore aujourd'hui comme un bon port toujours accessible à la navigation et surtout permettant aux navires de s'abriter pendant les périodes d'hivernage. La baie naturelle que forment les deux promontoires avançant dans la mer entre le Cap Midia et Tusla, est, à côté d'un littoral très pauvre en lieux d'accostage, l'endroit le plus indiqué pour permettre aux navires, fuyant la mer démontée, de trouver un refuge. Le Delta du Danube et notamment les trois bras de Kilia, de Sulina et de Saint-Georges, restés presque dépeuplés n'ont pas vu, autant que nous puissions le vérifier, se créer de ports pendant la première période du commerce antique. Les marécages des embouchures du Danube ne pouvant pas produire de céréales n'incitèrent pas les marchands grecs à s'installer dans ces parages.

Certes ce ne sont pas les transports de quantités importantes de marchandises, qui ont constitué les premiers débuts des échanges commerciaux. Les pâtres scythes, gètes et thraces portaient à dos de cheval, vers les comptoirs du littoral¹ les grains pour lesquels ils désiraient obtenir en échange des tissus et des poteries grecs.

Le chariot n'existait pas, il ne vint que plus tard et ce n'est que sous l'influence grecque, que, par son apparition,

1. E. Minns, *Scythians and Greeks, a survey of ancient history and archaeology on the north coast of the Euxine from the Danube to the Caucasus*, Cambridge, 1913, p. 31 et suiv.

le besoin de routes se fit sentir. Or deux siècles suffirent pour tracer à travers ce territoire dont, au Nord, les Agathyrses transylvains avaient également fait une région de production agricole¹, des routes qui convergèrent toutes vers le littoral de la Mer Noire.

Les marchands grecs ne pénétrèrent pas à l'intérieur du territoire. Leur civilisation, leur dédain des races barbares les empêchaient de rechercher les populations au cœur même de leur pays². Pourtant vers l'époque de la domination illyro-thrace l'activité de ces barbares aurait probablement mérité que les Grecs cherchassent à entrer en contact avec eux. Au temps de Solon, les Gètes occupaient les deux rives du Danube et leur civilisation, leur connaissance de l'agriculture étaient vraisemblablement très développées. La production agricole de la plaine carpatho-danubienne était abondante et, malgré sa population nombreuse³, des surplus exportables pouvaient contribuer au ravitaillement des pays de production déficitaire.

La richesse de ce sol presque trop généreux fut pourtant plus ou moins néfaste à la perpétuation de ces peuplades. La facilité avec laquelle le sol produisait et la vie plutôt paisible de ses cultivateurs les amollissaient. Ils ne cherchaient guère, semble-t-il à défendre leurs terres et la convoitise de peuplades conquérantes en quête de pays nouveaux provoqua une instabilité constante dans la production agricole.

Toutefois le développement et l'importance croissante des grands empires eut certainement une influence sur la vie économique des territoires danubiens. Il semble qu'on puisse supposer qu'à partir de ce moment la plaine danubienne acquit une grande importance comme ravitailleur en céréales du monde antique. La civilisation hellénique a marqué de son empreinte la place qu'occupera pendant deux millénaires le territoire danubien dans le monde,

1. Ces Agathyrses habitaient les plateaux aurifères de la Transylvanie et étaient les fournisseurs d'or des comptoirs grecs du littoral.

2. N. Jorga, *Histoire des Romains et de leur civilisation*. Bucarest, 1922 p. 17.

3. T. Sauciuc-Săveanu, *Cultura cerealelor în Grecia Antică și Politica Cerealistă a Atenienilor*, Bucarest, 1925, p. 77.

comme pays exportateur de céréales. Il est donc nécessaire d'étudier les éléments qui ont conduit les Grecs à ce commerce et de rechercher jusqu'à quel point l'organisation de celui-ci a subsisté dans la structure et dans le développement du commerce des céréales roumaines à travers les siècles.

CHAPITRE II

LE COMMERCE DES CEREALES ROUMAINES A TRAVERS L'HISTOIRE

1. Les colons grecs

Des liens étroits relieront toujours l'étude du commerce des céréales à l'étude de la structure agraire donc de l'ordre économique dont ce commerce dépend. La question agraire est encore d'actualité. Ce qui comptait il y a trois mille ans compte aujourd'hui encore. Il entre dans le cadre de nos recherches, de passer en revue les phénomènes qui déterminèrent la structure sociologique et la vie agraire dans l'Antiquité pour en retrouver les traces dans la vie agraire que nous étudierons dans l'organisation sociale des pays du Bas-Danube. Au cours des migrations, qui par l'Asie Mineure devaient les amener aux pays où allait fleurir dans tout son éclat la civilisation grecque, les Hellènes avaient appris à pratiquer la culture des céréales dont l'origine remonte certainement à l'époque néolithique¹. L'orge a eu au début de leur civilisation une importance primordiale. Pourtant bientôt le blé la remplaça à tel point que l'emploi de la farine blanche (de blé) devint général. Lorsqu'on parlait de céréales (sitos) il s'agissait toujours du blé². Cette évolution s'est faite sous l'influence d'une transformation sociale sur laquelle nous reviendrons.

L'utilisation de plantes primitivement sauvages, la mise en valeur des champs suivant les méthodes dont la connaissance nous a été transmise par Xénophon, Euconomikos et Théophraste, appartient à un processus de colla-

1. T. Sauciuc-Savéanu, *Cultura Cerealelor in Grecia*, op. cit., pp. 32 et 44.

2. *Ibid.*, op. cit., pp. 33 et 44.

boration humaine qui ne se limite pas à des siècles. En tous cas, il est certain que les Grecs ont déjà profité de l'expérience phénicienne, égyptienne et babylonienne.

Mais le territoire qu'ils ont finalement occupé, pays de montagnes méditerranéennes, n'était pas fait pour être une grande région à céréales. Le défrichement des forêts dut provoquer le ravinement des sols peu épais reposant sur la roche généralement calcaire, et l'érosion très rapide de la terre labourable. Les populations primitives de la Grèce eurent, dès le début, à mener une lutte ardue pour arracher au sol de quoi vivre.

On a consommé d'abord le blé en l'écrasant et en délayant la farine crue ainsi obtenue dans de l'eau¹. Bientôt les moyens de mouture furent perfectionnés et les meules primitives dont on a retrouvé la forme dans les fouilles de Dahchour pendant la III^e dynastie (4000-2200 av. J.C.) composées d'une pierre plate et large sur laquelle l'on écrasait le grain avec un broyeur de pierre de forme un peu allongée, furent remplacées par une meule plus importante composée de deux pierres taillées en forme de disques et roulant l'une sur l'autre². La forme de la meule fut évidemment encore modifiée au cours des siècles. Les deux pierres plates furent remplacées par l'assemblage d'un tronc de cône plein et d'un tronc de cône évidé. L'art de la panification évolua aussi. La pâte fut rendue plus digestible par la cuisson: La valeur essentielle des céréales dans l'alimentation humaine s'établit non seulement par le potentiel nutritif du grain, mais aussi par la facilité de le conserver qui lui donna sa valeur décisive³.

1. Aug. Schulz, *Die Geschichte der kultivierten Getreide*, éd. Halle, 1913, pp. 59 et s.

2. T. Saùciuc-Sàveanù, *op. cit.*, p. 44 et Paul van Hissenhoven, *Le Commerce international des Grains*, éd. Paris, 1923, p. 4.

3. Les anciens silos trouvés en Gaule, en Afrique du Nord, en Égypte, en Judée et en Chine témoignent de l'importance qu'attachèrent les anciens à la conservation du grain. La diversité architecturale de ces silos souterrains ou bâtis fait encore l'objet de notre étonnement et nous ne devons pas passer sous silence le fait que les moyens de conservation des céréales ont constitué par leur survivance jusqu'à nos jours dans l'usage de civilisations millénaires comme par exemple en Chine, de précieux témoignages pour la connaissance de l'évolution historique des peuples.

Les « Théous » chinois, ces silos coniques souterrains, les caves qu'utilisent encore aujourd'hui beaucoup de populations primitives, servent surtout à

La mythologie grecque célébrait Demetère pour avoir fait connaître à Triptomelos l'orge et le blé afin que l'humanité en pût profiter¹ : Demetère est encore aujourd'hui le nom le plus populaire chez les Roumains.

Nous ignorons quelles étaient au juste les céréales cultivées dans le monde grec antique, faute de pouvoir identifier d'une façon précise les noms d'espèces qui nous ont été transmis par les récits d'Homère, d'Hérodote ou de Théophraste. Les documents iconographiques nous permettent par contre de nous rendre compte des méthodes de culture en usage chez les Grecs. La frise de Megaron de Mycènes illustre le labourage, la moisson et la mouture des céréales. Les faucilles primitives, les instruments de battage, reproduits plastiquement nous font comprendre le peu de changement qu'au fond, pendant des milliers d'années, a subi la connaissance humaine en matière de mise en valeur des céréales, car combien récente est l'application de la mécanique à l'agriculture, comparée avec l'évolution dix fois millénaire qui l'a précédée et dont les témoignages ont subsisté jusqu'à nos jours.

Les Grecs ont émigré entre le VIII^e siècle et le VI^e siècle avant notre ère et ont choisi le littoral de la mer pontique pour y fonder leurs colonies, poussés par un ordre social particulier à la vie de leurs ancêtres. Les Hellènes primitifs ont adopté, lors de leur établissement dans les pays des Pélasges, une conception de la propriété, contraire aux conceptions des Phéniciens. Ces derniers, peuple navigateur et commerçant, n'étaient pas attachés à la terre ; ils la considéraient comme un objet de transactions commerciales. Par contre les Pélasges réunissaient dans leur conception patrimoniale, la famille au foyer et à la terre. La terre est le patrimoine exclusif de la famille². La maison et la terre labourée lui appartiennent. Les ancêtres défunts y sont enterrés. Le culte attache les descendants à ce sol

la conservation des grains. Ces témoignages nous prouvent que les céréales sont, depuis plusieurs milliers d'années, à la base de l'alimentation de l'homme qui depuis une époque certainement très reculée a consommé du blé et d'autres céréales.

1. Săuciu Săveanu, *op. cit.*, p. 19.

2. R. Meyer et G. Ardent, *La question agraire*, 2^e éd., Paris, 1887, pp 38 et suiv.

sacré et crée, par la transmission de la propriété au premier-né, des conditions favorables à la conservation de domaines limités, constituant le foyer de la famille. Au début de la conception de la propriété, la création de vastes domaines n'avait pas de sens. Des nouveaux venus s'appropriaient les étendues de terres qu'ils cultivaient par leurs propres moyens, ne pouvant compter que sur le concours des membres de leurs familles. Vendre la terre paternelle et livrer à un étranger le lieu du culte était contraire à la morale primitive. Tout en restant acquis aux méthodes de commerce et de navigation des Phéniciens, les Hellènes ne purent qu'adopter le culte et les coutumes des populations autochtones, les Pelasges, de sorte qu'au moment où l'accroissement de la population s'opposait au maintien des entraves à l'aliénation des terres, un profond changement social dut se produire. La terre réservée au premier-né privant ses frères des bénéfices de la propriété rurale poussait ceux-ci vers le commerce et la navigation. Ceci équivalait souvent à l'émigration et il est naturel que pour faire revivre les mœurs ancestrales originaires, ces commerçants et navigateurs établirent des colonies régies par le même ordre de propriété que celui qu'ils avaient connu dans leur mère-patrie.

La législation de Solon au VI^e siècle avant l'ère chrétienne consacra au fond seulement par une nouvelle règle, une évolution sociale préexistante.

De leur contact avec les Phéniciens, les Hellènes ne pouvaient pas ne pas avoir pris le goût des entreprises commerciales. Ils en étaient arrivés à rechercher, plus que la possession du sol, les bénéfices qu'ils en pouvaient tirer. Aussi, lorsqu'ils ont établi leurs comptoirs sur les rives du Pont-Euxin, ils n'ont créé des colonies de peuplement tout à fait éphémères que pour fonder aussitôt des cités où ils exerçaient leur commerce basé sur les échanges avec les populations autochtones.

Nous assistons encore de nos jours à de mauvaises récoltes que la science agronomique n'a pas su prévenir. Ce ne sont que les moyens multiples d'approvisionnement et les facilités offertes par des moyens rapides de circulation qui en ont atténué les conséquences.

L'émouvant récit de Diodore, sur l'œuvre d'Erechthée subvenant à une terrible disette en Attique (V^e siècle av. J. C.), en organisant la venue de céréales d'Égypte à Athènes¹ indique les origines d'un commerce qui, dans sa forme et dans son étendue, n'a fait jusqu'à nos jours que se perfectionner et se développer.

L'Égypte fut jusqu'à l'époque post-ptolémaïque le grand ravitailleur du monde antique. Malgré les documents témoignant de l'importance de la production sicilienne et de celle du sud italique, et démontrant le rôle, dans le ravitaillement d'Athènes, de Panormus, Léontinoi, Region Croton, Larentum Segesta ou Metapontum, nous ne sommes nullement certains que ces régions occupaient la première place dans la production et dans le commerce des céréales du monde antique.

La vallée du Nil, tant que son système d'irrigation resta entier, fut le grand grenier du monde antique. L'importation de céréales égyptiennes en Attique sera donc un élément constant du mouvement commercial de l'Antiquité. Le deuxième point de l'ordre du jour de chaque « pritanie² » les assemblées de « l'épiheirotonie » des gouvernants athéniens, qui se tenaient dix fois par an, étaient consacrées à l'approvisionnement d'Athènes en céréales. Ceci n'a rien d'étonnant lorsque l'on évoque les récits de Pèisyratos, de Xénophon, d'Aristote, qui témoignent du rôle que jouait dans la politique athénienne, déjà à l'époque pré-solonienne, le souci du ravitaillement d'Athènes en céréales.

L'évolution vers le mercantilisme et le remplacement du troc par un commerce ayant comme facteur d'échange la monnaie, acheva l'évolution naturelle de la civilisation et de l'économie grecque (notamment d'Athènes) vers la conception du ravitaillement en céréales en dehors de la péninsule hellénique.

Il reste donc établi que depuis l'époque pré-solonienne, Athènes connut l'importation des céréales.

L'Égypte, la Thrace, les pays aux bords du Pont-Euxin

1. T. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, p. 27.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 49.

ou bien la Sicile et le Sud de la péninsule italique, furent les seules régions capables de subvenir ainsi à ses besoins d'approvisionnement. Il est donc permis de dire que l'épanouissement de la vie économique athénienne se confondait avec l'apparition du commerce d'importation des céréales dans la cité antique.

Au VI^e siècle avant Jésus-Christ, Athènes comptait déjà une population de 150.000 citoyens, metekoï et esclaves compris. La consommation annuelle atteignait presque 3 millions de quintaux par an.

2. Les populations agricoles de la plaine du Bas-Danube

Evoquer au siècle de la vitesse et de l'énergie la lenteur qui caractérise l'évolution de la culture des céréales et la nature des méthodes agricoles dans bien des parties du monde, nous semble tracer le trait d'union qui réunit les phénomènes de la production préhistorique à ceux de notre ère.

On peut dire que nul changement n'est intervenu dans la nature des travaux. Le labourage des champs, les emblavures bisaisonnières et monosaisonnières, les systèmes de moissonnage, la rotation des cultures, la mise en jachère etc... sont à peu près pareils à ceux que nous rencontrons dans beaucoup de pays qui ne se sont pas faits les champions du modernisme industriel en agriculture. Dans sa remarquable étude *The Ancient Plough*¹, M. A. S. T. Gow, réunit une documentation consciencieuse d'où ressort la parfaite similitude qui existe entre la charrue antique et celle de nos jours. Comment, avec le même outil, les mêmes travaux ne seraient-ils pas susceptibles d'avoir été exécutés ? Ce qui par la suite a dû subir des transformations ce sont les auxiliaires que l'homme a employés. L'utilisation du cheval comme bête de trait a certainement facilité et même perfectionné les travaux de culture, mais n'a rien changé dans leur nature.

La civilisation préhistorique a pourtant connu la culture uniquement exécutée à bras d'hommes. Les Egyptiens n'ont certainement fait intervenir la bête de trait que très tardivement. Leur civilisation, leur culte des animaux, la situation matérielle du peuple asservi nous obligent à l'admettre. D'ailleurs l'attelage par le museau, seul système connu jusqu'aux Romains, n'empêchait-il pas l'usage d'animaux pour traîner la charrue. Ce système réalisé

1. A.S.T. Gow, *The Ancient Plough*, I.H.St., 1914, XXXIV, p. 249 éd...

dans les campagnes des pays les moins développés de l'Est et du Sud-Est européen et surtout dans les coins retirés des montagnes balkaniques, du Pinde et du Péloponèse change-t-il beaucoup la nature de la culture des céréales ? Il convient de retenir que l'homme préhistorique pourrait rencontrer encore dans bien des régions de l'Europe du XX^e siècle les méthodes de culture qu'il connut. Si la charrue d'un acier meilleur a remplacé la charrue de fer ou de bois ayant un versoir très peu profond, manquant des mancherons des roues et du coutre, le labourage lui-même ne se fait pas d'une façon différente ; si c'est une bête misérable qui tire la charrue ou bien un pauvre paysan, la différence ne nous paraît pas essentielle. Ce qui serait plus important c'est l'emploi des engrais de notre temps.

La connaissance des engrais artificiels ne vint qu'assez tard et nous en trouvons une mention seulement dans Pline (L. XVII. 4) qui les recommande pour la culture de l'olivier¹. Le fumier n'était pas recueilli, on n'en reconnaissait pas la valeur régénératrice pour les champs, d'ailleurs encore ignorée de nos jours par de nombreux paysans. En Roumanie, seules les régions transcarpathiques connaissent l'engrais au fumier.

L'emblavure, l'ensemencement se fit depuis toujours de la façon dont Millet en a fixé l'image. Le geste du semeur est aussi ancien que la civilisation humaine. Les monuments égyptiens, perses, chinois ne manquent pas de nous en donner des exemples.

Théophraste, Hérodote, Dyodore ont consciencieusement recueilli les témoignages sur la durée de germination des graines, ainsi que sur la croissance de la plante. Le terme était de sept jours pour le blé, de quatre pour l'orge. Quarante jours après la floraison, le blé ou l'orge étaient prêts pour la moisson. Dans la vallée du Nil la moisson se faisait au courant du sixième mois pour l'orge et du septième pour le blé. En Grèce la récolte était retardée d'un mois et dans les régions pontiques de deux mois². Une bonne terre

1. Gina Lombroso, *La rançon du machinisme*, éd. Paris, 1931, p. 21.

2. T. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, pp. 16 et les suiv.

grasse demandait un « medimnos » de semence par arpent ¹. Elle donnait en moyenne huit à dix fois la semence ². Y a-t-il une différence entre l'agriculture antique et l'agriculture encore si souvent arriérée dans de vastes régions de notre vieux continent ? En tenant compte de la vigueur du sol nouvellement défriché, il est même naturel que le rendement « poids » fût dans l'Antiquité supérieur aux valeurs actuelles. D'après Guiraud ³, le blé en Sicile avait un poids de 77,92 par hectolitre. Or, le blé de Béotie lui était supérieur. Les blés du Pontos, d'Egypte et de Sicile étaient considérés par Théophraste comme étant de qualité égale. Les paysans savaient déjà nettoyer les céréales. Dans son *Historia Plantarum*, Théophraste fait mention de leur propreté ⁴.

Dans la description des différentes espèces de blé que Théophraste a recueillies, il insiste sur trois catégories de blé spécialement demandées : l'*Alexandreios*, le *Canhridios*, le *Stlengis* et il cite encore pour les céréales pontiques le *Piroi Pontikoï* ⁵. Or, ces variétés faisaient l'objet de transactions de même nature que celles visant les « Manitoba » « Plata » ou « Danube » de nos jours. Il est certain que les « *emporoi* » et le « *sitopolaï* » d'Athènes connaissaient parfaitement la valeur et le rendement farine des céréales de différentes provenances et les fonctions de Théophraste, successeur d'Aristote dans la direction du Lycée, chargé de recueillir les éléments scolastiques relatifs à cette denrée, prouvent — toute proportion gardée — l'intérêt qu'attachèrent les anciens à la connaissance d'une matière première, dont l'importance marque, durant des siècles, de son cachet, la vie économique d'Athènes.

* * *

L'adaptation des peuplades nomades à la vie sédentaire

1. Le *medimnos*, 52 l ⁸².

2. T. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, p. 23, note 3.

3. Paul Guiraud, *La propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*, éd. Paris, 1863, p. 492.

4. T. Sauciuc-Săveanu, cite Théophraste, *Historia Plantarum*, VIII, 4, *op. cit.*, p. 434.

5. Paul Guiraud, *op. cit.*, p. 491 et Théophraste, *Historia Plantarum*, vol. VIII, 4.

aboutit à la consolidation de l'économie paysanne primitive. L'homme comprit instinctivement l'importance de l'alimentation en hydrocarbures, notamment en farineux amidoneux. La culture des champs lui permit de satisfaire à ce besoin. Le principe de cette culture acquis, le principe de la propriété foncière se posa à son tour.

Il est vraisemblable que la vie pastorale a écarté pendant toute la Préhistoire la conception de la propriété foncière individuelle. Tant que les hommes peu nombreux se sont nourris sans effort, de production spontanées et abondantes, ils n'ont pas éprouvé le besoin de réclamer la jouissance exclusive d'une portion déterminée du sol. Il n'en fut pas de même quand ils y appliquèrent leur travail. Pourtant l'ordre social qui régit la civilisation primitive et qui fit prévaloir l'autorité du chef de famille dans les rapports des membres des associations familiales fit surgir l'idée de la propriété commune.

Ainsi les origines de la propriété foncière sont presque identiques que ce soit en Chine, en Grèce ou à Rome.

Il est essentiel de souligner le rapport étroit qui exista entre l'ordre agraire en Grèce antique et les migrations, et entre les migrations grecques sur le littoral du Pont-Euxin et la création du mouvement commercial de ces régions vers la Grèce antique.

L'emploi de la monnaie a introduit dans la vie économique du monde antique un élément nouveau : celui du prêt à intérêt. La terre servit bientôt de nantissement et devint ainsi valeur d'échange et bien aliénable. La dépossession contractuelle en cas de non restitution du prêt entra dans les usages ainsi que le partage du patrimoine.

La seule ressource qui restait aux dépossédés était de se rendre dans d'autres pays pour y créer, libérés de toutes charges, de nouveaux foyers. C'est ainsi que le littoral pontique devint à nouveau, pour les émigrants de la Grèce antique, ce que l'Amérique fut pendant le dernier siècle pour le paysan irlandais ou du Holstein aussi bien que pour celui de Transylvanie.

La mobilisation du patrimoine foncier provoque les migrations. Ce fait a, pour notre étude, une importance primordiale.

Car en dehors des influences profondes que la liberté de circulation des biens fonciers exerce sur la production agricole même, il faut tenir compte également des conditions psychologiques que cette liberté a accentuées et qui firent du peuple grec le peuple marchand de l'antiquité.

Ces causes ont été à l'origine du commerce de céréales dans le bassin du Bas-Danube comme dans les autres régions méditerranéennes.

Nous ne recherchons pas ici la manière dont se sont développés les premiers échanges qui sont à l'origine de toute civilisation. Mais nous insistons sur la formation d'un commerce issu de la civilisation phénicienne tel qu'il s'est épanoui en Grèce pour se développer ensuite dans les colonies grecques de la région pontique.

Les vastes territoires du littoral pontique recueillirent les émigrants grecs en leur promettant une vie aisée et facile. La terre très fertile et encore vierge donnait de riches récoltes et permit aux colons grecs de disposer d'importants surplus qui, à leur tour, constituaient l'excédent exportable vers la mère patrie. Les Athéniens connaissaient l'intérêt qu'ils avaient à s'assurer l'acquisition de ces excédents. Mais leur expansion se heurtait à la jalousie constante qui opposait presque sans trêve les cités grecques les unes aux autres et les fréquentes collisions d'intérêt qui en résultèrent, furent pour la plupart portées à leur paroxysme par leur politique de ravitaillement en céréales. Les luttes entre Athènes et la cité de Mégare vers 600 av. J.C. sont, d'après Droysen et Sauciuc-Săveanu¹, la conséquence de la mainmise de colons mégariens sur les détroits du Bosphore où devait s'épanouir plus tard Byssance. La création vers 660 av. J.C. de cette colonie mégarienne contrôlant le passage des céréales pontiques par les Détroits constituait en effet un péril continu pour le ravitaillement d'Athènes, dont la consommation en céréales était, à ce moment, déjà très supérieure à sa production.

Dans quelle mesure les régions pontiques participèrent-elles à combler cette insuffisance ? Il faut faire deux res-

1. T. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, p. 58.

trictions en considérant l'extension du commerce en céréales pontiques avec Athènes et les autres cités grecques : le volume restreint de tous échanges commerciaux pendant l'ère des premières colonisations, limité par les difficultés inhérentes à la navigation ; le fait que les échanges commerciaux d'Athènes dépendaient de la libre pénétration de ses commerçants sur les autres marchés d'approvisionnement.

Il semblerait téméraire d'attribuer dès lors aux régions pontiques un rôle capital dans le ravitaillement en céréales des cités républiques grecques ; mais ce rôle devient néanmoins assez important à partir du VI^e siècle av. J.C.

Depuis la plus haute antiquité les Grecs se fournissaient de céréales en Egypte. Or ce marché leur fut fermé par l'invasion de Cambyse.

Les conditions de ravitaillement de l'Empire persan avaient été modifiées par le développement de sa vie urbaine. Les régions fertiles de Mésopotamie, la plaine médique les plateaux fertiles de l'Asie Mineure ont certainement été assez productifs pour garantir à leurs habitants un ravitaillement suffisant ; mais la nécessité de subvenir à l'approvisionnement de ses armées changea vraisemblablement l'aspect du problème. Les exploits de Cambyse et de Darius pour conquérir la vallée du Nil furent donc la conséquence logique de cette évolution.

L'Egypte fit dorénavant partie de l'entité économique perse-médique que Darius et Xerxès ne firent qu'élargir et qu'Alexandre le Grand devait, par la soudure de son empire à celui des Persans, mener deux siècles plus tard à l'apogée.

Dans l'attente de cette évolution, donc entre le VI^e et le IV^e siècle av. J.C., la Grèce ne pouvait plus compter sur les fournitures en céréales d'Egypte et elle perdit ainsi la possibilité de s'assurer de ce côté le ravitaillement de ses cités. La domination perse réserva le privilège du commerce à ses alliés et les ressources de l'empire devaient servir d'abord à pourvoir aux besoins de son marché intérieur — si une telle appellation est applicable à cette époque.

Les envois de blé égyptien en Grèce devinrent donc exceptionnels.

Il restait encore la Sicile et le Sud de la péninsule apennine. Or, l'avènement de Rome, l'absorption de la Sicile et plus tard de Carthage dans la sphère d'influence romaine, coïncident avec la cessation de leur commerce avec le bassin oriental de la Méditerranée. La prépondérance des régions pontiques dans l'approvisionnement en céréales d'Athènes aussi bien que des autres grands centres de la Mer Egée, devint alors un trait caractéristique de la vie économique pendant toute la période de l'hégémonie athénienne.

Les grandes voies commerciales, le rythme des transactions en céréales danubiennes resteront ainsi clairement tracés pendant deux siècles.

A la première poussée des Doriens, des Milésiens, et des Ioniens succéda un mouvement d'émigration qui, au cours des siècles, ne fit que se développer. Ces colonies grecques formant des cités indépendantes, dépourvues de tout lien politique et légal entre elles, vivaient sous l'autorité des « hellénarques » forts des avantages que leur activité rapportait aux peuplades avec lesquelles ils commerçaient. Les Thraces et les Scythes étaient pour eux aussi bien fournisseurs que clients. L'épanouissement des centres grecs du littoral scythe ainsi que des embouchures du Danube est dû, d'après M. Jorga, en premier lieu au commerce des céréales. Scythes, Thraces ou Sarmathes ne firent que s'adapter à ce commerce ¹.

Le contact avec la civilisation grecque a d'ailleurs exercé une influence profonde sur la formation et sur l'organisation économique et sociale de ces peuples. La vaste steppe entre le Bug et le Don qui fut le point de départ des tribus scythes forma d'abord bloc avec le territoire si favorable aux pâturages tardifs de la Dobrogea roumaine que les pâtres scythes aimaient à rechercher ².

1. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, éd. Bucarest, 1925, T. I^{er}, p. 13.

2. C'est pour mettre fin aux invasions périodiques des Scythes que Darius fils d'Hystaspe (521-485 av. J.-C.) entreprit vers la fin du VI^e siècle son expédition contre ce peuple.

Cependant les pays au-delà du Danube ne tardèrent pas à se détacher de l'entité scythe confinée dans le territoire de la Russie d'aujourd'hui et il en résulta la formation d'une nouvelle Scythia Minore régie par des chefs qui s'acclimatèrent très vite au contact avec les Grecs du littoral.

Les fournisseurs des colons grecs, premiers artisans de l'exportation de céréales danubiennes, furent donc ces peuplades scythes, autrefois nomades et devenues sédentaires. Formées ainsi par le contact continu avec la civilisation grecque, elles devinrent des producteurs capables de satisfaire aux exigences des clients grecs du littoral.

Les Grecs attendaient leurs fournisseurs dans leurs comptoirs de Callatys, Tomis et Hystria. Ainsi s'établit ce mouvement qui partait de l'intérieur, vers le littoral; mouvement limité par la distance, au moins en ce qui concerne les céréales. Si la descente des Agathyrses de Transylvanie vers le littoral pour y porter l'or que les Grecs demandaient en abondance, pouvait se justifier, malgré des distances de plus de 600 km, les Gètes et les Thraces, habitants des vastes territoires de la plaine du Danube, ne commerçaient avec les Grecs que lorsqu'ils vivaient eux-mêmes à proximité du littoral. Les tissus, les poteries, le vin, les médailles en or, les objets d'art constituaient un grand attrait qui les décidait à se rendre sur la côte pour y vendre les céréales, le miel, les peaux, les légumes secs, la cire.

Dans son ouvrage, *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, le Professeur Nicolae Jorga¹, attribue aux Thraces les origines de la civilisation primitive sédentaire dans l'entité territoriale qui devait plus tard constituer la Roumanie. Nous croyons ne pas sortir des limites que nous tracent nos recherches si nous essayons de fixer l'influence de cette civilisation primitive sur le commerce de céréales danubiennes.

Les Thraces qui habitèrent non seulement la vallée du Danube, mais aussi la péninsule balkanique constituèrent

1. N. Jorga, *op. cit.*, Bucarest, *Cultura Nationala*, 1922. p. 17.

avec les Illyriens la population sur laquelle se superposèrent au cours des siècles toutes les influences des peuplades semi nomades en quête de sites mieux adaptés à une vie sédentaire. Habitant d'abord, ainsi que les Sarmathes, des camps qui bientôt prirent le caractère de cités que leur contact avec les Gaulois d'un côté et avec les Grecs de l'autre leur avait appris à construire, les Thraces créèrent bientôt des établissements dont le caractère agraire se dessine clairement. L'élevage du bétail fut adapté à l'économie fermière et la production agricole dirigée dans ses débuts vers une stricte autarchie à cause de l'insuffisance des moyens d'échange commercial, évolua lentement vers la conception d'une production excédentaire offrant au cultivateur thrace les possibilités de satisfaire par le troc à son désir de se pourvoir en tissus, couleurs, produits manufacturés et autres.

Par contre les preuves existent que les artisans grecs du littoral ne tardèrent pas à adapter leur production industrielle au goût des peuplades de l'intérieur¹. Outre l'or, le miel et la cire qui venaient de Transylvanie, les Grecs recherchaient le bois, les peaux et surtout les céréales. La navigation ne semble guère avoir été pratiquée par les Thraces et il nous paraît probable qu'ils n'ont participé à un commerce de céréales le long du Danube que dans la mesure où les marchands grecs vinrent avec leurs chalands chercher eux-mêmes le blé ou l'orge.

Néanmoins les Grecs, en général entrepreneurs et courageux, ne pénétraient pas beaucoup à l'intérieur. « *Le marchand grec ne paraît pas avoir jamais visité lui-même les repaires des barbares* »². Cependant il nous semble vraisemblable que familiarisé avec la mer les navigateurs grecs n'ont pas hésité à explorer aussi le Danube. Il reste donc possible qu'un échange commercial se soit établi entre Grecs et Thraces le long du fleuve sous l'impulsion de la batellerie grecque qui sans conteste ne tarda pas à exploiter la grande voie navigable.

En dépit de la vraisemblance de cette hypothèse

1. N. Jorga, *op. cit.*, p. 17.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 17.

M. Jorga¹ conclut que les échelles du Danube valaque n'étaient pas mises en valeur, les Grecs redoutant les Thraces qui étaient maîtres des deux rives du fleuve.

Nous avons souligné dans les chapitres qui précèdent plusieurs témoignages nous permettant de conclure à une intervention très ancienne des humains dans la distribution des céréales à travers le monde antique. Il ne peut pas être contesté que les méthodes de production agricole ainsi que les conditions de culture des céréales ont toujours été soumises aux influences climatiques et, les fluctuations quantitatives et qualitatives du rendement des récoltes doivent être considérées comme exerçant une influence capitale sur le ravitaillement des peuples.

Or, le déficit de production dans une région ne peut que susciter un mouvement de demande de céréales. La civilisation croissante des cités grecques et l'organisation correspondante de leur vie économique fait donc surgir le problème du ravitaillement en céréales à l'extérieur. Ce furent d'abord les régions fertiles de la Méditerranée orientale et de l'Asie Mineure qui pourvurent au ravitaillement d'Athènes.

Aeschyle, Xénophon et Théophraste, Pline et Hérodote citent des exemples concernant le ravitaillement d'Athènes en céréales de Syrie, de Phénicie et même de Mésopotamie. Les témoignages d'un tel commerce restent néanmoins vagues². Par contre l'abondance des sources concernant le commerce pontique permet la reconstitution assez exacte de l'activité qu'il suscita.

La pénétration des Grecs vers les régions de la Mer Pontique se fit en concordance avec les progrès de la science maritime. La navigation côtière en pirogues et barques très primitives, fut remplacée dès le temps de Solon par l'emploi de navires à voiles présentant déjà quelques éléments de sécurité en mer³. Malgré les progrès de la navigation et l'utilisation des bateaux à voile les routes navigables s'appuyaient encore sur les nombreuses escales

1. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, éd. Bucarest, 1925, T. I^{er}, p. 14.

2. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, p. 59.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 70.

que l'Archipel offre aux navigateurs. En suivant le courant vers le Nord ils passaient par les bons ports de la Chalcidique, l'île de Thasos pour chercher en Thrace les céréales dont ce pays était si riche. La route d'Athènes vers les régions pontiques empruntait plutôt les échelles des Cyclades en longeant ensuite les îles de Chio, Lesbos et Tenedos pour s'engager dans l'Hellespont.

Nous sommes portés par la conception des grandes routes maritimes actuelles, embrassant le globe par l'Océan ou par le Pacifique à ne pas concevoir sans une certaine réserve la notion des grandes routes transcontinentales qui, dans l'antiquité assurèrent le commerce de l'ambre et de la soie venant de Chine ou des Indes. Or, les routes commerciales du temps de l'apogée grecque, empruntaient le littoral méridional de la Mer Noire pour pénétrer par les routes franchissant la Tauride et contournant la Mer Caspienne, dans le cœur de l'Asie d'où descendaient les routes vers les Indes ou vers la Chine.

Ainsi la Mer Noire se trouva au centre d'une circulation dont l'importance ne peut pas nous échapper. C'est sur les bords du Pont-Euxin que se développa un commerce d'échanges dont le rythme ne fit que s'accentuer au cours des siècles. L'avènement de Byzance et le merveilleux épanouissement de cette métropole justifiant les titres de gloire que nulle autre cité ne pouvait lui contester pendant des siècles, est une indication parfaite lorsque nous cherchons à étudier les origines du commerce pontique et notamment le rôle que les céréales jouèrent comme denrées d'échange.

Dans la Pontique commerçaient de nombreux marchands et agents commandités ayant leurs relations et leurs débouchés dans les différentes cités grecques.

Des savants roumains tels que MM. Săuciuc-Săveanu¹ V. Parvan², Jorga³ et d'autres ont reconnu, dans leurs

1. Săuciuc Săveanu, *Cultura Cerealelor, în Grecia Antică, și Politica Cerealistă a Ateniienilor*.

2. V. Părvan, *Die Nationalität der Kaufleute im Römischen Reich*, Breslau, 1909.

3. N. Jorga, ouvrages cités.

études très approfondies, l'importance historique de ce commerce.

Ils sont d'accord pour confirmer que le rôle des colons grecs, établis sur le littoral Ouest ou Nord-Ouest de la Pontique, après avoir dépassé l'époque du premier établissement, fut bientôt celui du commerçant intermédiaire et non celui du cultivateur producteur. Des passages d'Hérodote désignant les paysans scythes, *qui produisaient les céréales pour les vendre*, paraissent concluants. Mais Hérodote fait une distinction entre les paysans scythes, habitant les régions arrosées par le système fluvial du Danube et du Dniestr qualifiés d'« arotères » et ceux de la steppe russe entre le Bug et le Don, travaillant encore la terre à la hache, ignorant l'emploi de la charrue et produisant ainsi les céréales d'une façon rudimentaire⁴.

Il apparaît donc clairement, dès l'origine que ce sont les régions qui se trouvent entre le Danube et le Dniestr soit : la Dobrogea, le Sud de la Moldavie, la Bessarabie et la Podolie qui participèrent d'une façon prépondérante à l'écoulement des grains vers les comptoirs grecs du littoral, et ainsi au commerce de céréales de l'Antiquité.

Dans ces régions les emblavures se faisaient en automne : après avoir hiverné, la floraison des plantes et leur évolution jusqu'à leur épanouissement se faisait dans des conditions qu'Aristote (384-322 av. J.C.) vante dans ses problèmes. (Sect. XX. 21., Didot IV. 218. 1. 22.952). Ce témoignage date d'une époque qui, dans l'histoire du commerce des céréales représente déjà une phase d'évolution avancée ; il ne fait que confirmer l'importance que l'on doit attribuer sans aucune réserve, à ce commerce de céréales qui se confond avec la vie économique hautement développée des Grecs de l'Antiquité.

Depuis Solon jusqu'à la création du royaume pontique de Mythridate, c'est-à-dire jusqu'à l'aurore du mouvement économique dû à l'occupation des territoires danubiens par les légions romaines, le courant commercial que nous avons déterminé subsistera et représentera malgré les obstacles et les barrières qui lui furent opposés la base

4. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, pp. 76 et suiv.

fondamentale du ravitaillement en céréales de l'Archipel et notamment d'Athènes.

Tyras, la Cetatea Alba de nos jours et Niconia, toutes les deux grands centres de rassemblement des céréales venant des régions du Dniestr, donc de la Bessarabie, Hystria aux embouchures du Danube, point favorablement placé près du lac Sinoé pour grouper les céréales venant des vallées du Siret et du Prut¹ le « Tiarautos » et le « Pypetos » d'Hérodote, aussi bien que des céréales venant de l'amont du Danube, ainsi que Tomis, le Constantza de nos jours, et Callatys, la colonie doriennne où se trouve aujourd'hui la petite plage roumaine de Mangalia, avaient une vie commerciale intense dépendant étroitement de la production agricole des régions environnantes qui ne tarda pas à marquer de son empreinte toutes les manifestations publiques de ces cités-comptoirs grecques.

A Tyras, la monnaie portait d'un côté l'image de la déesse Demetère couronnée, de l'autre des épis de blé. Les monnaies trouvées à Callatys portent toutes des épis².

Dans l'étude de V. Parvan, « *Gerusia din Callatys* » nous voyons les Callatiens consacrer une des fêtes publiques à « Diombria », l'humidité fécondante des pluies d'automne³.

L'importance de la vie publique de quelques-unes de ces cités a certainement dépassé celle qu'elles ont conservée jusqu'à nos jours et leur rôle commercial comme point d'exportation de céréales caractérise le commerce entier de l'époque. Ce commerce dépendait en majeure partie de la production agricole des peuples avec lesquels elles commerçaient. De là résulte aussi l'importance de ces régions comme ravitailleurs en céréales des centres commerciaux et industriels de la Grèce antique, qui souffrait d'un déséquilibre entre la production agricole locale et la consommation.

Les luttes qu'Athènes et les autres cités grecques de l'Archipel durent mener pour assurer la liberté du transport des céréales du Pont-Euxin vers leurs ports tiennent, ainsi

1. E. Minns, *op. cit.*, p. 491.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 447.

3. V. Parvan, « *Gerusia din Callatys* », *Analele Academiei Române*, 1916-1919, T. 39, p. 55.

que nous l'avons déjà décrit, une large place dans l'histoire politique de l'Antiquité.

Les guerres médiques furent un premier choc brutal des deux mouvements d'expansion qui s'opposèrent pendant le V^e et le IV^e siècles av. J.C. L'expédition scythe de Darius, dont les suites, pour ce qui concernait le libre écoulement des céréales pontiques vers l'Archipel, ne furent pas décisives, préparait pourtant cette rivalité qui opposa les Grecs aux Perses.

Quelle meilleure confirmation de l'importance du commerce des céréales pontiques pourrions-nous trouver que celle offerte par la constitution de la Confédération Maritime Athénienne ?

Athènes, après avoir chassé les Perses, s'assura d'abord la domination des détroits du Bosphore. Ainsi son ravitaillement en céréales ne risquait pas les attaques qui pouvaient avoir des répercussions graves sur la vie intérieure de la république.

Après avoir groupé sous son autorité, par la création de la *Confédération Maritime* la majeure partie du monde grec, Athènes imposa aux membres de la fédération une contribution en nature qui ne devait servir qu'à faciliter son approvisionnement en céréales. Il ressort de ces mesures le souci qu'avait Athènes de s'assurer la route libre pour les céréales pontiques et ensuite combien grand a dû être le pouvoir d'absorption du marché athénien.

L'existence de colonies grecques sur le littoral pontique n'implique pas nécessairement la prépondérance de comptoirs d'origine athénienne. Jusqu'à l'arrivée de Xerxès sur les bords du Bosphore, Athènes n'avait pas considéré son approvisionnement en céréales pontiques comme lui assurant le moyen le plus certain de ravitaillement. L'île d'Eubée, la Syrie, l'Egypte, la Sicile étaient de grands producteurs de céréales dont l'écoulement vers Athènes appartenait à un mouvement d'échanges commerciaux rarement troublés. C'est l'avènement des grands empires, c'est l'évolution des différentes républiques et surtout leur lutte pour l'hégémonie dans la Méditerranée et dans l'Archipel qui déclanchèrent à Athènes une action systématique propre

à garantir les transports de céréales destinés à la cité.

En suivant ainsi les efforts, plutôt instinctifs, d'un Miltiade et d'un Thémistocle pour s'approcher du grenier pontique, Périclès ne fit qu'améliorer et systématiser l'action déjà entamée. La soumission de nombreuses places créées par des colons milésiens, doriens ou ioniens, sur le littoral pontique, leur réunion dans un faisceau d'intérêts communs ainsi que leur attachement au système politique athénien fut le résultat de cette action.

Les places de Tyras et de Niconia dans l'estuaire du Dniestr sont inscrites sur les tables de pierre gravées, énumérant les cités pontiques tributaires d'Athènes¹, qui y venait chercher les céréales. L'établissement de colons athéniens — « les clérühias » — devait servir à cette expansion. Par ailleurs une action intense de rattachement à la cité mère de toutes les cités de la Pontique, action qui se servit non seulement de moyens purement administratifs, mais qui usa largement de l'influence qu'Athènes exerçait sur tous les descendants de l'hellélisme, par le rayonnement de sa civilisation, consolida la position que Périclès sut lui attribuer. Il nous paraît donc naturel que Sparte essayât dès le début de la guerre du Péloponnèse d'ébranler cette position acquise par la république athénienne.

Les attaques répétées de la cité rivale pour empêcher le ravitaillement d'Athènes nous démontrent que les Spartiates avaient reconnu le point faible de la cité. Pendant la guerre du Péloponnèse (431-404 av. J. C.), les invasions des Lacédémoniens en Attique ne se firent que juste au moment des moissons et le but unique de ces incursions fut leur destruction. Par ailleurs la marine lacédémonienne porta tous ses efforts à couper la route des céréales du Pont-Euxin vers Athènes.

Quelles preuves plus probantes de l'importance des exportations de céréales pontiques vers la Grèce continentale et surtout vers Athènes ? Sparte avait toujours l'accès libre vers la Syrie, l'Egypte, et son économie ne dépendait

1. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, p. 88.

d'ailleurs pas de l'importation de céréales dans une aussi large mesure que celle d'Athènes.

Nous voyons ainsi également l'importance du rôle que jouait déjà, pour le commerce de céréales de l'Antiquité, la domination des Détroits.

L'exportation du gros des récoltes pontiques devait être accomplie vers la fin du mois de septembre. Cinquante jours après le solstice d'été les courants du Nord facilitaient la navigation vers les Détroits. C'est à cette époque de l'année surtout que les céréales de la Mer Noire étaient embarquées à destination de l'Archipel. A partir du mois d'octobre la navigation sur la Mer Noire devenait difficile. C'est donc dans un délai assez restreint, 3 ou 4 mois de l'année, que le surplus exportable de ces régions devait être écoulé¹.

Pour le transport d'une telle quantité de céréales une flotte considérable de navires était nécessaire. En tenant compte de la jauge très réduite de ces barques capables de charger au maximum 100 à 150 tonnes et dont la moyenne chargeait encore moins, nous concevons facilement le grand nombre de navires nécessaires, d'autant plus qu'ils restaient en route pendant des semaines et des mois. Les arrêts répétés dans les différentes échelles avec des escales assez longues empêchaient d'entreprendre plusieurs traversées par saison. Mesurée au volume général de l'activité économique et de l'intensité de la circulation des biens à l'époque, cette flotte dépassant certainement 1.000 embarcations, constituait un appareillage impressionnant pour une civilisation si ancienne.

Mais ce sont moins ces aspects secondaires, découlant de circonstances élémentaires, que la politique du ravitaillement même et ses conséquences qui, sont intéressants pour nos recherches.

A partir du moment où l'agglomération athénienne sus-

1. D'après les calculs de Cavaignac (12 millions d'hectolitres de céréales étaient exportés des régions pontiques et transités par Byzance. Ce chiffre doit subir d'après Sauciuc-Saveanu une légère diminution, car Cavaignac a omis de déduire de la valeur qui lui sert de base pour ce résultat, la part (probablement peu importante) constituée par d'autres marchandises que le blé. Il ne faut pas exagérer le volume des affaires en céréales qui se traitaient déjà 4 siècles avant notre ère. (voir Sauciuc-Saveanu, *op. cit.*, p. 99).

cita par son évolution sociale et surtout par la croissance de sa population consommatrice le problème du ravitaillement de la cité en céréales, intervint aussi l'exploitation des possibilités commerciales s'y rattachant.

Athènes sut longtemps se préserver d'un régime ploutocratique. L'accès au commerce ne fut nullement la prérogative d'une caste, même pas celle des citoyens. Il n'est donc pas surprenant que le commerce de céréales, commerce essentiellement maritime, exigeât des organisations extérieures à la cité et qu'il tombât entre les mains des « *metekoï* »¹.

Ceux-ci exploitaient largement toutes les possibilités commerciales et la considération dont ils jouissaient dans l'Etat grâce à leur activité les incitait à augmenter toujours l'étendue de leurs affaires.

Ainsi le commerce libre des céréales, vigoureusement protégé par la république, sûr du bon arrivage des chargements de la Pontique ou d'ailleurs, pouvait s'exercer sans que la force gouvernementale dût intervenir. Athènes à son apogée garantissait à ses navires la liberté des mers. Les cargaisons de blé que les « *emporoi* » faisaient rassembler par leurs agents des comptoirs du Pont-Euxin, étaient certaines d'atteindre tranquillement leur destination.

C'est seulement lorsqu'il vit que son ravitaillement en céréales était gravement menacé par les guerres avec Sparte que l'Etat intervint d'une manière décisive.

Dans l'organisation du commerce de céréales de l'Antiquité nous voyons donc se dessiner un mouvement dont l'étude pourra nous servir à de très précieuses comparaisons.

A la base de ce commerce se trouvaient trois éléments essentiels : le crédit, le rassemblement des denrées et le transport. Etant donné que les comptoirs grecs de la Pontique sont les premiers facteurs du commerce de céréales dans le bassin du Bas-Danube et que ces comptoirs n'étaient que les agents des importateurs de céréales d'Athènes,

1. Beloch, *Die Bevölkerung der griechisch-römischen Welt*, p. 214.

nous avons cru ne pas pouvoir passer sous silence le rôle des importateurs dans la cité et de noter quelques éléments de leur activité commerciale, leur envergure financière et leur influence dans l'Etat.

3. « Sitones » et « emporoi »

Dans un Etat si fortement organisé, si bien conçu dans les détails de son administration, il est naturel de rencontrer une conception claire et très développée du rôle que remplissait le commerce des grains.

A l'intérieur du pays, les céréales étaient distribuées par une série d'agents dont les attributions étaient nettement définies : les « sitopolaï » et les « eispleontes » étaient les principaux facteurs de ce commerce, les « sitophilactès », contrôlaient leur activité ; de la « sitonia » dépendait l'approvisionnement d'Athènes, elle était l'organisme administratif supérieur constitué pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat.

C'est la moins nombreuse, mais la plus puissante des catégories de commerçants pratiquant ce commerce, qui devra retenir particulièrement notre attention.

Les « *emporoi* »¹ étaient les négociants en céréales que nous désignons aujourd'hui par le terme de *chargeurs à l'origine*. Leur rôle se bornait à rassembler les céréales dans les pays de production, à procéder à leur chargement et à leur expédition vers le lieu de consommation. C'était leur art, de ne pas ignorer l'endroit où la demande était la plus pressante et où les prix étaient les plus élevés. Vendre au plus offrant leurs céréales une fois arrivées à destination était leur métier.

Le problème dans l'Antiquité était le même qu'aujourd'hui. En apparence très simple, il constituait depuis toujours l'entreprise commerciale la plus risquée, la plus complexe et nécessitant le plus d'intelligence, impliquant le plus de responsabilité et d'efforts ardu.

L'« *emporos* » n'avait pas de velléités de bienfaiteur. De son activité commerciale résultait pour lui une influence

1. Sur l'organisation du commerce de céréales en Attique nous avons consulté l'ouvrage cité de M. Sauciuc-Săveanu, pp. 129, 156 et suiv.

prépondérante dans l'Etat et il est certain qu'il en abusait lorsque la situation s'y prêtait. Mais par contre il accomplissait en temps normaux un rôle de haute importance sociale, surtout dans la république athénienne où le problème du ravitaillement était si grave.

De même que les chargeurs de nos jours, les « *emporoi* » ou « *philositaï* » entretenaient des agents commandités dans les centres de rassemblement des céréales. Ces agents que les « *emporoi* » fournissaient de fonds ou exceptionnellement aussi de marchandises nécessaires pour couvrir la contre-valeur des céréales achetées, entretenaient des relations suivies avec les producteurs de l'intérieur.

Les « *naùcleroi* » armateurs au service des « *emporoi* », venaient avec leurs bateaux chercher les céréales dans les ports d'embarquement et dirigeaient ensuite leurs trières vers les débouchés susceptibles d'offrir la meilleure vente. On peut confondre au début l'« *emporos* » avec le propriétaire du trière. La propriété du moyen de transport permettait au commerçant « ambulant », de charger le produit qui lui était demandé ou qu'il supposait le plus susceptible de lui assurer un bon bénéfice. Or il intervint bientôt dans ce commerce un facteur nouveau. Pour porter à 100.000 medimnos le volume des transactions en céréales réduites à l'origine au chargement d'une barque ne dépassant guère 5.000 à 8.000 medimnos, l'intervention des banques et des financiers de la métropole était devenue nécessaire. Pour réaliser et pour augmenter leurs affaires les négociants avaient besoin d'argent. N'en ayant pas assez ils durent se procurer le nécessaire en payant des intérêts. Car le commerce des céréales reste soumis à cette loi invariable : le volume important des affaires seul permet la réalisation de bénéfices.

En cumulant la besogne de collecteur dans le pays de production, celle d'armateur ou de preneur d'embarcations, en assurant les risques que tous ces métiers comportent, notamment le risque du transport qui était très important, il devient évident que seul le pouvoir de disposer des capitaux indispensables pour de tels emplois permettait de se livrer à ce genre d'occupation.

Les « *emporoi* » avaient le goût des entreprises hardies.

Mais ils en réclamaient les avantages en consentant des intérêts usuraires.

Le prix normal d'une medimne de blé était de 2 à 3 drachmes, livré au Pirée. Donc 58,8 litres de blé coûtaient entre 1,40 et 2,10 francs or ; rapporté à nos cotations actuelles ce prix correspond à une cotation entre 32 et 47 francs or par tonne¹. Comparé avec nos prix d'avant-guerre qui s'approchaient de 140 francs or par tonne fob, et qui n'ont atteint 180 francs par tonne qu'en 1913, nous pouvons considérer le prix du blé dans l'Antiquité comme étant en concordance avec le rapport entre les salaires dans l'Antiquité et celui qu'obtenait un manœuvre avant la guerre. Un ouvrier agricole se payait une drachme et demie, c'est-à-dire 1 fr. 05 or par jour et l'ouvrier qualifié obtenait 2 1/2 drachmes même 3 drachmes, c'est-à-dire 2,10 francs or par jour. Ces chiffres nous donnent une base de comparaison. Or, malgré l'inexistence d'indications précises sur les prix de gros, nous avons des éléments assez probants pour déterminer la différence avec les prix de détail des céréales. En principe les « *sitopolai* » n'avaient le droit de n'augmenter que d'une obole (17 centimes or) le prix qu'ils payaient aux « *emporoi* » ou aux « *eispleontes* ». Il nous semble d'ailleurs probable que les prix des céréales ont été depuis toujours fixés par les « *emporoi* » et que ceux-ci n'admettaient pas, par défense de leur propre intérêt, que l'écart entre leurs prix et celui que comptaient les « *sitopolai* » fût trop considérable.

Les « *emporoi* » détenaient le marché et dictaient le prix, imposant souvent, d'un jour à l'autre, à leurs acheteurs des écarts d'une drachme par medimne. L'Etat ne pouvait pas se dispenser de leurs services et il cherchait néanmoins à lutter contre leurs abus.

L'organisation du commerce de céréales en Attique est l'œuvre de Périclès. C'est lui qui créa le régime appelé à assurer le ravitaillement d'Athènes. Cependant l'intervention de l'administration s'est bornée à éviter les abus et à réglementer la distribution et la circulation des céréales dans Athènes et dans le territoire des cités alliées. Seuls les « *emporoi* » restèrent libres de toute contrainte corporative

1. Paul Guiraud, *op. cit.*, pp. 559 et suiv.

dans l'exercice de leur commerce. L'importance de leurs affaires et surtout leur indépendance imposait aux législateurs en ce qui les concernait un certain ménagement. Par ailleurs leurs relations très étroites avec la haute finance athénienne qui les comptait parmi sa meilleure clientèle, ainsi que leur science à disposer toujours des permis d'exportation pour les céréales qu'ils chargeaient et qu'ils dirigeaient vers telle ou telle destination d'après leurs intérêts, faisaient de cette catégorie de commerçants des éléments dont l'Etat était obligé de tenir compte.

Aussi l'Etat accordait-il aux « *emporoi* » des avances sur les marchandises à importer par l'organisme des « *parastasis* »¹. La somme empruntée était gagée par le navire d'abord et par la marchandise à acheter qui obligatoirement devait être destinée au ravitaillement d'Athènes.

L'octroi du prêt par l'Etat impliquait la livraison forcée à Athènes des céréales à l'achat desquelles l'argent devait servir. Les navires devaient être dirigés obligatoirement vers le Pirée. Dans « *l'emporion* » où se trouvaient les entrepôts de l'Etat se faisait le déchargement.

Deux tiers de tout chargement arrivé dans le port du Pirée étaient obligatoirement destinés au ravitaillement de la cité. Les « *emporoi* » ne pouvaient disposer librement que d'un tiers de leur cargaison pour le réexporter dans les villes avoisinantes de Mégare, Corinthe etc.. qui étaient aussi des débouchés intéressants. A partir du IV^e siècle, nous assistons à une intervention continuelle de l'Etat dans le commerce des céréales. Ce furent plutôt les régions de la Mer d'Azov et de la Crimée qui devinrent les principaux fournisseurs.

Les tyrans des régions pontiques avaient accordé aux « *emporoi* » athéniens le privilège de charger le blé et l'orge avant les « *emporoi* » des autres cités. Seulement après que les Athéniens avaient chargé leurs barques, les acheteurs originaires de Mitilène, Délos, Lesbos, ceux de Corinthe, Mégare et d'autres, pouvaient faire le plein de leurs navires.

L'exemple de Hrizipos d'Athènes, « *metec* » et « *emporos* » de

1. La « *parastasia* » vérifiait, les demandes d'importation ou de crédit et décidait de leur opportunité.

grande importance, entretenant avec son frère une succursale dans le Bosphore qui avait vendu à l'Etat 10.000 medimnes de blé pontique au prix de 5 drachmes au lieu des 16 qu'il valait, suscite dans notre pensée le désir de connaître aussi le bilan de ce chargeur de grande envergure.

Les transactions de Cléoménès d'Alexandrie, cet homme d'affaires qu'Alexandre le Grand avait nommé Gouverneur d'Egypte, nous intéressent tout particulièrement par les analogies qu'il présente avec certains « *emporoi* » modernes.

Ce Cléoménès avait constitué un trust des « *emporoi* » de l'archipel et exploitait la grave pénurie en céréales dont souffrait le monde grec de son temps. Une organisation savamment conçue, ayant des branches à Athènes et dans les îles du littoral oriental de l'archipel, exerçait à cette époque le contrôle sur la distribution mondiale des blés.

Toujours au courant de la situation des marchés, capable de diriger des céréales vers les centres de consommation ou même d'empêcher leur venue si ses intérêts l'exigeaient, l'influence de ce grand chargeur dépassait de beaucoup le grenier égyptien dont Alexandre avait admis l'écoulement des blés vers les territoires soumis à sa suzeraineté et dont Athènes n'était pas la place la moins intéressée. L'écoulement des céréales pontiques était aussi à la merci de la domination alexandrine qui détenait les détroits du Bosphore.

Or, Cléoménès d'Alexandrie n'hésita pas à profiter de sa puissance. Des hausses sensibles en furent la conséquence. Par le cumul des pouvoirs politiques avec sa profession d'« *emporos* », il ne tarda pas à tirer tous les avantages de sa situation. Aristote nous en fait le récit¹. La disette de l'an 322 av. J. C. fit naître une demande générale de céréales. Cléoménès décréta la prohibition de sortie pour les céréales égyptiennes et en fit l'achat chez les producteurs à un prix de 10 drachmes par médimne. Disposant de stocks suffisants il abolit la prohibition tout en fixant des taxes très élevées à l'exportation et vendit alors ces céréales à des prix atteignant 32 drachmes par medimne.

1. Ps. Aritoteles, *Oeconomicos* II, c. 32, 33, 1332, a, b, 1, 16 et 1332 b. 1. 14 (cfc 40, p. 136).

La création d'un système d'approvisionnement national que conçut Démosthène et qu'il consolida encore par l'établissement de liens politiques très étroits avec certains chefs de régions de grande production agricole, prouve combien ardu a dû être le problème du ravitaillement d'Athènes. Démosthène lui attribuait une importance capitale et il était fier d'avoir été élu dans une année de disette « *sitones* » pour la cité d'Athènes.

Or, la formation d'une quasi union entre certaines régions de grande production agricole de la Pontique et d'Athènes, excluant ou au moins empêchant, jusqu'à un certain point, la possibilité d'approvisionnement pour les autres acheteurs a peut être suscité l'orientation de ces demandeurs exclus, vers des régions qu'Athènes n'avait pas attirées dans sa sphère d'influence et nous croyons qu'un commerce assez intense se développa entre les comptoirs de Tyras, Niconia, Hystria etc. et les cités de la côte orientale de l'Asie Mineure ainsi que la Perse qui, du temps d'Artaxerxès avait connu de nombreuses difficultés pour l'approvisionnement de ses armées.

La crise des céréales due en bonne partie aux incessantes hostilités qui ravagèrent pendant le IV^e siècle av. J.C., le monde antique, devint une telle calamité que les abus qui en résultèrent nous rappellent d'une façon saisissante, une époque dont les tristes événements demeurent encore dans notre mémoire.

Le souci continu du ravitaillement des populations en céréales qui résultait d'ailleurs d'une politique se basant trop sur une économie mercantile fut cause de la décadence économique d'Athènes. Des noms comme ceux de Hrysipos d'Athènes, Cléoménès d'Alexandrie, Euharistos, Metredoras, Kyzicos ¹. Azandros fils d'Agathon et d'autres sont ceux « *d'emporoi* » qui ont le mérite d'avoir répondu aux appels de la « *sitonia* » athénienne et d'avoir soulagé la population de la cité en lui vendant des céréales à des prix réduits, où en les lui offrant. Pourtant ceux qui ont abusé de la situation, tel que Cléomènes, n'ont pas manqué. Ils ne sont d'ailleurs que le produit de leur époque.

1. Sauciuc Saveanu, *op. cit.*, p. 162.

Le développement des comptoirs grecs du littoral pontique était dû, ainsi que nous avons essayé de le démontrer dans les chapitres précédents, à cette demande intense en céréales dont la sous-production en Attique était l'origine. L'Égypte quasi-fermée pour ces marchés, l'Italie méridionale ainsi que la Sicile se dirigeant vers d'autres débouchés, ne comptaient guère pour le ravitaillement d'Athènes.

A la base du commerce des comptoirs était d'un côté la décentralisation politique caractérisant le monde hellénique jusqu'à Alexandre le Grand, de l'autre la domination économique et même intellectuelle que ces comptoirs étaient à même d'exercer sur des populations pacifiques se plaisant dans une vie sédentaire et acceptant volontiers de commercer avec les Grecs du Littoral.

Le règne d'Alexandre constitue dans l'évolution du commerce qui nous occupe une étape qui produisit un revirement complet de la vie économique des comptoirs grecs du littoral.

Les greniers de l'Antiquité étaient tous entre les mains d'Alexandre qui ne tarda pas à provoquer un déplacement des vieilles routes du blé en s'inspirant de nouvelles conceptions mieux adaptées à la distribution des céréales dans le monde qu'il dominait. L'Égypte fut englobée dans l'unité économique méditerranéenne et de ce fait résulta l'abandon forcé des marchés pontiques par les débouchés de la Grèce continentale. Athènes était sous sa souveraineté aussi bien que le Bosphore. Les « *sitionia* » athéniennes poursuivant leur politique d'approvisionnement direct et évinçant dans la mesure du possible la participation du commerce intermédiaire, contribuèrent à une décomposition rapide des organismes commerciaux qui dans le passé avaient constitué son mécanisme d'approvisionnement.

Le partage de l'Empire alexandrin, le règne des Diadoques, l'apparition d'un nouveau mouvement d'invasion provoquée par des migrations de peuplades nomades venant de la steppe, l'insécurité des mers, l'apparition de pirates dans la Mer Noire, tout ceci fit cesser le commerce facile d'outre-mer et inaugura une époque de stagnation qui subsistera dans une certaine mesure jusqu'à la création du Bas-Empire et au triomphe de Byzance.

Des cités pontiques, telles que Hystriopolis et Callatys, qui du temps de la Confédération Maritime participèrent largement à l'exportation des céréales vers l'Archipel, se virent contraintes de faire appel au dehors pour subvenir aux exigences d'approvisionnement de leur cité. Les inscriptions de Caraharman publiées par le savant archéologue roumain Tocilescu et citées par Sauciuc Săveanu, sont des témoignages d'un saisissant intérêt¹. Le manque de céréales, non pas de céréales destinées à l'exportation, mais du blé nécessaire à l'alimentation de la population d'ailleurs assez modeste de ces cités, oblige les « *sitionia* » qui s'y installent à faire appel à l'aide mutuelle des citoyens et Aristagoras, fils d'Apaturios, « *agoranom*² », avait « bien mérité de la patrie » pour avoir vendu à prix réduit du blé, du vin et d'autres aliments à la cité d'Istriopolis.

L'époque post-alexandrine est caractérisée dans son ensemble par cette décadence. Le commerce florissant entre les Scythes *arotères* et les Grecs du littoral avait cessé depuis l'avènement des royaumes gètes et daces. Nous ne croyons pas que Bourbista, le grand roi dace, ait eu l'intention de supprimer la vie commerciale qui pendant des siècles, avait fait la richesse du littoral oriental de la Mer Noire. L'invasion de régions fertiles le long du Danube et notamment des embouchures de ce fleuve, ainsi que de la plaine s'étendant des deux côtés du Dniestr, ne paraît pas déterminante pour la cessation du commerce d'exportation de céréales à cette époque. Les causes en sont différentes. D'abord l'insécurité accrue dans la Mer Noire, l'avènement du royaume bosporien, contrôlant les détroits du Bosphore et les luttes continuelles qui caractérisaient son existence, ensuite le déplacement du centre de gravité mondial vers l'occident romain, ont provoqué bien plus que l'apparition, probablement passagère, des armées de Bourebista, la décadence des comptoirs grecs du littoral.

En effet, le centre de ce royaume qui d'ailleurs avait aussi mis fin au règne des chefs scythes dans la Scythia minor était dans le cœur des Carpathes. Les routes com-

1. Sauciuc-Săveanu, *op. cit.*, p. 176.

2. *Agoranom*, dignitaire chargé du contrôle de la production agricole.

merciales où, si, l'on préfère les lignes des migrations régulières de cette époque ne se dirigeaient plus vers le littoral, bien que les Grecs qui l'habitaient « vinssent prendre les ordres du grand roi barbare de la montagne »¹, mais plutôt vers la plaine pannonienne.

Le peuple romain, heureux imitateur d'Alexandre le Grand se trouvait déjà en pleine expansion.

Pendant dix siècles de T. Gracchus à Justinien, Rome exerce le monopole du commerce des céréales. La situation agraire résultant de la lutte sociale continue qui depuis Servius Tullius et Tarquin, depuis les XII Tables, le Code des decemvirs, issu de cette enquête que les envoyés du Sénat avaient entreprise pour connaître mieux la législation solonienne (450 a. J. C.) n'avait pas cessé de préoccuper le pouvoir dans la cité du Capitole².

L'aristocratie romaine avait tendance à rechercher l'acquisition de la propriété foncière et à créer ce système latifundiaire qui devait caractériser vingt siècles plus tard le système agraire en Roumanie.

La politique romaine chercha longtemps à faire reposer la stabilité et la grandeur de la république sur l'existence d'une classe nombreuse de propriétaires fonciers cultivateurs. Les travaux agricoles que les lois favorisaient, devinrent un devoir civique.

Lorsque les Romains portèrent leurs conquêtes dans les plaines du Danube ils se sont probablement emparés de vastes propriétés du territoire dace qu'ils exploitèrent d'après les méthodes déjà en usage. L'« absentéisme » ne constituait pas, à cette époque, un obstacle à la propriété. Les « conductores » sauvegardaient les intérêts de leurs patrons romains qui souvent avaient acquis l'exploitation de tel ou tel domaine dans la vallée du Nil, sur le littoral cyrénéen ou dans la plaine du Danube, à une adjudication publique faite à Rome.

Il résulte de ces relations un enchevêtrement de servitudes dont l'influence avait ses répercussions sur la mise en valeur des produits agricoles.

1. N. Jorga, *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, op. cit., p. 21.

2. R. Meyer et G. Ardent, op. cit., pp. 64 et suiv.

Le colon était tenu de payer la dîme et de donner les journées de travail obligatoires au « *conductor* » ce qui le libérait de presque toutes les autres contributions. Mais il est probable que la redevance à verser atteignait souvent la moitié de sa récolte. C'est à ce système de colonisation dont nous parle Varron (116-127 av. J.C.) dans son « *De Re rustica* », qui dépeignait probablement l'organisation agraire, établie par les Romains dans le territoire constituant la Roumanie de nos jours, que nous pensons, lorsque nous évoquons l'ordre économique du territoire qui nous intéresse. Le fermage se payait en nature.

Pourtant les relations entre le « *conductor* » exploitant des terres et le « *possessor* » qui s'était adjugé à Rome contre paiement d'un « *vertigal* », l'exploitation d'un « *ager questoru* » était souvent réglé par un contrat de « *locatio* » ou « *conductio* ».

Ainsi le « *conductor* » du temps des Romains, nous apparaît comme premier artisan du commerce des céréales. La redevance en céréales que les colons lui fournissaient après chaque récolte faisait de lui le détenteur d'importantes masses de blé ou d'orge qui attendaient ainsi la vente au mieux traitant.

A partir du démembrement de l'empire alexandrin et surtout depuis l'avènement de l'empire romain conquérant du royaume macédonien, soit de la majeure partie du bassin oriental de la Méditerranée, les routes commerciales qui avaient constitué la base du commerce d'exportation de céréales de la Pontique cessèrent de subsister.

Athènes n'avait ni la puissance, ni l'intérêt nécessaire pour s'assurer la venue des céréales pontiques. Rome avait organisé son ravitaillement dans des régions qui lui étaient mieux et plus facilement accessibles, de sorte que le grenier danubien n'était pas exploité.

Pourtant il se dessina un mouvement convergeant plutôt vers l'Occident qui annonçait l'expansion romaine vers la plaine danubienne.

La conquête de l'Asie Mineure et de la Thrace amena les armées romaines à avancer jusqu'aux embouchures du Danube, de sorte que nous trouvons en l'an 25 av. J.C., des centuries romaines dans la Dobrogea où elles s'étaient

substituées au règne des rois barbares de la « Scythia Minor »¹.

L'avance des Romains vers le territoire carpatho-danubien se fit donc en plein accord avec les intérêts du ravitaillement de l'empire, car, en effet, les régions qui virent d'abord s'installer la domination romaine, furent le territoire de la Scythia Minor, grenier des cités grecques de l'archipel et la riche plaine du Danube moyen, que les Pannoniens occupaient alors.

A un régime de large liberté en ce qui concerne au moins leur action économique, les populations autochtones virent se substituer la *Paix romaine* déjà si fortement organisée dans sa vie urbaine et agraire, dans son système de communications et dans les assises de son droit.

Le commerce que nous avons connu entre les Grecs du littoral et les « Scythes aroteres », commerce précaire, libéré de l'ingérence systématisante d'un pouvoir supérieur dut céder à la réglementation méthodique à laquelle l'Empire romain avait soumis son commerce de céréales.

Le commerce de céréales des embouchures du Danube centralisateur de la production des régions que le fleuve dessert, subit donc aussi dans une certaine mesure l'ordre établi dans l'Empire.

L'agglomération toujours croissante de la population citadine dans la ville du Capitole fit naître le problème du ravitaillement.

La législation solonienne qui avait servi aux Romains d'exemple lors de la législation des XII Tables ne resta pas le seul héritage que Rome devait en matière agraire à la civilisation grecque qui la précéda. T. Gracchus a certainement connu le système de distribution de céréales que Périclès inaugura à Athènes et il est probable que l'institution du « *consilium anonae* » fut inspirée par la « *sitonia* » grecque, qui du temps de Démosthène prit un tel ascendant sur le commerce des céréales, que l'on pouvait le considérer comme virtuellement monopolisé.

Comme il avait été fait à Athènes, Rome prit à sa charge le ravitaillement de sa nombreuse population, que Beloch

1. Victor Dupuy, *Histoire des Romains*, éd. Paris, 1882 T. III, p. 648.

évaluée à plus de un million d'habitants au temps d'Auguste. Parmi les principaux ravitailleurs de Rome, Carthage et Alexandrie occupent la première place. Les pays danubiens n'ont vraisemblablement guère participé au ravitaillement de Rome même.

Le « *Cereris Horreum* » de Solinius¹, la Dobrogea de nos jours, que les Romains avaient incorporé dans la province de Mésie, était resté probablement en relation avec ses débouchés naturels de l'archipel de l'Asie Mineure, mais l'extension de ce commerce avait sans doute sensiblement diminué depuis que les grandes lignes de navigation avaient abandonné la Mer Noire pour sillonner la Méditerranée Occidentale.

L'exportation des céréales danubiennes se limitait à des fournitures aux différentes « *sitonias* » établies dans les îles de l'archipel et les témoignages que Sauciuc-Saveanu a recueillis et qui nous parlent de l'activité d'un nommé « *Farnaces* »² originaire du *Pontus*, chargé en qualité de commissionnaire par les Archontes de l'île de Samos de lui procurer des céréales pontiques, nous prouve que ce « *pragmateus amenos* », et cet agent, était, par sa connaissance des régions pontiques, qualifié pour procurer à l'île déficitaire les céréales dont elle avait besoin.

L'occupation du territoire carpatho-danubien par les légions romaines et l'œuvre colonisatrice qu'elles accomplirent, eut comme conséquence la suspension partielle de l'écoulement des excédents de céréales dont certainement le territoire ne cessa pas de disposer.

Après la conquête de la Grèce continentale par Rome, dans le courant de la deuxième moitié du II^e siècle, les commerçants grecs avaient appris à se servir de monnaies aux effigies romaines et le latinisme pénétra lentement aussi dans le territoire carpatho-danubien.

Sous Tiberius Plautius Silvanus Aelianus, gouverneur des deux Mésies³ de fortes quantités de céréales danubiennes, furent expédiées à destination des autres provinces de l'Empire, en amont du Danube⁴.

1. Duruy, *op. cit.*, T. IV, p. 407.

2. Sauciuc Saveanu, *op. cit.*, p. 186.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, T. IV, p. 608.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, t. V, p. 25. Marc Aurel imposa aux Sarmathes de ne pas

Il n'en fut pas de même en ce qui concerne la navigation de la Mer Pontique vers la péninsule italienne. Ovide dut attendre longtemps à Tomis pour voir arriver des barques venant d'Italie. Il nous cite pourtant l'existence d'une maison de commerçants originaires d'Alexandrie et il est probable que Tomis ne cessa de constituer une échelle de la Mer Noire à laquelle des commerçants grecs conservèrent le caractère qu'elle avait eu du temps de la Confédération Maritime Athénienne.

Son importance de port d'exportation fléchit pourtant. Les Alexandrins venaient plutôt à Tomis pour écouler les produits industriels et manufacturés dont Alexandrie fut le centre pendant les deux siècles avant et après notre ère.

Alexandrie, qui prit une place prépondérante dans le ravitaillement mondial en céréales, fournissait aussi les plus habiles commerçants de ce négoce. En effet, ce sont les Juifs alexandrins qui très tôt mirent la main sur le commerce des céréales. Lorsqu'on parle des banquiers romains intéressés dans le commerce des grains, aussi bien que dans les entreprises de navigation, ce sont souvent les Juifs qui en sont les artisans.

L'avènement de ce nouvel ordre dans la distribution mondiale des céréales changea donc l'aspect de l'économie dans les régions du littoral pontique, qui perdirent plus ou moins complètement leur importance comme exportateurs de céréales vers les pays déficitaires.

Mais il est probable que la civilisation romaine détermina à l'intérieur du territoire une circulation des céréales qui put absorber les excédents de production. De la création du système urbain, que Rome imposa à des peuplades habituées jusqu'alors à vivre dans les « *davae* »¹, naquit une population citadine dont le ravitaillement devait être assuré par la production des campagnes. Par ailleurs, des cités de caractère militaire, autour desquelles les commerçants grecs et thraces ne tardèrent pas à se grouper, donnè-

naviguer sur le Danube, il voulait réserver à ses navigateurs l'exclusivité de la batellerie sur ce fleuve.

1. N. Jorga, *op. cit.*, p. 20, « *davae* », appellation des camps primitifs daces.

rent naissance à d'importants centres que l'excellent système routier, créé par les Romains, permit d'arriver à un grand développement.

Toutes les cités romaines, qui à l'origine devaient servir au seul but de la défense militaire, ne tardèrent pas acquérir une importance économique.

Novae, (Nicopol), Durostorum (Silistria) Noviadunum (Isaccea) devinrent des villes dont la réputation, surtout en ce qui concerne le commerce des céréales, s'est plus ou moins perpétuée jusqu'à nos jours. De même les places fortes le long du Danube, telles que Bonomia (Viddin) et Arrubium — Macin — devinrent des échelles pour le rassemblement des céréales et les cités qui leur ont succédé subsistent encore.

L'abandon du territoire carpatho-danubien par les légions de Dioclétien mit fin à une époque de grande activité. L'empire romain d'Orient renaîtra sous Constantin le Grand, et un siècle plus tard, la route des céréales qui fut à l'origine des comptoirs grecs du littoral pontique, reprendra toute son importance.

4. Byzance, métropole des Basiléï Venise et Gênes.

Si le contact du commerce danubien de céréales avec ses débouchés du Bosphore et de l'Archipel avait cessé depuis que les Wisigoths occupèrent le territoire du Bas-Danube, s'attaquant plutôt à la circulation des biens qu'à la domination romaine affaiblie, un événement se produisit pour décider de l'écoulement des céréales danubiennes pendant une période de dix siècles.

Constantin le Grand fit de Byzance la seconde capitale de l'Empire romain, qui devint, à partir de Justinien et des Empereurs de la dynastie Isaurienne, le cœur de l'Europe orientale et du monde.

Les envahisseurs goths, les Avars et autres, avaient, en se dirigeant vers les régions de l'Occident, laissé Byzance à l'écart. Leur poussée vers les royaumes franc, lombard, saxon épargna à Byzance les luttes terribles que Rome dut mener contre Théodoric, Alaric et Attila. C'est ainsi qu'elle devint un nouveau centre de civilisation, clé de voute des détroits, trait d'union entre l'Europe et l'Asie, l'animatrice ou la génératrice de cette civilisation fastueuse qui suscita l'admiration étonnée des compagnons de Baudouin de Flandre.

Les incursions des barbares sur le territoire danubien, dans l'antique grenier d'Athènes, Byzance, Delos, Lesbos et autres centres de consommation eurent un premier effet destructif sur les relations commerciales.

Il est pourtant peu probable que les barbares envahisseurs n'aient eu aucune conception de la propriété ou du droit d'usufruit surtout, mais l'absence de toute stabilité dans l'exercice de leur domination et surtout le rétablissement du droit souverain du chef envahisseur en opposition avec le « jus romanum » qui avait déjà porté

ses fruits dans l'organisation politique des peuples, fut préjudiciable à l'existence de tout commerce suivi.

Les rois scythes souverains de la Scythia Minor, qui avaient vu évoluer le commerce grec du littoral pontique, ne différaient essentiellement ni de race, ni de civilisation avec les nouveaux envahisseurs, mais, troublés dans leur domination, ils renoncèrent à toute activité commerciale. Les causes de cette carence semblent faciles à déterminer. Alaric, Attila, Théodoric, tous autocrates de grande envergure, avaient établi leur règne sur une domination militaire n'ayant aucune notion d'organisation d'Etat, telle que la concevaient les Romains.

Leurs expéditions militaires étaient moins conditionnées par les besoins d'une expansion économique, conservatrice et civilisatrice, que par un désir de conquête et d'accroissement du prestige dont ils jouissaient aux yeux de leurs tribus. La cour légendaire d'Attila est un excellent témoignage de cette mentalité et les fouilles faites au Nord de la Transylvanie prouvent que ces Barbares avaient pour idéal Rome.

Dans leur avance vers les pays convoités, nous assistons à un processus de disjonction continue de tout ordre politique, économique et social qui dut empêcher l'existence de tout commerce, engendrant par ailleurs piraterie et pillage, dont les « irréguliers » ou les insoumis firent leur existence.

L'époque des invasions précédant le règne de Justinien (565) fit surgir un mouvement de migration et eut comme résultat une diminution subséquente de la production agricole.

Un autre élément, à côté de l'insécurité des mers et de l'insuffisance de la production, détermina la presque inexistence de toute exportation de céréales danubiennes : la demande faisait défaut. Depuis le règne d'Alexandre, l'Égypte, incorporée dans l'unité économique méditerranéenne, devint le principal ravitailleur des pays du bassin oriental, aussi bien que de Rome et des autres centres à production déficitaire. Athènes, Sparte, la Crète, Thèbes et (après 325 ap. J. C.) Constantinople se fournissaient en céréales égyptiennes. La Syrie, la Lydie et la Mysie

comblaient facilement tout déficit, de sorte que ces centres de consommation ne dépendaient pas de la fourniture de céréales des régions pontiques.

N'oublions pas qu'à cette époque de troubles économiques et politiques, se place aussi la grande transformation éthique, religieuse et sociale qui engendra le Christianisme et eut les plus profondes influences sur la vie commerciale des peuples. Les riches négociants d'Alexandrie et de Rome n'avaient pas échappé à de sérieuses amputations de fortune, de sorte que ce n'est qu'après l'époque de Justinien (518-565) qu'une vie économique permit la reprise des courants commerciaux favorables à l'écoulement des céréales danubiennes.

Depuis l'établissement de la civilisation hellénique dans l'Archipel, et les migrations grecques des V^e et VI^e siècles av. J. C., Byzance, la colonie mégarienne, dominatrice des détroits du Bosphore, n'avait pas cessé de constituer dans le commerce des peuples, un point des plus importants et des plus convoités.

Devenue la capitale du Bas-Empire, elle était destinée à un essor prodigieux, préparé depuis le règne de Justinien et dont l'épanouissement se confond avec le règne des Isauriens et de la dynastie de Macédoine.

Byzance devint alors non seulement maîtresse des détroits de la Mer Noire, mais, « placée au point de jonction de l'Asie et de l'Europe, intermédiaire naturel entre le monde asiatique et l'Occident, elle se trouvait au point où venaient aboutir et se joindre toutes les grandes voies commerciales alors fréquentées et connues »¹.

Les routes d'Europe aux rivages de la Mer Caspienne, du Turkestan, de l'Assyrie, de Samarkande, de l'Asie Centrale, de la Chine, ainsi que de la Syrie, de la Perse et des Indes n'y aboutissaient-elles pas toutes ?

Les royaumes naissants de l'Occident, débouchés intéressants pour les produits d'Orient, firent naître une circulation internationale et très intense de denrées rares, le long des anciennes routes romaines, de Byzance

1 Charles Diehl, *Byzance*, Paris, 1930, p. 87.

à Dyrachium (Durazzo) et de là en Lombardie et aux cours de Ravenne et de Worms, vers Trèves, Amiens, Tours et Aix-la-Chapelle. Du IX^e ou XI^e siècles de notre ère se développe ainsi une activité commerciale que marque de son cachet l'essor de Byzance.

Ainsi Byzance acquit comme Métropole du Moyen Age, une importance croissante comme débouché et comme consommateur. La population ne tarda pas à augmenter dans des proportions importantes et le problème du ravitaillement de cette capitale, dont le nombre des habitants dépassait déjà au temps de Basile un million, se posa. Par contre le sort de sa politique extérieure et surtout ses expéditions guerrières, diminua dans le courant des siècles, la capacité de « *self approvisionnement* » de l'Empire. L'Archipel ainsi que Byzance fut de bonne heure contraint d'avoir recours aux fournitures de céréales pontiques.

Les territoires environnants, la Thrace, la Bythinie, les régions limitrophes de l'Asie Mineure, pourvoyeurs naturels de Byzance en céréales devinrent de bonne heure incapables d'assurer un ravitaillement régulier de la métropole, leur production n'étant pas d'envergure à donner les excédents susceptibles de faire face aux exigences toujours croissantes de la capitale.

Il n'y a pas de doute que les riches régions du littoral de la Mer Noire furent appelées à contribuer dans une large mesure à combler le déficit des céréales.

Le territoire carpatho-danubien subit pourtant, au moment de l'époque isaurienne et surtout au temps de l'apogée du Bas-Empire (867-1025) des occupations temporaires dont l'influence sur le libre commerce se fit sentir. Aux Huns et aux Avars avaient succédé les Petchenegues, les Magyars et les Slaves qui s'y fixèrent le plus solidement. Malgré leur présence il ne semble pas que ces dominations précaires aient suspendu pour de longues périodes le commerce pontique¹.

Le règne de Justinien pouvant être considéré comme

1. M. N. Iorga affirme d'ailleurs, que la présence des barbares dans la région du Bas-Danube ne fut pas toujours un obstacle à l'écoulement des matières premières pontiques et danubiennes vers Constantinople. Pendant la pre-

point de départ d'une nouvelle organisation du régime économique mondial, consacra, pour la durée du règne des « Basileïs », un système d'échanges auquel se rattachait la région de production, confinée entre le Danube et la steppe russe. En reconstruisant les remparts protecteurs le long du Danube, en délimitant son Empire, Justinien ne cessa pas de considérer les pays au-delà du Danube, jadis provinces romaines, comme étant soumis à la suzeraineté des Empereurs de Byzance. Ce fut l'augure d'une reprise des affaires dans le littoral pontique, qui avait cessé de jouer le rôle d'antan depuis Alexandre Le Grand.

Les Avars, successeurs des Huns, ainsi que les Slaves, qui se mêlèrent assez tôt aux premiers, étaient, à l'époque, les occupants du territoire carpatho-danubien et des embouchures du Danube et du Dniestr où les « Khagans » touraniens exerçaient leur domination. Ils pouvaient être déjà considérés comme faisant corps avec le territoire transdanubien.

L'avance des Bulgares-touraniens du Buceag (la Besarabie de nos jours) par les anciennes routes romaines, du Danube à travers la Thrace maritime vers Constantinople, détermina pourtant une interruption temporaire de ce commerce.

Par ailleurs, la conquête de l'Égypte par les Arabes, confondue avec les débuts de l'Islamisme, enleva à l'Europe méditerranéenne son principal fournisseur. Alexandrie détruite pour la deuxième fois par Omar II, ne retrouva plus sa splendeur de jadis et Byzance, ainsi que les grands centres de consommation de l'Archipel, à la suite de leur développement tout à fait net entre le IX^e et le XI^e siècles de notre ère, durent recourir à l'importation des céréales pontiques et des territoires échappés encore à l'occupation osmane.

Pourtant, Byzance n'avait pas de raison de faire du problème de son ravitaillement en céréales une préoccu-

mière moitié du IV^e siècle après J.-C. la prospérité de Troesmis et d'Axiopolis, situées sur la route de Constantinople, en est un témoignage (voir N. Jorga, *Istoria Comerului Românese*, op. cit., T. 1, pp. 23 et suiv.

pation primordiale. Les sources de subsistances étaient larges : Varègues, Normands, Levantins et Grecs rivalisaient d'ardeur pour y porter les produits dont la capitale avait besoin.

Ce furent surtout les Vénitiens qui collaborèrent étroitement à l'approvisionnement de la métropole, au même titre que Pise, Amalfi et les autres cités levantines, avec les blés de Mesembria, Varna, Lykostomo, Vicina, Caffa, Tana et autres.



On a dit, à juste titre, que la Byzance du Moyen Age « était le paradis du monopole, du privilège et du protectionnisme »¹.

Pourtant, en Angleterre, les « Guildes », en France, les « Corporations » et en Allemagne, les « Zünfte », débarrassés de l'arbitraire inhérent à la vie byzantine, n'étaient-elles pas dans une certaine mesure un aspect différent du même phénomène ?

Byzance avait une population importante à ravitailler qui imposait, non pas seulement à son commerce des organisations correspondantes mais aussi aux Bazileï une politique sociale pour assurer le pain à bon marché.

La périodicité des arrivages, la suspension virtuelle de la navigation dans la Mer Egée, et surtout dans le Pont Euxin, pendant la saison des tempêtes et des froids, obligeait à stocker pendant au moins 6 mois de l'année les quantités de céréales nécessaires au ravitaillement de la Métropole. De ceci résulte, suivant l'exemple de Rome, l'établissement d'importants magasins « les vestiaires impériaux » où s'entreposaient les céréales nécessaires².

La politique d'approvisionnement de Byzance ne pouvait se borner uniquement à encourager les fournitures en céréales de toute provenance, les obstacles matériels s'y opposaient.

1. Charles Diehl, *Byzance*, op. cit., p. 97.

2. M. Bratiano considère que les places, auxquelles on a ajouté le terme « camara Imperii » doivent être considérées comme étant de grands entrepôts de blé de l'Empire (voir G. Bratiano, *Le commerce génois dans la Mer Noire au XIII^e siècle*, Paris, 1929, pp. 134 et 147.

Mais, à l'exemple de l'antiquité, elle ne tarda pas à instituer, dès l'avènement du Bas-Empire, une administration sévère et complexe pour assurer le contrôle de son ravitaillement.

Les céréales pontiques furent ainsi affectées uniquement à l'approvisionnement de Byzance. Nulle quantité de céréales ne pouvait traverser les détroits sans qu'une autorisation spéciale ait été préalablement obtenue¹. Les céréales que les Vénitiens, les Pisans, les Amalfiens et même les Génois allaient charger dans les ports de la Pontique occidentale et septentrionale étaient bloquées au Bosphore et nul commerce de transit ne fut, en principe, admis sans que les droits dus au Bazileïs eussent été acquittés.

A l'apogée de la puissance des Empereurs byzantins, la métropole convoitée par le Monde entier, foyer de la civilisation et de la culture de son époque, faisait respecter ses édits et les appétits des peuples étrangers commerçant avec Byzance, n'allaient même pas jusqu'à essayer de les tourner.

D'ailleurs, tout un appareil de fonctionnaires et d'institutions en contrôlait l'application et l'efficacité.

Tout navire passant les détroits était tenu de décharger sa marchandise ou bien de cautionner les droits de passage dont celles-ci étaient passibles.

Lorsqu'un navire avait jeté l'ancre dans la Corne d'Or il était tenu d'acquitter les droits aux « commerciaux », collecteurs d'impôts et de douanes.

La perception des droits d'entrée du Bosphore se faisait à Byzance sur les quais, avant que la marchandise ne fut mise en vente. Pourvus d'un acquit à caution, les chargeurs pouvaient vendre les céréales ou franchir les Dardanelles si un permis d'exportation les y autorisait.

Les taxes et les droits se payant en nature, les réserves ainsi faites purent servir à créer les stocks nécessaires au ravitaillement de Constantinople. Les commerciaux im-

1. Manuel Zacharia, grand marchand génois, concessionnaire de mines d'alun de Phocée, mégaduc byzantin, beau-frère de Michel Paléologue, s'engage le 28 janvier 1276 à offrir à Gênes 10.000 « mines » de blé (voir actes Pera-Caffa n° XXV, Bucarest, 1927) et d'obtenir l'autorisation des Bazileïs.

périaux revendaient aussi leur blé pour le ravitaillement des populations nécessiteuses.

L'activité des commerciaux ne se bornait d'ailleurs nullement à la perception fiscale. Déjà Justinien les avait chargés de faire, avec les Persans et pour le compte de l'Etat, des transactions d'achat et de vente.

En qualité d'agents du fisc, ils concentraient entre leurs mains des opérations commerciales qui probablement dépassaient leurs attributions initiales. Au moment de l'organisation des « Thèmes » le « *apothekae ton bazilikon kommer-kion* » bureau des fonctionnaires *commerciaires*, devint aussi « *fondaco* » dans le genre de ceux créés par Frédéric II en Sicile, ou de celui créé par les Vénitiens pour abriter les marchands tédésques, transalpins dans la Ville de Doges.

L'institution des « commerciaux » devient d'ailleurs de plus en plus importante, étant donné que les « *Octavarii* » (fermiers des impôts et des droits de douane) étaient les grands banquiers des Bazileï, souvent apparentés avec eux et représentants des intérêts les plus puissants dans l'Empire¹.

La prépondérance des fonctionnaires dans le système de ce gouvernement trouva ainsi son expression dernière, et le rôle qui leur échut par le cumul des fonctions administratives et commerciales, rendit leur importance particulièrement notoire. Tant que la puissance des Bazileï fut entière, l'autorité de l'Etat inébranlée, leur activité resta dans le cadre de leurs attributions, mais dès que les signes du déclin de l'Empire se manifestèrent, les « commerciaux » devinrent les plus purs exploiters de leur prérogative et les abus s'implantèrent dans le régime.

! * *

Il serait difficile de démarquer d'une ligne droite et précise la courbe, — le « *trend* », — de l'activité com-

1. Voir G. Millet, *Sur les Sceaux des commerciaux byzantins*, *Mélanges Schlumberger*, Paris, 1924, pp. 303 et suiv.

merciale entre Byzance et les échelles danubiennes du Pont.

Les influences qui règlent ces rapports officiels ou tacites, opposant les effets de la politique d'ingérences, de perfidie et d'habileté de Byzance en déclin, à la diplomatie toujours plus puissante de Venise et plus tard de Gênes, nous amèneraient à des recherches de détails fort touffues que les documents existant n'éclaircissent pas suffisamment.

La décadence du Bas-Empire fut déterminée par tant d'éléments de dépravation politique et sociale, tant de troubles, d'ordre religieux, militaire et féodal que la résistance des Bazileï aux convoitises multiples se révèle comme un argument nouveau propre à confirmer la puissance absolue de l'Empire.

Des contradictions entre l'ordre légalement constitué et les abus découlant de son application se dégagent plus crûment et nous aurons à y revenir.

L'agriculture exposée à un régime d'usure et la diminution sensible de l'étendue des régions agricoles de l'Empire consécutive à leur occupation par les Turcs, la décadence de son commerce, corollaire de la mainmise de Venise sur le marché oriental, et l'impuissance des Bazileï à s'y opposer, — alors qu'ils ne pouvaient admettre non plus que Byzance devienne « métropole de l'empire colonial de Venise »¹ — ainsi que la diminution des ressources financières de l'Empire, devaient fatalement provoquer un changement profond dans l'étendue et la portée du commerce de céréales du Pont.

Dans l'esprit des Bazileï, la métropole constituait à tel point le cœur du monde et les empereurs byzantins étaient à tel point imbus de la gloire de quelques-uns de leurs prédécesseurs, qu'ils ne concevaient pas le danger qui un jour devait atteindre leur puissance. En effet, il n'était pas suffisant de régner sur le territoire des Détroits pour contrôler et pour disposer de leur commerce, car, Venise et Gênes s'étaient lentement insinués dans l'hégémonie de fait des Bazileï et peu de temps allait suffire pour que

1. Charles Diehl, *Byzance*, *op. cit.*, p. 217.

leur puissance à Byzance dépassât celle des Paléologues.

Un rapport de parallélisme politique-économique surgit quant à l'existence et à l'épanouissement de Gênes et Venise. En effet, le développement politique et l'expansion commerciale de chacune des deux Villes marchent parallèlement, le commerce précédant ou suivant les hostilités et réciproquement. Aussi bien la haute bourgeoisie qui s'est emparée de l'ascendant politique, sur la population des deux républiques, avait le plus haut intérêt à cette expansion coloniale et rien ne prouve mieux ce dualisme du commerce et de la politique, que l'effet désastreux de la découverte des nouvelles routes maritimes des Indes par les Portugais, les privant de leur hégémonie commerciale, amenant le déclin de leur puissance politique et diminuant le trafic dans leurs ports. Leur importance politique dut s'évanouir sans qu'ils pussent intervenir utilement pour l'empêcher. Presque constamment en démêlés avec les empereurs byzantins, accaparant les richesses des pays, des contrées qu'ils parcouraient, se disputant sans cesse les nouveaux débouchés, les marchands vénitiens et génois furent pendant plus de trois siècles les maîtres tout puissants du commerce international.

On comprend donc aisément les efforts des empereurs byzantins pour exclure les marchands latins du Pont Euxin en leur interdisant son accès et en monopolisant le commerce. Pourtant ils n'y réussirent pas et dès 1082, bon gré mal gré, ils durent assister successivement à l'exploitation commerciale systématique des pays-greniers du Pont-Euxin par les Vénitiens et plus tard par les Génois, leur assurer des privilèges, leur accorder des quartiers réservés dans la capitale de l'empire et voir leur enrichissement continué malgré toutes sortes d'obstacles suscités ouvertement ou secrètement.

*
* *

Héritiers de Justinien, les Basiléi ne pouvaient se faire à l'idée que Venise qui avait fait partie de l'Empire, à l'origine, ait pu arracher à l'autorité byzantine son émancipation poli-

tique (en 700)¹, suivie bientôt de l'émancipation économique. La ville se développa rapidement grâce à son excellente situation géographique qui la prédestinait au rôle d'intermédiaire entre les peuples de l'Occident et l'Orient. Dès l'époque Carolingienne, le commerce de Venise annonçait déjà son essor futur. Les Vénitiens possédaient alors de nombreux comptoirs en Italie et s'occupaient déjà du transport de voyageurs en Sicile et en Afrique. Leur trafic était très intense dans les Echelles du Levant².

Leur ravitaillement en blé était assuré par l'Apulie, dont les plaines fertiles furent le grenier de l'Italie du Nord, et à cette époque ils ne s'occupaient guère du blé des pays pontiques. Ces blés-là ils les vendront plus tard à Byzance qui fut toujours un marché sûr et rémunérateur.

Vers la fin du XI^e siècle, après la chute de ses concurrentes Bari et Amalfi, de même que par la décadence de la flotte byzantine, Venise avait à bon droit l'espoir d'acquiescer la souveraineté sur la Méditerranée orientale.

Déjà, la Bulle de 992 lui avait assuré une place privilégiée parmi les pays commerçant avec Byzance; les marchands de Venise y trouvaient des réductions de droit pour leurs marchandises et à partir de 1082, ils obtinrent pour leurs navires le libre passage par les détroits. Leurs gallions pouvaient jeter l'ancre dans les ports du Bas-Empire aussi bien que dans ceux de la Mer Noire, sans qu'aucun droit de passage ou autre ne leur fût imposé. Ceci correspondait donc à un monopole dont ils profitèrent pour établir leurs comptoirs à Tana et Caffa où les Khans « khassars » les accueillirent avec moins d'hostilité et où la steppe russe écoulait déjà ses belles qualités de blé et autres céréales. Les établissements vénitiens de la côte septentrionale de la Mer Noire et de la Mer d'Azov devinrent dès lors, les principaux centres de rassemblement des céréales³ des marchands vénitiens.

1. Élection du premier Doge.

2. Ils vendaient aux Grecs et aux Arabes des draps, du bois de construction provenant des forêts de Dalmatie, des armes des forges de Styrie et Carynthie et des esclaves.

3. W. Heyd, *Histoire du Commerce du Levant au Moyen Age*, T. I^{er}, p. 111.

Ce n'est qu'à partir des Croisades que nous retrouvons les Vénitiens avec les Génois et les Pisans en Syrie, en Romanie, toujours en lutte entre eux pour la possession de nouveaux débouchés et suivant fidèlement la marche des Croisades. Ils sont les maîtres uniques du commerce en Grèce et dans la mer Noire, où les Génois durent reconnaître leur supériorité, jusqu'à la reprise de Constantinople par Michel Paléologue en 1261 qui les priva de leur hégémonie et amena l'essor de Gênes. Ils perdent leur privilège sur le commerce du Pont qui devient le terrain principal d'opération des Génois et des Pisans. Ce changement amènera une longue guerre coloniale avec l'Empire dont nous allons parler par la suite.

Dans l'excellent ouvrage de M. Georges J.C. Bratianu, *Recherches sur le commerce génois dans la mer Noire, au XIII^e siècle*, (Paris, 1929), l'on retrouve les causes qui déterminaient le développement maritime de Gênes. Tout contribuait en effet à ce développement, aussi bien la position géographique que les circonstances et les événements politiques. En premier lieu, la lutte contre les corsaires arabes, qui harcelaient sans cesse les côtes de l'Italie et de la France méridionale, a imposé aux Génois dès le XI^e siècle la construction de galères et des expéditions navales communes avec les Pisans. Dès lors nous voyons les Génois développer leur navigation et même aller attaquer l'ennemi dans ses ports d'Espagne et d'Afrique, premier essor de leurs forces navales¹.

Pourtant des témoignages précis nous manquent qui prouveraient le trafic des Génois dans les Echelles du Levant, avant les Croisades. Au temps de la Première Croisade, ils devaient cependant déjà représenter une force considérable. C'est bien à eux que le pape Urbain II s'adressa en 1096 en les sollicitant de prendre part à l'expédition prêchée en France contre les mécréants².

1. Georges Bratianu, *Le commerce génois, op. cit.*, p. 43.

2. Ils ne manquèrent pas à cet appel et en effet, le 15 juillet 1097, ils embarquèrent à Gênes douze galères et un sandal transportant des chevaux à destination d'Antioche. Ce sont eux aussi qui approvisionnèrent les armées croisées assiégeant cette ville prise après un dur siège de neuf mois. En récompense, ils obtinrent de Bohémond de Tarente des privilèges dans les territoires conquis en Syrie (voir Bratianu, *op. cit.*, pp. 46 et ss.).

L'expansion commerciale de Gênes suit fidèlement la marche des Croisades. Il n'y a pas lieu d'énumérer ici les phases de cette expansion, il suffit de relater qu'avec les succès des Croisades, les établissements génois se multiplièrent aussi bien en Syrie, en Egypte, qu'en Provence où nous trouvons d'importants comptoirs génois à Narbonne, à Marseille et à Montpellier.

C'étaient également les Croisades qui déterminaient leur politique d'expansion dans le Levant. Leurs succès ou leurs échecs attiraient et éloignaient les Génois. Les répercussions des luttes avec les Musulmans étaient toujours suivies d'une nouvelle orientation vers Byzance, maître de la Mer Noire.

Il est intéressant de suivre la politique coloniale de Gênes pendant et depuis les Croisades :

Aussitôt la conquête d'une ville ou d'une région faite par les Croisés, surgissent des comptoirs et des établissements génois, pour leur approvisionnement en céréales, surtout d'Egypte. Ce mouvement vers le Nord s'accroît avec la décadence du Royaume de Jérusalem et avec la puissance toujours croissante des Musulmans en Syrie¹, car c'était une question d'une extrême importance pour eux que celle des fournitures en blé. Il leur fallait compter sur la possibilité de perte de ces pays producteurs de céréales. Et c'est là l'une des raisons principales de leur tendance

1, Quelques faits semblent appuyer cette hypothèse.

Pendant la première moitié du XII^e siècle temps où la domination chrétienne était la plus forte en Syrie, nous ne retrouvons guère de Génois dans la Mer Noire, qui est le privilège des Vénitiens et des Pisans. Leur effort principal est concentré en Syrie. Ce n'est qu'en 1155 qu'ils concluent un traité de commerce avec l'empereur Manuel Comnène. Il ne visait que la *Romanie*. La région nordique de la mer Noire était exceptée : « *Rossia et Matracha* » (voir Chalandon, *Les Comnènes*, Paris, 1912, p. 579). Les Vénitiens avaient ainsi réussi à éloigner les Génois des marchés qui leur appartenaient depuis longtemps (1082). Quoique les conditions pour ces derniers aient été extrêmement difficiles, ils tinrent ferme et s'organisèrent dans les nouveaux marchés. En 1162, ils furent attaqués et pillés par les Pisans à la solde des Bazieli. Le même malheur les frappe en 1182, cette fois-ci leur sort est partagé par tous les marchands italiens établis à Byzance.

En 1187, la situation politique en Syrie s'aggrave, Jérusalem est prise par Saladin et les possessions des Chrétiens se réduisent à quelques villes. De nouveau nous voyons les Génois s'orienter vers la Mer Noire. En 1192, ils se réconcilient avec l'empereur et recommencent leur activité dans l'Empire. L'approvisionnement de Byzance et de l'empire en céréales provenant des pays pontiques ne faisait qu'augmenter en importance à partir de cette époque.

à déplacer leur sphère d'activité vers le Nord, sur les rives de la Mer Noire.



Les Comnènes ayant succombé à la force conjointe des empereurs romains de race germanique, de la Papauté et de Venise, Byzance ne conserva, lorsque l'Empire put renaître sous les Paléologues (1261-1453), que le faible éclat de son passé. La volonté des empereurs n'était respectée que dans le cas où l'une ou l'autre des cités levantines en quête d'avantages et de privilèges, appuyait cette volonté.

A côté de Venise dont l'influence baissa visiblement après la restauration des Bazileï à Byzance, les Gênois s'étaient assuré¹, dans le commerce de la Mer Noire une place prépondérante : c'était le prix de leur politique pendant l'exil des Paléologues à Nicée.

Ils avaient longtemps, guetté ce dénouement :

Pendant l'apogée du Bas-Empire sous la dynastie de Macédoine, les conditions de développement étaient trop défavorables pour la colonie génoise. La suprématie de Venise qui possédait trois huitièmes de la ville ne leur laissait guère la possibilité d'un essor. Le moment était venu pour Gênes de tenter sa chance. Déjà les traités qui datent de 1218, lui rendaient la situation qu'elle avait eue en Roumanie au temps d'Alexis III Comnène, tout en abolissant les subsides dus annuellement. L'accès de la Mer Noire ne leur était plus interdit et nous retrouvons des marchands génois à Kiew pendant l'occupation mongole. Cependant la primauté de Venise était lourde. En profitant de l'état précaire du règne des Latins, les Gênois avaient conclu une alliance avec l'empereur Michel Paléologue, alors encore à Nicée.

Le traité de Nymphée (13 mars 1261) marque ainsi le début d'une nouvelle ère de l'histoire de Gênes. Par l'alliance offensive et défensive contre Venise : il ouvrait aux Gênois toutes les régions de l'Empire et leur accordait

1. Les marchands génois recherchèrent plutôt le littoral occidental du Pont Euxin pour s'y établir, le traité de 1155 les y avait contraint et finalement ils s'étaient mieux organisé dans ces régions.

la franchise complète pour les droits d'entrée et de sortie de leurs marchandises, leur assurant des quartiers dans les Echelles et dans les Villes que l'empereur comptait reconquérir. A l'exception des Pisans, l'empereur promettait de fermer tous ses ports et d'interdire l'accès de la Mer Noire à tout ennemi de Gênes. Il les assura encore de ne plus faire obstacle au commerce du blé par de nouveaux édits.

Gênes de son côté promit de mettre à la disposition de l'empereur sa flotte pour la reprise de Constantinople, d'accorder la franchise de droit, de douane aux marchands grecs dans son territoire et s'engageait à ne pas faire de paix séparée avec Venise.

Byzance avait admis de fait depuis le XI^e siècle la participation à son commerce des commerçants de Venise, Pise, Gênes, Raguse, Almai¹.

Ces villes de navigateurs avaient acquis une grande influence sur le commerce byzantin par le fait que les cités italiennes s'étaient emparées de plus en plus des communications maritimes et, à en juger d'après l'évolution que prit le Bas-Empire dans les XIV^e et XV^e siècles, nous pouvons déjà être fixés sur la force et l'importance de l'action des cités italiennes².

Le processus d'accaparement de la navigation levantine par les cités italiennes — évolution non seulement tolérée mais approuvée par les Basileï — dut logiquement aboutir à ce que Byzance cède un jour sa place à Venise et à Gênes³.

1. Depuis 897 les Vénitiens et en 911 Pise, avaient obtenu le droit de créer un établissement sur la Corne d'Or, (voir Bratiano, *op. cit.*, p. 60).

2. En 1155, Manuel Comnène dut permettre à Gênes la navigation dans les ports de l'Empire. Les Génois s'obligeaient seulement à payer 4 % des droits de douane à l'entrée et à la sortie pour les marchandises qui passaient les détroits. Manfroni suppose que le traité avec Constantinople avait écarté seulement les Génois de la partie septentrionale de la Mer Noire où se trouvaient déjà les colonies vénitiennes que par contre, l'accès de Gênes vers les côtes occidentales du Pont Euxin leur était toléré (voir Manfroni (C.), *Le relazioni fra Genova, l'impero Bizantino e i Turchi*, Livorno, 1898, p. 593). Les navires faisant la course de Gênes ou de Venise vers le Levant partaient en avril et revenaient en octobre seulement. Pourtant les commerçants vénitiens ou génois laissaient souvent leurs préposés passer l'hiver à Byzance ou dans les comptoirs du Littoral.

3. Le geste d'Andronique de confier la défense maritime de Constantinople aux Vénitiens et aux Génois ne put qu'accentuer encore la dépendance à laquelle Byzance se contenait.

Il en résulte donc qu'à partir du XIII^e siècle, les Basileï ont été virtuelle-

En suivant le pavillon byzantin dans la navigation le long du littoral, les Gênois ne cherchaient pas à se mettre à la remorque des intérêts commerciaux de Byzance lorsqu'il s'agissait de tirer profit de leur expansion dans les ports du Bas-Danube, qu'ils ne pouvaient atteindre autrement qu'au prix de certains risques¹.

Leur but final était de pouvoir vendre les blés danubiens non pas à Byzance, où les Bazileï imposaient des prix maxima sur lesquels nous reviendrons, mais passer outre pour en tirer profit dans les ports de l'Archipel ou ailleurs².

Byzance ne perdit pourtant pas de vue la nécessité vitale, qu'elle avait, à un approvisionnement en céréales à bon marché. Les traités entre Venise et Byzance, notamment celui de 1265, interdisent à la cité des Doges d'exporter du blé en tout pays, même ami de l'empire, au cas où le « kentinarion » serait vendu au-delà de 50 hyperpères. En 1285, l'empereur Andronic confirme la même licence en portant toutefois le prix comportant la prohibition des exportations à 100 hyperpères par « kentinarion »³.

Les obstacles que rencontrèrent les autres nations, quant au libre épanouissement de leur commerce, varient d'après l'état de leurs relations politiques avec Byzance.

Les Gênois dans leur expansion vers la Mer Noire furent en outre souvent gênés par l'administration byzantine.

C'était l'organisation elle-même du commerce dans l'intérieur de l'Empire, la réglementation de tout commerce et surtout celui des céréales, les pleins pouvoirs que s'arrogeaient, dans l'application de ce régime, les préposés de l'Etat.

L'aboutissement fut une vénalité souvent déconcertante

ment incapables de se ravitailler par leurs propres moyens ce sont alors les galères vénitiennes ou génoises qui apportaient à Constantinople les céréales nécessaires à son ravitaillement.

1. Des données très précises et très complètes concernant la part des Gênois dans le commerce d'exportation des céréales du Bas-Danube à cette époque ont été fournies par M. G.-J.-C. Bratiano. (Voir *Vicina*, « Contribution à l'histoire de la domination byzantine et du commerce génois en Dobrogea. Académie Roumaine, *Bulletin de la section historique*, X, 1923.

2. Les textes cités par M. Bratiano sont des plus probants sur l'existence d'un commerce de céréales de transit important. Ceci résulte d'ailleurs des fréquents différends qui surgissent entre les autorités byzantines et les chargeurs vénitiens (voir Bratiano, *op. cit.*, p. 149 et Tafel Thomas, III, p. 77 et suiv.).

3. George Bratiano, *Le Commerce Gênois*, *op. cit.*, p. 124.

de la part de ces agents accessibles à toutes les corruptions. Les protestations des marchands italiens, souvent exaspérés par des pertes considérables, en sont les plus probants témoignages.

Le mercantilisme royal avait d'ailleurs fait du blé au XIII^e siècle non seulement une préoccupation d'ordre social, mais un monopole qui avait assuré à Frédéric II et à Charles I^{er} de Sicile des revenus importants. Evidemment, les Bazileï romains ne manquaient pas d'en faire autant. Pourtant les interventions impériales dans le commerce des blés à Constantinople visaient moins le bénéfice régalien et elles étaient plutôt exceptionnelles et d'une efficience moindre, que dans le Royaume des Deux Siciles. Contre la volonté des Génois et des Vénitiens, ces interventions devinrent de plus en plus inopérantes à Byzance.

Après 1261, les produits venant du littoral pontique où régnaient les « Kaghans » tartares, étaient exempts en principe de la mainmise des Bazileï. Il est certain que dès le déclin de Byzance, Vénitiens et Génois, Ragusains et Amalfitains pouvaient commercer librement avec les pays de la Pontique et surtout entreposer à leur gré, dans leurs Etablissements de la Corne d'Or, les céréales pour en faire la distribution d'après leurs besoins.

Nous avons pourtant constaté combien les abus de puissance des autorités de Byzance furent fréquents, surtout pendant la période première du règne des Paléologues, et combien les commerçants de céréales avaient droit de s'en plaindre ¹.

En récapitulant l'ensemble des faits qui montrent com-

1. Nous relèverons dans la liste de réclamations présentée aux autorités byzantines par les Vénitiens en 1278 et par les Génois en 1294, quelques faits caractéristiques qui montrent combien le commerce des céréales était sujet à des interventions souvent violentes de la part des autorités grecques.

Les commerçants d'Héraclée sur la Mer Noire et ceux de Cuffu causent, par leur mauvaise volonté, de grands dommages aux Vénitiens chargés de livrer du blé et de l'orge au Grand Triérarche, chef de la flotte byzantine dans ces parages.

En 1276 lorsque Byzance subit une crise alimentaire, le kentinarion de blé se vendait au prix élevé de 160-170 hyperpères, un marchand vénitien nommé Piétro Grisone arrivant avec une grosse quantité de blé acquis à Varna, fut d'abord sollicité de vendre sa marchandise à raison de 133 hyperpères. Sur son refus de céder son blé à un tel prix, la saisie de ses céréales dans les entrepôts fut opérée, un édit impérial défendant formellement d'acheter du blé

ment le commerce des céréales du Bas Danube s'est trouvé fonction de la grandeur et du déclin de l'Empire des Bazileï, nous tenons à retenir un aspect qui nous semble essentiel.

Une évolution politique a dû précéder l'admission des échelles danubiennes, d'abord à contribuer à l'approvisionnement de Byzance et par suite à être mises en valeur par les marchands génois.

Venise qui s'était établie dans les régions de la Mer d'Azov, se réservant le privilège des expéditions de produits de cette contrée, abandonna les échelles danubiennes à ses concurrentes. Le bel essor de la puissance de Gênes, dans la Mer Noire depuis le XIII^e siècle, étant tout entier à l'avantage des échelles du Delta du Danube, Lycostomo et Vicina¹, s'en ressentirent.

Nous n'en parlons ici que dans la mesure où ces places de rassemblement de céréales se rattachent à nos recherches concernant la sphère de l'influence génoise et du déclin de Byzance.

En dehors de la consommation propre de la Métropole, le ravitaillement des pays situés dans l'Archipel qui, par suite de l'expansion turque avaient souffert de troubles sérieux dans leur approvisionnement en céréales d'Egypte,

aux sujets vénitiens renforça encore la mesure. Grisonne ne put se défaire de son chargement qu'après 3 mois, lorsque de grands arrivages de céréales sur le marché de Byzance avaient fait baisser le prix du blé à 116 hyperpères le kentinaron (voir Tafel Thomas, vol. III, p. 179).

1. Sur l'emplacement de cette ville disparue, plusieurs hypothèses ont été émises. D'après une étude approfondie de M. G. Bratianu (voir *Vicina*, parue dans le *Bulletin de la Section historique de l'Académie roumaine*, X. 1923) nous les énumérerons ici :

Selon l'hypothèse de Tomaschek, cette ville aurait été sur l'endroit de la localité de Macin emplacement en face de Braïla.

M. N. Jorga la place entre Isaccea et Tulcea sur le Danube, hypothèse que semblent justifier les déterminations données par les documents qui nous sont restés. C'est à cette opinion que se rallie aussi M. Bratescu, dont la compétence dans tout ce qui concerne la topographie et l'histoire de la Dobrogea est très appréciée.

L'importance de cette échelle comme marché de blé s'affirme d'ailleurs à maintes reprises. Tout permet de supposer que le blé de ces régions était très connu et recherché à cette époque. Pegoletti parle du blé à l'Asilo en Dobrogea, qui vaut celui de Caffa, celui d'Akkerman en vaut autant mais se conserve mieux à la navigation et se vend plus facilement.

Les grains de Vicina sur le Danube, de la Bulgarie ou des Côtes de l'Asie Mineure ne peuvent se comparer à ceux des plaines fertiles de la Russie du Sud (à consulter Pegoletti, *Della Decima et di altre gravezze del comune di Firenze-Lisbonne*, 1780).

ainsi que celui de la Péninsule italique, drainait d'importantes quantités de céréales du Danube.

Les documents qui nous ont transmis la preuve de cette activité commerciale et dont la publication a fait l'objet de nombreuses collections d'actes et mémoires, ne peuvent que consolider notre croyance dans l'existence et surtout dans la prépondérance de celle-ci.

Les actes notariés rassemblés dans le « foliatium notariorum » à la Biblioteca Civica de Gênes, le registre d'Angelino de Sigestro et de Leonardo Negrini, conservés à l'Archivio di Stato de Gênes, ne sont-ils pas des monuments historiques encourageant le commerce de céréales d'aujourd'hui à se considérer au Danube, comme héritier d'un passé glorieux ?

Nous en citons trois actes publiés par M. George I.C. Bratianu dans les *Actes des Notaires génois de Péra et de Caffa de la fin du XIII^e siècle*, (1281-1290)¹.

« I. *Caffa*, 23 avril 1289. — Andrea de Pagano et Oberto « di Vignano nolisent à l'Arménien Paroza de Cazarese, « agissant en son nom, et celui de l'Arménien Costar, leur « galère pour aller à Conestassium charger 300 muids de « blé et 400 de mil et les porter ensuite à Trébizonde, à « raison de 9 muids de blé et 14 muids de mil par 100 « livres. Témoins : Baldovino di Quarto et Giacomo de « Bonifacio (p. 173).

« II. *Caffa*, 13 mai 1289. — Sardo Borbolino nolise à « Percivale della Porta sa ténide le « S. Nicolo » pour trans- « porter des poissons, du cuir et du mil dans les ports de « la Mer Noire, là où il lui conviendra de faire escale, à « raison de 10 hyperpères par millier de poissons, de 27 muids « par 100 livres de mil et 17 muids par 100 livres de blé (p. 191).

« III. *Caffa*, 6 mai 1289. — Bigetto de Varazze nolise à Milano d'Asti son navire le « S. Antonio » pour charger « à Caffa 500 muids de blé et 100 muids d'orge pour les

1. Actes des notaires génois de Pera et de Caffa de la fin du XIII^e siècle réunis par G.I.C. Bratianu (Académie Roumaine, Études et Recherches II), Bucarest, 1927.

« transporter à Trébizonde, moyennant 11 muids de blé
« et 16 d'orge, par centaine de muids (p. 282).

Les armateurs se rembouraient des services prestés en exigeant la cession en nature d'une partie du chargement. Nous aurions voulu pouvoir reproduire de tels Actes signés à Vicina ou bien à Lycostomo, d'autant plus que M. Bratiano exprime l'opinion « que Vicina aux bouches du Danube a l'air d'importer davantage que Caffa »¹. Or il est naturel d'en déduire une activité correspondante pour les expéditions de céréales.

Nous devons pourtant signaler combien rares sont les documents se référant particulièrement aux céréales. Nombreux sont les actes relatifs à des ventes d'esclaves, de drap et de poissons, d'immeubles, des cessations de baux ou des testaments. Pourtant nous connaissons le rôle important que jouait le commerce des blés dans le trafic du Pont : d'où vient donc cette proportion minime de contrats, purement de transport ?

D'après nous, il faut en rechercher la raison dans le fait que les marchands génois, par leurs comptoirs dans les ports du Pont et dans l'intérieur de ces pays, faisaient leurs achats directement sans intermédiaires, et que les céréales achetées étaient transportées par eux même ou par leurs préposés. Acheteurs, armateurs et vendeurs en une personne, ou groupés dans une seule compagnie, les contrats qu'ils devaient traiter se réduisaient ainsi au minimum, ce qui expliquerait leur nombre très réduit.

Ainsi l'époque vénitienne et génoise constitue, d'après la civilisation au sein de laquelle elle s'épanouit, la base du trafic futur des grains danubiens : En effet malgré les intermittences de ce commerce, malgré guerres et invasions, malgré les monopoles turcs, le commerce de céréales dans le Bassin du Bas-Danube ne cessera plus, en dépit de toutes fluctuations, d'aller vers un destin, qui avant guerre, avait étroitement intégré le concept « Roumanie » dans les problèmes du ravitaillement en grains de l'Europe entière.

1. Georges Bratianu, *Le commerce génois*, op. cit., p. 120.

5. La production et le commerce des céréales sous la Féodalité

Les invasions barbares avaient produit dans l'Europe entière, exception faite de quelques centres peu nombreux et à ce titre caractérisés par une importance éphémère, un nivellement de l'économie générale des peuples dans le sens de l'économie agricole. Il est incontestable que les agglomérations urbaines ont été les premières à supporter les conséquences des dévastations provoquées par les invasions. C'est sous la protection d'une vie agricole moins sensible aux occupations barbares temporaires et changeantes, que se conservèrent les éléments formant les bases fondamentales sur lesquelles la vie économique des peuples put renaître dès que les conditions politiques le permirent.

Au *jus romanum* s'était superposé, dans les pays danubiens, le régime nouveau inspiré des principes du « possessorat ». Les « judeci » ou « Judi ou Knezi » possesseurs de terres, avaient le droit de lever une dîme sur les villageois, mais une évolution séculaire diminua progressivement leur importance et la féodalité naissante consacra l'avènement d'un ordre nouveau.

Les *Boyards*, nouvelle caste composée des gens de guerre privilégiés, électeurs et pépinière des Voévods, s'attribuèrent donc la possession des terres.

Ils devaient constituer dans l'avenir une classe puissante, celle des grands propriétaires terriens, à revenus tirés de leur production agricole (blé, orge, millet, avoine) ou des produits de leurs élevages.

L'époque qui se place entre les Croisades et le début du *xv^e* siècle peut être considérée au premier chef, malgré les transformations politiques très profondes qu'elle engendra, comme une ère de reconstruction économique du territoire. La population augmenta et, en même temps que les propriétaires terriens acquéraient une importance crois-

sante, naissait une économie urbaine qui devait avoir une influence sur l'évolution ultérieure des Voévodats. C'est au cours de cette période que les Voévods roumains, se sentant trop à l'étroit dans leurs fiefs de Transylvanie, cherchèrent à réintégrer leurs terres d'origine par delà les Carpathes.

Les deux Voévodats dont la souveraineté s'étendait sur les deux versants des Carpathes, la Valachie aussi bien que la Moldavie étaient en effet virtuellement isolées du cours inférieur du Danube et surtout du territoire qui avait dans son temps constitué l'« hinterland » du littoral pontique, l'un par l'existence du royaume de Dobrotitch (1350) qui s'étendait jusqu'au delta du Danube, et l'autre, par l'expansion des rois Piastes qui avaient pris la succession des rois tartares Nogaï et Toctaï, jusqu'aux embouchures du Dniestr.

L'unité territoriale de jadis paraît interrompue du fait que le commerce libre ne pouvait se développer à travers le royaume de Dobrotitch, qui s'étendait le long du littoral pontique, jouant ainsi un rôle prépondérant dans le ravitaillement en céréales de Byzance¹.

Pourtant il ne faut pas écarter complètement l'idée d'une interpénétration économique des deux territoires. Un point d'échange très important se développa en effet à l'endroit où la Jalomitza se déverse dans le Danube, là même où les Romains avaient construit 10 siècles auparavant le célèbre pont de Hârsova. Le « Targul de floci » constituait alors, ainsi que l'indique son nom, le marché des laines le plus réputé et la région a conservé encore de nos jours quelque chose de cet éclat de jadis.

Au Nord, quoique le territoire des Voévodats de Moldavie ait été séparé du cours du Danube, il participa aussi au commerce qui s'y développait par l'établissement de nouvelles routes reliant la Pologne aux échelles génoises et vénitiennes de la Mer Noire et des embouchures du Danube.

1. Dobrotitch, héritier de Balica, seigneur roumain résidant à Caverna, s'était improvisé prince du littoral et assurait l'approvisionnement de la ville des « Basilei » alliés de sa famille à la suite du mariage de sa fille avec Michel, prince de la dynastie des Paléologues.

Ces routes s'établirent sous la protection d'un régime fort et autoritaire et, de cette façon, le territoire entre le Prut et le Dniestr devint la voie de passage réunissant Byzance aux villes de Pologne et d'Allemagne. C'est grâce à la création de lignes commerciales nouvelles que se développa une circulation économique vers les échelles du Danube aussi bien que vers l'estuaire du Dniestr, circulation qui par la suite fit naître des aspirations d'expansion territoriale¹.

Or, au même titre qu'aujourd'hui le problème du « fret de retour » se posa dans tous les ports. Il s'en suit que le trafic de produits manufacturés, justifiait une circulation maritime assez intense, qui, comme nous l'avons vu, assurait encore le chargement des galions génois et vénitiens. Ceci implique aussi le chargement de retour en produits agricoles à destination de Byzance ou même de l'Adriatique.

Sous de tels auspices la production nationale trouva certainement, dès le début de l'économie roumaine, un débouché pour ses céréales, dans les différents ports du Danube ou du littoral pontique.

Le surplus en céréales existant, devait s'écouler vers la mer, car son écoulement vers l'hinterland était sans objet et les moyens de circulation limitaient encore à des distances déterminées le rayonnement des ports vers l'intérieur et vice-versa.

Dans les régions limitrophes des issues marines s'établit une circulation vers le littoral qui entraîna ensuite une expansion politique et consécutivement l'occupation des ports du Danube et de la Mer Noire par les Voévodes roumains. Ainsi moins de 30 ans suffirent à Vlaicu ou Vladislav, Voévode de Valachie, vassal de Louis l'Angevin, roi de Hongrie, pour obtenir des droits sur le commerce de Braïla et nous le voyons confirmer le 20 janvier 1368 aux commerçants de Brasov, les privilèges de commerce jusqu'à Braïla² preuve d'expansion de son territoire jusqu'à ce port, qui

1. N'oublions pas que depuis 1252 le roi Boleslav de Pologne avait fait venir des Allemands dans son pays marquant ainsi par le rôle que Cracovie prit dans le commerce hanséatique, une ère de grande prospérité pour le trafic de transit, entre Constantinople et les débouchés de la Hanse.

2. N. Jorga, *Istoria Comerului Românesc*, Bucarest, 1925, t. 1^{er}, p. 47.

depuis 1300, n'avait pas cessé de gagner en importance.

Nous avons déjà signalé le caractère de la politique d'expansion des Voévodats vers le Bassin du Bas-Danube, il nous reste à détacher, des documents conservés ainsi que des récits d'ordre général économique, le rôle que joua dans les Voévodats la production de céréales, pour satisfaire tant à la consommation intérieure qu'à l'écoulement de l'excédent de production vers le dehors.

* * *

Depuis l'avènement du règne des Voévodes souverains, le régime agraire s'appuyait sur le *jus valachicum* que nous avons brièvement retracé, les terres étaient possédées par les *boeri* ou bien elles étaient divisibles et toujours exposées au morcellement par héritage des *Knezi* dont les *mosneni* et les *râzesi* furent les successeurs. L'ordre agraire a, par la profondeur des intérêts qu'il touche, un important côté social qui influe sans doute aussi sur la production. Nous ne pouvons renoncer pour ces raisons à analyser la situation agraire telle qu'elle résulte de l'organisation féodale des Voévodats, ses conséquences sur la production de céréales et ensuite sur le commerce d'exportation de céréales, étant trop décisives.

Dès le commencement du XIII^e siècle, on peut considérer le territoire du pays comme virtuellement réparti. Les étendues qui restent non occupées sont peu nombreuses et le Voévod, qui en dispose, les aura bientôt distribuées à ses relevants.

Or, il suffit à l'organisation agraire des Voévodats de s'affirmer pour que les catégories sociales commencent à mieux se nuancer et qu'une période d'évolution sociale et économique se déroule entre la moitié du XIII^e siècle et le XV^e siècle.

Le Professeur J.-N. Angelesco¹ donne, dans son *Histoire Economique des Roumains*, une synthèse remarquable de l'économie agraire des Voévodats. Il détermine l'existence de trois catégories de cultivateurs ; les « *mosneni* » et « *razesi* »

1. J.-N. Angelesco, *Histoire Economique des Roumains*, Paris, 1919, p. 105.

successeurs des « Knezi » et libres de conditions ; les colons d'essence non servile mais attachés à la terre et les serfs souvent allogènes, réduits à la servitude à la suite de prises de guerre ou d'autres événements. Un fait capital doit être retenu à ce propos : la richesse produisant à cet époque la rente du seigneur provenait de « la maîtrise du travail » et non de « la maîtrise du sol ». Le travail forcé constituait pour le propriétaire de la terre la garantie d'un revenu ; dans son sens l'abandon de celle-ci aurait correspondu à un abandon de capital usufruitier.

Au point de vue économique, la main-d'œuvre servile correspondait à cette époque à un genre d'exploitation efficace, permettant un rendement assuré, mais à en juger d'après l'évolution que prit ce système, nous n'hésitons pas à partager les vues plus anciennes de N. Balcesco¹ qui pourtant se distinguent de la doctrine de M. Angelesco par une belle et courageuse humanité.

En effet, lorsque le « boer » recevait le don d'une terre, la main d'œuvre disponible ne correspondait pas toujours aux exigences de l'exploitation. Les migrations provoquées autour du territoire roumain par les hostilités qui continuaient sans cesse de même que le régime féodal des royautés environnantes fort contraires au développement social et économique de la classe paysanne — notamment en Pologne — provoquèrent des immigrations fréquentes sur le territoire des Voévodats, de populations en quête d'abri. Balcesco cite ainsi l'exode des populations habitant la rive droite du Danube vers le territoire de la « Tzara româneasca » pour échapper au joug des Turcs envahisseurs².

En effet, la féodalité roumaine ne venait que de naître,

1. N. Balcescu, *Despre starea sociala a muncitorilor români*, Bucarest, 1844, p. 36.

2. Il est évident que les exploits guerriers de ces derniers ont fait l'émoi de nos ancêtres, mais ce ne sont pas les Turcs qui auraient chassé sous Michel Bessarabe les paysans de leurs terres.

En se substituant aux Paléologues, ils ont montré au début de leur domination du bon sens et de la tolérance, vis-à-vis de la population agraire, quant à l'ordre administratif. L'époque que cite Bălcesco corrobore nos suppositions, car depuis les deux Andronics et surtout au temps de Joannes Paléologue la situation agraire était devenue dans le Bas-Empire insupportable pour les petits cultivateurs et avait provoqué l'abandon de la terre.

au moins était-elle encore en voie de développement. Les *terres des seigneurs féodaux* appelaient la main d'œuvre. Les « boeri » répartirent deux tiers de leurs terres entre colons, le tiers restant devant être cultivé par eux pour le compte du seigneur. Ce système non dénaturé par les abus qui devaient suivre, convenait mieux aux paysans et telle est la cause de leur émigration dans les Voévodats.

Par son essence, l'ordre agraire avait entraîné la désagrégation des terres des « mosneni » soumis au partage, tout en favorisant, sous l'impulsion directe des Voévods, parce que, correspondant à leur politique, le cumul des grandes propriétés « latifundiaires ».

Au début, les Voévods faisaient don au *Boyards* des terres disponibles ou en friches ; mais une fois ces réserves épuisées, les *Boyards* réclamaient de nouveaux privilèges dont l'exonération de contributions spécialement sur leur propriété rurale. Ces exonérations s'étendaient aux « colons » qui travaillaient sur les terres des seigneurs. Par contre, les « mosneni » avaient été diminués et usés tant par les guerres que par des impôts toujours plus pesants et par l'insuffisance des terres qui leur étaient allouées. Comme ils ne recevaient plus aucune terre nouvelle, ils virent décliner leur pouvoir de production et ils préférèrent se vendre avec leur terre au « boer » privilégié plutôt que de subir la charge insupportable des impôts.

L'endettement qui fut depuis toujours l'apanage habituel de leur déchéance et la pression que les « boeri » privilégiés exercèrent pour absorber la petite propriété, firent le reste et presque toute la petite propriété agricole disparut des Voévodats.

Une réforme inspirée certainement par l'ordre agraire que la Hongrie et surtout la Pologne imposaient aux classes soumises, acheva cette évolution.

Au début du XVII^e siècle le servage est institué d'après le modèle polonais¹. Les Voévodats présentent en tant

1. En Pologne, le paysan libre ou étranger vivant sur la terre d'un tiers devient serf. Il reste attaché à la terre qui se vend avec lui dans l'acte de mutation. Le statut de Vislica, œuvre des rois Piastes (1347) qui décréta encore sous l'influence des seigneurs polonais avait donné à ceux-ci, en 1566, le droit de vie et de mort sur leurs serfs fut ainsi mis en application dans les voévodats

qu'organisation de la production agricole l'aspect suivant :

La propriété rurale est presque dans son ensemble concentrée entre les mains des « boeri » et de l'Eglise et l'exploitation se fait par l'emploi d'une main d'œuvre servile.

Le processus de concentration des terres se poursuit d'ailleurs à un rythme qu'un document datant du 10 juin 1654 provenant du temps de *Constantin Basarab*, nous incite à souligner.

Par ce « hrisov » le prince régnant confirme à la famille de Buzesco ses droits sur 128 domaines (mosii) en partie acquis par voie de succession, en partie achetés. Au nombre de ces derniers se trouvent une vingtaine de domaines acquis par le « postelnic » (chambellan) Radu Buzesco et qui lui ont été vendus du temps de Michel-le-Brave, par des « mosneni ». ¹. Par ailleurs, M. Jorga nous parle de la fortune qu'un autre « boer » le Vornic Preda, père du futur Voévod Constantin Brancoveanu avait su amasser et dont le Patriarche d'Antioche Macaria nous donne une description détaillée ². Sur ses domaines se trouvent 200 villages, son élevage se chiffre à 12.000 juments, plus de 30.000 moutons, de grands troupeaux de bestiaux etc... Il possède 1.500 esclaves « tziganes » et son revenu annuel atteint 20.000 « galbeni » (aspres turcs).

Mesurée au revenu total de 300.000 galbeni que Léon Voda (1629-1632) encaissait par an en dîmes et en droits de douane, cette somme devient très suggestive pour qui veut comprendre l'évolution économique qui caractérise toute l'époque depuis le début du XV^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

L'amasement toujours croissant des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus restreint de privilégiés assurant à la production agricole les conditions favorables des entreprises à grands moyens matériels, devait

à l'exception de cette dernière clause. Le « Boer » passible d'homicide par suite de correction appliquée à un serf, encourt les peines prévues par le droit.

1. *Aceste sate au fost cneze* ces villages ont été « Knez » — livres — dit le « hrisov. Mais lorsque du temps du Voevode Mihai le Brave, les impositions et les charges devinrent trop pesantes et ils n'avaient pas de quoi payer leurs impôts... ils vinrent chez le « Jupân Radu Clucerul Buzescul » alors vel Spâtar (grand chambellan) et de leur bon gré ils se sont vendus : vecini » (serfs) eux avec leur fils et toutes leurs parts de terre..., argent comptant..., Cârstea à... 1875 aspres, Dan à 375 aspres, etc... (Hurmuzaki, vol. V, t. 1^{er}, p. 211).

2. N. Jorga : *Istoria Comertului Romanesc*, t. 1^{er}, p. 258.

avoir, du point de vue économique des conséquences heureuses.

Les renseignements précis nous manquent concernant le rendement de ces exploitations. Nous ignorons surtout si les quantités de céréales récoltées correspondaient à l'importance de ces vastes entreprises agricoles, mais il nous apparaît impossible qu'au cours d'une période de progrès général le commerce des céréales n'ait pas connu lui aussi un regain de prospérité.

* * *

L'évolution politique qui avait abouti à la création des voévodats ne devrait pas être séparée de l'étude du système urbain. Elle coïncide dans ses origines avec la formation des villes et l'on pourrait même dire que l'ayant devancée, les villes du territoire carpatho-danubien ont formé la base d'expansion de ces entités politiques.

En effet, l'organisation indépendante des villes roumaines telles que Barlad, Tecuciu, et autres que le Professeur Angelescu¹ qualifie de « cités républiques », nous prouve que bien avant l'institution des Voévodats, l'idée de l'organisation urbaine avait déjà pris naissance. La vie citadine connut deux forces génératrices : l'artisanat et le commerce. Or, l'épanouissement de l'un et de l'autre ne fut pas à ses débuts attribuable aux cités et au tempérament des populations autochtones. Celles-ci étaient trop empreintes de l'atavisme agricole, qui se confond aujourd'hui encore avec les aptitudes principales du peuple. Par ailleurs la fixation des couches sociales, notamment du point de vue agricole, se fit dans les Voévodats à une époque où le reste de l'Europe avait déjà des organisations urbaines de haute classe, de sorte que l'élément agraire ne put contribuer que dans une mesure très restreinte et presque exceptionnellement à la formation des villes, pivots du commerce interterritorial.

Les Voévodats se trouvaient cependant sur le tracé des grandes routes continentales, qui, au moment de la nais-

1. J.-N. Angelescu, *Histoire Economique des Roumains*, op. cit., pp. 225 et suiv.

sance du système urbain des Voévodats, reliaient déjà des centres d'une importance économique incontestable. Sur le territoire de la Valachie passait la grande voie de commerce déjà citée, reliant Byzance au centre de l'Europe. Par la Moldavie passait la grande route transversale qui, longeant la rive droite du Danube et continuant après sur la rive droite du Prut, reliait la Pologne à Byzance¹.

Ce n'est qu'au tournant du XV^e siècle que les Voévodes de Moldavie purent étendre comme il a été déjà signalé, leur règne jusqu'au Danube et détenir ainsi les points principaux d'entrée et de sortie de leur territoire.

Braïla, Târgul cu Floci, Silistria, que Mircea avait reçu comme alleu (1391), avec Giurgiu et Nicopoli étaient des villes que la situation géographique prédestinait à un développement rapide et Kilia, l'ancien Lycostomo, ainsi que Cetatea Alba, — l'ancienne Tyras et le Maurocastron des Génois — avaient déjà connu quelques siècles plus tôt la prospérité dont nous avons déjà parlé.

L'expansion des principautés se fit donc dans un sens qui nous paraît déterminé pour la formation de leur commerce. Leurs noyaux politiques situés à l'origine à l'intérieur du territoire carpathique présentent, dès leur constitution, la tendance à s'assurer l'accès à la mer et de cette tendance devait naître l'absorption de territoires dont l'évolution économique déjà accomplie put imprimer à l'économie des Voévodats les caractéristiques qu'ils conservèrent jusqu'à nos jours.

Les principales richesses du pays trouvèrent leur débouché naturel dans les pays que la voie maritime de la Mer Noire reliait à Kilia, Braïla et autres ports du littoral ou des embouchures du Danube, bien avant que les Voévodats eussent existé. Les commerçants grecs qui n'avaient cessé de conserver leur importance, malgré la décadence de Byzance et la prépondérance des colonies italiques de la Mer Noire,

1. C'est à Slatina que le Voévod de Valachie percevait jusqu'en 1370, les droits d'entrée dans son territoire pour les marchandises venant du Midi. A partir de cette époque, vers laquelle le Danube devient frontière, Vlaicu Vv investit la ville de Braïla du privilège d'exemption de droits d'entrée qui d'ailleurs ne tarda pas à être abolie 40 ans après. De même les douanes se percevaient au temps de Bogdan et Alexandre le Bon à Bacau et ensuite à Roman, Tecuciu et Barlad.

ne purent qu'y aider de leur expérience et de leur sens commercial. Cependant c'est l'élément indigène qui reste le promoteur et la base de ce commerce. Les origines et les débuts de l'ordre agraire dans les principautés sont connus. L'attrance lente vers les professions citadines est dans l'essence du système agraire même; la vente et l'achat des produits de la terre est inné chez l'émigré de la terre. Les Roumains sont marchands de bestiaux, boulangers, marchands de miel et le commerce ambulante des marchandises de Braïla à Brasov leur appartient. M. Jorga nous cite des noms purement roumains tels que Nicula, Bucur, Aldea etc.¹

Et comment eut-il pu en être autrement? La production agricole est entre les mains des « mosneni » et des « clacasi » roumains et les « boeri » vendent leur récolte à celui qui vient chercher la marchandise au « konak ».

Nous ne retrouvons pas pour cette époque, où les formes écrites du commerce ne sont pas encore dégagées, de preuves tangibles de ce que tel ou tel « boer » ait vendu telle ou telle quantité de blé ou d'orge à tel ou tel commerçant à tel ou à tel prix. Mais, par contre, les témoignages abondent pour nous confirmer le fait que ces céréales ont été exportées de Braïla, Kilia, Constantza... à destination de Constantinople, Venise, Gênes, Raguse. Ainsi l'existence du commerce de céréales ne peut être nié, de nombreux éléments inductifs nous fournissent les moyens de le déterminer.

Avant d'y procéder, nous avons cru devoir rechercher la formation de ce commerce dans les Voévodats et attribuer à chacun les éléments déterminant son rôle.

La prépondérance de la classe féodale ne tarde pas à se dessiner dès la fin du XV^e siècle. Parallèlement à cette évolution nous constatons aussi la participation de cette classe privilégiée à l'exploitation économique du pays et à la mise en valeur de ses possibilités agricoles sur des bases lui réservant le maximum de revenus et de bénéfice possible.

1. *Publicatiile Istorice Eudoxiu Hurmuzaki*: Documente privitoare la Istoria Românilor, culese de Eudoxiu de Hurmuzaki, publicată sub auspiciile Ministerului Cultelor și al Instrucțiunii și ale Academiei Române, Bucurest.

Le grand terrien roumain a toujours préféré traiter avec le client, chez lui. Ainsi toute une catégorie d'intermédiaires d'origine roumaine, grecque et arménienne et — plus tard seulement vers le XVIII^e siècle — sémite aussi, intervint dans le commerce des céréales. Il n'en est pourtant pas moins vrai que le XVII^e siècle connut parmi les « latifundiaires » de grands administrateurs, qui ne renonçaient pas à rechercher les meilleurs débouchés et les conditions les plus favorables de vente pour leurs récoltes. Mais à cette époque les prestations en nature à la Sublime Porte étaient déjà connues¹. Le rôle d'exportateur d'un Alexandre Lapusneanu, d'un Constantin Brancovan, d'un Constantin Duca Vv ou bien d'un Léon Vv tous Voévodes régnants, a fait l'objet de maints témoignages, conservés dans les documents Eudoxiu de Hurmuzaki².

Les Voévodats et plus particulièrement la Moldavie demeurèrent à l'écart des luttes entre l'Empire des Habsbourg et l'Empire Ottoman. Le commerce des céréales roumaines ne souffrit guère des troubles continuels qui agitaient les Balkans et même il put, par intermittence, en tirer profit.

Une pléthore de commerçants grecs, génois et vénitiens, arméniens ou autres, détenant des situations influentes dans les principautés s'immiscèrent à cette époque dans le négoce des céréales.

1. M. Jorga nous cite un ordre de Soliman le Grand pour demander au Voévode valaque de lui fournir du blé et de l'orge au prix de 6 « aspres » pour la kila (6,8 hl. environ) et d'envoyer ces quantités à Reni, Galati, Kilia, Braila et Nicopoli. Les navires attendront les fournitures de céréales dans les ports et le fret concernera la Sublime Porte. (N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, t. 1^{er}, 1 p. 209).

2. Lapusneanu, Voévode de Moldavie, avait été une des figures prépondérantes de son temps et son esprit commercial est remarquable. A cette époque la Valachie n'exportait rien ou presque, des seigneurs tels que Lapusneanu lui manquaient d'ailleurs. Un de ses successeurs Pierre le Boiteux en fit autant. Ses affaires avec Panas Simon, le Grec, prouvent qu'il menageait beaucoup le commerce avec l'étranger.

Nombreux étaient les Grecs qui sûrent s'acquérir la confiance des Voévodes. Pano Limidari ami des « Movilești » (1604) devenu négociant de Sa Majesté le Voévode et Grand Chambellan et Zotu Tzigaras de Janina qui devint le beau-fils de Pierre le Boiteux ayant tous les deux des relations commerciales avec l'Adriatique peuvent-ils ne pas avoir aussi des intérêts dans le commerce de céréales ? De même Batisto Veselli, d'origine modeste, devenu ami et homme de confiance de Mihnea Vv (1600 environ). (N. Jorga : *Istoria Comerțului, Românesc*, t. 1^{er}, p. 97).

Pour mieux réussir ces étrangers demandaient au Voévode avec lequel ils avaient souvent les relations les plus étroites la naturalisation¹. Les commerçants grecs et arméniens qui ne l'avaient pas sollicitée du Voévode furent d'ailleurs très peu nombreux. Ce Giani² et cet André Chalcocondylas³ qui faisaient les affaires du Voévode Petru Rares, étaient de cette catégorie.

Il est peu probable que des juifs se soient établis en Moldavie à cette époque. Pourtant les grands privilèges qu'ils obtinrent en 1261 et en 1334 en Pologne (qui portèrent leur nombre à un sixième de la population) auraient pu inciter à croire qu'on les retrouverait aussi dans les Voévodats. Ce sont seulement des mandataires passagers établis en Roumélie et porteurs de sauf-conduits qui vinrent dans le pays ayant leurs affaires plutôt à Constantinople et à Andrinople. Ce Hogeia Isaac Enim⁴ qui envoyait en 1547 des délégués à Lwow n'avait-il pas des affaires de céréales en Roumanie ? Le cas était différent pour les israélites d'origine espagnole, munis de patronymes latins. Tant que Venise, Raguse et Gênes et surtout que Byzance avaient entretenu de florissantes factoreries dans les échelles de la Mer Noire, les juifs firent partie de la classe de grands exportateurs de céréales. C'est vers le début du XVII^e siècle que ces juifs espagnols disparurent avec les comptoirs levantins détruits par les Turcs. Les juifs étaient d'ailleurs les grands artisans du commerce ambulant interterritorial et à ce titre ont certainement participé au commerce des céréales dans la mesure où des entraves administratives ne les en empêchaient pas.

1. Le rôle que jouèrent en 1465 déjà un Dorino Cattanea et un Conrad dal Porto (conf. Jorga *Istoria Romanilor* p. 127), tous deux établis à Suceava, commerçants et fermiers des douanes princières, un Cocsă l'Arménien qui avait vendu aux boyards des prisonniers de Pontie et de Tartarie (Jorga, *ibid.*, p. 135), un Gheorghe Crecul qui faisait à Sibiu des affaires avec un arménien nommé André (Jorga, *ibid.*, p. 131), prouve que ceux-ci faisaient un commerce basé entièrement sur les moyens que le pays leur offrait. Il est donc probable qu'ils ont aussi participé, par les relations qui les unissaient toujours aux boyards donc aux grands producteurs du commerce de céréales, et ceci d'autant plus que ce sont aussi des compatriotes à eux qui avaient leurs comptoirs dans les échelles.

2. Hurmuzaki, *Documente*, op. cit., *Suppl.*, II, vol. 1^{er}, p. 218.

3. Hurmuzaki, *ibid.*, p. 429.

4. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, op. cit., t. p. 136.

La vie économique des Voévodats subit l'influence des idées nouvelles qui se développèrent au cours du XVI^e siècle. Les Boyards ne trouvant pas toujours des ressources suffisantes en se bornant à la seule culture, furent attirés par les affaires, mais il ne quitteront pas le domaine qui leur était connu.

Ils vendent des bestiaux, font l'élevage, cultivent le blé et tâchent de profiter de tel ou tel privilège leur assurant des transactions commerciales faciles et sans concurrence, que les Voévods leur confirment, car les frontières étaient, depuis la domination turque, souvent fermées pour l'exportation des céréales, par exemple vers la Transylvanie¹.

En 1470, Mathieu Corvin, roi de Hongrie, interdit l'exportation du blé, du millet, de l'avoine et de l'orge dans les pays roumains. En 1510, Vlad Voévode reproche aux habitants de Sibiu de ne pas vouloir envoyer de blé en Roumanie ; en Moldavie, Ilias II demande, en 1550, du blé aux habitants de Bistritza en Transylvanie². Les Italiens vinrent aussi en 1556, chercher du blé à Brasov³.

Ce serait cependant une erreur de vouloir fixer la direction de ce commerce uniquement de Roumanie vers la Transylvanie ou vice-versa. Il eut toujours un caractère compensateur et se dirigeait vers l'endroit où la production locale ne pouvait satisfaire aux exigences de la consommation momentanée.

1. Pour exporter du blé en Transylvanie il fallait l'autorisation du Voévode. (Surtout la ville de Sibiu en avait plus souvent besoin). Par contre, la région de Brasov était mieux placée, la farine de Brasov faisait l'objet d'un commerce presque suivi vers les Voévodats et les régions peu productives du plateau précarpathien avaient souvent recours aux livraisons de blé. Nous connûmes même un « egumen » demandant de pouvoir importer de l'avoine de Brasov (voir Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, t. 1^{er}, p. 180, 181 et 266).

2. Angheliesco, *op. cit.*, p. 307.

3. N. Jorga, *Istoria comerțului Românesc*, t. 1^{er}, p. 176.

6. Les échelles danubiennes

L'essor des échelles danubiennes à l'époque vénitienne-génoise et l'importance qu'elles avaient pu acquérir dans le commerce levantin, ont dépendu de deux phénomènes principaux. Assises aux endroits marquant les points de départ de grandes voies de pénétration vers des pays de consommation, les échelles étaient prédestinées à abriter les comptoirs d'agences vénitiennes et génoises tant que la route des Indes n'était pas connue et que le chemin de l'ambre et de la soie aboutissait à Bagdad et à Byzance.

Par l'épanouissement de la Hanse, il se produisit pourtant, dans une certaine mesure, une dislocation graduelle des voies de pénétration, fait qui ne put pas rester sans influence sur le commerce des échelles pontiques, recherchées par la Hanse à son apogée (XV^e siècle).

A leur situation favorable aux relations avec l'intérieur, s'ajoute pour expliquer leur importance, la fertilité des grandes plaines longeant le cours du Danube depuis les Portes de Fer de la riche Moldavie et du territoire situé entre le Prut et le Dniestr, dont la production agricole donne un excédent tel que le commerce de ravitaillement des régions déficitaires en céréales, depuis le VII^e siècle presque exclusivement tenues à s'approvisionner sur la Mer Noire, devient non seulement rémunérateur mais œuvre de nécessité économique.

Le XII^e et le XIII^e siècles, ère de croisades et d'expansion de l'Église romaine par l'action des dynasties hongroises dans le territoire carpatho-danubien sont marqués par le fait que les Tartares occupent à l'Est et au Sud-Est de larges bandes du territoire roumain. Les Khans de la « Horde d'Or »¹ s'étaient emparés des bords de la Mer Noire à l'exception seulement de Byzance et de Nicée.

22. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, T. 1, p. 35.

Les échelles du Danube et de l'estuaire du Dniestr étaient sous leur domination ; ce sont eux qui concédèrent aux Grecs et aux Vénitiens des privilèges et c'est à leur initiative aussi, qu'est dû l'épanouissement des colonies levantines dans la Mer Noire.

Là où les Milésiens avaient créé leurs comptoirs florissants, là où les Khassars, ce peuple touranien passé au judaïsme, avaient fondé entre le VI^e et le IX^e siècles un royaume dont les Russes durent prendre plus tard la succession, les Vénitiens devinrent maîtres. La steppe russe, le grand grenier inépuisable déversait vers ces débouchés ses récoltes.

L'ancienne Théodosie devint le Caffa des Génois et l'ancien castel byzantin de Cetatea-Alba, à l'endroit où se trouvait dix-sept siècles auparavant le « Tyras » des Grecs, était une riche colonie génoise, malgré la présence encore en 1330 d'un « podestat » tartare qui percevait la douane d'entrée et de sortie pour le compte de son Khan ¹.

La domination tartare eut d'ailleurs une influence salubre pour l'établissement des centres commerciaux le long du Danube. Le petit village de pêcheurs qui 70 ans après seulement allait devenir Braïla, place à laquelle, le Voévode Vlaïcu accorda d'importants privilèges, fut une quasi-créeation des Tartares. C'est à l'abri des libertés qu'ils concédèrent aux commerçants porteurs des denrées venant de Byzance et allant vers le Nord, que cette échelle put se développer.

Le « *Diplomatarium venetio-levantinum* » de Tafel Thomas nous cite les relations des Génois avec les comptoirs de Kilia-Lycostomo où ils venaient chercher du blé ², mais passe sous silence le point de savoir si les galions levantins ont pénétré aussi jusqu'à Braïla et Vicina sur l'autre rive du Danube. Et M. Jorga de conclure ³ : Il est certain que Braïla et Vicina n'auraient pu acquérir une telle importance, gagnée si vite, si les ports de la Mer Noire avaient été accessibles vers le milieu du XIV^e siècle d'une façon constante et

1. N. Jorga, *Chilia si Cetatea Alba*, Bucarest, 1900, pp. 26 et suiv.

2. Tafel-Thomas, *Diplomatarium*, op. cit., n° 30, pp. 57 et suiv.

3. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, op. cit., t. 1^{re}, p. 43.

sûre et si l'excédent de céréales de la steppe russe avait pu s'écouler librement vers Tana, la Vénitienne et Caffa¹.

Braïla-la-priviligée eut ainsi une époque de prospérité avant même d'être incorporée au Voévodat valaque. L'exemption de droits déjà citée pour les marchandises entrant et sortant dans les Voévodats par cette échelle, ne put que produire des effets très favorables au développement de la ville qui, jusqu'au milieu du XV^e siècle, garda son rôle de collecteur de céréales. Sa destruction par Étienne le Grand (1470), témoigne encore de l'influence acquise, car, sans cela, les efforts de ce prince, soucieux d'assurer la prépondérance à ses propres échelles (Kilia et Cetatea Alba) pour faire disparaître une rivale, n'auraient pas été justifiés.

Nous croyons devoir insister sur le caractère particulièrement roumain de ce port : parmi les commerçants dont les noms nous ont été conservés par les « Documents Hurmuzaki » on retrouve surtout des noms roumains. Les Grecs y sont peu nombreux et s'identifient avec la population autochtone, ce sont des « Letinetti » ayant des relations avec les Ragusains qui d'ailleurs ont eu un rôle prépondérant dans le commerce le long du Danube et surtout à Silistria.

C'est aussi en amont du Danube que se développa d'ailleurs le commerce de Braïla ressuscitée de ses ruines ; ce commerce qui avait accumulé du temps de Radu Paisius Vv les grands entrepôts de marchandises, en disposait encore vers la fin du XVI^e siècle, car les Turcs trouvèrent, lorsqu'ils prirent l'échelle à Michel le Brave « de grandes richesses »². c'est-à-dire sans doute de grandes quantités de céréales attendant leur écoulement vers les ports ragusains.

Galatz eut aussi comme origine un village de pêcheurs dont mention est faite dans des documents du XV^e siècle. Du temps d'Alexandre Lapusneanu, Galatz était déjà

1. L'incursion de Gianibeg-Khan dans les régions occupées du côté de la Mer d'Azov par les Vénitiens provoqua le trouble qui fut si favorable à l'épanouissement de Braïla. C'est une des causes qui mena à la conclusion du traité entre Génois et Vénitiens du 22 juillet 1345 par lequel les républiques s'engagent à ne plus acheter du blé chez les « Khasars ».

2. *Académie Roumaine, Etudes et Documents*, v. p. 69, I.

« oppidum » génois¹, mais ses commerçants étaient Levantins et surtout Grecs. N'oublions pas que Cetatea Alba et Kilia étaient déjà tombés à la fin du XV^e siècle sous la domination turque et que la liberté du commerce dans cette échelle incitait à un déplacement du trafic de ces deux ports génois vers l'amont du fleuve.

Le caractère grec de Galatz ne devint que plus marqué lorsque Jean II. Bazilikos l'Héraclide, le « Despot Voda » des Moldaves, attribua des privilèges à ses citoyens.

Tomorava, Reni de nos jours, peuplée aussi à l'époque par des Grecs, prit un essor qui fut pourtant de courte durée. Ces villes n'eurent pas le temps de profiter de la liberté du commerce de céréales, d'autant qu'à partir du XVII^e siècle les Turcs devinrent exigeants et les échelles du Danube n'échappèrent pas aux effets du « zaharé ».

Nous avons été amené à maintes reprises à citer les ports de Kilia et de Cetatea Alba.

En effet, ces ports — aujourd'hui déchus — comptaient avant que Byzance eût succombé aux attaques turques, parmi les échelles les plus importantes pour le commerce de céréales dans la Mer Noire. Leur rôle politique dépasse, grâce à l'intérêt que le commerce levantin et surtout génois attachait à sa domination, l'importance de tous les autres ports du littoral occidental de la Mer Noire.

De l'établissement des Génois à Cetatea Alba, date leur hégémonie dans le vaste territoire que traversait le Dniestr depuis les Carpathes septentrionales jusqu'à la Mer Noire, et au fond ce n'est que la prise d'un héritage très ancien dont la tentation fut d'autant plus grande que les Grecs ne l'avaient jamais quitté sans y revenir.

Cetatea Alba, aussi bien que Kilia, conservèrent le caractère de cités indépendantes d'origine grecque, tributaires de tel ou tel chef touranien ou Khan tartare, redevables des droits de douane envers tel ou tel autre préposé d'un khan quelconque, ces ports restent jusqu'à leur déclin des cités essentiellement marchandes entièrement figées dans cet esprit mercantiliste qui fit la gloire des cités grecques de

1. M. Nistor, *Die auswärtigen Handelsbeziehungen der Moldau im XIV. XV. und XVI. Jahrhundert*, Gotha, 1911, p. 172.

l'antiquité dont Byzance était le digne successeur, et qui atteignit son apogée au temps des Doges et des Podesstats.

A ses fondateurs grecs avaient succédé, au temps de l'expansion romaine dix siècles plus tard, les *mercanti* romains. Les Grecs du Bas-Empire avaient repris après le départ des légions romaines leur place et c'est vers le XIV^e siècle que la latinité, cette fois-ci génoise et vénitienne, reprit à nouveau l'hégémonie sur ces grands centres commerciaux, marquant ainsi par l'impulsion et l'extension qu'elle leur donna, leur apogée et leur plus belle floraison.

Jusqu'en 1330, Cetatea Alba demeure sous la souveraineté d'un Khan tartare, Kilia, de même, dépendait probablement à cette époque encore de ce Dobrotitch dont nous avons déjà parlé; des commerçants génois et vénitiens jouissant d'importants privilèges *venaient pour chercher du blé*.

C'est cette activité qui restera la caractéristique de ce port, et ce, jusqu'à nos jours. Les fréquents changements qui se produisirent dans sa situation politique, tel que l'annexion au Voévodat valaque, l'installation de Jean Hunyadi dans la cité (1433) ou le coup de main d'Étienne le Grand, ne signifient aucun changement dans sa vie commerciale. Les Génois y ont leurs comptoirs, le blé des régions danubiennes s'y déverse, Kilia restant le point d'écoulement des blés et des orges roumains que les Génois, les Vénitiens et les Ragusains recherchèrent.

De même Cetatea Alba, les rois piastes de Pologne en ont été souverains aussi bien que les Tartares. Peu importait aux commerçants génois à qui payer la douane, ce sont d'ailleurs les commerçants de l'intérieur venant chercher les denrées dans les ports, qui demandaient des privilèges tels que ceux que les commerçants de Liov (Lwow) ou de Brasov surent s'octroyer. Les Voévodes de Moldavie qui, déjà depuis le début du siècle, étaient les maîtres de Cetatea Alba, ne tardèrent d'ailleurs pas à confondre leurs intérêts avec ceux des commerçants de Liov en leur accordant de grands privilèges pour leur commerce vers Cetatea Alba. Ils en surent tirer profit car le jour où Cetatea Alba fut menacée (1420) par les Turcs, ce sont les

Polonais qui accoururent pour sauver la ville de l'invasion turque¹.

En effet, Cetatea Alba représentait pour le commerce polonais, l'issue directe vers Constantinople où les Baziileï étaient encore les maîtres et où le commerce trouvait encore des possibilités excellentes de bénéfice. Pour se libérer de l'intermédiaire de Cetatea Alba, les Polonais avaient essayé en 1415, d'écouler leur blé par le port tartare de « Kociubeiu », qui, plus tard, devint le grand port russe d'Odessa². Leurs efforts échouèrent et ils durent reprendre la route du port moldave. Alexandre le Bon, Véovode de Moldavie, consentit d'ailleurs à exonérer les Polonais des taxes de sortie pour les céréales à exporter par Cetatea. Pendant quelques années, le commerce de céréales prit un grand essor. L'encerclement de Byzance par les Turcs progressant avec une allure rapide, contribua beaucoup à ce développement. On peut dire que le ravitaillement de Byzance en céréales reposait, depuis le début du siècle, sur les seules fournitures venant des échelles danubiennes et des ports vénitiens dont Tana, aux embouchures du Don, menacé par les Turcs du côté de la Caspienne, était déjà en décadence.

Cetatea Alba, le port abritant les comptoirs génois et vénitiens était en pleine floraison mais Constantinople avait déjà succombé à la force écrasante des Sultans (1453, le 29 mai). Les Turcs ne firent que poursuivre leur expansion en installant un « Bey » à Cetatea Alba, qu'Étienne le Grand avait défendue vaillamment. L'importance des deux échelles de Cetatea Alba et Kilia était trop grande pour que l'Empire turc puisse y renoncer. Le 14 juillet et le 4 août 1484 les deux ports cessèrent de jouir du régime de liberté qui avait assuré leur essor. Les Vénitiens et les Génois y restèrent encore mais peu de temps, juste assez pour assister à la transformation de ces deux ports en « rayah » turque.

A la domination turque avaient encore dû se plier, et ceci depuis la fin du xiv^e siècle, de très importantes échelles

1. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, p. 87.

2. N. Jorga, *ibid.*, p. 103, t. 1^{er}.

le long du Danube. Silistria, Nicopoli, Vidin, Giurgiu que le Voévode valaque Mircea l'Ancien avait incorporés dans son territoire ainsi que cette principauté éphémère de Dobrotici — la Dobrogea de nos jours, furent soumises pour plusieurs siècles à la domination nouvelle.

7. Les Monopoles sous la domination de la Sublime Porte.

En remplaçant les Bazileï, la Sublime Porte ne fit que suivre les visées qui, dans l'histoire de Byzance, avaient constitué la base de ses aspirations. Aidée par une puissance politique et militaire de premier ordre, la Sublime Porte ne put que mettre en application ce que les Paléologues décadents avaient dû abandonner à d'autres.

Par la conquête de Cetatea Alba et de Kilia, les Turcs avaient transformé le Pont Euxin en une *Mare Clausum*. Il est naturel qu'à l'instar d'un passé si brillant, à l'exemple de Byzance, le « paradis des privilèges », se soit épanouie la volonté d'une domination unitaire et exclusive.

N'oublions pas qu'en prenant la succession du régime, la Sublime Porte ne pensa pas à déposséder les Grecs de l'Empire. Leur soumission à la puissance nouvelle leur ouvrit au contraire l'accès à la domination et nous pouvons trouver bientôt les traces de leur influence dans l'organisation politique et économique de l'Empire ottoman.

En se substituant aux Vénitiens, aux Génois et aux autres négociants qui, jusqu'à la fin du **XV^e** siècle, avaient dominé le commerce dans la Mer Noire, la Sublime Porte réserva indirectement à ses citoyens les avantages dont les levantins les avaient exclus.

A partir de la prise de Constantinople, la Sublime Porte ne put donc faire autrement que de s'imposer comme seul bénéficiaire d'une situation géographique prédestinée.

Pour mettre d'accord les ambitions de domination avec les réalités économiques, la puissance turque imposa aux peuples qui dépendaient de la voie maritime de la Mer Noire ses conditions. Ceci fut d'autant plus aisé que l'Empire ottoman poursuivit son ascension à tel point que 50 ans seulement après que la *Mare Clausum* turque eût été un fait accompli, les armées de Soliman II avaient gagné la bataille de

Mohacs (1526) et Vienne, la capitale des Habsbourg, était menacée. Sous de tels auspices, il fut facile à la puissance dominante d'imposer aux Voévodats moldo-valaques un régime de circulation pour ses produits, dont Constantinople n'avait pas cessé d'avoir besoin et dont les Voévodats avaient été déjà les pourvoyeurs de tous temps.

Les Voévodes de Valachie avaient déjà accepté sous Michel l'Ancien, de payer à la Sublime Porte un tribut, mais le traité conclu 70 ans plus tard entre Vlad V et le sultan Mohamed II, limite, dans son 7^e paragraphe, le droit de circulation des commerçants turcs dans le territoire du Voévodat : Interdiction leur fut faite de commercer sans une déclaration préalable d'identité ; le droit d'acheter et de vendre les marchandises ne leur fut accordé que pour le gros et dans les villes seulement, l'accès des campagnes leur étant interdit.

Fidèles à leurs méthodes d'expansion, les Turcs avaient créé le long des territoires nouvellement tributaires, des « rayahs ». Tandis que le reste du territoire était soumis uniquement à des prestations envers la Sublime Porte, les « rayahs » dépendaient directement de l'autorité ottomane. Ainsi, lorsque les armées turques avaient conquis des places fortes telles que Cetatea Alba, Giurgiu et autres, ils y installaient des garnisons et pour garantir, soi-disant, le ravitaillement de cette place forte, assujettissaient une bande parfois assez importante du territoire rural environnant.

Bientôt les places de Galatz et Braïla, Ismaïl et Kilia servirent de jalons à l'expansion économique turque. Constantinople avait besoin de céréales ; l'accès du territoire moldo-valaque était plus facile que celui des régions septentrionales de la Mer Noire. La domination turque n'avait pas pu les soumettre à sa volonté ; ils étaient en marge de la poussée turque vers l'Europe Centrale. Depuis la chute de Tana et de Caffa les greniers de la plaine du Don et du Dniepr perdirent leur importance. Par contre, nous retrouvons de plus en plus les traces de l'incorporation des Voévodats dans le système de ravitaillement de la capitale des Sultans.

Dans un traité que Pierre V Rares de Moldavie signa en 1529 avec Soliman II le Grand, les clauses concernant la

circulation des commerçants turcs dans les Voévodats laisse déjà déduire la part que ceux-ci voudront s'attribuer pour l'avenir.

Le traité entre Vasile Lupu et le sultan Mohamed IV exprime clairement les intentions de la Sublime Porte à l'égard du surplus exportable de produits agricoles dont les Voévodats disposaient (l'an 1684) :

« Le commerce de Moldavie sera ouvert à toutes les nations commerçantes, *cependant les Turcs auront la préférence* sur toute autre nation *pour l'achat des produits du pays* qu'il négocieront de gré à gré dans les ports de Galatz, d'Ismail et de Kilia ; mais ils ne pourront pénétrer plus avant dans l'intérieur du pays sans une permission expresse du Prince »¹.

Ainsi, la Turquie assurait déjà à ses ressortissants la préférence pour l'achat des produits indigènes ce qui correspond à l'institution du monopole de fait des exportations.

Les céréales de la plaine danubienne n'avaient pas cessé d'avoir leur débouché naturel dans les échelles danubiennes. Cependant, en réalité, les moyens de communications rendaient encore difficile leur écoulement et limitaient à une zone restreinte le territoire susceptible de graviter autour de ces débouchés.

Pour que cette préférence fût réelle, le commerce dans les échelles danubiennes, devenues « rayahs » ne fut permis qu'à des commerçants privilégiés les « *Capani* » ou « *Capanli* » gratifiés par la Sublime Porte des brevets les autorisant à rassembler et charger dans les ports du Danube des céréales qu'ils s'engageaient à acheminer sur Constantinople.

Les « capani » étaient en premier lieu autorisés à approvisionner la capitale, les exigences du ravitaillement de la métropole n'ayant fait qu'augmenter avec le siècle qui suivit le début de l'expansion de l'Empire ottoman. Dans les récits des voyageurs tels que Peyssonnel, Heyd et plus tard Urquhard nous retrouvons des observations qui

1. Collection Dimitrie A. Sturdza et Colesco, v. *Acte si Documente*, Bucarest, 1900, t. 1^{er}, p. 7.

coïncident et nous parlent des préoccupations de la Sublime Porte pour assurer aux habitants de la métropole les céréales à bon marché. Ce souci ne fut d'ailleurs que l'application d'un principe de gouvernement que les Bazaïeï avaient toujours défendu.

Les « capani » étaient le plus souvent des Grecs ou des Levantins. Des témoignages indirects nous portent à croire que les céréales danubiennes n'ont pas été employées par eux au seul ravitaillement de la métropole et que des réexpéditions vers l'Archipel ou même vers l'Adriatique ont fait l'objet de transactions fréquentes¹.

Par ailleurs les exigences des armées turques cantonnées ou de passage dans les Voévodats ne cessaient guère de diminuer les disponibilités en céréales qui auraient pu trouver un débouché extérieur.

Parmi les « firman » turcs conservés à l'Académie Roumaine il s'en trouve un, adressé le 28 djumazi-ul-akir 967 (février 1560) au Voévod de Moldavie — en l'espèce Alexandru Lapusneanu — par lequel le Divan Impérial lui ordonne : « ...de procurer en Moldavie des grains en quantité suffisante et d'en faire expédier à l'endroit désigné, par l'intermédiaire de leurs propriétaires, afin que tant les musulmans que les constructeurs en achètent moyennant argent².

Les producteurs de céréales étaient donc obligés de se plier à la requête de la Sublime Porte, de pourvoir, dans des

1. La lettre d'un noble roumain, le Ban Mihalcea, adressée de Raguse, le 30 juin 1583 à Mario Adorno, sœur de Catherine, princesse-mère de Valachie, au couvent de Saint-Mathieu à Murano, contient à ce sujet un témoignage intéressant. Le Ban Mihalcea avait été mandé par son souverain, à Raguse, pour sauver l'avoir que ce prince avait confié à un nommé Secondo di Lucari associé de la maison de commerce de Raguse en faillite, qui avait eu une branche à Silistria. Sur le verso de ladite lettre conservée à l'Académie Roumaine, se trouve un compte concernant une affaire de blé. Les mots « formento monta ducati 178 » et plus loin « formento stera sette, mancho lire 8... » (conf. Eudoxiu Hurmuzaki : Documente, Bucarest, 1915, vol. XIV, p. 63) notés sur cette lettre qui se réfère aux ventes de marchandises que Lucari aurait faites pour le compte du Prince, nous laisse supposer que dans le gallion chargé par Lucari se trouvait aussi une cargaison de blé du Danube.

Des transactions de cette nature n'ont pas été cependant caractérisées par une continuité souhaitable, la situation politique dans les Voévodats, le mépris des puissants de Constantinople pour l'ordre et pour le droit s'opposaient à une existence prolongée d'un commerce de ce genre.

2. Dumitru Z. Furnica : Documente privitoare la Comerțul Românesc, Bucarest, 1931, p. 5.

conditions, que le Voévod avait à établir, au ravitaillement des « rayahs » ou des entreprises musulmanes.

Le commerce de céréales trouva pourtant des moyens de s'affirmer. Si les échanges avec les villes transcarpathiques, échanges sur lesquels nous avons déjà insisté, laissent apparaître une prédominance marquée du commerce des bestiaux, il n'est pas moins vrai que Constantinople ne cessa guère de drainer des quantités importantes de produits de la terre. Il est d'ailleurs naturel que la Transylvanie qui n'était point destinée à l'approvisionnement à l'intérieur en grains, fut plutôt un client pour les bestiaux de Roumanie, car sa propre production céréalière lui permettait souvent de pourvoir aux besoins de certaines régions déficitaires des Voévodats géographiquement mieux placées pour s'approvisionner en grains au-delà de la montagne¹.

Les nombreux documents témoignant de la vente de « farine de luxe » de Brasov à la cour de Lapusneano² aussi bien qu'à celle des Voévodes de Valachie ainsi que des envois de blé en Roumanie, n'infirmement nullement l'existence du commerce de grains à destination de Constantinople. Les intérêts communs qui renouaient si étroitement l'action des maîtres de Constantinople à celle des Voévodes moldo-valaques, surtout en ce qui concerne l'exploitation de ces pays, sont la preuve la plus sûre de l'existence d'une exportation de céréales. Les « capani » privilégiés étaient trop intéressés à ce que les fournitures de céréales se fissent.

La prospérité de l'Empire ottoman se reflétait aussi sur les Voévodats et sous l'impulsion de l'apogée de l'Islam, le commerce de céréales était préservé des flagrants abus qui devaient le caractériser plus tard.

Il est d'ailleurs possible que le régime agraire institué par Michel le Brave et qui probablement a affaibli la capacité de production des pays, ait provoqué de la part de Constantinople une réaction que nous pouvons constater par l'augmentation des exigences turques. Par ailleurs, les exploits guerriers sans borne imposaient, à la puissance

1. Hurmuzaki, *Documente*, op. cit., vol. II, t. 3, p. 881.

2. Hurmuzaki, *ibid.*, vol. XVI, Bucarest, 1912, p. 15.

suzeraine, des mesures de défense contre ses ennemis au Nord et à l'Est, qui indirectement se répercutèrent sur les Voévodats. Les prestations en nature exigées par la Sublime Porte ne cessaient de croître, au XVII^e siècle.

A l'occasion de leur campagne en Ukraine, les Turcs ordonnent au Prince de Valachie « d'apprêter quelque mille chariots chargés d'orge, de farine et d'autres vivres »¹. Les exigences des armées turques étaient lourdes à en juger d'après le récit de ce document expédié de Varsovie, datant du 20 avril 1672, publié par le savant roumain Nerva Hodos. Il y est fait mention du fait que « le Prince de Valachie aurait reçu ordre de fournir 70 mille sacs d'orge pour les chevaux du Grand Seigneur et 50 mille sacs de froment »².

Or, toutes ces fournitures étaient à imputer aux tributs dus à la Sublime Porte. Y avait-il encore moyen de satisfaire aux exigences des « capanli » ? La situation politique ne put qu'annoncer le déclin d'une activité économique, même sporadique, et les conditions d'un commerce de céréales seront, en effet, de moins en moins encourageantes pour la période qui nous sépare de la libération définitive des chaînes et des entraves imposées au négoce par le règne des privilèges turcs.

Les Turcs avaient aussi changé de méthodes à l'égard des pays danubiens. Au début de leur domination, les producteurs y pouvaient encore attendre le paiement des céréales vendues au « capanli » ; car, même si le prix qu'ils obtenaient ne correspondait pas toujours aux lois de l'offre et de la demande, ils se voyaient accorder une contrevaletur raisonnable de leurs produits. Constantinople de même qu'Athènes du temps de Démosthène, était de plus en plus dépendante des fournitures de blé et de céréales fourragères du Danube et du littoral septentrional de la Mer Noire. Le ravitaillement de la métropole ottomane eut réellement périclité si les céréales des provinces vassales n'étaient pas arrivées.

1. N. Jorga, *Istoria Comerțului Românesc*, t. 1^{er}, p. 177.

2. Hurmuzaki, *Documente*, vol. XVI, p. 17.

*
* *

Nous connaissons les formes extérieures que revêt, pendant l'époque qui précède le déclin de l'Empire ottoman, le commerce de céréales. L'idée maîtresse de ce régime de privilèges et de monopoles se retrouve dans la forme générale de la vie économique à cette époque. Les privilèges et les monopoles n'étaient nullement l'apanage de la domination turque. La vie économique des pays plus avancés et se réclamant d'une plus haute civilisation reposait aussi sur le principe des avantages et des préférences. La lutte des « mercantilistes » anglais, les idées de liberté sociale et économique d'un Quesnay, de Montesquieu, et avant eux de Montchrétien ou d'Antonio Serra ne sont elles par les dignes précurseurs de cette conscience de la libre sélection dans l'ordre économique qui portera plus tard le monde à un si bel épanouissement de ses ressources ?

John Nickolls publia en 1752 à Londres une étude critique intitulée : « *Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne par rapport au commerce et aux autres sources de la Puissance des Etats* ».

Nous avons eu la chance de trouver, par un heureux hasard, la traduction française de cet ouvrage publiée en 1754 à Leyde¹. L'intérêt extraordinaire de son contenu ne peut être révélé qu'en publiant *in extenso* un chapitre sur les Monopoles du commerce et sur les privilèges, publication dépassant certainement l'intérêt limité de nos recherches, mais susceptible d'inciter à de plus hautes pensées, capables de nos jours de provoquer de nouvelles méditations sur les mesures que les gouvernements n'hésitent pas à prendre dans l'espoir de surmonter la crise.

Dans un chapitre traitant des « Monopoles dans le Commerce Extérieur » Nickolls pose le problème des Compagnies privilégiées telles que le XVII^e et le XVIII^e siècles en connurent.

Ce témoignage de l'époque revêt, en dehors de la saveur

1. Nous avons reproduit en annexe quelques passages d'un intérêt particulier contenus dans l'ouvrage de John Nickolls.

de sa vive critique, toute d'actualité, un caractère dont nous ne voudrions pas manquer de souligner l'importance. Il nous fait concevoir combien ces Compagnies ont nui au libre épanouissement du commerce mondial et nous font penser à certains aspects de notre économie moderne, étrangement identique, quant aux phénomènes qui font l'objet de la critique de John Nickolls.

La Compagnie des Indes Orientales, la Compagnie Royale d'Afrique, la Compagnie du Levant ou de Turquie sont des compagnies privilégiées qui servirent, si non d'exemple, au moins de justification à l'existence de semblables organismes dans l'Empire ottoman.

L'Angleterre, la Hollande, l'Espagne ont-elles fait autre chose que de réserver, à certaines catégories de privilégiés, les monopoles du commerce pour des produits donnés. Il n'y a aucun doute, sur le fait, que le développement de forces engendré par ces privilèges fut du même genre que ce qui apparaît dans les relations entre les principautés et l'Empire ottoman. — Si les circonstances politiques diffèrent, les méthodes économiques ont été les mêmes, et c'est ce point qui nous intéresse le plus.

Le commerce encore figé dans des idées qui, au fond, ne diffèrent point de celles qui animèrent les « mahone » génoises, était entre les mains d'une caste privilégiée, à l'abri des convoitises des masses qui se trouvaient pourtant gravement et constamment lésées.

En Angleterre, en France, en Allemagne la lutte contre les privilèges économiques remplit, peut-on dire, le XVIII^e siècle entier et amena finalement l'abolition de l'ordre rigide qui empêcha longtemps l'avènement d'un libéralisme économique¹. Les mesures de défense et de sauvegarde, d'un ordre acquis, qui caractérisent toute l'économie de la fin du XVIII^e siècle et, avec elle, les abus auxquels elle donna naissance, ne sont que les dernières palpitations d'un régime en déclin.

En dénonçant, par exemple, les excès de pouvoir auxquels s'adonnaient les marchands de cotonnades de Londres, bénéficiaires par le truchement de la « Compagnie Royale »,

1. Voir Gina Lombroso, *La rançon du machinisme*, Paris, 1930.

des privilèges de commerce avec les Indes, John Nickolls¹ prédit à ses contemporains le déclin nécessaire de ce système.

Ainsi, les Turcs ne firent qu'appliquer des méthodes que l'Occident pratiquait déjà depuis le début du XVII^e siècle. L'existence des monopoles fut pourtant dénaturé par les abus qui ne tardèrent pas à se produire. Les achats de gré à gré, ainsi qu'en font mention les traités avec la Sublime Porte, firent place au régime des fournitures forcées.

Les Turcs ne se contentaient plus d'acheter les grains dans les ports danubiens par le truchement des « capanli », mais adoptèrent de plus en plus le système des réquisitions, et des fournitures obligatoires. Imputables tantôt aux tributs dus, tantôt considérées comme subsides de guerre, celles-ci aboutirent, finalement, à l'établissement d'un système de prestations en nature, faisant partie intégrante des engagements, que tout prétendant au trône de l'une des principautés danubiennes avait à prendre.

Le « zaharé » devint ainsi un tribut en nature annuel, dû par les Voévodats à la Sublime Porte et il est évident que la fixation de ce « zaharé » ne tarda pas à donner lieu aux abus les plus indignes.

Le ravitaillement de l'Empire ottoman était fondé sur les arrivages des blés et des céréales pontiques et danubiennes. L'expansion russe vers le littoral de la Mer Noire et la conquête de la Crimée et du territoire entourant la mer d'Azov rendait le ravitaillement de Constantinople plus dépendant encore des fournitures du Danube.

1. Nickolls ignorait en 1752 l'évolution que prendrait le commerce des Indes trente ans plus tard. Baines nous fait, dans son *History of the cotton manufacture in Great Britain* (éd. Fischer, London, p. 110) le récit de ce développement. Les cotonnades des Indes, ajustées ainsi au goût des consommateurs continentaux, trouvèrent un débouché toujours croissant. L'Angleterre seule en augmenta leur importation depuis 1720, année pour laquelle Baines cite un chiffre de 16.200 livres sterling contre 1.101.475 livres sterling pour 1787.

Seulement, en 1787, le Parlement vota « une loi unique monopolisant le commerce du coton brut de l'Inde et augmentant la taxe d'importation de 75 % *ad valorem* sur les mousselines imprimées indiennes ». La fabrication des cotonnades aux Indes fut anéantie et l'Angleterre prit sa place. La valeur des cotonnades anglaises exportées, passa de 360.000 livres sterling en 1780 et 1.101.457 livres sterling en 1787 et à 5.416.501 en 1800.

Cette parenthèse nous semblait utile pour fixer d'ores et déjà, dans notre esprit, les méthodes qui aboutirent plus tard à l'industrialisation de l'Europe.

Les exigences du pouvoir ne tardèrent pas à ruiner la classe des producteurs agricoles. Nous reparlerons plus amplement des phénomènes qui se rattachent à cet état de choses.

Le « zaharé » finit par faire disparaître dans le pays toute production excédentaire de céréales et les exemples sur lesquels nous nous étendons plus loin et qui, nous montrent des Voévods tenus de conclure leurs achats de céréales dans le Banat et en Pologne, pour subvenir aux exigences d'Istamboul, prouvent à quelle impasse menèrent ces abus déchaînés.

Peyssonnel, qui visita ces régions vers 1760, nous décrit amplement l'importance des échelles de Mangalia, Baltchik et Kiustendge du point de vue céréaliier et insiste particulièrement sur leur rôle vis-à-vis du ravitaillement de la capitale ottomane. Ces ports, qui étaient avec le territoire entier de la Bulgarie, sous l'autorité de la Sublime Porte, font partie intégrante de l'Empire et subirent par conséquent les rigueurs des prohibitions décrétées par le Divan impérial. La production céréalière dans les confins de l'Empire était exclusivement réservée au ravitaillement du pays et plus particulièrement de Constantinople.

En faisant le dénombrement des produits du Vilayet du Danube, Peyssonnel¹, insiste sur l'excédent de grains que ce vilayet fournit à la capitale.

Les produits qui font l'objet des exportations des ports valaques et moldaves vers Constantinople, dont ce voyageur nous parle, sont : la cire, le miel, le cuir, le beurre, le suif, le lin et le chanvre, les pelleteries, le tabac, le sel. Quant aux grains, il juge les disponibilités « inépuisables ». Il cite en plus pour la Moldavie, le bois et les exportations de bestiaux et moutons, qu'il dit être fournis, en Pologne, Prusse, Allemagne, Venise et Turquie.

Il y a donc contradiction entre les sources historiques d'ordre politique telles que traités, firmans et autres documents et ce récit d'un voyageur qui, sans doute, s'est

1. Charles de Peyssonnel : *Observations historiques et géographiques sur les peuples barbares qui ont habité les bords du Danube et du Pont Euxin.*, Paris, 1765, pp. 147. s.

attaché à établir un témoignage scrupuleux. La vérité nous semble être dans un juste milieu.



Les récoltes dans les Voévodats ont été jadis soumises encore plus qu'aujourd'hui aux hasards de la nature. Les « zaharé » étaient fixés d'après les besoins et les caprices des puissants de Tarigrad. Il y eut sans doute des époques où les fournitures étaient impossibles et qui firent lourdement peser leur fardeau sur la production du pays. Par ailleurs, la plaine danubienne n'a pas dû beaucoup changer d'aspect du point de vue climatique. Une bonne année aura sans doute justifié les appréciations de Peyssonnel, car, malgré les méthodes de culture plus que superficielles et le fait que neuf dixièmes de terres cultivables se trouvaient en friche, la plaine danubienne était tout de même fertile et capable de fournir des récoltes abondantes.

Ainsi, malgré le régime vexatoire auquel étaient exposés les Voévodats, surtout à partir du XVIII^e siècle, les plaines du Danube produisaient encore pour l'exportation. L'Empire Ottoman en déclin, menacé par la Monarchie Austro-Hongroise aussi bien que par l'Empire de Russie, ne put que s'acharner toujours davantage à s'assurer les arrivages de grains danubiens. Les firmans et les Hati-Cherifs émanant de la Sublime Porte en témoignent ¹.

Or, c'est à la suite des abus répétés des préposés turcs que les Voévodats ne donnaient plus les quantités de céréales que réclamait Constantinople. Les réquisitions sans nombre auxquelles tout Pacha, Beg ou dignitaire turc pou-

1. Le Hati Cherif du 15 Chéval de l'an 1188 de l'Hégire (4 nov. 1774) qu'adresse le Divan Impérial à Grigore Ghica Vv, Prince de Moldavie, décrit la Moldavie comme étant le grenier de l'Empire. — « *Moldova fiind că este cheler a împăratii mele* » et fait mention des exigences de la Sublime Porte : Le « zaharé » de Moldavie, aussi bien que celui de la « Tara Românească » devrait s'effectuer en grandes masses, *multime de roduri*, et les « Reis » les capitaines des navires des « capanli » qui attendront dans les « rayah » payeront les céréales au prix courant.

Le même Hati-Cherif dit plus loin : Le fait que le « moukaisseh », prestation proportionnelle, eût été augmenté, ne devrait pas entraîner les paysans à la paresse et à cesser d'emblaver les terres, ou bien à cacher le « zaharé » pour que les habitants de « mon heureuse cité » — « *norocita mea cetate* » — ne soient pas exposés, à la famine. (Voir Acte si Documente. Academia Romana. Vol. I p. 143, suiv., Bucarest, 1900).

vait se livrer dans les Voévodats, sans que la moindre résistance lui fut opposée, les mille et une manières dont s'ingéniaient les turcs pour frustrer les Voévodats de leur production ont logiquement amené la résistance passive, ce refus latent, qui fait l'objet des documents impériaux.

Les « capanli » dans les « rayahs » étaient les premiers à ne pas approuver les réquisitions de céréales à l'intérieur. Leurs intérêts étaient plutôt que les « zaharé » se fissent régulièrement et par leur intermédiaire. Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que nous nous trouvons vers la fin du XVIII^e siècle à l'aube de profonds bouleversements dans l'économie de ces pays¹.

La Turquie est en proie à des difficultés croissantes, pour s'assurer la fourniture des céréales utiles. Le régime du « zaharé » appliqué abusivement aux Voévodats reste en fait illusoire dans ses effets. Les fournitures diminuent de plus en plus². Derechef la Sublime Porte tenta de s'assurer, au moins, l'accès de ses commerçants dans les ports céréaliers nouvellement incorporés dans l'Empire russe³. Elle avait d'ailleurs été contrainte de tolérer le passage des céréales russes par les Détroits⁴ et ceci avec exonération de tous droits de passage ou autres. Les céréales roumai-

1. Le traité de Koutchiouk-Kaénardji (10 juillet 1764) représente dans l'histoire du commerce danubien une étape décisive par l'intervention directe des Romanov dans la vie économique et politique du Pont-Euxin. La Mer Noire cesse d'être « Mare Clausum » turque : « *La Sublime Porte accorde aux vaisseaux marchands russes, nommément tels que ceux qu'emploient partout pour le commerce et dans les ports les autres puissances, un libre passage de la Mer Noire dans la Mer Blanche...* » En même temps la Russie s'assure les mêmes avantages que réservent « les capitulations » à la France et à l'Angleterre et obtient l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée (voir Acte si Documente, p. 131).

2. Parant, vice-consul de France écrit le 13 juin 1798 dans une note sur la situation économique de la Moldavie : « ... la Moldavie est un des greniers indispensables de Constantinople, surtout depuis que la Crimée a passé sous la domination chrétienne (russe). (Voir Hurmuzaki, *op. cit.*, suppl. I^{er}, vol. III, p. 523, Bucarest, 1889).

3. Traité de Commerce entre la Sublime Porte et l'Empire de Russie signé à Constantinople le 21 juin 1783.

Art. XXXVI. En réciprocité de ces engagements, la Cour Impériale de Russie permet à ses sujets (de la Sublime Porte N.A.) d'acheter dans les ports de la Russie situés sur la Mer Noire à un prix libre, du blé... et de le transporter à Constantinople (voir Acte si Documente, p. 177).

4. *Ibid.*, art. XXXV..., les vaisseaux, chargés de vivres pour être exportés de la Russie dans d'autres États qui ne sont pas soumis à la Sublime Porte pourront passer librement par le canal de Constantinople.

5. *Ibid.*, art. XXXI..., aucune douane ou droit de la cargaison... des bâtiments marchands russes... sera exigée.

nes devront pourtant attendre encore presque un demi-siècle avant d'y pouvoir passer aussi librement.

Entre temps, le régime qu'infligea la Sublime Porte aux principautés tributaires se fit des plus pesants, les prestations imputables au tribut dû, ne donnant que de trop faibles résultats. Ni le « zaharé » ni le « moukaïsseh » ne suffirent plus à combler les besoins de la « cité de félicité ».

Les événements, qui ont si profondément agité l'Occident au tournant du siècle, ne manquèrent pas de se répercuter aussi dans le Proche-Orient. L'ère napoléonienne jeta ses reflets sur la vie économique des Voévodats. La Turquie dut apporter au régime des prestations les allègements, au moins de forme, que la puissance « protectrice »¹ lui avait suggérés. Mais depuis 1783, Constantinople, et plus encore ses préposés ne manquèrent pas d'essayer d'extorquer le plus possible aux Voévodats. Un firman de la fin du mois de djumazi-ul akir de l'an 1217 de l'Hégire (l'an 1802 de notre ère) insiste particulièrement sur les fournitures que la Sublime Porte entend obtenir². Pourtant la contrainte des Turcs va cesser.

La capacité de production des Voévodats avait sensiblement fléchi, par suite d'une situation politique et économique lamentables³.

Pourtant des éléments tendant à rétablir la situation commencent à apparaître. Les commerçants allemands,

1. Depuis la paix de Koutchiouk-Kaénardji (1774) la Russie s'était réservé le droit d'intercéder en faveur des deux principautés.

2. *Firman* de 1802, art. 10. Des firmans régleront la quantité des provisions... de Valachie que cette province devra fournir à la Sublime Porte. art. 11. Ces firmans adressés aux boyards seront ouverts et lus publiquement dans le divan de Valachie. art. 12. L'on discutera conjointement avec les susdits boyards s'il est possible ou non à la province de satisfaire, en totalité ou en partie, les fournitures demandées. art. 14. Le prix des grains que l'on achètera sera payé par le Trésor public, argent comptant, au prix fixé chaque année à l'échelle d'Ibraïl. (Voir Acte si Documente, p. 254).

3. La région de Craiova, où la production est actuellement si excédentaire, était contrainte de se fournir au-delà des Carpathes. Au Musée de la Chambre de Commerce de Bucarest se trouve une correspondance très intéressante à ce sujet du 15 septembre 1800. Sous les auspices du gouverneur du district de Valcea, un commerçant de Sibiu informe son associé à Ramnic des prix du maïs dans ladite région et conclut à un prix de 7 lei anciens par 5 « ferdele », environ un hl. Le calcul du prix contenu dans ce document est des plus intéressants. (Voir Dum. Z. Furnica, *Documente, op. cit.*, p. 218).

anglais, autrichiens et français, établis dans ces pays, aspiraient à obtenir des privilèges de commerce¹. Nombreux étaient d'ailleurs les commerçants étrangers qui avaient la confiance des « Hospodors »².

Le rapport du Vice-Consul Parant constitue une description remarquable de la Moldavie. L'absence de commerçants de grand style, l'abandon des terres par les boyards, — phénomène survenu en Valachie surtout — les exigences de la puissance suzeraine sont très clairement exposés. Parant affirme que *le blé et toutes sortes de grains abondent en Moldavie*³. Nous sommes portés à donner une fois limitée à ces observations, le fléchissement de la production céréalière dans les Voévodats s'accroîtra par la suite, sous la pression des abus intérieurs auxquels elle est exposée. L'occupation russe remédiera peu à la situation économique du pays et même le régime des prestations envers la Sublime Porte aura encore son application, qui ne pourra pourtant plus employer les mêmes méthodes de contrainte.

L'annexion arbitraire de la Bessarabie par la Russie, en 1812 créa forcément une diminution de la capacité d'exportation des principautés et ceci d'autant plus que la Moldavie, dont elle faisait partie intégrante, était, ainsi que nous venons de le voir — la province la mieux administrée et la plus productive. Les Russes défendirent d'ailleurs aux boyards moldaves au-delà de Prut, d'exporter les produits de leurs terres⁴.

1. Les interventions des différents agents de France en faveur de la demande formulée par la maison Pellet et Hortolan désirant être admise dans le Commerce des « marchandises du crû » des Voévodats ont fait l'objet d'une volumineuse correspondance diplomatique (voir Hurmuzaki, *op. cit.*, Suppl. I, vol. III, p. 489 et suiv.).

2. Sainte Luce, Commissaire de la République parle dans un rapport adressé le 25 avril 1804 à Talleyrand des affaires de M. de Belleval, noble français, qui remplissait le rôle de ministre, secrétaire d'État des Affaires Étrangères auprès de Constantin Ypsilanti, Prince de Valachie, avec un nommé Thorton, établi à Bucarest : « Il s'est associé avec L. Sieur Thorton, négociant anglais et ils achètent toutes les laines et les graines d'Avignon du pays, qu'ils embarquent pour l'Angleterre à Galatz. Comme le Prince prend ces denrées par réquisition, le bénéfice qu'ils en retireront sera immense.

3. Note dressée le 26 Prairial, an VI de la République (13 juin 1798) par le Vice-Consul de la République Française à Jassy, en réponse et pour satisfaire à celle du Citoyen Consul Général dans les provinces turques situées au delà du Danube (Hurmuzaki, *op. cit.*, suppl. 1^{er}, vol. III, p. 513).

4. Nerva Hodos, *Correspondance Diplomatique*, vol. XVI, p. 974. For-

Aussi les Turcs concédèrent-ils aux pays danubiens le droit d'exporter et de vendre les produits de leurs terres *partout où ils voudront*, sans nul empêchement, à la seule condition que les fournitures destinées à la Sublime Porte soient assurées¹. Pourtant les abus étaient encore trop fréquents pour permettre un rétablissement du commerce². L'exposé des motifs précédant l'accord passé entre les principautés et la Sublime Porte et consigné dans le protocole de Péra de 1821³, est une preuve saisissante de la frustration que les principautés ne cessèrent de subir depuis le début du siècle. Sous la pression des plénipotentiaires russes, et cédant aux suggestions de Nesselrode, la Sublime Porte consentit à réglementer les quantités de grains qu'elle aurait le droit d'attendre des Voévodats. Les prestations annuelles furent limitées à la quantité, représentant la moyenne décennale, des fournitures faites par les principautés à la Turquie pendant la période 1812-1821. Des allègements et des garanties furent apportés à l'ancien régime des prestations, sans porter pourtant remède à une situation économique, que seule la liberté du commerce pourra rétablir. Les jacqueries de 1821 rendirent la situation encore plus difficile. Galatz était en plein déclin⁴.

netty, consul de France à Jassy à Maret, Jassy le 30 juillet 1813. « *Les Russes continuent à refuser l'exportation des produits des terres que les Moldaves restés en deçà du Prut possèdent au-delà.* »

1. Hurmuzaki, *op. cit.*, XVI, p. 384. — Convention relative aux Principautés, Bujoukdéré. 1818.

2. Le Comte Nesselrode écrit à ce sujet en mai 1818 au Baron Strogonov : « La liberté entière du commerce sera refusée, par le Ministre ottoman, à moins qu'il ne se voie absolument forcé à y donner la main. C'est surtout le règlement des fournitures qui est nécessaire pour couper court à une infinité d'abus » (Voir Nerva Hodos, *op. cit.*, pp. 386-387).

3. Le 22 mars 1820 eut lieu à Péra dans la maison de campagne du Reï-Effendi une conférence dans laquelle furent établies les conditions dans lesquelles les principautés auront à prester dorénavant les fournitures obligatoires, envers la Sublime Porte. Les délégués roumains prétendirent que la perte que subirent les principautés, par la moins valeur obtenue de la part des « capanli » ainsi que par les réquisitions forcées, s'élevait pour l'époque 1812-1819 à 33 millions de piastres (voir Nerva Hodos, *Documente, op. cit.*, pp. 487-489).

4. « Tancoigne, gérant du Consulat de France à Bucarest à Montmorency, Ministre, Paris. Note adressée de Bucarest, le 25 juin 1822 : *Il y venait souvent de Constantinople des bâtiments marchands, mais toujours sur leur lest. Ne trouvant rien à y charger, ils repartaient bientôt vide pour la Capitale. En général, le commerce est absolument nul dans les deux Principautés.* » (voir Hurmuzaki, *Documente, op. cit.*, vol. XVI, p. 1051).

L'activité de ce port avait presque complètement cessé. La Sublime Porte, incapable d'imposer de force le monopole des céréales à son profit, devait s'apprêter à consentir à leur abolition. La convention d'Ackerman signée le 7 octobre 1826 entre la Russie et la Turquie¹ et l'acte séparé d'Andrinople relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie mirent fin à un régime qui, dénaturé par la plus flagrante oppression d'un peuple, empêcha son redressement et son progrès.

Le 14 septembre 1829 le régime des Monopoles turcs avait cessé d'exister.

Les échelles danubiennes de la rive gauche telles que Braïla, Galatz, Giurgiu et d'autres, cessèrent d'être « rayah » turques. « La Sublime Porte animée du désir sincère d'accorder aux deux « principautés tout le bien-être.... et informée des abus et des vexations qui s'y commirent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un *abandon plein et entier de son Droit* à cet égard² » Tel fut le texte de la Convention.

1. A. D. Sturdza et Colesco, voir *Acte si Documente*, *op. cit.*, p. 315. Le Hâtichérif de 1802 ayant ordonné l'abolition des impôts, redevances et réquisitions depuis l'année 1198 de l'Hégire (1783) les hospodars avec les boyards des divans respectifs déterminèrent et fixèrent les impôts...

2. *Ibid.*, *Acte si Documente*, *op. cit.*, p. 327.

CHAPITRE III

LE RÉGIME AGRAIRE

1. Le Servage

Les déplacements continuels des débouchés des blés roumains, dans l'Antiquité, au Moyen Age et aux Temps Modernes, sont en grande partie déterminés par ce rythme cyclique, qui a attiré vers Byzance les céréales du Danube, pour les y faire consommer ou bien qui les a repoussées, lorsque ce marché se désintéressait de leur importation. La production agricole des pays danubiens a subi les conséquences de cette situation.

L'organisation sociale des Voévodats a également contribué à déterminer le développement du commerce des céréales danubiennes et nous pouvons affirmer que les oscillations que ce commerce accusa au cours des siècles, ont été marquées d'une façon décisive par l'organisation agraire qui fit vivre ou dépérir sa production. La puissante corrélation qui existe entre l'organisation de la propriété foncière rurale et la prospérité du commerce d'exportation des céréales, nous oblige à étudier les phénomènes se rattachant à l'évolution de cet ordre agraire.

Nous avons connu dans les Voévodats la grande propriété féodale régie par un système se rapprochant d'une véritable colonisation du sol roumain. Ce système assurait au boyard le revenu de ses terres par un régime relativement libéral et humain, en laissant la jouissance de deux tiers des terres aux exploitants et en leur imposant de cultiver le tiers restant au profit du propriétaire.

La petite économie individuelle ainsi sauvegardée, favorisa la culture et la production de céréales, dont l'écoulement servit à satisfaire aux exigences généralement assez réduites de ces petits producteurs agricoles. Les céréales récoltées servaient avant tout à subvenir aux besoins alimentaires des paysans qui vivaient de la consommation des produits de leurs champs.

Seulement la part de céréales due au boyard était surtout destinée à la vente et son importance était suffisante pour qu'on pût parler de l'existence de masses de céréales absorbées par le commerce. L'épanouissement de ce commerce, dont les artisans étaient d'une part les négociants génois et vénitiens de Kilia et Cetatea Alba et d'autre part les boyards grands propriétaires nous prouve l'importance du grenier danubien.

Toutefois l'ordre agraire dans les Voévodats évolua vers la disparition de la petite paysannerie productive en même temps que consommatrice. Un des grands chambellans du XVI^e siècle, possédait à lui seul 128 propriétés. Nous retrouvons ainsi vers le XVI^e et le XVII^e siècles, la production agricole concentrée et devenue l'apanage d'une petite minorité de propriétaires. Le fait que le régime politique ne permettait pas à cette minorité de grands producteurs de disposer à leur gré, du produit de leurs récoltes, ne change rien à l'existence de ces fortes masses de céréales, donc à l'existence du facteur essentiel du commerce.

Le monopole turc des céréales d'un côté et la tragique désagrégation des Voévodats, dont les destins se trouvaient entre les mains des ploutocrates du Phanar, qui s'assuraient la possession du trône dans les Voévodats à coups de ducat et que les pays supportèrent pendant plus d'un siècle (1711-1821), anéantit toutes les conséquences favorables que la fusion des grands domaines aurait pu faire naître.

Le paysan, esclave dépouillé de tous ses droits et exploité à merci, refusait simplement de fournir le travail demandé. L'exode que la Valachie connut vers le milieu du XVIII^e siècle fut la conséquence directe de cette situation. Entre 1741 et 1776 la population valaque diminua de plus de 70.000 familles et dix ans plus tard le recensement accu-

sait une population de 35.000 familles seulement pour un territoire qui, en 1741, en comptait 147.000¹.

Le Général de Baur, dans ses « *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie* », évalue à 15.000 le nombre des familles qui auraient émigré du seul district de Dolj. Nous avons vu, dans les chapitres précédents, les fonctions économiques de la classe paysanne dans les Voévodats et, il s'est dégagé de notre étude, une conception nette de son rôle économique. Le paysan était avec sa famille un capital productif, une richesse, une rente assurée pour le propriétaire de la terre. En effet, la main d'œuvre paysanne constituait pour le seigneur le principal revenu et elle aurait dû profiter de tous les ménagements que tout capital productif exige. L'exode de cette main d'œuvre entraîna donc pour le seigneur une perte de capital, donc une disparition de richesse.

Combien édifiants deviennent les édits des « divans » et des assemblées tendant à remédier à ces perturbations intolérables pour le maintien de l'édifice économique entier dans les Voévodats.

Ni les luttes qui ont abouti à l'émancipation de la classe paysanne (5 août 1746), ni les « *urbarium* » de Constantin Mavrocordat, de Charles et Grégoire Ghica en Valachie, ou bien ceux des princes Morouzi et Caragea en Moldavie ne déterminèrent la stabilisation de l'ordre agraire dans les Voévodats.

Il s'agissait de trouver la solution favorable qui empêcherait l'évasion de la main d'œuvre. Car l'émancipation était au fond limitée et annihilée dans ses effets par des formules ambiguës qui avaient pour résultat pratique de soumettre encore à l'approbation des autorités, l'exercice d'un droit qui aurait pu rendre aux paysans le pouvoir de libre migration.

Le chrysobule de Grégoire Ghica (1^{er} janvier 1766), ce prince humain et éclairé qui paya de sa vie l'action généreuse qu'il entreprit pour protéger la classe paysanne, ne put, pas plus que Charles Ghica, arrêter l'abandon de la terre par les paysans.

1. Le Général Baur, *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie*, p. 271, Francfort, 1778, in-8°.

« En 1768, la Valachie était à peu près déserte, et menacé par la Sublime Porte, Charles Ghica réussit, à force de promesses, à faire revenir les émigrés... » En 1775 dix mille paysans abandonnent la charrue et errent à travers le pays »¹.

Cette résistance passive, cette réaction qui se manifestait malgré l'impuissance complète à laquelle les paysans étaient réduits, doit être considérée comme une protestation contre l'organisation agraire. Les excès favorisés par cette organisation avaient abouti à l'inertie presque complète de la classe paysanne qui avait renoncé à toute ambition de mieux être et dont l'indifférence arriva à un état de prostration économique sur lequel nous devons insister.

Le moyen principal de production, la terre, était réparti entre un nombre restreint de bénéficiaires.

Les domaines seigneuriaux couvraient, en effet, des étendues qui n'avaient leur égal que dans la vaste steppe russe et qui en Europe occidentale n'ont jamais existé. Mais même parmi la classe des boyards, un processus d'élimination et une fusion continuelle des terres avaient réduit un grand nombre de boyards à la moyenne propriété de sorte que, au début du XIX^e siècle, sur un nombre de 4.000 boyards et congrégations ecclésiastiques, 500 seulement détenaient dans les Voévodats les quatre cinquièmes de la terre, dont une part très importante revenait à l'Eglise².

Les répercussions de cet état de choses sur la production des céréales se manifestent aussi par un autre aspect de la situation agraire.

Les grandes propriétés dont les seigneurs avaient seuls l'absolue gestion ne constituaient pas du tout un patrimoine familial dont la possession s'était perpétuée à travers les siècles de père en fils. L'institution d'un ordre de « fideïcomis » ne maintient pas ces grandes propriétés entre les mains d'une noblesse autochtone. L'usure qui

1. Nicolae Balcesco, *Questions économiques des Principautés danubiennes, Acte si Legiuri privitoare la chestia târânescă*, Bucarest, 1908, Seria, I, p. 61.

2. Jon Ghica, « Dernière occupation des Principautés danubiennes par la Russie, Paris 1853, voir *Acte et Legiuri*, op. cit., p. 138.

rongeait depuis la fin du XVII^e siècle la noblesse roumaine, l'influence de l'hétérie grecque toujours plus puissante, eurent les conséquences les plus destructives sur le maintien du patrimoine agricole entre les mains des boyards du pays. Dans sa brochure publiée en 1853, traitant de « *La dernière occupation des principautés danubiennes par la Russie* », Ion Ghica, boyard lui-même, fait la critique de cette occupation¹. L'aristocratie née à l'origine par la grâce du Voévode, offrant une récompense à ses guerriers pour les services rendus, s'était éteinte par suite des guerres sans nombre dont pâtirent les Voévodats pendant les trois premiers siècles de leur existence politique. Les princes phanariotes régnant depuis le XVIII^e siècle ont fait le reste pour ruiner complètement la noblesse du pays.

Ils avaient élevé à sa place une autre catégorie de boyards d'origine grecque ou levantine, étrangers dont la présence dans les Voévodats était très sporadique.

« *En Valachie sur trente familles dans lesquelles on trouve des grands boyards, il y en a 19 qui datent de plus de vingt ans* ». Si je faisais le dénombrement des grands boyards moldaves, écrit Ion Ghica, à peine si l'on pourrait trouver une famille sur dix qui soit antérieure à Jean Stourdza (1828)².

Ce fut une véritable mobilisation de la propriété agricole. L'esprit phénicien, qui s'était opposé à la conservation de la terre dans le cadre familial des Pélasges, fit à nouveau preuve de sa pérennité. Le mercantilisme grec avait conquis la grande propriété agricole dans les Voévodats. La terre devait donc donner des revenus. C'était là une nécessité capitale. Ni la décadence, ni les troubles sociaux ne pouvaient écarter ces boyards de fraîche date de leur but unique ; la consolidation de leur situation pécuniaire et politique par l'instauration d'un régime agraire abusif et exténuant les forces productives du pays. A. G. Golescu³ exagère sans doute en nous disant : « la terre, transformée en désert se vendait souvent à raison de quelques sacs de haricots pour plusieurs centaines d'hectares », cependant,

1. Ion Ghica, *op. cit.* p. 127.

2. *Ibid.*, p. 139.

3. A.-G. Golescu, *De l'abolition du servage dans les principautés danubiennes, Acte si Legiuri*, *op. cit.*, 169 et suiv.

il faut reconnaître que la terre avait atteint un prix dérisoire au cours de cette époque de dépression. Nicolae Balcesco nous dépeint à la fois deux phénomènes corrélatifs en nous indiquant dans son ouvrage « *Question Economique des Principautés Danubiennes* »¹, que le prix moyen des terres, dont la culture était assurée par des paysans serfs, était de 96 piastres par pogon. Ce prix équivaut à 72 francs or par hectare et le revenu par hectare était de 16,50 francs or. A la même époque, d'après M. d'Avenel², le prix d'un hectare de terres labourables en France était de 764 francs or.

Les terres non exploitées ne valaient évidemment dans les Voévodats que le cinquième et même moins du prix des terres cultivées, soit moins de 15 francs par hectare et l'étendue des terres non cultivées avait sensiblement augmenté à cause du système agraire absolument intolérable pour la classe moyenne.

• Cet état de choses à une époque de perturbations sociales devait avoir son contre-coup dans les pays danubiens et nous croyons pouvoir attribuer à l'évolution sociale des dernières années du XVIII^e siècle le développement que prit par la suite l'organisation agraire des Voévodats. Nous ne devons pas oublier le taux excessif des redevances dues par les paysans aux seigneurs propriétaires ni les caractéristiques du système d'exploitation en vigueur au début du siècle dernier. Les paysans étaient tenus à des corvées et à des prestations multiples. L'existence de ces paysans sur les grands domaines était en elle-même une source de revenus et le bénéfice que le propriétaire tirait de ce fait représentait un intérêt nettement supérieur à 30 % du capital.

Ainsi, même à une époque de forte dépression économique, nous constatons que le grand propriétaire terrien dispose d'un important revenu de la terre exploitée à l'aide d'une main d'œuvre servile et qu'il prélève en outre une dîme en nature qui ne cesse de représenter effectivement presque la moitié de la production du paysan.

1. Nicolae Bălcescu, *op. cit.*, p. 74.

2. D'Avenel, *La fortune privée à travers les âges*, Paris, 1882, p. 171



A la fin du règne des Phanariotes la population de la Valachie était estimée à 600.000 habitants¹. Si nous adoptons la proportion de deux pour un, qu'on applique en général aux populations respectives de la Moldavie et de la Valachie, nous pouvons estimer, pour l'année 1815 que la population totale des Voévodats était de 1 million d'âmes environ.

80 % de la population étaient des cultivateurs et le nombre de citadins n'excédait guère 80.000 âmes. Cette population occupait un territoire de 5.727 lieus carrées, soit 100.000 kilomètres carrés. La Dobrogea n'était pas encore territoire roumain et les rectifications de frontière n'ont porté qu'en 1878 la superficie de l'ancien royaume à 131.357 kilomètres carrés.

Dans son chapitre « Notions Statistiques »², qui se réfère à la situation des principautés vers l'an 1850, Ion Ghica a recueilli quelques chiffres qui seront de la plus grande utilité pour nos recherches. Même si ces chiffres comportent quelques exagérations, ils peuvent néanmoins servir de point de comparaison et nous permettre de comprendre l'essor immense que prit la Roumanie agricole depuis le début du XVIII^e siècle. Nous pourrions ainsi apprécier le développement du commerce de céréales qui fut la conséquence de cet essor.

Sur cette superficie d'environ 10 millions d'ha, 3.7 millions étaient cultivés. La production moyenne était de :

4.500.000 hl. de blé,

6.000.000 hl. de maïs,

et 2.500.000 hl. de céréales et tubercules divers.

La valeur de cette production est estimée par Ghica à 230 millions de piastres, soit 85 millions de francs environ ce qui représente approximativement 23 francs par hectare.

Or, à la même époque en Angleterre, l'hectare de terre labourable rapportait en moyenne 441 francs³.

1. Commission Princièrè de la Roumanie, *Notice sur la Roumanie, principalement au point de vue de son économie rurale, industrielle et commerciale*, Paris, 1868, p. 93.

2. Jon Ghica, *op. cit.*, p. 128.

3. *Ibid.*, p. 129.

Nous relevons donc deux phénomènes caractéristiques pour l'économie agricole roumaine du milieu du XIX^e siècle : le pourcentage restreint des terres cultivées dans l'ensemble du territoire (35 % environ) ; le rendement réduit de la production.

En effet, les variations des prix indiqués par Ion Ghica méritent d'être retenues. Le prix du blé a varié dans les Voévodats de 1838 à 1853 entre 6 francs or et 50 francs or l'hectolitre et la moyenne annuelle peut être établie entre 12 et 28 francs par hectolitre d'après la distance qui séparait le lieu de production du Danube ou du port de chargement.

Les frais de production par hectare se chiffrent à l'époque dans le district de Jalomitza le long du Danube pour le blé, comme suit¹ :

Labour, ensemencement, hersage etc.	65 piastres = 22 frs or
Semence, 75 oca. env. 80 l.	42 — = 14 —
Moisson et transport à la ferme	30 — = 10 —
Battage	44 — = 15 —

Total : 181 piastre = 61 —

En prenant pour base de calcul un rendement moyen de 12 hectolitres par hectare, on peut fixer le prix de revient à 5 fr. 10 or environ par hectolitre de blé. A cette somme il faut ajouter encore l'intérêt du capital, les frais généraux de l'entreprise, les impôts etc...

Malgré les progrès que l'économie agricole avait fait au cours de cette époque antérieure au grand essor de la Roumanie indépendante, nous devons retenir ces chiffres comme point de départ et de comparaison pour l'évolution de la production agricole qui sera la base du commerce futur des céréales.

En 1853, en effet, la Roumanie n'avait pas encore acquis son indépendance économique et politique.

Pourtant le réveil de sa vie économique, entravée ou anéantie pendant des siècles, ne devait pas tarder à se manifester. Si nous comparons des pays — tels que l'Angleterre, la France, la Hollande, l'Autriche, la Prusse du

1. Ion Ghica *op. cit.*, p. 130.

XVIII^e siècle, avec la situation économique des Voévodats à la fin de ce même siècle, nous saisissons dans toute son ampleur le degré de détresse dans laquelle un siècle d'abus et d'excès avait plongé un peuple intelligent et appelé à un meilleur destin.

L'effervescence économique, sociale et politique que le XIX^e siècle engendra dans le monde entier, ne tarda pas à se manifester dans les Voévodats. A l'aube du siècle du « cheval-vapeur » le nouveau rythme que l'activité humaine devait emprunter, annonçait déjà une participation, une collaboration plus ample des principautés au commerce mondial. Les Autrichiens, les Anglais, les Français manifestèrent de plus en plus un intérêt pour les Voévodats. Leurs efforts pour réaliser l'expansion commerciale s'étaient portés en s'attribuant de nouveaux marchés sur l'Empire turc dont la capitale Stamboul gardait encore l'éclat des siècles passés. On ne pouvait plus ignorer les richesses inexploitées que les Voévodats recelaient.

L'Occident assoiffé de progrès et d'espace, en plein essor industriel et générateur incessant de développement et d'expansion, comprit le double intérêt que présentaient ces pays opprimés et maintenus dans un état de stagnation arbitraire.

La poussée des Voévodats vers l'Occident coïncida donc avec les efforts de cet Occident en quête de débouchés pour ses produits manufacturés ainsi que de fournisseurs de matières premières. Ces circonstances nouvelles favorisèrent l'évolution agricole qui est à l'origine de l'essor des céréales danubiennes dans le commerce international.

La circulation en vase-clos, que la domination turque déjà en décadence avait imposée aux Voévodats, avait provoqué l'anéantissement de toute initiative de développement et de progrès dans la production des céréales. Le déclin de la puissance privilégiée, les nouvelles possibilités ouvertes à l'écoulement des grains du Danube vers des débouchés naguère interdits, éveillèrent chez le producteur, désireux de profiter des perspectives commerciales qui s'offraient, un intérêt nouveau.

Cette pression venue de l'extérieur, jointe à une poussée vers la terre des masses paysannes déshéritées, détermina

en Roumanie, au cours du XIX^e siècle une série de réformes agraires, dont les premières datent de l'époque d'Alexandre Ypsilanti et de Tudor Vladimiresco (1821). Les paysans, en effet, maintes fois dépossédés de leurs terres, assoiffés de liberté et d'indépendance étaient las de l'oppression de seigneurs souvent étrangers au pays ou naturalisés de fraîche date. Les propriétaires en partie absentéistes connaissaient parfois fort mal la langue nationale. Ils n'étaient attachés à leurs propriétés que pour le bénéfice qu'ils en tiraient. Les cultivateurs les considéraient comme des intrus et convoitaient la possession d'un sol qu'ils considéraient comme leur.

La période de 1821 à 1864 est remplie de cette lutte pour la possession de la terre qui n'aura son aboutissement qu'au bout d'un siècle et il est caractéristique pour cette lutte qu'elle revêtît dès le début l'aspect d'un réveil du sentiment national.

L'influence qu'eut ce long combat sur l'épanouissement de la Roumanie agricole mérite toute notre attention. Si les injustices sociales qui accablaient le paysan depuis des siècles n'avaient pas été redressées, la production des céréales en Roumanie n'aurait jamais pu atteindre son plein développement.

L'époque que nous évoquons et qui se place à peu près entre deux événements économiques de première importance — l'ouverture des détroits à la navigation mondiale (1829) et la sécularisation des biens de l'Eglise dans les principautés (1863), — fut remplie de luttes opposant les classes l'une à l'autre, des dogmes libéraux aux privilèges acquis. L'enjeu était considérable. Il s'agissait de rendre à l'élément autochtone le droit au fruit de son travail. L'évolution ne se fit pas sans des retours à des mesures de profonde réaction. Le premier de ces retours en arrière fut le « Règlement organique » de 1831, œuvre de l'administration d'occupation russe. Il confirmait le rétablissement légal du servage que l'émancipation de 1746 avait supprimé d'une façon assez illusoire du reste. L'abîme qui séparait boyards et paysans ne fit que s'approfondir. Les boyards, en effet, défendaient en maintenant le servage, une source de leur richesse. L'exclamation en pleine

Assemblée Législative de ce boyard-député s'écriant en 1842 : « Le paysan est le capital du boyard »¹ nous donne une image vraie de la cause que la classe des grands propriétaires terriens cherchaient à défendre.

Par contre l'aspiration à la libre possession de la terre trouva des défenseurs chez les petits boyards dépossédés de leurs biens, ainsi que dans les rangs de la bourgeoisie.

La Révolution de 1848 fut, pour toutes les classes opprimées ou malheureuses de l'Europe une cause d'ardent espoir ; mais la lutte que soutenait le peuple roumain ne commença à porter ses fruits qu'après que fût réalisée l'unité politique des principautés.

Les Boyards conservateurs étaient d'autant plus âpres à défendre leurs privilèges, que les progrès de la civilisation de l'Europe avaient créé en eux des besoins nouveaux de jouissance et de luxe. Paysans et bourgeois espéraient, pour leur part, une amélioration de leur niveau de vie. Le conflit entre ces aspirations opposées aboutit à une victoire partielle des paysans. Kogalniceano fit voter le 11 décembre 1863, la « sécularisation » des biens de l'Eglise. Un quart presque de la totalité des terres cultivées put ainsi être distribué aux paysans². Comme l'Assemblée législative refusait de voter également les réformes agraires de Kogalniceanu, le prince régnant Alexandre Cuza, consentit à sa dissolution à la suite d'un plébiscite et en vertu des pouvoirs obtenus le 14 août 1864 par 683.928 voix contre 1.307, il promulgua un décret rendant applicable la loi rurale de 1864.

Pour comprendre la valeur du statut agraire instauré par la loi du 14 août 1864, et pour concevoir sa portée quant à l'économie nationale roumaine, il faut s'efforcer de considérer dans son ensemble l'élan productif qui s'était emparé du pays et se rémémorer la place et le rôle qui revenaient aux régions du Bas-Danube dans le ravitaillement d'un continent en rapide progression, soucieux de la création de nouvelles ressources de subsistance et animé de ce désir d'expansion et de prospérité qu'une nouvelle civilisation lui avait inspiré.

1. Nicolae Balcesco, *op. cit.*, p. 91.

2. *Notice de la Roumanie*, *op. cit.*, p. 28. L'étendue des terres sécularisées et qui fut attribuée à l'État s'éleva à env. 2,5 millions de ha.

En effet, la soif de liberté, les aspirations de la classe paysanne attachée à acquérir des terres, ont eu pour origine une évolution économique préalable qui devait nécessairement aboutir à l'accession des agriculteurs aux droits de propriété.

L'exemple des peuples environnants et l'essor des nations plus développées de l'Occident stimula le peuple roumain qui, devenu conscient du rôle que le paysan producteur pouvait jouer dans l'ensemble de l'organisation économique nouvelle en préparation, voulait en partager les avantages.

L'article 1^{er} de la loi de 1864, prévoit que tous les paysans « sont et restent » propriétaires des terres qu'ils occupent et dont l'étendue est prévue par la loi, de même que par l'article 10 de la loi, sont abolis, pour toujours et sur toute l'étendue de la Roumanie, les corvées « *claca* » la dîme, les obligations de transport gratuit pour le seigneur, « *podvezi* » les journées de travaux pour réparations, « *meremet* », bref toutes les corvées et prestations en nature, en même temps que tous les monopoles seigneuriaux.

Le paysan devait en échange indemniser le seigneur pour les libertés acquises et les travaux agricoles furent dorénavant réglementés par des contrats librement consentis entre boyards et paysans. Ainsi 467.840 « *clacasi* » sont devenus propriétaires de leurs terres, et 1.766.258 hectares leur ont été attribués.

La même loi consentait néanmoins au seigneur le droit de propriété du tiers de la terre et ainsi furent confirmés le chrysobule d'un Morouzi, le statut agraire de Sandou Jean Stourdza en Moldavie (1828), le Règlement Organique (1831) et la réforme de Barbu Stirbey (1851).

Une autre conséquence moins directe, mais pourtant décisive de l'établissement nouveau de l'ordre agraire dans les principautés, fut la diminution de l'étendue des prés et des pâturages. Nous avons vu l'importance qu'avait eue pendant des siècles l'élevage dans les Voévadats. Ainsi en dehors des conséquences directes résultant de la demande toujours croissante de céréales à l'étranger, les conditions intérieures de production et l'organisation agraire résultant de la loi de 1864 favorisèrent l'expansion de la culture de céréales dans les principautés.

2. L'exploitation latifundiaire

Un peuple jeune, affranchi, en plein essor ayant reconquis de fraîche date son indépendance nationale, réclamait dans le monde la place qui lui était due. La nature de son sol, les conditions de son existence lui assignaient un « destin » agricole.

Les Roumains agriculteurs sont à partir de 1864 des paysans libres, bénéficiaires de leur propre travail, mais également responsables de l'existence économique du pays qui dépendait de la masse des producteurs agricoles. Leur participation à la vie économique du pays fut une conséquence forcée de cet état de fait et nous ne pouvons pas passer sous silence les rapports entre petits et gros producteurs qui marqueront dorénavant la marche de la production agricole de la Roumanie.

La production de céréales exigeant une main-d'œuvre assez importante avait stagné et était même en voie de recul, faisant place à l'élevage qui s'était emparé progressivement des terres de labour. La main-d'œuvre servile avait constitué pendant plusieurs siècles la base de l'économie agricole dans les Voévodats.

Or elle ne donnait, qu'un rendement réduit à cause de son caractère obligatoire et elle entraîna l'abandon des terres cultivables qui furent livrées aux pâturages. A la base du nouvel ordre agraire se trouvait le nouveau rapport de travail entre boyards et paysans. La grande propriété, cette propriété qui, pour le commerce d'exportation des céréales, avait une importance primordiale, devait introduire dans ses calculs de rendement l'élément « travail ». Les répercussions de ce fait sur la production même ne pouvaient pas tarder.

La terre avait constitué pendant des siècles pour le boyard l'apanage d'un revenu qui lui était assuré par le travail de ses serfs. A partir de 1864, ce revenu forcé

disparaît. La terre, amputée de ses instruments de production, devint un capital mort. Sa mise en valeur comportait une action économique concertée et surtout l'établissement d'un rapport conventionnel entre le propriétaire de la terre et le travailleur, ce qui engendra une situation tout à fait révolutionnaire dans l'organisation agraire.

Le boyard n'avait eu jusqu'alors qu'à attendre, à l'époque des récoltes, le revenu de la dîme, à encaisser le revenu de la concession de ses nombreux privilèges qu'il avait, à son tour affermés, à faire engranger ses récoltes que les paysans avaient semées, hersées, moissonnées, battues et transportées pour lui. Il lui fallait dorénavant faire intervenir dans ce processus économique une notion nouvelle : la compensation des services rendus !

Les grands propriétaires terriens avaient gardé un tiers de la surface des terres qui leur appartenaient et ce tiers n'était pas assujéti à la réforme. La totalité de leurs « clacasi » avait dû se partager les deux tiers restants. Or, pour cultiver ce tiers, ils n'avaient que trois possibilités : ou bien embaucher une main d'œuvre agricole payée à la journée et en espèces, ou bien faire exécuter les travaux des champs en adoptant le système du métayage et en rémunérant ainsi en nature le fournisseur de la main d'œuvre ou bien donner les terres en fermage.

Or, la circulation monétaire, à une époque qui malgré tout se place seulement au début d'une vie économique moderne, ne suffisait pas pour satisfaire à de telles exigences. La notion de la monnaie était d'ailleurs encore trop loin d'être d'un usage courant dans les campagnes pour pouvoir servir dans les rapports entre boyards et paysans. Ainsi s'établit le métayage et, pour les grands domaines, le contrat de fermage.

Le boyard faisait travailler ses terres par les paysans de son fief et il leur allouait, en compensation des services rendus, un pourcentage de la récolte. Tous les travaux étaient payés en nature.

Nous jugeons inutile d'insister sur l'application pratique de ce régime et d'en dénoncer les déformations inévitables. Cette méthode d'exploitation ne fit que perpétuer l'ancien système féodal en inversant pourtant, en théorie et toute-

proportion gardée, le rôle des deux parties intéressées. En principe, le propriétaire terrien devint « payant » du travail et le paysan, bénéficiaire de la paye.

Nous ne pouvons pourtant passer sous silence les circonstances particulières par lesquelles la classe dominante des boyards ne tarda pas — (loi du 18 mars 1866) — à entraver les conséquences sociales de ce régime l'béral. Comme on avait une législation spéciale pour régler les rapports entre propriétaires terriens et paysans, les contrats de travail furent soustraits à la juridiction normale des magistrats et ce furent les autorités administratives (préfet, sous-préfet, gendarme, etc..) qui eurent à juger les litiges concernant ces contrats. Le cumul des pouvoirs judiciaires et de la force exécutive, la procédure appliquée donnant parfois lieu à des abus, eut des conséquences très fâcheuses, de sorte que les paysans durent supporter souvent les pires vexations au nom de la loi et sans recours auprès des autorités. Ce n'est qu'en 1907 que ce régime d'exception cessa et que l'exploitation abusive des paysans prit fin.

Les boyards n'ont qu'exceptionnellement administré eux-mêmes leurs terres. Ils habitaient la ville, chef-lieu du district, ou la capitale, parfois même l'étranger ; l'administration de leurs terres et l'exploitation des cultures échappaient ainsi forcément à leur contrôle et à leur influence directe. Il n'y avait qu'un nombre restreint de grands propriétaires terriens qui, par amour de la terre, ne renonçaient pas à en avoir aussi le souci. Le dévouement de quelques familles connues, telles que les Marghiloman, Cantacuzino, Mihail, Filipesco, Lahovari, Cesianu, Geblesco Olanesco, Cincu et d'autres qui ont toujours géré leurs terres et qui furent de grands cultivateurs, n'enlève nullement leur valeur à nos assertions.

L'exploitation rationnelle de domaines immenses impliquait d'ailleurs de gros engagements de fonds. L'effervescence économique, qui caractérise l'époque des premières heures de l'indépendance de la Roumanie, ne pouvait manquer de provoquer des transformations dans l'Economie du pays. Les aspirations sociales, l'avènement d'une classe bourgeoise où se recrutait une jeunesse intellectuelle

s'adonnant aux carrières bureaucratiques et aux professions libérales provoquèrent aussi l'abandon des terres par les boyards. De plus en plus nombreuses furent les propriétés ne rapportant à leurs propriétaires que l'usufruit. Le nombre de terres affermées se multiplia et une nouvelle catégorie d'exploitants et de grands producteurs se créa.

Les fermiers qui exploitaient naguère à forfait les monopoles du commerce, de la vente et du débit des boissons sur les terres des boyards, devinrent eux-mêmes locataires de ces terres. Grecs ou autres, ces « arendasi » (fermiers) réussirent bientôt à accumuler entre leurs mains, de vastes exploitations agricoles et il est incontestable que leur participation au commerce des céréales fut des plus importantes et des plus actives.

En Moldavie, par exemple, sur une surface totale de 1.198.252 hectares, appartenant à des propriétaires détenant chacun des terres d'une étendue supérieure à 100 hectares. 733.994 ha, soit 62 %, étaient administrés par des fermiers. Les frères Fischer de Iassy, avaient monopolisé à eux seuls en 1904, l'exploitation de 138,424 ha¹. Il ne faut pas oublier que l'exploitation agricole devint en Roumanie, dans la deuxième moitié du siècle écoulé, une opération très rémunératrice et susceptible d'enrichir facilement ceux qui s'y employaient.

La consommation toujours croissante dans les agglomérations urbaines du pays en plein essor, la rapide progression des exigences de ravitaillement de l'Occident, absorbant de très fortes quantités de grains, créèrent une demande intense de céréales panifiables. La conséquence en fut la rapide augmentation des surfaces cultivées et l'accroissement extraordinaire de la production de céréales dans la plaine danubienne.

En même temps l'effervescence, dont l'avènement du cheval-vapeur avait marqué la vie économique du monde

1. Mitita Constantinesco, *L'évolution de la propriété rurale et la Réforme agraire en Roumanie*, Bucarest, 1925. En qualité de Secrétaire général du Comité agraire de Roumanie, chargé de la mise en application de la réforme agraire, M. Constantinesco a pu réunir dans son ouvrage le matériel documentaire et statistique ayant servi audit Comité dans ses travaux, de sorte que le livre doit être considéré comme source de documents et nous nous en sommes servi comme telle.

entier, ne tarda pas à gagner la Roumanie aussi. Les méthodes de production ne furent pas les seules à s'en ressentir. Une transformation complète se produisit intéressant aussi bien la distribution des céréales dans le pays même que leur écoulement vers les échelles et vers l'étranger.

3. La production extensive

Nous connaissons le développement de l'Europe à la fin du siècle dernier. La participation de la Roumanie à son essor est manifeste et il est indispensable de retenir l'importance de la production roumaine des céréales par rapport à l'accroissement de sa capacité d'exportation.

Les transformations inhérentes au développement nouveau de la Roumanie, ne se sont évidemment pas réalisées sans heurts et sans fluctuations, dont les conséquences pour l'agriculture roumaine furent souvent désastreuses et des déplacements importants de fortune ne manquèrent pas de se produire. C'est depuis l'indépendance des Principautés que le caractère économique des exploitations agricoles de la Roumanie se fixa néanmoins pour toute une époque qui s'est prolongée jusqu'à la réforme agraire de 1919 et de 1921. Pendant toute cette période les « latifundia » marquèrent la nature de la production agricole. Les propriétés supérieures à 50 hectares représentaient 50,04 % de la superficie des terres cultivables. Sur un total de 7.826.796 hectares, presque 4 millions d'hectares étaient la propriété de 7.785 propriétaires, et il y avait parmi eux de grands propriétaires possédant plus de 20.000 hectares¹.

Nous ne saurions trop insister sur un fait caractéristique que nous avons déjà signalé : parmi ces 7.785 propriétaires, ceux qui administraient eux-mêmes leur exploitation agricole étaient relativement peu nombreux. La réunion de plusieurs domaines entre les mains du même fermier, détermina une diminution supplémentaire du nombre des grands producteurs et des grands fournisseurs de céréales.

On devrait opposer à ces grands fournisseurs, le paysan. Malgré les quelques nouvelles distributions de terres qui

1. Mitita Constantinesco, op. cit, p. 267.

eurent lieu à la suite du vote des différentes lois de 1878 1881 et 1889, le nombre des paysans-propriétaires demeurait toujours assez réduit et ne dépassa pas 960.000 chefs de familles cultivateurs. Ce chiffre assez faible, comparé à une population rurale d'environ 6 millions d'âmes, suffit à prouver que de nombreux paysans étaient encore démunis de terres. Même ceux qui étaient propriétaires n'avaient qu'un petit lopin souvent inférieur à 1 hectare, ce qui ne permettait, qu'en cas exceptionnels, l'obtention d'un excédent de céréales susceptible de faire l'objet de transactions commerciales.

Ainsi le nombre des fournisseurs de céréales sur lesquels le commerce pouvait compter, fut réduit jusqu'en 1921, à un noyau assez restreint.

Il ne faudrait pourtant pas nier d'une façon absolue le rôle des paysans dans les transactions commerciales.

Le petit propriétaire cultivateur était, en dehors de sa qualité de producteur de céréales, fournisseur de main d'œuvre. Le prix de son travail lui était presque toujours payé en nature. Nous le voyons intervenir sur le marché des céréales et s'attribuer tout en étant un élément secondaire par son nombre, une situation dont l'importance ne devrait pas être négligée.

Si nous recherchons les éléments économiques qui se trouvent à la base de l'exploitation agricole latifundiaire, nous constatons les faits suivants : dans la plupart des cas cette exploitation reste figée dans des méthodes de production extensive, ayant pour but à peu près unique la production des céréales. Les autres modes d'exploitation qui constituent le complément de toute entreprise fermière rationnelle, telle que nous la concevons à l'heure actuelle, ne sont guère en usage. L'élevage est en recul à cause de la diminution progressive des pâturages et des prés de plus en plus envahis par la culture. Dans les grands domaines agricoles l'élevage est pratiqué d'une façon sporadique et en amateur, car il n'est pas rémunérateur à cause du système de rétribution du travail. La culture des céréales se prête à un système de paiement plus commode.

Nous nous trouvons en face de deux catégories de fournisseurs : la première exploitant son entreprise méthodique-

ment, présente, dans la plupart des cas, une surface commerciale ou financière très solide. La seconde — le petit producteur, fournisseur sporadique du marché — qui cherche à vendre les quelques sacs de blé, de maïs ou d'orge dont il dispose pour pouvoir s'acheter, avec le produit de sa vente, une vache, un cheval ou même quelques mètres de tissu.

Il nous semble pourtant important de ne pas laisser subsister l'idée que l'exploitation des grandes propriétés en Roumanie ait jamais revêtu les caractéristiques des « estancias » argentines, ou bien que la « farm » américaine ou canadienne présente quelque analogie avec l'administration des grands « mosii » de Roumanie.

Nous fixerons plus loin leurs caractéristiques. Les « mo-sieri » — grands terriens — ou les fermiers, sont producteurs pour leur compte personnel. Ils traitent les quantités de céréales qu'ils ont à vendre, soit directement avec le minotier ou l'exportateur, soit avec l'intermédiaire. Leur « standing » est assez élevé pour pouvoir toucher l'acheteur le mieux placé et pour s'assurer le prix le plus fort. Il leur arrive de vendre des quantités de 10.000 tonnes de céréales à la fois. C'est grâce à de tels vendeurs que s'épanouit, ainsi que nous allons le voir dans un autre chapitre, un grand commerce de céréales, qui dépassera de beaucoup ce que le passé avait permis d'établir et ce que l'après-guerre permettra de subsister.

Or, la grande production bien organisée, donnant bon rendement et bonne qualité, put s'assurer l'écoulement facile et à bon prix de ses récoltes. C'est à elle qu'est due la réputation dont jouissent certaines catégories de céréales de Roumanie.

En effet, tout en ayant subi de profondes transformations, la grande propriété en Roumanie ne s'est pas débarrassée des caractéristiques inhérentes à un régime féodal séculaire dont elle ne fut que l'héritière. Le « boyard » bien qu'il se fût occidentalisé, conservait encore ses habitudes de seigneur rural et son exploitation agricole demeurait la source la plus importante de ses revenus. Son contact avec la terre n'avait rien de sentimental : sa « mosie » lui servait avant tout à affirmer les prérogatives

matérielles de sa classe et elle était ensuite une source de revenus. C'est pourquoi la production agricole en Roumanie tarda si longtemps à adopter les formules d'une économie diversifiée, joignant à l'agriculture proprement dite l'élevage, la laiterie, la culture maraîchère, la culture des plantes industrielles etc... dont l'application est si fructueuse dans d'autres pays.

La production agricole dans les « mosii » se bornait à quelques espèces de céréales déterminées comme l'orge, le millet, le blé, le maïs.

Les oléagineux sauvages firent aussi depuis les origines de ce commerce l'objet de transactions très suivies et surtout très appréciées. Des quantités très remarquables de ravison¹ ont notamment été exportées. Peu de tubercules, peu de betteraves étaient cultivées. En général, ce n'étaient que les céréales qui étaient poussées pour la grande production. Pour illustrer pourtant la fertilité du sol il faut rappeler qu'il était très fréquent, qu'avant l'emblavure des orges ou du maïs, une récolte de ravison eut déjà donné aux propriétaires un premier bénéfice. Les deux récoltes par an n'étaient pas une légende et la terre forte et grasse de la plaine danubienne, cette terre jadis en friche, fut transformée en moins de dix ans en un magnifique champ de blé ou de maïs, qui commençait aux portes de Bucarest pour ne s'arrêter qu'aux bords du Danube. Le « Baragan », steppe presque déserte au cours des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles devint, sous l'impulsion du rythme nouveau, le plus riche fournisseur de blé, de millet, d'orge et de maïs, et les échelles de Braila et Calarasi en bénéficièrent.

Le développement que prit l'agriculture à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle ne peut être séparé de l'essor général du pays dont elle constitue la base essentielle.

Il est indispensable de ne pas négliger la valeur décisive qu'eut, au cours de la période d'avant-guerre, l'outillage agricole dans la grande exploitation. Il est naturel que, gérant de vastes domaines, tel « mosier » ou tel fermier ait

1. Ravison. Plante oléagineuse, le « colza » sauvage est ainsi appelé dans le commerce danubien.

eu le souci de munir son exploitation de l'outillage qui lui était indispensable. Le matériel d'exploitation n'atteignait peut être pas la même valeur moyenne par hectare de terre cultivée qu'en France, en Angleterre ou en Allemagne à la même époque. Cependant les grandes entreprises agricoles d'une étendue de mille à trois mille hectare, possédaient un matériel d'exploitation, un capital immobilier et un outillage mécanique qui approchaient souvent de 200 ou 300 lei or par hectare. Comparé à l'étendue des domaines, on peut reconnaître que le capital investi en matériel de production était assez important.

L'emploi d'un outillage mécanique en agriculture se fit évidemment en concordance avec l'évolution matérielle et technique du pays. Les grandes entreprises agricoles ont suivi le mouvement de progrès qui se dessinait en Occident surtout du point de vue technique et leur outillage agricole mécanique, immobilier et mobilier pouvait être considéré surtout vers la fin du siècle passé et au début du XX^e siècle, comme tout à fait parfait.

Ce sont d'ailleurs les grands producteurs qui fournissaient les quantités de céréales en excédent, dont la valeur provenait surtout de la vente à l'étranger.

Par contre, on est tenu de considérer comme inexistant chez le petit agriculteur le moindre outillage agricole tel que nous le concevons aujourd'hui. A part son chariot, ses quelques bêtes de trait, sa petite maisonnette, et ses enfants, le paysan d'avant-guerre ne disposait en Roumanie d'aucun auxiliaire susceptible de l'aider dans ses travaux de culture et d'exploitation.

Il y avait pourtant dans quelques régions déterminées comme les districts de Dolj, Romanat', Ilfov, Teleorman des couches paysannes jouissant d'une certaine aisance, mais cette aisance n'atteignait jamais un degré suffisant pour leur permettre d'acquérir un outillage agricole moderne.

Il faut donc noter pour l'époque d'avant-guerre, un phénomène de base. La grande propriété exploite son entreprise par des moyens techniques et matériels lui permettant un rendement quantitatif et qualitatif maximum, tandis que les moyens de culture du petit agriculteur

paysan restent figés dans des méthodes archaïques, irrationnelles, donnant des produits de qualité inférieure.

La guerre mondiale, l'occupation du territoire et l'évolution sociale consécutive à la guerre, marquent une transformation fondamentale de tout le système productif agricole en Roumanie.

4. La réforme agraire et la disparition des grands domaines agricoles.

La réforme agraire en Roumanie a souvent été qualifiée d'acte de justice sociale. Les paysans roumains, dépourvus pendant des siècles de leurs biens légitimes, avaient, sans conteste, le droit de ne plus se voir en proie à cet amoindrissement continu, auquel les condamnait l'ordre, social dans lequel ils avaient été maintenus depuis le XVI^e siècle.

L'affranchissement matériel de la classe rurale en Roumanie devint par la guerre, une nécessité politique et ce processus de réorganisation des moyens de production, auquel aspiraient des masses entières de paysans déposés, ne put être réalisé qu'aux dépens des grands terriens. Les cultivateurs qui possédaient un lopin de terre de 1 ou 2 hectares souffraient trop de l'exiguïté de leur champ. Il y avait d'ailleurs des masses de paysans qui, en dehors de leur cabane, d'un chariot et d'une paire de bêtes, n'avaient même pas de lopin de terre. Trop longtemps à la merci de l'intérêt des grands propriétaires, chez qui ils travaillaient, ils réclamèrent, lorsque la lutte pour la défense de la patrie leur eût fait comprendre combien tous étaient égaux devant le plomb des ennemis, une répartition plus juste et plus équitable des biens qui devait leur permettre l'accès à la propriété de la terre. Ils considéraient que cette terre leur appartenait par les siècles de travail, de lutttes et de privations, qu'ils avaient soufferts pour elle. Ainsi le morcellement des grandes propriétés d'avant-guerre devint une nécessité absolue.

Avant même la cessation des hostilités, l'expropriation de 2.000.000 d'hectares fut votée à Iassy par l'Assemblée Constituante et l'édit parut au *Journal Officiel roumain* du 20 juillet 1917. A la fin de la guerre, sous la menace de la désagrégation nationale et sociale qui s'était manifestée après l'armistice chez tant de nations voisines, l'expropria-

tion devint un fait par le Décret-loi du 29 décembre 1918. C'est par le truchement des associations villageoises — « obstii » — que se fit la distribution des terres aux paysans. A partir du printemps 1919, les terres avaient cessé d'appartenir à leurs anciens propriétaires, exception faite d'une surface de grandeur progressive et proportionnelle à l'étendue du domaine exproprié, et que le « mosier » avait le droit de conserver.

Ainsi dans l'Ancien Royaume, le propriétaire d'une terre de 1.500 ha. ne pouvait conserver que 307.8 ha. de terre labourable. Celui d'une terre de 5.000 ha gardait 396.9 ha. Au-delà de 10.000 ha l'étendue maxima qu'un grand propriétaire pouvait conserver ne fut que de 500 ha. Or, *les Frères Fischer exploitaient à eux seuls en 1904, on s'en souvient, une étendue de 138.424 ha.*

Ces deux chiffres suffisent à donner à la réforme agraire toute sa signification. Le grand producteur agricole disparaît totalement, donc le grand fournisseur, qui avait fait vivre et se développer le commerce des céréales, n'existe plus et, à sa place, le commerce d'exportation de céréales se trouve en face d'une multitude de fournisseurs petits et moyens, susceptibles de livrer à peine 15 à 20 quintaux de céréales à la fois.

Un tel bouleversement de l'ancien système d'approvisionnement et la situation nouvelle créée par la modification complète des méthodes d'achats, de livraisons, de règlements, etc... comporta également à l'intérieur du pays, une transformation du commerce des céréales dont l'importance ne peut pas nous échapper.

7.720 propriétaires, exploitant 4 millions d'hectares de terre, dont la production annuelle approchait de 50 millions de quintaux de grains et même plus¹, étaient largement capables de pourvoir aux exigences d'un commerce d'exportation de céréales qui, en moyenne, chargeait dans les échelles du Danube entre 30 et 40 millions de quintaux.

En poussant plus loin un raisonnement de pur sophisme,

1. Le calcul de cette production est basé sur la moyenne décennale du rendement quantitatif par hectare, estimé pour la période d'avant-guerre à 12 quintaux environ.

la totalité du commerce d'exportation des céréales de l'Ancien Royaume n'aurait donc compté que 7.785 fournisseurs et en considérant la concentration très fréquente de plusieurs « mosii » entre les mains d'un seul fermier, — comme dans le cas des Frères Fischer — on pourrait adopter le chiffre encore plus bas de 3 ou 4.000 fournisseurs.

**Carte de la répartition de la grande propriété en Roumanie
avant la réforme agraire de 1919-1921**



Tout en nous gardant d'attribuer une valeur de fait à notre raisonnement, il nous a paru pourtant utile de marquer par l'opposition de ces quelques chiffres, combien profonde de conséquences pour le commerce des céréales, devait être la disparition de la grande propriété en Roumanie et son remplacement par ces innombrables petits et moyens producteurs, vendeurs de quantités insignifiantes

comparées aux 50.000 et aux 100.000 quintaux, qu'un seul « mosier » était capable de fournir.

600.000 paysans se virent attribuer des terres, ce qui augmenta d'autant le nombre des fournisseurs du marché de céréales et, pour l'Ancien Royaume seulement, il y eut ainsi un million et demi d'agriculteurs, chefs d'exploitation.

La transformation politique de l'Europe, depuis l'armistice, ayant déjà influencé la circulation des céréales sur le marché mondial, vit s'accroître encore ses conséquences par les profonds changements qui se firent sentir dans l'ensemble du commerce des céréales des pays danubiens, puis, par la réforme du marché intérieur d'après guerre, sujet que nous étudierons plus loin et sur lequel nous insisterons particulièrement ¹.

Le problème de la répartition de la propriété agricole, consécutif à la réforme agraire en Roumanie, ne fut pas du tout limité à l'Ancien Royaume.

La Bessarabie, la Bucovine, le Banat et la Transylvanie avaient été soumis aux mêmes réformes. Mais ces pays avaient tous subi, antérieurement aux traités de paix, des dominations différentes et il fallait adapter les réformes aux conditions sociales et économiques de provinces marquées au sceau de civilisations diverses.

Le développement de l'agriculture dans le Banat n'est pas comparable à celui de la Bessarabie, province qui avait subi jusqu'en 1812 le même sort que la Moldavie, à laquelle elle était rattachée. A la suite d'une colonisation bien conduite, facilitée par un régime libéral, le Banat, par exemple, avait, depuis le temps de l'Impératrice Marie-Thérèse (1740-1780) conservé une classe paysanne stable et aisée, opposée par ses mœurs mêmes à un morcellement excessif des terres.

Un million d'individus vivaient de l'exploitation de 238.633 propriétés rurales, dont la majorité (65 %) couvrait des superficies allant de 1 à 20 arpents ².

L'organisation urbaine attribuant à l'État et aux com-

1. Voir le chapitre « Le Marché Intérieur ».

2. Mitita Constantinesco, *op. cit.*, p. 285.

munes de larges étendues de terres qui, de fait, étaient aussi exploitées par les paysans, ne change pas le caractère de la production agricole de cette province. La large participation de la classe paysanne à la prospérité de cette région ne put engendrer, lors de la réforme agraire de 1921, une perturbation aussi profonde dans la production que celle qui atteignit l'Ancien Royaume et la Bessarabie.

La répartition des terres dans cette dernière province, dont 2.742.022 ha. sont occupés par des terres labourables, et qui comptait en 1919 une population rurale de 2.550.626 âmes, avait fait naître des différences sociales plus profondes encore que dans l'Ancien Royaume. La totalité des propriétés rurales — prés, forêts, vignobles, pâturages compris — appartenait, en effet à 24.834 privilégiés. En dehors des possesseurs de petits domaines à baux emphytéotiques, la classe des paysans petits producteurs n'existait pas et la situation sociale de ces masses de déshérités imprimait à la production agricole ses caractéristiques. Combien décisive dut être la transformation du système de production, lorsque plus de 200.000 paysans¹ chefs de famille devinrent propriétaires seuls responsables et disposant à leur gré de leur production.

Ce morcellement de toutes les grandes propriétés dont la disparition marqua, plus ou moins profondément, la vie agricole des différentes provinces constituant la Grande Roumanie, ne put tarder à changer également l'aspect du marché des céréales.

Il serait trop long d'insister aussi sur les conséquences du morcellement en Transylvanie et en Bucovine. Dans ces régions, la révolution des « iobagi »², avait déjà provoqué en 1848 une réforme agraire. Les conséquences de ce mouvement furent beaucoup plus réelles que celles qu'engendra l'application de la loi agricole de 1864 dans les Principautés. Une classe de paysans propriétaires avait pu se maintenir en Transylvanie, de sorte que l'éducation d'une population rurale, habituée à une administration agricole indépendante put se faire, malgré tout, à l'ombre

1. Mitita Constantinesco, *op. cit.*, p. 421 (211.740 paysans virent s'attribuer des terres).

2. « Iobagi » : paysan serfs.

de la grande propriété qui, encore, en 1919, détenait 623.000 hectares, soit le cinquième environ de l'étendue globale des exploitations agricoles de cette province. En 1919, sur une population agricole de 3.8 millions d'âmes 450.000 paysans étaient propriétaires. La disparition de la grande propriété dans cette province ne put donc avoir des conséquences aussi profondes qu'en Bessarabie ou que dans l'Ancien Royaume.

*
* *

* Nous avons particulièrement insisté dans le précédent paragraphe sur les données statistiques concernant les effets de la réforme agraire en Roumanie, car mieux qu'aucun argument les chiffres expliquent l'influence économique du morcellement des terres sur la production des céréales dans la plaine du Danube.

L'exploitation commerciale des terres disparut d'un jour à l'autre et fut remplacée par un autre genre d'exploitation agricole destiné à satisfaire d'abord aux exigences de vie du cultivateur. L'excédent de production, destiné au négoce, n'eût plus d'intérêt que lorsqu'était assuré le ravitaillement du paysan et de sa famille. Or, étant donné la méthode de culture extensive que le paysan d'après-guerre n'avait pas abandonnée et en tenant compte de son désir légitime de contenter ses besoins personnels avant de penser à porter le produit de la terre sur le marché (fait auquel avant la guerre il fut souvent contraint), les conditions de culture revêtirent, à partir de 1919, comparative-ment à la culture domaniale d'antan, un aspect tout à fait nouveau.

L'économie domaniale avait — nous l'avons vu — comme débouché naturel le grand commerce des céréales du pays, qui, à son tour, était le pourvoyeur des ports d'Anvers, Londres, Marseille et de bien d'autres centres, encore. Le mode de production est très souvent déterminé par la nature de la demande. Les catégories de céréales cultivées et les méthodes de culture étaient donc adaptées à la double nécessité de produire les espèces

de céréales les plus demandées et les qualités susceptibles de satisfaire aux exigences du marché.

Or, le bassin du Bas-Danube subissait, quant à la nature de la production, la constante influence de l'Occident. A l'origine de l'économie agricole que nous vîmes éclore vers la moitié du siècle dernier, le blé, l'orge et le millet, le maïs, le colza et les légumes secs étaient déjà appréciés. L'Occident était plutôt demandeur de céréales secondaires¹ et des quantités considérables de ces denrées étaient dirigées vers le Continent.

Ion Ghica², évaluée, en 1853, la production des céréales à 4.5 millions d'hectolitres de froment, à 6 millions d'hectolitres de maïs et à 1.7 millions d'hectolitres de grains de différentes espèces. Dans la *Notice sur la Roumanie*, publiée en 1867³ par la Commission princière chargée de représenter la Roumanie à l'Exposition Universelle de Paris, dont faisaient partie A. J. Odobesco, ancien ministre et Conseiller d'Etat, en qualité de Commissaire Général; le lieutenant-colonel I. Alexandri; le prince M. Soutzo, M. P. S. Aurelian, G. Steriadi et M. A. Baudry, la production annuelle de céréales des Principautés fut évaluée à :⁴

Blé	2.217.343 kila	=	15.0 millions hectolitres
Maïs	2.984.059	— =	20.3 —
Orges	1.169.243	— =	7.9 —

Pour mieux illustrer l'évolution nous rapprochons ces évaluations des chiffres de 1913⁵ :

Blé	29.3 millions hectolitres
Maïs	40.4 —
Orge	9.6 —

La principale culture concernait donc trois espèces de céréales et le maïs atteignait le chiffre le plus élevé.

Les descriptions que nous avons conservées de l'activité

1. Nous avons emprunté ce néologisme à M. Pierre Hallé, secrétaire de l'Association des Producteurs de blé, qui veut ainsi faire la discrimination entre les céréales panifiables (le blé, le seigle) et les céréales secondaires (pour la nutrition animale) telles que le maïs, l'orge, l'avoine, etc...

2. Ion Ghica, *op. cit.*, p. 129.

3. Paris, 1868, librairie A.-Frank, 67, rue Richelieu.

4. *Notice sur la Roumanie*, *op. cit.*, 137.

5. *Annuaire Statistique de la Roumanie*, 1915-16, p. 29.

agricole dans les Voévodats, entre le XVI^e et le XVIII^e siècles, et qui, pour la plupart, concluent à la prépondérance de l'élevage expliquent la nouvelle orientation de l'agriculture vers la culture des céréales au moment où fut rendue la liberté de leur exportation au-delà des détroits.

A la fin du XVIII^e siècle M. Raichevich, consul d'Autriche près du Voévode de Valachie¹, et plus tard, l'ancien consul de Prusse J. F. Neigebauer nous fait la description des innombrables troupeaux de bestiaux et de moutons qui paissaient sur les terres incultes de Moldavie et de la plaine du Danube. Dans son ouvrage, *Die Donau-Fürstentümer* paru en 1854², il nous vante les immenses étendues de pâturages des Principautés et estime le rendement de l'élevage comme étant très supérieur à celui de l'agriculture.

Mais l'industrialisation de l'Europe fit surgir une demande toujours croissante en céréales. Au début du XIX^e siècle, les rapports d'un Gaudin, d'un Parant, d'un Sainte-Luce, agents de Consulat de France et Vice-Consul de France dans les Voévodats du temps de Talleyrand nous ont fait connaître combien l'intérêt de l'étranger pour les céréales danubiennes était grand. Ainsi se prépara cette rapide éclosion de l'agriculture dans les Voévodats au moment où la culture s'était adaptée aux nécessités économiques de l'époque.

Les méthodes de culture se plièrent aux exigences du marché. Dans la *Notice sur la Roumanie*, nous retrouvons une statistique très suggestive des *bêtes de trait employées dans l'agriculture*³, entre 1852-1860 et qui indique pour 1860 : 577.371 bœufs et 242.683 chevaux.

L'augmentation des bêtes à cornes aux dépens de la traction chevaline est à retenir et elle marque l'évolution future de la traction animale en Roumanie qui, en 1913, comptait 1.21 millions de chevaux et 2.87 millions de bestiaux. La statistique de 1867 ne fait certainement pas état des animaux d'élevage, car, d'après les statistiques publiées en 1853 par Ion Ghica le cheptel total de bêtes à cornes

1. J. Raichevich, *Osservazioni storiche naturali e politiche intorno la Valachia et la Moldavia*, Napoli, 1788.

2. I. F. Neigebauer, *op. cit.*

3. *Notice sur la Roumanie*, *op. cit.*, p. 141.

aurait dépassé 2 millions de têtes contre 300.000 chevaux.

Nous avons reproduit ces chiffres pour souligner le rôle de la bête de trait dans la culture des champs avant l'ère de la traction mécanique. Une statistique, datant également de 1860, nous permet de compléter nos indications concernant l'outillage agricole du siècle dernier.

Les machines agricoles employées en Roumanie sont représentées par les chiffres suivants, extraits de la statistique de 1860 :

Charrues	150.510
Chariots	338.879
Autres machines	804

« Ce nombre a beaucoup augmenté aujourd'hui », indique ladite *Notice* : « ... par l'introduction de nouvelles machines à battre, de moissonneuses et autres. Depuis, l'ancien système de charrues indigènes, tend à être remplacé, en bien des endroits, par les charrues de Brabant, de Rouville, de Grignon, et par les charrues anglaises. Les machines à battre, les machines à vapeur employées pour les travaux agricoles, viennent presque toutes d'Angleterre ¹ ».

Ainsi, 40 ans après l'invention de Stephenson, les bienfaits du machinisme s'étaient déjà fait sentir dans ces Principautés qui étaient ouvertes depuis si peu de temps à l'accès des Puissances continentales.

Un investigateur consciencieux, le Dr. George Maior, auteur d'une enquête sur l'agriculture roumaine vers la fin du siècle passé, constate, l'existence *chez un fermier, exploitant une terre du district de Ialomitza d'une étendue de 16000 pog., c'est-à-dire, 8.000 ha. environ de : 56 moissonneuses-lieuses et de 4 groupes de batteuses* ².

Munies de capitaux suffisants et jouissant d'un crédit facile, les entreprises agricoles solvables trouvaient tous les concours pour améliorer leurs exploitations du point de vue technique. L'acquisition de machines agricoles devint pour l'agriculteur, par l'accroissement de son rendement, par sa libération d'une main-d'œuvre parfois récalcitrante, et surtout par l'amélioration de la qualité

1. Notice sur la Roumanie, *op. cit.*, p. 171.

2. Dr. George Maior. România Agricolă, Bucarest, 1895, p. 51.

de sa production, une question de calcul qui se résolvait le plus souvent à son avantage.

Encore rares en 1850, les machines agricoles devinrent, en 1880, un des principaux objets de l'importation de l'étranger. L'essor que prirent les quelques maisons qui s'établirent en Roumanie pour la vente de ces machines en est le meilleur témoignage. Par exemple, la réputation de la maison Wilhelm Staadecker ou celle de Jacques Saxon à Bucarest, dans l'étendue entière du Royaume et le rôle que jouaient tous les distributeurs de machines-agricoles ayant des agents et sous-agents dans les diverses régions du pays, pendant cette époque de grande effervescence, illustrent suffisamment le développement que prit l'application du machinisme, aux exploitations agricoles de la Roumanie d'avant-guerre.

Le corollaire naturel de cette évolution, vers l'emploi de nouveaux moyens dans la production, fut logiquement l'adaptation des méthodes de culture à la nouvelle technique. Il faut faire pourtant une réserve. Le machinisme ne s'était pas encore emparé de toutes les fonctions de la culture. Il se limitait à l'emploi de semeuses, de charrues à plusieurs versoirs, et surtout à l'utilisation de batteuses mécaniques et de moissonneuses; les outils à traction mécanique étaient encore peu répandus. Les batteuses faisaient pourtant partie, presque sans exception, de l'inventaire agricole des entreprises agencées pour l'exploitation des domaines supérieurs à 1.000 hectares.

La culture des céréales était marquée par ce rythme de production de grand style, appliquant des méthodes d'agriculture extensive, largement facilitées par l'emploi de machines agricoles.

Des étendues de 1.000 hectares uniformément emblavées, n'étaient pas une rareté. Des champs de maïs dont la superficie dépassait de beaucoup la notion de monoculture des pays occidentaux, n'étaient pas une exception.

C'est ainsi, que la production des céréales à l'époque de grande prospérité, que connut la Roumanie, fit renaître sa réputation de grenier de l'Europe.

Un fait caractéristique des méthodes de culture et de

production des céréales mérite d'être retenu, pour la période d'avant-guerre.

Les exploitations et les domaines agricoles administrés de façon à donner des maxima de rendement, étaient très peu nombreux. Comparées avec les exploitations françaises, allemandes ou suisses, les méthodes employées en Roumanie pour assurer un bon rendement agricole peuvent être à quelques exceptions près, considérées comme médiocres. L'exploitation rationnelle, habituelle aux hobereaux allemands par exemple, était généralement inconnue des boyards roumains. Les fermiers que, pour la plupart, George Maior¹ qualifie comme « n'étant pas du métier » n'étaient pas non plus capables d'administrer leurs entreprises d'une façon irréprochable.

Les bénéfices provenaient plutôt, de l'exploitation souvent opprimante de la main d'œuvre, ou bien d'une hausse inattendue sur le marché mondial ou d'un ensemble de hasards et d'imprévus, que d'un calcul raisonné.

Parmi les enquêtes de George Maior, dont nous avons déjà fait mention, nous en trouvons une concernant l'exploitation d'un domaine de 16.000 pog. (environ 8.000 ha.) situé dans le district de Buzau et administré par un fermier. Notons que ce domaine agricole se trouve dans une région particulièrement fertile, riche en *tchernoziom*. C'est le fermier lui-même qui déclare en 1895 : « Il y a deux ans, j'ai gagné 150.000 lei (or) net, sur deux « mosii » une à moi et une à l'État. Comme je n'ai payé que 30.000 lei de fermage, j'ai fait une excellente affaire. J'ai voulu concourir à l'adjudication d'une « mosie » plus grande, et je me suis fait adjuger le fermage de deux autres « mosii ». Pour l'une, qui avait été affermée l'année précédente pour 20.000 lei, j'ai offert 30.000 lei, pour une autre mieux organisée qui avait été affermée à 34.000 lei, j'ai offert 70.000 lei ». La crise de 1894, l'a ruiné².

Ce système de calcul fantaisiste a prévalu chez les administrateurs de la plupart des entreprises agricoles d'avant guerre. Comment justifier autrement que par le goût

1. Dr. George Maior, *România Agricola*, Bucarest, 1895, p. 51.

2. Ibid, op. cit., p. 57.

de la spéculation et le manque de prévoyance, le fait de payer d'une année à l'autre le double du fermage antérieurement demandé ?

Or, si le « mosier » civilisé et muni d'une certaine éducation n'a pas su se débarrasser de ces méthodes préjudiciables, il n'est pas étonnant de voir le paysan acquéreur de terre, par suite de la réforme agraire de 1919-1921, se livrer aux mêmes spéculations hasardeuses.

Le paysan ne s'est pas rendu compte de ce que la terre devait représenter pour lui du point de vue économique. L'acquisition de la terre l'a intéressé plutôt d'un point de vue sentimental.

Donner à la terre la quantité de travail et de soins dont elle avait besoin pour mieux produire, ménager à son entreprise les investissements demandés en renonçant à la satisfaction d'autres nécessités, ne pouvait pas entrer dans les vues du paysan roumain. Ni les exemples reçus, ni son passé ne pouvaient le préparer à cette évolution.

Le rendement par hectare a toujours été très réduit en Roumanie et depuis la guerre, il est devenu encore plus défavorable. En effet, le cultivateur de l'Europe occidentale ne comprend pas la culture sans engrais chimiques. La plaine danubienne ignore totalement cette culture et les agronomes roumains lui sont même en partie hostiles. Mais il n'y a pas de doute que les rendements par hectare pourraient être améliorés. Une des causes principales de la sous-production, abstraction faite du non emploi d'engrais, est le manque de soins que le paysan roumain a pendant longtemps donné à la culture de sa terre et à l'administration de sa ferme. L'explication de ce phénomène est connue. De quelle façon se répercute-t-il sur l'agriculture roumaine d'après-guerre ?

La culture des céréales se fait d'une façon irrationnelle.

Le paysan s'emploie à ensemercer toutes les superficies disponibles, mais ne s'occupe pas assez, ni de la préparation de la terre appelée à recevoir la semence, ni du choix de la semence employée. Le produit de sa terre est par conséquent peu uniforme, le rendement souvent médiocre et de qualité inférieure. Si un hasard particulier ne fait que la nature se substitue là où l'application de l'homme pour-

rait beaucoup aider, le paysan risque souvent de perdre le semis et de voir des terres fertiles et riches, donner des récoltes désastreuses.

Le morcellement des terres a certainement eu une grande influence sur la situation agricole. Du point de vue de son organisation, elle diffère totalement de ce qu'elle fut avant la réforme agraire. Pourtant, les méthodes de culture sont restées sensiblement les mêmes et c'est le grand tort dont pâtit actuellement l'agriculture roumaine. Le paysan roumain devrait mieux comprendre le nouveau rapport qui s'est créé entre lui et sa terre. L'assolement mieux étudié, les opérations de fumure ou d'engrais, de préparation du sol à la suite de plantes sarclées, de sélection des semences, de leur sulfatage, de protection des semailles, de destruction des mauvaises herbes, de binage et de buttage etc... scrupuleusement accomplis et exécutés au moment voulu, seront seuls capables de lui garantir le revenu entier que ces terres peuvent lui donner. Un effort patient et continu est nécessaire. Là non plus, le passé n'a pas appris au paysan roumain à marcher dans cette voie. Comme dans tous les pays, il subit l'attraction de la ville et ne conçoit pas le tort qu'il a de *vouloir brûler les étapes*. La base de sa richesse, le moyen unique pour lui de parvenir à un développement régulier et consolidé de sa classe est l'adaptation des méthodes de culture aux exigences de la situation nouvelle.

Aidé par l'Etat, dirigé par des spécialistes excellents, il parviendra certainement à remonter dans peu de temps l'échelle et à organiser son entreprise de telle façon qu'elle ne diffère point des entreprises si méthodiquement exploitées dans certaines régions de l'occident européen.

La main-d'œuvre est assez abondante en Roumanie pour qu'aucune entrave de cet ordre puisse empêcher les paysans roumains de donner à leur terre tout le travail et tout le temps qu'elle exige. Le rendement récompensera malgré toutes les crises, leurs efforts.

*
* * *

Pour bien fixer les éléments d'ordre social, qui agiront

sur l'évolution à venir de la production agricole, de la plaine danubienne et des embouchures du Danube, il convient d'envisager aussi les conséquences économiques et surtout commerciales, qui découlent de l'existence de la grande exploitation agricole parfaitement outillée et les modifications qu'entraîna la disparition de cette grande propriété.

Le problème se pose dans son entier par la mise en application de la réforme agraire en Roumanie. La grande propriété d'avant-guerre, dont le débouché naturel se trouvait dans les échelles du Danube et qui, par conséquent, négligeait toute production agricole qui ne répondait pas aux nécessités de ce marché, cultivait, comme nous venons de le voir, du blé, du maïs, de l'orge. C'est ce que demandait l'exportateur. Toute culture spéciale, entraînait des conditions particulières d'application et imposait surtout la recherche d'un débouché, ce qui la vouait à un risque. Or, c'est précisément l'horreur du risque et de l'effort inhérent à une nouvelle initiative, qui empêchait la réforme et le changement du système d'exploitation.

La grande exploitation, telle que nous l'avons décrite, orientée uniquement vers le roulement rapide des fonds, ne pouvait pas concevoir son devoir de protecteur et d'éducateur des masses paysannes tenues dans l'ignorance complète des travaux de la ferme et des bénéfices qu'elles en auraient pu tirer.

Par ailleurs, les grands propriétaires, dont les biens étaient souvent administrés par des fermiers qui géraient médiocrement les terres, ne recherchaient à cause des conventions de durée précaire qui régissaient le rapport entre « mosier » et fermier, qu'un rendement immédiat, et ne croyaient pas devoir préparer par des investissements de capitaux, la production polymorphe, l'exploitation agricole intensive qui auraient, à leur tour, pu leur assurer des revenus également intéressants.

La réforme agraire rencontra donc, du point de vue économique, les circonstances les moins favorables. D'un côté l'acquisition de terres expropriées imposait aux paysans un effort d'organisation qu'ils n'avaient pas encore conçu, de l'autre, démunie de toutes ressources, le paysan, propriétaire d'un lopin de terre, ne savait comment mettre son

bien en valeur et avait le plus grand mal à produire.

L'économie nationale exigeait pourtant que sa production donnât des excédents susceptibles d'être exportés.

La réforme agraire, qui fut appliquée sur l'étendue entière de la grande Roumanie, donna des résultats divers dans les différentes provinces. Dans le Banat, en Transylvanie et en Bucovine, les agriculteurs étaient habitués à la rotation des cultures, ils avaient organisé la production de telle façon que compte fut tenu des exigences de la terre et que l'assolement permit d'obtenir un maximum de rendement.

L'alternance des céréales de printemps et d'automne, de la betterave ou de la pomme de terre et du maïs, avec les plantes fourragères ou les prés, prouve combien la production était diversifiée. Dans ces provinces, les produits de la terre complètent les produits et les sous-produits de la ferme, aussi la production fermière l'emporte sur la monoculture des céréales ; ces provinces sont donc moins susceptibles de fournir des masses de céréales aussi considérables que la plaine du Danube, la Moldavie ou la Bessarabie.

La qualité des produits agricoles était presque toujours supérieure en Transylvanie, dans le Banat et en Bucovine.

Par contre, au moment de la réforme agraire, la terre n'était pas travaillée suivant les mêmes méthodes dans l'Ancien Royaume et en Bessarabie. Dans les grands domaines on cultivait alternativement le blé et le maïs, la culture de l'orge et de l'avoine ne s'intercalait que sporadiquement et ceci, lorsque le rendement du blé avait fléchi et indiquait ainsi la nécessité de l'alternance. Pas de plantes fourragères, pas de prés. Les grands propriétaires ne faisaient pas d'élevage et pour ce qui regardait les bêtes de trait des paysans, on les faisait paître dans les chaumes.

La réforme agraire fit surgir un problème des plus importants. Dans la plaine du Danube où, avant la réforme les producteurs s'étaient organisés pour livrer les masses de céréales qui firent la réputation de la Roumanie, les paysans propriétaires, de date récente, de 4 ou 5 hectares de terre et moins, avaient à répondre à des exigences auxquelles ils n'étaient certainement pas préparés. La

transmission des terres se fit, en 1919, d'une façon si brusque, que le paysan roumain ne se trouvait nullement organisé pour se maintenir au niveau de production de l'ancien grand propriétaire terrien.

La réforme agraire avait répondu à une exigence sociale des masses paysannes, aspirant à un plus grand bien-être et désireuse de se nourrir à leur gré. Or, la capacité d'exportation de la Roumanie, d'avant-guerre, s'était moins basée sur une production à meilleur rendement, que sur la contrainte de larges couches de producteurs, à une sous-alimentation perpétuelle.

Dans la description des causes déterminant la capacité d'exportation de l'Ancien Royaume, M. Jon Mihalache l'attribue plutôt aux privations des paysans qu'à une production méthodique. Il place ainsi le problème dans son vrai cadre¹.

Le jour où le paysan roumain ne se sentit plus sous la tutelle du fermier ou du boyard, il se préoccupa d'abord de pourvoir aux besoins de sa propre consommation et ne porta sur le marché que le surplus disponible. Or, la réforme agraire s'est faite à une époque succédant à une occupation très pesante, qui avait laissé le pays entier démuné de tout et qui avait enlevé de la ferme, depuis le bétail et les volailles jusqu'aux chaudrons en cuivre.

Aussi le petit propriétaire, de si récente date, ne pouvait se préoccuper du problème des méthodes. Il continuait à cultiver les champs de la même façon qu'il l'avait vu faire à son ancien maître, avec la seule différence qu'il ne disposait ni de l'outillage agricole de ce dernier, ni de son savoir faire.

La réforme agraire n'était donc guère favorable à une production organisée et elle devait fatalement déterminer, au début, une baisse du chiffre des exportations atteint par les pays danubiens avant la guerre.

En dehors de ce phénomène général, les influences de la réforme agraire ne tardèrent pas à se manifester dans les propriétés diminuées mais, néanmoins encore suffisam-

1 Jon Mialhache, «Back to the Land. Why Agriculture must come first». *Manchester Guardian*, Manchester, numéro spécial sur la Roumanie, nov. 28, 1929, p. 39.

ment grandes, pour justifier l'appellation de « mosie ». Les propriétaires terriens, qui n'avaient pas abandonné l'exploitation de leurs terres, furent placés en face d'un problème nouveau. La main-d'œuvre jadis servile, ensuite soumise, maintenant affranchie, n'est plus régie par la volonté du maître. C'est l'ouvrier agricole qui impose dorénavant ses conditions et la qualité de son travail ne correspond plus à la qualité de l'effort fourni par le paysan d'avant-guerre. Les raisons sociales ne peuvent que confirmer l'utilité de ce changement, mais semblaient moins favorables.

Du point de vue social, les causes qui ont déterminé la réforme ne peuvent qu'en confirmer l'utilité, mais, si l'on envisage les faits en tenant compte des considérations purement économiques, le bouleversement résultant de la nouvelle loi agraire apparaît comme nettement contraire aux nécessités du moment. Les efforts pour remplacer par la technique, ce que les conditions matérielles empêchaient de réaliser, se heurtaient à des difficultés réelles. La culture la plus étendue ne pouvait pas dépasser une surface de 500 hectares de terres labourables. Les arrangements qui intervinrent n'atténuèrent toutefois pas les répercussions de la réforme agraire sur la culture même. L'étendue des terres était en général insuffisante pour amortir les investissements rendus nécessaires par l'application du machinisme. L'emploi des tracteurs à moteur, des semeuses, des charrues à traction mécanique, des moissonneuses, etc., impliquait l'engagement de fonds si considérables, la main-d'œuvre avait gagné une si grande importance dans le calcul du prix de production, que les propriétaires reculaient devant les frais. Ils avaient adopté un nouveau système d'exploitation. Pour se débarrasser du souci de leurs terres, et pour tourner les obstacles que mettait la loi au fermage, ils avaient recours au métayage. Pour l'Ancien Royaume et pour la Bessarabie surtout, le système de culture extensive était donc perpétué avec ses conséquences néfastes qui ont déjà fait l'objet de nos considérations.

* * *

Nous avons à maintes reprises été amené à insister sur le rapport qui avait existé vers le milieu du siècle dernier, au début de l'ère de la grande culture, entre le prix de la terre et son rendement.

I. F. Neigebauer¹, nous donne quelques indications précises sur le rapport des terres en Moldavie vers 1840. Le revenu brut d'une « falche »², de terre labourable s'élevait à environ 5 ducats d'Autriche³ ce qui correspond à peu près à 41 francs or par hectare.

Les prix de 1840 sont intéressants à connaître. C'est à cette date, en effet, que les produits agricoles roumains commencèrent à pénétrer sur les marchés continentaux grâce à l'ouverture des Détroits; nous aurons l'occasion d'y revenir.

D'après la *Notice sur la Roumanie*⁴, le revenu brut des terres, dans les Principautés, pour les années précédant sa publication (1867) correspondait à environ 60 à 80 francs or par hectare de blé, revenu qui passe, en 1913, à environ 240 à 280 francs or⁵ pour descendre en 1930, au-dessous de 80 francs or par hectare⁶.

Le prix des terres n'augmenta pourtant pas proportionnellement. Si nous choisissons, comme exemple, un type de terre labourable, dans une bonne région de production, pas trop éloignée d'une station de chemin de fer ou située à proximité d'un port du Danube, les variations de la valeur de cette terre sont également sensibles.

Au temps du règne de Georges Bibesco (1843-1848), une terre cultivée valait, en Valachie, un ducat par *pogon* prussien, c'est-à-dire environ 42 francs or l'hectare⁷.

1. Neigebauer : *Die Donaufurstentümer*, op. cit., p. 54.

2. L'unité de mesure pour les terres en Moldavie = 1.4 ha.

3. Un ducat d'Autriche = francs or, 11,85.

4. *Notice sur la Roumanie*, op. cit., p. 59.

5. *Annuaire Statistique de la Roumanie*, 1915-1916, pp. 31 et suiv.

6. Ion Raducanu, *Roumanie, La crise agricole*, S. D. N., Genève, 1931, vol. I, p. 283.

7. I. F. Neigebauer, *Die Donaufurstentümer*, op. cit., p. 59. Le prix de la terre en Valachie est indiqué aussi par Ion Ghica (voir, *Dernière occupation des Principautés par la Russie*, op. cit., p. 152, a une valeur presque corres-

En 1867, la valeur d'une terre semblable pouvait être déjà estimée entre 150 et 180 francs or¹, en 1905, elle passait à environ 600 francs par hectare pour atteindre une valeur de 800-1000 francs or par hectare en 1913. A part un léger fléchissement inhérent à l'inflation après guerre, ce prix augmenta encore pour dépasser, entre 1927 et 1928, la valeur de 1800 francs par hectare. L'aisance de la classe paysanne pendant les années de prospérité qui suivirent immédiatement la guerre, avait fait naître de la part des paysans enrichis, une demande qui provoqua cette hausse du prix des terres; hausse d'ailleurs factice et qui n'était justifiée par aucun fait réel².

Les conditions de cession des terres fixées par la réforme agraire de 1921, avaient été très favorables pour les paysans. Sans attendre le délai de 20 ans que leur accordait la loi, ils payèrent en grande partie le montant intégral de la somme due dès qu'ils furent mis en possession de leur titre définitif de propriété. La modicité de ce prix 500 à 2.000 lei par hectare (ce qui représentait à cause de la dévaluation du leu au moment de l'opération 15 à 60 frs. or par hectare), permet de comprendre l'avantage qu'avait le petit cultivateur bénéficiaire de la réforme à libérer sa terre de toute obligation.

Au premier abord cet avantage devient encore plus sensible lorsqu'on imagine la hausse du prix des céréales sur le marché mondial à l'époque qui coïncide avec les remboursements. La paysannerie roumaine aurait pu, en effet, consolider dans un très bref délai sa position économique, mais les interventions gouvernementales avaient grevé de taxes d'exportation et impôts excessivement lourds les produits de la terre. Ainsi l'avantage ne fut qu'apparent.

En 1925, à un moment où le prix mondial du blé s'élevait à environ 220 shillings par tonne, soit approximativement à 27.50 francs or par quintal, le prix que touchait le paysan roumain pour son blé ne dépassait pas 12,50 francs or par

pondante. Cet auteur évalue le prix de vente d'un pogon de terre en Valachie entre 40 et 100 piastres, ce qui fait en moyenne 45 francs or, par ha.

1. *Notice sur la Roumanie, op. cit.*, p. 42.

2. En 1930-31, il y eut une baisse catastrophique. Un hectare de bonne terre coûte à l'heure actuelle en Roumanie 5 à 600 francs or.

quintal. Les conséquences de cette politique furent funestes pour l'économie nationale de ce pays.

Le rendement agricole a, en somme, été déterminé par les éléments suivants : la valeur de la terre et son rapport ; le coût de la main-d'œuvre, l'amortissement de l'outillage agricole et en dernier lieu le prix de vente des céréales. Les différentes phases que traversa le régime agraire, dans les pays danubiens, déterminèrent tant la valeur de la terre que le revenu foncier. A un moment de dépression complète comme en 1832 par exemple, la valeur de la terre s'est réduite sensiblement ainsi que nous le démontrerons plus loin. La main-d'œuvre servile ajoute ses effets à cette crise et l'absence d'un outillage agricole constituant un capital appréciable diminue encore la valeur de la production des entreprises agricoles du XIX^e siècle. C'est par l'évolution sociale, par les différentes concessions faites aux classes laborieuses, que le rendement relatif diminua progressivement dans les entreprises agricoles et qu'il finit par atteindre à certains moments des taux de famine.

Les hostilités de 1912, puis la guerre mondiale, influencèrent favorablement la fixation des prix, et, tenant compte de l'élément paysan dans l'économie agraire, nous pouvons affirmer que dès cette époque les avantages que put en retirer la classe paysanne furent sensibles.

Ces avantages étaient malheureusement en grande partie compensés par les lourdes charges qu'imposèrent, à la classe paysanne roumaine, les conflagrations mondiales qui l'atteignirent profondément.

Aucun pays du monde n'a subi pendant la guerre mondiale un régime de réquisition aussi sévère, de sa production agricole, par la puissance d'occupation. Les troupes allemandes avaient réglementé la circulation des céréales en Pologne également, mais le régime appliqué à la Roumanie fut des plus pesants. Le commandant Franz Zacke, chef de la première section du « Wirtschaftsstab » des armées d'occupation en Roumanie, avait fait le calcul que la population de la monarchie Austro-Hongroise de 53 1/2 millions d'âmes, aurait pu être nourrie en 1917, pendant 26 jours, d'après la cote de répartition : une part à l'Autriche-Hongrie, une part à l'Allemagne, et on aurait pu lui

attribuer une ration journalière de 280 grammes de pain par tête d'habitant. Si on lui avait attribué une ration égale de maïs ¹ la période aurait pu être portée à 37 jours.

D'une part, les armées d'occupation dépendant, quant à leur subsistance, du territoire de la Roumanie occupée, avaient consommé pendant leur présence dans ce pays une quantité de plus de 500.000 tonnes de céréales et leurs dérivés.

Pour bien comprendre l'effort excessif auquel était contrainte la population rurale dans le territoire occupé et pour déterminer aussi les conséquences de ce régime forcé sur l'agriculture, nous allons tracer brièvement le système de mainmise sur les céréales que pratiquaient les armées d'occupation.

Toute la production agricole du territoire était saisie par l'autorité militaire. A partir du 1^{er} janvier 1917 toutes les provisions de blé et de maïs devaient être entreposées dans des magasins spéciaux administrés par les maires des communes. Les grains délivrés à l'autorité d'occupation étaient payés, par celle-ci, au prix maximum fixé par le Commandement Suprême ou bien au prix de revient majoré de 15 %.

Par une ordonnance du 26 juin 1917² c'est-à-dire en préparation de la première récolte faite sous l'occupation ennemie, les céréales étaient saisies sur les champs et nul cultivateur n'avait le droit d'en disposer. De même pour la récolte de 1918³.

Ces ordonnances furent le prélude d'un régime agraire très strictement réglementé qui ne peut susciter d'intérêt que pour la vaste organisation qu'il fit surgir.

Dans le territoire administré par l'autorité militaire, 36 centres d'expédition (Verladebezirke) étaient institués pour rassembler et réexpédier les céréales. Les endroits qui furent choisis pour leur installation, le furent parmi les places et les échelles les plus importantes du commerce des grains.

1. Elie J. Georgiano, *Romania sub Ocupatiune Dusmana*, Bucarest, 1920, p. 22.

2. Ordonnance du O. K. M. n° 173, du 26 VI, 1917.

3. Ordonnance du O. K. M. n° 18, du 29. VI, 1918..

Dans ces centres d'expédition tout était réglé d'avance. Les dates de livraison des céréales par les paysans, les conditions de fourniture et d'entreposage, la gestion des toiles d'emballage, la mise à disposition des wagons, tout était réglementé quotidiennement. Ainsi le 4, le 14 et le 24 de chaque mois les chefs du centre d'expédition étaient tenus de demander au chef de service du groupe A du O.K.M., les quantités de planches, plomb, ficelles, fil de fer etc.. dont ils auraient besoin pour l'expédition de wagons chargés¹. Toutes les fins de mois des inventaires devaient indiquer les stocks disponibles.

Mais, ce qui nous intéresse surtout, c'est le prix que touchait le producteur pour son grain².

Les autorités d'occupation payaient en effet pour :

Récolte en	1916	1917	1918
	Valeur en « lei » monnaie de la puissance d'occupation, par 100 kilogrammes		
Blé et seigle	16	20	28
Maïs	12	14	22
Orge	12	14	22
Avoine	12	16	22

En tenant compte de la valeur de la monnaie au cours forcé que le producteur était obligé d'accepter, en paiement de la part des autorités d'occupation et considérant le pouvoir d'achat de cet argent, on voit à quel point cette livraison obligatoire correspond à une dépossession forcée.

Dans le territoire occupé par les armées allemandes, en Valachie et en Dobrogea, les aspects généraux de l'agriculture peuvent être synthétisés comme suit : abondance de terres cultivables, abondance de main-d'œuvre et consommation directe réduite par contrainte.

Dans le territoire libre, donc en Moldavie, nous retrouvons la situation inverse : l'étendue des champs labourables ne constitue qu'un cinquième de la totalité de ces terres dans l'Ancien Royaume. La main-d'œuvre manque à cause des efforts exceptionnels d'autre nature que la guerre impose au peuple et la consommation directe, dépasse de beaucoup les capacités de production. Quatre millions d'âmes doivent

1. Elie J. Georgiano, *op. cit.*, p. 53.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 45, 46.

être ravitaillée par une région dont la production normale était destinée à suffir aux besoins de 2.2 millions d'habitants. Or, la production dans la Moldavie, où les opérations militaires empêchaient toute organisation économique rationnelle, où les épidémies et les sacrifices que la guerre avait imposés à la population civile, rendaient l'exécution de travaux agricoles presque impossible, fléchit dans une telle mesure que la surface emblavée en septembre 1916 ne fut que de 186.429 hectares ¹, contre 300.000 hectares en temps normal.

La quantité de blé disponible dans le territoire non occupé de l'Ancien Royaume était estimée le 12 janvier 1917 à 190.000 tonnes. Une telle quantité ne pouvait suffire au ravitaillement de la population civile, des armées et des réfugiés que pour une période assez réduite d'un maximum de trois mois.

Il devint donc indispensable de supprimer la liberté de distribution des stocks. Comme en Valachie et dans le reste du territoire occupé, on ne se borna pas seulement à « immobiliser » les récoltes à la ferme, mais la circulation des céréales subit la gamme entière des mesures administratives auxquelles peu de puissances ont d'ailleurs pu se soustraire pendant la guerre mondiale.

On institua un mécanisme entier de contrôle et de propagande pour assurer la production céréalière dans le territoire préservé de l'occupation ennemie. Un organisme de prospection et de défense fut créé pour que les terres labourables soient emblavées. Un réseau de conseillers agricoles, ayant sous leurs ordres un appareil complexe de fonctionnaires auxiliaires, fut institué pour que la production agricole soit, sinon augmentée, du moins maintenue à un niveau susceptible de satisfaire aux besoins du moment. Ni les semences gratuitement distribuées aux paysans — semences importées de Russie moyennant de gros sacrifices, ni les plans savamment établis pour la réalisation d'un programme de production et de ravitaillement, ne purent éviter qu'au lieu des 150.000 ha d'em-

1. G. Jonesco-Sisesti : *L'agriculture de la Roumanie pendant la guerre*, Paris, 1929, p. 72.

blavure de blé de printemps, des 500.000 ha. de maïs, des 300.000 ha d'orge et d'orge de brasserie, des 250.000 ha. d'avoine, on ne put ensemençer au printemps de 1917 que 2.545 ha. en blé de printemps, 448.012 en maïs. 146.835 ha. en orge et 117.607 ha. en avoine.

La pénurie de main-d'œuvre fut d'ailleurs si grande que 45.000 ha de maïs ne purent être sarclés au printemps 1917. De même il y avait encore pendant l'été 1917 des céréales « non battues » de la récolte 1916.

La contrainte par force armée et les sanctions très sévères qui furent prises, pour assurer la production d'abord et éviter le recel ensuite, n'évitèrent pas à la partie non occupée du royaume les pires privations.

La situation agricole put toutefois enregistrer certaines améliorations dans l'année 1917-1918. La cessation des hostilités et surtout la libération du territoire des trop nombreuses troupes russes, apporta une détente sensible à la situation. Les emblavures avaient atteint un rythme qui se rapprochait davantage de celui d'une époque normale de production et les conditions atmosphériques favorables avaient facilité l'effort fait pour enlever à la Roumanie, au moins en ce qui concerne le territoire libre, le souci urgent de son ravitaillement.

Mais la guerre avait atteint l'Ancien Royaume en profondeur. Les prix élevés des céréales, les gains illusoire sur les produits de la ferme ne donnaient au fond qu'une prospérité de pure apparence. L'inflation avait commencé à faire son œuvre. De fait, la guerre a infligé à l'agriculture de l'Ancien Royaume les pires privations matérielles et à la fin des hostilités les agriculteurs roumains étaient démunis de semences, d'animaux de trait, d'outillage agricole, la basse-cour était vidée et la capacité de travail était diminuée par la perte de 800.000 victimes de la guerre.

A peine libérée de l'occupation des puissances centrales l'agriculture roumaine appauvrie et profondément éprouvée par les horreurs de la guerre vit donc surgir le problème de la restauration de l'économie paysanne sur des bases nouvelles.

La hausse générale des prix, à cause de l'inflation, rendit

irréalisable l'établissement d'un bon rendement financier de l'agriculture. Pour le propriétaire exproprié, ainsi que pour le paysan devenu, moyennant un versement de quelque cent francs or, propriétaire de plusieurs hectares de terre, le problème du bénéfice devint inversement proportionnel aux sacrifices qu'ils avaient à supporter.

Par ailleurs, les interventions de l'État dans la fixation des prix de vente des céréales et plus encore l'instauration d'un régime extrêmement défavorable pour le libre épanouissement des forces économiques de la production agricole, eurent comme conséquence l'avilissement des cours des céréales sur le marché intérieur.

Il nous semble suggestif d'établir un parallèle entre la période de la neutralité et celle de l'après-guerre, qui virent toutes deux surgir, pour la production des céréales danubiennes, des régimes si stricts et souvent si opposés à l'exploitation rationnelle, des conjonctures dont elle aurait pu profiter.

Du 15 juillet 1914 au 1^{er} août 1915 : prohibition de l'exportation, institution de taxes d'exportation, réglementation des transports.

Du 1^{er} août au 26 octobre 1915 : système des compensations, transports réglementés.

Du 26 octobre 1915 au 27 août 1916 : régime des prix maxima, la réglementation du ravitaillement du marché national.

Du 3 juin 1918 au 1^{er} mai 1920 : prix maxima, cotes pour la consommation intérieure, le système des contingentements et des permis d'exportation.

Du 27 novembre 1920 au 1^{er} janvier 1929 : régime des taxes à l'exportation.

Pendant 15 ans le producteur roumain ne put bénéficier de la libre jouissance, du plein rendement de son travail. La liberté du commerce avec le marché mondial était entravée et les taxes à l'exportation, la politique des prix maxima et les fournitures obligatoires, ne purent avoir que les plus fâcheuses conséquences pour la production. Pendant cette période de rapide développement, pendant cette époque de prospérité que connurent les producteurs d'outre-mer et à laquelle les producteurs agricoles du

continent en France, en Allemagne, en Suisse et ailleurs, ont également participé, le producteur roumain en partie exproprié et en partie nouvellement promu, sans aucune préparation et sans aucun outillage, dans les fonctions de petit propriétaire terrien, était chargé de toutes les entraves possibles à la réalisation de tels profits.

Au lieu d'être aidée à la réorganisation de la production par la prospérité, au lieu d'être soutenue dans sa lutte pour le maintien des positions acquises avant-guerre et pour la reprise des débouchés que la guerre lui avait fermés, l'agriculture roumaine, déjà affaiblie par la réforme que subit sa structure sociale, dut encore supporter les charges et les entraves administratives qui finirent par ébranler sérieusement sa force de résistance. Par l'appauvrissement de ses producteurs agricoles le pays s'est lui-même appauvri.

5. Qualité et conditionnement des céréales

Ce que 40 ans d'évolution ont pu créer en Roumanie, dans le domaine de la production céréalière, du point de vue de la qualité du produit, la guerre mondiale et ses conséquences d'ordre social et économique l'ont suspendu d'un trait.

Quand on recherche, dans les accords d'avant-guerre, les caractéristiques qualitatives des céréales roumaines, on arrive à conclure qu'une certaine homogénéité du produit a prédominé. En effet, les deux grandes qualités de blé danubien, qui avaient su conquérir le marché mondial, sont, le blé blanc roumain et le blé rouge.

Le blé blanc était avant la guerre, l'espèce la plus répandue dans la plaine du Danube, à épi blanc mince à l'extrémité supérieure, à insertion assez rare et au glumen recouvrant mal le grain. Le blé rouge cultivé surtout par la grande propriété, épis rougeâtre, grain rouge, gris foncé, à cassure vitreuse, très riche en gluten, était très apprécié, par le commerce d'exportation. L'étranger demandait les blés tendres du Danube à cause de leurs excellentes propriétés de panification. Les blés roumains contiennent 38,9 % de gluten humide et donnent, à ce titre, une matière indispensable pour aboutir à un bon mélange de la farine. Pour correspondre aux exigences de la meunerie il fallait que le poids hectolitrique de ces blés qui, pour l'ensemble du pays, varie entre 75 et 82 kg., soit aussi élevé que possible. Les exportateurs roumains arrivaient, avant-guerre, à faire des lots entiers de blé, de 10.000 tonnes et plus, qu'ils étaient à même d'offrir à un poids hectolitrique uniforme de 80 et même 82 kg. En passant le grain au trieur et en le soumettant à un vannage consciencieux, les propriétaires d'avant-guerre parvenaient à porter sur le marché une marchandise presque exempte de corps étrangers, il y en avait 1/2 % au maximum. La « marfa boereasca » c'est-à-dire la marchandise des boyards, était très recherchée

par les exportateurs et elle a fait avant-guerre la renommée des blés roumains¹.

Cette qualité récoltée par les grands producteurs d'une façon assez soignée, bien apprêtée pour le marché, d'un conditionnement parfait, avait acquis, pendant une longue et lente pénétration dans les habitudes des grands consommateurs, les marchés inportateurs et, il est vrai, que lorsqu'on parlait du « Blé Danube », on pouvait concevoir un type de blé commercialement très bien défini.

Il est naturel que les grandes entreprises agricoles que nous connûmes en Roumanie avant la guerre — ces entreprises produisant sur des étendues dépassant souvent 10.000 hectares et qui avaient à vendre des quantités de blé qui dépassaient même 100.000 quintaux, — s'étaient préparées à tirer de leur produit, par une préparation parfaite pour le marché, le bénéfice maximum. Ainsi ce blé produit dans les grandes propriétés ne présentant au maximum que de 1/2 à 1 % d'impuretés, sans aucun mélange de seigle, était à un moment donné si bien fini pour le marché qu'on pouvait le considérer comme représentant un produit de qualité, particulièrement avantageux et susceptible de satisfaire aux besoins de la minoterie.

Leur uniformité appréciable ne tarda pas à faire la réputation des blés du Danube. Etant très différent des qualités expédiées en Europe et aux Etats-Unis, ce blé tendre du Danube était toujours très bien accueilli sur les marchés d'importation.

De même pour le maïs, la production dans le vieux Royaume dépassait sensiblement celle des blés. Les conditions de culture et surtout l'éducation des petits producteurs avaient créé une ambiance favorable à la production de cette graminée.

La variété « dent de cheval » cultivée surtout dans l'Oltenie, ayant comme principaux centres d'écoulement les ports danubiens de Turnu Magurele, Corabia et Calafat, fut, avant la guerre, considérée comme un produit spécifiquement danubien et les marchés britanniques et scan-

1. Paul Van Hissenhoven, *Le commerce international des grains*, Paris, 1923, p. 157.

dinaves étaient toujours demandeurs de grosses quantités.

Pour répondre aux exigences de ces marchés, susceptibles de souscrire des transactions très importantes, des producteurs roumains se préparèrent, par une évolution graduelle raisonnée, à pouvoir leur fournir un produit correspondant à leur demande.

La plaine de Valachie, qui embrasse le Baragan et qui se prolonge dans la vallée du Prut et du Siret, donnait une variété dénommée dans le commerce « galfox » d'une couleur plutôt rougeâtre d'un grain assez long, qui ne correspondait pas exactement à la « dent de cheval » n'étant pas si pur de forme que cette dernière.

Cette variété écoulée sur le marché mondial, surtout par les ports de Galatz et Braïla, a atteint une notoriété commerciale qui lui valut aussi un débouché régulier dans les grands pays de consommation de l'Occident.

Le maïs nouveau risque de s'échauffer pendant les longues escales qui, en général, obligent son maintien en cale pendant 20 et même 25 à 30 jours. Les maïs étaient cultivés en Roumanie par les métayers, toujours en retard pour les travaux de leurs propres champs car il fallait d'abord terminer les travaux sur les terres du « mosier ». Ainsi le maïs planté tard n'arrivait souvent pas à avoir un degré de sécheresse suffisante au moment de la récolte. Il s'en suivait l'obligation de tenir le maïs en grange pendant l'hiver pour le faire sécher. Or, les mois de janvier-mars ont depuis toujours été sur le continent les époques de la meilleure vente et de la plus grosse demande. Pour arriver sur ces marchés au bon moment, les Américains avaient réussi à faire des expéditions de « mixed » (maïs ancien et maïs nouveau mélangés en proportion de 1 : 1 ou 1 : 2) qui supportait aisément le long trajet. Mais pour y arriver les Etats-Unis pouvaient, grâce à leur production importante, stocker des quantités de maïs d'une récolte sur l'autre.

Il fallait des années d'efforts pour que ce stockage soit partiellement réalisé en Roumanie et pour que des « mixed » puissent être chargés aussi dans les ports danubiens.

Les masses de maïs faisant l'objet des opérations en U. S. A. permettaient facilement l'élimination de quantités

destinées à cette méthode de conditionnement. La même opération imposa à la Roumanie un effort décuplé, car proportionnellement à la consommation locale, les quantités destinées à l'exportation étaient insuffisantes pour assurer des réserves de stock. Pourtant, grâce à l'initiative des exportateurs et grâce à l'éducation qu'ils ont donnée, aussi bien aux producteurs, et surtout à leur personnel chargé des mises en cale, la Roumanie est parvenue à charger avant guerre des « mixed » dont les arrivages furent irréprochables. La guerre et l'après-guerre suspendirent les chargements de « mixed ». Quelques bonnes récoltes de maïs permirent, seulement dernièrement, des chargements de maïs nouveaux mélangés. Les acheteurs continentaux avaient eu pendant des années à se plaindre de la qualité des maïs danubiens. On les avait, en effet, chargés sans que leur degré de sécheresse leur eût permis d'endurer 22 jours de cale, soit la durée du trajet Braïla-Anvers ou Londres, et le grain arriva moisi, noir, souvent en pâte échauffée et inutilisable.

L'orge qui, malgré son rôle moins marqué dans l'ensemble de la production céréalière du pays, fut pour l'exportation un produit de grande importance, tout en ne présentant pas les mêmes caractéristiques d'uniformité et de conditionnement que le blé et le maïs. L'orge, moins importante pour l'alimentation à l'intérieur et peu demandée pour l'élevage rationnel, et qui, pendant les 30 ans précédant la guerre, avait été délaissée en Roumanie, était un produit plutôt destiné à l'exportation. Malgré ses possibilités d'exportation, elle ne fut pas, de la part des producteurs, l'objet des mêmes soins et on n'obtint pas pour elle les mêmes résultats de culture et de conditionnement que pour d'autres produits du sol.

Etant ensemencées surtout en rotation avec le blé, le maïs ou les légumineuses secs, les orges danubiennes de printemps ou d'automne ont souvent été un objet de mécontentement sur les marchés de consommation. Les impuretés et surtout la nature de ces impuretés dues aux conditions de battage souvent différentes de celles du blé, furent la cause de réclamations nuisibles à la vente. Les orges étaient très souvent cultivées par les paysans pour le compte du seigneur

qui se préoccupait d'abord de sa récolte de blé et de son écoulement. C'est surtout la méthode archaïque du battage aux sabots de cheval ou au rouleau qui a nui à la qualité des orges de Roumanie d'avant-guerre et les essais d'accord avec les autres producteurs de la Mer Noire pour arriver à la présentation sur le marché d'un produit de qualité uniforme, correspondant aux exigences du consommateur occidental, prouvent combien une amélioration qualitative des orges danubiennes et de la Mer Noire d'avant-guerre était exigée. En 1912, une conférence internationale entre exportateurs russes et exportateurs roumains eut lieu à Saint-Petersbourg, patronée par les deux gouvernements pour essayer l'établissement d'un système de conditionnement des orges danubiennes et de la Mer Noire, ayant comme but la préparation adéquate de cette céréale pour le marché mondial par la fixation d'un pourcentage maximum d'impuretés de 3 %.

Avant-guerre, les céréales danubiennes étaient donc, acceptées sur le marché mondial dans des conditions qui permettaient un écoulement normal, et la régularité de la qualité des types de marchandises leur garantissait un débouché stable.

Le profit de 30 années d'évolution normale, réalisé au prix d'efforts réels, se perdit pourtant après la guerre mondiale et ceci pour deux raisons. L'occupation militaire du pays d'une part et de l'autre l'intervention de l'État dans l'ensemble de la production agricole firent disparaître dans l'esprit des producteurs la préoccupation de donner au marché un produit correspondant à ses exigences. En même temps la privation extrême et la misère que les producteurs agricoles, dans les pays danubiens, durent supporter du fait des hostilités étaient nuisibles à toute initiative et à la volonté de maintenir les positions acquises avant-guerre grâce à la qualité régulière des produits.

Par surcroît, la réforme agraire acheva encore cette profonde désagrégation. C'est aussi d'un double point de vue que les conséquences de cette réforme doivent être considérées : d'une part, les nouveaux propriétaires de la terre ne pouvaient pas se préoccuper de la qualité de leurs produits à un moment où tout l'outillage nécessaire leur

faisait défaut ; de l'autre, l'émiettement de la propriété agricole provoqua fatalement la disparition de toute uniformité dans la production céréalière du pays.

Les graves perturbations, que subit l'agriculture danubienne pendant les premières années qui suivirent la guerre, ne furent nullement faites pour améliorer rapidement l'état de profonde décomposition d'un ordre productif acquis au prix de tant de sacrifices.

Il ne faut pas oublier que, tout en ayant été demandées pendant de longues années par l'Occident, les céréales du Danube n'avaient encore pu acquérir avant 1890 et 1900, la parité de valeur des produits concurrents. Ce n'est qu'au cours des quinze dernières années d'avant-guerre qu'elles parvinrent à bénéficier du même traitement que les produits similaires de l'Amérique du Nord et des autres pays exportateurs de céréales du Continent, grâce à l'amélioration de leur conditionnement et aux progrès qui en résultèrent et dont les consommateurs occidentaux ne tardèrent pas à se rendre compte.

Le réajustement économique auquel aspirait la Roumanie fut également rendu difficile par les troubles que jeta l'inflation dans la valorisation de sa production céréalière.

La guerre, la réforme agraire, l'inflation, contribuèrent donc à anéantir une œuvre de longue haleine et d'efforts ardu. Pratiquement, les produits danubiens ont cessé de correspondre depuis la guerre aux exigences de conditionnement des consommateurs occidentaux. L'œuvre à reprendre est longue à réaliser ; elle ne peut l'être que dans des conditions bien plus pénibles que celles que rencontrèrent les Principautés lorsqu'elles entreprirent, en y réussissant, de devenir les pourvoyeurs en céréales des consommateurs du Continent.

Pour favoriser cette reprise commerciale, les États ont encouragé l'initiative hésitante des producteurs. Il est manifeste que les directives que l'État a données à la production pour la contraindre à établir sur le marché des céréales un conditionnement voulu, ont été d'une très bonne inspiration et que la préoccupation de reconquérir le prestige que la production céréalière danubienne eut jadis, doit être considérée comme particulièrement heureuse,

Or, pour y arriver, il fallait d'abord que les conditions économiques et financières pussent permettre d'agir et que les difficultés consécutives au premier établissement de la nouvelle couche de producteurs fussent vaincues. Un des phénomènes typiques des troubles que nous pouvons observer a été que la production du blé avait fléchi à tel point que jusqu'en 1926, la Roumanie ne put exporter aucune quantité de blé sensible.

Il est inutile de rechercher les causes de cet état de fait uniquement dans la transformation assez profonde du marché intérieur, tel que nous l'avons défini. Les paysans ne cherchaient qu'à satisfaire d'abord aux besoins de leur consommation et, obéissant peut-être à une vieille tradition remontant à un lointain passé, ils préférèrent à toutes les autres cultures celle du maïs, qu'ils s'étaient habitués à planter en alternance avec l'orge, dont l'ensemencement au printemps, permet pendant l'hiver la mise en jachère des champs.

La production du blé se fait dans des conditions tout à fait différentes de ce qu'elle était du temps de la grande propriété et la qualité des blés de Roumanie s'en ressentit. Au moment de la cessation des hostilités il put être allégué que pratiquement il n'y avait pas dans le pays un grain de blé pour ensemer, les armées d'occupation ayant eu soin de tout emporter.

La situation nouvelle ne se résume pas seulement dans le bouleversement de l'organisation foncière, car les nouveaux propriétaires étaient obligés d'employer, pour la plupart, une semence de fortune et d'adapter aux circonstances leur production de blé, maïs, orge ou autres céréales. Il est évident que les distributions de semence, que l'État ne tarda pas à faire, ont porté remède à cet état de choses, mais la suppression pratique de toute continuité dans l'ensemble de la production céréalière n'en reste pas moins réelle. Ainsi, plusieurs années s'écoulèrent au cours desquelles la situation alla plutôt en s'empirant. L'État devait, en effet, fournir un effort considérable pour essayer de remettre de l'ordre par une réglementation sévère des ensemencements et par une limitation des variétés de céréale admises à la culture.

Les impuretés trop abondantes, la présence d'un pourcentage exagéré de seigle dans les blés — (les qualités de la Dobrogea et de la Ialomitza en contenaient souvent jusqu'à 50 %) — ont été trop souvent signalées pour y insister davantage. La production céréalière d'après-guerre, ne pouvait donc plus aspirer à la même réputation qu'avant-guerre du point de vue de la qualité, et cette situation nouvelle se répercuta en premier lieu sur le rendement financier de la production.

La loi de standardisation des céréales de 1928, réclamée par le commerce, mais rejetée par celui-ci, vu la forme que voulait lui donner le Gouvernement, ne pouvait pas résoudre le problème. Au lieu d'aider par une législation libérale, la collaboration entre la production et le commerce, la loi chercha à créer, au détriment de ce dernier, des avantages pour les coopératives. Or, n'ayant pas suffisamment évolué, ces organismes n'avaient pas atteint le degré de développement qui leur aurait permis la défense directe des intérêts paysans. L'application de la loi paraissait trop aléatoire et les avantages réservés aux privilèges dont la classe paysanne jouissait.

Un deuxième effort qui nous paraît avoir été fait fut fait pour améliorer la qualité des céréales en Roumanie. Au lieu de légiférer le Gouvernement prit l'initiative d'une intervention pratique. En 1930, par le truchement de la Centrale Coopérative d'Exportation et d'Importation, le Gouvernement fit distribuer aux paysans producteurs un grand nombre de trieurs et de vanneuses et accorda des subventions importantes pour l'acquisition de batteuses par les Coopératives et par les groupements agricoles. En offrant ainsi aux producteurs paysans le moyen technique d'améliorer le conditionnement de la production, le Gouvernement put réaliser, dans un délai excessivement réduit, la mise sur le marché de céréales uniformes susceptibles de faire éventuellement l'objet d'une standardisation. Poursuivant la même voie, le Gouvernement incita aussi les groupements des exportateurs à refuser dans les « obors » l'achat des orges contenant plus de 3 % d'impuretés (cailloux et pierres) et mit ainsi en application le vœu émis déjà en 1912 par le groupement des

exportateurs de céréales du Danube et de la Mer Noire.

En 1930, M. Virgil Madgearu, Ministre de l'Agriculture, présenta un projet de loi visant à la réorganisation complète de la production et à la valorisation des céréales. L'État devait intervenir dans la production, dans la distribution des céréales et de leurs succédanés à l'intérieur du pays et dans la valorisation des céréales à l'étranger.

Pour le commerce des céréales cette réglementation devait présenter des avantages par l'octroi de prime à l'exportation. Le projet tendait à offrir l'appât d'avantages que les producteurs pourraient retirer de la production de céréales de qualité choisie. Par la création d'une Union d'Exportateurs, seule autorisée à jouir des avantages que conférait la loi, il croyait sauvegarder les intérêts de la production en la mettant en face d'un corps constitué offrant des garanties et susceptible d'imposer aux producteurs la fourniture d'un produit répondant aux exigences des

des vingt dernières années, le Canada, l'Argentine, le marché continental des États-Unis, Roumanie et Argentine. L'évolution de la production de céréales d'après-guerre en Roumanie et Argentine, le marché mondial réclamait au moins une étude nécessaire de déterminer les besoins, l'exigence et de rappeler l'attention qu'ont pu atteindre les dernières années dans la documentation nouvelle. Nous rappelons simplement quelques méthodes de réalisation dont l'absence dans les pays danubiens a nui à la production.

Pour ne citer qu'un seul exemple : en 1889 le Gouvernement des États-Unis avait fait reconnaître, par une de ses 200 stations d'essais, que le blé dur de Russie « l'arnaut »,

que nous retrouvons en Roumanie également, constituait une variété susceptible de donner un rendement avantageux.

La même année on en récoltait 5.000 boisseaux et en 1901 la production de cette variété de blé atteignait 60.000 boisseaux. En 1907, on en exporta déjà 6 millions à un prix supérieur de 1 f. 80 par hectolitre à celui des grains ordinaires. Aujourd'hui ces blés durs d'Amérique et les quantités exportées prouvent l'efficacité de la mesure.

Nous avons cité cet exemple pour lui opposer la carence des pays danubiens, mais ce qui détermina surtout la création et l'existence des standards américains fut moins l'action directe gouvernementale, que le système de la valorisation des récoltes au moyen d'un réseau d'« elevators » qui n'a pas son équivalent dans les pays danubiens et reste limité uniquement aux Etats-Unis et au Canada. D'ailleurs les producteurs américains et canadiens avaient conçu, longtemps avant la guerre, l'intérêt purement matériel de leurs efforts et recherchaient un rendement et une rémunération suffisantes pour leurs entreprises agricoles.

Il est évident, que le paysan roumain, devenu récemment propriétaire de sa terre, aspirait également à son bien-être, mais il était incapable de fournir l'effort systématique et rationnel dicté par des notions purement commerciales et en dehors de toute inspiration sentimentale.

Si les mêmes principes ne sont pas applicables à la production céréalière en Argentine, il n'en reste pas moins vrai que les conditions de la situation foncière dans ce pays sont tellement différentes de celles des pays du Bas-Danube qu'elles ne peuvent en aucun cas être opposées à la Roumanie.

L'« estanciero » argentin loue souvent à son locataire principal des lots de 10 à 20.000 hectares, qu'à son tour il sous-loue aux colons. Le colon vient sur la terre démunie de tout et n'a souvent même pas les moyens de se loger. C'est l'« estanciero » qui lui avance l'argent pour se construire une baraque, pour acheter les bêtes de trait et éventuellement, les machines nécessaires et qui subvient à crédit à ses besoins alimentaires par l'intermédiaire des

« almacén », grandes épiceries régionales qui fournissent aux colons les semences. C'est encore l'estanciero qui se fait rembourser de ses avances en prenant au moment de la récolte le produit des champs. Ce mode d'exploitation qui nous rappelle le système en usage dans les plantations de coton des nègres de la Louisiane, ne peut nous servir ni d'exemple, ni nous révéler les méthodes à imiter.

6. Les autres pays danubiens

Si l'on veut étudier tous les facteurs qui interviennent dans le commerce des céréales du Bas-Danube, il faut tenir compte de la part qui échayait, surtout avant-guerre, à la Bulgarie, et de celle qui échoit aujourd'hui à la Yougoslavie,

Incorporée, politiquement, dans l'Empire ottoman et administrée, de fait, par le Gouvernement de la Sublime Porte, jusqu'en 1877, la Bulgarie ne peut être, avant cette date, étudiée en dehors de l'entité économique que forme cet Empire. Son importance, comme productrice de céréales, reste donc limitée par son rôle de pourvoyeur du marché intérieur dans l'Empire turc.

Les éléments nécessaires pour apprécier dans quelle mesure elle pouvait être exportatrice de céréales, font défaut. Ce n'est qu'après que son indépendance eut été consacrée par le Congrès de Berlin, que la Bulgarie put prendre place à côté de la Roumanie dans le commerce d'exportation des céréales du Bas-Danube. Sans doute, même du temps de l'incorporation dans l'Empire turc, on peut noter comme une préparation de l'essor ultérieur de la Bulgarie. Il y a lieu de souligner l'action bienfaisante et largement profitable au développement des ports, qu'exerça Midhad-Pacha (1864-1877) dans le « Vilayet du Danube ».

Cependant, pour bien définir le rôle que la Bulgarie joue dans le commerce des céréales du Bas-Danube, nous voyons obligé d'opposer deux chiffres : en 1911, la Bulgarie a exporté par ses plus importants ports danubiens un total de 2,34 millions de quintaux de céréales¹ tandis que la Roumanie a exporté, par Sulina, en cette

1. Evaluation. Le total des exportations de céréales de Bulgarie pour la moyenne 1909-1913, ont été de 5,2 millions de quintaux, voir : *Annuaire International de statistique Agricole*.

même année une quantité de 40,57 millions de quintaux¹.

Les régions de production du Sud de la Bulgarie, en l'espèce, la province de Roumélie, écoulent en effet leur production céréalière vers les ports de la Mer Noire. Ce sont seulement les départements de Vratza, de Choumen, de Vidin, de Pleven, situés le long du Danube, dont la production agricole, assez développée, a trouvé une issue naturelle pour leurs céréales par l'utilisation du grand fleuve.

Dans son ouvrage : « Le Commerce International des Grains » Paul Van Hissenhoven évalue à 45% la part des produits agricoles bulgares qui sont exportés par le Danube².

Nous rappelons donc, brièvement, le rôle de la Bulgarie dans le commerce des céréales du Bas-Danube et nous définirons, d'abord, le régime agraire sous lequel s'épanouit la production agricole de ce pays.

Les conditions topographiques et le régime foncier instauré par les Empereurs byzantins, et maintenu par les Turcs, n'ont pas favorisé, en Bulgarie, le développement de propriétés latifundiaires analogues à celles des Principautés voisines.

Le Bas Empire possédait surtout deux catégories de producteurs : celle des petits propriétaires et celle des « paroikioi » cultivateurs des domaines de l'Etat, détenteurs de vastes étendues du territoire. Le pays avait été ainsi pratiquement préparé à un régime de moyenne et de petite propriété agricole. Un usage de la législation protégeant des paysans contre les expulsions empêcha la destruction de cet élément agraire autochtone.

Par ailleurs, le maintien d'un système de baux emphytéotiques, imposait la fixation des redevances qu'on ne pouvait augmenter à volonté et s'opposait au groupement des terres entre les mains d'un même propriétaire.

Lors de la conquête du territoire bulgare par les Turcs, que Meyer et Ardent caractérisent dans leur ouvrage

1. Walker D. Hynes, Rapport relatif à la navigation sur le Danube. S.D.N., *op. cit.*, p. 91, tableau 15.

2. Paul van Hissenhoven, *op. cit.*, p. 176.

« La question agraire »¹ comme ayant été « les conquérants les plus humains que l'histoire connaisse » le régime agraire ne subit aucun changement et la propriété foncière privée put encore se maintenir.

Il est certain que la décadence de l'Empire ottoman n'épargna pas la classe paysanne de l'expropriation, mais il faut convenir que les conditions agricoles de ce pays, ainsi que sa structure topographique, ne présentaient pas autant de tentations pour les grands propriétaires grecs, que les Voévodats Moldo-Valaques. Ainsi, la réforme agraire que la Bulgarie s'imposa le 25 avril 1921, réforme plutôt de principe que de nécessité pratique, paraît par comparaison avec la réforme agraire de Roumanie, tout à fait anodine. Même avant la réforme, sur 3.438.278 hectares de terre répartis entre 636.193 propriétaires, plus de 3 millions d'hectares se trouvaient entre les mains de propriétaires détenant des étendues inférieures à 30 hectares et ce ne sont que 300.000 hectares (prés, vergers, champs de roses, etc. compris) qui appartenaient à des propriétaires dont les terres dépassaient cette étendue, très réduite d'ailleurs. Pourtant, par la réforme de 1921, on limita à 30 ha. de terre labourable le maximum que pouvait détenir un paysan en Bulgarie et on procéda à une nouvelle distribution de terre entre les cultivateurs n'en possédant pas.

La Banque Agricole de Bulgarie fut chargée de subvenir au dédommagement des anciens propriétaires pour les terrains expropriés et d'en effectuer le remboursement par l'émission d'obligations hypothécaires. De même qu'en Roumanie, les anciens propriétaires furent remboursés en titres d'Etat émis en « Leva papier » ce qui mit à leur charge les pertes considérables dues à l'inflation monétaire et l'expropriation des terres fut effectuée aux dépens des anciens propriétaires. Pourtant, le pronunciamiento du 9 juin 1923 ayant renversé le régime agrarien, apporta de sensibles remaniements à la loi primitivement conçue.

En principe, la loi agraire n'a pas beaucoup changé la

1. Œuvre citée : Paris, Retaux-Bray, 1887, p. 95.

production de la Bulgarie et les influences que subit son commerce ne furent pas aussi profondes qu'en Roumanie.

M. Athanase Iaranoff a réuni dans son ouvrage, « La Bulgarie Economique ¹, quelques éléments d'ensemble qui illustrent les transformations que subit le pays depuis son indépendance. Sur une population totale de 4.850.000 habitants, l'élément agricole représente 82% et sur un territoire de 9.634.554 hectares en 1911, 7.982.451 hectares étaient des terres cultivées.

Un aspect qui distingue la Bulgarie d'autres pays est, d'une part, l'opposition de ses paysans à développer leur agriculture en ayant recours au crédit et, d'autre part, leur facile adaptation aux organisations coopératives. En effet, cette attitude hostile des prêts de toute nature, a nui au développement technique de l'agriculture bulgare, en l'empêchant de moderniser son outillage agricole, mais elle a préservé le paysan bulgare du fardeau que supporte encore à l'heure actuelle le paysan en général.

L'outillage agricole dont il disposait en 1912, comparé avec celui que nous retrouvons en 1929, nous révèle l'état d'évolution de l'agriculture bulgare.

	En 1911 (2)	En 1929 (3)
Semeuses	1.167	5.000
Moissonneuses.....	7.778	6.746
Batteuses	1.112	2.500
Triuses	1.386	6.000

En 1912, on comptait encore en Bulgarie 420.084 char-
ruées en bois contre 114.245 charrues en fer ⁴.

Le chiffre total des charrues en fer dénombrées en 1929
était de 273.075.

Nous avons cru utile de faire mention de ces chiffres
pour illustrer l'outillage limité de ce pays et pour expli-
quer ainsi la part restreinte qu'il eut, en dépit de son
caractère agricole dans le commerce des céréales du Bassin
du Bas-Danube.

1. Athanase Iaranoff. Paris, 1929.

2. Athanase Iaronoff, *op. cit.*, p. 23.

3. K. D. Spissarevski, *La Bulgarie au travail*, Paris, 1930, p. 84.

4. Athanase Iaranoff, *op. cit.*, p. 43.

Au sujet de l'exportation des céréales bulgares par les ports danubiens, nous trouvons des éléments particulièrement intéressants dans les différents ouvrages du Colonel Lamouche², ouvrages qui embrassent une longue période d'années et qui donnent des images très complètes de la Bulgarie de 1888, aussi bien, que de la Bulgarie d'après guerre.

Il n'y a aucun doute que l'essor, qui s'était manifesté dans tous les pays danubiens à l'époque de grande prospérité européenne qui s'étend de 1870 à 1914, s'est fait sentir aussi en Bulgarie d'une façon particulière.

Les ports danubiens les plus importants de Bulgarie sont Roustchouk, Vidin, Svichtov, Lom, Nicopoli, Rahovo.

La moyenne annuelle de céréales exportées de Bulgarie de 1860 à 1890 s'élève à 1.040.000 quintaux² dont, à cette époque, environ 60 % se sont écoulées d'après M. Lamouche, par les ports sus-mentionnés.

En 1887, les quantités de céréales excédentaires susceptibles d'être exportées étaient encore assez réduites car Svichtov, le plus important port danubien de Bulgarie n'avait pas exporté plus de 64.445 quintaux de céréales. Roustchouk, le deuxième port, n'en avait exporté que 35.800 quintaux.

Or, à cette même époque les ports danubiens de l'autre côté du Danube avaient déjà atteint des chiffres d'exportation bien supérieurs, les exportations de blé roumain seulement ayant atteint le chiffre de 5.022.000 quintaux³. Le pont de Cernavoda n'étant pas encore construit, l'écoulement des céréales de Roumanie était limité à la voie fluviale du Danube. Constantza ne comptait pas encore.

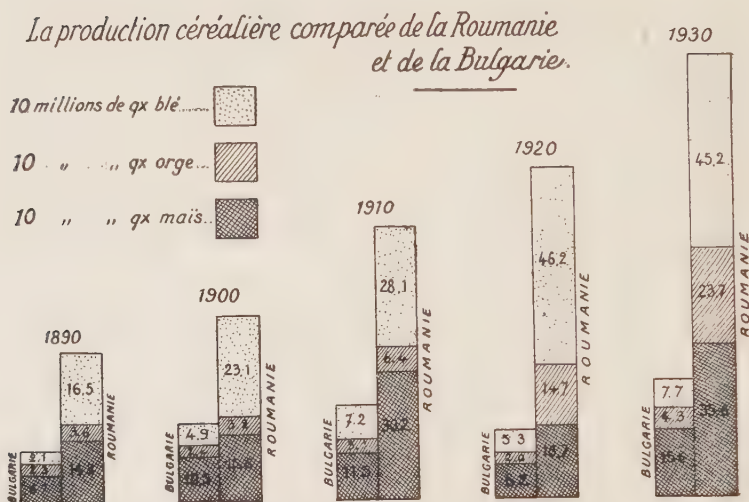
Pour opposer la capacité d'exportation des deux pays, dont la densité de la population ne diffère pas sensiblement, (53,5 habitants au kilomètre carré en Roumanie, et 44,9 habitants au kilomètre carré en Bulgarie) et dont la superficie productive dans l'ensemble du territoire était

1. L. Lamouche. *La Bulgarie*. Paris, 1885.

2. *Ibid*, op. cit., p. 309.

3. Institut International d'Agriculture, *Recueil statistique sur le blé*, Rome, 1912.

avant guerre proportionnellement semblable (76,6 % pour la Roumanie et 73,9 % pour la Bulgarie) ¹ nous avons dressé le graphique ci-joint reproduisant d'une façon schématique la production céréalière de la Roumanie comparée avec celle de la Bulgarie.



L'écart est visible et représente, par rapport à l'étendue des deux pays, pour 1910, l'obtention d'une production spécifique maxima, surtout en Roumanie. Ce pays atteint, seulement pour les trois céréales principales : blé, orge, maïs une production de 64,7 millions de qx, tandis que la Bulgarie n'en produit que 21,8 millions. Toutefois faut-il ajouter que la Roumélie étant très récemment incorporée à ce pays et que Silistria et Turtucaia faisant encore, à cette époque, partie de son entité politique, la part des

¹ *Annuaire International de Statistique Agricole*, Rome 1910 p. 3.

exportations de céréales par le Danube était plus importante qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

Les céréales bulgares, surtout le maïs et le blé, ont toutefois fait, avant la guerre, l'objet d'importantes transactions et les exportateurs de Braïla et Galati étaient également organisés sur la rive droite du Danube. Il y en avait quelques uns particulièrement spécialisés dans les affaires et originaires de cette rive du fleuve, ils y faisaient, ainsi que nous le verrons plus loin, des affaires assez suivies par le truchement de leurs agences à Vidin, Roussé, Silistria etc.. chargeant et complétant leurs chalands des deux côtés du Danube.

L'après-guerre a déplacé la direction d'écoulement des céréales bulgares plutôt vers Varna et Burgas. Les chargeurs à l'origine s'y sont installés et l'importance de ces ports bulgares bénéficiant des avantages tarifaires que leur octroya le gouvernement pour augmenter leur trafic, ajoute encore à la tendance naturelle l'avantage immédiat du fret meilleur marché, évitant le passage du chenal de Sulina et consécutivement le payement des taxes assez élevées de la C.E.D.

* * *

La Yougoslavie n'entre pas, du point de vue territorial, dans le domaine de nos recherches. L'époque qui marqua si profondément le rôle de la Roumanie comme grand fournisseur de céréales, limita ce pays, du point de vue territorial¹ et agricole², à des ressources restreintes qui l'empêchaient de s'affirmer dans le commerce de céréales d'avant guerre. Seule la bande de territoire de la Choumadia, dans le bassin du Danube, entre la Drina et la Morava, pouvait être considérée, depuis l'indépendance de la Serbie, comme apte à une production céréalière excédant les besoins locaux.

1. Jusqu'en 1912, le territoire de l'ancienne Serbie n'était que de 48.303 km carrés. La paix de Bucarest lui attribua une partie de la Turquie occidentale qui porta son étendue à 87.776 km carrés.

2. La Vieille Serbie était plutôt un pays de montagnes qui enserraient des bassins très fertiles mais dont l'étendue ne se prêtait pas particulièrement à la grande culture céréalière.

Les autres régions agricoles danubiennes de la Yougoslavie dépendaient de la couronne de Saint-Etienne et avaient comme centres naturels d'attraction Budapest et Vienne.

Le régime politique et tarifaire dans le secteur des Portes de Fer empêchait d'ailleurs, l'excédent de la production d'emprunter pour son écoulement la voie en aval du Danube, de telle façon que, pratiquement, il n'y avait aucune communication entre le marché de céréales serbes et le marché de céréales du Bas-Danube.

La formation de l'Etat Yougoslave incorpora, dans le royaume, des territoires constituant jadis un des greniers de la Monarchie austro-hongroise, ce qui détermina un changement complet de la situation commerciale et agricole. Des céréales, jadis portées sur les marchés de l'Europe Centrale sous la marque de blé de Hongrie, ou de céréales hongroises, ne changèrent pas seulement d'appellation, mais aussi d'emploi et de direction d'écoulement.

Dégagées des entraves de la politique centralisatrice austro-hongroise, les céréales produites dans les riches plaines de la Drave, de la Save, surtout dans le secteur ayant comme centre la ville de Novi-Sad, dans le Banat, aussi bien que dans la Batchka, cherchèrent des voies d'accès nouvelles pour s'écouler sur le marché mondial.

A la dépendance du marché de l'Europe Centrale, dépendance géographiquement et politiquement incontestée, se substitua un libre écoulement vers l'aval du Danube, qui permit à une partie des céréales de la Batchka et du Banat yougoslaves, d'utiliser les mêmes débouchés que les céréales roumaines. Marseille, Gênes, Londres, Hull, Copenhague, Malmö, virent affluer après la guerre des maïs et des blés yougoslaves. Mais ces céréales ne prennent la voie des bouches du Danube que lorsque la production des pays d'amont est abondante et ne permet pas l'absorption de tous les excédents. Les clients principaux de la Yougoslavie demeurent tous en amont du Danube. La Tchécoslovaquie absorbe plus de 30 % de ses exportations, la Hongrie et l'Autriche continuent à se fournir aussi de préférence en maïs yougoslaves.

En 1930, année de production médiocre, environ 70%

des exportations de blé yougoslave et autant pour les maïs ont pris le chemin de l'Occident vers l'amont du Danube soit par voie fluviale, soit par voie ferrée. Les quantités à destination de Braïla n'ont pas dépassé 20 % pour le blé et environ 13 % des maïs exportés.

Pourtant, le volume de ces transactions n'est pas négligeable et les expéditions de céréales yougoslaves en aval du Danube représentent, surtout pour Braïla, une source de revenus dont le port a largement profité. Nous en reparlerons dans un de nos chapitres suivants.

Le commerce de céréales en Yougoslavie reflète, chez les négociants qui s'y adonnent, une différence d'organisation que nous devons souligner, celle-ci étant particulière à ce pays.

Les petits exportateurs yougoslaves, faisant des transactions qui s'élèvent à 1000 quintaux et ne dépassent que rarement 2.500 quintaux, sont encore tous organisés pour faire leurs affaires avec les pays en amont du Danube. Anciens ressortissants de la Monarchie, ils ont gardé des liens de parenté et d'affaires avec les pays aujourd'hui clients de la Yougoslavie. Ainsi, peut-on dire, les exportateurs yougoslaves petits et moyens ne connaissent que les débouchés d'amont. Les expéditions, vers l'aval du fleuve, se font surtout par l'intermédiaire des agences des grandes compagnies mondiales, chargeurs à l'origine, dont nous parlons plus loin. Il intervient aussi, pour ces transactions, une activité de rassemblement qui ne revêt pourtant pas le caractère de ces opérations en Roumanie.

Les barrières n'existent plus, les délimitations deviennent moins perceptibles, les intérêts se rejoignent au lieu de s'opposer. Ainsi la notion qui fut exacte jusqu'à la guerre et même pendant l'époque de redressement et de réorganisation intérieure de l'après-guerre, risque de ne plus correspondre à la réalité lorsque les pays du « bloc » danubien, auront tous retrouvé leur capacité entière de production et d'exportation. Il est probable, qu'une fusion des opérations commerciales s'en suivra et de celle-ci résultera probablement un jour, l'extension encore plus complète de la conception actuelle du commerce de céréales danubiennes à la totalité des pays riverains.

CHAPITRE IV

LE MARCHÉ INTERIEUR

1. Le ravitaillement du territoire roumain

Le développement du commerce des céréales, dans la plaine du Bas-Danube, a sans doute été déterminé, en premier lieu, par la demande de céréales de l'extérieur ; cependant, il sera plus aisé de le comprendre en étudiant la consommation des céréales à l'intérieur des pays producteurs et particulièrement, en considérant le mouvement ascendant de cette consommation.

Nous avons reconnu la part que put avoir dans l'évolution économique des principautés, encore soumises à la souveraineté turque, l'assujettissement de la future Roumanie, aux exploitations arbitraires de la Sublime Porte en décadence.

Au début de la deuxième moitié du XIX^e siècle, les villes ne dépassaient pas 15 à 20.000 habitants ; la plus grande Bucarest, ne comptait guère, vers 1860, que 130.000 âmes environ. Ce n'étaient pas des centres manufacturiers, mais plutôt de grands marchés agricoles et l'activité industrielle était insuffisante pour marquer, de son empreinte, l'économie du pays. Dans l'Europe occidentale au contraire, l'industrialisation avait atteint un développement qui entraînait l'agglomération des habitants dans les villes et qui déterminait une demande sans cesse croissante de céréales pour alimenter cette population urbaine. Or, dans les principautés danubiennes, la consommation intérieure, ne suffisait pas pour absorber la totalité de la production agricole, ce qui permit à ces pays, de poursuivre et de développer un commerce d'exportation, né au début du XIX^e

siècle des besoins de ravitaillement des puissances occidentales.

Le souci de leur approvisionnement et la préoccupation d'acquérir de nouveaux débouchés pour leurs marchandises fabriquées ont, de bonne heure, attiré l'attention des pays plus avancés de l'Occident vers les pays des bouches du Danube. Déjà, au début du XIX^e siècle, à travers les multiples incursions d'armées étrangères et les constants empêchements au libre développement du commerce de céréales, le monopole turc ne s'y exerçait pas aussi complètement, que 20 ans seulement auparavant. L'étranger guettait le marché danubien. L'Autriche, surtout, était devenue assez forte pour lutter contre la Turquie en décadence.

Les prestations en nature, que la Sublime Porte avait imposées aux Principautés et que celles-ci avaient dû subir dans toute leur rigueur jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, ne pouvaient rester sans influence sur le marché intérieur lui-même.

Pour répondre aux exigences du tribut et se conformer à l'ordre économique de l'époque, il était nécessaire que le commerce ne fût pas libre. Sous les Phanariothes, son activité était régie par le statut des corporations — les « *Isnafuri* » — auxquelles tout commerçant était tenu d'adhérer. Les étrangers devaient solliciter un privilège du Voévod leur confirmant le droit de s'établir dans le pays ¹.

La volonté des Voévods et la dépendance dans laquelle ils se trouvaient vis-à-vis de la Sublime Porte, marquait de son empreinte toute vie commerciale dans les Voévodats.

Aussi, la circulation commerciale dans l'intérieur du territoire était encore, pendant le XVIII^e siècle, exposée aux abus de la puissance souveraine. Pour la Sublime Porte, il s'agissait de retirer de ce pays, le maximum de prestations possibles ; si l'organisation économique et financière de l'Empire ottoman avait atteint un degré de délabrement, qui peut être considéré comme l'origine de sa décadence en Europe, vers le milieu du XVIII^e siècle, la suprématie turque dans les Voévodats était encore entière. Devant l'absence de toute réaction, le « *Begleragha* » ² de

1. N. Iorga, *Istoria Comerțului Românesc*, éd. Bucarest ; 1925, t. II, p. 5.

2. *Begleragha*, appellation turque du commandant turc dans les *rayahs*.

la Sublime Porte était encore tout puissant dans les Voévodats.

Les documents recueillis par Eudoxiu de Hurmuzaki, nous font le récit de la situation à cette époque ¹ :

« Le pays était tellement appauvri par l'accumulation de contributions, de réquisitions, du « donum gratuitum »... du « discretionum » de blé, de maïs et de foin pour les armées, de transports gratuits, d'amendes de contrebande pour les produits non déclarés, et surtout par les entraves apportées à la circulation commerciale »

Le nombre des Turcs établis dans les Voévodats augmentait de plus en plus. Les trois siècles durant lesquels les Principautés ont été tributaires à la Sublime Porte — période qui vit naître les « Rayahs » ces enclaves turques, en territoire roumain ², réservées de préférence aux commerçants « vrais croyants » — ont naturellement renforcé l'influence de l'élément turc dans les Principautés. Cette influence, ne s'affirma dans toute son ampleur qu'à partir du XVIII^e siècle. Les « Rayahs » d'Ackerman, de Bender, de Giurgevo, constituaient pour ainsi dire les avant-postes de la pénétration des Turcs dans les Voévodats. Le contact continu des commerçants établis à Giurgiu, Nicopoli et Silistria avec la « Vlachie », a naturellement amené l'établissement des commerçants turcs dans ce territoire. Il est difficile de déterminer si c'étaient réellement de vrais turcs de race turcomane. Il est probable qu'il s'agissait plutôt de Grecs et d'Arméniens qui avaient embrassé la religion islamique.

A cette époque le minotier était, en qualité de vendeur de farine, à peu près le seul élément intéressé dans le commerce et la distribution des céréales à l'intérieur. La minoterie faisant partie des privilèges seigneuriaux, les Boyards s'en étaient emparés. Or, il ne faut pas croire que cet accaparement avait comme but l'exploitation directe de ces privilèges. Les Boyards les recédaient en se faisant payer leur fermage par les « suditi » catégorie de commerçants et d'artisans immigrés, jouissant le plus souvent de la protection étrangère.

1. E. Hurmuzaki, *Documente privitoare la Istoria Românilor*, Bucarest, 1913, vol. XV, 2, p. 1724.

2. *Rayah*, enclave administrative turque.

Quant au rassemblement des céréales devant servir au ravitaillement de Constantinople, le caractère obligatoire du zaharé le rendait inutile. Les Boyards étaient tenus de livrer, dans les échelles où se trouvaient les « capans », les quantités de céréales que leur fixait le Voévode par le truchement des « Divans »¹ et il ne leur restait guère des quantités de céréales susceptibles d'approvisionner un marché libre. Pourtant, des indices d'un développement prochain du marché intérieur sont déjà perceptibles à partir de 1800. Les villes commencent à s'affirmer. La population citadine augmentera bientôt dans des proportions posant impérieusement le problème de son ravitaillement et le commerce des céréales à l'intérieur deviendra de plus en plus une préoccupation, que non seulement les commerçants déjà établis dans le pays désiraient exercer. Emile Gaudin Consul de France à Bucarest, nous donne dans une note de 1795, une intéressante correspondance relative à la demande d'une maison française Pellet et Hortolan, établie aussi à Andrinople, qui désirait faire le commerce des « marchandises de cru » dont les céréales n'étaient certainement pas exclues².

Ce commerce se prêtait d'ailleurs à de fréquentes et astucieuses spéculations, et les princes régnants ou leurs préposés ne tardèrent pas à y participer.

L'exemple d'un nommé Patziouri, associé de la famille Bibesco³ qui nous laisse entrevoir les opérations qui se faisaient sur le marché intérieur des céréales encore longtemps avant que fût constitué le Royaume, ne manque pas d'intérêt.

1. Note du 12 juin 1798 : « Puisqu'on est ici à parler des vices du Gouvernement de Moldavie, il en est encore un capital qu'on ne doit pas laisser échapper : c'est que le Prince est à la fois esclave et despote. Il a à Constantinople autant de maîtres qu'il a à Iassy de sujets. A Constantinople il baise respectueusement la robe du dernier musulman ; à Iassy il fait respectueusement baiser la sienne au premier des Boyards ». (E. Hurmuzaki, *op. cit.*, vol. III, supplément 1, p. 518).

2. Rapport d'Emile Gaudin, Consul de la République Française à Raymond Verninac Envoyé Extraordinaire de la République à Constantinople, 19 brumaire, an VI.

« Le trafic dans l'intérieur des marchandises de cru est défendu à toute nation franque. Les commerçants dans les Rajahs en détiennent le privilège. Nos capitulations ne nous donnent aucun privilège relativement au trafic dans l'intérieur des marchandises du pays ». (*Ibid. op. cit.* vol III, supplément 1, p. 396).

3. Ion Ghica, col. *Acte si Legiuiiri privitoare la Chestia Taraneasca*, éd. Bucarest, 1908, vol. IV, p. 147.

« Sous le prétexte que la ville de Bucarest avait manqué de farine l'année précédente, on avait fait en 1846, de très grands approvisionnements de blé que l'on a vendus plus tard, pour le compte de la municipalité, à un certain M. Patziouri, associé de la famille Bibesco, au prix coûtant et on sait que cette année là, les blés ont été vendus à des prix inouïs ».

Nous ne voulons nullement en déduire les caractères généraux du commerce des céréales à l'époque, mais ce cas particulier signale une situation en voie d'évolution.

On ne peut assez insister sur les influences] occultes qu'exerçaient, à cette époque, les hommes d'affaires des princes, investis des privilèges qui leur assuraient non seulement des bénéfices importants, mais qui leur conféraient aussi une grande puissance.

Cependant, un cinquième seulement de la surface labou-rable du territoire était emblavée¹ et il est certain que le rayonnement des échelles danubiennes vers l'intérieur, n'avait encore pu s'étendre à cette époque, jusqu'aux régions reculées du Nord de la Moldavie, de la Bessarabie et autres lieux difficiles à atteindre.

Il n'y a qu'une zone de 20 lieues², nous dit Ion Ghika, le long du Danube, qui puisse écouler sa production vers le fleuve, *le reste de la production doit attendre des années extraordinaires ou bien chercher à établir des brandvineries* »³

En effet, la distillation des eaux-de-vie de grains avait pris une extension de plus en plus grande et de fortes quantités de seigle et de maïs, surtout, étaient utilisées dans le Nord de la Moldavie, principalement pour la distillerie.

Pour citer les principaux débouchés du marché intérieur nous devons convenir que, avant 1860, malgré l'existence manifeste d'un mouvement d'exportation, la production du pays était encore, dans sa plus grande partie, distribuée à l'intérieur du pays et que, les 6.771 minotiers et les 1.687 distilleries d'eaux-de-vie, représentaient pour l'économie

1. S. P. Radianu, *Din trecutul si prezentul agriculturii române*, Bucarest, 1906, p. 153.

2. La lieue ancienne : 4 km. environ.

3. Ion Ghika, *Acte si Legiuri*, op. cit. p. 129, « brandvinerie » = distilleries.

nationale le débouché principal du commerce des céréales. A part les minotiers et les quelques Boyards exploitants d'occasion, il faut considérer que vers le milieu du siècle dernier, les boulangeries, « *pitari* » et les épiceries « *bacali* », étaient les seuls agents directs et indirects de distribution des céréales à l'intérieur ; 72 brasseries absorbaient aussi, une certaine quantité de céréales ¹.

En effet, l'activité économique dans les Voévodats, s'affirme à partir de 1860 d'une manière plus vigoureuse, plus certaine. Cette activité nouvelle coïncide avec la naissance d'un commerce d'exportation de céréales ayant de nouvelles ressources ; cependant le groupement, le rassemblement des céréales indispensables à l'organisation d'un écoulement régulier des produits, n'est pas encore établi.

Dans les publications qui ont paru vers le milieu du siècle passé, on trouve les indications suivantes sur la population de la Roumanie :

Un territoire de 5.727 lieues, carrées habité par 4 millions d'âmes, dont 3 millions de paysans laboureurs ².

Il semble que les indications de Ion Ghica soient soigneusement établies, car, dans la « Notice sur la Roumanie », première publication officielle pouvant avoir en 1868 la prétention d'une information plus exacte sur le pays, nous retrouvons des chiffres qui corroborent ses données.

Nous avons retenu les principaux chiffres de l'évolution démographique dans les Principautés :

1815.....	1.000.000	(3)
1844.....	3.578.951	(3)
1854.....	4.000.000	(3)
1860.....	3.917.541	(4)
1870.....	4.294.201	
1880.....	4.545.821	
1890.....	5.318.341	
1901.....	6.045.352	
1910.....	6.966.002	
1914.....	7.771.341	

1. *Notice sur la Roumanie*, Paris, 1868, p. 143.

2. Ion Ghica, *Acte si Legiului*, *op. cit.*, p. 131.

3. Ont été mentionnés, les chiffres contenus dans les statistiques de Ion Ghica, *op. cit.*, p. 129 et dans la *Notice sur la Roumanie*, *op. cit.*, p. 13.

4. Dans la statistique de 1868, v. *Notice sur la Roumanie*, la population

Déjà, les premiers ouvrages que nous possédons, font la distinction entre, la population rurale productrice, la population citadine¹ et consommatrice.

Ghica indique vis-à-vis de 3.100.000 ruraux environ 900.000 citadins. La population rurale s'élève donc à 67.5%².

Les chiffres de la Notice sur la Roumanie³ qui ne correspondent pas à ceux publiés pour 1860 dans l'Annuaire Statistique de Roumanie, sont les suivantes :

Dans les villes.....	781.179 habitants
Dans les villages.....	3.643.782 habitants
Total...	4.424.961 habitants

soit 82,35% de population rurale contre 17,65% de population citadine.

En 1914, les proportions n'ont guère changé, malgré une forte augmentation du total⁴ :

Population rurale.....	6.371.598	soit	81,99%
Population citadine....	1.399.643	soit	18,01%

Les chiffres préliminaires du recensement général de 1930, publiés par la Direction du Recensement Général de la Population de Roumanie⁵ indiquent, pour la :

Population rurale.....	14.269.587	soit	74,71%
Population urbaine....	3.619.356	soit	25,29%

La population des villes présente donc une augmentation assez sensible.

L'agrandissement du territoire en 1918 a porté la population de la Roumanie en 1930⁶ à 17.888.943 habitants.

Nous avons déjà décrit la pauvreté à laquelle, la population rurale dans les Principautés, avait été réduite pendant

indiquée pour 1860, est d'environ, 4.424.961 âmes; nous nous sommes servi à partir de cette date, des chiffres publiés dans l'*Annuaire Statistique de la Roumanie*, 1915-16, *op. cit.*, p. 13.

1. Ion Ghica, *Acte si Legiului*, *op. cit.*, p. 127.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, pp. 129 et suiv.

3. *Notice sur la Roumanie*, *op. cit.*, p. 14.

4. *Annuaire Statistique de la Roumanie*, 1915-1916, *op. cit.*, p. 17.

5. Le recensement général de la population en 1930, *La population actuelle de la Roumanie*, Bucarest, 1931, p. 44, annexe 4.

6. Voir l'*Annuaire statistique*, 1927, pp. 14 et suiv.

des siècles et nous avons souligné que c'est seulement, à partir de 1907, que la situation sociale de la classe paysanne est devenue meilleure ¹ pour s'améliorer encore grâce à la réforme agraire de 1919. Etant donné que, 75 % de la population du pays sont constitués par des ruraux, il est évident que la consommation intérieure du pays est déterminée, exclusivement, par la capacité de consommation de cette majorité.

Le développement des principautés, le chemin que parcourut la Roumanie pendant les 50 ans qui la séparaient de l'Union ², ne furent pas sans influence sur le marché intérieur. L'augmentation de la population urbaine et la constitution d'une population ouvrière dans les centres industriels détermina naturellement dans le pays l'accroissement de la consommation des céréales qui passa de : 14.4 millions de qx ³ en 1867, à 44,5 ⁴ millions de qx en 1914 pour le blé, le maïs et le millet.

Ces chiffres qui concernent surtout la consommation vivrière démontrent que le marché intérieur subit des transformations. Nous avons par ailleurs souligné l'importance des distilleries d'alcool au début du XIX siècle. Les quantités de céréales (orges et seigles) qu'elles absorbaient étaient en proportion très élevées et la Notice sur la Roumanie ⁵ estime leur consommation à 7 millions de quintaux environ. Néanmoins, l'évolution du marché intérieur ne suffit pas pour expliquer l'importance qu'acquiert le commerce des céréales en Roumanie pendant les 15 années qui précédèrent la guerre mondiale.

De même que les besoins de l'alimentation de la population en général, l'essor de la production agricole en Roumanie a provoqué une augmentation sensible de la surface des terres cultivées, ce qui a déterminé une demande plus importante de grains pour semences.

1. Cessation du régime des « contrats de travail agricoles ».

2. *Union de la Valachie et de la Moldavie*, 1859.

3. *Notice sur la Roumanie*, *op. cit.*, p. 145 : la quantité indiquée se chiffre à 2.725.883 Kilé (une Kila = à 6,79 hl.)

4. *Annuaire statistique*, 1915-1916, *op. cit.*, pp. 29 et 170,

5. *Notice sur la Roumanie*, *op. cit.*, p. 145.

La « Notice sur la Roumanie », donne pour 1864-66 les moyennes suivantes : ¹

Terres cultivées.....	12.636.618	pog.	=	6.332.209	ha.
Forêts.....	4.028.947	pog.	=	2.019.406	ha.
Terres non cultivées...	7.574.366	pog.	=	3.795.515	ha.
Total.....	24.240.931	pog.	=	12.147.130	ha.

Nous doutons que ces chiffres soient exacts et nous y sommes autorisés par le fait que la repartition des terres en 1914, compte tenu de l'incorporation de la Dobrogea, était la suivante : ²

Terres cultivées.....	6.083.028	ha.
Forêts.....	2.757.789	ha.
Terre non cultivées....	5.067.483	ha.
Total.....	13.908.300	ha.

Les données de 1914, qui ont été établies certainement avec plus de soin que celles de 1864, infirment totalement ces dernières, car il est certain que l'étendue des terres cultivées a considérablement augmenté en Roumanie, à cause des grandes transformations économiques qu'a subit ce pays.

Ne possédant pas d'autres éléments d'information, pour établir les origines de l'économie céréalière de la Roumanie moderne, nous sommes obligés de nous servir de ces chiffres comme point de départ.

Comme jadis, c'est la demande de l'extérieur qui a déterminé en territoire roumain, le développement de la production des céréales et l'organisation d'un commerce adapté à leur rassemblement. L'action économique exercée par les colonisateurs milésiens, l'activité commerciale ultérieure des Génois et des Vénitiens, n'a fait que se répéter, lorsqu'en 1829 les détroits du Danube furent ouverts à la navigation internationale.

Les Français, les Anglais, venaient chercher des céréales dans les régions du Bas-Danube, d'abord, pour satisfaire à un besoin urgent de ravitaillement des grands centres industriels, qui étaient en pleine ascension et ensuite, pour

1. Notice sur la Roumanie, *op. cit.*, p. 138.

2. *Annuaire statistique* 1915-16, *op. cit.*, pp. 25 et suiv.

pouvoir y vendre leurs produits manufacturés. C'est cette demande de l'Etranger, qui donna naissance à une vie nouvelle économique dans les Voévodats et qui détermina l'organisation du commerce intérieur des céréales.

La culture seigneuriale, sur de grandes étendues, donnant des rendements quantitatifs considérables, détermina la formation d'un commerce intermédiaire de céréales, qui présentait les caractéristiques suivantes :

Le fermier, plutôt commerçant qu'agriculteur, ayant des relations suivies avec ses confrères établis dans les échelles, était bien placé pour faire l'office de collecteur de céréales dans le district où se trouvaient les terres qu'il exploitait. Cette activité correspondait d'autant plus à ses possibilités, que son contact avec les autres commerçants de la ville était presque permanent, du fait qu'il y habitait aussi et que sa présence à la campagne se limitait, plutôt, à l'époque des travaux de culture.

Ce fermier servait souvent d'intermédiaire entre les propriétaires de sa région, les paysans cultivateurs et les chargeurs du port danubien. Son activité ne se limitait guère à la vente de ses propres produits, car il était bien placé pour rassembler dans les centres de production où il se trouvait, d'autres quantités de céréales.

La vente des céréales dans les *obors*, marchés ruraux que fréquentaient les paysans, n'a pas revêtu, dans les Voévodats danubiens, les caractéristiques que nous retrouvons, par exemple, en Transylvanie et dans le Banat. Les paysans de la plaine valaque n'ont pas su exploiter leurs fermes. Ils ne concevaient pas la vente systématique de leurs produits. L'« *obor* »¹ était pour eux le seul endroit où ils pouvaient écouler le surplus de leur récolte en blé, en orge ou en maïs. Ainsi, on a vu se former, dans la plaine danubienne, des centres importants de rassemblement des céréales et l'organisation actuelle de ces marchés en Roumanie, ne constitue au fond, que la systématisation d'une institution d'antan, dont l'importance s'était déjà fait sentir à l'origine du développement des cultures de céréales dans l'économie roumaine.

1. En roumain, marché rural.

Cependant, l'institution des « obors » a gagné depuis la guerre une importance qu'elle n'avait pas à l'époque de la grande propriété où les exportateurs de grains, et leurs intermédiaires, pouvaient traiter couramment avec un seul fournisseur des quantités de plusieurs dizaines de milliers de quintaux, ce qui simplifiait d'ailleurs beaucoup leurs opérations.

Le morcellement de la propriété par la réforme agraire et la multiplication des participants au rassemblement d'une telle quantité de céréales, imposa des méthodes commerciales nouvelles et pour répondre aux exigences du commerce d'exportation, les « obors » prirent, après la guerre une extension inconnue jusqu'alors.

Pour le commerce citadin le « han » était l'endroit où, pendant des siècles s'était concentré le mouvement des affaires. Cette espèce de caravansérail oriental, qui subsista même dans ses aspects extérieurs jusqu'au milieu du xix^e siècle, et dont quelques vieilles constructions de Bucarest rappellent encore le souvenir, disparaît avec l'organisation du marché moderne et est remplacé petit à petit par les *bolte*, boutiques précédant les magasins d'aujourd'hui.

Les *obors* de céréales ont succédé au *jarmaroc* de l'ère préphanariote, qui correspond plutôt à un marché forain, où se traitaient à des époques fixes de l'année toutes les affaires agricoles d'une région.

La périodicité de ces marchés ne correspondant plus au besoin d'écoulement des céréales, il s'ensuivit l'institution du marché permanent à l'époque des exportations. Dès que le marché intérieur tombe sous la dépendance du marché mondial, les « obors » de céréales prennent une importance toujours croissante. Toutefois pendant l'époque précédant la réforme agraire, le fournisseur principal des stocks de céréales destinées à l'exportation, étant le grand propriétaire terrien, l'institution des « obors » ne s'épanouit pas dans son étendue entière. Elle s'appliquait plutôt à l'économie agraire d'après-guerre. Le morcellement des terres et la préoccupation généralisée de tous ces petits paysans producteurs, cherchant un endroit propice

pour traiter leurs transactions commerciales, font, en effet, gagner « l'obor » en importance.

Les chiffres nous permettent de saisir d'une façon frappante le développement pris par ces marchés à la suite de la réforme agraire d'après-guerre qui a déterminé la participation croissante de l'élément paysan aux transactions en céréales. En effet, les quantités de grains vendus en 1913 dans les « obors » de Roumanie s'élevaient à 6.157.200 quintaux environ¹. Après la guerre en 1930, les transactions portent sur 21.720.000 quintaux².

Peut-on envisager un témoignage plus probant que celui-ci pour caractériser le bouleversement que produisit dans le commerce des céréales la réforme agraire ?

Nous insistons encore sur ce fait que, la « grande propriété » a été, pendant toute l'époque d'expansion commerciale (1850-1914), le principal fournisseur de blé et de céréales à exporter.

Par contre, le marché intérieur se fournissait chez les petits producteurs. La facilité que présentait pour celui-ci le transport de son blé chez le minotier de la ville voisine l'incitait, d'une façon naturelle, à en profiter. En général les minotiers achetaient sur place ce que les paysans leur apportaient, le paiement se faisant souvent en nature. Les grandes minoteries modernes de Bucarest, de Braïla et de Iassy, se fournissaient aussi chez les grands propriétaires en faisant des opérations qui portaient sur 10.000 à 20.000 quintaux et même plus à la fois. Mais on ne peut considérer ces opérations comme caractéristiques pour l'ensemble du marché intérieur d'avant-guerre.

Au cours des dernières décades du siècle écoulé le rôle de la grande minoterie et de l'exportation des farines prend une importance sans cesse croissante. Mais l'exportation des produits transformés n'est pas régie par les mêmes lois que celle des produits bruts. Le rassemblement des céréales destinées aux industries de transformation, constitue une

1. Emil. M. Brancovici, *Technica Comerțului de Cereale*, éd. Bucarest, 1915, p. 32.

2. Chiffre communiqué par le Ministère du Commerce de Roumanie par lettre n° 16779, 1933.

opération qui concerne, par ses méthodes d'achat et de vente, le marché intérieur bien plus que le commerce d'exportation.

La capacité de production dans les Voévodats, puis dans l'ancien Royaume avait augmenté avant guerre, de la façon que nous avons exposée plus haut. Or, cette augmentation fut, en premier lieu, profitable à la croissance de la capacité d'exportation de l'ancien Royaume.

Il faut pourtant convenir qu'entre 1860 et 1913 les récoltes en Roumanie présentent des écarts très importants. En 1898, par exemple, la production est de 75.786.500 hl. En 1899, elle tombe à 23.459.600. hl; en 1900 nous avons 60.277.700 hl; en 1901 84.458.150 hl; en 1904 35.158.269 hl et en 1906 110.306.805 hl¹.

Nous avons relevé ces quelques chiffres uniquement pour illustrer l'ampleur de variation des récoltes et faire sentir les conditions particulières auxquelles devait s'adapter le mécanisme commercial dépendant précisément de l'excédent exportable.

L'Ancien Royaume doit, en tout état de cause, être considéré pendant toute l'époque de son essor économique d'avant-guerre comme un pays présentant un excédent de production de céréales et dépassant largement les besoins de sa consommation intérieure.

L'agrandissement de la Roumanie par l'incorporation dans ses frontières d'importantes provinces d'économies différentes produisit naturellement une perturbation complète dans son équilibre économique. Deux phénomènes distincts doivent être envisagés :

La nouvelle distribution géographique de la production agricole dans les régions productrices de céréales, puis l'organisation de la distribution de céréales dans le territoire agrandi, organisation modifiant les conditions de circulation des produits et déterminant une transformation correspondante du marché intérieur.

Les régions de production dans l'Ancien Royaume sont assez nettement délimitées. Entre le Danube et les collines précarpathiques la grande plaine danubienne et

1. Emil M. Brancovici, *op. cit.*, p. 231.

moldave constituait le grenier de l'Ancien Royaume. La Dobrodgea qui, depuis 1877, était rattachée à la Roumanie, complétait encore, sur l'autre rive du Danube, cette grande unité de production. La Bessarabie avec ses immenses espaces consacrés à la culture des céréales ne semble être que le prolongement des territoires agricoles danubiens. Les autres provinces, telles que la Bucovine, la Transylvanie et le Banat, malgré leur caractère nettement agricole, ont une économie rurale différente.

En dépit d'une production de céréales assez importante dans certaines régions, la Transylvanie ne se suffit pas à elle-même. Et pourtant la qualité des produits de son sol jouit d'une réputation consacrée. Les blés durs « Glasweizen » de la région d'Arad, par exemple, faisaient prime sur les marchés européens d'avant-guerre et les minoteries de Vienne, ainsi que celles du Sud de l'Allemagne, recherchaient ces blés transylvains.

Il en était de même pour le Banat habité par une population plus évoluée, plus aisée et rompue à des méthodes agricoles plus perfectionnées. Cependant de cette région très fertile dépend le ravitaillement de tout le plateau forestier du Caras, ainsi qu'un réseau d'agglomérations urbaines industrielles, qui rendent en principe cette région insuffisante pour subvenir aux exigences de la consommation locale.

La chaîne des Carpathes, le plateau transylvain et le plateau du Caras qui séparent la plaine danubienne de la Tisa et du Banat, constituent l'obstacle entre l'unité de production danubienne et l'unité transcarpathique. Etant donné que les plateaux et les régions carpathiques sont des régions notoirement pauvres, produisant peu de céréales, il est naturel que depuis l'Union¹ ce soit la plaine danubienne qui subvienne à leur ravitaillement. Il s'est établi ainsi au-delà des Carpathes une circulation de céréales qui n'avait existé que sporadiquement avant la guerre, car ces parties de l'ancienne monarchie austro-hongroise préféraient se ravitailler par Trieste en important des blés et des maïs provenant d'Amérique.

1. *L'Union de la Moldavie et de la Valachie en 1859.*

La circulation des céréales à l'intérieur des frontières de la Roumanie agrandie fut déterminée, à part les besoins directs de ravitaillement de quelques grandes régions déficitaires, par un phénomène dont l'importance doit retenir notre attention.

La frontière Ouest de la Roumanie, telle qu'elle a été établie après-guerre, sépare deux régions industrielles très actives le Torontal et le Bihor, d'une région agricole très fertile qui s'y rattachait et barre à ces deux régions le chemin de leurs débouchés initiaux qui avaient, dans une certaine mesure, déterminé leur formation.

En effet, à Timisoara, à Arad et à Oradea, de très importantes minoteries destinées à exploiter la richesse agricole de toute la région dont elles étaient le centre, c'est-à-dire d'une grande partie du territoire attribué à la Hongrie, devaient faire face à un problème nouveau au moment du partage que subit l'ancien territoire austro-hongrois.

Coupées du débouché de Budapest, de Vienne et des centres industriels de la Tchécoslovaquie, par les barrières douanières nées au lendemain de la paix, ces minoteries ont été obligées de s'adapter à une situation nouvelle, qui ne pouvait pas être favorable au maintien de leur ancienne prospérité.

Les « Minoteries Neumann Frères » étaient installées pour fabriquer 120.000 tonnes de produits par an. Les « Grands Moulins de Timisoara » avaient été montés pour travailler 90.000 tonnes de farine par an et à côté de ces établissements comparables aux plus importantes minoteries du Continent, il y avait encore de nombreuses minoteries d'une capacité de 20 à 30.000 tonnes également établies pour ravitailler le marché de la Monarchie entière ¹.

Après la guerre, le manque de céréales dans les régions limitrophes d'Arad et de Timisoara poussa ces entreprises à s'approvisionner au-delà des Carpathes dans l'autre région de production du Royaume. Par ailleurs, les entraves au commerce extérieur qui résultèrent des nouvelles assises politiques de l'Europe, obligèrent ces entreprises à écouler

1. Nous avons consulté l'*Anuarul Industriei*, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Bucarest, éd. 1930.

leurs farines en Roumanie même. La circulation des céréales prit ainsi une orientation nouvelle.

D'autre part, la politique de ravitaillement dans le Royaume même posa de nouveaux problèmes. Pendant des années, les prix des céréales et de leurs dérivés furent fixés d'autorité et soumis au contrôle de l'Administration.

Les taxes d'exportation, les droits fiscaux, les interdictions de circulation, les entraves à l'importation mises par



les États voisins déficitaires en céréales, supprimèrent l'écoulement de la production des céréales roumaines et de leurs dérivés vers leurs débouchés naturels en Autriche et Tchécoslovaquie. Les entraves apportées à leur libre circulation, jointes aux ingérences administratives pour maintenir à un niveau bas le prix du blé, ainsi que celui de la farine entraînèrent les conséquences les plus funestes pour la production, aussi bien que pour l'industrie.

A l'intérieur la consommation sembla momentanément retirer des avantages de l'adaptation à l'inflation monétaire des prix artificiellement abaissés pour les céréales panifiables. Mais ces avantages n'étaient qu'apparents, car ce qui s'en suivit prouva combien les sacrifices imposés au producteur étaient vains.

2. Le rassemblement des céréales

Nous avons signalé le rôle économique qu'a joué l' « obor » dans l'approvisionnement du marché intérieur depuis 1919.

La pratique a déterminé également la formation d'une technique commerciale qui mérite de retenir notre attention.

Le petit producteur, vendeur de quantités ne dépassant pas 10 à 15 quintaux de céréales à la fois, cherche d'habitude à vendre sa récolte dès la moisson. Les besoins urgents d'argent l'y obligent. C'est dès l'époque des moissons, que les céréales affluent dans les différents « obors » qui, sous le contrôle des chambres de commerce locales, sont établis à l'intérieur du pays, dans les centres agricoles, points importants des chargements par chemins de fer, ou bien dans les échelles. Habituellement, près de la gare, un emplacement appartenant à la commune, est désigné pour parquer les centaines de chariots chargés de céréales à vendre.

Dès 5 h. du matin, les vendeurs attendent patiemment l'ouverture du marché qui n'a lieu qu'à 7 h. Entretemps ils se sont déjà renseignés sur les prix touchés la veille et ont vu les démarcheurs.

Ces démarcheurs, qui ont le titre de courtiers assermentés — titre qui doit être confirmé par la Chambre de commerce du district — sont généralement en liaison avec le sous-agent de la maison d'exportation, ou des grands moulins effectuant les achats.

En pratique, la présence sur le même marché de ces deux catégories d'acheteurs doit être considérée comme exceptionnelles. Lorsque c'est le marché intérieur qui recherche la marchandise, l'exportation ne peut pas entrer en concurrence et lorsque l'exportation ne trouve pas intérêt à acheter, les acheteurs intérieurs en profitent.

Le démarcheur est, pendant la durée du marché, en contact avec le sous-agent dont il dépend. C'est lui qui fixe les limites des prix à accorder au producteur dans

l'obor. Le démarcheur est obligé de respecter la limite et c'est pour lui un art de savoir rafler, dans un court laps de temps, le plus grand nombre possible de chariots.

La vente conclue entre le démarcheur et le paysan, il établit sa fiche de transaction, dont la copie est remise au paysan et dont le double est visé par le « Commissaire du marché ». Celui-ci contrôle les transactions, ouvre et ferme le marché. Dans les marchés importants, où le nombre des arrivages dépasse parfois 1.000 ou 1.500 chariots, le marché se fait sans interruption de 7 h. du matin à 3 h. de l'après-midi.

Dans les petits marchés, les transactions s'achèvent vers 10 ou 11 heures. Une fois le marché conclu, le paysan est tenu de transporter les grains au magasin de l'acheteur.

Nous passons volontairement sous silence les abus auxquels donnaient lieu les ventes non contrôlées, qui se faisaient avant guerre, à l'origine de l'institution des « obors », dans beaucoup de ces petits marchés se tenant sur des places peu importantes et dans des échelles de second ordre.

Au magasin, les grains sont réceptionnés. C'est le grand savoir du magasinier de rendre la transaction profitable pour l'acheteur, son patron. En effet, le paysan roumain était avant la guerre moins méfiant qu'il ne l'est à l'heure actuelle. Cependant, pressé de se débarrasser de la marchandise pour la réaliser, pressé par le temps de toucher le pécule de sa vente pour pouvoir faire encore quelques emplettes, il ne peut toujours contrôler de très près les opérations du magasinier. Très souvent les grains sont versés en vrac dans les chariots et même si le paysan les apporte préalablement mis en sac, la mesure ne se faisant qu'exceptionnellement au poids, le magasinier se réserve toujours en faisant la réception ou la mesure des grains achetés, une marge suffisante, pour s'assurer un beau bénéfice. Ainsi les magasiniers sont, dans le commerce des céréales du Danube des personnages très redoutés et presque toujours assez aisés. Il leur appartient, en dehors de la réception quantitative, d'assurer aussi une réception qualitative parfaite de la marchandise. Or les maïs ne sont pas toujours secs au moment de la mise en magasin ; s'ils le sont, le magasinier argue quand même de l'état médiocre de la marchan-

dise. Alors pour en finir, le paysan accepte qu'un ou même deux boisseaux soient déduits du compte pour compenser la moins-value réelle ou fictive de la marchandise.

De même lorsque le paysan a du blé à vendre, le magasinier basera toujours ses transactions sur la valeur d'un ou de deux sacs qui contiennent beaucoup de poussière ou dont le grain est moins lourd, de sorte que si le prix indiqué sur le bulletin de vente visé par le Commissaire est, par exemple, 300 lei le quintal, le paysan touchera en réalité 270 lei seulement.

Nous avons cru de notre devoir d'insister sur ces manœuvres cachées, qui ne sont pas seulement caractéristiques des pays danubiens, mais qui ont toujours été l'apanage des exploiters de la bonne foi et de la simplicité du paysan.

Ce qui nous intéresse c'est de souligner, en passant, la diminution occulte du rendement de la petite exploitation agricole, dont le paysan a toujours été victime.

Une fois la mise en magasin faite, le magasinier est tenu de confirmer, par sa signature et par l'indication du poids reçu, la réception de la marchandise et c'est alors que le paysan se présente pour toucher son argent, avec la fiche complétée, chez le sous-agents ou chez son payeur.

Dans les petites échelles et dans les bourgs de Roumanie, le sous-agent de l'exportateur confie souvent la paie de ses fiches au marchand du bourg, qui accepte de faire cette besogne car, ayant le paysan dans son magasin, il le décide souvent à lui acheter ses marchandises, tissus, parures et autres.

Les transactions dans les « obors » se font tous les jours, excepté le dimanche.

Nous avons abordé superficiellement la fonction des courtiers sur ces marchés. Il nous semble toutefois important d'exposer les principes qui ont déterminé la réglementation du marché en ce sens.

Pour éviter que des acheteurs, non qualifiés, se présentent sur le marché et pour protéger le paysan contre le risque qu'il pourrait encourir par le non-règlement des fiches, le courtier officiel intervient pour le sauvegarder.

On a voulu également activer la conclusion des transac-

tions en créant, par la nomination d'un nombre déterminé de courtiers, une concurrence susceptible d'empêcher une entente entre les différents acheteurs.

Il aurait fallu, pour que ceci puisse advenir, que ces courtiers soient indépendants aussi bien de l'acheteur que du vendeur. Malheureusement ni l'un ni l'autre cas ne se réalise.

Sur un « obor » il y a en général 8 à 10 maisons qui achètent régulièrement et ceci seulement lorsque c'est un « obor » de premier ordre.

Dans les petits « obors » le nombre des acheteurs est bien moindre. Or le nombre des courtiers assermentés dépasse le plus souvent le nombre des acheteurs admis sur l'« obor ». Il s'ensuit qu'un acheteur, selon son importance, travaille avec plusieurs courtiers, et que ces courtiers, lorsque l'acheteur est sur le marché, restent sous son entière dépendance.

L'art de dominer le marché, dans un « obor », est une science que peu d'acheteurs de céréales peuvent se vanter de posséder. En effet, les affaires de céréales se font par à-coup, un marché, dans le plus petit coin de la plaine danubienne, dépend du marché mondial. Le mécanisme qui l'y rattache, et dont nous reparlerons, est si sensible que l'action commerciale du collecteur de céréales s'en ressent jour par jour. Ainsi les ordres d'achats, surtout ceux supérieurs à la limite de la concurrence, sont rares pour le sous-agent qui a le premier contact avec le producteur. Travaillant à la commission, le sous-agent n'a qu'un intérêt acheter autant que possible. Le courtier a le même intérêt. Ainsi pour rafler la marchandise, les courtiers se disputent réciproquement l'appât et l'acheteur doit se protéger contre cette concurrence entre courtiers qui ne peut avoir pour lui que des désavantages. Au fond de telles manœuvres ne paraissent pas nuisibles aux intérêts du paysan, et pourtant il en subit les inconvénients.

Lorsque, dans un « obor », les prix payés sont plus élevés que dans un autre, le paysan n'hésite pas à faire 50 km. de plus pour gagner 30 francs sur un chariot. Or la nouvelle d'une hausse se répand très vite et il arrive souvent qu'à la suite de cette hausse artificielle, qui est générale-

ment pratiquée par les acheteurs, un « obor » où les transactions portent en général sur 30 à 50 tonnes de marchandises, voit brusquement affluer en moins de 2 jours de temps une quantité de denrées double ou triple. De ce fait résulte un avilissement des cours.

Voir les acheteurs s'abstenir et faire baisser les prix au-dessous de la cote du jour, est un phénomène qui appartient à la technique normale des « obors » et ainsi malgré leur dépendance du port d'exportation et malgré leur dépendance, du marché mondial, les affaires des « obors » prennent leur allure à elles. Ces manœuvres sont rendues de plus en plus difficiles lorsque les « obors » sont organisés et lorsqu'ils sont placés dans des endroits où le nombre des acheteurs de marque est suffisant pour les empêcher, car entre agents ou sous-agents il n'y a jamais d'entente.

Quelques « obors » sont réellement célèbres et pour l'importance des transactions qui s'y font, méritent d'être cités : « Turnu-Magurele, Calarasi, Giurgiu et Braïla ont, par exemple, des « obors » où des arrivages de 2 à 3.000 chariots par jour, ne doivent pas être considérés comme exceptionnels, et où, au temps des moissons, les arrivages sont plus importants encore.

Aux transactions dans les « obors » qui sont traitées, particulièrement, par les agents ou sous-agents des grands exportateurs du port de chargement, peuvent être opposées les transactions par wagon, c'est-à-dire celles en grande quantité qui, pour la plupart, sont faites soit par l'agent principal, soit par l'exportateur même.

Nous connaissons déjà la catégorie de fournisseurs susceptibles d'offrir à ces négociants les quantités de céréales de cette importance.

Le grand producteur a matériellement des ressources beaucoup plus variées que le petit, pour écouler sa production. Pour bien fixer l'importance de ces transactions, il nous semble utile de ne pas nous borner à dépeindre l'aspect que ces transactions présentent de nos jours.

La Roumanie d'avant-guerre, la Roumanie des propriétés latifundiaires, nous rendra d'une façon plus exacte, plus complète la variété de ces transactions et nous insistons

sur leur importance malgré le fait qu'elles constituent aujourd'hui un morceau du passé.

Nous avons évoqué les « *mosieri* »¹, grands propriétaires terriens — qui vendaient leurs produits en bloc et nous avons également envisagé le rôle que jouaient les divers intermédiaires dans ces transactions.

En principe, le « mosier » vendait sa production « livrée à l'échelle la plus rapprochée ». Le système ferroviaire n'avait pas encore atteint le développement actuel, et les transports par chariot ne coûtaient rien, le paysan étant soumis aux stipulations de la loi de 1866.

L'amélioration progressive des routes, la gratuité du roulage que le paysan lui devait, rendaient ce genre de transaction plus commode pour le « mosier ». Il avait, surtout l'avantage de supprimer entre lui et le premier acheteur une série d'intermédiaires qui fatalement grevaient le prix de vente. La plaine valaque — grenier si important où se trouvaient toujours les plus grandes exploitations agricoles de Roumanie — occupe une situation géographique qui rend relativement aisé l'accès au Danube. Du fait, que la distance à parcourir entre le lieu de production et l'échelle la plus rapprochée du Danube ne dépassait guère 60 à 100 km et que parfois ces distances étaient même au-dessous de cette moyenne, les transactions qui se faisaient dans cette bande de territoire longeant le Danube, étaient presque uniquement « pour livraison sur chaland de l'acheteur ».

D'autres régions de l'Ancien Royaume, principalement la Moldavie, trop éloignée des échelles danubiennes, régions de production qui ne furent ouvertes à l'exportation que par la création du réseau ferroviaire, étaient tenues de charger leurs céréales en wagons dans la station la plus rapprochée de leurs terres. Ces deux manières d'expéditions, le transport par chaland vers le port maritime et le transport par wagon vers la même destination, caractérisent matériellement le genre des transactions directes.

Du point de vue commercial, les transactions habituelles aux grands producteurs se divisent en vente du disponible et vente à livrer. Celles-ci se subdivisent en : ventes à la

1. Propriétaire d'une terre au-dessus de 300 ha.

culture, ventes dans les ports par le soin des commissionnaires, ventes aux intermédiaires dans les stations de chemins de fer et ventes directes aux minotiers.

En général, lorsqu'ils ne comptaient pas parmi les quelques propriétaires privilégiés dont les propriétés dépassaient 10.000 hectares et plus, et dont les moyens financiers permettaient une gestion absolument indépendante de leurs affaires, les grands producteurs étaient toujours à court d'argent. De même les fermiers, avec le souci de monnayer aussi vite que possible la récolte, pour régler leurs engagements, étaient portés à vendre, au moins une partie de celle-ci, avant qu'elle eut été battue.

Ces affaires « à livrer » faisaient en effet l'objet d'une multitude de transactions et ceci surtout du fait que s'était instituée la coutume, d'ailleurs très ancienne, de verser des arrhes. Les Turcs avaient déjà introduit le système du versement des arrhes pour s'assurer les fournitures du miel, des bestiaux etc... et cette coutume est restée, dans ce pays, une des caractéristiques de toute transaction concernant les céréales. Les arrhes, d'après la solvabilité du vendeur, s'élevaient souvent à plus de 30 % de la valeur de la fourniture. Peu à peu ces exigences se sont confirmées et, dans la plupart des cas les producteurs couvraient, par les arrhes, les frais de moisson, de battage et d'expédition de leurs récoltes.

La vente de produits, prêts à être livrés, devint ainsi pour les producteurs une nécessité, une obligation parfois, étant donné que ces ventes les aidaient à faire face aux dépenses inhérentes à la mise en valeur de leurs récoltes.

Par ailleurs, en dehors des obligations qui leur incombaient, des échéances, se rattachant à leurs exploitations agricoles, leur imposaient aussi la nécessité de s'assurer des fonds plus importants pendant les mois de juillet, août et septembre.

Les transactions se réalisaient rarement en prévision d'une conjoncture à venir, ou en prévision de l'obtention d'un prix favorable, lorsque tel ou tel mosier vendait ses produits avant que la récolte fût en grange. Conscients de la mauvaise transaction et contraints par les circonstances, mosier et paysans vendaient « à livrer » pour se

faire de l'argent. En dépit de leur caractère anti-économique et malgré les nombreux efforts de l'État pour remédier à cette situation, par une politique de crédit dont nous reparlerons, ces transactions à livrer restèrent, au moins pour une partie des céréales récoltées, la méthode de valorisation appliquée.

Les ventes à livrer nécessitaient l'élaboration d'une formule juridique applicable à ces transactions. L'application d'un système uniforme dans les contrats ne fut évidemment réalisé, qu'après qu'eut été donné l'exemple de l'Étranger. Ainsi, nous ne connaissons le contrat des transactions concernant les céréales pour le commerce intérieur, que dans les dernières décades du siècle passé. En général, les acheteurs faisant des avances sur la récolte, s'assuraient par acte notarié *un nantissement représenté par la récolte sur pied*.

Les contrats en Bourse (entre agriculteurs et exportateurs) n'étaient pas très usités, d'autant plus que la jurisprudence des transactions en Bourse ne présentait pas l'efficacité suffisante pour garantir l'acheteur, verseur d'arrhes, des risques éventuels du [non respect des engagements pris.

Le producteur ne vendait la marchandise disponible que lorsqu'il n'avait plus besoin d'argent et que sa situation financière était telle qu'il pouvait choisir de son propre gré l'époque de la vente de sa production.

Ainsi, les livraisons des marchandises disponibles affluaient plutôt après que les premiers engagements à livrer étaient déjà conclus.

Les ventes de céréales provenant de la grande culture se faisaient lorsque la moisson était battue. L'acheteur était tenu de prendre livraison des céréales chez le cultivateur, dans les conditions suivantes :

L'acheteur avait à fournir les sacs, la marchandise sortant de la batteuse était mise en « toiles » sous le contrôle de l'employé de l'acheteur. La pesée avait lieu à la ferme et dès ce moment tous les frais et risques étaient à la charge du preneur.

La marchandise était vue et acceptée à la production, le vendeur ne prenait à sa charge aucune obligation qualitative. Ce système de transaction ayant été, dans une

certaine mesure, opposé aux méthodes d'achat des exportateurs, il était plutôt pratiqué en seconde main.

Les exportateurs de Galati, Braïla et Constantza, préféraient acheter de la marchandise disponible dans le port ou bien, expédiée par wagon entier, à destination du port d'embarquement.

Ils ne consentaient des avances sur marchandise expédiée qu'exceptionnellement et l'on peut dire que les exportateurs traitaient avec les grands producteurs des affaires très importantes, mais réduites comme nombre. Dailleurs des grands « mosieri » tels que les Cantacuzino, Gradisteano, les Stirbey, les Marghiloman, Mihaïl, Negroponte, Varnaf, Monteoru et d'autres encore, présentaient une surface telle, qu'ils pouvaient imposer à leur acheteur les conditions de vente.

En général, ces grands producteurs expédiaient la marchandise à destination de l'acheteur dans le port danubien et se faisaient créditer du montant des marchandises expédiées, à la banque où ils avaient leur compte.

Une autre catégorie de vendeurs utilisaient les succursales des banques situées dans les ports de Braïla, Galatz et Constantza, pour profiter du meilleur prix de vente dans le port de chargement, tout en pouvant bénéficier aussi des allègements financiers que les banques étaient à même de leur accorder.

C'étaient les affaires en consignation-commission, ayant pour but la vente des céréales à l'arrivée. Les grandes banques du pays entretenaient à Braïla un service de vente à la commission, organisée pour vendre au meilleur compte les céréales, que les expéditeurs de l'intérieur adressaient à leurs services. Ces expéditeurs, clients de la Banque, touchaient des avances soit sur commande, soit à découvert, et se dégageaient vis-à-vis de la banque en confiant à celle-ci la vente et l'encaissement de la valeur à destination. Tout en profitant des facilités de trésorerie que les banques leur accordaient, les producteurs étaient donc contraints à ce genre de transactions à la commission. Par suite, les commissionnaires libres dans les ports, étaient aussi souvent tenus d'accorder à leurs commettants des avances, et, tenant compte de l'élément de confiance qui intervient en

pareille matière, les commissionnaires en céréales représentaient aussi une catégorie de commerçants en céréales, très considérés.

Une autre catégorie de commerçants, les « spéculateurs », accomplissaient — comme l'indique leur appellation — le rôle d'intermédiaire libres à l'intérieur du pays. C'est eux qui, faisant la collecte de petites quantités de grains, s'interposaient pour remplir les fonctions nécessaires, afin de livrer à l'exportateur du port maritime la marchandise aux conditions matérielles et commerciales qu'il exigeait. La plupart des affaires, traitées « wagon départ », se faisaient par le truchement de cette catégorie de petits commerçants ruraux, et leur activité était des plus prospères ainsi au cours des années de bon rendement.

Moins nombreux, mais s'accommodant quand même de ce système de transaction, sont les propriétaires terriens, ayant des exploitations peu importantes, qui se prêtent à ce même genre de transactions « sur wagon », en vendant leurs marchandises directement à l'exportateur.

Nous avons déjà parlé du rôle que jouait la minoterie dans la valorisation des grains sur le marché intérieur. Depuis le petit moulin paysan, moulant le maïs des pauvres ruraux pour leur propre consommation, jusqu'à la grande minoterie produisant des farines de luxe destinées à l'exportation, les méthodes d'achat et de vente des grains varient d'après l'importance de l'entreprise.

Avant la guerre, en dehors des petites minoteries qui se fournissaient directement dans les environs de l'endroit où elles étaient établies, et cela à des conditions suffisantes généralement pour ne pas faire appel à des intermédiaires, il y avait un nombre considérable de grandes minoteries dont l'approvisionnement dans les environs des centres industriels où elles se trouvaient, ne pouvait répondre à leur besoin. Souvent les grands propriétaires terriens arrivaient avec celles-ci à un bon arrangement pour vendre leur récolte, et c'est ainsi que nous pouvons voir des transactions importantes se conclure entre des propriétaires vendant à telle ou telle minoterie de Bucarest, de Braïla ou de Constantza, 10 à 20.000 quintaux de blé à la fois.

Dans toute cette gamme de transactions intervient aussi

l'activité du fermier exploitant et négociant en grains. En même temps qu'il s'adonnait à l'ensemble de ces transactions, et ceci, dans la mesure où ces possibilités financières le lui permettaient il tirait profit de la terre aussi bien que du commerce de ses produits.

En général, à l'époque de la propriété latifundiaire, les transactions en gros, soit par wagon, soit par chalands entiers, traitées directement, ou par le truchement des intermédiaires, constituaient la majeure partie du disponible en céréales à vendre. Les ventes dans les « obors » ne présentaient qu'une faible partie de la totalité, ainsi que nous l'avons indiqué par les chiffres cités plus haut.

L'après-guerre a vu se produire, par la réforme agraire, une modification profonde à ce sujet, de sorte que ce furent les ventes dans les « obors » dont l'importance augmenta, et, faute de grands fournisseurs, les transactions portant sur de grosses quantités devinrent impossibles. Dorénavant les exportateurs devaient se contenter de faire des transactions qui dépassaient exceptionnellement, mille quintaux au grand maximum, et, pour la plupart, c'étaient des revendeurs de seconde main qui étaient les fournisseurs de la vente en gros.

3. Routes et communications

En retirant ses légions du territoire Dace, Aurélien (270 av. J. C.), abandonna aux envahisseurs barbares l'entretien du système routier remarquable, dont les vestiges nous montrent encore quelle était son importance et son étendue. De ce réseau routier primitif aucun vestige ne subsistait à l'époque des Croisades.

Un autre système routier, répondant aux exigences économiques du moyen âge, vint se superposer à celui des Romains. Le récit d'un voyage de Thomasso Alberti¹, ainsi que celui de Carlo Magni², nous ont permis de connaître l'état des routes dans les Principautés du XVII^e siècle. Il est facile de concevoir que, dans ces régions, les voies de communication ne pouvaient pas être supérieures, en qualité et en quantité à celles des pays occidentaux.

Dans son ouvrage *The growth of English Industry and Commerce in modern times*³, W. Cunningham en nous décrivant le système routier en Angleterre dit que : « Jusqu'en 1745, l'Angleterre n'avait aucune route sur laquelle deux voitures auraient pu passer de front. Au lieu de construire de nouvelles routes, le Gouvernement se contentait de promulguer des édits pour diminuer le poids des véhicules et leur largeur. C'est pour des raisons politiques et stratégiques que le roi d'Angleterre se mit à établir en 1745 des routes sur lesquelles les troupes puissent passer en toute saison ».

En citant Sombart, Gina Lombroso nous fait remarquer que : « les transports par terre et par mer étaient bien peu sûrs ». Les courriers par routes étaient menacés par les brigands (en 1767 une malle de Portsmouth fut enlevée par

1. N. Iorga, *Istoria Comertului Românesc*, op. cit., 269.

2. *Ibid.*, op. cit., p. 271.

3. W. Cunningham D.D., *The growth of English Industry and Commerce in modern times*, Cambridge, 1899, p. 378.

une bande à l'entrée de Hammersmith à deux lieux de Charing Cross »)¹.

Les témoignages de Ion Ghika corroborent, pour la Roumanie, les remarques qui étaient applicables encore à la fin du XVIII^e siècle aux États de l'Occident².

Le blé ne pouvait être transporté à plus de 20 lieues, aussi « il n'y a qu'une bande de territoire de cette largeur le long du Danube qui puisse exporter ».

Ce n'est qu'en 1845, que le problème de la construction des routes fut envisagé. Or, tandis qu'en Valachie les fonds qui lui étaient destinés, sous le règne du prince Bibesco, conformément à la loi de 1842, qui obligeait les chefs de famille contribuables à donner six jours de travail par an pour la construction des routes, ne furent pas employés aux fins prévues, la Moldavie connut en 1845, la première réalisation dans ce sens.

Depuis la promulgation de la loi, on avait construit une chaussée traversant la Moldavie dans toute sa longueur et couvrant un espace de 120 lieues en longeant la vallée du Siret. Cette chaussée a rendu les plus grands services à l'agriculture du pays. Une autre chaussée transversale, qui partait de la frontière autrichienne et devait couper la Moldavie par le milieu, dans sa longueur, était à demi achevée. « *Ce n'est point dire que l'on n'aurait pu faire davantage avec les moyens dont on disposait, mais, si le mètre courant de chaussée revient aux Valaques, à 2.700 piastres (900 francs), il n'a coûté que 60 piastres (20 francs) aux Moldaves* »³.

Un budget, préparé par le Gouvernement Bibesco en Valachie, nous fait connaître les prévisions nécessaires pour la construction des routes. Pour un mètre courant de chaussée on prévoyait à cette époque 15 jours de travail⁴. Ainsi, nous pouvons constater qu'à partir de 1845 le problème des routes avait déjà préoccupé vivement les Gouvernements de Roumanie et que les débuts de la construction d'un système routier coïncident aussi, avec le début de

1. Gina Lombroso, *La rançon du machinisme*, Paris 1931, p. 77.

2. Ion Ghika, *Acte si Legiului*; *op. cit.*, p. 129.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 147.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 145.

la période dans laquelle, les Principautés danubiennes commencent à jouer un rôle dans l'approvisionnement du marché mondial en céréales.

L'évolution de ce système avança assez rapidement et en 1915, le réseau de routes *nationales empierrées* dans l'ancien Royaume dépassait déjà une longueur de 4.162 km ¹. Pourtant ce système correspondant aux exigences du sol de la plaine et satisfaisant aux besoins d'une circulation moderne, ne put se développer qu'à l'époque précédant la guerre. De 26.425 km. en 1909, l'étendue du réseau routier entier atteignit en 6 ans seulement, 44.574 km en 1915 ².

L'application des systèmes modernes de construction de routes en Roumanie est assez récente. La circulation toujours croissante à l'intérieur du territoire en fut le principal promoteur. Le problème des routes a repris récemment un aspect qu'il n'avait pas avant l'avènement de la traction à moteur, mais il faut convenir que, pour la Roumanie, le réseau routier constituait, bien avant l'utilisation des automobiles, un des principaux auxiliaires de l'écoulement de sa richesse agricole.

Le sol de la Roumanie, en général très meuble, rend très difficile la construction des chemins. Puis les véhicules employés pour le transport à longue distance, sont absolument néfastes au bon entretien des routes. Le chariot qui est uniquement utilisé en Roumanie, est assez mal construit. Il est placé sur quatre roues d'un diamètre de un mètre pour les roues arrière et de 0 m. 60 à 0 m. 70 pour les roues avant, et la largeur des bandages ne dépasse guère 5 à 6 centimètres. Le paysan charge sur ces chariots des poids approchant souvent 1500 à 2000 kilos. Il est donc naturel que les routes décapées par la chaleur et par les longues périodes de pluie et de neige soient facilement détériorées lorsqu'une roue si étroite pèse sur elles et qu'elle supporte une charge aussi lourde. On en a fait l'expérience en Roumanie, en appliquant récemment des méthodes de construction considérées comme très

1. *Annuaire Statistique*, 1915-1916, *op. cit.*, p. 141.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, pp. 141 et suiv.

résistantes et qui pourtant n'ont pas réussi à garantir la solidité de l'empierrement.

Le problème des routes a été, depuis qu'il s'est posé, un des plus grands soucis de l'Administration des Travaux Publics en Roumanie, et la préoccupation primordiale de celle-ci a été précisément de tenir les chaussées en bon état pour assurer l'écoulement facile des céréales vers les ports de chargement.

La régularité de cet écoulement a, en effet, beaucoup souffert du mauvais état des routes. L'on s'en est souvent rendu compte et on a cherché des remèdes à cet état de choses.

Nous avons insisté sur ces détails, car ils constituent une des preuves principales que le commerce des céréales dans les pays du Bas-Danube doit être considéré comme un commerce saisonnier. Non seulement, les conditions principales d'écoulement dépendent du gel du Danube, mais la question subsidiaire des routes a toujours constitué, pour la circulation régulière des céréales dans le pays, une des principales entraves.

Les observations de Ion Ghika sont restées applicables, pour l'écoulement des céréales vers le Danube, jusqu'à nos jours. En effet, la presque totalité des céréales produites dans un territoire éloigné de 60 à 80 km du Danube, est encore aujourd'hui transportée par chariot au port fluvial d'embarquement.

Il fallait donc transformer les routes que Carlo Magni considère « comme étant aussi méconnaissables pour l'étranger que la voie d'un navire dans la mer »¹, en un moyen de communications que les intempéries et les influences naturelles n'altèrent pas et que le mécanisme économique du pays puisse utiliser à n'importe quelle époque de l'année.

* * *

Un des principaux obstacles aux facilités de la circulation permettant des échanges, fut en corollaire de ce problème : la question des ponts. Ceux-ci, jadis de faible cons-

1. I. N. Angelesco, *op. cit.*, p. 333.

truction, en bois, supportant des charges réduites, mais ne résistant pas aux intempéries et aux dévastations des courants torrentiels pendant la saison des pluies et des fontes de neige constituaient toujours une source d'incertitude pour les transports. La solution du problème n'était pas de très grande urgence tant que le transport des marchandises en masse ne se posait pas. Par ailleurs, la variation saisonnière des courants limitait l'époque, pendant laquelle le passage des fleuves était presque impraticable, à quelques mois seulement de l'année.

Ainsi, les gués étaient plus recherchés que les ponts. Pourtant le problème resta entier, et, dès que la Roumanie vit éclore le problème de l'exploitation de sa richesse céréalière par l'écoulement de ses grains vers l'Étranger, le problème de la construction de ponts en fer devint pressant. Avec le projet de construction des chaussées se posa aussi la question de construction des ponts, accessoires indispensables à la meilleure circulation des richesses du pays vers leurs débouchés.

Par décret n° 14.073 du 12 novembre 1864, ratifiant une convention entre l'État Roumain d'une part et John Stainforth et John T. Barkley d'autre part, on entreprit la construction de 19 ponts en fer¹.

L'État Roumain entraînait ainsi pour la première fois dans la voie des grands travaux d'utilité publique. En effet le montant de 12.027.285 francs², qui constitue le prix de ces constructions, représente, par rapport à la totalité du budget des Principautés, malgré la répartition de son remboursement en 16 annuités, un acte de courage et de confiance dans le développement de l'économie du pays, pour l'avantage duquel ces sacrifices devaient être faits. Ce début marqua le développement du système des ponts en Roumanie, qui ne tarda pas à s'adapter aux exigences de l'économie nationale toujours croissantes, si bien qu'en 1913 la Roumanie possédait 135 ponts métalliques et 5.304 ponts en pierre de taille³. Ce dernier système de

1. Gh. M. Dobrovici; *Istorieul Datoriei Publice a României*, éd. Bucarest, 1913, p. 100.

2. *Ibid.*, op. cit., p. 100.

3. *Annuaire Statistique*, 1915-1916, p. 142.

pont, tenant compte de l'abondance de la matière première dans le pays, est d'ailleurs mieux adapté aux conditions techniques du pays que les ponts métalliques ; ceci explique leur prépondérance.

*
* *

La construction d'un réseau de chemin de fer a aussi contribué à donner à des régions plus éloignées, accès au Danube et aux ports de chargement. Le premier chemin de fer en Roumanie fut celui de Cernavoda à Constantza, construit au temps où ce territoire se trouvait encore sous la souveraineté turque.

La ligne de chemins de fer pouvant revendiquer d'être la première en date des lignes roumaines est celle reliant Bucarest à Giurgiu. Elle fut commencée en 1865¹.

En 1868, les Principautés réunies procédaient, sous l'impulsion du jeune Souverain qui depuis deux ans avait régné sur le pays, à la mise en œuvre d'un grand programme de constructions ferroviaires².

Par la loi du 21 septembre 1868, on déclara d'utilité publique la construction d'un réseau de chemin de fer reliant les points principaux suivants :³

1^{re} section : de Suceava à Roman avec embranchements sur Botosani et Iassy.

2^{me} section : De Roman à Galatz avec embranchements à Tecuci et Barlad.

3^{me} section : De Galatz par Braïla, Buzau et Ploesti à Bucarest.

4^{me} section : De Bucarest par Pitesti, Slatina, Craiova, Turnu Severin à Varciorova.

Cette concession connue sous le nom de « contrat Strusberg » reflète le souci d'assurer à l'agriculture un transport à bon marché, ce qui ressort des conditions de la concession même qui prévoit pour les céréales, un tarif maximum de 14 bani par tonne kilométrique.

Malgré, que les concessionnaires primitifs ne se soient

1. Règne de Carol I^{er}, 1866-1914.

2. Gh. M. Dobrovici, *op. cit.*, p. 470, v. Annexe VIII.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 472, v. Annexe IX.

pas conformés aux conditions du contrat, l'idée de réaliser un réseau de chemins de fer ne tarda pas à devenir un fait. Par un avenant du 17 juillet 1871 à la loi de 1868, la résiliation du contrat avec le groupe Strusberg et la création d'une société des actionnaires des chemins de fer roumains créée à la place, permirent l'exécution des travaux¹.

Pour relier le réseau roumain au réseau russe, le Gouvernement accorda le 12 juin 1872, à M. Grégoire Eliad une concession pour la construction de la ligne de chemins de fer Iassy-Ungheni².

Le 13 juillet 1874, le Gouvernement prend possession de la nouvelle voie ferrée. La construction avait été faite avec le concours de capitaux belges dont M. A. Taponnier³, Directeur de la Société Financière de Roumanie, était l'homme de confiance.

En 1880, la situation budgétaire de l'État Roumain permettait déjà d'envisager la reprise de l'exploitation des chemins de fer, exploités jusqu'à cette époque par la « Société des Actionnaires », avec le concours de capitaux allemands, notamment de la banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichroeder, à Berlin.

L'État Roumain put alors envisager une opération financière portant sur un nominal de 237.500.000 francs par l'émission de titres de Rente de l'État Roumain 6 %, opération qui mérite d'être admirée pour son envergure et pour son importance⁴.

Conjointement on procéda à la construction du Chemin de fer de Ploesti à Predeal, que l'État Roumain avait lui-même fait construire à forfait. Le prix de cette construction s'élevant à 34.350.351 lei⁵, imposa de gros sacrifices à l'État Roumain, mais eut l'avantage de relier ainsi directement au réseau hongrois la capitale du pays, ce qui justifie cette mesure.

Ainsi nous pouvons considérer comme étant tracé dans son ensemble à partir de 1880, le réseau de voies ferrées de Roumanie.

1. G. M. Dobrovici, *op. cit.*, p. 490, v. Annexe X.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 578, v. Annexe XI

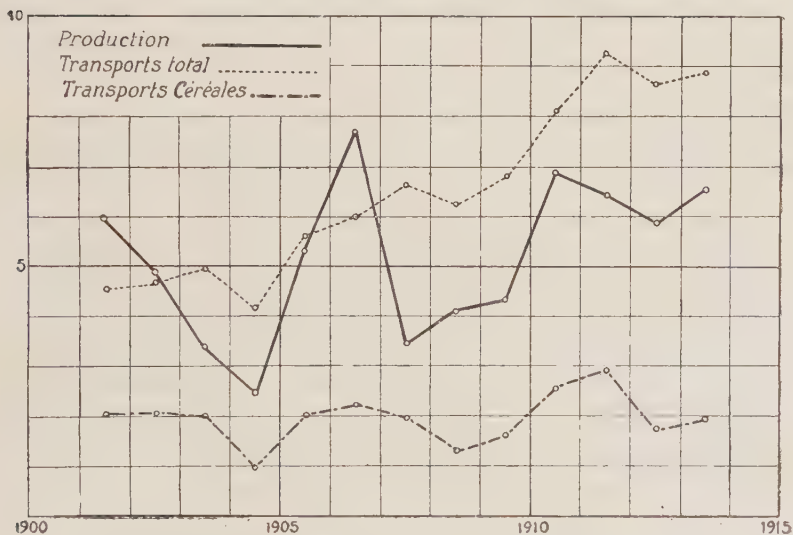
3. *Ibid.*, *op. cit.*, 521.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 523.

5. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 153.

Les chemins de fer de Roumanie avaient transporté en 1877 une quantité de 836.000 tonnes de marchandises, correspondant par kilomètre de chemin de fer à un revenu de 39.841 lei or ¹; les céréales n'y participèrent que pour une proportion infime. Ce n'est qu'après la guerre de l'Indépendance ² que la construction des chemins de fer en Roumanie prit un important essor et la « Société des Actionnaires des Chemins de fer roumains » construisit bientôt la grande ligne transversale de Bucarest à Suceava pour être reliée par la « Franz Ferdinand Bahn », anciennement Nord Bahn, avec Vienne et Berlin, laquelle donna à l'écoulement des céréales moldaves, vers Galatz et Braïla, une impulsion nouvelle.

**Courbe comparative de la production des céréales,
des quantités transportées par voie ferrée et de la totalité
des transports ferroviaires en Roumanie de 1902 à 1913**



En 1893, au moment où le nouveau programme de construction était déjà mis en œuvre, les chemins de fer roumains avaient atteint un trafic 5 fois plus grand qu'en 1877. 4.167.759 tonnes de marchandises avaient été transportées

1. *Annuaire Statistique*, 1915-1916, p. 129.

2. 1877-1878.

et les céréales y représentaient déjà une proportion importante. En effet, sur 4.731.195 tonnes du 1^{er} avril 1901 au 31 mars 1902, les Chemins de fer de Roumanie transportèrent 2.077.700 tonnes de céréales et dérivés.

Dans le trafic total des chemins de fer de Roumanie, les transports de céréales représentaient donc déjà 43 %. Rapportés à la production totale des grains, ces transports représentaient 25 à 30 %. D'ailleurs les fluctuations dans les transports de céréales ont été en rapport intime avec les récoltes, et nous les avons retenues dans le graphique (voir page 227).

L'agrandissement du territoire a forcément provoqué une transformation complète des valeurs et l'importance des transports de céréales, par rapport à l'ensemble des transports dans le pays, a fortement changé. Ainsi pour fixer un point de comparaison susceptible d'illustrer cette transformation, nous indiquons qu'en 1930 sur un total général de 18.167.323 tonnes, les céréales ne représentaient que 2.427.098 tonnes, la production totale en céréales étant en 1930 d'environ 10 millions de tonnes. 1.820.270 tonnes de céréales ont été transportées par les Chemins de fer vers les différents points d'écoulement à l'exportation¹.

Jusqu'en 1914, les céréales de Roumanie, comme il ressort des chiffres, étaient, en majeure partie, dirigées vers les échelles du Bas-Danube et en hiver, vers Constantza lorsque le gel du Danube empêchait l'emploi de cette voie de circulation. Or, depuis l'agrandissement du territoire et l'incorporation des régions de production céréalière, le transport des céréales dans le pays même s'est accru. En 1930, par exemple, année d'excellente récolte et d'un rendement agricole égal à celui de la récolte de 1911-1912, le chiffre du transport des céréales vers les ports maritimes est sensiblement inférieur au chiffre des

1. Gaston Leverve et M. Ionesco, *Rapport sur l'exécution du programme d'amélioration des Chemins de fer Roumains*, éd. Bucarest, 1932, p. 107, Annexe IV, Officiel.

expéditions de céréales circulant en trafic intérieur¹.

Il est évident que le changement provoqué par l'augmentation des exigences de ravitaillement à l'intérieur, a moins profondément influencé l'exportation des pays danubiens.

Nous avons comparé les chiffres des deux époques extrêmes : la première représentant le sommet des évolutions demi-séculaires d'avant-guerre, la deuxième représentant le résultat d'un premier effort de redressement, après une époque difficile de réorganisation due à la guerre et aux obstacles qui s'opposent à l'éclosion économique d'après-guerre.

Les difficultés techniques que cette époque de restauration et de reprise ont engendrées, et les efforts qui ont été nécessaires pour rendre à la Roumanie sa capacité d'exportation, feront plus loin partie d'un ensemble de considérations. Il sied, pourtant, de ne pas négliger la part qu'eut, pour le commerce des céréales, l'état matériel des chemins de fer.

Au moment de la reprise des voies ferrées par les autorités roumaines, l'effectif roulant affecté au transport des marchandises qui, en 1914, avait été de 24.138 wagons, avait considérablement augmenté. Mais si nous tenons compte de l'état du matériel roulant et surtout de l'agrandissement considérable du territoire et, par conséquent, de la demande de matériel, nous arrivons à la conclusion que pendant six ans la Roumanie n'a pu satisfaire, que dans une mesure très réduite, à ses besoins ferroviaires. Les chiffres officiels sont en contradiction avec la réalité des faits. En consultant en effet le nombre des wagons indiqué dans l'annuaire statistique de la Roumanie 1927, nous retrouvons, par exemple, que la Roumanie disposait

1. Nous reproduisons un tableau statistique paru dans le Rapport cité ci-dessus :

Wagons de céréales chargés dans les années 1930 et 1931

	1930	1931
Trafic intérieur	73.090	64.527
Exportation par les frontières terrestres	10.914	16.598
Exportation par les ports du Danube	65.116	70.602
Exportation par les ports maritimes	32.907	31.375

(voir tableau Annexe V)

en 1923 de 90.244 wagons et qu'en 1925 cette quantité avait été seulement de 41.926¹. Or ces deux chiffres correspondent à la réalité ; le matériel roulant que la Roumanie avait acquis, en succédant à la monarchie austro-hongroise et à l'Empire russe, était pour la plus grande partie inutilisable. Ce ne sont que les chiffres de 1925 qui laissent concevoir la situation réelle du matériel roulant disponible. L'effectif, officiellement indiqué, n'est plus que de 41.926 wagons, parmi lesquels le nombre de wagons couverts susceptibles de transporter les céréales ne dépassait pas une proportion de 40 %.

Dans son récent rapport M. Gaston Leverve, expert nommé près l'Administration des Chemins de fer roumains, nous a indiqué, comme suit, la situation du matériel roulant dont les C.F.R. disposaient à la fin de l'année 1931² :

Nous en extrayons les chiffres ci-dessous :

Sur le total de 72.187 wagons, dont 22.930 étaient au 1^{er} décembre 1931 en réparation, il n'y avait que 16.958 wagons couverts susceptibles de servir au transport des céréales et autres marchandises périssables et altérables.

Nous avons tenu à insister sur ces chiffres qui, en l'occurrence, paraissent s'écarter peut-être du sujet direct de nos recherches, mais nous avons voulu illustrer ce fait que, pendant une longue période — époque de redressement et de réorganisation de la Roumanie, — en dehors des difficultés économiques et commerciales, des difficultés matérielles, causées par l'insuffisance des transports, ont sensiblement empêché la reprise entière de la capacité d'exportation de la Roumanie en céréales. Nous voudrions même dire que cet empêchement, en dehors de son aspect matériel, a plus fortement influencé le commerce des céréales que les apparences ne le laissaient croire, car, pendant plusieurs années, l'impossibilité de connaître les disponibilités en matériel roulant, l'incapacité des expéditeurs de pouvoir charger des wagons les jours où ils en avaient besoin, la fluctuation extraordinaire des

1. Gaston Leverve et M. Ionescu, *rapport cité*, p. 74.

2. Gaston Leverve et M. Ionescu, *rapport cité*, p. 80.

valeurs et des circonstances, dont le commerce fut victime pendant des années, lui ont fait subir des pertes considérables. En effet, un des aspects qui caractérise toute l'époque d'après-guerre, et dont l'amélioration n'a été constatée qu'à partir de 1928-29, est l'absence d'organisation des transports et l'insuffisance du matériel roulant.

L'exemple des collecteurs sur des marchés intérieurs le long du Danube, attendant un mois pour obtenir de l'Administration des Chemins de fer qu'un wagon à destination de Braïla et de Constantza fût mis à leur disposition, est suffisamment probant.

Les abus que cette situation fit surgir et les inconvénients qui en résultèrent pour le commerce ont certainement empêché d'une façon décisive la Roumanie d'atteindre plus rapidement un degré de développement correspondant à sa capacité théorique d'exportation.

La question des transports ne peut pas prétendre, avant guerre, à l'importance qu'elle eut lorsque l'agrandissement du territoire fit surgir d'autres problèmes de circulation intérieure et surtout posa la question de plus grandes distances à parcourir.

De 3.588 km en 1914, le réseau roumain passa à 11.086 km en 1927, à la suite de l'incorporation de nouveaux territoires¹. Cet accroissement, qui posa lui-même des problèmes d'administration et de gestion, ne manqua pas de laisser des traces.

Avant la guerre les conditions territoriales limitaient à un transport déterminé des quantités de céréales dont les lieux de production ne dépassaient pas une distance de 80 km des échelles danubiennes. Les conditions géographiques étaient telles qu'à l'intérieur de cette zone se trouvaient presque toutes les régions de grande production céréalières. L'après-guerre changea cette situation dans son ensemble, et, par ce fait, les moyens de transport pour le commerce des céréales tombèrent sous la dépendance des voies de communication.

Nous ne voulons pas décrire plus longuement les phénomènes qui, d'une façon secondaire, ont aussi empêché

1. *Annuaire Statistique*, 1927, p. 106.

la complète mise en valeur des céréales pendant les dix années qui ont suivi la guerre.

L'état des Ponts et Chaussées dans l'Ancien Royaume ainsi que dans une grande partie des territoires nouvellement acquis, donna toutefois au problème de l'écoulement des céréales surtout pendant la saison des mauvais temps, des aspects qui revêtirent pour l'économie nationale roumaine, des formes vraiment décevantes.

Lorsque la récolte n'a pas été portée sur le marché avant le mois de novembre, les graves intempéries, caractéristiques de cette région de l'Europe, rendent cet écoulement doublement difficile surtout lorsque le réseau entier des voies de communication et celui des Chemins de fer ne sont pas en parfait état. Aussi la fixation des cours des grains pendant l'hiver, saison des grandes neiges, au moment où les routes et les voies ferrées sont impraticables, doit être considérée en Roumanie comme étant très entravée.

Il en est de même pour le maïs, produit de si grande importance pour l'économie du pays et dont la fixation des cours ne se fait, pour la plus grande partie, « qu'à l'ouverture du Danube ». Le maïs, récolté en Roumanie assez tardivement, a besoin de quelques mois de stockage pour supporter le transport.

Les céréales roumaines sont ici désavantagées, par rapport à leurs concurrentes, car l'époque de la fixation des cours des stocks de céréales coïncide en grande partie avec les conditions atmosphériques qui, à leur tour, influencent beaucoup les conditions de transport. Ce phénomène a été de tout temps un élément de troubles et de pertes pour l'agriculture roumaine.

4. Les Finances

En étudiant le problème financier, l'absence de tout critérium absolu apparaît, pour les Voévodats, aussi bien que pour toutes les autres nations du monde. En effet, qu'y a-t-il de plus instable que la monnaie comme valeur d'échange ? Qu'y a-t-il de moins résistant aux perturbations politiques et économiques que la fortune mobilière ? Ainsi, le rappel de la fortune d'un Constantin Brancoviano n'est-il pas en flagrante contradiction avec la misère d'un des Princes Moldaves du XVIII^e siècle¹ qui, en 1823, était obligé d'emprunter, pour les besoins de son Trésor, des sommes variant entre 150 et 400 lei.

Dans l'ensemble des documents que M. Dobrovici avait recueillis à ce sujet, il y a une multitude de reçus portant sur des sommes dont la modicité nous paraîtrait aujourd'hui invraisemblable et dont le Trésor des Voévodats de Moldavie avait fait emprunt. En tenant compte de la capacité financière des Voévods qui, sans de forts capitaux, n'étaient pas capables d'acquérir, sous les Turcs, la régence dans les Voévodats, et sachant que la caisse du Trésor se confondait avec celle du Voévod, la pauvreté du Trésor correspond à la pauvreté générale du pays et de ses habitants. Toutefois les Voévodats, pays de grandes ressources naturelles, s'enrichirent dans un délai assez court, sitôt que des forces extérieures cessèrent d'empêcher le libre développement de son économie. Ils purent réaliser une amélioration de leur situation financière dont Ap. Arsache nous fait dans son étude : « La question de la propriété devant les Assemblées Législatives »², une description qui correspond certainement à la réalité.

En 1835, les Principautés, libérées d'une guerre de

1. Gh. M. Dobrovici, *op. cit.*, p. 11.

2. Ap. Arsache, *Chestiunea proprietatii inaintea Adunarilor Legislative, Acte si Legiuiri*, Bucarest, 1908. vol. IV, p. 536.

deux ans et d'une occupation qui avait infligé à ces pays, pendant 6 ans, toutes sortes de vexations et de misères avaient été capables d'éviter à la Russie méridionale une des plus terribles disettes. Dès que l'exportation des céréales danubiennes put se faire (1829), sans subir le joug obligatoire des sociétés privilégiées turques, les Principautés virent s'améliorer aussi leur situation financière.

Par ailleurs, l'occupation russe, qui, avec des intermitteces, n'avait cessé de tenir le pays en haleine depuis 1806 et qui, surtout à partir de 1826, prit une forme plus stable, avait fortement aidé à l'accumulation dans les Voévodats de disponibilités d'argent. Du passage des Russes dans les Principautés, le commerce et les banquiers avaient largement profité. Il convient pourtant de ne pas laisser se créer l'impression que le métier de prêteur dans les Voévodats ait revêtu la même apparence que dans l'Europe de la Renaissance.

Des banques, dans le genre des Fugger d'Augsbourg et des Médicis de Florence, par exemple, n'ont jamais pu prendre pied dans ce pays politiquement dépendant de Constantinople. Les édits de Calvin qui libérèrent l'économie de l'Europe de l'interdiction de percevoir un intérêt sur les prêts, ne purent changer l'économie dans les Voévodats qui, entièrement soumis à l'influence byzantine, ignoraient presque encore les affaires d'argent.

C'est ainsi que, lorsque Ecaterina, mère de Mihnea, seigneur de Valachie, envoya en 1578 de l'argent à sa sœur Marie Adorno habitant Venise, il fallut qu'un commerçant comme Benetto da Gajano¹ ou tout autre comme Secondo de Lucari² en 1583, se chargent de lui porter l'argent sonnait en monnaie turque. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les répercussions du mouvement économique mondial se firent sentir et que la conception des transactions bancaires pénétra le commerce des Voévodats. Jusqu'à cette époque, seuls, quelques représentants des riches familles de Constantinople ou de Venise, d'ailleurs rarement en résidence dans le pays, purent exercer les fonctions de banquiers. Les pays du Bas-Danube cherchant

1. E. de Hurmuzaki, *op. cit.*, Vol. XIV, Doc. CXXXII. p. 58.

2. *Ibid. op. cit.*, Doc. CXXXVII. p. 63.

surtout à se libérer du joug qui les opprimait, ne pouvaient voir se développer, sur leur territoire, un commerce qui ne trouva son libre épanouissement qu'avec l'indépendance. La Banque n'existait réellement qu'entre les mains des Grecs ou des Juifs. Ces derniers qui jusqu'en 1785-86, n'avaient pas le droit de s'établir dans les Voévodats, avaient obtenu à partir de cette époque la permission de résider et de faire commerce dans le pays. Par la nature de leurs occupations et de leur esprit, les affaires bancaires leur convenaient. Ainsi l'apport de l'élément juif dans la formation d'un premier noyau bancaire a été, surtout en Moldavie, décisif.

En Valachie, en effet, la situation n'était pas tout à fait la même, car le commerce était aux mains des Grecs que les Juifs ne purent évincer. Nous rencontrons ainsi Grecs et Juifs collaborant dans le commerce bancaire. Leur clients principaux étaient les Boyards et parfois le Trésor.

Dans un des plus anciens documents que nous possédons sur les détails du budget de la Valachie (1832), nous voyons figurer la Banque Séphardite Hillel B. Manoah¹ comme bailleur de fonds du Trésor. Une autre banque, dont les propriétaires, l'un roumain, l'autre séphardite, avaient aussi acquis une grande importance dans le pays, était la Banque George Opran et Salomon Halfon². En effet, la clientèle des Boyards, en faisant appel à ces banquiers, ne put pas éviter de leur consentir des gages. Or, de quel meilleur gage pouvait-elle disposer que de sa récolte ? C'est à cette époque que l'habitude des prêts sur récoltes devint de plus en plus populaire. Les petits Boyards en avaient d'autant plus besoin que les conditions d'existence et le nouveau courant d'aspirations intellectuelles et matérielles qui se manifesta alors, les incitait à un train de vie plus dispendieux.

La Moldavie a toujours apporté plus de mesure dans l'administration de ses disponibilités monétaires. D'ailleurs les Boyards de Moldavie sont décrits par Parent et Flury comme étant des plus sobres³.

1. Gh. M. Dobrovici, *op. cit.*, p. 17.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 30.

3. Voir le recueil de rapports publié dans la collection E. Hurmuzaki, Suppl. I, Vol. III, pp. 519 et suiv.

Ce n'est qu'en 1854, après l'occupation fort coûteuse du pays par les Russes, que le Conseil extraordinaire de la Moldavie décide de contracter un emprunt. Les banquiers Leiba Kahn et Moïse Idel Wexler, prêtèrent, le 9 novembre 1854, une somme de 166.500 lei au Trésor Moldave¹.

La même année Hillel B. Manoah de Bucarest prête aussi au Gouvernement une somme de 2.400.000 lei².

Cette rapide progression des transactions bancaires, est due à deux phénomènes dont l'importance d'ailleurs se fit sentir dans l'économie entière du pays.

L'abandon du système monétaire turc, qui jusqu'en 1840 avait tenu l'économie roumaine dans une continue le anémie, et son remplacement par la circulation plus commode de la monnaie autrichienne et russe dans le territoire facilita beaucoup les moyens de paiement.

En 1860, les monnaies suivantes étaient en circulation³:

Le Piastre à.....	40 paras	0.376 fr.
La Lire turque	62 piastres	— — 23.30 —
Le Sfantz ou Zwanziger autrichien..	2 — 10 —	0.84 —
La Rouble russe	10 — 20 —	3.94 —
L'Ikousar de Turquie	12 — 10 —	4.66 —
Le Dukat autrichien	32 — —	11.85 —
Le Napoléon—	62 — —	50. » —

La situation monétaire dans les Principautés, qui offrait par moments des apparences chaotiques⁴ par suite de l'accroissement de la demande de monnaie d'un côté, et faute de toute uniformité dans la circulation fiduciaire de l'autre, suivit à ses débuts une évolution qui mérite d'être retenue

La grande masse de la population paysanne des Principautés n'avait même pas connu, avant 1831, la monnaie comme valeur d'échange. Si un individu était l'heureux possesseur d'une monnaie d'argent russe ou autrichienne, celle-ci lui servait plutôt comme bijou⁵. Ce n'est que l'évo-

1. Gh. M. Dobrovici, *op. cit.*, p. 61.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 61.

3. *Notice sur la Roumanie, op. cit.*, pp. XXI et XXII.

4. B. Boeresco, *La Roumanie après le traité de Paris du 30 mars 1856, Acte si Leginiri, op. cit.*, p. 261 : « faute d'unité dans le système monétaire, une foule de monnaies étrangères, quelque fois viciées, pullulent sur les marchés : monnaies autrichiennes, russes, turques et quelquefois monnaies françaises, italiennes, espagnoles »

5. Georges Caramfil, *La Banque Nationale de Roumanie*, éd. Paris. 1922, p. 16.

lution graduelle de l'économie qui généralisa l'emploi de la monnaie et lorsque le 11 avril 1867, sous le règne du Prince Carol, la frappe d'une monnaie nationale fut autorisée, les exigences monétaires du pays s'étaient déjà manifestées.

L'évolution du métier de changeur, en celui de banquier, se fit évidemment en concordance avec le développement de l'économie générale du pays. Ainsi, nous ne pourrions établir la part qu'aura le financier dans les affaires de céréales, que lorsque nous aurons étudié son évolution matérielle et les circonstances qui déterminèrent sa formation.

La création d'une monnaie uniforme nationale ne correspond pourtant pas avec la stabilité de sa valeur. Pendant des années, l'agio, que le « leu-argent », payait contre le « leu-or », variait entre 8 et 14 %¹.

Les éléments qui contribuèrent à cette instabilité de la monnaie et dont un des facteurs décisifs fut l'application d'un système monétaire à bi-métallisme, ne purent tarder à faire subir à l'économie nationale les inconvénients que le bi-métallisme doit engendrer.

Les trop faibles quantités d'or mises en circulation, — 100.000 lei or sur une frappe de 25 millions de lei. (1870-1872) — ne suffisaient pas pour garantir la stabilité absolue de la monnaie.

Un autre élément qui contribua aussi à ébranler la valeur de la monnaie fut les mesures exceptionnelles prises pendant la guerre de l'Indépendance en 1877.

L'institution d'un cours forcé pour le rouble russe à 4 lei, malgré la valeur paritaire de 3.50 lei seulement, détermina un afflux de monnaie russe qui, tout en provoquant un courant d'affaires assez favorable, a pourtant fâcheusement influencé la stabilité de la monnaie. En effet, en 1882, l'agio entre la monnaie argent et la monnaie or était de 25 %².

La question monétaire dont l'influence sur l'ensemble de l'économie nationale est trop décisive pour ne pas être signalée, donna au commerce des céréales un aspect

1. Georges Caranfil, *La Banque Nationale de Roumanie*, éd. Paris, 1922, p. 18.

2. *Ibid.*, op. cit., p. 18.

particulier sur lequel nous insistons, car, il présente une certaine similitude avec les phénomènes que subit ce commerce 40 ans après, au moment de l'inflation d'après-guerre.

L'époque que nous venons d'évoquer présente aussi, du point de vue commercial, une ressemblance avec l'après-guerre par le fait que c'est précisément vers 1880-1884, quelques années seulement après la guerre de l'Indépendance, que se place ce revirement du commerce extérieur de la Roumanie. Les finances et la vie bancaire du pays reflètent clairement cette analogie.

En effet, la victoire de 1877 et ses conséquences sociales et politiques, notamment la tendance vers une économie des plus diversifiée, vers un standing de vie plus élevé, provoquèrent une consommation croissante des céréales à l'intérieur. Ce mouvement entraîna la diminution, faute d'une production correspondante, de la capacité d'exportation du pays, et prépara ensuite les bases nouvelles de la Roumanie agricole, telle que nous l'avons connue depuis 1884. C'est alors qu'un essor remarquable se manifesta dans les transactions bancaires roumaines.

Pour s'adapter aux circonstances, les affaires céréalières deviennent un des principaux moyens de transactions, la base des affaires bancaires de l'époque. C'est alors que furent créées à Galatz et Iassy ces banques ayant des relations avec l'Occident et disposant de crédits suffisants pour avoir une certaine indépendance. C'est à cette époque que les transactions financières se rattachant aux affaires céréalières, prirent une extension nouvelle.

En effet, avec l'essor économique, des instituts bancaires destinés à financer la production de céréales d'abord et leur valorisation ensuite, furent créés.

Les premiers instituts d'émission constitués sur les mêmes bases que les banques de l'Europe occidentale, banque de Moldavie à Iassy, créée en 1856, banque de crédit foncier, ou bien la Banque de Roumanie S. A., plutôt banque d'es-compte et de circulation créée en 1860 à Bucarest, sont encore des nains à côté des instituts d'émission de l'Etranger.

Les affaires purement bancaires restèrent encore pendant toute cette époque l'apanage des entreprises particulières

et les avances sur céréales se faisaient surtout par l'intermédiaire des quelques banques privées qui s'étaient attribué toute la clientèle. La Banque Opran et Halfon était devenue la banque Salomon Halfon. D'autres banques telles que la banque Ghermany, la banque Budistéano, la banque Marmorosch à Bucarest, la banque Daniel et celle du baron Neuschatz à Iassy, faisaient le prêt sur nantissement en céréales mais participaient aussi au financement des affaires de céréales proprement dites. Les banques qui s'étaient spécialisées dans ce genre de transactions étaient les banques établies dans les ports et surtout les banques étrangères qui étaient intéressées par leurs clients de Londres, Anvers, Marseille dans l'importation des céréales danubiennes.

Un trait caractéristique de l'évolution de la participation étrangère aux affaires de financement du commerce des céréales mérite d'être retenu :

A partir du Congrès de Berlin, l'Allemagne, ayant inauguré sa politique d'Orient, accorda un intérêt particulier au financement des affaires de céréales danubiennes.

Avant cette époque, les relations bancaires du commerce céréalier étaient établies plutôt avec Londres et avec Paris et l'Allemagne ne participa pas à la création des premières banques de Roumanie, constituées en sociétés anonymes,

Ainsi la Banque de Moldavie était une banque à participation autrichienne et française ; la Banque de Roumanie Ltd. était une création du comte Zamoyski ayant des participations anglaises et succédant aux établissements de la Banque Ottomane. La Banca Agricola était une société à capital exclusivement roumain.

Jusqu'en 1890, cinq instituts bancaires seulement étaient organisés en sociétés par actions.

La Banque Marmorosch, Blank et C^{ie}, par exemple, créée avec des capitaux roumains, la plus importante du pays, était encore une société en commandite.

Bien que la forme juridique des institutions ne présente pas à première vue une importance spéciale pour notre sujet, nous croyons de notre devoir d'insister sur l'insuffisance des ressources sur lesquelles reposait tout l'édifice financier du pays, et de montrer qu'elles ne pouvaient

suffire encore à la création d'un capitalisme national. Il en résultait, vu l'urgence des besoins financiers pour la mise en valeur et l'exportation des richesses, le recours à la finance étrangère. Il est essentiel, pour l'évolution du marché des céréales danubiennes, de retenir que ce phénomène est la répétition de celui qui détermina deux mille ans plus tôt l'écoulement des céréales à l'Etranger. C'est la demande de l'Etranger pour les céréales danubiennes et non une expansion propre, spontanée, qui provoqua l'écoulement à l'extérieur de la production céréalière danubienne.

On s'explique, à la fois, la part que prit l'Etranger au développement de cette exportation et le rôle qu'ont joué les finances étrangères dans le commerce des céréales à l'intérieur même du pays. Ainsi s'organisa, tout en employant le faisceau de banques nationales à participation étrangère ou non, un mouvement d'opérations financières à court terme, soutenu par les grands instituts financiers de l'Occident qui avaient comme élément principal de transaction, le financement des affaires de céréales roumaines.

La politique d'expansion autrichienne et allemande, dans l'Ancien Royaume, comprit l'intérêt de l'établissement d'un réseau de banques acquises à son influence et la Disconto-Gesellschaft de Berlin créa en Roumanie en 1903, la « Banca Generala » dont le rôle important dans le financement des affaires de céréales d'avant-guerre est bien connu. Cette banque assura une large part des affaires d'exportation de céréales en intervenant dans la domiciliation des crédits, que les banques allemandes offraient aux exportateurs d'origine allemande établis à Braïla et Galatz. Pour faciliter les transactions, elle faisait également aux grands producteurs des avances sur les récoltes, canalisant ainsi l'écoulement de la production agricole du pays, vers la clientèle allemande. De cette façon les grands importateurs de Hambourg et Mannheim trouvèrent, par les avantages financiers que leur offrait l'expansion financière du Reich en Roumanie, le moyen de poursuivre leurs affaires avec le maximum de facilité.

La « Banca Generala » créée avec un capital de 2 millions de lei or, ouvrit immédiatement des succursales à Braïla, Galatz et Constantza où elle organisa, d'une façon

remarquable, un service de ventes, en commission de céréales, celles-ci ayant servi au nantissement des avances faites aux producteurs.

A l'instar de la finance allemande, la finance austro-hongroise en relation avec les instituts bancaires de Paris et de Londres, créa des instituts bancaires roumains dans lesquels elle se réserva, en dehors de la majorité des actions, la prépondérance absolue de direction.

Le développement des affaires céréalières fut, d'ailleurs, à la base de la transformation de l'établissement « Oscar Jeschek et C^{ie}, » banque d'origine autrichienne établie à Bucarest, ayant des filiales à Galatz et Braïla, en banque nationale au capital souscrit par actions. La nouvelle société anonyme créée en 1907, avec le concours de la K. et K. priv. Laenderbank de Vienne, prit le nom de « Banque de Crédit Roumain », ayant son siège social à Bucarest et elle continua les affaires de Oscar Jeschek avec l'apport financier que lui assurait le concours direct de l'étranger. De même la création de la « Banque Commerciale Roumaine » de Bucarest en 1910, avec le concours de la Niederoesterreichische Escomptebank de Vienne, n'avait que confirmé l'intérêt et les avantages que la finance autrichienne trouvait dans l'expansion financière en Roumanie.

La Banque Marmorosch Blank, l'institut bancaire le plus ancien du pays, qui pendant de longues années fut commanditée par la « Banque Commerciale de Budapest, » basa aussi son développement financier sur la collaboration austro-hongroise.

En réalité, ce mouvement de création de banques indigènes établies dans le cadre de la législation nationale, mais entièrement dirigées et contrôlées par la finance austro-allemande, n'a dû sa réalisation qu'à la situation précaire de l'économie roumaine pendant les deux crises de 1899 et 1904, qui avaient provoqué de graves amputations dans les capitaux constitués de très fraîche date. Les bénéfices, de la nouvelle époque de prospérité qui suivit ces années de grand bouleversement, aidèrent peu à la constitution d'une finance nationale. Mais nous tenons à souligner que, malgré la part attribuable aux progrès économiques du pays en général dans ce processus de déve-

loppement, ce sont surtout les affaires céréalières, très importantes et très rémunératrices, qui ont largement concouru à l'essor des institutions bancaires de Roumanie dans les dix années précédant la guerre mondiale.

L'époque de la neutralité et la période qui suivit immédiatement la guerre, présente en Roumanie, des phénomènes différents de ceux qui se manifestèrent pour les Instituts financiers de l'Occident, elle ne peut faire ici l'objet d'une étude plus approfondie ; car ces différences sont attribuables à un ensemble de réactions économiques qui dépasse le cadre de nos recherches.

Pourtant, il faut souligner que l'inflation monétaire en général, ayant créé la conception des valeurs or et faisant ressortir, par l'extrême facilité d'arbitrage, les grands avantages que présentait pour les banquiers le financement de l'exportation des céréales, incita les finances internationales à accorder une attention particulière aux affaires en céréales.

Nous avons étudié, avant la guerre, les transactions commerciales ayant comme participants ; d'un côté, le grand producteur terrien ou le grand fermier, de l'autre, l'exportateur. Les rapports financiers entre ces deux parties se limitaient à des opérations de virement de comptes très simples qui, en principe, écartaient l'intervention des transactions monétaires en espèces, sauf dans les obors et dans les affaires des petits intermédiaires.

Le volume des transactions monétaires était d'ailleurs réduit en proportion de la valeur or de la monnaie, si les conséquences de l'appel de numéraire dû à l'inflation d'après guerre ont été aggravées par les suites de la réforme agraire qui a supprimé les opérations financières entre vendeurs et acheteurs de céréales, telles que nous les avons connues entre Boyards et exportateurs. Le petit paysan devient dorénavant seul fournisseur de l'exportateur. Or, il ignorait entièrement l'ensemble des facilités que procure une éducation commerciale et financière, éducation qu'avaient acquise les grands propriétaires terriens et qui facilitait les transactions en céréales. L'acheteur a donc dû s'adapter aux exigences du petit vendeur paysan, et, dans les obors les transactions n'ont pu se faire autre-

ment que par l'échange de l'espèce contre les céréales. De ce fait les exportateurs de céréales de Roumanie virent surgir le problème très grave de l'approvisionnement en monnaie, car sans cet approvisionnement l'achat dans les obors était virtuellement impossible. Ce phénomène d'importance secondaire a, en pratique, occupé une large place dans la technique du commerce des céréales d'après-guerre.

Les échelles céréalières de l'intérieur du pays et les endroits où sont établis les obors de céréales ne sont pas, sauf quelques exceptions, des places commerciales qui, en dehors de leur importance pour le commerce des céréales, justifieraient l'existence d'agences et succursales de banques ayant en caisse des disponibilités importantes et pouvant vivre sur des opérations à contre-partie. Par conséquent, pour acheter des céréales dans les obors, les exportateurs étaient tenus de fournir des billets de banque à leurs agents ou sous-agents, or, par l'inflation, un montant de un ou deux millions de lei ne représentait pas une valeur supérieure à 15 ou 20 wagons de céréales. On voit à quelles difficultés il a fallu faire face pour l'approvisionnement du marché intérieur en numéraire.

5. L'Economie dirigée pendant et après la guerre

La guerre balkanique, dans laquelle la Roumanie ne joua qu'un rôle très bref, n'influa guère sur la situation économique du pays. Elle n'amena, en tout cas, pas de perturbations analogues à celles qui ébranlèrent les autres puissances balkaniques. Pour les Roumains, cette guerre ne constitua, économiquement parlant, qu'un prélude à la guerre mondiale. L'économie avait appris en effet, à se soumettre aux exigences de la politique et les perturbations dans le libre écoulement de la richesse céréalière du pays, n'étant pas de trop grande durée, ont pu être rapidement nivelées par une reprise rapide, qui fut encore secondée par une année agricole de bon rendement.

Les réactions de l'économie générale roumaine en face des hostilités ouvertes en 1914 et qui bouleversèrent les assises de l'économie dans tous les pays environnants, ne pouvaient pas tarder à se manifester. Les troubles que porta la guerre dans l'approvisionnement de l'Autriche-Hongrie surtout et les besoins de ravitaillement accrus d'une façon inconnue jusqu'alors dans ce pays, provoquèrent comme de juste, une profonde réaction immédiate dans la circulation et dans l'écoulement des céréales roumaines. D'un côté la suppression de toutes possibilités de ravitaillement par l'Adriatique ou par l'Allemagne obligea l'Autriche-Hongrie à se tourner, en premier lieu, vers la Roumanie. De l'autre, les difficultés inhérentes à l'écoulement des blés roumains par les Détroits, produisirent pour la Roumanie un blocage de sa récolte, de 1914 qui forcément demandait des solutions que nul autre que l'Etat lui-même ne put adopter.

L'intervention de l'Etat, dans la distribution des céréales à l'intérieur aussi bien qu'en ce qui concerne leur écoulement à l'étranger, fut donc imposée par des phénomènes extérieurs.

Les mesures de prohibition que le gouvernement du

prendre, pour limiter au moins la sortie trop démesurée des grains nécessaires au ravitaillement du pays même, constituent la première intervention étatique dans la libre circulation des céréales. Elle se produisit dès les premiers jours de la guerre mondiale. Un auxiliaire des plus précieux pour nos recherches fut le recueil remarquable de lois, règlements, arrêtés et décisions ministérielles, ainsi que documents parlementaires que M. Gh. Christodoresco a publiés¹. Nul autre ouvrage ne nous aurait mieux facilité la tâche pour dégager les aspects divers que subit, pendant la guerre mondiale et dans l'époque de redressement, la Roumanie par les interventions de l'Etat dans l'Economie privée. Si l'économie dirigée voulait chercher des enseignements pour que les générations futures soient préservées des erreurs économiques que dût supporter le peuple roumain pendant une période qui, hélas, s'est trop prolongée nous ne pourrions que recommander l'étude de l'ouvrage cité, dont la valeur ne saurait être trop soulignée.

Le régime exceptionnel fut inauguré, en Roumanie, le 21 et le 27 juillet 1914, lorsque par un arrêté provisoire l'exportation de certains produits agricoles fut prohibée. Le blé et ses succédanés, la farine de maïs, les légumes secs et toutes les plantes fourragères ne pouvaient désormais être exportées sans une permission spéciale du gouvernement. Seule, l'exportation du maïs était encore exemptée des mesures gouvernementales. Avec l'évolution de la situation économique en Roumanie aussi bien que dans les pays belligérants, l'économie contrôlée devint plus difficilement applicable. D'un côté, l'Etat roumain était soucieux de garder, avec des stocks suffisants, un certain niveau de prix à l'intérieur; de l'autre, le marché autrichien et hongrois, où l'équilibre monétaire n'existait plus et en fait dépendait de l'apport céréaliier du voisin roumain, était un élément de hausse continuelle pour le marché roumain. La récolte de 1914 avait encore permis une certaine libéralité pour le maïs, le ravitaillement intérieur ayant pu être assuré grâce aux mesures gouvernementales.

1. Gh. Christodoresco, *Politica noastră Comercială, Regimul Exportului României*, éd. Bucarest, 1928, 635 pages.

On voit, cependant, bientôt surgir l'idée clairement exprimée par Také-Ionescu le 24 février 1915, pour soutenir la loi instituant des droits d'exportation sur le maïs et les légumes secs¹. Il demande à l'Assemblée si, elle n'est pas d'accord sur le fait, « que tout enrichissement, ne provenant pas d'un effort individuel, et dû seulement, au jeu de facteurs sociaux étrangers à son action, ne devait pas constituer l'objet d'un impôt en faveur de la collectivité »². La loi votée le 10 mars 1915, frappe en fait le maïs d'un droit d'exportation de 5.00 lei or par cent kilos, ce qui représentait à l'époque environ 30 % de sa valeur. Le blé et toutes les autres céréales fourragères ne pouvaient être exportés que moyennant un permis d'exportation³. Cette restriction de la circulation des céréales en dehors du pays et les conséquences qui en découlèrent, pour la production, ne pouvaient pas tarder à influencer profondément la situation économique du pays. Pour éviter un écoulement exagéré des céréales vers l'Autriche, des mesures indirectes durent être prises, d'autant plus que le bénéfice trop alléchant, incitait à des transactions dont l'initiative privée essayait de profiter.

Pour éviter la dégradation du parc de wagons de chemins de fer déjà assez limité — souci d'ailleurs justifié pour des raisons de défense nationale — le Gouvernement interdit le passage des wagons roumains sur le territoire de la monarchie austro-hongroise. Les acheteurs austro-hongrois devaient s'arranger pour mettre à la disposition de leurs vendeurs les wagons nécessaires. Ceux-ci se heurtant aussi à des mesures restrictives de leur gouvernement, la circulation par voie de fer entre la Monarchie et l'Ancien Royaume était pratiquement suspendue, car dire que les quarante wagons, que l'administration des chemins de fer austro-hongrois envoyait en Roumanie journellement, auraient suffi à satisfaire aux exigences du commerce, serait nier l'évidence. Le 14 décembre 1914, 400.000 tonnes de

1. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 148.

2. *Monitorul Oficial*, « Débats parlementaires », séance de la Chambre des Députés, du 24 février 1915.

3. Ionesco-Sisesti, *L'Agriculture de la Roumanie pendant la guerre*, éd. Paris, 1929, p. 121.

maïs étaient déposées dans les gares des chemins de fer roumains attendant leur exportation vers la Monarchie. Evidemment, l'initiative particulière n'en sut pas moins comme toujours briser ces entraves. On organisa des convois par la route. Des convois de chariots chargés à l'intérieur du pays, ou dans une gare roumaine près de la frontière où, on les avait acheminés par wagons, franchissaient les points frontières : Predeal, Câineni, Vârciorova d'un côté et Ghimes, Burdujeni et Palanca de l'autre étaient les principaux points d'écoulement.

Les stations roumaines de chemins de fer particulièrement intéressantes pour ce système de transbordement furent Tg. Jiu, Râul, Vadului, Câmpulung, Azuga, Fâlticeni, Bucegea, Veresti et autres encore. Le gouvernement roumain ne tarda pas à réglementer dans la suite, la circulation des transports par chariot¹. Ce fut, en somme, la confirmation du système de circulation établi par l'initiative privée tout en mettant çà et là, un frein à des abus possibles.

Les quantités de maïs qui ont été écoulées de Roumanie en Autriche, du mois de septembre 1914, jusqu'au mois de février 1915, lorsqu'un arrangement intervint pour admettre la sortie des wagons roumains adressés à des stations hongroises situées dans une zone inférieure à 60 kilomètres de la frontière roumaine, peuvent être évaluées à 500.000 tonnes au minimum². Malgré l'interdiction du gouvernement que la quantité de céréales, franchissant la frontière par route, dépasse 1.500 tonnes par jour³, il est certain que les moyens de contrôle étaient insuffisants pour faire respecter cette mesure. Les agriculteurs étaient en proie à une vive agitation car, l'avantage des transactions en céréales faites en dehors et contre la politique du gouvernement était au bénéfice exclusif d'une catégorie de profiteurs qui s'était rapidement épanouie. Dans l'ouvrage sur l'Agriculture de la Roumanie pendant la guerre, publié par M. Ionescu-Sisesti sous les auspices de la « Carnegi

1. Gh. Christodoresco, Conseil des Ministres, *procès-verbal* du 24 janvier 1915, *op. cit.*, voir, p. 187.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 123.

3. *Ibid.*, arrêté du Ministre des Travaux Publics du 4 février 1915, p. 184.

Foundation » ce connaisseur érudit de la vie agricole roumaine écrit à ce sujet : « *A mesure qu'augmentaient les difficultés de transport et de vente à l'extérieur, la crise de numéraire et de crédit s'amplifiait à l'intérieur. Une grande effervescence régnait parmi les agriculteurs.* »¹ La quantité de céréales, qui n'avait pu franchir les frontières, avait atteint deux millions 250 mille tonnes² et aucune solution susceptible de remédier à cette situation ne pouvait être envisagée, étant donné, qu'il aurait fallu au moins une collaboration intergouvernementale pour que les avantages résultant de la demande en céréales, toujours croissante, de la Monarchie puissent profiter aux producteurs eux mêmes. En effet, pendant toute la période de septembre 1914 à août 1915, l'exportation avouée de blé et de farine resta limitée à quelques transactions ayant le consentement gouvernemental. Il est étonnant, que les permis émis par le gouvernement pendant cette période et qui représentent une quantité d'environ 7.020 tonnes de produits agricoles admis exceptionnellement à l'exportation, n'aient pas été entièrement épuisés. On ne sortit que 3.160 tonnes³. Un document, dont on fit mention dans une des discussions du Sénat, éclaire pourtant un aspect particulier de la situation. On y parle de conventions dont ont été l'objet des exportateurs de Roumanie ayant exporté clandestinement des céréales prohibées⁴.

Entre temps les gouvernements autrichien, hongrois et allemand, en proie à des difficultés de ravitaillement toujours croissantes⁵, avaient institué le monopole des céréales et ce commerce fut réservé respectivement dans les différents pays à la « Zentral Einkaufsgesellschaft m. b. H. de Berlin. à la « Kriegsgetreide Verkehrsantalt » de Vienne et à la « Kriegsprodukten-Aktiengesellschaft » de Budapest.

La récolte de 1915 s'annonçait bonne. Le stock très important des céréales gardé par contrainte dans le pays

1. Ionesco-Sisesti, *op. cit.*, p. 24.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 24.

3. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 183.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 417.

5. Ionesco-Sisesti, *op. cit.*, p. 55.

pesait sur les prix¹. C'est à ce moment qu'en face d'un acheteur organisé, le producteur roumain vit se produire un effondrement des prix qui forcément devait alarmer le Gouvernement. Le 30 juillet 1915² celui-ci fit lever les mesures de prohibition tout en ne perdant pas de vue le contrôle des transports. La guerre mondiale avait jusqu'alors eu pour l'exportation des céréales de Roumanie l'effet suivant :

De 2.914.160 tonnes de céréales exportées en 1913, le total de quantités de céréales ayant pu être écoulé à l'Etranger avait fléchi à 654.700 tonnes, du mois d'août 1914 au mois de juillet 1915³. La diminution en résultant fut de 77%. Ainsi en face des interventions gouvernementales austro-hongroises, restrictives et obstruant le commerce roumain, la réaction de tous les milieux économiques nationaux intéressés à la valorisation des céréales de ce pays fut de réunir la production et le commerce des céréales pour un effort commun.

La Hongrie, bénéficiant aussi d'une bonne récolte en 1915, vit s'apaiser son urgent besoin d'importation de céréales roumaines et une fois le monopole des céréales créé, elle décréta des prix maxima qui constituaient pour le producteur roumain des quotations bien inférieures à celles que lui offrait à la même époque l'Allemagne. Ainsi tandis que les Hongrois consentaient 370 lei or pour la tonne de blé, 270 lei or pour la tonne de maïs, 280 lei or pour la tonne d'orge et d'avoine, les Allemands offraient pour les mêmes produits respectivement 650 lei or, 530 lei or et 650 lei or⁴. Or les affaires avec l'Allemagne étaient impossibles à réaliser, du fait, que les Hongrois refusaient de mettre à la disposition des chargeurs roumains des wagons pour une destination autre que la Hongrie et que les Allemands n'avaient pas le moyen de pourvoir à la formation de trains spéciaux⁵.

En face d'une telle situation et dans l'incapacité de

1. Ionesco-Sisesti, *op. cit.*, p. 21.

2. Décret Royal, n° 1886, 1915.

3. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 33.

4. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 34.

5. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 34.

réagir autrement, le Gouvernement roumain dut adopter des décisions susceptibles de contrecarrer les mesures coercitives et répressives des pays centraux.

Le Ministre de l'Agriculture procéda ainsi, 15 jours après que le Z. E. G. de Berlin eut pris naissance, à l'institution de la *Commission Centrale pour la Vente et l'Exportation des Céréales et de leurs Succédanés*¹. Cette Commission devait établir les quantités de céréales disponibles à l'exportation, elle avait l'exclusivité des transports par les wagons étrangers envoyés des pays centraux, ainsi que par les wagons des chemins de fer roumains admis à franchir la frontière, et devait veiller à ce qu'un prix minimum soit garanti au producteur roumain². Pratiquement, cette institution correspondait à la création d'un monopole d'exportation des céréales de Roumanie. Ce monopole complet ne tarda pas à s'affirmer par une série de contrats collectifs traités pour le compte des exportateurs roumains avec les monopoles allemand, autrichien et hongrois.

Les intérêts occultes en jeu imprimèrent cependant à ces contrats, leur cachet particulier. En effet, depuis le début du siècle, les acheteurs de céréales pour le compte des chargeurs allemands, et autrichiens, avaient acquis dans le pays une importance croissante.

Nous avons effleuré ce sujet dans une partie précédente de ce chapitre et nous avons placé l'expansion financière allemande en Roumanie dans l'ensemble de cette politique du « Drang nach Osten ». Or, en s'immisçant dans le commerce d'exportation de céréales du Bas-Danube et en mettant finalement la main sur ce commerce dans la période d'avant-guerre, les pays centraux avaient virtuellement accaparé une partie de l'organisation du commerce des céréales en Roumanie. Mais les transactions qu'ils avaient contrôlées avant la guerre furent brusquement interrompues par les hostilités. La politique de restriction que le Gouvernement roumain avait suivie pendant la campagne 1914-1915, était cer-

1. Conseil des Ministres, procès-verbal n° 1489 du 26 septembre 1915.

2. *Moniteur Officiel*, n° 158, du 13 octobre 1915 : « Règlement d'application du décret n° 2770 du 12 octobre 1915 ».

tainement opposée aux intérêts des exportateurs jadis établis dans les ports danubiens et revenus depuis la guerre en Allemagne, pour diriger le ravitaillement des pays centraux. De même que tous les grands céréalistes, le chef de la Z. E. G.¹, cette vaste organisation centralisatrice du commerce de céréales, ainsi que ses préposés en Roumanie, étaient des anciens chargeurs ayant acquis avant la guerre une longue expérience du commerce de céréales danubien. En superposant les intérêts collectifs aux intérêts particuliers et en confondant souvent les uns avec les autres, la création de ces vastes organisations étatistes issues d'un désir d'éviter les abus, ne put qu'en produire à son tour. L'enchevêtrement des intérêts qui liaient quelques exportateurs, très réputés, de l'époque, tels que la Maison Hildebrandt, la Maison Schuller Fils et d'autres commerçants de notoriété éphémère avec la Z. E. G. sont trop connus des initiés, pour que l'on puisse se départir d'un sentiment de profonde méfiance en voulant évoquer la justification de ces interventions étatistes.

Après de longues et âpres tractations, un premier contrat entre la Commission Centrale de Roumanie d'un côté et les préposés de la Z. E. G. de Berlin, de la Kriegs-Getreide Verkehrsanstalt de Vienne et de la Kriegsprodukten A. G. de Budapest de l'autre, portant sur une quantité de 500.000 tonnes de céréales fut conclu à Bucarest le 9/22 décembre 1915². La transaction dont l'importance ne peut pas nous échapper fut réalisée par l'intermédiaire d'une maison d'origine suisse, depuis longtemps établie en Roumanie, et ayant de très anciennes attaches avec la grande industrie allemande, la Maison Eugène Behles de Bucarest. Cette Maison effectua en qualité d'agent représentant, la réception, la gestion financière, ainsi que le contrôle des transports. Le prix convenu était de 320 lei or par 1.000 kg. pour le blé, de 280 lei or pour le maïs et de 270 lei or et 260 lei or pour la tonne d'orge et d'avoine respectivement, prix

1. Zentral Einkaufs, Gesellschaft, m. b. H., Berlin.

2. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 206.

rendu sur péniche dans un port du Danube ou logé wagon station de départ. Le consortium austro-allemand s'obligeait à se charger de l'écoulement de 300.000 tonnes dans des wagons appartenant à l'administration des chemins de fer des pays centraux et, pour le reste, l'Etat roumain devait consentir à renoncer à une réquisition des chalands se trouvant dans les eaux roumaines appartenant à la « Erste K. K. Donau-Dampfschiffahrts Gesellschaft », à la « Ungarische Fluss-und-Seeschiffahrts Gesellschaft » et du « Bayerischer Lloyd » ainsi qu'à tout autre armateur, ressortissant des pays centraux. La quantité totale devait être délivrée aux acheteurs le 28 avril 1916. Le paiement se faisait par anticipation par cinq tranches de 30 millions de lei or chacune.

La Commission Centrale invita agriculteurs, commerçants et coopératives à participer à l'exécution de ce contrat. Un contrat type de vente applicable à ces transactions intérieures fut établi, dans lequel la Commission Centrale fut autorisée à agir en qualité de préposé vis-à-vis des acheteurs des pays centraux.

A ce premier contrat de 500.000 tonnes en succéda un autre signé le 16 mars 1916¹, portant sur une quantité de 1.400.000 tonnes de céréales et dérivés qui, en principe, devaient constituer la totalité de l'excédent exportable de la récolte de 1915 après satisfaction des besoins de la consommation intérieure et des engagements antérieurement pris². A l'exécution de ce contrat contribuèrent comme avant, les syndicats agricoles et les grands producteurs, les banques populaires et les coopératives, les commerçants et les exportateurs de céréales, groupés dans une association professionnelle constituée légalement, et les minotiers. Le recensement fait le 23 décembre 1915 avait établi un excédent exportable de 1.442.999 tonnes de céréales³. Cette quantité se répartissait entre les intéressés de la façon suivante⁴ :

1. *Ibid.*, op. cit., p. 219.

2. « Cette quantité ajoutée déjà à celle livrée, représentait plus que les stocks disponibles... mais on comptait... sur la nouvelle récolte » (Ionesco-Sisesti, op. cit., p. 33).

3. Ionesco-Sisesti, op. cit., p. 32.

4. Gh. Christodoresco, op. cit., p. 62.

Grands agriculteurs	853.340 tonnes
Coopératives et banques populaires	200.580 —
Exportateurs et commerçants	389.079 —

Pour l'exécution du premier contrat de 500.000 tonnes on répartit les quantités à livrer de la façon suivante :

Aux grands agriculteurs	226.940 tonnes
Coopératives et Banques populaires	164.830 —
Exportateurs et commerçants	147.570 —

quantité, qui dépassa légèrement le total du contrat. Les acheteurs consentirent aux vendeurs, à la signature des contrats partiels, des avances nanties par les céréales à livrer, opérations qui furent faites par le truchement de la Caisse du Crédit rural de Roumanie jusqu'à 60 % de la valeur déposée. A l'exécution du premier contrat participèrent 3.500 grands agriculteurs, 1.200 commerçants de céréales et un certain nombre de coopératives et de banques populaires¹.

Pour saisir l'importance de ces transactions il faut retenir qu'elles furent l'objet d'un chiffre d'affaires de 167.891.522,11 lei or².

Le deuxième contrat dont l'importance initiale avait été d'un million 400.000 tonnes et pour lequel des adhésions de vente avaient été réunies immédiatement dans les proportions suivantes :³

Grands agriculteurs	551.070 tonnes
Coopératives et banques populaires	185.950 —
Exportateurs et commerçants	678.030 —
Total	1.415.100 —

ne fut pas entièrement exécuté. La Commission n'admit à l'exportation qu'une quantité de 843.470 tonnes qui se répartit comme suit :

Grands agriculteurs	404.310 —
Coopératives et banques populaires	135.950 —
Exportateurs et commerçants	303.210 —

1. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 70.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 72.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 75.

La valeur totale de ce deuxième contrat exécuté dans son ensemble représentait un chiffre d'affaire de 258.996.172,80 lei or ¹.

Lorsque le Gouvernement anglais apprit l'intention du Gouvernement roumain de se défaire de sa récolte en vendant d'importantes quantités de céréales aux pays centraux, il manifesta le désir de devenir aussi acquéreur de blés roumains. Six semaines après la signature du premier contrat conclu avec le consortium austro-allemand, la Commission Centrale signa en date du 22 janvier 1916 un contrat de 800.000 tonnes de blé vendues par la dite Commission au « Bureau Britannique » institué en Roumanie sous les auspices du Gouvernement de Grande Bretagne ². Les caractéristiques spéciales de ce contrat apparaissent dans l'article 5 : L'acheteur aura la faculté de laisser la marchandise achetée en entrepôt chez l'agriculteur pour une période ne dépassant pas de six mois la signature de la paix. Ainsi le Gouvernement britannique devint, moyennant le versement de 10 millions de livres sterling équivalent en l'espèce à un montant de 262.200.000 lei or, propriétaire de l'excédent en blé disponible en Roumanie. Cette acquisition n'avait pour seul but que d'empêcher l'écoulement des blés roumains dans les pays centraux et, en effet, le contrat de 1.400.000 tonnes conclu au mois de mars avec les pays centraux ne porte que sur des quantités de maïs, orge et légumes secs. Toutefois ces transactions n'eurent rien d'une opération fictive, les préposés du Bureau Britannique, ses experts, ses juristes, ses contrôleurs ont veillé à ce que l'immobilisation des quantités achetées fût effective. Ce contrat diffère essentiellement de ceux conclus avec les pays centraux. Tandis que ces derniers avaient exigé un appareil administratif très important pour l'exécution des ventes contractées et surtout pour effectuer leurs écoulements au dehors du pays, opération qui évidemment exigeait une organisation vaste et spécialement outillée, le contrat britannique donna

4. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 76.

2. *Ibid.*, *op. cit.* p. 76.

lieu à une opération plus simplifiée ; car la totalité des blés achetés ne devait pas quitter le pays, le blocus des détroits par les Turcs rendant une telle opération pratiquement impossible. Le Bureau britannique devint ainsi acquéreur d'une quantité de 426.840 tonnes¹ de blé que lui vendirent 1915 propriétaires-agriculteurs, à un prix moyen de 326.50 lei or la tonne². Le commerce de céréales n'intervint nullement dans cette opération.

Ce contrat présente d'ailleurs, par les différentes polémiques qu'il suscita, non seulement au moment de sa conclusion et de sa mise en application, mais³, surtout au moment de sa liquidation après guerre des complications qui prouvent vraiment combien toutes ces manoeuvres ont été inutiles et nuisibles à la conception économique que l'après-guerre devait laisser éclore. Aucune extravagance économique n'avait échappé aux artisans de la dernière guerre et l'après-guerre a dû pâtir des profonds abus que souffrit pendant la guerre mondiale l'équilibre des échanges.

Au cours de la période de neutralité qui précéda l'intervention de la Roumanie aux côtés des Alliés, le Gouvernement roumain ne put qu'avoir le souci de défendre le producteur roumain des manoeuvres abusives des acheteurs du dehors, auxquels il imposa des prix minima. Nous croyons qu'en principe cette intervention de l'Etat avait été d'une valeur très précaire et comme toujours cette garantie apparente d'un prix minimum ne se fit qu'au détriment des producteurs roumains. Car en dehors des opérations faites, d'organisations d'Etat roumain à organisations d'Etat allemand, autrichien ou hongrois, il y avait aussi un commerce clandestin dont, ni les statistiques officielles, ni les contrats signés sous les auspices des Gouvernements, ne nous ont laissé de traces. Ce commerce de contrebande ne respectant pas les prix imposés par les contrats collectifs de l'Etat

1. Ionesco Sisesti, *op. cit.*, p. 35.

2. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 83.

3. *Moniteur Officiel*, Débats parlementaires, Chambre des Députés, Séance du 30 décembre 1919 et Sénat, Séance du 31 décembre 1919.

et permettant aux intéressés de réaliser des bénéfices bien supérieurs était, en réalité, celui qui répondait le mieux, à travers toutes les interventions du dehors, à la loi immuable de l'offre et de la demande. En Autriche et en Hongrie les populations affamées consentaient à se procurer à n'importe quel prix de la farine exempte des réglementations gouvernementales et les flibustiers, des deux côtés de la frontière, accédaient volontiers à leurs demandes se souciant peu du « *marché intérieur et de ses besoins de ravitaillement* ».

La même réaction dut se produire lorsque, sous la pression de l'état exceptionnel provoqué par la participation de la Roumanie à la grande guerre à côté des Alliés, on procéda à l'institution des prix maxima. Cette mesure constituait, dans tous les pays entraînés dans la conflagration mondiale, un phénomène auxiliaire de l'économie dirigée auquel aucun des pays participant ne put échapper. Elle est encore un apanage de la désorientation et du déséquilibre inhérents à la guerre. Elle ne touche jamais la totalité de la société et c'est toujours une partie seulement des consommateurs qui en supporte le poids.

En analysant les opérations faites pendant la neutralité entre la Commission Centrale et les consortium allemand et austro-hongrois, nous avons été frappé par l'importance des quantités qui ont fait l'objet de ces transactions. Signer un contrat à un prix unique pour 800.000 tonnes de blé ou s'engager à longue haleine à la livraison de très importantes quantités de céréales, comme celles que prévoyait le deuxième contrat avec le Consortium allemand et austro-hongrois, représente tout de même une opération dont les responsabilités et les risques ne peuvent nous échapper.

La preuve en est qu'aucun de ces contrats n'a été exécuté dans sa totalité. Les Anglais ne purent faire réception que d'une quantité de 427.225 tonnes¹ sur 800.000 tonnes achetées et les Allemands auraient dû pouvoir attendre encore la livraison de 550.000 tonnes au terme du contrat du 22 mars 1916. L'explication que l'on donne de cette

1. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 87.

impossibilité de satisfaire à ces deux contrats se contente d'invoquer l'incapacité de prévoir le chiffre exact des stocks disponibles. La cause réelle du fait fut tout autre. Le prix contracté de 320 lei or, par exemple pour le blé et de 280 lei or pour le maïs ne répondait pas du tout à la valeur d'échange que le blé avait acquise en réalité. La monnaie avait cessé de représenter une valeur invariable constituant une commune mesure « pour comparer deux choses situées en des lieux différents » présentant « l'invariabilité dans l'espace et dans le temps » ainsi que l'exige Charles Gide dans ses « Principes d'Economie Politique ¹ » La conflagration mondiale a produit une disproportion des valeurs dont les humains ne pouvaient pas prévoir l'étendue. Était-il admissible d'engager d'un trait à un prix unique et fixé d'avance, la totalité du surplus exportable en grain ? Il n'y a aucun doute que d'importantes quantités de blé, de maïs et d'autres céréales échappèrent au contrôle public et les explications qui précèdent laissent apparaître tout autre conséquence, comme étant contraire au bon sens. Il sied de nous demander quel était l'indice des valeurs, pour les produits manufacturés que la Roumanie était forcée d'importer à la même époque, en provenance des pays centraux.

L'occupation de la Roumanie par les armées ennemies rend difficile toute analyse de son économie. Le marché intérieur peut être considéré comme inexistant à partir de l'occupation du territoire par les armées des pays centraux. Sous le régime des occupants la libre circulation des céréales fut supprimée et par conséquent achat et vente de céréales se réduisirent pratiquement à un contact direct entre le producteur et l'autorité occupante et entre celle-ci et le minotier autorisé à distribuer sa farine seulement moyennant la contrepartie en coupons de cartes de pain. Cette situation essentiellement temporaire ne repose sur aucun principe d'économie constructive. Malheureusement l'après guerre ne put pas se détacher assez rapidement des édits volontaires et contraires à l'échange spontané qui avait naguère tellement contribué à l'éclosion si rapide

1. Charles Gide, *op. cit.*, éd. Paris, 1901, p. 94.

et si heureuse des richesses du pays. Ce phénomène n'est pas particulier à la Roumanie. L'économie dirigée est un apanage de l'après-guerre et ses abus sont propres à tous les pays du monde.

La Roumanie agit comme les autres puissances. Les mesures exceptionnelles ont, en effet, été maintenues en Roumanie pendant longtemps et la situation qui en résulta fut des plus paradoxales. En 1919 ce pays producteur de céréales dût en importer. La Roumanie importa d'Amérique une quantité de 229.175 tonnes de farine de blé. Jusqu'au 16 juillet 1920 l'exportation des céréales panifiables, ainsi que de leurs succédanés, reste prohibée. Subsidiairement, la production agricole reste immobilisée en faveur de l'Etat entre les mains des producteurs. C'est seulement à partir de cette époque, en prévoyant une récolte favorable, que la libre circulation des céréales panifiables fut permise à l'intérieur du pays et en ce qui concerne leur écoulement à l'Etranger, par une décision du Conseil des Ministres du 27 novembre 1920, l'Etat se réserva le monopole de l'exportation des céréales panifiables et de leurs succédanés. Ce régime resta en vigueur jusqu'au 17 août 1921 et servit à l'Etat roumain à faire quelques transactions, cette fois à son propre profit, et la similitude des opérations engagées rappelle les contrats d'avant-guerre. En acquérant les céréales à l'intérieur à un prix imposé, l'Etat roumain s'était obligé à fournir à l'Etat français, par un contrat signé le 8 décembre 1920, une quantité de 200.000 tonnes de blé. En contre-partie l'Etat français lui consentit un emprunt. Il nous paraît intéressant de rappeler les termes de l'exposé des motifs qui justifie la mesure prise par le Gouvernement le 17 août 1921 prolongeant encore pour une année le monopole¹.

1. « L'Etat doit avoir le contrôle de la production du blé pour assurer le ravitaillement de la population à un prix convenable pour éviter les prix de la spéculation.

Dans tous les pays le problème de l'alimentation du pain fut un des plus difficiles et jusqu'à l'époque

1. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 384.

actuelle on n'est pas arrivé dans les différents Etats à une solution satisfaisante »

2. « Vu le grand besoin d'argent de l'Etat pour faire ses versements à l'Etranger il sera bon de lui laisser ce moyen facile de se procurer les fonds dont il a besoin... »

Il est juste que le bénéfice résultant de ces ventes revienne à l'Etat qui est le représentant de la collectivité et qui doit faire face à des dépenses importantes. En réalisant un bénéfice sur l'exploitation il sera pourtant obligé de ne pas gêner la production et de garantir au producteur une juste rémunération de ses dépenses correspondant au prix des céréales sur le marché mondial. Les commerçants de céréales ne devront pas être exclus du bénéfice de leur occupation, ils seront libres d'acheter leur marchandise et de la revendre à nos organisations d'exportation ¹.

L'Etat roumain ne put pas se libérer de ses engagements par des fournitures de blé. En 1924 encore pour pallier à sa carence il dut accepter une transaction par laquelle il s'engageait à verser à la France les annuités suivantes : ²

Frs. 12.830.000	en 1925
— 14.660.000	— 1926
— 16.400.000	— 1927
— 2.291.350	— 1928

Poursuivant les mêmes méthodes l'Etat roumain conclut le 24 septembre 1921 un contrat de 150.000 tonnes de blé livrable à la Confédération Helvétique, moitié du blé de la récolte de 1921, moitié de la récolte de 1922. Au mois de juin 1922 l'Etat roumain n'avait pu livrer que 5.000 tonnes de la quantité prévue. Des arrangements ultérieurs auraient dû le libérer de ses engagements par la fourniture de 30.000 tonnes de farine, 20.000 tonnes d'avoine, 15.000 tonnes d'orge et 5 à 10.000 tonnes de maïs ³. La Confédération Helvétique avait consenti, au moment de la conclusion du contrat, un emprunt de 40.000.000 francs suisses qui,

1. Conseil des Ministres, Exposé des Motifs par le Ministre de l'Intérieur, voir Col. Christodoresco, p. 384.

2. Budget de la Roumanie, pour 1925.

3. Si l'on tient compte de l'inflation, les charges que l'Etat roumain assumait ainsi nous laissent entrevoir les conséquences de son imprévoyance

en outre, servit partiellement au règlement de fournitures faites à la Roumanie par l'industrie suisse. La liquidation de ce contrat conclu à une époque où le franc suisse valait 7 lei, resta en héritage à l'Etat et dans les budgets de 1925 et les suivants nous voyons figurer « à payer pour liquidation de l'emprunt 1921 conclu avec la Confédération Helvétique » les sommes suivantes ¹.

Pour	1924	Frs. suisses	2.500.000
—	1925	—	6.125.885
—	1926	—	5.775.885
—	1927	—	2.415.778

A l'époque des paiements le franc suisse avait atteint un cours variant entre 42, 45 et 51 lei pour un franc. Certes, l'Etat n'avait pas fait une bonne opération.

Les mêmes méthodes économiques furent appliquées aux opérations en compensation qui furent aussi un des fruits de l'après-guerre. Dans son excellent ouvrage, qui est une mise en garde émouvante contre les abus et les excès que peut produire le manque de prévoyance des responsables, M. Christodoresco, l'auteur déjà cité, énumère de nombreuses transactions en compensation dont nous ne citerons que les plus importantes. Le mécanisme était le suivant : l'Etat autorisait par des contrats spéciaux visés par procès-verbal du Conseil des Ministres, les ayant-droit, à exporter des céréales achetées sur le marché intérieur au prix imposé et en contre partie il avait droit à la fourniture d'autres denrées ou produits industriels que les intéressés s'engageaient à importer. Nous nous bornons à évoquer seulement ces transactions, tout en croyant devoir retenir à titre d'exemple l'une d'entre elles. Par une décision du Conseil des Ministres du 31 mai 1920, l'Etat permet à M. Aron Schuller d'exporter 30.000 tonnes de maïs avec exonération de taxe d'exportation ², taxe qui représentait à l'époque, pour cette quantité, une somme de 45 millions de lei ³. Ledit exportateur put se procurer cette quantité au prix imposé de 900 lei par tonne, ce qui déjà en 1920, équivalait à un cinquième du prix mondial. Par contre

1. Budget de la Roumanie pour 1925, voir l'Exposé des motifs.

2. Conseil des Ministres, procès-verbal n° 1300-1920.

3. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, Tableau des taxes d'exportation p. 470.

la Maison A. Schuller s'engageait à fournir à l'Etat roumain 5.000 tonnes de tubes de forage de provenance allemande, représentant une valeur de 150 millions de *Marks papier*, dont l'Etat devait autoriser l'importation d'Allemagne et dont une partie devait lui être cédée gratuitement. Ces contrats de compensation ont suscité à l'époque de si vives critiques et les transactions faites pour l'Etat ont donné lieu à tant d'abus,¹ que nous nous abstenons d'en faire encore l'exposé. Il est certain que l'intervention étatiste dans le marché intérieur a fait plus de tort que de bien à l'économie nationale. A l'abri du principe de protection des consommateurs, on infligea à la majorité de la population du pays, les masses rurales constituant 85 % des habitants, un régime dont les conséquences ne purent qu'être des plus funestes. Il n'y a aucun doute que l'exemple des autres pays ait incité l'Etat à faire de même, mais le principe fondamental d'appliquer à un pays d'assises agricoles un régime qui, échafaudé dans l'Occident industriel où la démographie était tout à fait distincte de la Roumanie, constitue une profonde erreur. Le 21 mars 1920 à une époque où le lei papier n'était plus qu'à 15 % de sa valeur or, à une époque où l'inflation avait déjà commencé à faire son œuvre, l'Etat décréta encore l'application des prix maxima suivants pour les céréales¹ :

	Lei papier par tonne	Lei or par tonne (2)
Blé 74 kgs. 5 %	1000	147
Maïs	900	135
Orge	600	90
Avoine	1100	165

Le prix moyen des céréales sur le marché de Braïla fut en 1914, pour le³ :

	Lei or par tonne
Blé	293.70
Maïs	187
Orge	230.
Avoine	337.50

1. Ch. Christodoresco, *op. cit.*, p. 397.

2. Le calcul est approximatif.

3. *Annuaire Statistique* 1915-16, p. 161.

Le marché mondial présentait en moyenne déjà des prix 50 % plus élevés que les prix or de 1914.

L'Etat ne se départit de la politique, une fois appliquée, des prix imposés que lorsque les méfaits de cette politique eurent causé les plus profonds préjudices à l'économie nationale roumaine. Pour illustrer cette politique nous avons établi un tableau donnant les comparaisons propres à faire comprendre la dépossession que subit le producteur agricole par cette politique des prix imposés, politique qui ne pouvait pas manquer de provoquer des réactions néfastes.

Prix imposé du blé le :	Lei papier par quintal	Parité en lei or (1)	Prix mondial en lei or (2)
14- 8-1918	70	15-21	45.70
21- 3-1920	100	15	37.40
26-10-1920	120	11	39.60
19- 7-1921	160	11	49.30
16- 8-1921	180 à 210	9-10	36.30
18-12-1921	230 à 240	9-10	34.10
8- 7-1922	300	10	31.40
21- 6-1923	450	10	27.30
6- 1-1925	950	22	35.20

En comparant les prix que touchait le producteur roumain pour son blé avec, celui que le « farmer » américain pouvait obtenir pour le sien, on comprend l'immensité de l'abus ; surtout, lorsque l'on conçoit que les indices des prix des produits industriels, qu'il était obligé d'acquérir pour son entreprise agricole, étaient bien supérieurs à ceux que le *farmer* américain avait à considérer à la même époque.

Nous nous sommes étendus sur ce sujet dans le chapitre précédent et nous tenons à rappeler l'importance de l'ouvrage de M. André Borel à ce sujet, présenté au XIV^e Congrès International d'Agriculture à Bucarest ³.

Nous avons vu plus haut les prérogatives que le Gouvernement s'était arrogées pour détenir entièrement le contrôle du marché intérieur. Les défenses d'exportation

1. Cours du « leu » à la Bourse de Zurich, cote en Banque. (Le « leu » ne fut officiellement coté sur les Bourses internationales qu'à partir de sa stabilisation en février 1929).

2. Collection Broomhall, *Corn Trade Journal*, 1918-1925.

3. André Borel, *La situation de l'agriculture en 1927 et 1928, comparée à celle d'avant-guerre et celle de 1925 et 1926*, éd. Bucarest, 1929.

et de circulation en étaient le volant. Les permis d'exportation en étaient la méthode. Or, tout en suivant les principes énoncés par Take Ionesco devant le Parlement roumain en 1915, l'Etat roumain se considérait comme ayant droit de participer à « *l'enrichissement, indépendant d'une action sociale* » du producteur agricole roumain, et, à partir du jour où des permis d'exportation furent consentis aux exportateurs, l'Etat voulut aussi participer indirectement aux bénéfices résultant de ces transactions. En principe il ne consentit, immédiatement après la guerre, que des exportations limitées de maïs, d'orge et d'avoine. Une Commission spéciale avait à délibérer sur chaque cas particulier pour décider de la sortie des produits contingents. Des exportations de maïs furent consenties jusqu'à une limite de 300.000 tonnes et l'Etat perçut sur cette quantité une taxe d'exportation de 1.350 lei par tonne en sus d'une commission de 150 lei par tonne¹.

Aussitôt les prévisions pour la récolte de 1920 établies, l'exportation de céréales fourragères fut admise et les taxes d'exportation réduites pour le maïs à 780 lei par tonne et à 60 lei en sus pour la commission. Ce régime en vigueur pendant la campagne de 1920, ayant subi des diminutions consécutives jusqu'à un taux de 220 lei par tonne, éprouva encore différents changements au cours des années suivantes. Le 17 août 1921, le Gouvernement institua un nouveau système, dit du contingentement, destiné à garantir les besoins du marché intérieur tout en assurant à l'Etat la fourniture de céréales aux prix imposés et en lui garantissant aussi l'avantage des taxes à l'exportation. Tout exportateur était tenu de délivrer à l'Etat la même quantité de maïs, orge ou avoine qu'il désirait exporter et ceci aux prix imposés qui furent à l'époque de 1.400 lei par tonne pour l'avoine, et de 1.600 lei par tonne pour le maïs, l'orge et l'orge de brasserie. Cette opération devait être effectuée pour l'Etat par les Coopératives agricoles ou les Banques populaires qui faisaient l'office de collecteur pour le compte de l'Etat.

Nous passons sous silence les transactions que l'Etat

1. Gh. Christodoresco, *op. cit.*, p. 470.

roumain conclut avec la Société Granaria Italiana¹, ainsi qu'avec la Société Sindex qui tout en étant dans la méthode, différentes des contrats, qu'il passa avec l'Etat français et la Confédération Helvétique, sont basées sur les mêmes principes.

Après tant d'expériences malencontreuses dont le renouvellement aurait trop heurté l'opinion publique, à partir de 1921, l'Etat renonça à intervenir dans l'exportation des céréales — sauf dans celle des céréales panifiables et il fit peser sur les produits exportés des taxes qui, suivant les années, ont sensiblement varié.

A l'heure actuelle le régime des taxes d'exportation est supprimé mais sans aucun doute les conséquences qui en découlèrent pour la production céréalière et consécutivement pour le commerce ne purent qu'être nuisibles à l'un aussi bien qu'à l'autre. Nous reproduisons un tableau mettant sous les yeux du lecteur le dégrèvement des taxes qui successivement fut accordé à l'exportation des céréales :

	Taxes d'exportation maxima	Taxes d'exportation en vi- gueur le 25 janvier 1928 En Lei par tonnes :
Blé	4.500	280
Maïs	3.000	280
Orge	20.000	280
Orge de brasserie	2.000	400
Avoine	2.000	280
Farine de blé	3.500	240

Pendant de longues années les taxes d'exportation dépassèrent 60 % de la valeur du produit. En 1922, la

1. Contrat passé avec la « Société Granaria Italiana » : Le 14 septembre 1921, la Commission Supérieure d'Achats et de Réglementation des ventes de céréales, chargée du contrôle des contingentements, confie à la Granaria Italiana la vente à la commission des quantités suivantes de céréales : 25.000 tonnes de maïs, 25.000 tonnes d'orge et 10.000 tonnes d'avoine, céréales provenant des fournitures faites par les exportateurs « pour le marché intérieur » en exécution des prévisions de l'arrêté du 17 août 1921. Le but de cette transaction était de procurer à l'Etat des devises. Elle ne fut exécutée qu'en partie. La Granaria Italiana d'existence et d'importance éphémères, était encore un des commettants dont l'Etat n'avait pas fait un choix très heureux.

2. Contrat passé avec la Société Sindex : « Le 22 septembre 1921, L'Etat conclut avec un Consortium constitué par les banques suivantes : Banque Chrissoveloni, Banque Commerciale Roumaine, Banque de Crédit Roumain et la Banque Marmorosch, Blank et Cie, un contrat chargeant celles-ci de vendre

taxe sur le maïs était de 3.00 lei par quintal¹. Le blé était, à cette époque, à Braïla entre 260 et 330 lei les 100 kg. Ce régime fut maintenu jusqu'en 1925 date à laquelle l'Etat institua le système du paiement des taxes d'exportation en devises étrangères.

Nous avons retracé avec un soin particulier le régime du commerce des céréales sur le marché intérieur roumain, tel qu'il se présentait à l'époque de l'économie dirigée. L'évolution de la Roumanie céréalière d'avant-guerre et la prospérité qui la caractérise laissent apparaître peut être un certain déséquilibre dans l'exposition de nos idées, mais nous avons cru de notre devoir d'en dégager plus amplement les conséquences. En effet, le régime d'après-guerre a trop profondément marqué l'économie agricole dans le Sud-Est européen et les circonstances qui ont concouru à son état actuel et qui détermineront son évolution future sont trop importantes pour la structure du commerce danubien des céréales pour que nous ayons hésité à l'étudier avec minutie. Les changements politiques et géographiques que subit le plus important des pays céréaliers du Sud-Est européen et les profondes transformations économiques qui s'ensuivirent auraient exigé des méthodes de production et de valorisation plus rapides et mieux adaptées au rythme de l'après-guerre. Tandis que la Roumanie se débattait pour extraire de son économie existante la quintessence de son pouvoir contributif, sans trop se soucier de la création de nouvelles sources de production et de productivité, d'autres pays concurrents, notamment les pays d'outre-mer ont pu augmenter par leurs propres moyens leur capacité de production tout en profitant largement des excellentes dispositions du marché mondial et des conjonctures heureuses qui doubblaient et triplaient la productivité de leur

à l'Étranger 500.000 tonnes de céréales. Le Consortium s'oblige à avancer à l'État en compte-courant une somme de 500 millions de lei dont 300 millions de lei, 5 jours à partir de la signature du contrat, pour permettre à l'État et celui-ci de régler les fournisseurs des céréales offertes par « le marché intérieur » en exécution des prescriptions de l'arrêté du 17 août 1921. L'État mettait trop de retard à exécuter ses engagements vis-à-vis du Consortium refusant d'avancer de nouvelles provisions le contrat Sindex eut le sort de tous les autres, il ne fut que partiellement exécuté.

1. Gh. Christodescu, *op. cit.* p. 416.

travail par rapport à l'avant-guerre. Certes, la tâche était trop dure; répondre de ses propres forces sans aucun concours efficace aux exigences morales, économiques et sociales dans des circonstances aussi difficiles et aussi contraires que celles que la Roumanie trouva devant elle au moment de la Paix, était incontestablement une obligation à laquelle n'importe quelle autre nation, même de celle dont le passé avait été plus calme et plus heureux que celui du peuple roumain, n'aurait pu mieux répondre.

CHAPITRE IV

LES CEREALES DU BAS DANUBE DANS LE COMMERCE MONDIAL

1. La liberté du commerce international

Les déplacements des grands centres du marché mondial se sont produits, au cours de l'histoire, en concordance avec les transformations inhérentes à l'apparition et à la disparition des grands empires.

La lutte d'influences qui met actuellement aux prises les grandes puissances sur le terrain économique fait que le marché mondial de nos jours est aussi bien à Londres qu'à Paris, à New-York qu'à Yokohama. Il est donc très difficile, sans soulever de nombreuses protestations et des objections souvent justifiées, de déterminer le lieu où se fixe pour une grande partie des matières premières parmi lesquelles comptent les céréales, la formation réelle des prix mondiaux.

Dans le commerce de céréales les marchés de Londres et de Liverpool se sont pourtant attribué, pendant 80 ans, une situation prépondérante, mais Anvers, aussi bien que Rotterdam et avant la guerre, Hambourg et Marseille n'en ont pas moins joué dans ce commerce un rôle de premier plan.

Les commerçants du Danube ont même témoigné une certaine affinité de tempérament et d'habitude avec les maîtres de ces derniers marchés, et la Roumanie doit beaucoup à ses relations avec ces débouchés, pour ce qui concerne son commerce de blé, de maïs et d'orges.

Le marché, qui fait les prix des céréales du Danube, s'est successivement déplacé de Constantinople à Trieste et

de Trieste à Londres. A l'heure actuelle, l'économie mondiale est si troublée, si désaxée, qu'il est impossible de déterminer clairement le centre qui fixe le jeu de l'offre et de la demande pour les céréales dans le monde. Nous ne pouvons pourtant pas encore dire que Londres ait été remplacée.

C'est d'après les fluctuations des cours du plus grand port du monde que les céréales du Bas-Danube se vendent encore aujourd'hui à Marseille, Hambourg, Anvers, Copenhague, Bratislava, Athènes, Trieste ou Gênes. Car les offres de La Plata, de Chicago, de Sidney ou de Moscou sont arbitrées à Londres et c'est là qu'Anvers, Rotterdam, Hambourg et Gênes retrouvent en dernier lieu la parité pour les cotations qu'ils câbleront à Braïla, Galatz ou Constantza.

L'influence des offres de Rosario et de Winnipeg se fait sentir sur les ventes de « blé Danube » et c'est en dépendance des offres soviétiques que se fait la vente des orges danubiennes ; mais l'arbitrage se fait à Londres. L'interdépendance qui existe, par delà les frontières, entre ces marchés, est née de la liberté du commerce. C'est en effet cette liberté qui, pendant presque un siècle, a marqué de son cachet, le commerce international. Lorsque le problème du ravitaillement européen se posa, les grandes puissances se préoccupèrent de ne pas apporter le moindre obstacle à la libre circulation des grains et cette préoccupation a été une des causes qui a fait éclore dans le monde le principe du libre-échange.

L'Europe industrialisée donna libre accès aux produits de l'Europe agricole. En échange, elle envoya à cette dernière les marchandises manufacturées qui lui faisaient défaut.

Or, pendant les 50 ans qui ont précédé la guerre mondiale, nous constatons le phénomène suivant : la capacité de consommation dans le monde augmente sans cesse par l'accroissement des populations, par le relèvement du pouvoir d'achat des grandes masses agricoles du monde, parmi lesquelles se répand l'aisance. A l'augmentation et à la diversité nouvelle des sources de revenus, correspond une poussée vers la consommation.

La production ne peut que progressivement s'adapter à ce mouvement ascendant. L'adaptation de la production à la consommation est particulièrement urgente, pour ce qui concerne l'agriculture, et elle se réalise rapidement. La liberté de circulation mondiale dont bénéficient les pays producteurs y contribue. L'accroissement de la production industrielle et le développement correspondant des facteurs auxiliaires de la vie économique, se manifestent plus lentement.

L'équipement industriel ne peut pas en effet suivre le rythme de la consommation dans la mesure de ses exigences.

La guerre mondiale a interrompu le mouvement, et la production agricole et industrielle se trouve en face d'un nouveau potentiel de consommation dans le monde.

Il en résulte, finalement, le déséquilibre de l'heure actuelle, et la solution généralement adoptée est la suppression de la liberté des échanges par tous les moyens. Les mesures autarchiques de protectionnisme, de contingentement, l'instabilité des monnaies, la politique des crédits, tout concourt à entraver le jeu libre des réactions économiques naturelles et à en dissimuler la débâcle.

Si la liberté du commerce a été une nécessité de l'époque antérieure à 1914, aujourd'hui il paraît presque douteux qu'on ait encore le droit de la défendre.

La liberté du commerce international a virtuellement cessé de subsister. Sur 377 millions d'Européens, 287 millions sont tenus de se plier aux prescriptions du contingentement, des barrières douanières, etc., que les Gouvernements ont cru devoir imposer, pour la sauvegarde des intérêts de leur marché intérieur.

L'analyse de la situation, créée par la politique économique internationale, sort du cadre de nos recherches, car elle touche de trop près les intérêts nationaux en jeu et se rattache plutôt au domaine de la politique pure. Il est d'ailleurs impossible, dans l'état actuel des faits, de savoir quelles seront les conséquences proches ou lointaines de la situation présente.

Nous voudrions seulement faire remarquer que la politique de protection des « agricultures nationales »

n'a rien à faire avec les intérêts des *agriculteurs*, et nous tenons à recommander la lecture des critiques que Nickolls formula en 1754 pour stigmatiser les abus qui ont abouti à la situation économique que l'Europe connut pendant le XVIII^e siècle (voir annexe).

Les critiques de cet auteur ne sont pas limitées au commerce des céréales, mais elles illustrent l'ambiance dans laquelle le commerce général a dû évoluer à son époque ; elle indique ainsi les avantages qu'il put retirer de la liberté et de l'abolition des privilèges et des entraves.

« Il n'y a ni synchronisme entre les diverses évolutions, ni régularité dans une même évolution. Il est de toute évidence que l'Empire romain, avec sa belle organisation des voies de communication, avec ses grands ports, ses entrepôts de grains comme Ostie, avec ses métropoles commerciales comme Rome, Alexandrie, Antioche, son trafic intense de denrées alimentaires, de matières et de produits, son énorme développement du crédit et du commerce de l'argent, nous donne le spectacle d'une activité qui, sauf dans l'Orient byzantin, décline et s'arrête pour cesser à peu près complètement vers le V^e siècle de notre ère. « *Tramonto di una civiltà* », dira dramatiquement M. Corrado Barbagallo ¹. L'évolution s'interrompt et une autre évolution recommencera » ².

Avec M. Hauser nous devons convenir que l'issue de l'imbroglio dans lequel se trouve l'Europe à l'heure actuelle ne peut pas être fixée, il faut qu'une évolution la précède.

Le régime préférentiel, autour duquel son promoteur, M. Virgil Madgearu, a si vaillamment réuni les aspirations de la totalité des pays agricoles du Sud-Est européen, est lui-même opposé à la liberté absolue. Pouvons-nous donc plaider pour la liberté complète, lorsque cette liberté rendra plus profond le déséquilibre existant et pourrait écraser les économies anémiées de quelques pays européens, pour consolider encore la capacité d'expansion de quelques pays d'outremer ?

1. La population totale de l'Europe est de 377,6 millions la Russie exclue.

2. Henri Hauser, *Les origines historiques des problèmes économiques actuels*. Paris, 1930, p. 33.

Comme jadis, la refonte des intérêts de l'Occident avec ceux de l'Europe orientale pourrait ouvrir la voie qui permettrait de sortir de la paralysie des échanges.

Depuis 1913, le total des importations nettes de l'Europe est resté sensiblement égal pour les cinq céréales principales : blé, maïs, seigle, orge et avoine. Le chiffre de 271,2 millions de quintaux pour la moyenne 1909-1913, comparé avec celui de 273,1 millions de quintaux pour 1930 est édifiant.

Ceci prouve que les causes du dérèglement dont souffre le mécanisme des échanges ne doivent [peut être pas être cherchées dans une défaillance des importations européennes. Par ailleurs, la production européenne de ces mêmes céréales à elle-même presque imperceptiblement changé. Comparée avec la production moyenne de 1909-13, qui fut de 1065,6 quintaux, la production européenne (la Russie non comprise), en 1930, présente une diminution de 7,7 millions quintaux seulement ; elle est encore en effet de 1057,9 quintaux¹.

Etant donné que, ni les importations européennes, la ni production de notre continent n'ont fléchi, il est logique de déduire que c'est la production extra-européenne qui a trop augmenté, pour expliquer les causes du déséquilibre qui a provoqué l'offre surabondante de blé et autres céréales depuis 1929.

Les exportations mondiales nettes de céréales ont été en 1930, de 302,7 millions de quintaux, dont 62,9 millions, c'est-à-dire 20,75 %, représentent les exportations d'origine européenne.

En présence des exportations mondiales, le chiffre des importations européennes nettes de 273,1 millions de quintaux la même année, revêt une signification troublante : 90,2 % des exportations mondiales de céréales, sont absorbés par l'Europe.

L'accroissement incomparable de la production céréalière des pays d'outre-mer est connu.

La moyenne quinquennale 1909-1913 de la production mondiale fut de 3.574,3 millions de quintaux. En 1930,

1. *Annuaire International de Statistique agricole*, 1930-31, pp. 256 et suiv.

elle est de 4.039,2¹ présentant donc une augmentation de 13 %.

Vu que la production européenne a légèrement fléchi, cette augmentation de production dans le monde devient d'autant plus significative que le problème de la production mondiale des céréales attend une réglementation nouvelle et concertée, que les Etats-Unis d'Amérique viennent de proposer récemment aux pays de production céréalière du monde.

Cette proposition considérée à la lumière de la situation actuelle déterminée par les stocks importants de blé surtout, mérite d'être examinée de plus près.

Les stocks de blé mondiaux indiqués dans les statistiques de la Société des Nations² se chiffrent :

Au mois d'août	1925	1929	1930	1931
Millions de quintaux	114	233	220	246

Les pays céréaliers de l'Europe, notamment les pays de l'Est européen, devraient considérer l'initiative venant de New-York, à la lumière des faits suivants :

La récolte de blé au Canada a été en 1932 de 115 millions de quintaux. La consommation du pays étant de 20 millions de quintaux, 85 millions de quintaux restent disponibles.

A ces chiffres, s'ajoute le stock existant au début de la campagne : 37 millions de quintaux.

La capacité d'exportation du Canada pour 1932 fut ainsi de 122 millions de quintaux de blé.

Les chiffres pour les Etats-Unis ne diffèrent pas, quant aux résultats.

La production de blé des Etats-Unis en 1932 a été de :
200 millions de quintaux

Le besoin de la consommation intérieure se chiffre à ...	180	—
Restent disponibles	20	—
A ce chiffre s'ajoute le stock au début de la campagne 1932.	100	—

4. *Annuaire International de Statistique Agricole*, 1930-31, pp. 324 et suiv.

2. Voir les chiffres publiés dans l'annuaire statistique S.D.N. 1931-32 et utilisés par M. J.-B. Coudliffe dans *La Situation Economique mondiale*, S.D.N., Genève, 1932, p. 104.

de sorte que la capacité d'exportation des Etats-Unis pour 1932 fut de 120 millions de quintaux¹; Ceci pour le blé seulement.

Quant à la capacité d'exportation des pays d'outre-mer en maïs, avoines et orges, tout en étant proportionnellement réduites, les disponibilités sont aussi très importantes.

En effet, sous une forme nouvelle, les causes qui ont empêché l'épanouissement économique des pays du Bas-Danube se reproduisent. Le lendemain serait-il aussi sombre que le fut l'époque des privilèges? Car ce fut avec l'abolition des privilèges, que disparut l'ordre social et économique qu'ils avaient eux-mêmes créé et aidé à consolider.

Les conséquences de cette transformation dans l'économie des pays danubiens et notamment dans le commerce des céréales, se répercutèrent dans deux directions : d'abord, dans le sens de la libre valorisation des grains danubiens, consécutive à l'abolition des privilèges turcs (1829) et ensuite dans le sens de la libre pénétration de ces céréales vers les débouchés occidentaux, grâce à l'admission des navires anglais, français, hollandais dans la Mer Noire.

Ces phénomènes, en rapport étroit avec la transformation profonde qu'ils firent surgir dans la production céréalière du pays, telle que nous l'avons étudiée dans les chapitres précédents, auraient certainement pu attendre encore longtemps, pour que l'essor de l'exportation prenne son allure rapide, même malgré l'ouverture des Détroits, si la technique n'avait pas aidé à l'épanouissement d'une circulation plus moderne et meilleure à travers le monde.

L'avisement des cours, déterminé par l'accumulation des stocks, a provoqué, de la part des pays de production déficitaire, une politique d'autarchie qui a virtuellement mis fin à la libre circulation des matières dans le monde. Pour les pays danubiens, la suppression de la liberté des échanges pourrait avoir des conséquences aussi

1. Vierteljahreshefte zur Konjunkturforschung, Berlin 7 Jahrg Heft, 2 août 1932, p. 76.

graves que celles qui découlaient, il y a un siècle, du régime des privilèges.

Le plus grand mérite de la technique — et ici causes et effets se confondent — fut certainement celui d'avoir réalisé dans une Europe, dont la population n'a cessé de s'accroître et d'essaimer sur l'ensemble du globe, les moyens de distribution et de circulation qu'aucun siècle n'avait jusqu'alors connus et qui devaient aboutir à l'éclosion d'un monde nouveau avec des agglomérations humaines géantes, des moyens de production aussi énormes et des besoins de consommation proportionnels.

2. La Navigation

La réalisation de la navigation à vapeur par Robert Fulton (1807) et la construction de la locomotive marquent dans cette évolution une étape décisive.

En posant le problème de la circulation des biens à travers le monde, en envisageant la question de la distribution mondiale des matières, nous sommes tentés de nous demander s'il y a un produit, dans cet ensemble, qui puisse nous paraître plus intéressant que les céréales. Même si d'autres matières premières, telles que le coton, le caoutchouc, le charbon, par exemple, font l'objet d'un volume de transactions impressionnantes, nous croyons ne pas dépasser les limites de la vérité en disant que nulle matière première n'occupe dans l'ensemble de la circulation mondiale une place plus prépondérante que les céréales.

Les transports sont à la base de cette circulation et nous manquerions à notre devoir en négligeant d'étudier de près le rôle de la navigation dans le commerce des céréales du Bas-Danube.

Nous tâcherons d'étudier d'abord le côté technique de la navigation dans le Bassin du Bas-Danube et de la Mer Noire, pour faire ensuite une analyse du régime politique qui a si souvent influencé, non seulement toute navigation sur le Danube, mais, par surcroît, décidé de la prospérité économique des pays riverains.

Nous avons étudié ailleurs les profonds changements suscités dans les Principautés, par la construction des différentes lignes de chemin de fer et nous avons longuement insisté sur l'éclosion du commerce d'exportation des céréales dans les régions de Moldavie, éloignées du Danube, à la suite de l'établissement d'un réseau de voies ferrées.

Cependant, pour le commerce des céréales, la prépondérance des transports fluviaux et maritimes ne pourra jamais être niée. Les céréales, matières premières de grand débit, sont entièrement sous la dépendance

du transport par eau, parce que tout transport onéreux grèverait leur valeur de dépenses hors de proportion avec leur prix de vente.

*
* * *

La galère grecque, la trirème romaine, la « nava » moldave sont bien trois types différents de navires, mais en principe les dissemblances portent plus sur le nombre des mâts, la forme de la coque et la disposition des rames que sur leur jaugeage ou la constitution de l'armature.

Ainsi, jusqu'en 1840, on ne voyait circuler sur le Bas-Danube et la Mer Noire que des voiliers à deux ou plusieurs mâts et dont l'armature était entièrement de bois. La médiocre solidité de ces navires limitait leur capacité à une époque où le transport par eau se trouvait encore réduit par l'insuffisance technique des moyens de communications. Ainsi, malgré l'intérêt que les pays industriels de l'Occident, friands des céréales danubiennes, avaient témoigné à la Roumanie, le degré de développement technique de la marine s'opposa encore, pendant de longues années, au développement du trafic fluvial.

En 1850, et jusqu'aux environs de 1880, les navires entrant dans les bouches du Danube étaient pour la plupart des voiliers à jaugeage limité. En 1855, date à laquelle pour la première fois, une statistique des bateaux ayant circulé sur le Bas-Danube fut publiée, les bateaux à vapeur sont presque inexistants.

Voici d'ailleurs un tableau édifiant :

Années	Voiliers	Bateaux à vapeur	Total (1)
1856	2110	101	2211
1857	1797	141	1938
1858	2358	150	2508
1859	2542	162	2704
1860	3288	203	3491
1861	2845	239	3084
1862	2807	208	3015
1911	108	1424	1532

Entre 1856 et 1862, le tonnage moyen des navires sortis

1. Extrait du tableau statistique publié par la Commission Européenne du Danube.

par Soulina variait entre 127 et 169 tonnes anglaises pour les voiliers et entre 200 et 307 tonnes anglaises pour les bateaux à vapeur (quoique ces derniers fussent presque exclusivement destinés aux transports de passagers).

Le tonnage moyen des navires sortis par Soulina en 1911 a été estimé à 1860 tonnes anglaises.

Pour rectifier une impression qui, en apparence, justifierait l'opinion que le progrès du mouvement des navires n'a pas subi un développement correspondant à la progression de l'exportation, nous tenons à rappeler que : démunie d'un réseau de voie ferrée, la Roumanie ne disposait comme moyen de circulation, que de ses voies d'eau. Ainsi, en 1861, les paquebots des lignes régulières desservant le parcours : Roustchouk-Varna ou Cernavoda-Constantza, ou bien Galatz-Odessa, représentaient 182 sorties. Ces services ont évidemment cessé de circuler à partir du moment où les lignes de chemin de fer permirent des communications plus rapides.

Dans la statistique de 1872, leur nombre s'est réduit à 7 paquebots d'un tonnage égal à 642 tonnes anglaises. Par ailleurs, les courriers périodiques les maîtres qui faisaient de 5 à 10 fois par an le même parcours, apparaissent autant de fois dans la statistique de 1911, année où le trafic de cabotage a disparu. Les chiffres de navires sortis indiquent ainsi le volume réel de la circulation entre le Danube et les pays européens.

Deux dates dans l'histoire de la navigation danubienne méritent d'être retenues : 1829, année où furent posées les bases de la première société de navigation à vapeur sur la Danube pour le transport des voyageurs et des marchandises, au capital de 100.000 florins ; 1838, où pour la première fois un bateau à vapeur à coque en fer fut lancé sur le fleuve.

Les progrès techniques, qui se rattachent à ces deux ordres de faits, ont si profondément déterminé le commerce des céréales et changé son aspect, que nous avons cru devoir les retenir.

L'évolution en fut lente si l'on songe que Fulton avait lancé un premier bateau à vapeur 22 ans avant, elle

s'explique par les troubles profonds dont souffrit l'Europe depuis 1807.

Mais il faut remarquer que, dès lors, la navigation change totalement d'aspect et d'importance, grâce aux perfectionnements que la mécanique apporta à son développement, et à l'aménagement de la voie du Danube. Mais, d'autres obstacles encore, dans le même ordre d'idées, ont empêché l'établissement d'une navigation dont le développement aurait correspondu à celui du trafic anglais aux Indes, en Extrême-Orient et surtout vers les Etats-Unis.

La régularisation du courant et les travaux de dragage et de balisage posèrent également un grave problème aux hydrologues.

Depuis 1829, date où les Russes avaient mis la main sur les bouches du Danube, on leur reprochait d'avoir tout négligé pour remédier aux graves inconvénients de l'ensablement constant du Delta. En effet, ce problème qui fut un obstacle au développement de la navigation danubienne et qui limita, pendant des siècles, l'accès du fleuve aux navires jaugeant plus de 150 à 300 tonnes Register, dut être surmonté avant que les bienfaits du machinisme pussent porter leurs fruits.

L'enchevêtrement des problèmes qui surgirent les uns après les autres ne put durer sans susciter des réactions collectives. Depuis 1815, l'Europe souffrait de son manque d'espace. Les entraves de la nature lui pesaient autant que celles imposées à la circulation mondiale, pendant de longs siècles, par la volonté de l'esprit humain. Il fallait surmonter les uns, comme l'on s'était attaqué aux autres.

La création de la Commission Européenne du Danube en fut la conséquence. Un intérêt commun réunissait les pays continentaux, en pleine expansion commerciale et industrielle, et les pays du bassin du Bas-Danube pour vaincre les contrariétés de la nature, car ils risquaient de perdre le moyen d'écoulement de la plus grande richesse des plaines danubiennes, leur production céréalière.

L'œuvre que la C.E.D. put réaliser, eut la plus grande valeur et sa signification, pour le commerce d'exportation de céréales, est aisément mise en pleine lumière, si l'on

se rappelle les perturbations provoquées ¹ récemment dans l'écoulement des céréales danubiennes à cause de la profondeur insuffisante du courant due, à l'ajournement du dragage des bancs de sable qui ne cessent de se reformer.

Le but technique de la C.E.D., tel qu'il fut déterminé lors de sa création — 1856 — reste donc entier, même de nos jours, et nous estimons que les causes qui justifiaient le programme d'activité de cet organisme — telles que les exposa à l'époque dans son rapport, l'expert anglais, Sir Stokes — méritent toute notre attention.

Mr C. I. Baicoianu ¹ a reproduit dans son ouvrage les termes de ce rapport et nous retrouvons dans cet examen d'un grand érudit de l'époque, le récit des contrariétés dont les exportateurs de céréales de Galatz et de Braïla ont eu à se plaindre encore récemment :

« ...à cause des nombreux bancs de sable qui obstruaient le lit du fleuve et celui de l'embouchure de « Soulina se trouvant dans la mer, les navires ne pouvaient « pas circuler sans être obligés de décharger une partie « de leurs marchandises dans d'autres navires plus petits « ou dans des caïks. Les navires plus grands qui ne peuvent « naviguer sans lest, remontaient très lentement le cours « sinueux du fleuve, poussés quelquefois par le vent, « traînés le plus souvent à la corde à grand peine, surtout « lorsque le vent frappait l'avant, ce qui était presque « inévitable pour un fleuve aussi tortueux.

« Pour arriver à Galatz ou Braïla, où ils devaient « charger des céréales, ils employaient souvent des semaines entières.

« Certains navires se faisaient remorquer, mais il « n'y avait alors que très peu de remorqueurs et qui « coûtaient cher ».

Le remorquage revenait en effet à environ 9 à 12 francs

1. En automne 1924 les eaux du Danube étaient tombées au-dessous de 14 pieds angl. contre 21 pieds en temps normal. Le fret de Galatz et Braïla pour le continent monta aussitôt à 32 sh. par tonne, ce qui représentait un taux inconnu jusqu'alors, car la mise en « allège » et le rechargement des bateaux au large impliquaient des frais énormes.

1. C.-I. Baicoianu, *Le Danube*, Paris, 1917, p. 103.

or par tonne, d'après la jauge du navire, à peu près ce que coûte le fret Braïla-Marseille de nos jours.

Depuis les temps les plus reculés, la navigation directe reliant Galatz et Braïla à Constantinople se fait par le chenal de Soulina situé entre le bras de Kilia ou Otcheacoff au Nord, et le bras Saint-Georges au Sud.

Les travaux de l'ingénieur anglais Hartley, qui fut le premier à mettre en œuvre le plan de dragage de l'embouchure du Danube, constituent un ensemble de réalisations techniques qu'on ne pourrait assez apprécier, malgré les vives controverses qu'il a fait surgir et malgré le caractère provisoire que leurs initiateurs n'ont jamais cessé de lui attribuer. Nous devons retenir les résultats de cette œuvre.

Tandis que les navires à destination de Galatz, ou descendant vers l'aval, ne pouvaient, avant 1856, jauger, plus de 200 tonnes, la profondeur moyenne du fleuve étant de 8 pieds anglais, nous pouvons constater d'après le tableau comparatif publié par la C.E.D. et embrassant la période 1861 à 1911¹ le progrès sensible que représente pour la navigation danubienne, l'amélioration des conditions de chargement dues à l'augmentation du tirant d'eau des navires en circulation.

La profondeur minima dans le bras de Soulina, indiquée dans ce tableau, est pour 1861 de 10 1/4 pieds angl. (3.12 m.) pour 1872 de 13 1/2 pieds angl. (4.11 m.), pour 1878 de 14 3/4 pieds angl. (4.49), pour 1889 de 17 1/4 pieds angl. (5.26 m.), et pour 1902 de 18 1/2 pieds angl. (5.64). En est actuellement de 21 à 22 pieds et a pu être maintenue pendant la plupart de ces dernières années.

Les travaux entrepris sous les auspices de la C.E.D. ont absorbé pendant 55 ans de son existence (1856 à 1931), un budget de dépenses de presque 110 millions de francs or. La construction de la digue de Soulina représente une réalisation hydrotechnique de premier ordre, complétant utilement, en ce qui concerne le commerce des céréales danubiennes, les progrès de la navigation.

Le perfectionnement des moyens de transport corres-

1. C.-I. Baicoianu, *op. cit.*, p. 107.

pendant à un écoulement toujours croissant de la production des céréales du Danube et à l'aménagement subséquent de la voie navigable, a été le précieux auxiliaire de la prospérité du commerce danubien dans la dernière moitié du siècle écoulé.

*
* *

Lorsque Quesnay publia en 1758, son « Tableau Economique », lorsque Mercier de la Rivière le compléta par son « Ordre naturel et essentiel des sociétés humaines », lorsqu'en 1786 Adam Smith lança son ouvrage « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations », les bases de la vie, qui, cent ans plus tard, devaient renaître dans ces Principautés, profondément usées par un régime séculaire de privilèges, étaient posées. C'est à l'ombre des principes de liberté, dont l'Occident avait vu l'éclosion un siècle auparavant, que la vie économique des Principautés Voldo-Malaques put se développer, annonçant la « Roumanie nouvelle ». Les libertés du commerce et particulièrement de la navigation sur le Danube et dans la Mer Noire en furent les pivots.

Le Congrès de Vienne, consacra politiquement, pour la première fois, la doctrine, mais son application ne se fit que par étapes successives et correspondant au jeu des puissances dont les intérêts étaient dans la balance.

Le Danube avait cessé d'être un fleuve libre bien avant la bataille de Mohacz(1526) qui consolida pratiquement l'hégémonie ottomane sur le parcours presque total du fleuve.

Pendant plus de deux siècles il avait appartenu à la Sublime Porte de consentir des privilèges de navigation sur le Danube, de Vienne jusqu'aux embouchures. Détenant cette voie de communication, les Turcs étaient les maîtres de la vie économique de l'Europe Centrale et Orientale depuis la Leitha jusqu'en Tauride et ils savaient en profiter. Le déclin de l'Empire turc et les expéditions heureuses des Autrichiens pour reconquérir ce qu'ils avaient abandonné presque deux siècles auparavant, aboutirent à l'avènement d'une hégémonie nouvelle dans le Sud-Est euro-

péen : Carlovitz ¹ et Passarovitz ² sont bien à l'aube d'une politique économique naissante dans le Proche Orient.

Nous avons passé sous silence le rôle qu'eut pour la circulation commerciale du Moyen Age, l'établissement du royaume serbo-croate au XIII^e siècle et la domination de Douchan sur le Danube. Comme il s'était attribué le contrôle de la voie commerciale allant de Worms et Augsbourg vers Byzance et comme il faisait dépendre de son consentement la navigation sur le Danube, les marchandises d'Allemagne prirent le chemin de Venise pour emprunter ensuite la voie de mer.

Mais nous n'avons pas insisté sur cet épisode ne lui attachant pas pour nos recherches une importance essentielle car il n'est pas le prélude de l'hégémonie des Habsbourg dans le Sud-Est européen. La politique autrichienne ne se dirigea vers le proche Orient que lorsque, grâce au jeu des forces nouvellement distribuées en Europe par le Traité d'Utrecht (1713), l'Autriche jadis retenue par sa politique continentale des Habsbourg plutôt que par ses intérêts sur le Danube, vit se poser le problème de son expansion vers l'Empire turc. Elle avait reconquis la Hongrie, une partie de la Valachie devait lui être attribuée, la frontière méridionale de la Monarchie avait dépassé la Save et le Danube. Les Habsbourg à l'apogée virent alors apparaître l'intérêt d'une politique de pénétration économique dans les Balkans et s'apprêtaient à prendre la place des Turcs.

Il nous semblerait nier l'évolution naturelle des choses, si nous nous bornions à citer seulement les faits historiques. La Monarchie était capable de consolider par des traités avec la Sublime Porte, sa position nouvelle. Le progrès de son commerce et de ses industries du temps de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche et de ses successeurs avait fait naître des velléités d'expansion économique qui ne pouvaient se réaliser que vers l'Orient. Par surcroît, son essor industriel exigeait son épanchement dans un territoire qui, non seulement lui avait été fermé

1. Paix de Carlovitz. (1669). L'Autriche reconquiert les territoires de Hongrie et du Banat occupés par les Turcs et incorpore dans la Monarchie les provinces jusqu'à la Tisa.

2. Paix de Passarovitz. (1718). La Monarchie s'assure la liberté de navigation et de commerce sur le Danube.

pendant des siècles, mais dont les maîtres avaient eu le tort d'être les vainqueurs d'antan des Habsbourg.

La Monarchie obtint ainsi par le traité de Passarovitz l'accès de ses marchandises sur le territoire de l'Empire ottoman et la Turquie abandonna, pour la première fois depuis sa domination sur le Danube, son droit exclusif de circulation sur le fleuve en autorisant les Autrichiens à venir avec leurs voiliers jusqu'à Vidin, Routschouk et Braïla¹.

Le privilège de passage des navires du Danube dans la Mer Noire resta pourtant réservé aux seuls navires ottomans. L'empire turc était encore trop fort pour renoncer à la domination exclusive des eaux de la Mer Noire. Par ailleurs, l'Autriche devait subir un mouvement d'adaptation aux nouveaux problèmes en face desquels se trouvaient son commerce, son industrie et sa navigation. Derechef, la Monarchie ne put s'affirmer activement dans le commerce danubien que pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Elle n'emprunta les méthodes économiques déjà adoptées par l'Angleterre d'Elisabeth et de Georges III, la France de Colbert et de Turgot, la Prusse d'un Frédéric II, qu'avec une certaine lenteur. Et, c'est à l'instar de la conscience industrielle et commerciale qui s'était fait jour en Occident, que la Monarchie organisa son commerce extérieur. Nous reparlerons du comte Starhemberg (1768) qui avait essayé de créer une société de navigation sur le Danube pour relier Vienne et Budapest aux rivages de la Crimée. Willeshofen (1783) et plus tard Valentin Golner ne firent que suivre l'exemple de Starhemberg. L'Autriche se doutait de l'avenir que devait lui réserver son expansion économique le long du Danube.

Il fallait une période de transition pour que les effets économiques de ce commencement de liberté, qu'avaient réussi à imposer à la Sublime Porte les Autrichiens, pussent porter leurs fruits.

Nous avons expliqué l'effort nécessaire aux fins de mettre les industries de Vienne, de Budapest, de Prague et de Brno en action pour profiter des avantages politiques acquis.

1. D.-A. Sturdza et C. Colesco, v. *Acte si Documente, op. cit.*, p. 42.

Une fois que la Sublime Porte eût consenti la première dérogation aux principes de ses privilèges exclusifs sur les eaux du Danube, l'émiettement successif de sa souveraineté ne fut plus qu'une question de temps.

Le traité de Kioutchiouk-Kaenardgi (1774) entre les Russes et les Turcs, marque en réalité le début de l'effondrement de la souveraineté turque sur le Danube.

Nous avons insisté dans la deuxième partie de notre ouvrage, sur l'influence que devait avoir, sur la domination turque dans les Voévodats, ce traité. Le Haticherif du 4 novembre 1774¹ offre une lecture passionnante à ce sujet. Les Russes consolidèrent, par un traité de commerce conclu le 21 juin 1783 à Constantinople, leur position acquise sur le Danube. Dans l'art. 1^{er} du traité « la Sublime Porte permet à tous les sujets russes en général de naviguer librement et d'exercer leur commerce dans tous les Etats, tant par terre que sur les mers, et que sur le Danube et partout où la navigation et le commerce pourront convenir aux sujets russes ».

Et pour mieux souligner les libertés que la Russie entendait acquérir, l'art. 11 explique encore le sens de ce traité : « Il est stipulé que les sujets russes pourront entrer en tout temps dans leur port, lieu et ville, avec leurs vaisseaux et bâtiments ».

Le réputé « Sened » ou Acte obligatoire du 20 février 1784, par lequel l'Autriche se fit garantir une fois de plus ses privilèges de 1718, 1739, 1741 et 1749 constitue un abandon nouveau des droits que la Turquie dut céder à la Monarchie en pleine expansion. « Le Commerce et la Navigation libre des sujets impériaux et royaux sur toutes les terres, mers et fleuves de la domination ottomane »³, leur furent acquis. Les Autrichiens avaient obtenu de ce fait le droit de passer avec leurs navires du Danube dans la Mer Noire. Rien ne s'opposait plus à ce qu'ils transportassent leurs produits de Vienne jusqu'à Trébizonde et ils avaient le projet de pourvoir directement leur marché en matières premières que recélaient la Crimée et le littoral

1. D.-A. Sturdza et C. Colesco, v. *Acte si Documente, op. cit.*, p. 139.

2. *Ibid.*, p. 164.

3. *Ibid.*, vol. I^{er}, p. 73.

de la Mer d'Azov. Il est fort probable, malgré le manque de documents précis, que les Autrichiens visaient aussi les céréales de cette région. Le privilège du commerce des céréales que détenaient encore les Turcs dans les Voévodats rendait difficile un approvisionnement direct. Bien avant cette date, les Autrichiens avaient essayé de créer une ligne reliant l'Autriche avec ces régions (le comte Starhenberg (1768), Willeshofen (1783) et ensuite Valentin Golner avaient eu des projets de lignes de navigation sur le Danube) ces précurseurs furent les premiers pionniers qui aidèrent à l'avènement d'une navigation commerciale sur le grand fleuve.

Le traité d'Andrinople (1829) est considéré par les économistes roumains comme étant le point de départ de l'indépendance économique roumaine. En effet, par l'acte séparé signé entre la Russie et la Sublime Porte le 14 septembre 1829, les Principautés cessèrent de devoir à la Turquie des fournitures en nature. La date de 1829 revêt, par cet événement une importance telle que son évocation seule suffit pour concevoir la voie naturelle ouverte à la Roumanie. Nous y reviendrons. Ce même traité refoule également les frontières de la Turquie au-delà du bras Saint-Georges et la Russie devient ainsi maîtresse des embouchures du Danube. Mais à la suite des capitulations que l'Angleterre et la France avaient su imposer à la Sublime Porte, le libre passage des navires de ces deux puissances permettait leur commerce avec les pays riverains de la Mer Noire. L'arrangement de 1840 entre l'Autriche et la Russie constitue un document de transition dans le régime de la navigation sur le Danube qui prouve combien les Habsbourg étaient inquiets de l'extension que prenait la grande puissance slave.

Nous avons évoqué plus haut l'aspect technique qui exigea l'intervention internationale pour garantir à la navigation l'accès du fleuve et nous nous devons de passer rapidement en revue les intérêts politiques en jeu.

Les Turcs avaient organisé la navigation sur le Danube de telle façon que celle-ci s'effectuait par le bras de Soulina

ou Stari Stamboul¹ où ils avaient réussi à maintenir un chenal navigable de 9 pieds de profondeur.

Les Russes voulurent s'assurer une prépondérance constante dans la navigation du Danube et abandonnèrent, plutôt pour des raisons politiques que pour des considérations économiques, l'entretien du bras de Soulina pour canaliser la navigation vers le bras de Kilia qu'ils appelaient bras Otcheakoff. L'Europe moderne avait déjà vu naître les grands problèmes d'équilibre qui devaient aboutir à un premier choc entre les grandes puissances ayant des intérêts en Orient.

En 1833, l'Angleterre s'était déjà opposée aux avantages que la Russie avait su arracher à la Turquie. Par l'article secret, additionnel au Traité de Unkiar Iskelessi, elle s'était assuré le concours de la Sublime Porte en lui faisant signer un engagement ainsi conçu : « La Sublime Porte à la place du secours qu'elle doit prêter ... devra borner son action en faveur de la Cour Impériale de Russie, à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y pénétrer sous aucun prétexte »². La Grande-Bretagne veillait ainsi, à ce que l'expansion russe en Orient ne prît pas une envergure redoutable. Elle s'opposa, en 1840, à Méhémet Ali et recommanda à la Turquie la Charte de Gulhanet ; charte d'une Turquie réformée, plus accessible au libéralisme moderne, qui ne pouvait rester indifférente aux manœuvres de la diplomatie russe dans le territoire du Bas-Danube.

Lord Rathcliff, ce grand ouvrier de l'expansion britannique en Orient du temps de la Reine Victoria, avait trop bien compris l'intérêt que l'Angleterre avait à s'assurer, dans le Sud-Est européen, un débouché en même temps qu'une source de ravitaillement pour sa consommation toujours croissante. Il estimait donc que la prépondérance politique de n'importe quelle puissance dans les embouchures du Danube serait toujours strictement opposée à la politique anglaise.

Dans son ouvrage « *L'Europe et l'Empire ottoman* »,

1. Cogalniceanu, *Chestiunea Dunarii*, Bucarest, 1883, p. 12.

2. D.-A. Sturdza et C. Colesco, v. *Actes et documents*, op. cit., p. 334.

M. René Pinon¹ a évoqué le jeu des forces qui déterminèrent ce premier choc, opposant les intérêts de ces deux puissances, d'un côté l'Angleterre de la Reine Victoria, de l'autre la Russie d'Alexandre et de Nicolas 1^{er} et qui aboutirent à la guerre de Crimée.

Les stipulations du traité de Paris, en 1856, ne furent qu'une conséquence du heurt d'intérêts opposés. L'établissement d'une charte nouvelle de la navigation sur le Danube ayant comme résultat l'internationalisation effective du fleuve d'un côté, et la création de la Commission Européenne du Danube de l'autre, fut un fait décisif né de la volonté de l'Angleterre de participer aux affaires du Sud-Est européen. La Grande-Bretagne avait, en effet, conçu un plan d'expansion et de coopération dans les Voévodats et son influence se manifesta en premier lieu par le rôle prépondérant que Londres prit bientôt dans le commerce des céréales du Bas-Danube.

En attribuant le contrôle de la navigation dans les bouches du Danube aux grandes Puissances, l'Angleterre voulait s'assurer un point d'observation aux confins de l'Empire moscovite, dont la politique orientale devenait redoutable, par ses visées sur les pays de foi islamique.

Après les différentes Conférences qui prorogèrent les stipulations de 1856, la Conférence de Londres (3 février 1871) le Congrès de Berlin, la deuxième Conférence de Londres, (1883), ne firent que consolider la position de l'Angleterre. Cette dernière Conférence, qui prit des décisions contre les pays intéressés², influa sur le régime politique des eaux du Bas-Danube, jusqu'au traité de Versailles.

Le rôle de la Commission Européenne du Danube devait en dehors de son côté politique, se manifester par une activité technique qui, ne l'oublions pas, fut à la base de sa création. Or, pour exécuter les très importants travaux nécessaires, il fallut qu'un programme financier, s'y rattachant, fût établi.

Tout d'abord, pendant la période 1857-1867, le Gouver-

1. Éd. Librairie académique Péris et Cie, Paris, 1908.

2. La Roumanie refusa d'adhérer au protocole de Londres qui prolongeait de 21 ans les pouvoirs de la C.E.D. et qui devait étendre les pouvoirs de juridiction de cette commission jusqu'à Braila.

nement de la Sublime Porte avait pris l'engagement de subvenir aux dépenses. De fait, en dehors des prestations en matériaux, la Porte fit des efforts qui, par suite des difficultés financières de la Turquie, ne purent aboutir à une organisation définitive du système à appliquer.

A partir de 1860, la C.E.D. se fit octroyer le droit de percevoir à Soulina des taxes de passage.

La Turquie abandonna, à partir du 1^{er} septembre 1860, son influence financière dans la C.E.D. en faveur de la Commission qui put ainsi librement procéder à l'organisation de sa gestion financière.

La succursale de la Banque Ottomane de Galatz (banque au capital anglais et français) accorda, en 1862, un emprunt de 750.000 francs à la C.E.D., qui fut suivi immédiatement d'un autre emprunt de 880.000 francs consenti par la Banque allemande du Nord, à Hambourg. Au remboursement de ces deux emprunts furent affectés les recettes des taxes de passage. En 1865, un troisième emprunt de 3.375.000 francs, réalisé sur le marché de Londres au taux de 4 %, vint encore en aide à la trésorerie de la C.E.D. en train d'exécuter d'importants travaux de dragage et d'endiguement.

* * *

Les taxes perçues par la C.E.D. ont fortement varié suivant les années. Le premier tarif prévoyait une taxe de 1 fr. 20 jusqu'à 3 fr. 75 la tonne de registre net, pour les navires jaugeant de 100 à 300 tonnes. Des réductions appréciables furent consenties lorsque le trafic, toujours en augmentation, rendit onéreuse une taxe aussi forte ; la capacité des chargements des navires ayant rapidement évolué, il s'ensuivit d'ailleurs une diminution de taxe par unité, aussi, avant la guerre, les taxes de passage perçues par la C.E.D. étaient de francs 1,70 or par tonne de registre net pour les bateaux chargés en amont de Soulina et de francs 1,10 pour ceux chargés à Soulina. D'après le calcul de la délégation roumaine, chargée de représenter la Roumanie à la Conférence de Barcelone, cette taxe rapportait 87 centimes or, par tonne métrique, au chargement du navire. Tout navire ayant fait pour la deuxième fois en un an la

ligne du Danube, pouvait exiger une réduction de 20 %, ce qui réduisait la taxe pour ce second passage à 70 centimes or, soit pour les deux voyages une moyenne de 78 centimes or à la tonne. En admettant que la plupart des bateaux entraînent chargés dans le Danube et en répartissant les taxes sur les deux voyages, celles-ci se réduisaient à 40 centimes or par tonne ¹.

*
* *

Nous ne voulons pas revenir à nouveau sur le problème technique et financier. Pendant les hostilités, l'interruption des travaux ruina en partie les progrès accomplis du point de vue technique ; l'envahissement du bras de Soulina avait progressé d'une façon alarmante et d'autre part la gestion financière de la C. E. D. subit les contre-coups de la situation monétaire mondiale de l'après-guerre.

Le trafic du Danube, contrôlé, d'une part, au passage des Portes de Fer, de l'autre à l'embouchure du fleuve, nous est donc facile à connaître dans les limites territoriales qui nous occupent. L'écoulement des céréales roumaines destinées au marché extérieur s'est toujours fait, soit en amont par les Portes de Fer, vers les pays centraux, soit en aval vers le Delta. Les régimes économiques et douaniers qui ont été appliqués à ces deux points géographiques si importants du point de vue international, les travaux qui ont été exécutés pour faciliter la navigation nous apportent de précieux éléments qui facilitent grandement notre tâche.

Du point de vue technique, le navigation à travers les Portes de Fer — et ceci sur une portion de 108 km de Gura Văi jusqu'à Moldova Veche — présentait aussi des entraves multiples. Pendant 6 mois de l'année seulement la navigation pouvait se faire avec chargement complet, à cause du fond rocheux du fleuve empêchant la navigation en période de basses eaux. En général, on halait les chalandes sur cette portion du fleuve, mais le fait que les eaux basses coïncidaient, surtout en automne, avec l'époque des grands transports, cette situation devint intolérable aussi-

1. *Le Danube et les intérêts économiques de l'Europe*, Paris, 1920, p. 28.

tôt que le trafic des marchandises sur le fleuve augmenta et que le jaugeage des embarcations évolua en conséquence.

La navigation sur le Danube fut placée dans le domaine international et le côté technique de la question ne put échapper aux grandes Puissances. En effet, cette partie du Danube était régie par les stipulations de la Conférence de Vienne de 1858, révisées par celles de la Conférence de Londres en 1871. L'Autriche, qui s'était toujours réservé la prépondérance dans la partie du fleuve au-delà d'Orsova, tenait à s'octroyer non seulement le contrôle, mais aussi l'administration même dans la portion des rapides.

Au Congrès de Berlin, l'Autriche-Hongrie arriva à ses fins et, par des arrangements directs avec la Serbie, elle réussit à isoler la Roumanie pour s'attribuer à elle seule l'exécution des travaux d'aménagement du fleuve entre Moldova Veche et Gura Veche. L'Autriche-Hongrie resta donc pratiquement la maîtresse de la région des rapides jusqu'au Traité de Versailles, car les principes établis par le traité de Paris (1856) furent suspendus par le traité de Berlin (1878) et de Londres (1883).

En procédant ainsi, la Monarchie voulait se réserver toute liberté en politique tarifaire pour les marchandises passant le canal de navigation construit pour améliorer la navigation dans le secteur des rapides des Portes de Fer.

L'Etat hongrois fit l'office d'administrateur du régime tarifaire dans ce secteur. N'oublions pas que la Hongrie, essentiellement agricole, jalouse de son rôle de ravitailleur en céréales de la monarchie austro-hongroise, adaptait sa politique à la nature de sa production. C'est ainsi qu'elle établissait des dérogations pour les produits dont la monarchie devait s'approvisionner en Roumanie — tels que le charbon, les bois de chauffage, les engrais, le pétrole et ses dérivés qui payaient une taxe réduite de 60 heller par tonne de marchandises chargées, tandis que les céréales payaient, d'après le tarif général, triple taxe, soit 180 heller par tonne de marchandises chargées. Par ailleurs, tout chaland était tenu de verser une taxe de 20 heller par tonne de jauge. D'après les calculs de la Délégation roumaine à la Conférence de Barcelone¹ les céréales empruntant le

1. *Le Danube et les intérêts économiques de l'Europe*, op. cit. p. 38.

canal de navigation, dans le secteur des rapides, avaient à payer une taxe de passage de 2 fr. 35 par tonne. Or, comme nous l'avons vu, les céréales s'écoulant par Soulina avaient à payer seulement 40 centimes par tonne. Le résultat fut que, tandis que la quantité moyenne qui s'écoulait par exemple entre 1909 et 1910 par Soulina fut de 3.210.000 tonnes de céréales représentant 73 % de l'exportation totale du pays (de 4.380.000 tonnes), seulement 150.000 tonnes prirent le chemin des Portes de Fer à cette même époque ¹.

Jusqu'à la guerre, la politique tarifaire des Hongrois avait constitué un empêchement à la pénétration des céréales du Bas-Danube dans la monarchie, qui tenait à ce que l'organisation de sa propre production et surtout la distribution des céréales, dans les frontières de son territoire, ne soient pas gênée par des importations.

Pour que cette situation cessât, la dissolution de la monarchie austro-hongroise fut nécessaire ². Des régions très fertiles et de grande production de céréales furent attribuées par les traités à la Yougoslavie et, comme la Roumanie et les Etats qui succédèrent à l'empire des Habsbourg, adoptèrent une ligne politique différente de celle qu'était obligée de suivre la monarchie, une profonde transformation, dans la direction d'écoulement des céréales, s'ensuivit.

Les céréales du Bas-Danube, qui jadis s'étaient vu interdire la voie de Vienne et de Ratisbonne, furent appelées à participer au ravitaillement des pays centraux tels que l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne du Sud, qui, privés de leur ancien pourvoyeur en céréales, étaient à la recherche du meilleur marché d'approvisionnement. Cela provoqua un nouveau mouvement en amont du Danube et ceci, d'autant plus que les taxes prohibitives pour le passage, des transports de céréales par les Portes de Fer cessèrent d'entraver la libre circulation de cette denrée.

1. Nous n'avons pu nous procurer que le chiffre pour 1911 qui est exactement de 153.645 tonnes. Nous l'avons relevé dans l'ouvrage de M. Gr.-V. Vasilescu, *Problème de la canalisation du Secteur des Cataractes du Bas-Danube*, publié par l'Institut National Roumain pour l'étude de l'aménagement et de l'utilisation des sources d'énergie, Bucarest, 1928, Annexe, XXII., p. 109.

2. Les taxes actuelles sont calculées uniformément sur la jauge des chaudières à raison de 28 centimes or par tonne.

Par ailleurs, la Yougoslavie, dont l'excédent en céréales et surtout en maïs avait pris depuis la guerre une extension inconnue du temps de la Serbie d'avant-guerre, trouvait toute convenance à écouler, dans certaines années, son surplus de maïs en aval du Danube. Cette nouvelle direction donna lieu à des transactions de transit, à Braïla et Galatz.

Ainsi, en 1925, les quantités de céréales qui franchirent les Portes de Fer à destination de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne du Sud, avaient atteint un chiffre de 393.885 tonnes.

Les transports vers l'aval du Danube, c'est-à-dire de céréales de Yougoslavie dirigées vers Braïla pour être transbordées à destination du Continent, ont aussi évolué et les chiffres méritent toute notre attention.

Les quantités de céréales ayant passé les Portes de Fer à destination de Braïla ont été les suivantes ¹ :

en 1911	.....	54.071 tonnes
en 1925	.....	515.486 —
en 1926	.....	396.925 —

Nous pouvons constater une certaine périodicité dans l'afflux des céréales du Danube vers l'aval et du reflux des céréales vers l'amont. Les conditions naturelles, l'importance des récoltes et la situation du marché mondial déterminent ces variations qui se produisent librement depuis 1918.

La direction de la circulation des céréales, pose dans la distribution des céréales de l'Est européen au-delà des Portes de Fer, le problème suivant :

1° Dans les années de récolte normale et à défaut d'une demande particulière de céréales en amont du Danube, le drainage des céréales danubiennes vers les embouchures du Danube, s'est accru, dans l'après-guerre, par la participation de la Yougoslavie.

2° Depuis la guerre, la direction du commerce des céréales danubiennes est déterminée par l'abondance ou par le déficit des récoltes dans les pays centraux.

En effet, les ventes sur les marchés du Continent, gre-

1. Statistiques de la Commission Internationale du Danube, Bureau de Orsova, 1930.

vées de dépenses onéreuses de fret, laissent, dans des années de production déficitaire dans les pays de l'Europe centrale, moins de bénéfice à l'exportateur roumain. La situation géographique détermine alors la direction de l'écoulement. A cause du coefficient « transport » plus favorable, les céréales sont dirigées vers les pays reliés par le Danube à la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

*
* *

Dans son rapport, relatif à la navigation sur le Danube, Mr. Walker D. Hines¹ a réuni de nombreux documents qui témoignent tous d'un esprit très scrupuleux et pénétré du désir de clarifier une question assez controversée, celle du régime de la Commission Internationale du Danube.

Tout en ne pouvant suivre l'expert anglais dans ses conclusions nous avons profité de ses recherches et surtout de ses documents. Il est regrettable qu'un tel ouvrage n'ait pas été fait aussi pour l'époque antérieure à 1911, mais nous ne croyons pas que l'emploi des chiffres du rapport de Mr. Walker Hines dénature les conclusion que nous formulerons sur le sujet qui nous intéresse.

Le Danube est non seulement la voie navigable reliant les pays du Bas-Danube à ses débouchés, mais cette voie navigable, de ressources multiples, est encore l'agent de rassemblement, le plus, remarquable pour la constitution des grands lots de céréales susceptibles de faire l'objet de transactions aux bourses de Londres, Hambourg et Anvers.

Le trafic national, entre les différentes échelles, constitue ainsi une partie très importante des transports fluviaux sur le Danube. Les chiffres ont évolué d'une façon symptomatique avec la transformation que subit le commerce d'exportation des céréales depuis la guerre.

Ils furent pour :²

	1911	1923	1924
La Roumanie	1.948.000	1.145.593	647.607
— Bulgarie	27.000	27.308	37.757
— Yougoslavie	500.000	968.753	1.016.183
— Hongrie	377.000	225.618	147.718

1. Walker.-D. Hines, *op. cit.*, S.D.N., Genève, 444 M. 164, 1925, VIII.

2. *Ibid op. cit.*, p. 92.

Ces données n'ont qu'une valeur démonstrative, car, des différences de régime et des variations naturelles ont, sans doute, également influencé le volume des marchandises circulant en cabotage. Nous croyons ne pas nous tromper si nous en déduisons aussi un argument pour démontrer la profonde influence que put avoir, sur le commerce d'après-guerre, le déplacement et la transformation des marchés intérieurs dans les différents pays danubiens. La flotte de chalands, destinée au transport de céréales, est estimée dans ce rapport de la S.D.N., à 2.878 unités, ayant une capacité de 1.849.801 tonnes. De ce total de 807 unités, d'un tonnage de 702.725 tonnes, naviguent sous pavillon roumain. Une grande partie, on peut dire même que la majeure partie de ces chalands, circulaient avant guerre sous pavillon grec et autrichien. Depuis 1918 la plupart, des chalands, anciennement autrichiens, a été nationalisée en Roumanie, mais le nombre des chalands enregistrés en Roumanie et naviguant sous pavillon étranger reste encore appréciable¹. Il n'est que trop explicable qu'il en soit ainsi. L'élément grec a toujours prédominé dans la navigation danubienne et dans celle de la Mer Noire. Il est donc naturel que les armateurs soient de la même nationalité. Il est d'ailleurs caractéristique pour le port de Braïla, que l'élément grec y joue encore aujourd'hui, un rôle dont l'importance ne peut être niée et la corporation des armateurs, agents de bateaux, marins, capitaines etc. compte parmi ses membres de nombreux grecs.

L'acquisition d'un chaland devient un placement pour son capitaine qui le commande pendant 30 et souvent 40 ans. La rente qu'il retire de la location de son chaland est pour lui une retraite.

Les chalands sont loués le plus souvent par campagne. Les exportateurs se procurent ainsi d'après les prévi-

1. 168	chalands sous	pavillon grec	d'une	capacité de	168.485
5	—	—	britannique	—	5.025
78	—	—	français	—	70.976
16	—	—	italien	—	13.950
9	—	—	belge	—	6.725
5	—	—	bulgare	—	5.025

(Voir Walker Hines, *Rapport Navigation, op. cit.*, p. 92).

sions de la récolte et les probabilités d'exportation, un parc de chalands et péniches qui leur serviront comme allège, bateau et entrepôt en même temps et qu'ils louent à un prix forfaitaire par saison. En effet, le chaland remplace l'entrepôt dans les petites échelles où l'appareillage est souvent très incomplet et où la location d'un magasin ne vaut pas la dépense à cause de l'activité précaire et peu régulière. Par ailleurs, le stationnement du chaland dans l'échelle dispense l'exportateur de faire les doubles frais de la mise en magasin et de la remise en chaland.

Les frais de nolis etc. sont habituellement à la charge de l'exportateur. Le transport des céréales, de l'échelle, à Braïla ou Galatz, est une des opérations initiales liée à l'exécution de ses contrats de vente à l'étranger. Il en tient compte, en escomptant dès le début de la campagne, ses besoins probables de fret. Ce n'est que pour le surplus qu'interviennent les contrats de location par course ou pour une durée limitée.

On payait, en 1911, pour un chaland de 2.000 kilé de blé ou de maïs, un nolis de 1,50 à 1,65 francs or par par kila (6.7 hl=5.1 qx), pour un voyage en aval de T. Magurele et 3 autres échelles à Braïla et 21 jours de «staries». Ce même parcours dans les mêmes conditions ne rapporte à l'armateur à l'heure actuelle que 25 à 30 centimes or par kila.¹

La diminution du volume des céréales à transporter, les obstacles que les différents pays se sont mutuellement opposés pour entraver la libre répartition du fret et pour ne réserver qu'à leur pavillon national le trafic de cabotage, enfin surtout la limitation au Bas-Danube seulement, de la circulation d'une grande partie des chalands disponibles, ont produit un profond déséquilibre, entre les offres et les demandes de nolis. En effet, les chalands d'un tirant d'eau supérieur à 1m60 sont exclus du trafic au delà des Portes de Fer. C'est pourquoi une partie importante des chalands sous pavillon roumain sont bloqués dans le Bas-Danube et ne peuvent effec-

1. Nous avons consulté la collection des mercurials du port de Braïla publiés sous l'auspice de la Chambre du Commerce, *Buletinul Oficial al Bursei Braïla*, pour avril 1933.

tuer que les transports fluviaux de céréales à destination de Braïla, Galatz ou Soulina. Ce sont surtout des grands chalands d'une capacité supérieure à 1.000 tonnes.

Un phénomène découlant du nouvel état de choses et concernant le commerce des céréales d'après guerre, mérite d'être retenu.

Nous avons assisté, après-guerre, à l'éparpillement des achats de céréales dans les échelles danubiennes. Il s'en suivit, qu'avec un nombre égal de chargeurs et un volume diminué de céréales disponibles, le besoin de fret était correspondant. Or, l'offre abondante de nolis fit souvent renoncer les chargeurs à attendre dans les échelles que la capacité des chalands fût entièrement utilisée. De cette façon, après guerre, nous avons vu souvent les chalands mouiller dans deux et plusieurs échelles pour compléter leur chargement ou bien arriver à Braïla chargés à la moitié de leur capacité. A un rendement plus faible pour l'armateur se joignit aussi une exploitation tout à fait irrationnelle des chalands ce qui diminua sensiblement leur revenu après-guerre.

Le problème de l'organisation des transports fluviaux n'a pas trouvé de solution. Ce métier est en crise continue depuis 1918. La dépression actuelle n'a pas fait beaucoup pour y remédier, ni les cartels, ni les ententes sous l'auspice de l'Etat n'ont pu empêcher que le volume d'affaires de céréales sur le Danube ait sensiblement diminué depuis la guerre ; et seule la reprise de la capacité d'exportation de la Roumanie au point d'atteindre le volume d'exportation d'avant guerre, serait susceptible de remettre les choses dans une meilleure voie.

3. Les marchés étrangers

La Roumanie céréalière de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle a pu prendre, dans l'économie européenne, une place très importante pour la seule raison que la situation du marché mondial avait évolué dans des conditions qui réclamaient, d'urgence, de nouvelles sources de ravitaillement. L'industrialisation de l'Occident avait pris, par l'avènement du cheval-vapeur, un développement inattendu. Produisant, en même temps, cette effervescence intense dans le regroupement des couches sociales consécutive à la formation des agglomérations urbaines improductives du point de vue du ravitaillement, elle stimulait aussi les échanges commerciaux en recherchant les matières premières dont l'industrie a besoin pour vivre. La progression rapide des grands centres en Angleterre, en France, en Allemagne et la création de villes nouvelles sont, par la force des choses, des facteurs stimulants pour consommation de céréales. Soumis, en effet, à un régime d'alimentation différent de celui des milieux ruraux, le citadin reste toujours le consommateur, par excellence, de céréales importées. Ainsi, l'ère de la circulation mondiale des grains, constituant la substance du commerce de céréales du monde, tel que nous le concevons à l'heure actuelle, peut être considérée comme débutant avec l'avènement de l'ère du cheval-vapeur. L'histoire des grands marchés qui détiennent, pour ainsi dire, aujourd'hui la totalité des transactions céréalières du monde, montre que les conditions économiques, qui ont fait de ces places de grands centres du marché mondial des céréales, reposent surtout sur une capacité d'adaptation spécialement rapide aux circonstances nouvelles. En effet, aux XVII^e et XVIII^e siècles, Anvers était le grand port des laines d'Angleterre, Rotterdam était, depuis le XVI^e siècle, le grand port du commerce d'outremer hollandais. La victoire de Cobden sur les protectionnistes anglais ne fit qu'ouvrir la voie à l'épanouisse-

ment du marché de céréales londonien où l'outillage commercial n'avait qu'à s'adapter aux exigences de la nouvelle matière.

Certes, le commerce des céréales est antérieur au XIX^e siècle. Souvenons-nous des privilèges qu'Elisabeth d'Angleterre octroya aux Vénitiens : pensons aux exportations de blé anglais en France décrites par John Nickolls¹. En 1754 encore, l'Angleterre était un pays de grande production céréalière et la lutte entreprise pour soutenir les intérêts extérieurs de son agriculture, contraires à l'épanouissement plus rapide du machinisme, a fait l'objet d'un très intéressant chapitre dans le remarquable ouvrage de Gina Lombroso².

Les chargeurs qui faisaient les transports de blé britannique vers le royaume de Louis XV et Louis XVI n'avaient qu'à s'adapter au rôle de distributeurs de céréales dans leur propre pays, lorsque l'Angleterre industrialisée n'y suffit plus : et dès lors en s'appuyant sur l'expérience du passé, l'adaptation du commerce se fit aisément, créatrice de nouvelles méthodes commerciales. Depuis le règne d'Elisabeth, Londres n'avait cessé de consolider sa place dans le commerce du monde. Grâce à leur marine marchande, les Anglais avaient dépassé les Portugais, les Espagnols, les Français et les Hollandais, et la Cité devint ainsi le centre des transactions transatlantiques. Lorsque la circulation des matières premières, que les pays d'outremer devaient envoyer en Europe commença, c'est à Londres que ce commerce trouva les meilleures conditions de développement. Ainsi en fut-il aussi pour les céréales. Méthodiques, doués d'un esprit d'initiative rapide, capables d'une adaptation souple en matière économique, les Anglais, dont Gresham avait consolidé la monnaie, longtemps avant que la France, l'Allemagne, l'Italie et d'autres Etats moins importants, en eussent conçu l'idée, surent s'attribuer, sur leur propre marché et sur les autres marchés continentaux, le contrôle et la direction des affaires céréalières.

1. John Nickolls, *Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne par rapport au Commerce et aux autres sources de la Puissance des Etats*, Leyde, 1752, p. 83.

2. Gina Lombroso, *op. cit.*, pp. 117 et suiv.

A Londres, affluaient les offres de blé et de céréales secondaires de tous les ports de l'Atlantique, de l'Amérique du Sud, de la Mer Noire et du Danube. Avec le XIX^e siècle naissant, nous voyons ces pays, incapables d'une adaptation immédiate au machinisme, contribuer au développement des échanges dans le monde, par une mise en valeur de leurs agricultures et par une adaptation de leur structure sociale à une meilleure mise en valeur de leurs richesses agricoles et accroître par le développement de leur pouvoir d'exportation, leur capacité d'achat en produits fabriqués étrangers.

Pour mieux dégager de l'ensemble la part que, la Roumanie et les autres pays du bassin du Bas-Danube, eurent dans l'accomplissement de cette évolution, nous avons cru de notre devoir de rechercher les éléments extérieurs à ce développement. Si les passages que nous consacrons aux marchés, devenus des débouchés pour les céréales danubiennes, s'inspirent parfois de généralités qui n'ont qu'indirectement trait à notre sujet, nous tenons à insister sur leur nécessité.

Le commerce des céréales, dans le bassin du Danube ne fut jamais indépendant des conditions qui régissaient les marchés mondiaux. Aussitôt que les puissances européennes convoitèrent les blés, les orges et les maïs danubiens, rien ne put s'opposer à leur écoulement sur leurs marchés : les pays du bassin du Bas-Danube suivirent ainsi un mouvement qui, tout en étant extérieur à leur influence et à leur volonté, devint l'orientation nouvelle de toute leur vie économique.

* * *

Le Marché Anglais — Le Gouvernement de la Grande-Bretagne a invité, en 1905, un certain nombre d'experts à étudier les conditions de ravitaillement en céréales et matières premières du Royaume ¹. Ce document de grande valeur nous a permis de dégager si clairement l'importance du marché anglais dans l'ensemble du commerce mondial

1. Report of the Royal Commission on Supply of food and Raw Material in Time of War. éd. H. M. Stationery Office, Londres (Cd. 2643) 1905.

de céréales, que nous croirions risquer de commettre une erreur en ne nous en servant pas comme base de nos recherches. Nous connaissons l'influence qu'eut, sur la consommation de céréales en Angleterre, l'industrialisation et son prodigieux accroissement à partir de 1840.

Or, l'époque où la Grande-Bretagne renonça au développement de sa production agricole pour ne plus s'occuper que de son expansion industrielle, fut précédée d'une longue période de protectionnisme, qui ne servit le pays que dans ses débuts, pour aboutir ensuite à une dépression économique durable et nuisible.

Cette politique protectionniste fut inaugurée, vers le milieu du XVIII^e siècle, par la réforme des « enclosures » et une politique de primes à l'exportation qui fit que l'Angleterre (jadis pays déficitaire et ne se suffisant que dans des années exceptionnelles), devint, dans un laps de temps assez réduit, un pays de production excédentaire de blé.

Etant donné l'analogie avec la situation présente, nous croyons pouvoir citer un texte, présentant la plus haute valeur documentaire, pour nous prouver de quelle actualité furent les *Actes de l'an I du règne de Guillaume et Marie, l'an V d'Anne et l'an III de George II*, par lesquels l'Angleterre institua des primes d'exportation sur les céréales et quelques produits dérivés.

En effet, Guillaume I^{er} d'Orange avait décrété qu'une gratification serait accordée aux commerçants exportant des grains et transportant ces produits sur des vaisseaux anglais¹ :

« Ladite gratification payable seulement, quand l'exportation sera faite par Vaisseaux Anglois, capitaine, équipage, au moins aux deux tiers anglois, payable dans chaque Port sur la présentation du certificat d'Exportation par les Receveurs des Douanes, ou faute de fonds par le Receveur Général, dans les trois mois; ces dernières années que l'Exportation a été grande, les Douanes ont été en retard de payer la gratification qui, en 1748, ainsi qu'en 1749, passa 200.000 l. st. (4.600.000 liv) et en 1750

1. John Nickolls, *op. cit.*, p. 95.

montait à 325.405 liv. st. (7.484.315 liv.) et sur la demande des exportateurs, le Parlement leur a alloué en cette sixième Session l'intérêt des sommes qui leur étaient dues, par Acte du 14 mai 1753 ».

Voici les primes à l'exportation que l'Angleterre accorda, pour stimuler son agriculture :

Gratification par quartier de grains	N'excédant pas le prix de		Gratification		
	Lstg	sh	Lstg	sh	d
Froment	2	8	—	3	—
Seigle	1	12	—	3	6
Orge	1	4	—	2	6
Malt d'orge	1	4	—	2	6
Malt de froment	2	8	—	5	—
Gruau d'avoine	1	5	—	2	6
Sur les liqueurs spiritueuses tirées de l'orge du Malt, etc..., l'orge étant à	1	4	—	1	10

On voit que la gratification accordée atteignait presque 25 % de la valeur et, à considérer le prix élevé de 48 sh. par « quartier » que le décret assurait à l'exportateur anglais, nous pouvons comprendre combien furent excitées la production et l'exportation des graines.

De 1746 à 1751 les exportations anglaises de blé ont presque triplé¹. L'agriculture anglaise, équipée pour une production croissant en proportion, ne manqua pas de se développer, mais, ce n'est qu'aujourd'hui que nous concevons plus clairement combien la protection factice de l'agriculture fut nuisible au libre épanouissement de l'essor industriel, en Angleterre, qui s'annonçait déjà depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

En 1754, l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande *n'avaient pas de science positive sur la population* et à suivre les estimations du Docteur Short cité par Nickolls², la population des Trois Royaumes aurait été, à l'époque, d'environ 7,4 millions d'âmes.

1.	Années	Quartiers	Prix moyen par quartier
	1746	633.943	1 liv. et 8 sh. (voir l'Extrait des États d'Exportation, John Nickolls, <i>op. cit.</i> , p. 83).
	1747	817.983	
	1748	1.045.656	
	1749	1.140.848	
	1751	1.651.417	

2. John Nickolls, *op. cit.*, p. 279.

On peut en déduire des considérations intéressantes : En 1901, la population étant de 41 millions d'âmes, la Grande-Bretagne avait besoin, conformément aux estimations du Board of Agriculture, d'une quantité annuelle de 27 à 29 millions de quaters de blé pour son ravitaillement¹. Ainsi, sur une population presque six fois moins importante, il paraît licite de taxer la consommation de blé de l'époque de John Nickols à 4 millions de quaters. Ajoutez-y la quantité correspondante d'orge et d'avoine, il en résulte que les exportations de grains, de provenance britannique, ont été remarquablement importantes relativement à la consommation intérieure des Royaumes-Unis. Nous croyons ne pas nous tromper en les estimant à 1/4 de la totalité de grains livrés à la consommation, ce qui fait une proportion très élevée.

Cent ans plus tard, la Roumanie, où, en 1867, furent livrés à la consommation 4.269.571 kilé de céréales², avait exporté un total de 1.635.250 kilé³ soit 38,4 % de sa production. A cette époque, l'Angleterre avait déjà fait voter, depuis 30 ans, le Bill de Cobden. L'industrialisation de l'Empire britannique avait fait force progrès et Londres et Liverpool dominaient, par leur volume d'affaires, le marché mondial des céréales.

L'épanouissement de ces deux centres se fit, en réalité, avec la même rapidité que manifesta l'essor économique et industriel de la Grande-Bretagne pour conquérir le monde entier.

En 1766 et même en 1796, ni Londres, ni Liverpool ne laissaient encore entrevoir cet essor futur. A Liverpool, 60 commerçants de grains, pour la plupart en même temps minotiers, s'occupaient de l'achat et de la vente de céréales. En 1806, ils s'associèrent pour fonder un « Corn Exchange » à Liverpool ; ce n'est qu'en 1808 qu'il fut ouvert aux affaires et en 1820, il ne s'était guère encore développé⁴.

Ce n'est que postérieurement, au milieu du XIX^e siècle, que le commerce des céréales prit son essor. La disette de

1. *Report on supply, op. cit.*, p. 14.

2. *Notice sur la Roumanie, op. cit.*, p. 145.

3. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 163.

4. Broomhall et Hubback, *Corn Trade Memories*, Liverpool, 1931.

pommes de terre provoquée par une récolte désastreuse en Irlande (1846) avait été le prélude d'un courant d'affaires qui allait devenir de plus en plus vigoureux. Des importations massives de maïs étant nécessaires, les importateurs anglais firent pour la première fois appel à de nouveaux fournisseurs et le courant d'affaires une fois amorcé suivit son développement.

C'est à cette époque que se firent, plus suivies, les premières relations entre les exportateurs de céréales du Bas-Danube et les importateurs de Liverpool ou de Londres. La crise agricole de l'Occident, entre 1876 et 1880, nuit peu au courant d'affaires du Bas-Danube, vers les marchés continentaux.

En effet, la consommation en croissance constante dans les pays industriels, augmentait le chiffre d'affaires des pays agricoles et permettait d'y trouver une compensation à l'accroissement des risques.

Les Etats-Unis, depuis la guerre de Sécession, avaient consolidé leur régime politique et s'étaient mis à produire des céréales à un rythme qui les fit devancer, en très peu de temps, tous leurs concurrents. Les récoltes de blé étant mauvaises entre 1876-1880 dans les pays de grande consommation, les Etats-Unis, ainsi que les autres pays à production excédentaire, surent en tirer profit et améliorer rapidement leur position comme fournisseurs des pays européens à production déficitaire.

L'Angleterre avait renoncé, depuis 1832, à suivre une politique agraire protectionniste, car elle préférait devenir le plus grand intermédiaire du commerce mondial. En doublant la quantité annuelle moyenne du blé importé d'Amérique entre 1871 et 1875, par rapport à la quantité annuelle moyenne importée entre 1898 et 1902, l'Angleterre poursuivait sa politique d'expansion. De 39,9 % l'Amérique faisait un bond pour atteindre 62,2 % du total des importations de blé en Grande-Bretagne. Toutefois ce n'est que le jour où l'Angleterre se décidera à une politique d'échanges avec ses Dominions que l'Amérique cédera sa place au Canada : en effet, en 1904, elle ne participe plus que pour 15,9 % à l'approvisionnement en blé de l'Angleterre ¹.

1. *Report on supply, op. cit.*, p. 7.

Les circonstances qui ont provoqué cet état de chose sont assez diverses. Elles reposent en partie sur l'essor remarquable de la production des blés canadiens, mais d'autres causes sont à considérer. Les mauvaises récoltes de blé qui se sont succédées pendant les années 1876-1882 en France, en Angleterre et en Allemagne, avaient préoccupé les pays consommateurs, soucieux de régulariser leur ravitaillement en céréales panifiables. Par ailleurs, le grand essor financier et industriel qui caractérise l'économie des deux dernières décades du siècle écoulé, la formation de nouvelles couches de consommateurs citadins et la défaillance partielle des ressources propres de ravitaillement dans les pays qui étaient à la tête de cet élan, déclenchèrent une « politique du ravitaillement » de l'Europe qui, tout en n'étant pas exclusivement le fait de la Grande-Bretagne, trouva dans ce pays les plus grands soutiens et le dynamisme le plus réalisateur.

Les puissances d'outre-mer et les pays de l'Est européen, grands pourvoyeurs en céréales des marchés de consommation, présentaient force avantages à cet égard. Les conditions de production dans ces pays étaient plus favorables, tant du fait de leur rendement agricole que du point de vue du bénéfice. Par surcroît, ces pays pouvaient devenir, en contre-partie, clients de produits industriels, ce qui leur offrait le moyen accessoire d'écouler leur production agricole. En nous plaçant dans l'esprit de cette époque pleine de vigueur et d'initiative, nous comprendrons les idées qui amenèrent la mise en valeur du Canada et de l'Argentine et concevrons mieux quelle action avait déterminé l'épanouissement des grands pays de production céréalière tels que la Roumanie, la Russie et d'autres.

Les méthodes d'expansion anglaises ou allemandes à la fin du siècle ne se préoccupaient que de la réalité du moment : les industries de ces puissances étaient en pleine conquête de la civilisation. Sûres de l'avantage qu'elles avaient sur les autres pays, l'Angleterre et l'Allemagne ne se souciaient pas de l'équilibre dans leur développement. La consommation absorbait tout ce que la production industrielle offrait. Les besoins sans cesse accrus de consommateurs, toujours plus nombreux, stimulèrent la

course à la production. Ainsi, les pays industriels de l'Europe Occidentale ne pouvaient pas hésiter à appuyer de leur concours des pays susceptibles de devenir leurs acheteurs et qui cherchaient à s'organiser en vue d'être fournisseurs de matières premières.

Un des effets immédiats de cette course à la production fut, sur le marché mondial, un fléchissement des prix correspondant à une augmentation de la consommation des céréales, découlant elle-même de l'accroissement de population dans les pays exportateurs.

Pour nous borner à la Grande-Bretagne, nous essayerons de situer, par quelques chiffres, le commerce de céréales avant 1890 et après 1890 surtout, date que nous considérons, à la suite de la mise en service des communications télégraphiques avec l'Amérique, comme délimitant deux époques qui peuvent être opposées l'une à l'autre.

La production annuelle de froment d'Angleterre avant 1890 était de 9.485.000 qrs¹. En 1893-94 déjà elle tomba à 6.364.106 qrs et ne revint plus jamais aux chiffres de 1890. Par contre, la consommation de froment qui, en 1870, était estimée à moins de 21,5 millions de quarters², avait déjà atteint en 1890, 29 millions de quarters, pour passer en 1904, à 32 millions³, et pour se maintenir à peu près à ce niveau, depuis lors.

Cette progression est due à l'augmentation de la population du Royaume-Uni passant de 31.484.000 d'âmes en 1870, à 37.734.000 d'âmes en 1890 à 41.459.000 d'âmes en 1900 et à 47.453.000 d'âmes en 1926⁴.

Elle nous incite à une méditation sur le développement du problème, surtout en ce qui concerne les prix moyens que le marché anglais était obligé de payer pour importer les blés qui lui manquaient.

Dans le tableau des prix dressé par Broomhall et, dont nous avons déjà parlé, nous trouvons les cotations suivantes, renseignements qui corroborent les indications trouvées dans le rapport de la « Commission pour le ravi-

1. *Report on supply, op. cit.*, p. 14.

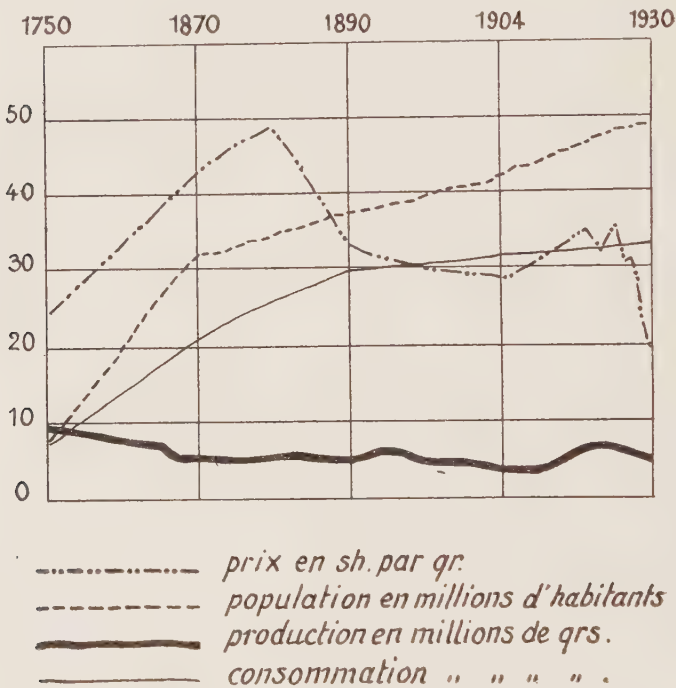
2. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 7.

3. *Ibid.*, *op. cit.* p. 6.

4. *Annuaire statistique*, Paris, 1929, p. 191.

taillement de l'Angleterre » de 1905, dont nous avons également parlé.

Le prix moyen du blé rouge, importé à Liverpool, était en 1870 de sh. 41/8 par qu., en 1881 de sh. 49/- en 1890, il est de sh. 34/2 et en 1900, il tombe à sh. 29/- pour ne pas dépasser, jusqu'à la guerre mondiale, un cours moyen supérieur à sh. 35/- par « quarter of Liverpool »¹.



De l'analyse des graphiques il ressort, qu'un parallélisme assez étroit existe entre le mouvement ascendant de la consommation du blé et celui de la population. Par contre, les variations de la production et des prix du blé présentent une convergence descendante, d'où l'on peut déduire que des prix trop bas pourraient diminuer le rendement de la culture des blés en Angleterre et que, par conséquent, ce pays aurait tout à gagner en refaisant l'expérience de 1689.

Le caractère industriel de la Grande-Bretagne et les

1. Nous avons consulté pour les cours le tableau cité, publié chez Brommhall et Hubback.

intérêts de ses « Dominions » l'empêchent de faire ce retour en arrière, de 240 ans. Le fait de la présence dans ce pays de défenseurs ardents d'une autarchie insulaire, n'implique pas qu'ils aient gagné la partie, comme c'est le cas en d'autres pays importateurs de blé sur le Continent. Il est incontestable pourtant, que l'époque des prix bas des céréales se confond avec une période de grande prospérité économique, sur laquelle nous ne pourrions nous lasser d'insister.

Entre 1891 et 1894 le prix du froment était tombé à Liverpool de sh. 39/5 à sh. 22/2. Cette baisse coïncide avec deux événements techniques de premier ordre : tout d'abord, l'introduction des machines à triple expansion dans la marine, amena une transformation complète de la technique maritime et permit la construction des grands « steamers » à fort tonnage assurant un service rapide entre l'Europe et l'Amérique du Sud ; en second lieu, la mise en valeur, en Argentine, de plus grandes étendues de terres de culture, grâce à l'extension du réseau de chemins de fer. A ce facteur d'ordre technique s'ajoute, en Argentine un phénomène d'ordre plutôt financier et qui, d'ailleurs, nous est familier à cause de la similitude qu'il présente avec la crise monétaire subie récemment par ce pays¹.

Le peso argentin accusa, en 1894, une brusque chute, entraînant un mouvement assez net des prix des blés et du maïs argentins.

En effet, le peso papier argentin payait, contre le peso or, un agio qui s'était élevé jusqu'à 70 % et plus, ce qui avantageait beaucoup les exportateurs dans leurs transactions.

En ouvrant, avant la fin du siècle, la porte aux céréales argentines et en contribuant à la mise en valeur de ce pays

1. Cours moyens du peso-papier argentin en dollar et cents à New-York.

Cours moyen de 1913	Doll. 42.36
— — 1927	— 42.39
— — 1928	— 42.45
— — 1929	— 41.89
— — 1930	— 36.74
Cours du fin janv. 1931	Doll. 30.46
— — mars 1931	— 34.75
— — juill. 1931	— 29.65
— — déc. 1931	— 35.60
— — déc. 1932	— 25.20 (voir Annuaire International de statistique agricole 1930-1931, tableau 354.)

neuf, l'Europe, se conformant aux théories économiques alors en cours, favorisa les échanges inter — et transcontinentaux. Mais cette expansion devait rencontrer environ 40 ans plus tard, des barrières et des entraves que seuls le Moyen Age et l'ère des privilèges impériaux avaient connues. Quarante ans de développement et de progrès suffirent pour que les forces d'absorption de l'Europe, qui avait cherché à s'assurer l'acquisition de toutes les denrées de première nécessité, soient épuisées et que, les excédents de produits, qui convergeaient vers son marché, devienrent la plaie économique du monde en 1932.

Le marché anglais a participé, dans la plus large mesure, à l'absorption des céréales de l'ancien et du nouveau continent. Si Londres et Liverpool n'étaient pas les premiers ports importateurs de grains du monde, leur influence sur le marché des céréales était néanmoins prépondérante. La situation bancaire de Londres jouait, d'ailleurs, un rôle de premier plan comme élément financier et monétaire. Pour mieux définir la position de ces deux marchés, dans l'ensemble des grandes places céréalières du Continent, nous avons cru utile de comparer les chiffres d'importation de céréales des ports de Londres et Liverpool en 1913, avec les importations des autres grands ports continentaux. Nous les citons par ordre du volume d'affaires ¹.

Rotterdam	46.444.770	quintaux.
Anvers	32.257.260	—
Hambourg	26.001.027	—
Londres	18.830.787	—
Liverpool	13.025.515	—
Marseille	11.050.359	—
Mannheim	8.494.240	—

N'oublions pas combien intime a été la coopération entre Londres et Liverpool. On peut dire que si les destinations étaient différentes, les affaires se faisaient pratiquement par les mêmes intermédiaires.

Tenant compte des totaux de céréales importées en Angleterre, nous saurons mieux situer le rôle de ses ports pour le ravitaillement en céréales du Royaume-Uni.

1. Paul van Hissenhoven, *Le Commerce International des Grains*, op. cit., p. 221.

Le rapport de la Royal Commission on Supply nous donne les chiffres suivants :

L'Angleterre a importé :

	Froment en millions de quintaux.	Autres céréales	Totaux
En 1870	18.08		
— 1904	58.21 (1)	47.40	105.61
— 1930	53.23 (2)	30.09 (3)	83.32

Même, si dans les ports de Londres et Liverpool il n'est arrivé que 38,02 % du total des céréales importées, il est certain que la presque totalité de ces importations se sont traitées à Londres ou à Liverpool, où se trouvaient les grands importateurs, les bourses, le centre de la vie commerciale et le cœur du commerce de céréales, non pas seulement de l'Angleterre, mais du monde entier.

Le marché des acceptations de Londres a fait, pendant 50 ans, sa force bancaire et l'hégémonie qui en découle ne peut être ébranlée même par la crise monétaire que traverse à l'heure actuelle l'Angleterre. La stabilité de la Livre sterling a, par ailleurs, ajouté à cet élément d'ordre bancaire un autre fait de la plus grande importance. Pendant les périodes de troubles monétaires que le monde a traversées depuis la guerre mondiale, Londres et la Livre sterling restèrent le refuge de bien des pays exportateurs de céréales, qui en traitant leurs opérations financières sur le marché de Londres, étaient, par la force des choses, entraînés à négocier leurs affaires aux termes de la place de Londres et à en rechercher indirectement le débouché. La question a été approfondie dans une autre partie du présent ouvrage.

Dans un pays tel que la Grande-Bretagne (dont la production indigène de blé couvrait en 1904 seulement 14,6 % du total de la consommation et du stockage normal et qui importa la totalité du maïs nécessaire à l'élevage anglais) le problème du ravitaillement en céréales revêt un aspect tout particulier.

1. *Report on Supply, op. cit.*, pp. 6-18 (données transformées en quintaux)

2. *The Wheat Situation, Reports of the Imperial Economic Committee, Twentieth Report*, London, 1932 (Blue Books), p. 109.

3. *Annuaire international de statistique agricole*, Rome 1930-31, pp. 279 et suiv.

Les importations de céréales ont été :

	Blé et farine de blé	Maïs	Orge
	Millions de quintaux		
En 1903	56.23	21.33	13.48
1904	56.33	25.45	13.79
1909-1913	59.70	21.14	10.87
(en moyenne)			
1927	63.53	21.30	8.34
1928	58.67	16.77	6.59
1929	63.35	17.73	6.08
1930	61.18	17.42	7.73

Les éléments nécessaires pour établir la dépendance du marché anglais vis-à-vis de ses fournisseurs du dehors nous sont ainsi fournis. Nous avons mentionné, ailleurs, les estimations du gouvernement britannique évaluant les quantités de blé nécessaires à la consommation du Royaume à 32-35 millions de quarters, ce qui équivaut à environ 70 millions de quintaux de blé. Ce chiffre correspond à la moyenne des données recueillies dans les publications de l'Institut International d'Agriculture de Rome, pour la période 1909-1920. Nous pouvons donc en déduire, d'une part que la production indigène de blé dans le Royaume-Uni, qui fut, en 1904 de 10.34 millions de quintaux, a passé dans la moyenne de :

1909/1913 à 15.87 mill. de quint. pour tomber par la suite
 en 1927 à 15.17 —
 en 1928 à 13.54 —
 en 1929 à 13.55 —
 et en 1930 à 11.50 — et que d'autre part
 depuis 1909/1913 la consommation de blé n'a pas sensiblement diminué en Angleterre.

Or, en comparant le mouvement de la production indigène en autres céréales, notamment l'orge, avec les fluctuations de l'importation, nous constatons que la consommation des céréales fourragères a beaucoup diminué en Grande-Bretagne. La production d'orge a passé de 14,16 millions de quintaux à 8,47 millions en 1930. Le mouvement des importations nous laisse entrevoir une diminution sensible de la consommation des orges dans le pays,

consommation qui atteint seulement 58,5 % de la consommation de 1904. En ce qui concerne le maïs, le marché anglais a aussi perdu beaucoup d'importance. Les importations qui, en 1904, s'élevaient à 25,45 millions de quintaux, se sont réduites en 1930 à 17,42 millions soit 68,4 % seulement de la consommation de jadis.

L'absence de données statistiques précises et détaillées pour la période d'avant-guerre, nous empêche d'établir comment évolua la participation des pays du Bas-Danube au ravitaillement de l'Angleterre.

Il nous a paru pourtant utile de relever dans ce « Report on Supply » dont nous avons parlé à maintes reprises, un tableau qui, malgré le fait qu'il ne vise que les blés et les farines, pourrait nous donner des indications concernant les céréales secondaires et en particulier celles venant du Bas-Danube.

*Sources de ravitaillement du Royaume-Uni en blé
et farines : ¹*

	1871-75	1898-1902	1904
Moyennes quinquenales en millions de quintaux.			
Colonies et Domi- nions	10.9	19.0	39.1
Europe	41.4	8.8	25.4
U.S.A.	39.9	62.2	15.9
Amérique du Sud	2.9	9.7	19.2
Autres pays	4.9	0.3	0.4
	100.	100.	100.

De ce tableau se détachent quelques données qui méritent de retenir notre attention : la participation des colonies anglaises, au ravitaillement de la Grande-Bretagne, n'a pris que tardivement son essor. Dans la première période quinquennale 1871-1875, il faut considérer que les Indes furent seul fournisseur important parmi les colonies. L'Australie et le Canada n'étaient alors, même pas entrés dans l'époque d'épanouissement de leur agriculture ; ce phénomène ne se produisit que plus tard et n'y donna, lieu au développement entier de l'agriculture que pendant la guerre et surtout depuis 1920.

1. *Report on supply, op. cit., p. 7.*

Les fournisseurs européens prédominent pendant la période de 1871-75 dans le ravitaillement du marché britannique, ils assurent, par exemple, 41,4 % de l'importation en blé. Les statistiques précises nous font défaut pour déterminer exactement la part des fournisseurs européens. Nous pourrions pourtant le faire par déduction. La Russie et les pays danubiens étaient, à l'époque, les régions de production excédentaire et, mises récemment en valeur, elles avaient pris un essor remarquable. Ainsi la Roumanie ayant exporté en Angleterre en 1863, des céréales (maïs et blé) pour 36.701.900 piastres, (soit environ 13.800.314 lei or) nous pouvons déduire que les quantités de céréales exportées en Angleterre s'élevaient à environ 750.000 qx., en prenant respectivement un prix de base de 13 à 18.50 francs pour le maïs et pour le blé.

En effet, la participation de la Roumanie au ravitaillement de l'Angleterre ne dépassait certainement pas, à cette époque, 3 % de l'importation de céréales de ce pays. Mais la consommation progressive sur ce marché, ainsi que l'augmentation très sensible de la capacité de production en céréales des pays du Bas-Danube, notamment de la Roumanie, ne fit qu'accroître le rôle joué par ce pays dans le ravitaillement du Royaume-Uni. Malheureusement aucune statistique précise ne permet de confirmer notre assertion.

Les surfaces cultivées en blé passèrent dans l'Ancien Royaume (entre 1867-1871 et 1886-1890) de 877.200 ha à 1.509.700 ha ¹. En appliquant comme moyenne de production par ha. 10,7 hl (7.7 qx) indiquée pour cette époque, nous pouvons considérer que la production moyenne par an de blé a augmenté dans l'Ancien Royaume, d'environ 6.75 millions de quintaux de blé pour la période de 1867-71 à environ 11.62 millions de quintaux pour la période de 1886-1890.

C'est à cette période que se place l'époque de grande prospérité du commerce de céréales danubiennes. L'Argentine ne jouait encore aucun rôle sur le marché. Les Etats-Unis étaient loin et les communications rapides faisaient encore défaut, tandis que les pays danubiens étaient déjà reliés par télégraphe aux grands marchés mondiaux. Les

1. Dr J.-N. Dobresco, *op. cit.*, p. 14.

fluctuations des cours leur étaient transmises rapidement et les réactions se transformaient dans ces pays en bénéfices immédiats. L'exemple de ce broker, dont les clients avaient gagné entre la date de leur ordre en blé de Californie et la date de l'arrivée des documents à Londres 20/-sh. par quarter¹, se transposait au Danube par les bénéfices que réalisaient non plus seulement les clients des brokers anglais, mais les chargeurs de Braila ou de Galatz.

En 1891 encore, le Danube put profiter de l'absence de la Russie sur le marché. La récolte russe étant très mauvaise, le gouvernement dut, par ukase, interdire l'exportation des blés. La Roumanie en profita, bien que la récolte de blé du Danube n'ait pas été comparable à celle de 1888 qui avait donné un rendement par ha. de 16,2 quintaux. Les prix du blé à livrer étaient au début de la campagne de 44,8 sh. par quarter et l'on payait une prime de report de presque 5 d. par quarter et par mois. Ce n'est qu'en 1892 que les prix fléchirent, pour se fixer, deux ans plus tard, à des taux ne représentant que la moitié des prix de 1891. MM. Broomhall et Hubback indiquent pour 1894 un prix moyen de 22/2 sh. par quarter.

Ainsi que nous l'avons dit plus loin, l'Argentine avait fait son apparition sur le marché mondial et ce fait est accompagné d'une baisse de 50 % sur les prix des céréales.

Le rendement de ce pays ne reste pas régulier, car il y a des écarts à noter dans sa production et dans l'écoulement de son excédent. Ce sont plutôt les Etats-Unis qui prennent la tête. Le câble transatlantique les reliant au Continent, donne aux affaires plus de stabilité, plus de limpidité. L'Angleterre était depuis toujours intimement liée à ce marché, la défaillance du Dollar en 1862 avait largement profité à l'écoulement des céréales américaines vers le Royaume-Uni et Londres en recueillit les plus beaux avantages. Le remboursement de toutes les affaires d'exportation des Etats-Unis se faisait par la place de Londres : New-York était en pleine dépendance de la City en même temps que celle-ci était un de ses meilleurs clients. L'établissement du marché à terme en 1883 à Liverpool (qui trai-

1. Broomhall et Hubback, *Corn Trade Memories*, op. cit., p. 89.

tait alors encore sur type « Californian Wheat » et n'adopta les blés de Manitoba, de la Plata, « l'american Winter » et l' « american Spring », que vers le début du siècle) aida beaucoup à la prédominance des blés exotiques sur le marché anglais. Le blé danubien s'en ressentit.

Les céréales danubiennes reculent sur le marché anglais à partir de 1891 et se dirigent vers le marché allemand : Anvers devient alors la place qui canalisera, vers ce débouché, la plus grande partie de la production céréalière des pays du Bas-Danube.

En évoquant des souvenirs avec les vétérans du commerce de céréales de Braïla ou de Galatz, le marché anglais toujours acheteur de maïs, d'oléagineux et de blé, ne tient pourtant que le deuxième rang. Cette impression est justifiée par l'évolution du débouché anglais qui, en Roumanie, à l'origine des relations commerciales entre ces deux pays, se pourvoyait plutôt en maïs.

Nous avons insisté ailleurs sur les conditions de production en Roumanie et surtout sur l'évolution de la production céréalière. Le maïs trouve dans la zone climatique à laquelle appartient la Roumanie, les meilleures conditions de développement. Déjà du temps de Ion Ghica, qui a étudié l'économie des Principautés entre 1837 et 1847, la production de maïs dépassait celle du blé de 1,5 million d'hectolitres ¹ et Neigebauer ² explique pourquoi la culture du maïs était préférée : « *Le battage et le vannage du blé étaient le travail le plus coûteux, surtout dans les régions manquant d'ouvriers.... voici pourquoi la culture du maïs rapporte un bénéfice net plus grand ...* ».

En effet, les batteuses n'étaient pas encore en usage du temps de Neigebauer.

Or, le grand débouché pour les blés danubiens, était Constantinople et le Levant et au temps de Neigebauer, Constantinople et Trieste étaient encore les maîtres du marché danubien.

L'Annuaire princialire de Valachie pour 1837, énonce textuellement : l'essor du port de Braïla *Braïla devient*

1. Cf., Ion Ghica, *op. cit.* : la production de blé était de 4,5 millions d'hl. — la production de maïs était de 6,0 millions d'hl.

2. J.-F. Neigebauer, *op. cit.*, p. 72.

le débouché principal du commerce valaque avec l'étranger. En été le port est plein de voiliers turcs, grecs, autrichiens, serbes, français, anglais et russes qui viennent charger les produits valaques pour Constantinople, Gênes, Marseille et autres ports de la Méditerranée. Quelques chargements ont été faits directement pour l'Angleterre¹. En 1846, déjà le maïs commence à prendre plus régulièrement la destination de l'Angleterre. La prépondérance du maïs du Danube sur celui des autres provenances était d'autant plus marquée qu'il n'avait pas à redouter la concurrence russe ; seul le « mixed » d'Amérique jouissait en Angleterre d'une certaine préférence et à partir de 1866-7, il « monopolisa » le marché anglais. La dépréciation du dollar tombé pendant la guerre de Sécession à 18 pences, ne fit qu'augmenter le volume des affaires sur le maïs.

Nous ne pouvons établir en chiffres le rôle que joue le maïs danubien dans le commerce de céréales anglo-danubien, mais Broomhall nous dit : « *Danubian maize had long been favourably known on British markets*, »...². Il résulte d'ailleurs de ce qui précède que le maïs fut longtemps la denrée principalement traitée et nous aurons encore à nous occuper, par la suite, des affaires que firent les chargeurs « braïlotes » avec l'Angleterre. L'ascension régulière que présente l'évolution des emblavures en maïs depuis 1867 est un témoignage complémentaire de l'importance de cette céréale dans les pays danubiens. La surfaceensemencée en maïs a passé de 1.052.900 ha. en 1867, à 1.743.100 ha. en 1890. Les moyennes de production par ha. ont été pour la seule première période quinquennale de 13,7 hl. et se sont maintenues pendant les périodes cinquiennales suivantes à 12,4 hl. par ha. c'est-à-dire environ 10 qx. par ha. Nous pouvons donc estimer le progrès à environ 7 millions de quintaux de maïs.

Pendant cette période d'ailleurs le commerce de céréales, en même temps que de destination, changea d'aspect. La Grande Bretagne resta bien un marché important pour les maïs du Danube, mais la production de céréales ayant évolué, à partir de 1880, du point de vue qualitatif et du

1. N. Jorga, *Istoria Comerului Românesc*, T. II, p. 147.

2. Broomhall et Hubback, *op. cit.*, p. 91.

conditionnement une diversification des débouchés et un élargissement du marché mondial pour les céréales danubiennes, en résultèrent. La Turquie au déclin céda sa place à l'Italie, à l'Angleterre et à l'Allemagne et une nouvelle ère de distribution des céréales danubiennes débuta à partir de 1890. La fin du siècle d'ailleurs fut profondément marquée par quelques récoltes désastreuses pour la Roumanie.

En 1897, la récolte de blé fut compromise et une récolte de maïs au-dessus de la moyenne vint balancer heureusement le déficit de production. La récolte de 1899 fut elle aussi désastreuse. Le rendement par ha. emblavé fut ¹ :

Pour le blé	de 5,5 hl.	contre 11,4 hl.	moyenne	quinquennale.
— maïs	— 4,8 hl.	— 12,7 hl.	—	—
— seigle	— 3,7 hl.	— 11,8 hl.	—	—
— l'orge	— 2,5 hl.	— 11,9 hl.	—	—
— ravison	— 4,2 hl.	— 8,9 hl.	—	—

Les exportateurs qui avaient vendu « à livrer » subirent des pertes terribles et la crise fut dans le pays particulièrement dure. Elle provoqua des défaillances nombreuses parmi les producteurs et les exportateurs de céréales. Le prix du blé à Liverpool était en recul, et de 1898 à 1899 il avait fléchi de sh. 34/6 à sh. 27,5 pa qx. La double perte des vendeurs à découvert ressort ainsi plus nettement.

Londres a dû essuyer en 1899 quelques échecs sur le Danube. Mais Anvers avait de longue date déjà suivi le marché danubien et l'importance de son débouché depuis 1870 ne fit que croître.

* * *

Anvers, Rotterdam et l'Allemagne. — M. Paul van Hissenhoven, auteur d'un ouvrage très complet sur le commerce de céréales anversoises ² considère que son histoire ne commence pour le port d'Anvers que vers l'année 1870. Cette date serait d'ailleurs applicable à la totalité du commerce des céréales tel qu'il s'épanouit en Europe pendant la deuxième moitié du siècle écoulé et il est incontestable

1. *Annuaire Statistique de Roumanie*, 1915-16, p. 33.

2. Paul van Hissenhoven : *Le Commerce international des Grains*, éd. Anc. Mon. Challamel, Paris, 1923.

que les assises politiques de l'Europe, telles qu'elles résultèrent de la paix de Francfort, du congrès de Berlin et de la Conférence de Londres, ont fortement influencé le commerce international de céréales. La lutte économique qui devait avoir, quarante ans plus tard une issue si tragique sur notre continent, a débuté et pris racine dès cette époque et la course à l'hégémonie ne tarda pas prendre en Europe les aspects les plus divers.

Le commerce international des céréales a suivi le rythme que toute évolution économique, pendant la période de préparation de notre ère, a dû présenter, et le marché d'Anvers ne fit qu'évoluer en plein accord avec le développement du commerce international de céréales. La décade 1871-1881 en fut le prélude. L'Allemagne, en plein essor politique et démographique, devint un acheteur important de céréales tant exotiques que danubiennes.

Anvers, bien outillé, possédant une élite de spécialistes bien au courant du marché mondial, bénéficiant de sérieuses attaches sur le Danube et dans les ports de la Mer d'Azov, était tout à fait indiqué pour pourvoir en céréales le Nord de la France et l'Allemagne occidentale. Par ailleurs ce port acquit bientôt une place prépondérante comme intermédiaire pour les fournitures, surtout en maïs, destinées à la Scandinavie.

Le rôle comme port de transit, qu'Anvers détint pendant toute l'époque d'avant guerre s'est principalement basé sur deux faits : les importateurs d'Anvers étaient accoutumés aux transactions qui convenaient à leurs acheteurs continentaux et scandinaves et ils offraient à ces derniers la sécurité dans les contrats et la rapidité dans leur exécution. En deuxième lieu, ce port disposait de moyens assez solides pour financer les transactions et pour faire les avances indispensables dans les ports de chargement. Son outillage de transbordement, ainsi que l'organisation des transports, justifiaient d'ailleurs entièrement le bel essor que ce port prit à partir de 1870/1880.

Jusqu'en 1890, Anvers dominait plus que Londres le commerce des blés du Danube, car il était relié par télégraphe avec Braïla et Galatz qui, depuis 1853, déjà étaient en communication télégraphique avec Vienne et Budapest,

et, de ce fait, les transactions y étaient autrement faciles que, par exemple, avec l'Argentine. Les Etats-Unis faisaient d'ailleurs leurs opérations surtout à Londres, tandis qu'Anvers était le pourvoyeur en blés glutineux du Danube, que la Belgique, le Nord de la France et l'Allemagne demandaient en quantités considérables.

Pourtant un fait connu et qui trouble parfois l'examen des anciennes statistiques roumaines doit retenir notre attention : la Belgique occupe dans toutes les statistiques, au moins quant au volume des exportations, la première place. Faute de statistiques officielles antérieures, détaillant ces exportations par catégories de marchandises, nous sommes obligés de nous reporter aux chiffres de 1911 pour en déduire leur composition à la fin du siècle écoulé et l'on peut dire que les céréales représentaient 95 % des quantités de marchandises exportées annuellement de la Roumanie en Belgique avant 1900.

Les importations de céréales dans le port d'Anvers ont été ¹ :

Moyenne décennale	1831-40	560.950 qx.
— —	1841-50	1.356.930 qx.
— —	1851-60	1.934.460 qx.
— —	1861-70	3.280.260 qx.
— —	1871-80	8.444.460 qx.
— —	1881-90	13.083.500 qx.
— —	1891-1900	19.917.570 qx.
— —	1901-1910	28.468.950 qx.

et ces quantités se répartissaient en moyenne comme suit :

58,33	%	froment.
6,67	%	seigle.
14,42	%	orge.
9,52	%	avoine.
11,06	%	maïs.
100,00	%	

Il ne serait pas facile par contre d'établir avec la précision désirable la part des céréales proprement danubiennes dans ces transactions.

Les exportations de céréales roumaines à destination

1. Chiffres donnés par le service de statistique du Ministère des Finances de Belgique, cf. van Hissenhoven, *op. cit.*, pp. 102, et suiv.

d'Anvers, enregistrent pour la période 1904-1913¹, des fluctuations tellement importantes qu'il nous a paru inutile de faire des recherches particulières pour arriver à quelques conclusions précises malgré l'absence de statistiques officielles. Nous croyons cependant, ne pas être loin de la réalité en estimant à 10 millions de quintaux, en moyenne, les exportations de céréales danubiennes à destination d'Anvers. Cette quantité équivaut à un peu moins du tiers de la quantité totale de céréales, légumes secs et oléagineux exportés de Roumanie pendant les années de production médiocre².

En appliquant pour les céréales du Danube le pourcentage déterminé par M. van Hissenhoven quant à la répartition d'ensemble des différentes catégories de céréales, nous arrivons à des conclusions que corroborent amplement chiffres et expériences.

Anvers, en effet, était plutôt un débouché pour les blés et pour les orges danubiennes et depuis 1880/1890, il n'a cessé d'être le principal acheteur des blés roumains. Ce port était d'ailleurs preneur de blés danubiens non seulement pour la réexportation, mais dès avant la guerre, pour la minoterie belge particulièrement intéressée aux blés tendres, glutineux de Valachie, dont des qualités cultivées dans les districts de Dolj et Romanati étaient spécialement appréciées.

L'Allemagne était un client important d'Anvers. Des quantités importantes de blé chargées sur le Danube pour Anvers étaient réexpédiées de là vers les régions rhénanes.

Un fait a d'ailleurs faussé l'exacte connaissance de la répartition des céréales danubiennes sur le continent et une pratique, en usage depuis le début du siècle est

1. Les exportations roumaines à destination de la Belgique ont été :

1904		5.354.710	quintaux.
1905	.....	10.152.150	—
1906	.....	11.976.410	—
1907	.....	8.596.790	—
1908	.....	6.316.160	—
1909	.....	7.604.870	—
1910	.....	14.488.650	—
1911	.....	18.321.330	—
1912	.....	8.824.440	—
1913	.....	11.621.230	—

2. Les quantités exportées de Roumanie en 1912 ont été de 33.907.400 qx.

l'origine de cette imprécision. Les chargeurs de Braïla ou Constantza ont été souvent obligés d'émettre les documents de chargements à destination d'un port d'ordre, pour pouvoir disposer ultérieurement, en cours de route, de la marchandise expédiée et c'est ainsi que Gibraltar jouissait, à ce titre, d'une préférence marquée. Dans les statistiques officielles roumaines la quantité de céréales enregistrées à destination de Gibraltar s'élève souvent à des chiffres peu éloignés du volume d'affaires des grands ports continentaux. Il faut, pour rétablir les faits, ajouter ces quantités aux chargements directement enregistrés pour Anvers, Londres ou ailleurs.

La force d'Anvers provient avant tout de son organisation financière et surtout commerciale. A partir de 1890 les blés de La Plata sont apparus sur le marché continental et ils ont fait une concurrence acharnée aux blés de l'Amérique du Nord. Mais, par l'évolution correspondante du débouché continental, ces blés ont pu être absorbés sans porter préjudice aux affaires. Un léger fléchissement à l'apparition des arrivages massifs de blé de La Plata fit place, assez vite, à un nivellement des prix qui, à partir de 1906, présentent à nouveau une tendance à la hausse. Nous avons renoncé à étudier les fluctuations saisonnières des cotation sur le marché d'Anvers, car, les phénomènes sont généraux et ne s'appliquent pas particulièrement à un marché déterminé.

Les sources d'approvisionnement en céréales ont varié et ont, successivement lancé dans le commerce, des blés de différentes provenances qui ont, à tour de rôle, dominé le marché. Cette succession était d'ailleurs plus méthodique pendant les années qui précédèrent la guerre, notamment en ce qui concerne les espèces de céréales à l'exportation desquelles, la Roumanie est particulièrement intéressée. Pour n'en citer qu'un exemple, nous allons examiner la manière dont se sont succédés les maïs de différentes provenances sur les marchés mondiaux.

Jusqu'à l'apparition du maïs argentin, le Continent était tenu de se fournir uniquement de maïs provenant de l'hémisphère boréal. Ainsi dans l'espace d'une campagne, on

avait à compter d'abord avec les « mixed » des Etats-Unis, qui, pratiquement assuraient le ravitaillement des marchés continentaux pendant l'époque de « soudure » entre les mois de novembre et décembre, jusqu'au mois de mars. A partir du mois d'avril, ou après le dégel du Danube, les maïs du Bas-Danube et des autres provenances européennes affluaient dans les ports continentaux. Le Danube put évidemment, s'adapter lui aussi assez vite aux exigences du marché et il prépara couramment des chargements de « mixed », sans toutefois atteindre la régularité de l'Amérique du Nord. La Roumanie ne pouvait écouler ses grains que par la voie du Danube, qui, à partir du 15 décembre, souvent plus tôt — est gelé et cesse donc d'être navigable. Elle ne put qu'assez tard obvier à cette difficulté en utilisant le transport par voie de fer. C'était d'ailleurs qu'une année sur trois ou même sur quatre que le conditionnement du nouveau maïs, permettait des chargements de « mixed » avant la fermeture de la navigation sur le Danube. Dans les bonnes années comme aujourd'hui d'ailleurs, les chargements de maïs nouveau se faisaient sans difficultés et des récoltes exceptionnelles, comme celles de 1898, 1901 et 1906, ont permis des chargements importants de maïs nouveau. La marchandise était alors sèche et il n'y avait pas lieu de craindre l'arrivée des grains dans un état d'échauffement, ainsi que c'était la règle pour les maïs insuffisamment secs. Les aléas, dont maints chargeurs et importateurs de maïs avaient souffert à la suite de chargements de maïs superficiellement conditionnés, ont été cause de nombreuses défaillances dans le monde céréalier.

Avant l'apparition du maïs de la Plata sur le Continent, une succession normale permettait un équilibre des arrivages et évitait surtout, la formation de stocks importants dans les ports de débarquement.

Lors de l'apparition du maïs Plata sur le marché continental, la succession normale ne fut pas immédiatement troublée. En effet, les maïs du Danube, chargés en avril, mai et juin, ne passaient pas à la consommation avant septembre, octobre, novembre et même plus tard. Expédiés à des-

tinuation des marchés européens pendant le dernier trimestre de l'année, si l'on tient compte du temps nécessaire à leur distribution, les maïs argentins expédiés par voiliers, ne se trouvaient pratiquement pas en concurrence avec les maïs du Danube. En ce qui concerne les « mixed » argentins expédiés par vapeur, les premiers arrivages ne se faisaient par avant les mois d'août ou de septembre, de sorte que ces arrivages, susceptibles d'être consommés pendant la « soudure » n'alourdissaient nullement le marché et comblaient plutôt les nécessités d'une consommation en croissance. En faisant abstraction de l'évolution quantitative de la production argentine depuis 1900, fait qui à lui seul entraînait déjà de sérieux troubles dans le mécanisme de succession sur le marché continental, intervient depuis la guerre et notamment, depuis ces dernières années, un facteur qui a ajouté à ces troubles un élément nouveau.

A l'heure actuelle, les maïs argentins, récoltés en mars et avril, arrivent sur le marché continental à la fin du mois de mai, début juin, car la circulation est aujourd'hui plus rapide. Le mécanisme de distribution également accéléré, permet l'écoulement dans un laps de temps incomparablement plus bref qu'en 1900, par exemple.

Par contre, le maïs du Danube subit les règles immuables des phénomènes de la nature qui ne permettent pas que le gros de sa récolte puisse s'écouler avant le dégel du fleuve en mars ou avril, entrave qu'ignore le maïs Plata. La céréale danubienne est donc dans un état d'infériorité très nette vis-à-vis du maïs argentin et ce fait se répercute sur son marché, non seulement par les difficultés d'écoulement du moment, mais surtout, par un dérèglement du mécanisme de « succession » dont nous avons parlé et qui, à l'heure actuelle, se reflète par la prépondérance fréquente du maïs Plata sur tous les marchés.

Le Danube vend depuis la guerre son maïs avec un bénéfice moindre que la Plata, mais il le vend quand même et pour le commerce n'est-ce pas l'essentiel ?

Anvers a toujours été tenté par la possibilité de contrôler directement les organisations de rassemblement de céréales du Danube et l'étroite collaboration qui a existé entre les

chargeurs braïlotes et les importateurs anversois jusqu'à la guerre, a été un stimulant puissant pour le commerce danubien. L'essentiel pour les importateurs anversois travaillant sur le Danube, était d'avoir tous les apaisements au sujet de leurs investissements, car le phénomène caractéristique de ces rapports commerciaux était, en dehors des relations d'achat et de vente, l'existence de relations financières entre créateur et débiteur.

Nous avons insisté et nous reviendrons encore sur le fait, que le commerce des céréales sur le Danube impliquait des avances de fonds, que le commerce autochtone ne pouvait fournir sans avoir recours à l'aide financière de l'étranger. Or, pour que les banques anglaises, belges ou allemandes se déclarent disposées à financer les transactions du Danube, elles exigeaient d'abord, que ces financements ne se fissent pas directement, mais par le truchement des importateurs anglais, anversois ou hambourgeois. Ceux-ci étaient tenus de donner leur aval pour les crédits employés pour les transactions au Danube. Le plus souvent, ils étaient même seuls responsables des crédits demandés aux banques et retransmis à leurs correspondants danubiens. De ce fait, provient une certaine solidarité qui amena souvent une communauté d'intérêts légalement consacrée. Les maisons anversoises ont été toutes plus ou moins engagées dans des affaires de céréales en Roumanie. Quelques-unes telles que Samuel Friedeberg, Topali frères, Declercq frères, Gossen et C^{ie}, Constant Janssens, Félix Boone et d'autres encore, étaient plus particulièrement spécialisées dans ce trafic du Danube, mais la nature des transactions céréalières constitue une impossibilité pour l'importateur de se borner à l'une ou à l'autre provenance de blé ou de maïs. Il nous sera donc difficile de vouloir discriminer dans l'ensemble des affaires en céréales à telle ou telle époque, la part de telle ou telle maisons dans les transactions en blé, maïs ou orge du Danube. Ce n'est d'ailleurs ni le rôle, ni l'intention de nos recherches. Il nous paraît plus important de dégager de l'ensemble de l'activité du commerce céréaliier anversois la part du commerce des céréales du Bas-Danube. Jusqu'en 1900 Anvers occupait dans le commerce céréaliier mondial la première place comme port de destination et de

transbordement. Il est donc naturel, qu'une partie importante des blés danubiens se dirigeassent vers ce port. Tant que l'Allemagne n'avait pas pris pied dans les pays danubiens, tant que le port d'Anvers servait encore d'intermédiaire à la clientèle rhénane, la plupart des affaires en « disponible » ou « flottant » se faisaient donc par le canal des importateurs anversois. Nous insisterons plus loin sur la technique des transactions céréalières, sur les aléas qu'elles recèlent et sur l'importance des opérations d'arbitrage dans ce commerce depuis le début du siècle.

Nous avons cité combien d'immenses fortunes ont pu être amassées à la suite des écarts très importants enregistrés, par les prix du blé ou du maïs, dans des laps de temps assez courts, mais ces gains rapides ont souvent eu leur contrepartie. L'habileté des importateurs était moins de réaliser de grands profits que de savoir se préserver de pertes imprévisibles. Il fallait donc que la spéculation fût, autant que possible, écartée de toute transaction céréalière : on travaillait à Anvers avec une marge de 1 à 1 franc 50 par quintal. Cette marge, permettait sur un chiffre d'affaires de 500.000 à 1 millions de quintaux de blé ou de maïs, un bénéfice largement rémunérateur, tout en couvrant les frais généraux assez élevés dans ces affaires.

Dans les années précédant la guerre, cette marge avait sensiblement diminué. Depuis 1919, elle s'était stabilisée autour de 1 % maximum 2 % du prix cif. Anvers. Les importateurs prudents ont toujours préféré ne pas rester à découvert avec des chargements dont la cotation était soumise aux hasards des spéculations et où des écarts, deux et trois fois supérieurs à la marge normale de bénéfice n'étaient pas extraordinaires. Les importateurs d'Anvers sont devenus ainsi les financiers et les distributeurs des cargoes que le Danube leur consignait. Leurs affaires, limitées et à l'abri du risque de brusques variations de prix, convenaient mieux à l'esprit et aux principes commerciaux de la place. Par les avances de fonds au chargeur danubien et par l'obtention de la domiciliation chez lui des parties à négocier, l'importateur anversois ne faisait, au fond, pas autre chose, que ce que le commissionnaire brailote était habitué à faire avec sa clientèle. Un phénomène local se

transpose ainsi dans la technique du commerce mondial ou vice-versa. Le commerce de céréales s'est ainsi libéré des hasards parfois funestes pour le spéculateur. Sans une telle politique, des maisons qui ont résisté pendant des années aux crises multiples et aux baisses et hausses retentissantes, que le commerce de céréales a connu depuis 40 ans, ne seraient certainement plus sur la place d'Anvers.

Nous avons insisté sur cet élément d'ordre général, pour bien souligner le rôle d'Anvers, dans le commerce des céréales du Bas-Danube. Par rapport à Londres et Liverpool, Anvers s'était fait pendant des années, l'intermédiaire continental pour la revente des blés et des orges danubiens et c'est ainsi, que les relations, non pas seulement commerciales, mais bancaires et financières entre Anvers d'un côté et Braïla et Galatz de l'autre prirent naissance.

A côté de Londres, la place d'Anvers devint aussi un marché important pour les assurances maritimes. En faisant le financement des exportations danubiennes, Anvers pouvait imposer aussi ses assureurs et, les affaires qui ont résulté des ces transactions ont laissé des sommes importantes sur le marché anversoïse.

Malgré l'absence effective d'une marine marchande, comparable à celle des Anglais, Norvégiens, Français ou Allemands et malgré le marché intérieur restreint correspondant à un territoire réduit, la Belgique a donc su s'assurer une place prépondérante dans le commerce des céréales. La puissance financière de ce petit pays et surtout les moyens de crédit dont disposaient les importateurs anversoïse, ont surmonté de nombreuses difficultés. Les intérêts d'Anvers, dans le marché du Bas-Danube, reposaient tout particulièrement sur ce rôle d'intermédiaire qui a d'ailleurs, apporté des avantages inestimables au développement du commerce de céréales danubien et à l'économie entière de la Roumanie.

Les statistiques, les chiffres, ne nous fourniront jamais qu'une image incomplète et bien faussée de l'importance du grand port belge dans le commerce de céréales du Bas-Danube.

La grande force, le grand avantage d'Anvers, était sa participation aux affaires que le Danube faisait sur le Conti-

ment entier car, une partie importante des affaires que l'on traitait sur Londres, Rotterdam ou Hambourg, et les pays scandinaves étaient négociées à Anvers. La part de ce marché, dans ce commerce indirect, a beaucoup varié. Longtemps les Anglais furent maîtres du Danube et ce n'est qu'entre 1875-1900, qu'Anvers s'est plus vigoureusement affirmé sur ce marché, tout en restant en contact étroit avec Londres, et en faisant souvent usage du crédit de remboursement que la City s'empressait d'accorder aux importateurs anversois. Depuis l'apparition des affaires argentines et canadiennes, mettant en évidence l'intérêt plus direct de Londres dans ces pays, Anvers avait pris dans l'affaire danubienne une position plus marquée. Les blés du Danube, améliorés comme qualité, et en forte croissance comme quantité, étaient très demandés par les pays consommateurs constituant l'« hinterland » du port d'Anvers. Par ailleurs, la puissance croissante de la « Société Générale de Belgique » et d'autres instituts bancaires permit une concentration plus ample des fonctions commerciales et bancaires dans ce port. En dépit de l'essor remarquable de l'Allemagne, que son expansion économique vers le Proche Orient d'une part et sa qualité de grand importateur de céréales danubiennes de l'autre, prédestinaient à surplanter Anvers dans les affaires danubiennes, il faut constater que le marché anversois ne céda rien de sa prépondérance sur le Danube, et qu'il conserva toujours au contraire son rôle de revendeur et d'intermédiaire des céréales danubiennes sur le marché rhénan et sur les marchés qui s'étaient habitués à se fournir en céréales par son truchement.

L'après-guerre consolida encore les liens étroits existant entre les marchés danubiens et anversois ; de plus, la dépendance financière, dans laquelle avaient sombré les Etats danubiens, détermina encore la refonte des relations interrompues par la guerre mondiale. Les importateurs d'Anvers, artisans de vieille souche dans ce commerce de céréales sur le Danube, disposaient plus aisément de moyens, de crédit surtout, pour renouer les liens entre le marché danubien et son débouché continental. La collaboration commerciale et financière entre Anvers, Paris et Londres,

caractéristique de l'après-guerre jusqu'en 1931, devint la base de l'exportation des céréales danubiennes. Les affaires se traitaient à Anvers, Paris faisait le « papier » et Londres assurait le disponible.

Loin de nous de vouloir généraliser ce schéma du mouvement des transactions qui nous semble assez caractéristique de la marche ordinaire des affaires. Il ne faut pas oublier la part importante des transactions entre Anvers et l'Allemagne, transactions moins fortes et moins directes pourtant, depuis la guerre, que celles entre l'Allemagne et Rotterdam. Nous sommes donc amenés à déterminer l'interdépendance existant entre les deux ports de la Mer du Nord.

Quoique les bouches du Rhin communiquent avec le port d'Anvers par le canal maritime de Hansweert, la situation géographique de Rotterdam est visiblement favorisée pour s'assurer la prépondérance du marché de l'Allemagne Occidentale. Par ailleurs, Rotterdam a été, du point de vue de l'importance de ces importations en céréales, un des concurrents les plus redoutables du port d'Anvers.

Pour 1913, le « Centraal Bureel voor de Statistiek » de la Haye nous indique que le chiffre des importations de céréales dans le port de Rotterdam, est de 46.6 millions de quintaux tandis que les chiffres pour Anvers n'atteignent que 32.3 millions. En 1922, l'écart se réduit sensiblement. Les deux ports importent respectivement 27,5 millions de quintaux contre 27,2 millions de quintaux,

De même que pour Anvers, l'existence de Rotterdam comme port céréalier, est de date assez récente. Placée à l'estuaire du Rhin et dominant ainsi le fleuve entier, Rotterdam était mieux indiquée, que n'importe quel autre port, pour accaparer les débouchés, si considérables en céréales, que dessert la voie navigable du Rhin. Le bassin de la Ruhr, la Westphalie, les régions minières d'Aix-la-Chapelle, du Luxembourg et de la Sarre, les régions industrielles du Haut-Rhin et du Rhin-Moyen, toutes régions, de production céréalière, absolument déficitaire en pleine agglomérations de masses ouvrières, et dépendantes du

ravitaillement de l'extérieur, furent ses clients les plus importants. Les minoteries de Dusseldorf, Strasbourg, Ludwigshafen et Mannheim ont été réputées bien en dehors de leur rayon d'influence immédiate et les possibilités commerciales de ces régions ont été, avant la guerre, des plus considérables.

Rotterdam, autrement préparée pour le commerce qu'Anvers, était plutôt portée à négocier les affaires directement et sans se charger d'intermédiaires encombrants. Client régulier, calculant strictement, respectueux de sa signature et hautement qualifié du point de vue de la technique des affaires céréalières, l'importateur de Rotterdam achetait au Danube ce qu'il pouvait revendre et se bornait à cette relation stricte et indépendante. La ramification toujours croissante des intérêts de certaines grandes maisons de céréales et leur prédominance sur divers marchés importants changera, d'ailleurs, assez vite l'exactitude absolue de nos affirmations. Nos dires auront, ainsi, seulement une précision apparente, car le commerce de céréales, libéré de ses attaches et de ses caractéristiques locales, unifié entre les mains de quelques organisations mondiales, ne suivra plus les règles et les principes applicables à l'un ou l'autre marché, mais s'adaptera à la volonté concertée et souvent obscure des grands chargeurs mondiaux, maîtres de la circulation et de la distribution des céréales dans le monde.

Rotterdam gagna d'importance, pour le commerce des céréales danubiennes, avec l'essor soutenu du débouché rhénan dont le développement, dans les dernières décades du siècle écoulé et surtout pendant la période 1900-1914, a largement contribué à une augmentation sensible du chiffre d'affaires de ce port.

Les exportations de la Roumanie, vers les Pays-Bas, ont évolué avant la guerre, simultanément avec les exportations vers la Belgique, ce qui nous permet de constater une certaine correspondance entre ces deux marchés.

La prépondérance marquée, du marché d'Anvers, résulte des circonstances économiques étudiées plus haut et si, le Danube n'a pas su participer aux avantages qui distinguent géographiquement le port de Rotterdam, par rapport au débouché allemand, les causes en sont d'ordre

commercial d'abord, psychologique ensuite. Les transactions avec les Etats-Unis, avec l'Argentine et le Canada étant plus uniformes et moins soumises aux fluctuations saisonnières, Rotterdam en profita. Quant aux fins commerciales, les méthodes hollandaises font d'ailleurs préférer sur ce marché, les affaires standardisées telles qu'elles se pratiquent en blé Manitoba, Baruso ou Winnipeg.

Néanmoins, les affaires quelle que fut la provenance des céréales, se traitaient aussi bien à Anvers qu'à Rotterdam et un très grand nombre d'importateurs d'Anvers possédaient, avant la guerre, des maisons affiliées sur le marché de Rotterdam.

Ce dernier intervenait sur le marché danubien, ainsi que nous l'avons dit, comme acheteur-revendeur et non comme financier-intermédiaire.

Plus qu'Anvers, le marché de Rotterdam était fonction du débouché allemand et l'importance de cet élément, dans l'appréciation de la place qu'occupe Rotterdam dans le commerce des céréales danubiennes, ressort surtout, pendant et après la guerre mondiale, tout particulièrement pendant cette courte époque de prospérité éphémère que traversa l'Allemagne entre 1924 et 1928.

Pourtant le « Danube » n'en a pas profité. Les concurrents d'Outre-mer tenaient, depuis 1918, solidement la place et les pays danubiens avaient par trop sensiblement amoindri leur capacité de concurrence, pour pouvoir garder, par leurs propres moyens, une position que les nouvelles assises du commerce de céréales dans le monde rendaient dépendante des intérêts particuliers des chargeurs, mieux défendus aux Etats-Unis et en Argentine que dans les pays du Bas-Danube.

La marchandise principale traitée par les deux ports est le blé. Après la guerre, la Roumanie voit sensiblement réduit son excédent en blé exportable. Un régime contraire à toute expansion commerciale rationnelle empêche le développement désirable de la culture des blés dans ce pays et seule la présence d'un excédent en céréales secondaires, tels que le maïs et l'orge justifie encore la réputation de pays exportateur de céréales que

cette région possédait jadis. Dès lors, ce ne sont plus les marchés rhénans que devront atteindre ses céréales. Le maïs et l'orge importés par Rotterdam — et ceci s'applique aussi bien pour Anvers — sont destinés plutôt à l'élevage hollandais ou belge qu'à la réexportation, ce qui détermine une diminution sensible dans le chiffre d'affaires en céréales danubiennes du port de Rotterdam, aussi bien que d'Anvers.

A titre indicatif, nous avons cru devoir glaner, dans des statistiques officielles roumaines, quelques chiffres pour démontrer l'importance que la place de Rotterdam a acquise, après la guerre, pour la Roumanie.

Les quantités de céréales et de légumes secs exportées sur la Hollande ont été ¹

En 1926 de	1.464.960	quintaux.
En 1929	483.410	—
En 1930	4.397.240	—

En 1930, la quantité se répartit pour 52 % sur les exportations d'orge et pour 35,4 % sur les exportations de maïs. Le blé danubien a presque disparu du marché mondial. En 1911, la proportion des différentes catégories de céréales exportées de Roumanie aux Pays-Bas, était encore:

Pour le froment	30,8	%
— seigle	19,0	%
— maïs	29,0	%
— orge	13,2	%
Autres céréales et lég. secs. .	8,0	%
	100,0	%

Les céréales panifiables ont été totalement remplacées par des céréales secondaires. La Hollande et l'Allemagne s'étaient, d'un côté, habituées à la mouture des blés américains, argentins, canadiens etc... de l'autre, l'Allemagne s'était émancipée du marché mondial en donnant à la panification du seigle, une place de plus en plus importante.

Par ailleurs, l'après-guerre a produit un revirement sensible dans la politique de ravitaillement de l'Allemagne : les conditions créées par la situation de 1918 ont dégagé l'Al-

1. Comerțul Exterior al României în Anii, 1926, 1929 și 1930. Ministère des Finances de Roumanie, Bucarest, pp. 64 et suiv.

Allemagne de l'intermédiaire belge et hollandais. Des relations directes avec l'Allemagne se sont établies en amont du Danube et en dehors de toute voie maritime, tandis que les expéditions par voie ferrée sur la Silésie et l'Allemagne Orientale prennent un essor toujours croissant. De cette façon Anvers et Rotterdam se sont vues évincées du trafic roumain-allemand où ils ont eu pendant longtemps un rôle prépondérant.

En 1913, le total des exportations roumaines en Allemagne s'élevait à 2.799.300 quintaux représentant 6.13 % du chiffre total des exportations.

En 1930, l'Allemagne importe, seulement, en céréales roumaines une quantité de 10.431.110 quintaux¹, représentant 55.90 % de la quantité totale de grains exportés de Roumanie et 11.3 % du total des exportations roumaines.

Les exportations de céréales à destination de l'Allemagne ont donc, apparemment, quadruplé depuis 1913, évolution moins de fait que de principe. C'est seulement, pour des raisons d'opportunité, que l'Allemagne a abandonné une source de ravitaillement indirecte pour se servir d'une autre plus immédiate. Tandis que la baisse de la culture des blés en Roumanie diminuait sa capacité d'exportation, les débouchés des céréales danubiennes se déplaçaient à l'intérieur de l'Allemagne. En effet, les régions rhénanes surpeuplées et consommant plus de pain qu'elles ne produisaient de céréales — étaient tenues de se ravitailler ailleurs en blé; et les céréales secondaires, seuls produits exportables de Roumanie depuis 1918, trouvaient leur débouché plutôt dans les régions d'élevages et de production fermière du Centre et de l'Est du Reich, mieux accessibles par la voie fluviale et par chemins de fer via Beuthen, ou par la voie maritime transitant par Hambourg.

Pourtant l'Allemagne s'était déjà affirmée vigoureusement sur le Danube bien avant la guerre et pendant l'époque de grand essor qu'elle connut jusqu'en 1914. Nous avons insisté² sur le rôle important qu'occupait dans le commerce de céréales du Bas-Danube, la Banca

1. *Bulletin d'Information et de documentation*, Banque nationale de Roumanie, Bucarest, IV^e année, n° 10, 1932, p. 758.

2. Voir, p. 228

General — affiliée à la Diskontogesellschaft, Berlin, et sur la part toujours croissante que prirent au commerce de céréales sur le Danube, les maisons d'origine allemande. Nous croyons pourtant de notre devoir de souligner ici un fait qui montre, l'envergure relativement limitée de ce mouvement et expliquer pourquoi nous ne chercherons pas à étudier avec l'ampleur qu'il semblerait mériter le débouché allemand.

Nous avons, à maintes reprises, indiqué combien le commerce des céréales dépend d'une expérience technique, financière et commerciale. Il n'y a aucun doute que les bourses de Hambourg, Berlin, Breslau, Mannheim et d'autres places encore, possèdent dans la hiérarchie des grands centres céréaliers un rang dont l'importance a toujours été hautement considéré.

Mais l'activité, l'envergure de ces centres se distinguait surtout par l'importance qu'ils occupaient dans l'ensemble de l'entité économique allemande. Avant la guerre, surtout à partir de 1900, ils sont tous entrés en relations d'affaires assez étroites avec la Roumanie. Mais ces relations se sont bornées à des rapports bilatéraux d'intérêt particulier et n'ont pas donné lieu à la naissance d'organisations mondiales, embrassant le marché international, ainsi que ce fut le cas pour les maisons de réputation universelle qui ont pris leur envol à Londres, Paris et Anvers. Tel ou tel importateur de Hambourg, Breslau ou Mannheim s'était, en effet, organisé sur le Danube pour tirer des avantages d'une relation directe et pour profiter des bénéfices qu'il pouvait devoir à sa présence sur place ; il semble que, tout en ayant acquis à un moment donné une importance considérable, ces transactions n'ont jamais dépassé le stade d'une importance locale.

L'Allemagne, suivant le courant, avait prétendu à une place prépondérante comme client dans les pays exportateurs qui lui étaient accessibles, tels que la Russie et l'Argentine et il faut convenir que le volume d'affaires des chargeurs allemands de la Mer d'Azov et de la Plata doit être retenu et mériter toute notre attention. La City était d'ailleurs, avant 1914, très disposée à ouvrir aux chargeurs de Hambourg, des crédits de rembou-

sement et les transactions sur l'Allemagne en profitèrent largement.

L'Allemagne n'a pas pu profiter, entièrement, du mouvement d'affaires favorablement amorcé sur le Danube. La guerre mondiale interrompit le développement indéniable de l'influence allemande dans le commerce de céréales du Bas-Danube. Nous aurons à nous occuper plus loin des commerçants allemands ayant des établissements dans les ports danubiens.

* * *

La France, la Méditerranée et le Proche Orient. —

Lorsque les principautés présentèrent en 1868 au public français ¹, le résultat du développement que leur commerce extérieur avait réalisé, le bond de 95.615.905 piastres pour la valeur totale de leurs exportations en 1840 à 401.005 807 ² piastres en 1864, parut remarquable.

En 1863, sur un total d'exportations de 326.475.924 piastres les céréales seules se chiffrent à 236.841.569 soit 73 %. En faisant le calcul des quantités de céréales exportées nous pouvons les estimer à environ 7 millions de quintaux (1.635.350 kilé) ³.

Par ordre de grandeur les principaux clients étaient :

La Turquie	avec :	105.746.483	millions de piastres.		
La France	—	49.219.326	—	—	
L'Angleterre	—	36.701.900	—	—	
L'Italie	—	16.620.430	—	—	
L'Autriche	—	13.273.039	—	—	

En établissant le pourcentage des différentes catégories de céréales qui faisaient l'objet de ces exportations on aboutit à la répartition suivante :

Blé :	44,8	%
Maïs :	39,6	%
Orge et avoine :	11,4	%
Millet :	0,7	%
Seigle :	3,5	%

Sur 3.000 bâtiments environ, ayant chargé en 1863 dans les ports roumains, 1552 étaient partis à destination de la

1. Notice sur la Roumanie, *op. cit.*

2. *Ibid.*, *op.*, p. 154.

3. *Ibid.*, *op.* p. 163.

Turquie, 235 seulement vers les ports italiens, 397 vers la France et 206 vers Trieste.

Ainsi la dépendance économique dans laquelle se trouvaient les pays danubiens, par rapport au débouché turc, était encore entière pendant cette période, au cours de laquelle nous voyons les principautés débiter dans le commerce mondial des céréales. L'expansion, vers les autres débouchés continentaux, ne put se faire que d'accord avec l'évolution des moyens techniques.

En 1786, l'armateur marseillais Antoine Anthoine avait été anobli pour avoir créé d'importants comptoirs dans la Mer Noire¹. Les importations de céréales de la Mer Noire et du Danube progressèrent rapidement. Déjà en 1832, le commerce de Marseille avec la Turquie, commerce dans lequel sont encore englobés les transactions avec les ports du Bas-Danube, tient le deuxième rang.

Les importations par Marseille, de marchandises de la Turquie, s'élèvent à 20 millions de francs c'est-à-dire 16 % du total des importations de marchandises de provenance méditerranéenne et levantine. Les statistiques, pour 1869-70, ne présentent pas de fluctuations très sensibles. Le volume total des importations en France a cependant augmenté.

De 1,2 million hl. moyenne quinquennale calculée par M. Imbart de la Tour², pour la période 1841-1845, les importations de blé passent à 8,4 millions d'hl. pour la moyenne quinquennale 1871-1875 et atteignent même 17,5 millions d'hl. de blé pour la période 1876-1886, pour ne plus dépasser ce chiffre qu'exceptionnellement en 1891. Les importations de la France, avant guerre, se stabilisèrent pour ainsi dire, à une moyenne de 14-20 millions d'hl. par an c'est-à-dire à environ 10 millions de quintaux de blé. C'est seulement en 1927 que les importations de la France atteignent le chiffre inconnu jusqu'alors de 21,7 millions de quintaux ; dépassant de beaucoup les importations de céréales secondaires qui (sauf le maïs avec 7.8 millions) ne présentent pas d'importance³.

1. Paul Masson, *Les Bouches-du-Rhône*, t. ix, *Le Commerce*, Paris, 1922, p. 172.

2. Imbart de la Tour, *La Crise agricole*, op. cit., Paris, 1901 p. 160.

3. Importations de seigle : 0,6 millions qx. orge : 0,3 millions qx. ; avoine 0,5 millions de qx.

Nous voulons essayer d'établir la part de la Roumanie dans les importations de céréales de la France au cours des 60 dernières années. La tâche est rendue difficile par l'absence de statistiques détaillées quant au volume des affaires, d'abord, et par l'absence d'une distinction entre les différentes catégories de marchandises par pays de destination. Nous avons pourtant quelques éléments suffisants pour aboutir à des estimations plausibles.

En général, la France s'est pourvue, pendant les 40 ans précédant la guerre mondiale, en blé Danube, pour arriver à obtenir des mélanges favorables de farine. La qualité des blés français demande impérieusement un tel mélange et le pourcentage élevé de gluten « humide » que contiennent les blés tendres de Roumanie, les prédestine particulièrement à cet usage.

Les blés prédominaient sur les autres céréales importées de Roumanie en France et ils représentaient au moins 50 sinon 60 % du total des importations.

En 1863 la Roumanie a expédié en France, des céréales, pour 18 millions de francs environ. Estimant la part des blés à 50 % et reportant cette valeur à la quantité, nous pouvons déduire que la France a importé vers cette époque environ 500.000 hl. de blé de Roumanie. L'importation annuelle moyenne étant évaluée, pour cette époque, à 4,7 millions d'hl nous pouvons estimer que la Roumanie a participé en 1863 dans la proportion de 12 % aux importations de blé en France.

C'est pour 1890 que nous trouvons, chez Masson ¹, les premières données sur le volume des importations de produits roumains expédiés sur Marseille. En effet, les exportations de Roumanie, sur le grand port français, accusent un tonnage de 97.000 tonnes et il est certain que la plus grande partie est constituée par les céréales.

L'analyse du « Tableau Général du Commerce de la France » pour 1895, nous permet des conclusions encore plus précises.

Sur un total de 17,1 million de quintaux de céréales, la Roumanie s'attribue la fourniture de 2,5 millions de

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 193.

quintaux dont 1,7 millions de quintaux de blé et 816.500 qx de maïs. Seules, les importations de Russie dépassent celles de Roumanie.

Les Etats-Unis et l'Argentine ne pourvoient que dans une moindre mesure aux besoins du marché français¹. Les importations de blé de Roumanie correspondent à 15,1 % du total des importations de blé en France, qui s'élèvent pour 1895 à 11,2 millions de quintaux.

Les exportations de céréales en France représentent d'ailleurs 70 % de la valeur totale des exportations roumaines dans ce pays. Sur total de 40,9 millions de francs or, les poroduits les plus importants sont :

Céréales	Frs. 28.138.321
Graines et fruits oléagineux	Frs. 8.546.374
Légumes secs	Frs. 2.446.015
Total	Frs. 39.130.710

En réalité, le commerce de céréales (qui s'occupait d'ailleurs des affaires en oléagineux et légumes secs aussi, assumait la totalité du commerce franco-roumain de cette époque.

La France avait, d'ailleurs, déjà adapté son régime tarifaire aux exigences de son agriculture. Les droits d'entrée sur les froments étrangers sont fixés, en 1885, à 3 francs par quintal et deux ans plus tard, ils sont portés à 5 frs par quintal. Ils atteignent déjà 25 % de la valeur de vente des froments français.

Or, malgré ces droits, les importations de froment en France ne sont pas sérieusement arrêtées. M. Imbart de la Tour arrive même à la considération suivante:

« Ce ne sont pas les achats faits à l'étranger qui abaissent les cours, mais au contraire ce sont les prix élevés (en France) qui facilitent les importations en les rendant lucratives »².

La France est restée pourtant le pays agricole par excellence, capable de pourvoir en majeure partie, par ses propres forces, au ravitaillement des régions industrielles

1. États-Unis 518.000 qx. blé et 315.000 qx. maïs et l'Argentine 455.000 qx blé et 469.000 qx. de maïs.

2. Imbart de la Tour, *op. cit.*, p. 160.

et minières qui, de courte date, commencent à devenir des régions de consommation. Les quantités de céréales nécessaires pour combler l'insuffisance de la production nationale, ne sont pas assez importantes pour faire de la France un débouché comparable à l'Allemagne ou à l'Angleterre à la même époque.

L'Agriculture française accuse, d'ailleurs, au début du siècle un développement assez net ce qui rend ce marché de moins en moins accessible aux céréales étrangères.

Le total des importations net devient, en millions de francs or, moins important. La France s'affirme de plus en plus exportatrice. Nous avons recueilli quelques chiffres à ce sujet :¹

Céréales, malt y compris.	Importations	Exportations
	(En millions de francs or).	
1900	230,5	112,3
1901	322,4	109,8
1902	251,8	109,5
1903	305,9	110,9
1904	245,0	112,9
1905	321,6	153,1

L'ascendant des pays d'outremer devient plus marqué:

En 1905 la Roumanie ne participe qu'avec 19,8 millions de francs or, soit 6 % , aux importations de céréales et oléagineux en France.

Nous avons d'ailleurs récapitulé d'après les statistiques françaises la part de la Roumanie à ces importations de céréales :²

	Roumanie	France Total
	(En quintaux).	
Froment	551.738 qx.	9.871.634 qx.
Avoine	55.225 qx.	3.263.710 qx.
Orge	99.101 qx.	1.519.746 qx.
Maïs	23.224 qx.	3.242.072 qx.
Total	729.288 qx.	17.897.162 qx.

La France fut, d'ailleurs, à cette époque, également, pays de transit et nous sommes fondé à croire que les exporta-

1. Tableau Général du Commerce et de la Navigation année 1905, Paris, 1906, p. 59 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 194.

tions indiquées par nous, plus haut, n'ont pas été uniquement constituées par des céréales de provenance française.

Seule, la Suisse avait absorbé, par ex. en 1905, 1,3 million de quintaux de blé de France et l'Espagne en acheta 875.018 quintaux¹. Les autres catégories de céréales ne méritent pas d'être considérées.

Ainsi, les exportations de blé français s'élèvent pour 1905 à environ 50 millions de francs et les principaux clients en sont, la Suisse, l'Espagne, l'Allemagne et la Belgique. Pour ces derniers pays il s'agit surtout d'un trafic frontalier.

Il en résulte que la France, en réalité, ne fut importatrice que d'une quantité de céréales représentant entre 150 et 200 millions de francs or au maximum.

Les causes du recul assez net qu'accuse la Roumanie, sur le marché français, sont assez diverses. Ce sont en premier lieu, la facilité croissante avec laquelle les bâtiments du Danube ont atteint les ports de l'Europe septentrionale et occidentale et ensuite, les variations naturelles de la production roumaine.

En 1914 la part de la Roumanie aux importations de blé en France est à nouveau accrue. Sur une quantité de 10 millions de quintaux de blé environ importés en France la Roumanie s'attribue 1,98 million de quintaux, donc presque 20 % et les importations en maïs s'élèvent aussi à 1 million de quintaux environ.

Voici la situation d'avant-guerre.

Depuis 1914 les céréales roumaines sont en recul sur le marché français. Pendant 13 ans les blés roumains n'y paraissent pas. Ce n'est qu'en 1927 que la Roumanie, dans une année d'importations maxima, arrive à vendre des blés en France. Mais le total de ses ventes, 450.000 quintaux, ne représente même pas 2% des importations totales de blé².

Les efforts pour rétablir des échanges réguliers et surtout rémunérateurs entre la France et la Roumanie, efforts qui se reflètent dans l'établissement de nouvelles assises du commerce franco-roumain, par la conclusion du traité de commerce de 1930³, ont eu un heureux résultat.

1. Tableau Général, *op. cit.*, p. 385.

2. En 1927, la France avait importé 21,7 millions de quintaux de blé. (Chiffre publié par l'Institut International d'Agriculture).

3. 27 août 1930, v. I, O, Paris, 12, 1930.

La participation de la Roumanie aux importations de céréales en France, en 1931, a sensiblement augmenté et présente depuis 1914 des chiffres records :

	Importations de Roumanie 1	Total des importations en France 2
Blé	885.850 qx.	23.880.205 qx.
Maïs	780.035 qx.	10.628.576 qu.
Orge	1.645.140 qx.	4.213.160 qx.
	3.311.025 qx.	38.721.941 qx.

Les conditions très favorables du marché à un écoulement plus important encore auraient, peut être, permis des affaires correspondantes en blé surtout. Il a fallu, pourtant que la Roumanie concède à ses producteurs une prime à l'exportation de 10.000 lei par wagon, c'est-à-dire frs. 1.500, par quintal, pour que les blés roumains puissent se vendre à l'étranger et pour améliorer ainsi les prix désastreux que le producteur roumain aurait touché. Cette mesure a beaucoup favorisé les chargements vers la France. Le Nord, surtout, en a attiré de plus grosses quantités.

Ce courant d'affaires risque pourtant de rester éphémère. Les marchés de l'Occident se ferment de plus en plus à l'importation des produits agricoles. Les méthodes de culture moderne, l'emploi de semences sélectionnées et à rendement précoce nous laissent entrevoir, pour un avenir prochain, la cessation complète des importations de céréales et notamment de blé en France.

Malgré l'absence directe d'un commerce qui ferait de la France un pays spécialement intéressé à l'importation ou à la mise en valeur des richesses céréalières de la Roumanie parmi les trois grands « chargeurs à l'origine » qui entretiennent des organisations puissantes de rassemblement et d'exportation de céréales au Danube, il y en a deux, dont le siège est à Paris. Nous reviendrons plus loin sur leur activité et leur part dans la distribution des céréales du Bas Danube.

1. Comertul Exterior al României, Bucarest, 1931, pp. 54 et suiv.

2. *Annuaire International de Statistique Agricole*, Rome, pp. 312 et suiv.

*
* *

Les pays de la Méditerranée et du Proche Orient devaient être, par leur position géographique, des clients prédestinés de la Roumanie. L'Italie, la Grèce, la Turquie, l'Égypte, la Syrie, la Palestine devraient absorber la majeure partie du surplus exportable de ses céréales.

En effet, même si l'Italie ne tient pas le premier rang parmi les pays importateurs de céréales du Bas-Danube, la Roumanie a toujours figuré parmi les pourvoyeurs les plus importants de céréales de l'Italie.

En 1911, elle y exporta :

	Céréales de Roumanie exportées en Italie ¹	Céréales Importées en Italie ² moyenne quinquennale 1907-1911 Totaux
Blé	2.078.370	12.370.800
Maïs	2.560.680	3.801.460
Orge	209.220	1.109.000
Avoine	10.990	
	4.859.260	17.281.260

L'Italie, pays de structure démographique présentant des affinités très intimes avec la Roumanie, est un pays de consommation de blé et de maïs également. Pourtant, le débouché italien fut toujours limité pour les céréales de provenance étrangère par sa production propre, ainsi que par les conditions sociales particulières à ce pays.

Nous avons calculé les moyennes quinquennales pour la production et les importations de blé et de maïs depuis 1884 :

	Production Moyennes quinquennales		Importations	
	Blé	Maïs	Blé	Maïs
	Millions de quintaux ³		Millions de quintaux ³	
1885-89	30,2	21,6	7,4	0,2
1890-94	32,0	18,7	6,3	0,6
1895-99	34,3	20,3	6,2	2,1
1900-04	43,2	23,1	9,3	2,2
1905-09	47,0	24,8	11,4	1,8
1909-13	48,8	25,5	15,5	3,8
1922-26	57,1	25,9	24,0	3,3
1927-31	60,2	20,6	20,5	7,1

1. *Comertul Exterior al României*, 1911, p. 362.

2. *Annuario Statistico Italiano*, Roma, 1905-07 et 1911, pp. 399 et suiv.

3. *Ibid.* pp. 426 et suiv.

Nous pouvons constater, depuis 1923, l'accroissement constant de la production du blé au détriment de la production du maïs. L'Italie est devenue un pays importateur de maïs bien plus qu'elle ne l'était avant-guerre. La prépondérance de cette céréale dans le commerce d'exportation de la Roumanie, depuis 1918, rend l'Italie particulièrement intéressante comme débouché. Elle fut en effet, ces dernières années, l'acheteur le plus important de maïs roumain. Elle arrive à absorber presque le quart des maïs de cette provenance.

	Totaux des exportations de maïs de Roumanie 1	Exportations % vers l'Italie 1	
	En milliers de qx.		
1926	6.887,2	1.076,1	15,6
1929	3.744,8	579,9	15,6
1930	11.807,9	2.746,1	23,3
1931	10.271,8	1.549,3	15,1

Avant guerre, l'Italie a pu adapter presque toujours les besoins de sa consommation aux disponibilités de la production du pays.

Sa production ouvrière a gardé un certain contact avec la terre, de sorte que le « self approvisionnement » se réalise en Italie bien plus facilement que dans d'autres pays.

La « bataille du blé » que l'Italie a menée depuis 1923 et qui eut comme conséquence une augmentation considérable de sa production l'a rendue encore moins dépendante des importations de l'étranger. L'Italie est pourtant, en dépit de l'accroissement de production réalisé, un des grands pays importateurs de blé, car elle dépasse encore aujourd'hui en moyenne les importations de l'autre puissance méditerranéenne : la France.

Les noms de marchands italiens abondent dans le passé du commerce roumain. Ils figurent aussi parmi les premiers « chargeurs » s'étant établis à Braïla et Galatz. Leur prépondérance dans ces ports fut pourtant de courte durée. Aussitôt que les importateurs anversois, parisiens et londoniens établirent des « branches » à Braïla, les commerçants italiens perdirent de leur influence. Leur rôle

1. *Comertul Exterior al României*, 1931, p. 49 et suiv.

d'intermédiaire avait cessé. Nous aurons à nous occuper plus loin de leur activité.

*
* * *

Les plus importants des clients dans le Proche Orient sont la Grèce et la Turquie, l'Égypte, et les autres débouchés ne paraissent que trop négligés dans l'ensemble des exportations roumaines.

Sans exagérer la capacité d'absorption de ces pays, capacité dont l'accroissement régulier mérite d'être retenu, il y a lieu de s'étonner que la Roumanie, qui est à la porte de ces pays n'ait pas pu s'assurer la première place parmi leurs pourvoyeurs de céréales.

En effet en 1930 les chiffres sont édifiants :

	Importation totale ¹	Part de la Roumanie ²
	En milliers de qx.	
Grèce	5.937	48,0
Turquie *	1.462	51,0
Syrie	224	—
Palestine	759	—
Égypte	2.783	32,0

* Chiffre pour 1929.

Les raisons sont multiples pour expliquer cet état de choses. Dans tous ces pays la minoterie est entre les mains de l'étranger. Par ailleurs, elle est en général dépourvue de la protection industrielle dont elle jouit dans presque tous les pays, de sorte que ces pays constituent pour la minoterie des grands ports français, anglais et même américains (Les Niagara Mills et les Grandes Minoteries de Chicago), un débouché recherché, ce qui leur enlève pour ainsi dire la qualité de pays importateurs de céréales. La Roumanie compte aussi d'importantes minoteries, celles des Frères Neumann d'Arad, celles de Timisoara, celles de Galatz et de Braïla seraient sans doute capables de subvenir aux besoins de ces marchés en farines. La minoterie de Borghetti et Gerbolini n'a-t-elle pas, en 1865, déjà

1. *Annuaire International de statistique agricole*, 1930-31, pp. 286 et suiv.

2. *Comertul Exterior al României*, 1931, pp. 49 et suiv.

été un des plus importants fournisseurs de farine de Constantinople ?

Depuis 1914, les changements d'ordre politique et économique ont été si profonds dans cette partie du monde que l'on ne peut que difficilement envisager le passé. L'avenir de ces pays apparaît sous des auspices plus favorables. Le Proche Orient réserve sans doute encore des possibilités commerciales qui pourront un jour aider à rendre plus aisée la solution du grand problème des échanges, le plus inquiétant à l'heure actuelle, pour l'avenir de l'économie mondiale.

4. Les « emporoi » du XX^e siècle¹

Le siècle de l'énergie et de la vitesse a mis l'outillage technique et scientifique de nos jours au service de la vie économique et a placé tous les problèmes financiers et commerciaux, malgré les similitudes empiriques qu'ils présentent avec ceux-là mêmes qui se déroulèrent 30 ans plus tôt, dans une nouvelle ambiance, toute teintée de dynamisme. C'est elle qui actuellement détermine les phénomènes aussi bien dans l'espace que dans le temps à une époque où la rapidité des moyens de communication mis à la disposition du commerce des céréales a fait disparaître l'élément distance. Ce n'est pourtant pas cette ambiance qui a contribué à la formation de ces grandes fortunes qui sont encore aujourd'hui la base des affaires. Les grands chargeurs de céréales du monde, passés maîtres dans la science de distribution et de circulation d'une si importante matière première pour le marché mondial, ont construit, petit à petit, l'armature qui leur permet aujourd'hui d'affronter toutes les vicissitudes et les difficultés que rencontre le commerce des céréales.

Nous avons souvent recueilli de la bouche d'hommes du métier ce dire que le céréaliste est prédestiné à finir ses jours sur une « rogojina »². Parlant à Braïla ou à Novorosysk des commerçants de céréales, on leur attribuait le sobriquet de « Getreidebaron ».³ Y a-t-il quelque chose

1. Les communications concernant l'évolution et l'activité des différentes maisons d'exportation de céréales du Danube ont fait l'objet d'investigations personnelles de l'auteur auprès des Chambres de Commerce de Braïla et de Galatz ainsi qu'auprès de personnalités particulièrement en vue dans le commerce des grains. M. le Prof. E.-M. Brancoviçi, Président de l'Association générale des Exportateurs et Commerçants de céréales de Roumanie, M. Lucien Lang, Consul Général de Roumanie à Anvers, M. A. Manissalian, M. Jacques Proch, ainsi qu'un certain nombre de personnes jalouses de leur anonymat, ont bien voulu m'aider à recueillir documents et informations et je saisis l'occasion pour leur exprimer ici toute ma gratitude.

2. Espèce de paillasson, qu'on trouve dans les cabanes des paysans pauvres en guise de lit.

3. Pendant les dernières décades du siècle écoulé, l'élément autrichien a été prédominant dans le commerce des céréales du Danube et de la Mer Noire.

qui puisse inciter plus à la méditation, lorsque nous essayons de tirer la conclusion de ces faits, base du commerce des céréales pendant son époque de plus bel épanouissement et pendant cette ère d'essor et de progrès dans tous les domaines économiques, qui, débutant vers le milieu du siècle passé, a trouvé son apogée dans les 25 premières années de notre siècle.

C'est ainsi que nous retrouverons, dans l'industrie, des fabricants dont les affaires remontent à 200 ans et plus. Mais y a-t-il quelques chargeurs de céréales dont le passé ait été assez heureux pour que leurs affaires aient pu résister aux dangers du plus « difficile des métiers » ? Leur nombre est en effet très restreint et les plus importants d'entre eux n'existent guère que depuis une soixantaine d'années.

Lorsque Cléomènes eut l'habileté d'organiser, au temps d'Alexandre Le Grand, à en croire Aristote, la domination du marché mondial des grains, il mit tous ses soins à ce que les moyens de communication modernisés, qu'Alexandre avait inaugurés, soient mis au service de ses projets commerciaux, et pourtant il fallait encore 3 semaines et plus pour qu'une nouvelle parvînt d'Alexandrie à Byzance.

En 1880 encore, les communications entre le Nouveau Monde et le Continent se faisaient par lettre et c'est ainsi qu'un ordre d'achat parvenait de Liverpool à New-York en 4 semaines. En réalité, le commerce se faisait à cette époque « à l'aveuglette ». On savait bien que tout ce qui s'envoyait se vendait, mais l'on risquait évidemment de gros écarts de prix : le commerce des céréales était considéré comme un jeu, une loterie et l'impuissance des gens à déceler les faits qui créent la conjoncture et décident des prix, acculait les commerçants de grains à un fatalisme que, seule, l'activité débordante du moment et la tension continuelle, caractéristique de ce commerce, pouvaient excuser.

Dans leur ouvrage *Corn Trade Memories*, plein de traits du plus haut intérêt, les vétérans anglais de ce commerce, Broomhall et Hubback, ont retenu un récit fort caractéristique ¹.

1. Before the Atlantic cable was laid, orders had to be sent out by letter, and much had to be left to chance, but, of course, buyers tried to place their orders when they thought prices were more likely to rise than to fall. A broker

Un Broker avait placé, avant 1883, 50.000 quatrers de blé de Californie, et ses clients gagnèrent au moment où l'avis de chargement lui était parvenu, la somme de £ 50.000, du seul fait que le prix du blé était entre temps monté de sh 20 / - par quater, en un délai qui ne dépassait peut-être pas 3 mois. Sans doute, lorsqu'il y a gain pour quelqu'un, il y a perte pour un autre. Les grands écarts que nous pouvons enregistrer en l'occurrence, se sont d'ailleurs répétés souvent. Ils nous expliquent entièrement comment peut se faire que le nombre des « rescapés » est si réduit et comment les victimes ont été plus nombreuses que les profiteurs.

Le Bas-Danube et la Mer Noire ont été favorisés, pendant longtemps, par une position géographique qui leur assurait une situation quasi-privilegiée vis-à-vis des autres pourvoyeurs en céréales de l'Europe et ce, aussi longtemps que les communications télégraphiques avec l'Amérique furent impossibles par suite de l'inexistence du câble transocéanique. Les pays du Bas-Danube et la Russie, mieux placés de ce point de vue, étaient susceptibles de réagir plus rapidement aux fluctuations des prix et aux tendances des marchés. Les avantages qui en résultaient pour ces pays ont certainement, pour beaucoup, contribué à en faire les greniers de l'Europe. Or, la tendance à réduire les risques tout en essayant d'exploiter les conjonctures, est un des apanages du commerce d'aujourd'hui, et les chargeurs comprenaient les avantages qu'ils avaient à opérer dans des régions accessibles plutôt que d'être acculés à entretenir des organisations d'exploitation au loin, là où toute communication dépendait d'un réseau de lignes maritimes. La transmission rapide des nouvelles était dans ce dernier cas trop aléatoire pour permettre des opérations d'achat ou de vente sans contrepartie. Pourtant c'est ainsi que se faisaient les transactions, mais à la charge du vendeur se répercutaient leurs risques.

of my acquaintance told me that he once collected orders from various millers for a total of 50.000 quarters, and sent them out by letter to his shippers in California. When he found on his desk, in Liverpool, the shipper's advice of shipment, there was a profit of £ 50.000 on the wheat, the price having advanced exactly 20/- per quarter between the giving of the order and the receipt of the advice of its execution. (voir Broomhall et Hubback, *Corn Trade Memories*, *op. cit.*, p. 27 et suiv.)

Une des caractéristiques essentielles du commerce des céréales, à maintes reprises signalées, phénomène fondamental de sa structure et de son organisation est la suivante : des parties contractantes, les unes se trouvaient dans des pays riches et disposaient de moyens financiers suffisants, car le taux de l'argent y était excessivement réduit, où, d'autre part, se concentrait le « clearing » des transactions financières du monde entier, où donc les compensations financières et monétaires étaient faciles à contrôler et diriger ; les autres étaient des pays pauvres, dépendant financièrement et industriellement des premiers.

Le capitalisme moderne ne s'est adapté dans les régions du Bas-Danube et dans les autres pays fournisseurs de puissances industrielles de l'Europe occidentale, qu'à la suite de profondes transformations d'ordre social et après que le capital se fut libéré de la terre. A en juger, d'après la Roumanie, par exemple, cette libération coïncida avec une diminution sensible de la capacité d'exportation¹. Nous rappelons seulement ce phénomène qui a été étudié plus haut (voir p. 221). Pratiquement, les céréales étaient la monnaie avec laquelle les Roumains payaient leurs fournisseurs de machines, tissus, produits pharmaceutiques et autres, ainsi que leurs intérêts aux banquiers étrangers. Mais pour qu'il en fût ainsi il fallait que l'opération financière, l'escompte de ces opérations à court terme se fît là où l'organisme bancaire permettait de telles transactions. Le commerce des céréales revêt par la force des choses un aspect financier, déterminant sa formation. Nous ne pouvons insister assez sur le fait que 70 % de la balance commerciale active de la Roumanie était, avant-guerre, représentée par des exportations de céréales et que les transactions commerciales correspondantes se concentraient entre les mains d'un petit noyau d'exportateurs.

M. Paul van Hissenhoven², dans le souci de ne pas

1. Pour ne pas laisser subsister de doute à ce sujet, nous désirons insister sur un phénomène particulier à la Roumanie. Nous connaissons la composition des capitaux dans la Roumanie d'avant-guerre. Les céréales avec leur contre-valeur n'étaient que la rente de ces capitaux immobiliers. Concevoir par conséquent des opérations financières à base de ces capitaux serait impossible. La réforme agraire en liquidant ces fortunes immobilières a fait naître en Roumanie un capital mobilier.

2. Paul van Hissenhoven, *op. cit.*, p. 127.

négliger un des côtés les plus saisissants du commerce des céréales a reproduit un rapport publié en 1922 par la Commission Fédérale du Commerce chargée de procéder à une enquête sur le commerce des grains aux Etats-Unis, qui contient un tableau des maisons, « à l'origine » travaillant aux Etats-Unis. Il nous a paru tout indiqué d'utiliser les conclusions qui découlent de ce tableau pour l'étude du marché des grains sur le Bas-Danube. Aux Etats-Unis 5 maisons à peine se partagent 40 % environ du volume entier des exportations de froment. Sanday et C^{ie} New-York (15 %), Louis Dreyfus et C^{ie} (10,7 %), P. N. Gray et C^{ie}, (Inc. New-York (5,5 %), Barnes-Ames & C^{ie}, Duluth et bureaux auxiliaires de New-York (5 %). J. Rosenbaum Grain C^{ie} Chicago et bureaux auxiliaires de Chesapeake Export C^{ie} (Inc.), New-York (4 %).

En analysant aujourd'hui un tableau analogue à celui publié comme suite à l'enquête, entreprise en 1921, nous arrivons à la conclusion, qu'en réalité, le nombre des « chargeurs à l'origine » se réduit à une dizaine d'organisations mondiales, à peine, qui à leur tour, représentent un chiffre d'affaires supérieur à 50 % des chargements dans le monde.

Le marché de grains sur le Danube subit le même rythme et lorsque nous considérons la situation actuelle dans les ports du Danube et de la Mer Noire, la prépondérance des grands chargeurs, devient une caractéristique de ces marchés. Cette situation résulte d'une évolution que la guerre et l'après-guerre surtout, ont sans doute profondément influencée et nous avons cru d'un intérêt particulier, de retracer le passé d'un certain nombre de commerçants du Danube. Pour un pays, tel que la Roumanie, ceux-ci représentaient en effet un facteur économique dont l'importance résulte de la structure même de ce pays.

Les pionniers du commerce des céréales danubiennes se recrutent parmi les anciens chargeurs levantins et méditerranéens qui de bonne heure avaient acquis une situation favorisée de collaborateurs et d'agents d'expansion économique.

Il est donc naturel que nous retrouvions parmi les chargeurs des ports danubiens plutôt des commerçants d'origine

grecque ou italienne que des commerçants d'origine roumaine. Le mouvement qui devait déterminer le commerce d'exportations de grains du Danube avait son centre à Londres, Marseille et Hambourg. Pour pénétrer sur les marchés plus éloignés du Pont-Euxin, Londres avait d'abord fait appel à ses relations commerciales sur les places de Trieste et Constantinople, en leur confiant le drainage des céréales danubiennes vers son marché. Ce n'est donc pas par une coïncidence purement fortuite que les chargeurs de grains du Danube avaient, avant 1890, des attaches dans l'Adriatique et sur le Bosphore. Même si Londres était, ainsi que nous l'avons déjà dit, en 1890 encore, le grand trésorier du commerce d'exportation des céréales danubiennes, ce ne sont pas des commerçants d'origine anglaise qui furent les artisans de ce commerce.

Nous connaissons les sociétés privilégiées qui, ayant leur siège à Constantinople, s'étaient attribué le commerce de céréales dans les Principautés et qui, en dehors des expéditions destinées à la consommation métropolitaine, faisaient sans doute aussi des affaires de transit à destination des ports de la Mer Egée, de l'Adriatique et même de la Méditerranée occidentale. Vers la fin du XVIII^e siècle existait déjà une entreprise que nos historiens n'ont pas manqué de citer souvent, lorsque les efforts du Voévode Moruzi, pour satisfaire aux exigences de la Sublime Porte, sont évoqués par eux. L'Agence Dellazia était, à cette époque, le pourvoyeur en céréales danubiennes de la Sublime Porte. Armateur et financier en même temps, elle était capable non seulement d'organiser les affaires d'exportation mais ne demeurait pas étrangère aux achats de grains dans le Banat que faisait Moruzi, pour se libérer des obligations tributaires pré-citées.

La cessation des prestations en nature à la Sublime Porte ainsi que la transformation consécutive et complète de l'économie roumaine ne sont sûrement pas restées sans influence sur ce genre d'affaires. Sous le régime de la liberté, le commerce dut emprunter d'autres méthodes de réalisation et d'application.

Nous avons insisté ailleurs sur la transformation économique que subirent les Principautés dans la première moitié du XIX^e siècle et l'on ne doit pas s'étonner de ne retrouver qu'à partir de 1855-1860 des chargeurs de grains, dont l'envergure puisse égaler celle d'un Dellazia.

En effet, à partir de cette date, Braïla et Galatz voient s'établir des chargeurs qui feront, à la fin du siècle encore, la gloire du commerce danubien de céréales. La plus importante des maisons de céréales dont l'ampleur avait atteint, à un moment donné, l'éclat des grands marchands à envergure mondiale, était la maison des frères Mendl, qui travaillaient en Roumanie sous la raison sociale L. Mendl et C^{te}.

Vers 1850, lorsque le port de Trieste acquit peu à peu l'importance croissante qui devait se marquer encore davantage après la libération des provinces lombardes et vénitiennes de la souveraineté autrichienne, Luigi et Joseph Mendl, originaires de Tabor, petite ville en Moravie, vinrent à Trieste pour travailler dans le commerce de céréales. A cette époque, Trieste comptait parmi les ports spécialement qualifiés pour le commerce de transit entre les pays du Bas-Danube et les pays de production déficitaire de l'Occident.

Les conditions spéciales de la navigation à voile incitaient alors à faire escale à Trieste. A Joseph et Luigi Mendl se joignent bientôt leurs frères cadets Bernardo et Ferdinando : la manière agréable et courtoise, l'intuition naturelle des affaires que possédaient ces jeunes gens, leur permirent bientôt de choisir leurs épouses respectives dans une des plus riches familles de Trieste, la famille Salem, apparentée au Baron Morpurgo de Trieste, lui-même actionnaire principal et co-fondateur du « Lloyd Triestino » et de l'Assicurazioni Generale de Trieste.

A cette époque, Trieste était le plus grand marché pour les céréales du Danube. Rien de plus naturel que l'idée d'aller à la source même des affaires pour les mieux développer. Avec le soutien de leurs parents de Trieste, Joseph, Luigi et Bernardo Mendl s'établissent vers 1860 en Roumanie à Braïla et à Galatz, tandis que Ferdinando

Mendl s'installe à Londres afin de faciliter de cette place le financement et y permettre l'écoulement direct des grains chargés à l'origine par ses frères. Les débuts de leurs affaires sur le Danube sont marqués par une époque de grande prospérité et les relations étroites qu'ils entretiennent avec les plus grands armateurs de l'Adriatique leur permettent d'être les premiers à profiter de l'introduction des transports par vapeur et de la sorte réaliser en très peu de temps une fortune telle, qu'après 15 ans d'existence sur le Danube, l'affaire des frères Mendl n'avait pas seulement des branches dans les grands ports du continent, mais les Mendl étaient connus, à cette époque, comme étant les chargeurs les plus importants du Danube. Leur flotte commerciale en faisait aussi de puissants armateurs. Les Mendl faisaient surtout les affaires en maïs et orge. La moitié des chargements en maïs du Danube pouvait être attribuée à la maison Mendl et C^{ie}. Les affaires en blé étaient alors peu rémunératrices et le blé danubien n'était pas encore parvenu à s'imposer en présence des blés de Californie ou plus tard des blé de l'Est américain qui dominaient encore en 1880 le marché mondial. Des cargaisons de maïs de 200.000 quintaux, par semaine, ne représentaient nullement un chiffre d'affaire exceptionnel pour la maison Mendl et C^{ie}. ; les contemporains estiment à 15.000.000 de quintaux de céréales par an le volume de transactions qu'elle réalisait.

En 1899, les disponibilités de la maison Mendl Frères étaient estimées à 2.000.000 de livres sterling. A une époque où les titres d'omaniaux rapportaient en Roumanie un intérêt de 10% et où la Banque de Roumanie ne pouvait escompter son papier qu'à un taux supérieur à 4%, les traites à 90 jours tirées par leur siège de Braïla et Galatz sur Ferdinando Mendl et C^{ie}, Londres, pouvaient être escomptées à 2% p. a. Pour réaliser la réputation des Mendl dans le commerce mondial des céréales il faut imaginer la considération dont jouissaient les membres de cette entreprise si étendue sur toutes les grandes places céréalières du Continent. Ferdinando Mendl et ses deux fils, Sir Sigismondo et Sir Charles Mendl

à Londres, Luigi et son fils Marco, ainsi que Bernardo et ses fils Victor et Achille Mendl à Galatz et Braïla ont été les réalisateurs sans doute hors classe d'une affaire qui, en importance, solvabilité et éclat, égale celles des maisons de commerce les plus prospères de l'époque.

Les contrats de la maison Mendl étaient transmissibles comme du papier de premier ordre et cette qualité, valait, pour l'acheteur du Continent, à une époque où les écarts de prix pouvaient facilement atteindre des taux de 100 % dans des laps de temps relativement courts, une prime qu'il accordait volontiers à ces chargeurs. A travers les années, la maison Mendl resta inébranlable, malgré les nombreuses crises qui firent disparaître une grande partie des exportateurs de céréales du Danube. Le renouvellement des générations élimina enfin, sur le Danube, le pavoï M. L. et C^{ie} qui avait si glorieusement représenté, pendant des dizaines d'années, le commerce roumain ayant son siège central sur le Danube. La maison Mendl a dû disparaître lorsque, dans le volume toujours croissant du commerce mondial des céréales, les pays danubiens furent amenés à jouer un rôle toujours décroissant, et que le commerce des céréales du Danube fut entièrement englobé dans le système de distribution mondiale dont le centre était à Liverpool, Londres et Anvers. Les ports maritimes du Danube devinrent alors les dépendances de ces grands distributeurs de grains de l'Occident dont les intérêts étaient surtout au Plata et dans les ports de l'Amérique du Nord. L'époque de prospérité qui fut à l'origine du développement de la maison Mendl ne dut évidemment pas rester sans influence sur le sort de nombreuses maisons de grains dont la destinée ne fut d'ailleurs pas moins glorieuse, tout en étant de plus courte durée.

Une des plus anciennes maisons fut celle de Panteli P. Rodocanache. Ce commerçant, d'origine grecque, très entreprenant brasseur d'affaires, a exploité les possibilités commerciales résultant des conjonctures nouvelles que connut le commerce danubien des céréales dès l'avènement de la liberté du commerce dans la Mer Noire. Il s'était établi à Braïla vers 1850 et ne se retira des affaires qu'après la crise de 1873, lorsque la concurrence commençait déjà

à rendre les affaires moins faciles, conscient des exigences de son temps, Rodocanache entretenait des succursales dans les plus importants pays importateurs et ses sièges de Marseilles et plus tard de Londres faisaient la vente des cargaisons de grain que Rodocanache chargeait au Danube.

Un de ses contemporains était la maison Sechiari Frères. D'origine levantine, installés encore avant 1860 à Constantinople, ces exportateurs de céréales vinrent s'établir à Braïla, poussés comme leurs autres confrères à tirer profit des exceptionnelles conditions d'affaire que le commerce des céréales du Danube offrait à cette époque. Gardant des relations étroites avec la maison Ralli et Schilizzi de Constantinople, qui, à son tour, était représentée à Londres et à Marseille, Sechiari Frères étaient à un moment donné les plus importants chargeurs de maïs cinquantino, de haricots, de navette ravison et autres oliéagineux, tout en faisant des affaires courantes en maïs et en orge. Comme pour tous les autres chargeurs, le blé constituait dix ans plus tard encore, un article peu important. La maison Sgardelli frères, contemporaine des Sechiari, était une des plus réputées et des mieux vues, et pourtant son chiffre d'affaires n'égalait pas celui des grands chargeurs de son époque. La crise de 1873 lui infligea des pertes très importantes dont elle ne put se refaire et malgré l'estime personnelle dont elle jouissait, ses affaires d'exportation sont allées en décroissant à partir de cette époque, pour cesser presque totalement avant la fin du siècle.

La maison Spartalli avait à sa tête un Dalmate originaire de Fiume. De même que les Mendl, le Danube avait attiré le commerçant quittant l'Adriatique en quête d'un pays nouveau à possibilités inédites. Spartalli était un grand brasseur d'affaires et ceci à tel point que sa maison fut une des premières victimes de la crise de 1889. Le passif déclaré au moment de la faillite dépassait, dit-on, 16 millions de francs « or » ce qui, pour l'époque, représentait déjà une somme d'une certaine importance.

Léonida et Alcibiade Embiricos ont débuté dans le commerce des céréales au Danube, comme agents de la maison Sechiari frères. Ces jeunes gens, d'origine grecque,

avaient fait d'abord le métier de « rassembleur de céréales » à l'intérieur en achetant les céréales dans les « obors » et chez les grands propriétaires, comme nous l'avons décrit dans le chapitre précédent. En 1880 ils s'établirent à Braïla pour leur propre compte et se spécialisèrent dès lors dans la cargaison de grain du côté de la rive bulgare du Danube. Ils faisaient surtout des cargaisons de maïs.

Sur la rive bulgare du Danube est aussi l'origine de la maison M. Pincas et C^{ie}. Le fondateur de cette maison, qui avait fait dans les échelles de Vidin et Roustchouc le rassemblement de céréales, se fixa, lorsque ses affaires se développèrent, à Braïla et Bucarest. C'est le fils de M. Pinca, Joseph M. Pincas qui donna un essor particulier à cette entreprise et, on peut dire que celle-ci a occupé, l'à partir de 1895, une place prépondérante dans le commerce de céréales du Danube. Des relation financières, que cette maison sut se faire sur la place de Londres, l'aidèrent dans ses débuts à exploiter si bien ses possibilités d'affaires que déjà à la fin du siècle elle peut être considérée comme indépendante et travaillant par ses propres moyens. M. Joseph M. Pincas, propriétaire-administrateur de ladite maison, occupait avant la guerre une des premières places dans le commerce de céréales du pays et son activité dans les transactions céréalières d'après-guerre, qui marquent une ère nouvelle du commerce des céréales du Bas-Danube, sera évoquée plus loin, lorsque nous parlerons de la tendance à la concentration des affaires, après l'armistice. Les maisons ayant vu s'établir leur premier siège sur le côté bulgare du Danube, paraissent avoir, au moins quant à leur forme, une longévité plus marquée. La maison Meyer et Aftalion, dont la fondation remonte vers 1860 a débuté à Roustchouc pour s'établir après à Braïla et même à l'étranger. Les descendants de cette maison s'occupent encore aujourd'hui du commerce des céréales, mais ils ne se sont plus limités uniquement à ce genre d'affaires, qui, pendant tant d'années, avait fait la base de leur fortune. Meyer et Aftalion sont devenus depuis la guerre des banquiers faisant des opérations financières nécessitées par l'exportation des céréales. Cette maison, qui a son siège à Bucarest et a vaillamment résisté à de si nombreuses crises, qui surtout a franchi

avec beaucoup d'habileté l'impasse de la guerre, s'est vu contrainte en 1933, par suite de la crise mondiale, à liquider ses affaires, peut-être, il est vrai, passagèrement, mais après plus de 70 ans d'existence.

Sans doute Braïla a connu aussi de nombreuses maisons dont l'importance éphémère n'a pourtant pas amoindri le rôle d'actualité qu'elles ont pu jouer pendant la courte période de leur existence. Parmi elles il faut citer la maison Perano et Figlio à Braïla, qui a su, avec des moyens financiers réduits, faire de très grosses affaires. Ces Génois, qui entretenaient une succursale à Londres, avaient le sens des affaires, mais à la première crise, ils succombèrent.

Giuseppe Carnavalli, napolitain de naissance et marin d'origine, conçut vers 1885, l'idée de s'établir à Braïla pour faire l'exportation des céréales. La chance l'a certainement favorisé car, pendant dix ans, cet homme, méritant sans doute mais peu averti des subtilités du commerce des céréales, a su se maintenir et même arriver à s'octroyer 50 % du commerce avec son pays natal où il entretenait des réactions avec Gênes et Venise. Vers 1895 nous perdons les traces de cette maison.

Jusqu'en 1880 ce sont plutôt des Grecs et des commerçants de la Méditerranée qui sont venus s'établir sur le Danube avec l'intention d'y exercer le métier de chargeur.

Avec la libération du marché allemand de l'intermédiaire de Londres et d'Anvers, les chargeurs allemands ou autrichiens vinrent s'installer directement dans les échelles du Bas-Danube. Parmi les plus importants et les plus anciens, citons Pauli Erfling. Cette maison, tout en n'ayant pas une situation prépondérante sur la place de Braïla, jouissait d'une excellente réputation, grâce à la situation de M. Erfling qui, originaire de Brême, avait été, pendant de longues années, consul d'Allemagne à Braïla. Spécialisée plutôt dans les affaires par wagon direct, la maison M. Fechner, qui vint s'établir à Braïla entre 1880-1885, faisait des opérations qui sortent de la routine des affaires courantes par mer et qui, à ce titre, méritent d'être retenus. En effet, ces commerçants en relations surtout avec des maisons de Breslau faisaient leurs affaires de céréales

à l'intérieur et chargeaient la majorité des wagons direct pour la Silésie.

A Galatz s'était établie la maison M. Schmierer et C^{ie} qui, faisant surtout des affaires avec l'Allemagne et la Scandinavie, s'était spécialisée dans les cargaisons de seigle de Moldavie.

La maison Strasser et König de Budapest, avait beaucoup élargi ses débouchés sur l'Europe Centrale et ses affaires sur le marché du Danube. Quoiqu'ayant son siège central en Hongrie et y faisant le gros de ses opérations, son importance dans les ports du Bas-Danube ne doit être nullement contestée. Cette maison hautement spécialisée dans les affaires de blé, fut l'un des principaux pourvoyeurs des minoteries de Budapest, Vienne et Mannheim et évoquer le rôle important qu'elle joua pendant 100 ans dans le commerce des céréales du Danube et dont l'éclat ne fut que renouvelé, pendant l'époque de haute prospérité de l'après-guerre immédiat, c'est exprimer le regret qu'elle ait dû succomber elle aussi, comme tant d'autres, par suite de la crise récente qui n'a même pas épargné une maison de telle importance et de tel passé.

La maison L. et M. Feitler, établie à Braïla vers 1890, faisait surtout des affaires en blé destiné aux minoteries du Haut-Rhin. Ces commerçants de céréales, originaires de Mannheim, ont joui dans la dernière décade du siècle dernier et même dans l'avant-guerre, d'une réputation des meilleures et leur importance, surtout comme acheteurs de blé de qualité, est encore dans le souvenir des vieux « braïlotes ».

Le nombre des maisons françaises qui vinrent s'établir au Danube est assez restreint. Les plus importantes furent la maison Waller Frères de Paris, dont le représentant, M. Roth se fixa à Braïla vers 1885; la maison Dreyfus Frères qui était représentée par M. Bloch depuis 1885 et la maison Louis Dreyfus et C^{ie} ¹, venue vers 1885 en Rou-

1. La maison Louis Dreyfus et Cie, fondée en 1847 à Sierentz, en Alsace, ne s'établit qu'en 1876 à Paris. En 1882 les frères de Louis Dreyfus, ses anciens associés, se séparent de lui et créent la Maison Dreyfus frères. Ce n'est qu'à partir de 1882 que la maison Louis Dreyfus et Cie prend son véritable essor.

mane, qui acquit assez vite une place exceptionnelle sur le marché de Braïla. Les directeurs de la succursale de cette maison, dont l'importance mondiale n'a pas cessé de croître, même en dépit de la dépression mondiale de 1929-1933 qui fit tant de victimes dans le commerce des céréales, méritent d'être mentionnés particulièrement pour l'importance de leur participation au marché danubien et la place qu'ils lui donnèrent dans l'ensemble du chiffre d'affaires de ces chargeurs hors classe. Le fondateur de la maison Louis Dreyfus et C^{ie}, M. Louis Dreyfus avait en qualité de consul général de Roumanie à Paris, toujours témoigné un intérêt particulier aux affaires de céréales dans le pays qu'il représentait en France. En déléguant en Roumanie ses collaborateurs les plus émérites, tels que M. Bloch, M. Fischer, issu lui aussi d'une famille de grands céréalistes, et surtout M. Schwob, qui fut avant la guerre une des personnalités des plus en vue du commerce des céréales de Braïla, M. Louis Dreyfus marqua la grande importance qu'il attribuait à ses affaires de Roumanie ; celles-ci d'ailleurs, à un moment donné, étaient presque aussi importantes que celles de Russie.

La maison Dreyfus organisée pour assurer la distribution intercontinentale des grains a marqué assez tôt le caractère international de son entreprise en ne se limitant ni à un débouché, ni à une préférence quelconque pour une provenance. Ses comptoirs à Anvers, Rotterdam, Londres, Marseille, Hambourg et Gênes étaient aussi français que ses établissements d'achat du Plata, du Danube, de New-York et Boston ou de Novorossyisk et Odessa. Il est indubitable que ce caractère apparaît surtout avant la guerre. La Roumanie a occupé, à cette époque, dans l'ensemble des affaires de la maison Dreyfus, une place très importante. Si l'après-guerre y a produit des changements, ce sont les circonstances d'ordre général qui en sont cause. M. L. Louis-Dreyfus, le fils du fondateur de la maison Dreyfus consul général de Roumanie, est resté fidèle aux principes, que la maison avait appliqués, avec tant de succès, pendant de longues années dans ses affaires sur le Danube, et le commerce des céréales de Roumanie doit savoir gré à son œuvre éducatrice dans ce pays, créant

un cadre de jeunes commerçants en céréales qui, à leur tour, ont continué les traditions acquises.

Parmi les maisons de céréales dont l'essor et l'importance sont restés jusqu'ici inébranlables nous devons citer la Compagnie Continentale d'Exportation, qui a son siège principal à Bucarest et un réseau très étendu d'agents et sous-agents dans tout le pays. Cette société entretient des succursales dans les ports de Braïla et Constantza.

Tout en étant une création d'après-guerre, issue de la concentration de plusieurs maisons de vieille réputation, cette société légalement constituée en Roumanie est en réalité une filiale de la Compagnie Continentale d'Importation, dont les sièges principaux à Anvers et à Paris, sont les noyaux d'une vaste organisation mondiale. A son origine, la maison Samuel & Friedeberg, à laquelle s'associa vers la fin du dernier siècle M. Louis Landau, faisait des transactions assez importantes sur le Danube, travaillant là-bas avec des agents directs et avec des commissionnaires. En 1919, pour parer aux vicissitudes du moment, ladite maison, à la tête de laquelle se trouvait à ce moment M. Louis Landau, s'associa avec M. Jules Fribourg et M. Henri Ullmann de Paris, pour créer en collaboration avec M. Joseph M. Pincas et la Banque Marmorosch, Blank et C^{ie} de Bucarest une société d'exportation de céréales dont les moyens financiers et accrus par des relations bancaires de marque, devaient particulièrement favoriser un essor rapide de cette entreprise.

Cette société représente en Roumanie une organisation à étudier, moins du point de vue commercial que du point de vue systématique. Ayant des attaches essentiellement roumaines, cette société a pu s'organiser pour l'achat des céréales à la culture en établissant un réseau important de rassembleurs. Ses méthodes commerciales sont exceptionnellement intéressantes par la réalisation presque parfaite de la suppression de l'intermédiaire entre la production et le consommateur. Dans le commerce des céréales le principe qui présente le plus de garanties de sécurité et de prévision est celui de vendre d'abord et de se couvrir aussitôt. Dire combien ce principe est devenu facile depuis 1930 par les communications téléphoniques Bucarest-Braïla-Paris-

Anvers, au point que les transactions se font entre ces deux villes comme sur la même place, c'est évoquer les difficultés de communication qui existaient encore entre le Danube et l'Occident il y a moins de trois ans et souligner les inconvénients que les exportateurs du Danube en supportaient. Pourtant le principe énoncé est resté, en général, le bon et, si les circonstances ont obligé souvent les chargeurs à y contrevenir, il n'en reste pas moins vrai qu'ils ont agi à bon escient, sachant combien des opérations pareilles étaient hasardeuses. En acceptant le risque, ils avaient en vue un bénéfice présumé. L'organisation dont dispose ladite société s'étend jusqu'aux plus petits « obors » et en voici les caractéristiques : dans chaque région de production, la Société a confié ses affaires à un agent exclusif, qui travaille à la commission et est l'acheteur-rassembleur de la Compagnie. Pour simplifier les décomptes, les agents reçoivent journellement et par téléphone le « prix-limite » auquel ils peuvent acheter toute quantité de blé, à moins que le siège de Bucarest ou de Braïla ne leur ait limité la quantité qu'elle désire acquérir. Les prix sont nets, toute commission incluse. L'agent est financé par la Compagnie de telle sorte qu'en dehors d'un capital de roulement qui doit lui servir pour faire ses stocks de réserve, la Société le pourvoit en argent, au fur et à mesure de ses achats, de sorte qu'elle reste toujours découverte pour des sommes plus ou moins importantes chez ses rassembleurs. Nous avons insisté ailleurs sur ce côté anti-économique du commerce des céréales dans ces pays. La pénurie constante d'argent, dans les masses paysannes et dans les couches citadines, commerçant avec les paysans donne lieu à une immobilité financière, qui, à son tour, explique les écarts importants entre les prix intérieurs et les prix dans les échelles ou dans les ports maritimes du Danube. Cet écart constitue d'ailleurs une prime suffisante pour justifier le genre d'opérations mentionné. Ladite Société cherche à éviter les risques en procédant à un triage très serré de ses collaborateurs. De cette façon la Compagnie Continentale se trouve être représentée sur les plus importants centres de Roumanie. Elle entretient des agents à Calarasi, Silistria, Turtucaia, Giurgiu, Turnu-Magurele,

Corabia, Calafat, Craiova, Hârsova, Tulcea, Ismail, Chilia-Noua, Reni etc... agences qui sont reliées directement, ou par le truchement de quelques directions régionales, avec le siège central de Bucarest.

Les agents qui sont dans les ports danubiens doivent exécuter leurs achats « *bord-chaland* », que la société fait affréter pour la campagne entière. Le remorquage jusqu'à Braïla est aussi à sa charge. Le transbordement des céréales arrivées à Braïla du chaland au vapeur se fait par les élévateurs flottants dont dispose la Société. Toutes les opérations d'affrètement, assurance, « application » etc.. se faisant par la succursale de ladite Société de Braïla. On peut dire que ses opérations complètent utilement dans les ports continentaux l'activité des sociétés affiliées qui, à leur tour, grâce à l'enchevêtrement des intérêts communs, arrivent à écouler auprès des grandes minoteries, souvent elles-mêmes en liaison avec ces sociétés, le grain danubien acheté directement aux paysans valaques ou moldaves. Par ce moyen, ladite Compagnie réalise, dans la plus stricte acception, le métier de « chargeur à l'origine », faisant ses achats de céréales à la culture même, et peut être, de ce fait, considérée comme le fournisseur le plus direct des importateurs et des minotiers continentaux.

Nous avons insisté plus amplement dans un chapitre précédent sur la technique de ces opérations. Parmi les chargeurs à l'origine jouissant de réputation mondiale, seule la Maison Louis Dreyfus et C^{ie} entretient en Roumanie une organisation de cette nature. Les autres chargeurs à l'origine tels que la Maison universellement connue, Bunge et C^{ie} dont les importantes entreprises en Argentine la placent parmi les premiers chargeurs et les plus importants n'ont pas d'organisation de rassemblement de céréales en Roumanie, analogue à celle que nous venons de la décrire. Cette dernière Maison, qui n'a prêté aux affaires de Roumanie, une attention plus soutenue que depuis 1929-30 seulement, a adopté le système d'acheter de « seconde main » les quantités de céréales qu'elle traite, c'est-à-dire qu'elle rejette le risque de ses achats jusqu'au port d'embarquement, fût-ce Braïla, Reni, Chilia-Noua, Constantza, ou ailleurs, sur le commerçant local chez qui elle achète

des lots complets et autant que cela se peut, disponibles.

Le marché danubien est dominé par les trois grandes compagnies que nous venons de citer, et, pour mieux faire ressortir l'importance que ces trois grands chargeurs à l'origine représentent pour le commerce d'exportation de céréales au Bas-Danube, voici les quantités de céréales que ces compagnies ont traitées sur le Danube en 1931 :

Société Bunge et C ^{ie}	538.000 tonnes
Compagnie Continentale	260.000 —
Louis Dreyfus et C ^{ie}	190.000 —

La concentration qui s'est produite ainsi dans le commerce des céréales danubiennes est explicable, si l'on retrace les lourdes responsabilités et les exigences tout à fait exceptionnelles que recèle, aujourd'hui, pour ses grands commerçants, leur activité tant du point de vue financier que moral et physique. Il n'est donné qu'aux plus prudents, aux plus énergiques et entreprenants, de pouvoir résister aux multiples périls auxquels expose ce commerce de plus en plus difficile. Dire que trois maisons seulement assurent presque 40 % de l'exportation de céréales d'un pays entier illustre leur importance et surtout l'incapacité des « moins forts » à pouvoir résister. La structure économique du pays, et la nature des affaires explique d'ailleurs pourquoi ce ne sont pas les éléments roumains autochtones qui font ce métier.

Comme nous l'avons vu depuis 1850, ce sont des étrangers qui réalisent le métier de chargeur à l'origine au Danube. A cette époque, il était de bon ton dans la société braïlote de parler l'italien, vu que les chargeurs étaient tous des levantins. L'élément grec, au même temps, moins classé, ne put pas s'élever au-dessus de la classe des magasiniers, capitaines de remorqueur etc... : bref la petite bourgeoisie parlait le grec, langue que l'on entend encore beaucoup surtout à Braïla.

Factures et connaissements étaient libellés en langue italienne et ce n'est que l'avènement de la navigation à vapeur qui engendra la prépondérance de l'élément britannique dans ce métier. Les connaissements en langue anglaise furent seulement adoptés à partir de 1875-80, uniformément

au Danube. Jusqu'en 1875 encore on ne connaissait presque pas de *charters parties* en langue anglaise.

La succession des prépondérances différentes dans le commerce des céréales au Danube a déjà fait l'objet de nos recherches. Pourtant nous avons passé sous silence et, cela sciemment, le rôle que l'élément autochtone a joué dans le commerce des céréales.

Il est naturel que la plus grande part du travail et d'activité lui soit échue. Les efforts que firent avant la guerre les classes les plus élevées de la société roumaine pour participer à ce commerce sont illustrés par l'exemple de Mihail Marghiloman qui, vers 1880, avait fait un stage dans le commerce des céréales à Braïla. Fils d'une des plus riches familles de grands « latifundiaires » du pays, il avait voulu connaître la profession qui était, pour la mise en valeur des richesses de son pays, l'occupation la plus nécessaire. L'exemple de Mahail Marghiloman ne resta pas sans suite et la participation croissante de l'élément roumain à l'activité commerciale du pays ne fit qu'augmenter dans le commerce des céréales aussi. Les Sasu, Oancea, Boncesco et d'autres sont actuellement parmi les commerçants les mieux cotés et les plus en vue du commerce des céréales du pays.

L'apparition de l'élément autochtone dans le rouage du commerce d'exportation de céréales roumain se fit, dernièrement, sous une forme collective qui mérite notre attention, particulière. La Centrale des Coopératives a réussi, par sa section d'exportation à s'imposer depuis quelques années dans le commerce des céréales et, pour assurer aux coopérateurs le bénéfice maximum, n'a pas hésité à faire comme les chargeurs à l'origine : vendre directement aux importateurs et aux consommateurs continentaux les céréales produites par ses membres.

En 1932, la Centrale Coopérative pour l'Exportation et l'Importation a chargé une quantité de 140.000 tonnes à destination du Continent, en particulier sur les ports britanniques, et le volume des transactions de cette institution réalisé à l'intérieur du pays, en faisant des fournitures pour les troupes etc., est si important qu'il représente un multiple de ses affaires d'exportation. On peut

dire, qu'en dépit des débuts assez ardu, la coopération a pu consolider dernièrement sa situation dans le commerce du pays et l'ascendant qu'elle prendra, mérite déjà l'attention que toute forme future de la société roumaine pourrait susciter.

5. Monnaie, prix et échanges

Un conseiller à la Cour des Comptes, M. de Malestroict, soutient en 1564, ce qu'il appelle lui-même un paradoxe, à savoir « que l'on se plaint à tort en France de l'enchérissement de toute chose, attendu que rien n'y est enchéri depuis 300 ans ». Il affirme que le prix des objets calculés en métal fin n'a pas varié d'où il s'ensuivrait que « l'enchérissement que l'on croit être maintenant sur toute chose n'est qu'une opinion vaine ou image de conte, sans effet ni substance quelconque ». De même dirions-nous, peu importe à l'ouvrier français que l'indice des prix de détail soit de 500 par rapport à 1913, si son salaire a quintuplé¹.

Et comment nous étonner en lisant dans Gresham que la livre sterling acceptée à Anvers, au début du règne de Henri VIII pour 26 sh. 8 pences, ne valait plus en 1551 que 16 sh. et en 1558 que 13 sh. 4 pences.

C'est ce même Gresham qui réalisa la stabilité de la monnaie anglaise et qui permit, durant plus de 300 ans, à l'Angleterre de se faire gloire d'une unité monétaire stable et invariable, ce qui, d'ailleurs encore aujourd'hui, nous facilite l'établissement des éléments de comparaison entre les valeurs contemporaines et celles d'antan. Il avait instauré le règne de la livre, règne qui avait gardé son autorité en dépit de la guerre et qui ne cessa de subsister que le 21 septembre 1931, date à laquelle la Banque d'Angleterre abandonna la convertibilité-or de ses billets.

* * *

Monnaie. — La Roumanie n'a pu aspirer que très tard à une monnaie stable et nous avons vu, dans un chapitre précédent, les variations d'agios que la monnaie roumaine a subies tout d'abord, par rapport à l'or, et ensuite par rapport

1. Henri Hauser, *op. cit.* p. 33.

à la monnaie d'argent, à une époque où les Etats occidentaux avaient déjà conquis la stabilité de leurs devises.

L'accroissement des échanges et surtout, l'actif de la balance commerciale déterminèrent la stabilisation de la monnaie à partir de 1880.

Le monométallisme, qui ne fut acquis à la Roumanie que bien tard et dont les effets n'ont pas permis une stabilisation immédiate de son étalon, est succinctement étudié par M. Georges Caranfil¹ et nous croyons devoir retenir de son ouvrage un tableau sur le disagio que subissait le billet en circulation vis-à-vis du métal jaune. En 1882, la Banque Nationale de Roumanie mit en circulation 10 millions d'or et l'agio fut de 3 %. En 1898, elle en mit en circulation 62 millions et l'agio atteignit 14.9 %. Il est évident que le principal produit (les céréales) constituant avant la guerre plus de 70 % de l'exportation roumaine s'en ressentit au premier chef². Or, la production céréalière du pays a déterminé, même à une époque où le caractère de l'actif de la balance avait provoqué sur les marchés étrangers une demande croissante de lei, une certaine fluctuation de la monnaie, à l'étude de laquelle M. Aureliu Ion Popesco s'est consacré dans son remarquable ouvrage : *Variations saisonnières du lei*³.

Cet ouvrage, publié après une crise d'inflation marquée, représente, par la méthode déductive qu'il emploie, une doctrine du problème monétaire en Roumanie, dont la critique dépasse le cadre de notre étude. Pourtant, par les conclusions extrêmement judicieuses et les méthodes de travail employées, il corrobore les constatations pratiques auxquelles nous pouvons nous-même aboutir.

C'est ainsi, que M. A. I. Popesco établit pour l'époque d'avant-guerre des variations saisonnières relatives à la cotation de la Livre sterling, principale monnaie employée dans le commerce mondial des céréales.

1. Georges Caranfil, *Sur la Banque Nationale de Roumanie, de ses origines à nos jours*, Paris, 1922, p. 54.

2. Ce n'est qu'à partir du 21 septembre 1931, qu'au Danube les transactions en céréales se font en florins hollandais et en francs français.

3. Aureliu Ion Popesco, *Varsitule Sezonale ale Leului*, Bucarest, *Reforma Sociala*, 1927.

Pendant la moyenne décennale 1895-1904, la Livre sterling accuse ses cours les plus élevés au mois de janvier et le plus bas au mois d'octobre. Et, pendant la même période décennale, nous voyons se produire, autour de la même monnaie, un écart ne dépassant pas 3,4 %.

Ainsi au mois d'août 1903, année de grande récolte (la totalité de l'excédent exportable s'était élevée à presque 40 millions d'hectolitres) nous voyons le cours de la Livre sterling fléchir à 25 lei 13¹, tandis qu'en 1899 — année de crise — la livre était demandée au mois d'octobre à 26 lei, cours excessivement élevé, qui pourtant devait encore être dépassé pour atteindre 26.55 au mois de décembre de la même année; ceci, dans des années de monnaie stable et régulièrement garantie par le stock d'or de la Banque Nationale et par les billets sur l'étranger.

Nous avons déjà remarqué que les céréales représentaient pour la Roumanie en 1914, 68.6 % de l'exportation totale².

La balance des paiements de la Roumanie présente, depuis la guerre, des écarts très importants et, la diminution de l'exportation des céréales n'a certainement pas été sans influence sur ces oscillations et sur la stabilité des changes.

Pendant la période de neutralité 1914-1916, la balance des paiements avait été largement favorable à la Roumanie. Ce sont, surtout, les versements or perçus comme droit d'exportation qui aidèrent à maintenir le stock de la Banque Nationale.

Nous avons vu les deux conventions que la Roumanie avait passées avec les pays centraux concernant la fourniture de 500.000 et de 1.400.000 tonnes de céréales. Il en est résulté un versement important d'or à l'institut d'émission de Roumanie. La Banque Nationale s'engagea à payer déjà à cette époque une prime de 2 1/2 % sur ses encaisses et pour les taxes d'exportation, payables en or, elle consentit à reconnaître une prime de 6 %. Conjointement, la Banque Nationale passa une convention avec les banques établies dans le pays³, par lequel fut établi en

1. Aureliu Ion Popesco, *op. cit.*, p. 64, tableau n° 1.

2. *Correspondance Economique roumaine*, 11^e année, n° 4-5, 1929, p. 25.

3. Georges Caranfil, *op. cit.*, p. 130.

1914 un cours conventionnel pour les devises étrangères, à savoir :

Allemagne	Lei 127.50 pour 100 marks.
Autriche-Hongrie	— 102.00 — 100 couronnes.
France	— 105.00 — 100 francs.
Italie	— 102.00 — 100 livres.
Suisse	— 103.00 — 100 francs.
Angleterre	— 26.50 — 1 livre sterl.
Hollande	— 220.00 — 100 florins.
Russie	— 2.50 — 1 rouble.

Ces mesures de protection de la monnaie étaient nécessaires par le fait que la Roumanie avait limité son exportation de céréales. La situation changea dès que la Roumanie put disposer, à nouveau, plus aisément de son excédent céréalier.

L'encaisse de la Banque Nationale passa en 1915 à 220 millions de lei.

L'Etat seul lui avait remis, en 1915, de l'or pour 33.9 millions de lei or.

Le stock métallique de la Banque Nationale augmenta dans une telle proportion que le montant se trouvant dans le trésor de la Banque Nationale au moment de son évacuation à Moscou était de 314.580.456 lei or¹.

En pratiquant une politique heureuse d'exportation des céréales l'Etat avait augmenté son stock métallique or dans des proportions impressionnantes. La guerre, l'occupation ennemie, la disparition de la couverture or, mirent brusquement fin à cet état de prospérité monétaire.

Pratiquement, après la guerre, au moment de l'inflation, les céréales constituaient avec le bois et le pétrole les seules valeurs de paiement du pays, l'or comme valeur d'échange ayant complètement disparu de son trésor.

*
* *

Prix. — Du temps des monopoles turcs, les sociétés privilégiées chargées de faire les achats de céréales danubiennes destinées au ravitaillement de Constantinople, étaient souvent en même temps armateurs, de sorte qu'on ne possède que des témoignages assez rares sur la part que

1. Georges Caranfil, *op. cit.*, p. 130.

représente le fret dans le prix des céréales. Nous savons, d'ailleurs, que les céréales que les Voévodats étaient tenus de livrer à la Turquie du temps du « zaharé » n'avaient ni prix, ni valeur déterminée par le coût de la production, et que ce n'est qu'à partir de 1829 et de 1850-1860 que nous pouvons concevoir un commerce de céréales régi par les méthodes de calcul auxquelles nous sommes aujourd'hui accoutumés.

Nous pourrions pourtant déterminer par la déduction l'importance probable du fret dans le prix des céréales. John Nickolls nous donne des indications à ce sujet : la moyenne du prix du froment, qu'il détermine pour la période 1645-1689, est de « 2 livres 10 sh. et 8 deniers par quarter de froment ». Plus loin il nous donne comme prix moyen pour les années 1748-1749 et 1750, une livre 15 shilling¹. Il estime le fret pour le froment, le seigle, l'orge anglais que les bateaux britanniques chargeaient pour la Flandre, la Hollande, le Nord de la France, le Danemark et le Portugal à 2 shilling 2 deniers et demi par quarter. En calculant la part du fret dans le prix de la marchandise qui valait, à cette époque 35 sh. le quarter², nous pouvons dire qu'il représente environ 6 % de sa valeur.

1. Le prix moyen par quarter de froment était quelque peu supérieur au prix moyen mentionné ci-dessus, John Nickolls l'indique *d'une livre sterling et 15 shellings, prix commun. Le prix a été pris de l'état du cours de grains au marché de Windsor recueilli exactement par le Révérend évêque Fleetwood, depuis 1646 jusqu'à 1706, et continué jusqu'en 1752. Le prix commun pour chaque année est formé des deux prix du bled à la Notre-Dame d'Août et à la Saint-Michel (voir Nickolls, op. cit., p. 85).*

Il y a pourtant une discordance entre les prix de Broomhall et Hubback publiés récemment et ceux publiés par Nickolls.

Tandis que les auteurs des « Corn Trade Memories » se sont servis des prix du « good red wheat in Liverpool », les cotations de Nickolls sont celles reprises par l'Évêque de Windsor.

Le synchronisme des fluctuations n'est pas parfait et nous devons même insister sur quelques différences :

Années	Prix de Nickolls par quarter en sh.	Prix de Broomhall par quarter en sh.
1689	50/8	26/8
1750	32	28/10

Il se peut que les chiffres de Nickolls soient moins exacts pour une époque qui lui est antérieure d'une soixantaine d'années, mais nous relevons la parfaite correspondance de ces cotations pour l'année 1750, pendant laquelle John Nickolls avait pu faire ses observations de lui-même. L'écart entre les prix de Windsor et ceux de Liverpool est d'ailleurs parfaitement logique. Liverpool se fournissait en Irlande. Les terres très fertiles de l'île, dominant le port de Liverpool, et l'excédent croissant de la production agricole de l'Irlande justifiaient largement des prix moins élevés sur ce marché de Londres.

2. John Nickolls, *op. cit.*, p. 83.

N'oublions pas que ce sont des transports qui se faisaient par voiliers et dont ni le coût du combustible, ni l'entretien du navire, ni les frais d'acquisition, ne s'élevaient aux taux qu'ils représentaient, pour un *steamer*, de nos jours¹.

A l'heure actuelle, le fret représente pour des transports de blé sur des distances correspondantes, environ 8 à 10 %².

Tout en n'attribuant à ces deux exemples qu'une valeur autre que celle d'une démonstration, nous n'avons pas renoncé à compulser le tableau des taux du fret Danube-Continent pour les céréales pendant la période 1850-1930

1856-1860	Frs. 61.25	par tonne	registre 3.
1861-1870	— 52.30	—	—
1871-1880	— 36.95	—	—
1881-1890	— 23.32	—	—
1891-1900	— 16.90	—	—
1901-1910	— 18.00	—	—
1920-1930	— 27.30	—	—

Des déviations de rapport, entre le prix du fret et celui des céréales, ont certainement été provoquées au cours de ces années, mais nous pouvons établir, par de multiples exemples, qu'elles n'ont été que passagères.

Le prix d'un hectolitre de blé en France, entre 1856 et 1865, était de 20 à 22 francs or, ce qui correspond au prix par tonne de 260 à 275 francs or.

Suivant les indications de Imbart de la Tour⁴, à part les fluctuations profondes que le prix du blé sur le marché mondial avait subies en 1847, où il est tombé de 102 shillings par quarter en janvier 1847, à 49 shillings par quarter en septembre 1847, à Liverpool et de 38,22 francs or à 21,83 francs « or » par 100 kilos en France⁵, depuis le com-

1. Le fret Danube-Pyrée est d'environ 8 shillings par tonne, ce qui correspond à environ 10 % de la valeur fob du blé en 1931. Il n'y a aucun doute que le transport plus rapide par vapeur impose aux chargeurs la nécessité de calculer, pour le fret, un pourcentage plus important que du temps des transports par voilier, les avantages résultant de la sécurité et de la rapidité des transports balançant certainement l'excédent du coût.

2. Broomhall et Hubback, *op. cit.*, p. 470.

3. Nous nous sommes servi jusqu'en 1910 de données recueillies par M. Ion Baicoianu, (*Le Danube*, *op. cit.*, p. 115,) et nous y avons ajouté pour 1920-30 les moyennes du fret, *Danube-R.U.*, calculés d'après les taux publiés par l'*Institut d'Agriculture de Rome*.

4. Imbart de la Tour, *op. cit.* p. 160.

5. Garola et Lavallée, *op. cit.* p. 13.

mencement du XIX^e siècle nous pouvons constater une certaine uniformité dans les prix du blé.

Avant 1855, la dépendance entre le marché danubien et le marché mondial n'était pas encore établie. La preuve en est que les prix des céréales en 1847 à Braïla et Galatz n'enregistrent pas de fluctuations dépassant la normale de 10 %.

Déjà en 1858 l'interdépendance apparaît plus visiblement. La kila de blé valait à Galatz un prix de 184 lei anciens. Dans la Jalomitza elle coûtait 190 lei et dans le district de Dolj 170 lei. Ces prix, publiés dans l'*Extrait des Prix-Courants officiels de Roumanie*¹, premier essai de statistique de l'époque — tout en ne présentant pas des garanties d'exactitude parfaite, corroborent, dans une certaine mesure, nos indications précédentes car le prix par tonne métrique, en francs français, est de 200 à 230 francs ; augmenté du prix du fret de 37 francs par tonne il constitue juste la parité du prix du blé sur le marché mondial.

Les prix des céréales dans les ports du Bas-Danube ne peuvent se prévaloir de la même constance que sur le marché français par exemple.

Dans les *Extraits de statistique*, cités plus haut, nous constatons des ajustements de prix assez importants. Ils sont l'indice d'une communication de plus en plus aisée entre le marché intérieur des Voévodats et le marché international.

En consultant les premières statistiques qui furent publiées pour les Voévodats, nous voyons, pendant de longues années, le maïs fort déprécié vis-à-vis du blé ; mais, le jour où l'Angleterre commença à s'intéresser d'une manière particulière à son achat, la situation s'améliora, diminuant l'écart entre les prix de ces deux céréales.

La situation ne fut pas toujours semblable, car, en 1834, lorsque les 100 oka. (= 129,1 kg. de blé, coûtaient dans le district de Dolj 26 lei anciens, le prix du maïs dans la même région était, pour la même quantité, de 30 lei anciens². Dès 1847, les prix changèrent en faveur du blé : 25 lei anciens

1. Acte si Legiuiri, Seria 1, vol. IV. *Brosuvi si Extrase românești si straine 1772-1872*, Bucarest, 1908.

2. 1 piastre=fr.-or 0,376.

pour celui-ci et 16 lei pour le maïs. En 1858, l'écart dans la même région, entre ces deux céréales est de 11 lei, leur prix étant respectivement de 40 et 29 lei anciens environ par 100 oka ¹.

En 1867, les prix respectifs étaient de 60 et de 44 lei anciens par 100 oka.

A titre de comparaison nous avons cru devoir rappeler les prix moyens de ces denrées exprimés en lei or, pour l'année 1914 à Braïla par 100 kgs. ² :

blé	francs	29.37	par	100	kg.
maïs	—	18,70	—	—	—

En 1931, le rapport des prix entre ces deux céréales cotant respectivement 160 lei et 220 par 100 kg. à la culture, prouve à quel degré les prix se sont modifiés depuis la guerre et combien la politique de compression et d'interventions arbitraires, dans la formation libre des cours, a nui à l'établissement d'un rapport normal de valeur entre ces deux denrées.

MM. G. J. S. Broomhall et John H. Hubback ³ ont publié un tableau très intéressant du prix du blé pendant 5 siècles

Ils ont utilisé à cette fin, les prix moyens pratiqués sur le marché du blé à Strasbourg, qu'ils ont trouvé cotés en marcks par hectolitre, et les ont transformés à la parité de la cotation anglaise en shillings et pences par quarter. De 1656 à 1861, les prix moyens indiqués concernent les blés anglais et à partir de cette date les cotations sont établies pour les blés importés à Liverpool.

La lecture de ce tableau ne nous donne pas des éléments absolus de comparaison, car d'importantes rectifications, justifiées par l'état de la circulation des matières, ainsi que par la valeur d'échange de la monnaie, s'imposeraient pour pouvoir bien évaluer les prix relatifs du blé à travers les siècles.

1. Ce sont les prix à la culture, il faut y ajouter les frais de transport nolis, fret, assurances, bénéfices des intermédiaires, impôts, taxes, etc. pour établir la parité avec le prix mondial.

2. En wagon complet, voir l'annuaire statistique de la Roumanie, *op. cit.* p. 161.

3. Broomhall et Hubback, *Corn Trade Memories*, p. 272.

En 1402 le blé valait 7 shillings et 1 denier par quarter :

En 1620 le quarter de blé cotait à Strasbourg 12 shillings 9 deniers :

En 1765, ce prix en Angleterre était de 48 shillings. En 1851, il était de 55 shillings 4 deniers et en 1914, il était de 38 shillings 6 deniers.

Les difficultés et la lenteur des transports empêchaient, d'ailleurs, souvent la vente des blés à des distances supérieures à 5 ou 6 lieues du centre de production. Avant 1830, les disettes seules déterminaient des expéditions vers des marchés éloignés. En France, le trajet de Bordeaux à Paris demandait 14 jours pleins.

En Angleterre, le problème était semblable : avant 1700, on payait pour le transport d'une tonne de blé, pour le parcours de Londres à Birmingham 5, Livres sterling. Ce prix était prohibitif pour les longs parcours.

Jon Ghica¹ nous indique le prix du transport en Roumanie par hectolitre de blé et par lieue, à 45 centimes, soit 0 fr. 60 par quintal. Tenant compte d'une distance normale d'environ 15 lieues (60 km) à parcourir par les céréales danubiennes avant d'atteindre « l'Echelle », nous pouvons calculer la part du transport dans le prix de revient à Frs. 9.00 par quintal.

En tenant compte de la valeur moyenne d'un quintal de blé au Danube avant 1840, nous pouvons considérer le prix du transport, ainsi que nous l'indique Jon Ghica, comme étant à peu près de 30 à 40 % du prix rendu à quai à l'échelle ou au port maritime.

A partir de 1867, nous pouvons voir se dessiner une corrélation plus intime entre les prix payés à la culture dans les principautés et les prix mondiaux.

Par ailleurs, le mouvement des prix qui commence à se dessiner et que nous avons déterminé plus haut, tend à atteindre la parité du prix mondial.

Voici les indications que contiennent les données de Jon Ghica sur le prix des céréales avant 1853.

1. Jon Ghica, *op. cit.*, p. 131.

Le prix du froment est de 12 à 28 francs l'hectolitre suivant la position plus ou moins éloignée du Danube. Le minimum du prix, depuis l'année 1838, a été de 6 francs et le maximum est monté à 50 francs. Le prix du maïs a varié de 4 à 35 francs l'hectolitre.

En comparant ces prix avec ceux indiqués par Imbart de la Tour, que corroborent d'ailleurs les indications de Garola et Lavallée, et Hubback, on arrive aux conclusions que, les prix de Ghica ont certainement été « hors de parité » avec les prix pratiqués en France et en Angleterre.

Supposant une moyenne de 15 à 18 francs or par hectolitre de blé, « logé chaland », le prix du froment danubien permettrait encore d'établir la parité avec les cours pratiqués en France, ainsi que nous l'avons d'ailleurs signalé. Au-delà de ce plafond, les prix indiqués par Ghica ne permettent plus l'écoulement des blés roumains en France.

Il se peut pourtant, que les indications de Ghica soient parfaitement exactes, car, nous savons que, outre le débouché continental, les céréales danubiennes s'écoulaient plus particulièrement vers l'Archipel et vers Constantinople¹.

On ne peut donc assez insister sur l'influence des marchés limitrophes, quant à la formation du prix des céréales, dans les Principautés pendant toute cette époque. Les fluctuations que nous indique, en 1854, J. F. Neigebauer, méritent d'être retenues dans la forme du récit que ce diplomate et voyageur nous a fait² :

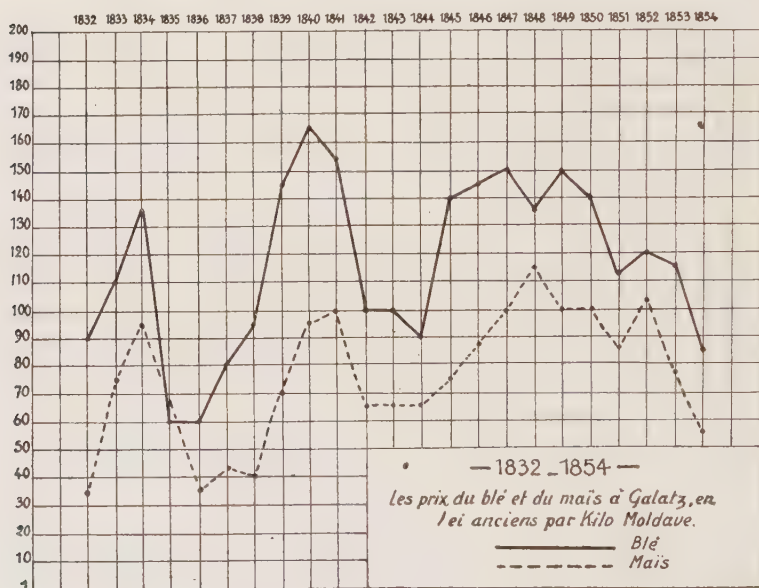
« Les produits agricoles de ce pays ont gagné surtout
« en valeur depuis que leur fut ouvert le chemin de l'Europe,
« par les ports de Braïla et Galati. Avant, on payait pour
« le blé 15 piastres et pour le maïs 5. En 1834, le blé s'est
« élevé à 70 piastres et le maïs à 50, car les années de séche-
« resse d'alors, avaient produit trop peu de grains. En gé-
« néral, la sécheresse est un grand ennemi de l'agriculture
« dans ce pays, tandis que les années humides sont les
« plus fécondes. C'est pourquoi, les prix ont baissé en

1. Ap. Arsake nous cite même le cas de l'an 1835 où la Moldavie sauva les provinces méridionales de la Russie d'une grave disette.

2. J.-F. Neigebauer, *op. cit.*, p. 71.

« 1836 à tel point que pareil cas ne s'était produit depuis la
 « révolution de l'Hétérie en 1821, lorsqu'ils étaient descendu
 « à 15 et 5 piastres. Ce n'est qu'en 1840, lorsque dans les
 « ports, plus haut mentionnés, l'intérêt s'est accru, que le
 « blé se vend à 50 piastres et le maïs à 15. Ce dernier,
 « s'est d'ailleurs maintenu à ce niveau, mais le blé a baissé
 « depuis 1844 de nouveau à 30 piastres. Depuis, les prix
 « se sont maintenus ».

Arsake nous cite pour les années suivant directement la période désignée par Neigebauer, l'importance des fluctuations de prix¹. La guerre de Crimée en est la cause. Les fournitures aux armées alliées permirent de réaliser de grands bénéfices. C'est à cette époque que de grosses fortunes s'établirent, dans les pays du Danube, résultant d'heureuses transactions en céréales.



Nous avons vérifié les assertions de Neigebauer en leur opposant les chiffres contenus dans l'*Extrait des prix courants officiels de Moldavie*, entre 1832 et 1859 et nous constatons que les prix indiqués par celui-ci sont de 30 % infé-

1. A. Arsacine, *Chestia proprietății kaintea adunărilor legislative*, Bucarest, 1860, p. 17.

rieurs au prix par kila que contient *l'extrait*. Il n'est pas probable que l'unité cotée par Neigebauer eût été une autre que la kila de Moldavie (4,16 hl).

Les méthodes de fixation des prix moyens sont d'ailleurs tellement empiriques, que nous y attachons plutôt un caractère de démonstration relative des fluctuations, que celui d'information précise. Ainsi, contrairement à ce que nous dit Neigebauer sur l'invariabilité des prix entre 1844 et 1854, *l'Extrait* nous fait constater des fluctuations très sensibles que nous avons reproduites par le graphique précédent.

A part les fluctuations plus ou moins sensibles de l'époque 1838-1854, il se produisit, en 1856, une hausse brusque du prix du blé et du maïs qui, encore en 1855, cotaient respectivement 85 et 58 piastres la kila à Galatz et qui, en 1856, montent à 260 et 150 piastres pour ne descendre qu'en 1858. La cause de cette hausse, nous l'avons dit fut la guerre de Crimée et l'occupation consécutive des principautés par les armées russes.

Une stabilisation des prix des céréales ne se produisit qu'après la guerre de Crimée lorsque l'accès des blés et des maïs du Danube sur le Continent influença les prix à la culture et dans les ports de chargement.

L'Occident régit ainsi, pour la première fois, les prix des céréales du Danube et cette influence est plus évidente encore dix ans plus tard.

Les prix des céréales du Danube accusent, déjà en 1867, une parfaite parité avec les prix mondiaux.

	Piastres par Kila	Parité en Lei par q.
Blé	190.00	18.00
Maïs	110.00	11.00

Les prix indiqués dans ce tableau présenteront, encore pendant plusieurs années, une certaine stabilité et les moyennes décennales nous permettront de conclure en partie à leur presque immobilité. Seul, le maïs peut enregistrer, au Danube, des augmentations sensibles de prix car, en 1912, il atteint un cours moyen de francs-or 18,70 par quintal.

A partir de 1860, les prix du blé des pays danubiens et les cotations de ce blé à Liverpool sont en harmonie. Les

moyennes de Liverpool deviennent ainsi parfaitement concluentes pour nous, étant donné que ces cotations « caf », exemptes de toute taxation de droits d'entrée, correspondent aux prix auxquels tous les concurrents de la Roumanie étaient tenus d'écouler leurs produits sur les marchés consommateurs.

Les prix du Bas-Danube sont donc, ainsi, dans une parfaite interdépendance des marchés mondiaux et leur rapport avec les cours internationaux est régi par des phénomènes qui ne sont plus déterminés par la loi de l'économie fermée. Dès lors, les prix sont soumis à la loi de l'offre et de la demande sur le marché mondial. Les éléments, qui sont à la base de la formation de ces prix ne doivent plus être recherchés en Roumanie ; ce sont Londres, Liverpool ou Anvers, qui détermineront les cours des céréales danubiennes. En réalité, la dépendance du producteur danubien, par rapport à la demande du Continent, devient de plus en plus complexe et, même si une hausse temporaire des prix mondiaux a déterminé une exploitation intense des possibilités de production dans le territoire du bassin du Bas-Danube, il faut souligner que ce ne sont pas les disponibilités en céréales danubiennes ou la volonté du producteur danubien, qui ont déterminé ce mouvement. Les différentes crises que subit le commerce des céréales du Danube en 1873, 1894, 1899 et 1904, ont été précisément provoquées par le fait que, en présence de récoltes abondantes dans les autres pays producteurs de céréales, la Roumanie avait dû enregistrer des récoltes catastrophiques ce qui à son tour produisit, dans une certaine mesure, un déséquilibre entre le prix coûtant de la production et le prix de vente. L'effet de la mauvaise récolte de 1894, par exemple, se répercuta de la façon suivante sur le marché danubien. La récolte du maïs n'atteignait que le tiers de celle de 1892. La récolte de blé accusait aussi une diminution de 40 % comparée à celle de 1892. La Roumanie ne pouvait même pas couvrir les exigences de la consommation intérieure et elle fut dans l'impossibilité de disposer d'un surplus pour l'exportation. Une hausse des prix se produisit. Cette hausse, normale sur le marché danubien, n'eut pas sa contre partie dans les prix mondiaux.

L'Argentine et l'Amérique du Nord auraient pu, à elles seules, grâce à des récoltes abondantes, satisfaire les exigences des marchés européens, et, en outre, la production de blé sur le Continent fut suffisante, pour affranchir les pays de production déficitaire, de l'obligation d'acheter leurs céréales à l'étranger. C'est ainsi qu'en France, par exemple, l'excellente récolte de 1894, avec 93,7 millions de quintaux contre 75,6 millions de quintaux en 1893 accusait un excédent de 18,1 millions de quintaux. Les prix fléchirent et s'adaptèrent aux cotations du blé sur le marché mondial.

	1893	1894	1895
Production des blés en millions de qx. ¹ . . .	75.6	93.7	92.4
Prix moyens des blés ² France en francs- or par quintaux (2).....	20.97	19.41	18.25

Le prix des céréales danubiennes, sur le marché mondial dépendra, dorénavant, de circonstances que nous devons dissocier des influences appartenant au marché intérieur.

Par contre, nous croyons ne pas devoir négliger l'étude de la formation des prix des céréales danubiennes à l'intérieur du pays, en fonction du prix mondial. Dans son excellent ouvrage sur la technique du commerce des céréales danubiennes, le Professeur Emil M. Brancovici nous a donné l'exemple d'un calcul de prix qui constitue, pour nous, la base d'une analyse comparative. Nous suivrons la méthode de cet excellent connaisseur du commerce des céréales danubiennes et nous développerons encore sa pensée, pour en tirer quelques conclusions d'ordre général. Voici la base d'un calcul dont nous nous servirons, d'autant plus volontiers, que les chiffres indiqués par l'auteur ne sont nullement fictifs mais correspondent à la parfaite réalité ³.

Un commerçant de Calafat vend à Braïla, au mois de juillet 1913, une quantité de 1.000 kila de blé livrable au mois d'août, au prix de 70 lei la kila. Il a acheté ce même blé au prix de 66,50 lei la kila à un agriculteur des environs de Calafat logé à la ferme, auquel il doit ajouter les frais suivants :

1. *Annuaire Statistique*, Statistique générale de la France, 1929, p. 238.
2. Garola et Lavallée, *Les céréales*, op. cit., p. 17.
3. Prof. E.-M. Brancovici, *Technica Comerului de Cereale*, Bucarest, 1915, p. 12.

	Lei par kila	Bani	Lei par 100 kgs.	Bani or
Le transport jusqu'au cha- land	—	50	—	09
Le chargement sur le cha- land	—	10	—	02
Droits de douane et divers.	—	10	—	02
Frais de réception	—	10	—	02
Nolis jusqu'à Braïla	1	65	—	31
Assurance fluviale	—	05	—	01
Total des frais .	2	50		47

Nous avons recherché à quel point les chiffres indiqués par M. Brancovici paraissent encore applicables à l'heure actuelle.

Transport jusqu'au chaland	10	lei par q. =	30	centimes or.
Chargement sur le chaland	3	—	9	—
Droits, taxes et divers	3	—	9	—
Nolis jusqu'à Braïla et remorquage	8	—	24	—
Courtage	2	—	6	—
Déchet et perte de poids	4	—	12	—
Assurance fluviale	1	—	3	—
Taxes de la Chambre de Commerce.....	2	—	6	—
Bénéfice du sous-agent	3	—	9	—
	36		108	

Tandis que, dans le calcul du Professeur Brancovici, l'écart entre le prix à la culture et le prix sur chaland, accuse une différence d'environ 47 centimes, auxquels s'ajoute encore le bénéfice de l'intermédiaire, soit environ 20 centimes par quintal, l'écart est, en réalité, de 67 centimes or par quintal, c'est-à-dire à peu près 5 % du prix sur chaland. A l'heure actuelle, l'écart de prix qui s'élève à 1.08 franc or par quintal pourrait être rapporté à la valeur du blé en 1931, considérée en moyenne à 330 lei le quintal, c'est-à-dire à 9.90 lei or le quintal ce qui représente environ 11 % du prix sur chaland.

M. Edmond Loewe rapporteur au Congrès du blé, tenu à Paris, en janvier 1923, a également publié un calcul qui contient des données différentes¹, susceptibles de compléter, utilement, celles que nous possédons surtout, étant donné que le rapporteur considère le prix de revient à la culture dans un endroit de Roumanie, qui impose un transport par chemins de fer.

1. Le Blé, Collection de Rapports déposés, *Semaine Nationale du Blé*, Paris, 1923, p. 354.

Il se base sur un prix de vente de 17 francs or par 100 kgs. caf le Havre pour blé Danube 77 kg.

Voici les différents facteurs qui composent ce chiffre :

Frêt Braïla - Le Havre à raison de sh. 12, par tonne de 2240 lbs par 100 kil. anglaises, au change de 25.20, 1 Lstg. 1.49

Assurance	5 / 8 %
Courtage de vente	1 / 2 %
Escompte à l'acheteur ..	1 %
Déchet de route	3 / 4 %
Droit de sortie	1 / 2 %
Bénéfice de l'exportateur	3 / 4 %

Total 4 1 / 8 % de frs. 15.51 0.64

Frs. : 2.13

Le prix caf de 17 frs. correspond à un prix fob de	Frs. 14.87
Transport combiné, chariot, chemin de fer, chaland .	Frs. 2.25
Magasinage pour attendre départ steamer	Frs. 0.30
Courtage d'achat 1 / 2 %	
déchet de route	
jusqu'à Braïla 1 %	
Toiles 1 / 4 %	

Total : 1 3 / 4 % sur 12.62

Frs. 0.19

Frs. 12.43

Sur un prix de vente « caf » de 17 francs le producteur roumain touchait, avant guerre, un montant approchant francs 12.43. L'écart de Frs 4.57 représentant environ 37 % du prix que touchait l'agriculteur et 26 % du prix caf Le Havre, est encore très avantageux en présence de ce que représentaient les frais, en 1930, par exemple.

Etant donné la prépondérance marquée du maïs comme céréale exportée, nous avons emprunté les chiffres du rapport de M. Ion Raducanu pour les comparer à la situation actuelle.

Pour choisir une époque nous donnant l'image du jeu libre de la formation des prix en France, nous sommes obligé d'étudier le prix du maïs avant le 12 septembre 1930, date à laquelle une augmentation très sensible des droits d'entrée, perçus en France sur le maïs, troubla le véritable caractère d'interdépendance, entre le marché français et le marché mondial, à cause des stocks accumulés à l'intérieur et de la suspension de nouveaux achats à l'origine.

Le prix du maïs caf Dunkerque, était à cette époque, environ 50 francs par 100 kilogrammes.

Il faut déduire de ce prix :

Le frêt Braïla-Dunkerque 12 sh. par tonne de
2240 lbs ang. (le frêt est revenu au taux d'a-
vant-guerre) au change de 123.50 frs=1 £

7.30

Frs. 42.70 par 100 kilos

Assurance	5/8 %
Courtage de vente.	1/2 %
Escompte à l'acheteur.	
Déchet de sortie.	1 %
Bénéfice de l'exportateur.	1 1/2 %
Taxes de connaissance.	1 %
etc...,	
	4 5/8 %

1.97

Le prix fob Braïla correspond à Frs. 40.73

Au cours de Frs. 15.15 pour 100 lei le prix fob

Braïla s'élève à :

Lei 262.30 par 100 kilos

Transport combiné	Lei 40.00
Frais de transbordement à	
Braïla	6.00
Taxes diverses	3.00
Chiffres d'affaires et impôts	9.00
Courtage d'achat 2 %	3.60
Déchets de route	2.00

63.60

Lei 198.70 par 100 kilos

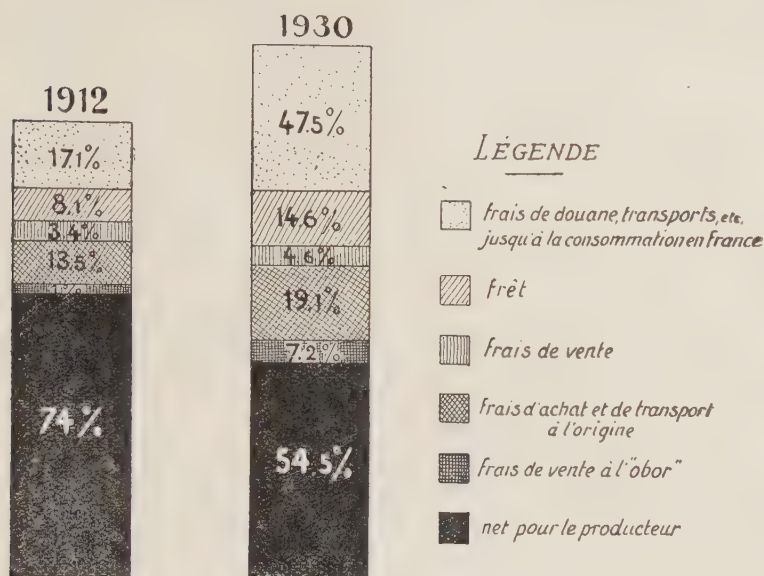
Taxes à l'obor.	1.00
Démarcheur 1 %	1.80
Timbres	0.50
Manquant de poids	5.40
Roulage jusqu'à	
l'obor en moyenne.	10.00

18.70 par 100 kilos

Lei 180.00 par 100 kilos

Transformé en francs français le prix que touchait le producteur roumain représente environ Francs français 27,50 par 100 kgrs. à la culture. Ainsi, l'écart entre le prix caf et le prix à la culture peut être estimé à Frs. 22,75 par 100 kgrs., ce qui représente environ 83 % du prix à la culture et 45,5 % du prix caf. Nous tenons à rappeler, également, que l'écart doit encore être considéré comme insuffisant lorsque nous étudions le prix intérieur. En effet, le prix de gros du maïs à la consommation était, à cette époque, en France de 83 francs et si nous considérons le prix fort que payaient, pour le maïs, l'éleveur de Normandie ou le consom-

mateur du Midi on arriverait à un chiffre proche de 95 francs par 100 kgrs.



Pour illustrer d'une façon plus claire la part de frais improductifs dans le prix de céréales avant et après-guerre nous avons dressé deux schémas basés, d'une part sur les chiffres indiqués par M. Loewe pour l'époque d'avant-guerre, de l'autre sur ceux de M. Raducanu pour la période actuelle.

Nous avons indiqué aussi d'une façon subsidiaire les frais qui grèvent le produit depuis son arrivée dans le pays importateur jusqu'à sa consommation, et en évoquant l'exemple de la France, nous avons en réalité cité un exemple applicable à la presque totalité des pays importateurs européens.

Il est évident que les frais improductifs sont à l'heure actuelle trop lourds par rapport à la rémunération du producteur. La différence entre le prix des céréales dans les pays du bassin du Bas-Danube et le prix de vente dans les pays de consommation est inférieure de 70 à 75 % du prix que toucherait pour le même blé ou le même maïs le cultivateur d'Allemagne, de France, d'Italie ou d'ailleurs.

En supprimant d'un côté les multiples taxes et frais dont les céréales sont grevées dans les pays d'origine — — dégrèvement qui d'ailleurs est en train de se réaliser rigoureusement — et en agissant de même au moins dans une mesure raisonnable dans les pays de consommation, on pourrait facilement arriver au rétablissement des positions d'avant-guerre.

Or il arrive que le dégrèvement des exportations de céréales dans les pays du Bas-Danube notamment en Roumanie a rencontré, de la part des pays à production jadis déficitaire de nouvelles barrières, de nouveaux droits d'entrée.

En réalité, le producteur du Danube n'est presque pas ou à peine intéressé à la vente de ses produits. Il réalisait en 1930 d'un ha. de terre emblavée, aux conditions actuelles, un revenu brut de :

3.600 lei	c'est-à-dire	550 frs.fr.	pour le blé
1.440 —	—	218 —	pour l'orge
2.160 —	—	327 —	pour le maïs ¹

La production de céréales d'une exploitation agricole, si l'on tient compte de l'étendue moyenne de la propriété paysanne en Roumanie, ne dépassera donc pas une valeur de 1000 à 1200 francs français.

L'élevage, les produits de ferme doivent combler dans la mesure du possible le déficit de l'économie paysanne.

* * *

Les échanges. — Le rapport entre la production céréalière de la Roumanie d'aujourd'hui et l'excédent exportable a beaucoup changé par rapport à l'avant-guerre.

Sur une production de 65,7 millions de tonnes en 1911, la Roumanie a exporté 40,7 millions de quintaux de céréales, soit 61,8 %.

Sur une production de 121,2 en 1931 elle a exporté 32,9 millions de quintaux, soit 27 % et sur une production appro-

1. Données communiquées par M. Jon Raducanu, ancien Ministre au Comité Economique de la S.D.N. sur la Crise Agricole. (Doc. C. 239. M. 105, p. 283).

ximative de 120 millions de quintaux en 1932, elle n'aura exporté que 24,2 millions de quintaux, soit 20 %.

De plus de 60 % avant-guerre, l'excédent exportable est tombé à 20 % environ de la production.

Il est évident que cet excédent, réduit en proportion, pèse moins sur la totalité de l'économie nationale roumaine qu'il ne l'eût fait avant-guerre.

Ce fait nous incite à considérer dans l'ensemble des échanges entre la Roumanie et ses clients la situation que les céréales roumaines rencontrent sur le marché mondial.

Nous avons entendu soutenir l'opinion suivante sur la situation actuelle en Roumanie, en discutant avec un ancien directeur d'une maison française qui occupe depuis longtemps une place prédominante dans le commerce de céréales roumain.

« La réforme agraire a tué économiquement la Roumanie parce que les céréales actuelles sont de seconde qualité ; trop d'argent d'ailleurs a été employé à subventionner une industrie nationale, mieux eût valu s'attacher à conserver la renommée des céréales roumaines ».

Il semble que, dans les pays étrangers, aucun compte ne soit tenu des difficultés suscitées par les barrières douanières qui gardent les frontières des pays industriels. Il semble aussi qu'on ignore la nécessité où ont été les pays de l'Europe orientale de se créer, par les réformes, des masses paysannes plus aisées et susceptibles de devenir elles-mêmes consommatrices de produits industriels.

La Roumanie, en somme, a cherché à se créer un marché intérieur. Les grands pays industriels de l'Occident, en n'achetant plus les produits agricoles roumains, empêchent la Roumanie, de demeurer avant tout pays agricole et l'obligent à se créer une industrie factice, parce qu'elle n'a pas la possibilité par les échanges commerciaux de se fournir au dehors des produits manufacturés de première nécessité.

De plus, si les pays industriels de l'Occident n'achètent pas à la Roumanie à des prix rémunérateurs, il est impossible de concevoir l'existence d'échanges commerciaux. Il ne s'agit pas seulement d'acheter, il s'agit d'acheter à des prix rémunérateurs pour le producteur. Autrement dit, en vendant sa récolte de 50 ou 60 quintaux de blé, mais

ou autres, le paysan roumain doit obtenir un prix qui lui permette, après avoir couvert les frais d'entretien de sa famille, les besoins de son exploitation, les petits débours et les menues dépenses, les impôts et les annuités de ses dettes (annuités d'ailleurs très modestes), de pouvoir encore subvenir à ses besoins d'habillement, d'articles d'hygiène, et de développement intellectuel.

Il n'y a pour obtenir ce résultat, que deux solutions possibles : on pourrait pratiquer une politique de primes à l'exportation sur les céréales, politique doublée alors d'un régime d'autarchie et de contingentement de toutes importations. Cette solution est anti-européenne, anti-économique et nuisible au premier chef à l'avenir de la Roumanie et à celui de l'Europe entière. L'autre solution qui pourtant est acceptée en principe par tout le monde n'attend que sa réalisation.

Les ressources de production dans un pays tel que la Roumanie sont multiples. Une réorganisation de ses débouchés établie d'accord avec l'Europe entière paraît possible.

La Grèce, la Turquie, l'Égypte, la Syrie, la Palestine sont des débouchés que les pays du Bas-Danube ne peuvent pas atteindre à cause de la concurrence des pays d'outre-mer.

Sur un marché susceptible d'importer environ 112 millions de quintaux de blé et de farines de blé, la Roumanie ne peut vendre que 281.500 quintaux, malgré la situation géographique prédestinant ce pays à être leur fournisseur par excellence.

Il faut tenir compte des conditions particulières que ce problème suscite et envisager les solutions qu'il demande.

Des échanges bilatéraux sont devenus impossibles du fait que les anciens clients de la Roumanie sont actuellement incapables d'absorber les céréales que ce pays doit écouler. Par ailleurs, il est peu probable que ces mêmes clients aient la volonté de sacrifier les intérêts immédiats de leurs économies respectives à une clairvoyance constructive et d'avenir à un intérêt général duquel dépend celui de la Roumanie.

Le commerce d'exportation de céréales en Roumanie ne se trouve pourtant pas dans un impasse.

Les pays du Bas-Danube peuvent réagir en pratiquant

une politique de limitation des échanges dans la mesure où les économies autarchiques instituées pour le moment persisteront à empêcher l'écoulement à des prix rémunérateurs sur ces marchés des céréales danubiennes. Une entente mondiale des pays exportateurs de céréales pourrait sans doute remédier à la situation actuelle, mais les obstacles qui s'y opposent sont trop grands pour qu'une illusion soit possible.

Le « bloc » des pays danubiens est pourtant un rayon de lumière dans l'obscurité qui nous empêche de percer le brouillard.

CONCLUSION

LA ROUMANIE SERA-T-ELLE A NOUVEAU LE GRENIER DE L'EUROPE ?

Les difficultés économiques actuelles ne sont pas faites pour encourager à des analyses s'inspirant de l'évolution séculaire des peuples. La société humaine a subi depuis le cataclysme que nous avons vécu, des transformations si profondes d'ordre social, moral et économique que nous n'oserions pas nous attacher à cette étude de détails et d'intérêt particulier si elle ne faisait pas partie de l'ensemble dont elle reflète les perturbations. Le marché danubien ne constitue pas une force prépondérante qui, par le volume des transactions ou par sa capacité de production, puisse déterminer la situation du marché mondial. Les éléments qui lui donnent son importance ne doivent pas, d'après nous, être recherchés dans les évaluations statistiques ni dans des calculs de pourcentages qui, actuellement classent les pays dans l'ordre de leur importance. Les pays pour lesquels le Danube sert de débouché vers les échanges mondiaux traversent, à l'heure actuelle, une période de dépression économique qui est la conséquence naturelle de leur redressement politique et de la suspension violente d'une évolution séculaire diversement orientée. Il résulte de ce phénomène, que les méthodes rationalistes et déductives ne nous amèneront pas à la connaissance d'un lendemain qui est troublé par la mystique d'un déterminisme économique en vogue. Nous ferons peut-être mieux de chercher la place que devra tenir le bassin du Bas-Danube dans le commerce mondial de céréales à venir. La production agricole de ces pays devra s'adapter aux exigences du marché mondial en même temps

que les pays industriels de l'Europe Occidentale devront réadapter leur économie aux nécessités de leur commerce extérieur. Le commerce d'exportation de céréales dans le bassin du Bas-Danube issu de la recherche de nouveaux marchés par les commerçants anglais et par les industriels lyonnais et rhénans a été créé par la nécessité d'écoulement des produits fabriqués provenant de ces pays industriels et par les besoins de ces nations de pourvoir au ravitaillement de leur population en croissance rapide que la production agricole nationale ne pouvait satisfaire. Nous insistons sur le mouvement d'échange qui était à la base de ce commerce extérieur. Lorsque, en 1846, les Anglais vinrent au Danube pour acheter les maïs de la plaine valaque, ce n'est pas seulement à cause des demandes qu'avait suscité le manque de pommes de terre découlant de la défaillance complète de la récolte d'Irlande. Les Anglais vinrent au Danube d'abord et avant tout, pour vendre leurs tissus et leurs machines.

1. Les nécessités d'expansion économique des Grandes Puissances

Il s'agit de savoir si l'organisation future du monde s'établira encore sur ce même principe. Les puissances industrielles de l'Europe Occidentale rechercheront-elles encore le marché danubien ou bien pourront-elles renoncer pour l'avenir à y avoir recours. Il nous semble, que le nivellement qui fut la conséquence de la dépression économique mondiale actuelle, a contribué à élucider la question et nous croyons pouvoir dégager de l'ensemble de nos considérations, deux principes essentiels qui, d'après nous, détermineront l'avenir du commerce des céréales dans le bassin du Bas-Danube.

Les pays du bassin du Bas-Danube resteront-ils dans l'avenir un débouché enviable pour les grandes puissances industrielles et financières ?

Les pays du bassin du Bas-Danube pourront-ils ajuster dans l'avenir leurs conditions de production afin de pouvoir résister utilement à la loi du plus offrant ?

En abordant ces deux questions on risque certainement, en ce qui concerne la première, de s'égarer dans un domaine qui sort du cadre de nos recherches. L'analyse de cette question nous paraît pourtant si essentielle pour l'existence et pour l'avenir du commerce des céréales du Bas-Danube, que nous tâcherons de déterminer, au moins, quelques aspects qui nous paraissent concluants pour pouvoir déduire quelques indications susceptibles d'éclaircir le problème. L'horizon politique assombri, à l'heure actuelle, par les aspects angoissants qu'ont donnés les tendances autarchiques à l'interdépendance de l'économie mondiale, rend peu aisé la vue sur l'évolution à venir. Le mouvement cyclique, en économie politique est sans doute applicable dans l'espace et dans le temps pour des périodes que non pas une seule génération, mais des dizaines de générations devront vivre.

On est souvent tenté d'assigner des règles rigides aux réactions économiques des entités qui sont opposées les unes aux autres. On ne respecte pas assez le sens de la volonté individuelle qui régit et qui régira toujours les échanges entre les hommes. Le Professeur Charles Rist¹ s'est dressé, dans un appel au bon sens et à la sagesse, pour dire combien le principe du commerce par compensation, basé sur les échanges bilatéraux, était une aberration et combien ce système, contraire à la volonté des individus, les précipitait à l'opposé de leurs aspirations. Or, le jour où l'idée des compensations sera submergée par l'idée d'un élargissement du champs d'activité, auquel les peuples pourront librement participer, le jour où les tendances autarchiques seront rendues inutiles par l'ajustement sincère des économies nationales aux situations réelles, qui résultent de longues années d'excès et d'abus économiques, il ne sera plus nécessaire de chercher la voie à suivre : le jeu libre des forces économiques l'indiquera. En effet, il devient plus aisé de voir la direction que prendra l'évolution européenne, le jour où, les différentes nations cesseront de s'acharner dans la voie du protectionnisme exacerbé, qui n'a d'ailleurs servi qu'à cacher les erreurs économiques, que seul un sentimentalisme trop partiel a pu faire naître et excuser.

Les pays industriels de l'Europe, principaux clients d'avant-guerre de la Roumanie, pour ne pas abaisser leur standing fiscal, monétaire et financier surtout, au niveau des prix mondiaux tellement réduit depuis 1931, ont recouru à la solution plus facile à réaliser qui consiste à élever artificiellement le niveau général des prix à l'intérieur. Ils ont justifié ce principe, par l'évocation d'un désir de stabilité, qu'ils réclamaient.

À cet égard, la France, l'Italie et l'Allemagne ont poursuivi une politique presque similaire et si la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'y ont pas souscrit, c'est pour des raisons particulières à leur économie.

La diminution qu'accusent sur les marchés mondiaux les prix du blé et du maïs, par exemple, qui, en prenant comme

1. Charles Rist, *Egalité des importations et des exportations*. Chambre de commerce internationale, Paris, 1932, vol. IV, décembre, n° 11.

base 100 le prix du 1^{er} janvier 1929, descendent, en 1932, pour le blé à l'indice 41 et pour le maïs à l'indice 32.5, est particulièrement amortie dans les Etats à régime agraire protectionniste.

Tandis que les prix du blé, en général, n'accusent, en 1932 en Allemagne aucune réduction, l'indice pour les articles manufacturés dans ce pays accuse une réduction presque insensible de 21 % et en France de 25 %.

Le protectionnisme agraire, dans les pays d'économie avancée, y a amené logiquement une croissance continue de la production céréalière.

Or, l'accroissement de la capacité d'absorption des agricultures respectives ne pourrait remédier que temporairement à la nécessité d'expansion industrielle et financière, qui reste la base de la vie économique de toute grande puissance. En supprimant la circulation libre, entre les pays, les grandes puissances, qui en ont donné l'exemple, se sont chargées d'une lourde responsabilité. Les débouchés nationaux ne suffiront jamais à satisfaire les besoins d'écoulement des industries respectives et l'évolution future de l'économie mondiale doit, obligatoirement, se faire vers l'adaptation de l'économie européenne à la règle impérieuse, que nul peuple peut contribuer aux échanges internationaux, sans avoir la possibilité de vendre aussi à des prix rémunérateurs ses produits à l'étranger. L'essor industriel restera, toujours, une des forces créatrices les plus sûres pour trouver de nouveaux débouchés. Il faut seulement qu'il soit libre de chercher ses débouchés là où des masses de consommateurs sont encore susceptibles d'organiser leur existence en correspondance avec une production plus rémunératrice qui, seule, peut être la base d'une distribution meilleure de la production industrielle dans le monde. Il n'y a aucun doute, que les écarts entre la productivité, résultant des occupations industrielles et celle des occupations agricoles, tend à disparaître par l'augmentation toujours croissante de la production industrielle et par la concurrence toujours plus acharnée que nous rencontrons dans le monde. M. Manólesco a analysé les résultats d'un tel mouvement sur le marché des Etats-Unis et arrive aux conclusions suivantes : « Le rapport entre la productivité moyenne de l'industrie

et celle de l'agriculture aux Etats-Unis a évolué comme suit :¹

1880	1890	1900	1910	1920
3.21	3.20	2.55	2.16	1.44

Pourtant, nous ne voudrions pas en conclure que l'agriculture fasse partie des activités économiques qui justifieraient, dans leur ensemble, un protectionnisme tel qu'il est appliqué actuellement dans de nombreux pays industriels. C'est la productivité des activités industrielles qui a beaucoup diminué et dans de telles conditions nous croyons être d'accord avec M. Manoïlesco en réclamant, non pas la création d'une productivité artificielle et précaire, mais l'augmentation de cette productivité, par des méthodes que nous aimerons emprunter à l'expérience industrielle, qui porta l'Europe d'avant-guerre, sans permettre des exagérations excessives, à une prospérité que nous avons toute raison de regretter.

Le principe courant qui oppose, aux fluctuations inhérentes à l'évolution des marchés, la tendance au maintien artificiel des prix, aboutit, généralement, à des aberrations économiques qui multiplient les pertes et les souffrances des intéressés. L'expérience récente nous paraît édifiante. Un pays d'économie mixte, tel que la France, applique à sa production agricole, à partir de 1930, un régime de protectionnisme qui, vu à la lumière des exigences du moment, était incontestablement justifié. Mais, pour juger ce régime il faudrait analyser, avec le recul du temps et après une expérience de bientôt trois années, le résultat où nous amène cette politique du moment. Il paraîtrait logique que l'industrie et la haute finance qui, dans tous les pays industriels ne limitent pas leurs intérêts aux confins de leur propre pays, mais qui sont plutôt intéressés à voir s'écouler les capitaux et les marchandises à l'étranger pour en tirer profit, aient été les promoteurs de la libre circulation des biens entre les pays. L'industrie aurait dû, par conséquent, être opposée à la création des barrières douanières qui sépa-

1. Nihail Manoïlesco, *Théorie du protectionnisme et de l'échange international*, éd. Paris, 1929, p. 66.

rent l'Europe d'aujourd'hui. Il se produit pourtant le fait, que ce sont précisément ces milieux qui, dans tous les pays industriels, ont accepté la fixation artificielle d'un rendement élevé dans l'agriculture. Ils ont été, sans doute, inspirés par le souci justifié que, dans l'ensemble de leur économie nationale, la part et l'importance des opérations commerciales faites sur le marché intérieur étaient plus grandes et que, par conséquent, il valait mieux garantir aux industries nationales, par le maintien d'un niveau de prix assez élevé la stabilité de la rente sur le marché intérieur.

Nous serions d'accord avec ce principe, si l'on pouvait calculer d'avance les sacrifices directs et indirects qu'impose cette doctrine aux différentes catégories d'individus. Les spéculations, vers lesquelles nous amèneraient de telles considérations, sont trop vastes pour que nos hésitations à les aborder ne soient pas des plus fondées. En tout cas, il est d'une vérité manifeste que, malgré le protectionnisme, les prix des produits trouvant un débouché par trop rémunérateur sur le marché intérieur, ne peuvent pas bénéficier d'une stabilité certaine.

Le protectionnisme, impliquant des droits d'entrée élevés et des contingentements, ne suffit pas à maintenir artificiellement ces prix. Le jour, en effet, où, à l'abri de toute concurrence étrangère, le producteur national serait induit par l'appât du profit à produire le plus possible, aucune mesure n'arrêterait la surabondance de production sur le marché national. Une baisse des prix se produira alors automatiquement. Pour bien faire, les défenseurs du principe autarchique devraient donc penser aussi à *la limitation et à la réglementation de la production nationale*. Or, nous ne croyons pas que cette réglementation soit réalisable.

La politique de l'économie artificiellement hypertrophiée a ainsi, sans doute, donné des résultats plutôt négatifs et une action plus courageuse au début de la crise de 1929, aurait probablement eu ce seul, mais grand avantage, de ne pas suspendre la circulation des biens dans le monde. L'économie mondiale a certainement pâti plus gravement de la période prolongée de méfiance qui sévit depuis 1929, qu'elle n'aurait souffert d'une liquidation honnête et coura-

geuse de la situation créée par les convulsions de l'après-guerre. Or, les individus qui font l'économie des nations, ne se prêtent pas aux raisonnements doctrinaires. Les intérêts particuliers sont trop résistants pour que des amputations se fassent à l'endroit et au moment où le bon sens l'exige.

La position que prirent, pour l'époque de dépression que nous vivons, les grandes puissances industrielles de l'Europe, est donc bien claire. Les intérêts étrangers découlant de l'expansion économique et financière de ces pays ont été laissés, pour quelque temps, en suspens et les nations industrielles reculent devant l'effort nécessaire à faire pour amener, par la mise en circulation des biens en Europe, l'ouverture et l'élargissement de débouchés qui attendent seulement une prospérité plus grande, pour devenir des consommateurs et des acheteurs.

Pour prendre le cas de la Roumanie, puissance qui nous intéresse, le volume de ses exportations a passé de 1928 à 1931 de 5.885.000 tonnes à 10.051.000 tonnes.

La moins-value, que l'économie nationale roumaine a éprouvée du fait de la baisse des prix pendant trois ans seulement (1929, 1930, 1931), représente une perte de 45.2 milliards de lei ce qui, comparé au revenu total annuel, s'élevant à 173.4 milliards de lei en 1929, 126.9 milliards en 1930 et 99.7 milliards en 1931¹ nous laisse entrevoir jusqu'à quel point ce pays fut atteint dans sa capacité d'achat. Or, prenant comme point de départ l'économie roumaine en 1913, nous arrivons à des conclusions qui, du point de vue systématique, justifieraient des prévisions favorables pour l'avenir de la Roumanie agricole, considérée comme pays exportateur de céréales. La population de l'Europe a augmenté de 1913 à 1930 de 7 %, dans le monde l'augmentation de la population a été de 14 %. Le continent qui enregistre l'augmentation maxima entre tous pour cette période est l'Amérique du Sud dont la population s'est accrue de 47,3 %². La production céréalière accuse pendant

1. Virgil N. Madgearu, *Mémoire présenté par le Gouvernement roumain à la conférence de Stresa*, La Roumanie à la Conférence de Stresa, discours prononcé à la séance du 7 sept. 1932, p. 48.

2. Felice Guarneri et H. Coit Mac Leau, *Europe, United States*, t. II., éd. C. C. I. Paris 1931 p. 11.

cette même période les variations qui ressortent du tableau suivant :¹

	1909-1913 millions de tonnes	% du total mondial	1927-1929 millions de tonnes	% du total mondial
<i>Blé :</i>				
Europe	57.6	56.0	58.2	48.8
Les 2 Amériques.	29.4	28.0	44.2	37.1
<i>Orge :</i>				
Europe	24.5	64.5	21.9	55.5
Les 2 Amériques	5.5	14.4	10.0	25.3
<i>Maïs :</i>				
Europe	16.4	15.5	87.0	15.4
Les 2 Amériques	82.2	77.6	73.6	75.6

Il paraît étonnant que l'augmentation des productions respectives n'ait pas été plus sensible encore, lorsque l'Europe actuelle se plaint de ne pas pouvoir absorber les stocks mondiaux de blé qui s'accroissent sans cesse depuis 1928 et qui accusent au mois d'août.

1925	1929	1930	1931	
114	233	220	246	millions de qx. ²

Une des causes principales de cette situation, réside certainement, aussi, dans la perturbation profonde qui s'est produite, au cours des vingt dernières années, dans la répartition entre les différents pays producteurs, de la production mondiale de céréales. Prenant comme base 100, la production de 1900, les indices que nous pourrions établir, pour quelques Etats qui dominent le marché mondial des céréales, se calculeront comme suit pour la période de 1927-29 :³

	Blé	Orge	Maïs
États-Unis	166	527	132
Canada	808	506	18
Argentine	238	—	471
Roumanie 4	109	301	126

1. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 12.

2. J.-B. Caudliffe, *La situation économique mondiale, 1931-32*, éd. S.D.N., Genève, 1932, p. 104.

3. Felice Guarneri et H. Coit Mac Leau, *op. cit.*, p. 13.

4. Nous avons calculé l'indice pour la Roumanie d'après la Statistique officielle du Ministère de l'Agriculture de Roumanie pour 1928-1932.

Il résulte de ce fait, que des Etats, tels que le Canada, ont vu leur population passer, par voie d'immigration surtout et non pas par une évolution démographique normale, de 7, 2 millions d'habitants, en 1913, à 9, 9 millions d'habitants en 1930 et ont augmenté leur production de blé de 54 millions de quintaux pour la période moyenne 1909-1913, à 154 millions de quintaux en 1928, par exemple. Si nous considérons l'accroissement considérable de richesse que représentait au juste, dans la période de 1913-1928 la plus-value que les produits céréaliers ont enregistré, il ne serait pas difficile de déduire dans quelle mesure un pays, tel que le Canada, était intéressant comme débouché pour les produits industriels aspirant vers des marchés nouveaux. Les pays industriels du vieux continent se disputaient les faveurs de ce marché et les ménagements qu'ils lui prodiguaient, en cherchant en même temps à être ses clients, paraissent tout naturels. A cette politique d'échanges bilatéraux s'ajoutaient, encore, tous les phénomènes morbides, d'ordre monétaire, social et politique, qui entouraient toutes les affaires dans l'Est européen de risques, parfois même imaginaires, dont les affaires de Canada étaient exemptes.

Il en fut de même pour l'Argentine. Ce pays a considérablement augmenté sa production de céréales comme on peut en juger par le tableau ci-dessus.

L'indice de production, pour la période 1927-29, atteint pour le blé 238 et pour le maïs 471. L'Argentine a, pendant cette période, doublé sa production et sa capacité d'exportation s'est quadruplée malgré l'augmentation de sa population passée, de 1913 à 1930, de 7.9 millions d'âmes à 11.4 millions d'âmes. L'ascendant que prit l'Argentine, surtout dans l'approvisionnement mondial en maïs, est connu et il prend toute son importance, si nous considérons que la moyenne de ses exportations fut, pour la période 1909-1913, de 29.4 millions de quintaux et atteignit en 1927, un chiffre de 83.4 millions de quintaux¹. Pour le blé la proportion fut aussi très élevée et si les variations d'une année à l'autre ne proviennent que de la nature du produit, il n'en résulte pas moins qu'une population ayant subi un ac-

1. *Annuaire International de Statistique agricole*, Rome, 1931.

croissement normal, n'ayant pas éprouvé des diminutions de fortune sensible et profitant au contraire plutôt de circonstances particulièrement heureuses, pendant une période prolongée, soit devenu pour les pays exportateurs de l'Europe un débouché recherché et convoité.

Par contre, en Roumanie, l'évolution est tout à fait opposée à celle qui peut être constatée dans ces deux pays, considérés à juste titre comme ses concurrents sur le marché mondial. Les observations que nous ferons pour la Roumanie sont d'ailleurs applicables à la totalité des pays de l'Est européen, pays dont l'économie est dans les grandes lignes analogue à celle du territoire du Bas-Danube. La population de la Roumanie a passé depuis 1913 de 7.8 millions d'habitants à 17.7 millions d'habitants. Mais cette augmentation est due surtout à l'adjonction au territoire national de provinces nouvelles, portant la superficie totale du pays de 139.083 kilomètres carrés à 294.892 kilomètres carrés. A cette transformation politique se joint une évolution économique qui, par la force des choses, ne peut pas suivre le développement politique. La production des céréales de la Roumanie n'a pas augmenté proportionnellement à son extension territoriale. Le territoire constituant la Roumanie a produit en 1913-14, 14.061.737 tonnes, or la moyenne de la production pendant la période de 1923-27 n'a été que de 9.086.465 tonnes ¹. Tenant compte des besoins croissants de la consommation intérieure nous arriverons à la conclusion, confirmée d'ailleurs par les chiffres, que la Roumanie a presque complètement perdu sa place de « grenier de l'Europe ». Sa participation au ravitaillement en céréales des pays déficitaires qui, jadis furent ses clients, se traduit par les chiffres suivants :

	1909-13 (moyenne)	1928
Export. de blés et farines.	14.399.829 qx.	610.766 qx.
— d'orges	3.525.335	4.145.490
— d'avoine	1.566.887	163.590
— de maïs	9.897.281	4.729.860
Total :	29.389.332 qx	9.649.706 qx

1. Jon Raducanu, *La crise agricole*. Rapport présenté à la S.D.N., vol. 1^{er}, Genève, 1931, p. 270.

La capacité d'exportation de la Roumanie a, pour ainsi dire, été anihilée tandis que d'autres pays fournisseurs se sont attribué le rôle de pourvoyeurs en céréales de l'Europe déficitaire. Ce phénomène ne s'est pas produit sans être accompagné d'un abandon de bénéfices et de richesses et la Roumanie d'avant-guerre, qui fut jadis un marché important ayant une capacité d'absorption très considérable, a évolué vers une nouvelle Roumanie dont les possibilités d'absorption de produits importés sont bornées par les difficultés que son commerce extérieur a rencontrées pour l'exportation de ses céréales. Il est certain que le commerce extérieur de la Roumanie s'est adapté aux exigences de la nouvelle situation. Nous n'en estimons pas moins que le commerce d'exportation de céréales restera à la base de la situation de la Roumanie dans les échanges internationaux.

La dépression mondiale actuelle a nivelé, dans une certaine mesure, les économies des différents peuples dans le monde. Les fortunes accumulées pendant les époques de prospérité ont changé la situation respective des individus, enrichissant les uns, ruinant les autres. Les richesses se sont en partie épuisées aujourd'hui et l'excédent qui permettait précisément cette absorption surabondante de produits industriels fabriqués en Europe, ou qui faisait l'objet d'investissements des capitaux européens, a rapidement disparu. Nous croyons ne pas nous heurter à une opposition de principe si nous affirmons que les pays d'outre mer ont perdu beaucoup de l'intérêt particulier que l'exportation continentale leur portait il y a quelque temps.

Cependant la Roumanie peut être considérée comme un pays dont l'évolution, plutôt sociale qu'économique a, peut-être, préparé un meilleur avenir. Et cela en raison de deux phénomènes : 1° par l'avènement de la grande masse paysanne à un niveau social et économique indubitablement supérieur au niveau d'avant-guerre, on a créé une population d'acheteurs à venir, qui attend seulement une situation économique plus prospère pour pouvoir satisfaire à des besoins nouveaux et qui détermineront une activité durable, susceptible de donner lieu, d'une façon permanente, à des échanges commerciaux.

2° La Roumanie est encore dans une période de production au ralenti et la capacité de rendement de son agriculture est loin d'être connue. Les réformes d'ordre agraire et économique et les flottements qu'ont déterminés les nouvelles assises politiques du pays, ont créé des empêchements sérieux à l'essor agricole. Nous n'exagérons donc pas en disant que nous nous trouvons aujourd'hui, en présence d'un pays jeune, qui a conservé ses plus belles ressources. Ses 18 millions d'habitants représentent des possibilités latentes d'absorption pour les produits d'un marché actif et prospère. Mais, pour que cette période de mieux être économique puisse être atteinte, il faut attendre le moment où les pays vendeurs de produits manufacturés comprendront qu'il ne dépend que d'eux de déterminer un mouvement d'échange avec la Roumanie pour remédier à la faiblesse de leur situation économique. La Roumanie, pays essentiellement rural est, plus que n'importe quel autre pays, susceptible d'offrir un débouché pour les produits industriels des pays dont la prospérité a toujours été en majeure partie basée sur le développement de l'industrie.

2. Le potentiel de Production

Le deuxième problème que nous avons posé plus haut concerne la possibilité qu'a la Roumanie de résister sur un marché libre aux pays concurrents de manière à s'assurer une prospérité qui justifierait nos considérations précédentes. On peut se demander si son activité économique n'a pas été touchée dans sa substance même. Rien ne garantit, en somme, le maintien du « statu-quo » actuel dans la production mondiale des céréales. Des fluctuations assez sensibles se produisent automatiquement dans les différentes régions de production et même, si la totalisation globale aboutit à un nivellement qui provient de la nature des choses, nous pouvons quand même dire que, pour l'ensemble des énergies qui assurent la production des céréales dans le monde, des déplacements ne sont pas seulement possibles, mais inhérents à l'évolution même des peuples et de leurs économies. Nous repoussons ainsi, dès le début, les controverses qui pourraient s'élever au sujet de toute augmentation possible de production. Nous sommes convaincu de l'exactitude de notre thèse suivant laquelle l'augmentation de la production et du rendement agricole en Roumanie n'est pas seulement une nécessité nationale, mais est souhaitable pour tous les pays susceptibles de vendre leurs produits manufacturés en Roumanie.

Nous nous sommes réservé d'exposer ici les raisons qui expliquent, du point de vue de la production, la situation d'infériorité que la Roumanie occupe vis-à-vis des principaux pourvoyeurs en céréales du monde. En Argentine le rendement par hectare ensemencé en maïs a été, en 1913, de 13,8 quintaux, en 1930-31 il a été de 20,7 quintaux. Pour le blé les rendements ont respectivement été de 6,6 quintaux et de 8,1 quintaux, pour l'orge de 7,6 et de 8,3, pour l'avoine de 9,9 et de 8,7. Au Canada le rendement par hectare pour ces mêmes céréales se chiffre pour le maïs, en 1913 par 32,2 quintaux contre 22,7 pour le blé, 13,3 quintaux contre 10,7 quintaux, pour l'orge 15,3 quintaux contre 13,1 quin-

taux et pour l'avoine 13,9 quintaux contre 12,2 quintaux. La Roumanie n'occupe, pas, surtout quant au maïs, une place aussi favorisée que ses pays concurrents. Le rendement par hectare ensemencé en maïs y a été en moyenne pour la période 1909-13 de 13,1 quintaux et est tombé en 1930 à 10,2 quintaux. Pour le froment les chiffres s'élèvent respectivement à 12,9 quintaux et 11,6 quintaux. Pour l'orge à 10,2 quintaux et 12,0 quintaux et pour l'avoine 9,4 quintaux et 10,6 quintaux¹.

En ce qui concerne le maïs, le rendement pourrait facilement être augmenté et se rapprocher davantage des chiffres habituels des pays d'outremer. A l'heure actuelle en Roumanie le semis des maïs se fait trop tardivement et on néglige d'exécuter le binage dans les conditions nécessaires au développement de la plante. On rencontre trop souvent des sillons ayant un écartement insuffisant et la règle de ne permettre qu'à une seule plante par pied d'atteindre la maturité, est trop peu respectée. Le paysan roumain se contente d'un binage superficiel et le deuxième binage qui se fait lorsque la plante a 25 cm. de haut, en attaquant la terre profondément, n'est pas réalisé dans les conditions voulues. De même pour le buttage. En ce qui concerne leécimage, qui consiste à couper la partie supérieure de la plante, afin d'accélérer la maturité et d'augmenter sensiblement le rendement par hectare, le producteur roumain ne l'applique pas, la rémunération de son travail n'étant pas suffisante pour justifier ce supplément de labeur.

Du point de vue du climat et de la nature du sol, rien ne s'oppose à ce que la production du maïs en Roumanie atteigne le rendement moyen que le «*farmer*» ou le «*estanciero*» réalisent au Canada et en Argentine. Il est même certain que la population agricole de la Roumanie, adoptant de plus en plus les méthodes de production qu'un corps de techniciens bien choisis lui enseigne, arrivera à atteindre par ses propres moyens un niveau de production donnant des excédents pour l'exportation. Les efforts actuels des

1. A consulter, *Annuaire International de Statistique Agricole*, op. cit., tableau 60, p. 171 et suiv.

cercles intéressés à l'accomplissement de cette œuvre se dirigent, par ailleurs, vers l'application plus stricte d'un devoir souvent méconnu de la part des agriculteurs. Il s'agit d'obtenir que la plante ait atteint sa maturité avant l'époque des grandes sécheresses qui, en Roumanie, se placent, presque régulièrement aux mois d'août, septembre et octobre. Or, ceci ne peut pas être réalisé sans que les semailles se fassent très tôt. Au Ministère de l'Agriculture de Roumanie, le problème ne cesse pas de préoccuper les cercles compétents et tout en ne nous illusionnant pas sur les résultats de l'action entreprise, nous pouvons, en vérifiant l'évolution des dernières années, conclure que l'augmentation de la production des maïs en Roumanie permettra l'augmentation progressive de la capacité d'exportation. Par conséquent nous ne craignons pas d'affirmer que, tout en tenant compte des fluctuations normales inhérentes à la nature du produit, la production des maïs roumains pourrait augmenter à tel point que nous ne devrions pas nous étonner de voir d'ici quelques années apparaître sur le marché mondial des quantités de maïs du Danube approchant de 25 à 30 millions de quintaux par campagne agricole. À l'heure actuelle cette production ne dépasse guère une quantité de 11-15 millions de quintaux, dans des années normales.

Pour le blé et l'orge, la question de la production et du rendement en Roumanie, comparée à ceux des pays de production d'outremer, présente des aspects différents. Pour ces céréales, le système de production agricole mérite d'être considéré à la lumière des défauts de méthodes, dont ces cultures ont trop longtemps souffert. Dans un pays dont les facilités de culture, la qualité du sol et même les conditions climatiques sont, en général, si favorables, on s'étonne de voir le rendement à l'hectare atteindre des chiffres qui classent la Roumanie dans les derniers rangs.

L'agriculteur roumain s'est fié, jusqu'à l'heure actuelle, à la générosité de la terre qu'il laboure dans les mêmes conditions que ses ancêtres. Il doit maintenant s'adapter aux méthodes modernes de production, s'il veut tirer de son effort une juste rémunération.

Des essais ont été faits pour arriver à l'industrialisation

de l'exploitation du sol par l'utilisation de tracteurs et par l'application de la motoculture dans l'agriculture roumaine. Mais nous ne croyons pas que ce soit par ces méthodes que le rendement pourra être partout augmenté. Leur application ne peut être que limitée car elles ne conviennent pas toujours à l'organisation agraire du pays. L'effort doit venir du côté de la classe paysanne qui devrait réformer ses méthodes d'exploitation. La situation de l'agriculture roumaine n'incite pas aujourd'hui à engager des capitaux dans la culture du sol ; le bénéfice est trop faible et trop aléatoire. Il est évident que l'organisation agraire des pays du bassin du Bas-Danube qui, tous, ont à la base de leur exploitation agricole l'économie familiale, pose le problème du rendement de l'agriculture dans ces pays, d'une autre manière que dans un pays comme la France par exemple. Le capital investi dans l'entreprise agricole moyenne de la Roumanie, ne dépasse guère un montant de 6-800 francs par hectare. Si nous comparons ce chiffre très faible avec les investissements relativement importants qui classent, par exemple, l'agriculture française dans une catégorie tout à fait différente¹, nous comprendrons tout de suite l'effort financier nécessaire dans l'agriculture roumaine pour atteindre un développement plus favorable. Le rendement actuel des terres roumaines résulte de l'application de la loi du moindre effort. Pour que la terre en Roumanie puisse donner des récoltes plus riches, il est nécessaire que les conditions de labour soient améliorées dans le sens d'un travail plus soutenu de la terre et d'une augmentation des investissements de capitaux. Il faut, bien entendu, pour obtenir du producteur ce surcroît d'effort matériel et financier, qu'il soit assuré d'un bénéfice correspondant à ce surcroît. Or, les conditions actuelles du marché ne peuvent assurer un rendement suffisamment rémunérateur.

Les pays du Bas-Danube se trouvent néanmoins, comparés aux grands pays producteurs, dans une situation

1. En Loire-et-Cher, la moyenne d'investissements par ha cultivé est indiquée dans le rapport de M. Alexandre Duval, député, voir Rapport n° 3485, session 190, Chambre des Députés à 6.-7.000 francs pour une entreprise agricole moyenne.

favorisée. L'économie familiale est moins touchée que l'exploitation industrialisée par la période de dépression économique mondiale que nous traversons, ce qui permet aux producteurs de céréales du Bas-Danube de résister plus facilement aux difficultés du moment. Mais si l'économie familiale voulait appliquer, à l'heure actuelle, les méthodes d'exploitation qui caractérisent par exemple la production française, les investissements nouveaux grèveraient l'économie roumaine à tel point que la rentabilité voulue ne pourrait être atteinte en présence des charges nouvelles, même si le rendement de la production était augmenté.

Cette augmentation ne donnerait pas, en effet, la contrepartie des nouveaux investissements de capitaux. Les prix mondiaux sont trop bas pour permettre de toucher un taux d'intérêt suffisant. Le jour où la situation du marché européen permettrait de tels investissements, la Roumanie pourrait, sans doute, faire l'effort nécessaire et il nous semble probable qu'elle regagnerait facilement le terrain perdu au cours des vingt dernières années. La Roumanie qui dans la période triennale 1929-31 (période déjà particulièrement favorable à la production des céréales du pays), a exporté, en moyenne, 28 millions de quintaux de céréales par an ¹, devrait participer au ravitaillement en céréales des pays déficitaires, pour occuper la place qu'elle avait avant la guerre, avec une quantité de céréales exportées approchant le 45-50 millions de quintaux. Ceci compte tenu des besoins accrus de la consommation intérieure.

Dans son ouvrage sur la situation économique mondiale publié sous les auspices de la Société des Nations, M. J. B. Condliffe a évalué la participation des pays danubiens aux exportations nettes de blé dans le monde, pendant la période 1909-13 à 11,2 % des exportations mondiales. Pour 1926-30 la part de ces pays tombe à 3 % ². Cette chute ressort nettement de l'opposition des chiffres suivants :

1. En 1913, la Roumanie a exporté 34,3 millions de qx. de céréales, voir *Annuaire Statistique*, 1915-16, p. 170.

2. J.-B. Condliffe, *op. cit.*, p. 109.

*Exportations nettes de blé avant la guerre et après la guerre*¹.

	1909-13	1926-31
	%	%
Russie	24.1	4.3
Argentine	14.2	21.6
Canada	11.8	37.1
Pays danubiens	11.2	3.0
États-Unis	8.4	14.5
Inde	7.7	—
Australie	6.7	9.2

Nous avons la conviction que la position défavorable qu'occupe, avec les autres pays du bassin danubien, la Roumanie en particulier, est uniquement due à un manquement de ces pays aux exigences économiques du moment. Nous ne contestons pas que des exigences d'ordre social ont amplement justifié cette situation, mais il ne reste pas moins vrai, que l'absence des céréales du bassin du Bas-Danube, sur le marché mondial, pendant une époque trop prolongée, a ouvert la voie aux céréales des pays d'outre mer. La lutte pour rattraper le temps perdu s'annonce depuis quelques années. M. Virgil N. Madgearu, professeur à l'Académie des Hautes Etudes Commerciales de Bucarest, économiste roumain distingué, s'est fait l'ardent défenseur de la doctrine du traitement préférentiel. Sa conception n'a pas encore pu s'imposer, mais elle devra nécessairement être admise, à moins que la liberté complète des échanges ne se réalise entre temps. Etant donné les difficultés presque insurmontables, qu'une telle évolution permet de supposer, et en présence de l'effort considérable et des victimes nombreuses qu'elle imposerait, nous ne voyons pas d'autre issue que celle de l'économie dirigée. Une large application des principes du traitement préférentiel et des ententes économiques raisonnables, tels qu'ils ont été conçus et adoptés dans les nombreuses conférences économiques internationales, ne peut pas manquer de s'imposer dès que le principe de l'économie dirigée franchira les limites dans lesquelles les doctrines d'une économie autarchique et ultra-protectionniste l'ont emprisonnée.

1. I.-B. Coudliffe, *op. cit.*, p. 107.

La conscience économique du monde, constamment troublée par des aspirations politiques dont la suppression ne dépend pas des pays qui nous intéressent, ne s'inquiète pas du fait qu'à l'Est de l'Europe des populations nombreuses sont tenues dans une sorte de misère latente.

Ces populations constituent pourtant dans l'ensemble de l'économie mondiale, une masse productrice dont l'activité économique est artificiellement tenue en sommeil par l'isolement volontaire dans lequel les grandes puissances, clientes de céréales, les maintiennent. Les efforts bienveillants de quelques-unes d'entre elles qui ont essayé d'esquisser, par des engagements doctrinaires plutôt que par des applications utiles, de prouver combien elles sont désireuses d'accorder le droit de préférence que réclament les pays de l'Est européen, ne peuvent pas être considérés comme constituant des améliorations appréciables de la situation. A l'heure actuelle, la crise qui sévit continue à justifier toutes les appréhensions quant aux difficultés que le commerce d'exportation de céréales du bassin du Bas-Danube trouvera dans son développement et qui n'est pas uniquement dû à la concurrence libre qu'il rencontre de la part des distributeurs de céréales qui s'approvisionnent au Canada, en Australie ou en Argentine. Le danger, pour le commerce de céréales du Bas-Danube, est plutôt la tendance des pays industriels à encourager le croisement artificiel d'une production céréalière là où les conditions naturelles sont de beaucoup moins favorables que dans le bassin du Bas-Danube.

Mais les pays industriels de l'Europe et les puissances financières qui créent les industries et les subventionnent se rendront compte, et ceci, dans le plus bref délai, que l'artificiel dans l'économie n'a pas de lendemain. Les efforts continuels que les pays d'orientation autarchique devraient faire pour maintenir, pendant des périodes prolongées, les économies gonflées dont les charges trop lourdes, ne suffiront pas à éviter le déséquilibre qui, finalement éclatera dans le désordre et la panique. Par ailleurs, les pays laissés en proie aux troubles profonds causés par le fait que l'accès de leurs produits exportables est limité et parfois même supprimé et qui, ainsi ne peuvent pas organiser même

avec des moyens restreints leur vie économique, sapent la résistance qu'opposent encore les grandes puissances au nivellement des économies en Europe. Les céréales du bassin du Bas-Danube qui constituent, aujourd'hui encore, une des principales richesses d'échange que ces pays peuvent offrir à leurs fournisseurs de produits industriels deviendront fatalement, lorsque la politique de l'isolement artificiel aura fait faillite, une matière première d'échange qui alimentera, comme jadis, un commerce prospère et des plus actifs.

Le commerce des céréales dans le bassin du Bas-Danube cherchant dans sa substance essentielle, l'issue vers le marché extérieur, attend que le flux et le reflux de valeurs qui, jadis créèrent la prospérité roumaine, soient rétablis. Située sur la grande voie qui réunit l'Europe à l'Orient et entourée de pays dont l'économie peut s'adapter et pourrait compléter utilement ses besoins et ses aspirations, la Roumanie présente, dans l'ensemble de la crise mondiale, des aspects rassurants qui doivent être du meilleur augure pour son avenir.

L'essor de l'agriculture roumaine se produirait même si les puissances industrielles, ayant absorbé dans le passé la plus grande partie des exportations de céréales de la Roumanie, résistaient encore aux aspirations économiques de la Roumanie. Il bénéficierait du nivellement des indices économiques, soit qu'il s'agisse des produits industriels importés ou des produits agricoles exportés. L'écart trop manifeste, qui existe encore aujourd'hui, entre ces indices a provoqué en Roumanie un phénomène d'économie fermée, et, en se repliant sur lui-même, ce pays a répondu, comme tous les autres pays de l'Est européen aux barrages douaniers qui s'opposent à l'entrée de ses marchandises à l'étranger.

Le barème des prix à l'intérieur s'est adapté aux prix excessivement réduits qu'obtiennent les céréales du Bas-Danube sur le marché mondial. C'est ainsi que le pouvoir d'achat de la population est limité, dans la mesure du possible, à des produits ne dépassant pas un certain niveau de prix. Les restrictions et les limitations que nous constatons actuellement en Europe Occidentale correspondent

à une abstention complète de tout achat à l'étranger. Les populations citadines gravement éprouvées dans ces pays, se bornent à la consommation nécessairement obligatoire à leur ravitaillement. La consommation des produits de luxe est presque complètement arrêtée. Nous avons pourtant la conviction que cette restriction ne peut être que passagère, que les économies de ces pays seront rétablies sur de nouvelles bases qui assureront la satisfaction complète de leurs besoins et que le niveau des prix s'adaptera au pouvoir d'achat irrémédiablement restreint par les prix du marché mondial.

Il est évident, que le lourd fardeau des charges financières et des rentes, ajouté aux pertes de capitaux, qui n'ont été épargnées à personne et qui caractérisent d'une façon inquiétante la vie financière de la Roumanie depuis la guerre, pèsent comme une lourde hypothèque du passé sur l'évolution à venir de ce pays. Les forces latentes qui résident dans les richesses naturelles et la résistance active de ce peuple jeune, vaincront certainement les difficultés du moment. En diminuant la part que les charges financières représentent dans l'ensemble de la vie économique on rendrait ce pays moins dépendant de la volonté de ses clients actuels. Il s'agit, pour la Roumanie, de trouver l'élan qui déterminera un réajustement des capacités de production et des obligations contractées et nous croyons que le premier effort à tenter devrait porter, avant tout, sur le développement encore possible des forces productives.

Les peuples du Bas-Danube n'ont pas encore tenté de devenir des facteurs actifs de l'expansion économique. Il est indiscutable que l'organisation du commerce extérieur de ces pays ne doit pas rester figée dans des conceptions qui découlent de traditions commerciales périmées. La Roumanie, en répandant ses produits agricoles sur le marché mondial, devrait sortir de la situation présente et parvenir à se créer de nouveaux débouchés partout où les circonstances le permettent. Le commerce des céréales deviendra alors un des plus importants facteurs ouvrant la voie à un essor nouveau et il favorisera la reprise d'échanges actifs, jadis si féconds pour l'existence économique de la Roumanie.

Les méthodes d'exportation seront probablement modifiées et entraîneront une systématisation de l'exploitation fermière dans le cadre du régime agraire actuel. Cette modification des méthodes d'exploitation et d'exportation ne devra pourtant pas se faire au détriment de la production des céréales.

La situation géographique de la Roumanie et les conditions de transport qui donnent à cette situation une valeur décisive, détermineront toujours l'importance capitale du commerce d'exportation de céréales dans ce pays.

Vu le 6 avril 1933 :

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLET Y.

(Extraits des)

**REMARQUES SUR LES AVANTAGES
ET LES DÉSAVANTAGES
DE LA FRANCE ET DE LA GR.-BRETAGNE**

Par rapport au Commerce et aux autres Sources de la
Puissance des Etats.

Traduction de l'Anglais
du Chevalier JOHN NICKOLLS
à Leyde 1754

Extrait p. 233.

« La Compagnie des Indes Orientales est un des monuments
« les plus éclatants de l'abus de la prérogative Royale, qui
« montre en même temps combien le monopole une fois établi
« est difficile à détruire et quelles forces il sçait prendre contre
« l'intérêt et la volonté même de la Nation.

« Fondée par la Reine Elisabeth, et confirmée par Jacques I^{er}
« et Charles II, elle commença à jouir en 1700 du droit exclusif
« de faire le Commerce de tout l'Orient, avec un premier capital
« de 369.891 livres sterling (8.597.493 liv. Tournois) que ses pro-
« fits portèrent depuis au-delà de 1.700.000 livres sterling.
« (39.100.000 liv. Tourn.).

« En 1698, toute la Nation ayant réclamé contre le mono-
« pole, qui avoit besoin d'argent, profita des circonstances pour
« faire passer un Acte de Parlement qui ouvroit ce Commerce à
« tout souscrivait ou actionnaire d'une nouvelle Compagnie,
« laquelle prêta au Gouvernement deux millions sterling à huit
« pour cent ; en sorte néanmoins que chacun des souscrivans
« fut libre de commercer avec les fonds séparés. La nouvele
« Compagnie, en moins de deux années, envoya aux Indes
« quarante vaisseaux, et un million sterling en espèces, c'est-à-
« dire le double de l'ancienne dans ses tems les plus florissans :
« mais comme celle-ci, à qui on avoit laissé la liberté de conti-
« nuer son commerce jusqu'en 1701, eut la prudence de beau-
« coup souscrire dans la nouvelle Compagnie, et qu'elle avoit
« conservé les principales Places et Forts Anglois sur les Côtes
« de l'Inde, elle força les nouveaux actionnaires à se réunir à
« elle ; ce qui forma en 1702 une nouvelle et unique Compagnie,
« sous l'autorité d'une Chartre de la Reine Anne, absolument
« la même que celle de la première Compagnie, qui rentra dans

« les mêmes endroits et privilèges exclusifs, avec plus d'empire
 « et de puissance qu'auparavant : diverses sommes prêtées
 « depuis au gouvernement par la Compagnie, lui ont mérité la
 « continuation de son privilège exclusif, jusqu'à son rembourse-
 « sement (non avant 1780) et la continuation de la Société pour
 « toujours.

« La puissance et les succès de cette Compagnie n'en im-
 « sent à personne en sa faveur ; ses richesses, il est vrai, sont
 « acquises à l'Etat : mais elles sont injustement distribuées entre
 « les Membres de la République, dont quelques-uns jouissent,
 « tandis que le reste est exclus. De quels droits, et comment a-t-
 « on pu imaginer d'approprier à une seule Compagnie l'Asie
 « entière et une partie de l'Afrique ? Que de découvertes, que
 « d'avantages nouveaux le Commerce n'a-t-il pas perdu
 « par cette exclusion ? Elle trouve elle-même le champ trop
 « vaste, puisqu'elle accorde, sous certaine rétribution des permis-
 « sions à des vaisseaux particuliers, c'est-à-dire, qu'elle sous-
 « ferme ou vend à ses compatriotes le droit naturel de commercer,
 « dont elle les a dépouillés : n'est-ce pas avouer au moins qu'un
 « Commerce aussi grand ne peut être exercé dans toute son
 « étendue que par une Compagnie où chacun puisse être admis
 « librement ? Les choses rentreraient alors absolument dans
 « l'ordre, si le commandement et l'entretien des Forts qu'on
 « suppose nécessaires était remis à la Nation, qui tiendrait par
 « là le Commerce sous sa protection immédiate ! des vaisseaux
 « de guerre en pareil cas seroient peut-être même préférables
 « pour la défense du Commerce. La Compagnie elle-même ne
 « se passe-t-elle pas de Forts sur les côtes de la Chine ? Des Forts,
 « des troupes à la solde d'une Compagnie, ont plus d'une consé-
 « quence dangereuse ; il sied mal à une Compagnie de Marchands
 « de prendre l'esprit guerrier : il est à craindre en même temps
 « qu'on n'instruise au métier de la guerre, des Nations indus-
 « trieuses, nombreuses, et dont l'intérêt est de nous imposer
 « la loi dans le Commerce.

« Si l'on prétend que la Compagnie par intérêt personnel,
 « défendra mieux elle-même contre l'ennemi ses établissements,
 « que des troupes à la solde de la Nation ; si l'on allègue les crain-
 « tes de la division entre les Chefs de la Compagnie et les Com-
 « mandans des troupes, ou même les abus et les vexations de la
 « part du militaire ; le siège de Madras et l'administration de la
 « Compagnie forment sur tous ces points de violens préjugés
 « contre elle et contre ces prétentions.

« Je ne descendrai point ici jusqu'aux allégations odieuses
 « qu'on entend répéter tous les jours, contre l'intégrité des
 « Directeurs des Compagnies dans leur administration ; je me
 « contenterai d'observer seulement que plusieurs habiles Com-
 « merçans qui avoient été Directeurs de Compagnies, après les

« avoir quittées ainsi que le Commerce, ont cru devoir rendre
 « ce témoignage à la vérité dans leurs discours publics et dans
 « leurs Ecrits, que les Directions n'étoient pas plus favorables
 « à l'intérêt particulier des Actionnaires, que les Compagnies
 « à l'intérêt de la Nation.

« Un trait seul fera juger quel est l'esprit d'une pareille
 « Compagnie, et de ce que la Nation en peut attendre. En 1670
 « elle envoya aux Indes une Colonie de teinturiers, de fileurs et
 « de tisserands, pour perfectionner les Manufactures Indiennes
 « et les accommoder au goût de l'Angleterre; et c'est à elle
 « que les Indes doivent en grande partie la grande vogue dont
 « leurs étoffes se sont mises en possession en Angleterre, et que
 « toutes les prohibitions n'ont pu arrêter efficacement.

« Je finirai cet article par une prédiction, dont la vérité
 « se rendra sensible avant la fin de ce siècle-ci.

« Le Commerce de l'Inde consistant en un échange d'argent
 « et de quelques Manufactures d'Europe, contre des marchan-
 « dises de luxe et de consommation et des matières premières
 « que l'Europe et nos plantations peuvent nous fournir; chacune
 « des Nations Européennes qui a envoyé aux Indes, a déjà senti
 « que son véritable intérêt étoit de consommer le moins qu'elle
 « pourroit de leurs productions, et de vendre aux autres de quoi
 « doubler au moins l'argent qu'elle y porteroit, c'est-à-dire que
 « chacun a voulu rejeter sur une autre, la perte de ce Commerce
 « sensiblement ruineux en soi : mais toutes les Nations s'éclair-
 « rant sur ce principe, voudront faire ce Commerce directement.
 « L'Orient, devenant ouvert à toutes les Nations, les Hollandois
 « perdront, ou par la force, ou par nouvelles découvertes en
 « Asie et même en Amérique, le monopole des poivres et de la
 « muscade ! les Manufactures des Indes ne seront plus un besoin
 « pour l'Europe, plusieurs Nations les ont déjà prohibées, d'autres
 « les ont imitées chez elles : ainsi ce Commerce partagé et réduit
 « ira en s'anéantissant, et les profits cesseront de suffire aux
 « dépenses des Compagnies dans leurs Etablissements, qui
 « deviendront inutiles » (*voir pages 233 à 241*).

Mais le plus probant des récits est certainement celui
 que Nickolls nous donne sur la compagnie du Levant ou
 de Turquie.

« Des Lettres-patentes de la troisième année de Jacques I^{er},
 « (1606), confirmées par Charles II, accordent le privilège exclusif
 « du Commerce des mers du Levant à une Compagnie, dans
 « laquelle ne seront admis d'autres Sujets, que membres de
 « quelques Corps de Marchands, bourgeois de Londres, s'ils sont
 « demeurants dans la distance de vingt milles de Londres, en
 « payant à la Compagnie de 25 £ st. (575 liv. Tourn.) par ceux

« qui seroient au-dessus, avec liberté d'employer ses fonds dans
 « ce Commerce, chacun séparément, mais subordonné aux
 « réglemens particuliers que les Gouverneurs et Chefs de la
 « Direction de ladite Compagnie, présens dans une Assemblée
 « générale de ses membres, seroient à la pluralité des voix, pour
 « l'avantage de la Compagnie et du Commerce en général.

« Londres fut naturellement choisi pour le siège de la Compa-
 « gnie, qui y établit la Direction ; son Port fut le rendez-vous des
 « vaisseaux de ce Commerce ; le nombre en fut limité par la
 « suite ; les Membres de la Compagnie n'eurent plus la liberté
 « d'envoyer leurs vaisseaux séparément : par ce moyen la Direc-
 « tion parvint à mettre Londres seul en possession de la naviga-
 « tion et du Commerce de la Compagnie : elle a sçu prolonger
 « jusqu'à ce jour la jouissance de ses usurpations, non sans
 « quelques troubles, mais en étouffant toujours avec succès
 « les plaintes que les Manufactures du Royaume, et quelques-
 « uns de ses Membres même ont portées devant le Parlement,
 « contre l'oppression et la tyrannie des Chefs qui la dirigeoient :
 « elle a sçu trouver dans le Parlement même des voies intéres-
 « sées à la défendre : d'ailleurs un particulier est toujours si
 « timide à attaquer une Compagnie, et réussit si rarement :

« Cependant, comment se dissimuler les conséquences fâ-
 « cheuses qui ont dû naître d'un système qui a concentré dans
 « Londres tout le Commerce du Levant ?

« 1^o L'exclusion des Manufactures d'Angleterre trop éloi-
 « gnées de Londres, par l'avantage qu'ont sur elles, les plus pro-
 « chaines, soit pour les frais de transport, soit pour la facilité
 « de s'accommoder aux dispositions non annoncées, ou non
 « prévues par la Compagnie.

« 2^o Les lois dures que cette Compagnie a été maîtresse
 « d'imposer aux Manufactures qu'elle a préférées ; toutes se plai-
 « gnent aussi hautement les unes que les autres.

« 3^o De plus grands frais de voiture à Londres, pour les
 « Manufactures plus prochaines d'autres ports ; ceux des Com-
 « missionnaires, Facteurs, magasinage, que quelques Villes au-
 « roient pû épargner ; les frais enfin d'embarquement et de port,
 « bien plus coûteux à Londres qu'ailleurs.

« 4^o Mêmes désavantages pour nos Manufactures, en rece-
 « vant par la même voie les soyes, le poil de chevre, et
 « autres matières du Levant qu'elles employent ou consomment :
 « Manchester, Derby, Norwich, Coventry ont à se plaindre de
 « l'espèce de monopole ou de préférence dont les Manufactures
 « de Londres jouissent par ce moyen à leur préjudice ; c'est vou-
 « loir les forcer de fabriquer leurs étoffes de soye et de poil, aussi
 « chèrement que celles de Londres même, le lieu de l'Angleterre
 « où la main-d'œuvre est au plus haut prix.

« Les circonstances publiques ou secrettes de la conduite de
 « la Compagnie, n'ont laissé aucun doutes à la Nation sur la
 « nature de l'intérêt qui l'animoit : on sçait avec quelle ardeur
 « elle sollicita l'Acte du Parlement qui prohiba l'importation
 « des soyes d'Italie ; on vit en 1740 les efforts qu'elle opposa à
 « l'établissement d'un Commerce direct entre les Marchands
 « Anglois de Russie et la Perse, par la mer Caspienne ; preuves
 « suffisantes de son ambition et de sa jalousie.

« Mais les registres de ses délibérations et réglemens parti-
 « culiers, ouverts à nos yeux, nous montreroient, avec plus de
 « détail, toutes les pratiques que l'intérêt particulier peut in-
 « venter contre le bien public. On y liroit toutes les gênes impo-
 « sées à ce Commerce, telles que sont celles du nombre fixé des
 « vaisseaux, sur lesquels seuls il est permis à chacun de charger
 « ses marchandises, du tems de leur départ, de la quantité per-
 « mise ; gênes sur le tems de faire ses achats en Angleterre, sur
 « les conditions, le prix et le tems de la vente au Levant ; gênes
 « enfin qui soumettent à un droit ou amende de vingt pour centles
 « marchandises, dont on disposeroit contre l'intention de ces
 « loix, mêmes gênes au retour, continuées en Angleterre, sur la
 « vente des marchandises apportées en échange.

« A la première lecture de ces différens réglemens, on re-
 « connoîtroit clairement deux principes qui les ont presque tous
 « dictés ; l'un qui tend à resserrer entre les plus petit nombre de
 « Membres possible, les profits de la Compagnie : dans un Com-
 « merce soumis à tant de gênes, les membres les plus riches, qui
 « toujours dominant dans une direction, viennent à bout tôt
 « ou tard de dégoûter ou d'exclure les plus faibles : les tems
 « d'acheter et de vendre ne peuvent être les mêmes pour un Mar-
 « chand qui a de gros fonds, et pour celui qui commerce à crédit.

« L'autre principe fuit du premier, et tend à grossir les
 « profits de la Compagnie, même par les moyens qui resserrent
 « le Commerce. Je citerai pour exemple la résolution qu'elle prit
 « en 1718 de différer de dix mois le tems du départ de ses vais-
 « seaux pour Turquie ; délai qu'elle prolongea depuis par diffé-
 « rentes remises dont elle annonça ouvertement le motif et
 « l'intention, *savoir de hausser le prix des Manufactures Angloises*
 « *en Turquie, et celui de la soye en Angleterre.* C'est ainsi que les
 « Hollandois, par une politique pareille, mais qui ne peut leur
 « être reprochée par leur patrie, brûlent quelquefois, ou jettent
 « à la mer de grandes quantités de poivre, de muscades
 « *de bleds*, pour en soutenir le prix : l'esprit du monopole est
 « donc un esprit destructif. Arrêter l'exportation des draps,
 « qu'est-ce autre chose en effet, que brûler les métiers des
 « Manufactures, et arracher en même tems à des hommes le
 « moyen de subsister. Tel est cependant, et presque nécessaire-
 « ment, l'esprit d'une Compagnie : elle préférera un gain de

« dix pour cent sur mille tonneaux d'exportation, à cinq pour cent sur deux mille qu'elle pourra exporter. Dans le commerce libre au contraire, la concurrence force nécessairement les Marchands à se contenter de profits médiocres, leur seule manière d'augmenter leurs profits, est de multiplier les exportations. Je demande lequel de ces deux systèmes est le plus profitable pour l'Etat ?

« Les défenseurs de l'administration de la Compagnie allégueront qu'il est nécessaire de donner de justes bornes à l'exportation ; que si on laisse une fois les marchés étrangers s'engorger de nos marchandises, les Marchands et le Commerce sont ruinés.

« Je réponds que la trop grande abondance de marchandises dans un lieu, a des effets plus simples et moins funestes. Si la quantité par exemple est double de la consommation d'une année, alors les Marchands attendent quelque tems pour vendre, ou vendent à moindre prix pour se débarrasser ; la consommation peut-être augmenté par cette diminution du prix, et en ce cas le Commerce général gagne, quoique les Marchands ne gagnent pas, et même que quelque-uns soient ruinés : cependant les Villes commerçantes, informées de cette surabondance, diminuent leurs envois, et dans un terme plus ou moins long, le niveau se rétablit.

« Je demande d'ailleurs à tout homme désintéressé, si pour le tems que cette surabondance fait languir nos manufactures, celles de l'Etranger n'en ressentent pas les mêmes effets, quoique la cause ne vienne pas d'elles ; ou si, lorsque l'Etranger causera lui-même cette surabondance, nos exportations, quoique dirigées par une Compagnie, n'éprouveront pas une diminution momentanée ; tous nos commerces avec l'Espagne, le Portugal, la Hollande, avec nos Colonies même, ne sont-ils pas sujets à ces vicissitudes, et proposera-t-on, sous ce prétexte, de les soumettre de nouveau à la contrainte dont ils ont été heureusement affranchis ?

« Mais la France, dira-t-on, qui a su se faire la plus grande part dans ce commerce, met elle-même des bornes à ses exportations ; et les Privilèges accordées au Port de Marseille ont presque donné à cette ville et aux manufactures méridionales de la France, le Privilège exclusif du Commerce du Levant.

« A cela je réponds, 1°. Que malgré le témoignage du Chevalier J. Gree, on ne doit point, sans grande précaution, prendre la France pour modèle en fait de Commerce, sur tout, en ce qui concerne ses libertés.

« 2°. Qu'en France, comme ailleurs, il sera toujours vrai, que régler les exportations, c'est les gêner, et par conséquent

« les diminuer; que si Marseille jouit en effet du Privilège
 « exclusif du Commerce du Levant, la France comme l'Angle-
 « terre, s'est privée des branches du Commerce, que les autres
 « Ports et Manufactures du Royaume auroient pû se procurer
 « au Levant.

« Mais une réponse sans réplique, et qui est la vraie,
 « c'est que la France ne doit sa supériorité sur nous au Levant,
 « qu'à la supériorité de ses draps sur les nôtres : les meilleurs
 « draps sont ceux qui conviennent le mieux au pays qui les
 « consomme, et les Français ont su se lier, et accommoder
 « leurs manufactures au goût des Peuples du Levant.

« Voilà tout le secret du Commerce, et tel est le moyen
 « infailible d'obtenir la préférence sur tous les Concurrents
 « dans le Commerce, c'est de fabriquer le mieux et au meilleur
 « marché; moyen, dis-je, plus certain que le monopole, et qui
 « est exempt de toutes ses conséquences odieuses; principe
 « en même tems d'une vérité évidente, et guide également
 « sûr pour l'homme d'Etat dans l'administration, comme pour
 « le simple Marchand dans son trafic.

« Entre l'année 1720 et 1740, la valeur de nos exporta-
 « tions pour Turquie, en draps et quelques autres marchan-
 « dises, étoit estimée à 180.00 livres sterling, (4,140,000 liv.
 « tournois) année commune; les importations pour le même
 « tems, presque toutes en matières de manufactures, étoient
 « évaluées à 236.470 l. sterl. par an (5,458,810 liv. tourn.)

« « Ce fut donc sans aucun fondement, qu'une Compagnie
 « espéra ou fit espérer à l'Angleterre de la rendre maîtresse
 « du Commerce du Levant par le secours de son administra-
 « tion, de ses présens* et de ses pratiques services infruct-
 « tueux dont la Nation pouvoit se passer. Ses Ministres
 « et ses Consuls pouvoient y protéger son Commerce par les
 « moyens qui sont d'usage dans ce pays; sa puissance lui ré-
 « pondoit des égards qui lui sont dus et c'étoit aux Marchands
 « Anglois à mériter la préférence sur les autres Nations, par
 « les avantages que les Turcs trouveroient avec eux. Mais,
 « c'est à quoi ils ne parviendront jamais, si on ne leur laisse
 « la liberté et le choix des Ports, des Vaisseaux, du tems et
 « et des conditions de l'achat et de la vente des mar-
 « chandises tant exportées, qu'importées en retour : et les
 « Règlements qui peuvent importer au bien de ce Commerce,
 « seront toujours suspects et dangereux, tant qu'ils ne seront
 « pas l'ouvrage d'un Comité de Marchands intelligens et en

a) Par les comptes de la Compagnie, il paroît qu'entre 1733 et 1740, ses charges et dépenses compris les présens, à Constantinople, Alep et Smyrne ont monté par an à 8.000 l. sterl. (184.000 l. tournois).

« même tems sans intérêt dans ce Commerce »* (voir page 245 à 261 »

a) Les plaintes et requêtes nombreuses des principaux ports et manufactures d'Angleterre, portées devant le Parlement, ont obtenu dans la dernière session vingt sixième année de George II un Acte, dont le Bill n'avoit pu passer dans le Parlement précédent, lequel porte entr'autres dispositions, qu'à compter du 24 juin 1754, tout Sujet de la Grande-Bretagne pourra sur sa Requête présentée au Gouverneur de ladite Compagnie y être admis en payant seulement 20 liv. sterl. à ladite Compagnie pour son entrée.

Que tous les membres de la Compagnie pourront exporter séparément ou en société, pour les mers du Levant, toutes marchandises permises en telle quantité et tel tems, expédiées de tel Port de la Grande-Bretagne et sur tels vaisseaux que bon leur semblera. Qu'aucun règlement particulier de la Compagnie n'aura de force, que quand il aura passé dans deux assemblées générales ; et que tous membres de la Compagnie, plaignans, au nombre de sept, seront admis à appeler par-devant les Commissaires du Commerce et Colonies, desdits réglemens qu'ils jugeront contraires à leur intérêt.

BIBLIOGRAPHIE

a) DOCUMENTS

- Actes et Documents relatifs à l'Histoire de la Renaissance de la Roumanie*, publiés par Dimitrie A. Sturdza et C. Colescu-Vartic (Acte si Documente relative la Istoria Renascerei României), vol. I^{er}, 1391-1841, Bucuresti, Inst. de Arte Grafice, Carol Göbl., 1900.
- Actes et Lois concernant la question paysanne*, série I^{re}. (Acte si Leguiri privitoare la chestia taraneasca, seria I de la Vasile Lupu pana la 1866, adunate de D.C. Sturdza-Scheeanu, vol. III, Partea 2, Bucuresti, Socec et Co S.A., 1908.
- Idem*, série III.
- Idem*, série I, vol. IV, *Brochures et extraits roumains et étrangers, 1772-1872*. (Brosuri si extrase românesti si străine).
- Le Blé*, Production, industries de transformation, commerce. Compte-rendu des travaux de la Semaine Nationale du Blé, Paris, janvier 1923. Imprimé chez Dubois et Bauer, 34, rue Laffitte, Paris.
- Bulletin d'information et de documentation*. Banque Nationale de Roumanie. Services des Études économiques, 1932, IV^e année, n° 1 à 12, Bucuresti Imprimerie « Curierul Judiciar ».
- Chambre des Députés, n° 3485, XIV. Législature, session de 1930. Rapport fait au nom de la Commission de l'Agriculture chargée d'examiner les propositions de loi concernant la culture du blé par M. Alexandre Duval député. Paris, Imprimerie de la Chambre des Députés, 1930.
- Chambre des Députés, n° 3874. XIV^e Législature, session de 1930. Rapport fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1931-1932 (Agriculture) par M. Achille Fould, député, Paris, Imprimerie de la Chambre des Députés, 1930.
- XIV^e Congrès International d'agriculture de Bucarest, Communications et rapports, C.4.-C. 10, Bucarest.
- Correspondance Economique Roumaine*, « Bulletin Officiel du Ministère de l'Industrie et du Commerce de Roumanie », n° 4-5, XI^e année.
- La Crise agricole*, Société des Nations, Comité économique, vol. I^{er}, II, Genève, 1931.
- Documents Hurmuzaki*, recueillis par Eudoxiu de Hurmuzaki : *Documente privitoare la Istoria Românilor Publicate sub auspiciile Ministerului Cultelor si ale Academiei Române*, Bucuresti, 1887-1915, vol. XIV. (Documente Grecesti : N. Jorga), vol. III-2. (Documente din Venetia si Roma, I. Slavici), vol. X. (Rapporte consulare prusiene din Iasi si Bucuresti, N. Jorga.) Vol. XVI. (Correspondente diplomatice si Raport. Consulare franceze 1625-1846, Nerva Hodos), vol. III. Supplément Ie (Documente culese la Ministerul Afacerilor Straine la Paris, A. Odobescu).

- Documents concernant le Commerce Roumain, 1473-1868.* (Documente privitoare la Comerțul Românesc, publicate) de Dum. Z. Furnica, Bucaresti, Tipogr. România Noua, 1931.
- Europe-United States* : International Chamber of Commerce. Vol. 2. Development and Direction of Trade 1931. Éditions Erpé, Paris, 1931.
- Europe-United States* : International Chamber of Commerce. Vol. 3. Industrial Problems, éditions Erpé, Paris, 1931.
- Europe-United States* : International Chamber of Commerce. Vol. 5. Distribution Problems, éditions Erpé, Paris, 1931.
- Jahres-Bericht* des Vereins der Getreidehaendler der Hamburger Börse über das Jahr 1930. Druck von Ackermann et Wulff, Hamburg, 11.
- Rapport sur l'exécution du programme d'amélioration des Chemins de fer roumains.* (Troisième année d'application du programme de stabilisation monétaire (7 février 1931-7 février 1932), Bucarest, Impr. des Chemins de Fer roumains, 1932.
- Report, of the Royal Commission on Supply of food and raw material in time of war*, with Minutes of evidence and Appendices, vol. 1^{er}, *The Report*, London, Wyman and Sons Ltd. 1905.
- Reports of the Imperial Economic Committee, Twentieth Report, The Wheat situation 1931*, Printed and Published by His Majestys Stationery Office, London, 1932.
- La Roumanie agricole*, XIV^e Congrès International d'Agriculture, Bucarest, 7, 8 et 10 juin 1929. Tipogr. « Bucovina », Bucaresti.

b) ANNUAIRES ET RECUEILS STATISTIQUES

- Annuaire International de Statistique Agricole*, Institut international d'agriculture Rome, Imprimerie de la Chambre des Députés, 1910, 1925-26, 1927-28, 1931-32.
- Annuaire Statistique.* Statistique générale de la France, 45^e volume, 1929, Paris, Imprimerie Nationale, 1930.
- Annuaire Statistique de la Roumanie* 1915-1916, et 1927. Ministère de l'Industrie et du Commerce, Direction générale de la statistique, Bucaresti, Tipogr. F. Göbl Fii, 1919 et 1929.
- Ibid.*, 1929, Imprimerie Nationale, Bucaresti, 1931.
- Anuario Statistico Italiano*, Rome, 1907 et Rome 1911.
- Le Commerce Extérieur de la Roumanie en 1926. Résumé* (chiffres définitifs) Imprimeria Nationala, Bucaresti, 1932.
- Ibid.*, pendant les années 1929 et 1930 (chiffres définitifs) Roumanie. Ministère des Finances, Service de la Statistique. Tipogr. « Ion C. Văcărescu », Bucaresti, 1932.
- Ibid.*, pendant le trimestre octobre-décembre et le total de l'année 1931. (chiffres préliminaires), Imprimeria Nationala Bucaresti, 1932.
- Indices Généraux du Mouvement Economique en France* de 1901 à 1931. Statistique générale de la France, Service d'observation des prix, Paris, Imprimerie Nationale, 1932.
- Notice sur la Roumanie*, principalement au point de vue de son Économie rurale, industrielle et commerciale, Paris, Libr. A. Franck, 1868.
- Rapport Statistique* du mouvement des ports roumains et l'effectif des bateaux de la Marine Commerciale roumaine en 1931. Monographie des ports.

Ministère de l'Industrie et du commerce, Régie autonome des ports et des communication par voie d'eau, Inspectorat général de la Navigation et des Ports, Bucaresti, Imprimeria Centrala, 1932.

Tableau Général du Commerce et de la Navigation, Paris, Imprimerie Nationale, vol. I^{er}, pour 1895 et pour 1905.

c) OUVRAGES CONSULTÉS

ANGELESCO (Ar. I.-N.). — *L'expérience monétaire roumaine* (1914-1927), Paris, Marcel Giard, 1928.

— *Histoire Economique des Roumains*, t. 1^{er}, Paris, édition Atar, 1919.

BABEL (Antony). — *La Bessarabie, étude historique, ethnographique et économique*, Paris, F. Alcan, 1926.

BAICOIANU (G.-I.). — *Le Danube*, aperçu historique, économique et politique, Paris, Recueil Sirey, 1917.

BONTEA (Dr. G.). — *L'influence des conditions naturelles de production sur les systèmes économiques dans l'agriculture des steppes roumaines*. (Influenta conditiilor naturale de productie asupra sistemelor economice in agricultura din stepele românești) Regie M. O., Impr. Nationala, Bucaresti, 1931.

BOREL (André). — XIV^e Congrès international d'agriculture, Bucarest, 1929 : La situation de l'agriculture en 1927 et 1928 comparée à celle d'avant la guerre et celle de 1925 et 1926, Bucarest, Cultura Nationala.

BRANCOVICI (Emil-Mihail). — *La technique du commerce des céréales, spécialement du commerce des céréales roumaines*. (Technica comerțului de cereale, în special Comerțului cerealelor românești), vol. I^{er}, Partie générale : Bucaresti Carol Göbl, 1915.

BRATIANU (G.-I.). — *Recherches sur le Commerce génois dans la Mer Noire au XIII^e siècle*, Paris, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1929.

BROOMHALL et HUBBACK. — *Corn Trade Memories, Recent et Remote*, XVII. XX. centuries Northern Publishing Co Ltd., Liverpool.

CARANFIL (Georges). — *La Banque Nationale de Roumanie de ses origines à nos jours*, Paris, Éditions de la Vie Universitaire, 1922.

CHRISTESCU (Vasile). — *La vie économique de la Dace Romaine*. (Viata economica a Daciei Romane, Contributii la o reconstituire istorica), Pitesti, Tipogr. « Artistica » P. Mitu, 1929.

CHRISTODORESCU (Ch.). — *Politica Noastra Comerciala, le Régime de l'Exportation en Roumanie*, vol. I^{er}. « La période de la neutralité, Bucaresti, Editura revistei economice Import-Export.

— *Politica Noastra Comerciala : Le Régime de l'Exportation en Roumanie* (Regimul exportului României în timpul neutralității și după război), vol. II. La période d'après la Guerre, 1^{er} janvier 1919, 1^{er} janvier 1928. Uniunea Camerelor de Comerț și de Industrie, Bucaresti Tipogr. « Tiparul Românesc ».

CIORICEANU (Georges-D.). — *Les Grands Ports de Roumanie*, Paris, Marcel Giard, 1928.

CONSTANTINESCO (Mitita). — *L'évolution de la propriété rurale et la Réforme agraire en Roumanie*, Bucaresti, Cultura Nationala, 1925.

CORNATEANU (N.-D.). — *La réforme agraire*. (Reforma agrara și gospodăria noastră agricolă, Bucaresti, Editura « Cartea Românească », 1930.

- DÉLÉGATION ROUMAINE A LA CONFÉRENCE DE BARCELONE : *Le Danube et les intérêts économiques de l'Europe*, Paris, Imp. M. Flinikowski, 1920.
- DIEHL (Charles). — *Byzance, Grandeur et Décadence*, Ernest Flammarion éditeur, Paris, 1930.
- DOBROVICI (Gh.-M.). — *L'histoire de la dette publique de Roumanie* (Istoricul datoriei publice a României), Bucaresti, Albert Baer, 1913.
- GAROLA (C.-V.) et LAVALLEE (P.). — *Céréales*, vol. I^{er}, et II, Paris, J.-B. Bail lière et fils, 1925.
- GEORGIANU (Ilîe-I.). — *La Roumanie sous l'occupation ennemie*, fasc. II. *L'exploitation économique du pays, l'organisation et l'activité de l'Etat-Major économique*. (Exploatarea economica a Tarii Jirectiunea Generala a Satisticeii, Bucaresti, « Cultura Neamului Românesc », 1920.
- GHICA ION (G.-Chanoi). — *Dernière occupation des principautés danubiennes par la Russie*, Paris, Dumaine, 1853.
- GRINTZESCO (Ernest). — *Le problème du redressement agricole en Roumanie*, Bucaresti, Göbl fils, S.A., 1931.
- HALLUNGA (Alexandre). — *L'évolution et la revision récente du Tarif douanier en Roumanie*, Paris, Dalloz, 1928.
- HAUSER (Henri). — *Les origines historiques des problèmes économiques actuels*, Paris, Libr. Vuibert, 1930.
- HEYD (W.). — *Histoire du Commerce du Levant au Moyen-Age*, trad. Furcy-Raynaud, Leipzig, 1885, 2 vol.
- HISSENOVEN (Paul Van.). — *Le Commerce international des Grains*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, ancienne Maison Challamel, 1923.
- IMBART DE LA TOUR (Comte J.). — *La crise agricole en France et à l'étranger*, Nevers, Impr. L. Cloix, 1900.
- IONESCO-SISESTI (G.). — *L'agriculture de la Roumanie pendant la Guerre. Histoire économique et sociale de la Guerre Mondiale* (série roumaine). Publications de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale. Impr. de la Presse Universitaire de France, Fontenay-aux-Roses, 1929.
- *Structure et production agricole de la Roumanie*, Bucaresti, Imprimerie « Adevarul » et Dimineata, 1924.
- JORGA (Nicolae). — *L'Histoire du Commerce roumain*. (Istoria comerului românesc). Bucaresti, Tiparul Românesc, 1925, 2 vol.
- *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Bucaresti Cultura Nationala, 1922.
- LOMBROSO (Gina). — *La rançon du machinisme*, traduit de l'italien par Henri Winckler, Payot, Paris, 1931.
- MADGEARU (Virgil). — *Rumania's new economic policy*, London, P.-S. King et Son Ltd., 1930.
- *La Roumanie à la conférence de Stresa*. Discours prononcé à la séance du 7 sept. 1932 suivi du Memorandum présenté par le Gouvernement roumain. Impr. de la Tribune de Genève, 1932.
- *Le traitement préférentiel et l'entente économique régionale*, Bucaresti Car-tea Româneasca.
- MAIOR (Dr. George). — *România Agrícola*, Bucaresti, 1895.
- MANFRONI (C.). — *Le relazioni fra Genova, l'impero bizantino e i Turchi*, Livorno, 1898.
- MANOILESCO (Mihail). — *Théorie du protectionnisme et de l'échange international*, Paris, Marcel Giard, 1929.

- MARTONNE (de Emmanuel). — *L'Europe Centrale* (Géographie Universelle), t. 1 et IV, Paris, Armand Colin, 1931.
- MASSON (Paul). — *Les Bouches-du-Rhône, Le Commerce*, t. IX, Paris, 1922.
- MEYER (R.) et ARDANT (G.). — *La Question agraire*, étude sur l'histoire politique de la petite propriété, Paris, Retaux-Bray, 1887.
- MINNS (E.). — *Scythians and Greeks*, Cambridge, 1913.
- NAUDÉ (I.). — *Die Getreidehandelspolitik der europäischen Staaten vom XIII. bis XVIII. Jahrhundert*, Berlin, 1896.
- NICKOLLS (John). — *Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne, par rapport au commerce et aux autres sources de la puissance des Etats*, traduit. de l'anglais. Leyde, 1754. (Bibliothèque de l'auteur).
- NISTOR (Dr.-I.). — *Die auswärtigen Handelsbeziehungen der Moldau im XIV. XV. und XVI. Jahrh.* Gotha, 1911.
- PATIN (Edgard). — Plans. *Le Monde nouveau*, Paris, juin 1932.
- *L'Union danubienne* : Les cahiers de l'Union européenne, Paris, avril-juin 1932.
- PEYSSONNEL (Charles de). — Observations historiques et géographiques sur les peuples barbares qui ont habité les bords du Danube et du Pont Euxin Paris, Filliard, 1765.
- PINON (René). — *L'Europe et l'Empire Ottoman. Les aspects actuels de la question d'Orient*, Perrin et C^{ie}, Paris, 1908.
- POPESCU (Aureliu Ion). — « Les variations saisonnières du « Leu » (Variatiile sezonale ale Leului. Bucuresti, Bibl. Economica, tip. Reforma sociala, 1927.
- SAUCIUC-SAVEANU (T.). — *La culture des céréales dans la Grèce Antique et la politique de céréale des Athéniens* : (Cultura cerealelor in Grecia Antica si politica cerealista a Atenienilor). Academie Roumaine, Études et Recherches X. Cultura Nationala, Bucuresti, 1925.
- THIBAUT-LEFEBVRE. — *Situation diplomatique de la Valachie à l'égard des Puissances européennes*, Paris, Douniol, 1857.
- URQUEHART (P.). — *La Turquie, ses ressources, son organisation municipale, son commerce*. Suivis de considérations sur l'état du commerce anglais dans le Levant. Traduit de l'anglais par Xav. Raymond, Paris, Artus Bertrand, 1836, 2 vol.
- VASILESCO (Grégoire-C.). — *Débit solide du Danube, évolution récente de son Delta*. Éditions de l'Inst. National roumain pour l'étude de l'aménagement et de l'utilisation des sources d'énergie, n° 22, Bucuresti, 1929.
- *Problème de la canalisation du secteur des Cataractes du Bas-Danube*, I. Évolution récente des transports et de la capacité de trafic de la voie navigable, Bucuresti, édition de l'Institut National Roumain pour l'étude de l'aménagement et de l'utilisation des sources d'énergie, n° 14, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

I. Le territoire Carpatho-Danubien	1
1. Coup d'œil d'ensemble sur la morphologie, le climat et la nature du sol.....	4
2. Le Danube	16
3. Les origines du commerce danubien	22
II. Le commerce des céréales roumaines à travers l'histoire jusqu'à l'abolition des monopoles (1829).....	29
1. Les colons grecs	29
2. Les populations agricoles de la plaine du Bas-Danube	35
3. « Sitones » et « emporoi »	53
4. Byzance, métropole des Bazilei, Venise et Gènes.....	67
5. Production et commerce de céréales dans les Voévodats	87
6. Les échelles danubiennes	100
7. La domination de la Sublime Porte. - Les Monopoles	107
III. Le Régime Agraire	123
1. Le servage	123
2. L'exploitation latifundiaire	135
3. La production agricole extensive	140
4. La réforme agraire et la disparition des grands domaines agricoles	146
5. Qualité et conditionnement des céréales	172
6. Les autres pays danubiens	183
IV. Le marché intérieur	193
1. Le ravitaillement du territoire roumain	193
2. Le rassemblement des céréales	209
3. Les routes et communications	220
4. Les finances	233
5. L'économie dirigée pendant et après la guerre	244
V. Les céréales du Bas-Danube sur le marché mondial	267
1. La liberté du commerce	267
2. La navigation sur le Danube	275
3. Les marchés étrangers	297
4. Les « emporoi » du XX ^e siècle	344
5. Monnaie, prix et échanges	364
VI. La Roumanie sera-t-elle à nouveau le Grenier de l'Europe ? ..	387
1. Les nécessités d'expansion économique des grandes puissances ..	389
2. Le potentiel de production de la Roumanie	400

